

ANDRÉ IMER

ANDRÉ IMER

CHRONIQUE DE LA FAMILLE

IMER

DE LA NEUVEVILLE



DE 1450 À L'AN 2000

EDITIONS INTERVALLES

IMER

CHRONIQUE DE LA FAMILLE

EDITIONS
INTERVALLES

ANDRÉ IMER

CHRONIQUE DE LA FAMILLE

IMER

DE LA NEUVEVILLE

DE 1450 À L'AN 2000

Préface d'André Bandelier

EDITIONS INTERVALLES

Tous droits de traduction, d'adaptation, de diffusion et de reproduction,
y **compris sur Internet**, sont expressément réservés pour tous les pays.

© by Editions Intervalles, Prêles - Suisse et André Imer, La Neuveville - Suisse

*A la mémoire de mon père FLORIAN IMER
à mes fils EDGAR, VINCENT et DIDIER
à mes sœurs MONIQUE et SIMONE,
sans les encouragements de qui je n'aurais peut-être
jamais mené à bien cet ouvrage.*

Remerciements

Nous remercions de leur précieux soutien:

- l'Office de la Culture du canton de Berne
- le Gouvernement du canton du Jura par l'intermédiaire
de la Délégation jurassienne à la Loterie romande
- la Bourgeoisie de la Ville de Berne
- la Municipalité de La Neuveville

Table des matières

Avant-propos		7
Préface	<i>par André Bandelier</i>	9
Préambule		13
Chapitre I:	Les origines	15
Chapitre II:	Les premières générations: de Jehan I à Josué 1450-1650	23
Chapitre III:	La génération charnière: Les fils de Josué 1650-1700	71
Chapitre IV:	Jean-Jacques Imer, fils d'Abram	81
Chapitre V:	La branche des bannerets	83
	A. La branche aînée	83
	B. La branche cadette	131
Chapitre VI:	La branche des notaires	137
	A. La branche aînée	137
	B. La branche cadette	149
Chapitre VII:	La branche des châtelains	159
Chapitre VIII:	La branche du Schlossberg	199
Chapitre IX:	La branche de Grenétel	221
	A. Les Imer de Grenétel	226
	B. La branche cadette	273
Chapitre X:	La branche de Valmont	297
Chapitre XI:	Notices sur les autres branches:	329
	Les Imer de Diesse et la branche neuchâteloise	329
	La branche bernoise	330
	La branche des tuiliers	333
	La branche alsacienne	334
	Le pasteur Abraham Imer et autres isolés	336
	La branche de la Neuve Métairie	338
	La branche des fourniers	339
	La branche australienne	340
Conclusion		343
Annexes	Annexes au chapitre II	349
	Annexes aux chapitres III à X	359
Sources		388

Avant-Propos

Au début de l'année 2001, M. André Imer présentait à Mémoires d'Ici l'imposante chronique familiale dont il venait d'achever la rédaction. Le centre de recherche et de documentation du Jura bernois devait alors être le relais qui en permettrait la publication. Deux ans plus tard, le livre sort de presse, à temps pour fêter dignement le septante-cinquième anniversaire de son auteur.

Mémoires d'Ici salue l'impressionnant travail d'André Imer qui nous donne l'occasion de nous plonger dans plus de cinq siècles d'histoire régionale. En effet, quand il est question d'une famille d'une telle ampleur, dont les représentants ont occupé autant de fonctions officielles, son passé est aussi celui de toute une région. Toutefois, à travers les quinze générations présentées ici, ce n'est pas seulement la vie publique qui défile, mais aussi la vie au quotidien, où le lecteur devine facilement les heurs et malheurs qui animent toute existence, hier comme aujourd'hui. Ainsi, la consistance de l'ouvrage réside tant dans la notoriété des vies relatées par André Imer que dans la précision de leur description. Cela n'aurait pas été possible si les membres de cette famille n'avaient pas minutieusement conservé au fil des siècles les traces de leurs actions. En complément des archives bourgeoises, paroissiales et notariales, André Imer a pu largement s'inspirer des papiers personnels – journaux ou chroniques, correspondance... – transmis par ses ancêtres.

Sensibiliser à l'importance de la mémoire. C'est précisément le but d'une institution comme Mémoires d'Ici qui travaille à rendre conscient de la valeur que revêt la conservation des écrits, des images et des sons, puisqu'ils témoignent de l'histoire et de la culture d'une région, en l'occurrence du Jura bernois. Une histoire et une culture qui se déclinent en hauts faits comme dans la banalité du quotidien. Sans cette attention portée sans jugement à tous les événements, à toutes les personnes, à tous les milieux sociaux, la connaissance du passé ne peut être que tronquée, omettant – comme c'est encore trop souvent le cas –, ce qui pourtant nous parle le mieux, à nous qui pouvons ainsi mesurer les différences et les similitudes avec nos propres vies.

Cette *Chronique* nous présente la famille Imer de l'an 1450 à l'an 2000. L'un des intérêts de l'ouvrage réside certainement dans le fait qu'il mêle des temps si lointains à une réalité si proche. Cela a le mérite de nous rappeler, peut-être brutalement, que les évidences et les références du jour sont destinées soit à évoluer, soit à disparaître. Etre et ne plus être... Sauf à travers la mémoire, à condition d'en garder les traces. Rien n'aura donc été vain. Ce livre est en fait une formidable leçon pour celles et ceux qui s'intéressent à l'histoire de leur région. Il nous fait comprendre ce qu'il faut faire : conserver, mettre en valeur, écrire, et ce qu'il ne faut pas faire : perdre, oublier.

La chronique, comme genre, est censée rapporter la succession de faits historiques, les uns après les autres. Dans un second sens, elle peut aussi se faire

l'écho des nouvelles qui circulent, parmi les uns et les autres. Dans sa Chronique de la famille Imer, André Imer joint ces deux définitions et son ouvrage permet une double lecture. Côté cour, il y a l'approche qui nous renseigne sur la cité de La Neuveville et tout le Jura bernois, sur le fonctionnement des institutions des siècles passés. Côté jardin, il y a l'approche, presque mondaine, qui dévoile la vie parfois animée de certains Imer, les alliances et mésalliances, l'heure des naissances, les maladies, les voyages, les rencontres, les faits qu'on aime afficher et ceux dont on n'est pas toujours très fier... Il y a les protagonistes sages, et ceux qui défraient la « chronique ». Bref, les rencontres que l'auteur nous propose avec les membres de sa famille sont à la fois enrichissantes et plaisantes. Merci à lui d'avoir osé et apprécions cette saga familiale qui nous renseigne sur une région, ses mentalités, ses modes de vie, sur ce qui est la mémoire et fait l'identité des lieux d'aujourd'hui.

Mémoires d'Ici
Centre de recherche et de documentation
du Jura bernois

Préface

L'ouvrage d'André Imer se présente comme une vaste mosaïque. Cette chronique d'une famille notable de La Neuveville épouse la forme d'une prosopographie aux notices biographiques nourries par les registres paroissiaux, notariaux et bourgeoisiaux, qui tire bénéfice à la fois de sources familiales amples et d'une continuité exceptionnelle.

Pour mesurer la portée de l'ensemble, je conseille au lecteur, dans un premier temps, d'abandonner l'idée d'une lecture linéaire et de se reporter à la notice que l'auteur consacre à son propre destin. A la logique de la descendance il préférera d'abord celle de l'ascendance, plus propre à saisir un dessein maîtrisé, mais sans doute partiellement inconscient. Il y découvrira un lieu, le domaine de Grenétel, qui le conduira à revisiter le patriotisme ancien des petits « pays » : on rappellera que vers 1770 La Neuveville comptait à peine plus de 700 habitants, hameau de Chavannes compris. Il y découvrira un être complexe, comme nous le sommes tous au fond, heureusement marqué par une indépendance farouche propice à sortir des sentiers battus de l'hagiographie et pourtant porteur d'une tradition patrimoniale forte et partout reconnaissable. Un parcours exhaustif ultérieur démontrera qu'une telle œuvre était en gestation dans d'autres branches de la famille : par exemple, chez ce Louis-Philippe Imer (1888-1933), flamboyant restaurateur du château du Schlossberg... au point d'entraîner sa banqueroute ! mais aussi chez François Gross, descendant Imer par sa mère, né à la fin de la Première Guerre mondiale, pédicure genevois sensible à tout ce qui touche à la famille de ses ancêtres Imer et Liomin.

Les carrières et les intérêts des ascendants paternels d'André Imer, surtout ceux de son père Florian III, historien et grand rassembleur de la famille, et plus que ceux de son grand-père Emile ceux de ses bisaïeul et trisaïeul Florian II et Florian I, permettent d'affirmer que la fatalité pesait ici plus lourdement encore, dans un lignage qui a pourtant cultivé plus que tout autre la fibre généalogique. Ce qui apparaîtra particulièrement à ceux qui ont côtoyé les personnes extérieurement si dissemblables de l'ancien juge fédéral et de son père : la vigueur sanguine associée à l'ironie contenue du fils ; la complexion si fine et l'âme aristocratique du président de la Cour suprême. La poursuite obstinée d'une notabilité sociale, avec ses hauts et ses bas, se traduit par le mimétisme de ces officiers d'état-major et propriétaires terriens, dévouant leurs compétences notamment juridiques à l'Etat de Berne et redistribuant des parcelles du pouvoir ainsi acquis à leur minuscule ville natale : à la base de l'érection d'un district de La Neuveville et se succédant dans la fonction de préfet ou de président de la société de viticulture, soucieux de la mémoire locale et régionale par l'attention portée à la Société du Musée de La Neuveville ou à la Société jurassienne d'Emulation.

André Imer s'est dévoué à une véritable œuvre muséographique, au sens où on crée le musée de ce qui n'existe plus. Grenétel, propriété coupée en deux par

le chemin de fer au XIX^e siècle et masquée par l'autoroute au XX^e, résiste avec panache. L'esprit de Grenétel appartient à un passé riche d'expériences certes, mais révolu et essentiellement masculin. Il refléurit une dernière fois pour notre enseignement et notre plaisir, et s'apparente, en plus profond, à cette fièvre généalogique qui s'est emparée de tout un chacun au moment où les identités paraissent incertaines et où le droit de la famille connaît des mutations décisives.

La *Chronique de la famille IMER de La Neuveville* emprunte la voie chronologique pour baliser les XVI^e et XVII^e siècles, puis s'épanouit au XVIII^e siècle à travers ses diverses branches suivies jusqu'aujourd'hui ou à leur extinction. Fondée sur un prénom devenu patronyme, phénomène très répandu, la famille se diversifie. Par les appellations retenues, le généalogiste a voulu marquer la réussite des uns (les branches des bannerets ou des châtelains, par les fonctions exercées dans la magistrature locale ou au nom du Prince de Porrentruy; les branches du Schlossberg, de Grenétel ou de Valmont, par la propriété de domaines emblématiques de La Neuveville ou de la réussite matérielle); la coexistence naturelle de branches patriciennes et artisanales au sein d'une même famille nombreuse (la branche des tuiliers [de Cerlier], des fourniers- [boulangers] et [des gardes-forestiers] de la Neuve Métairie; les branches du Schlossberg et de Grenétel sont issues respectivement d'un maître-tanneur et d'un maître-boucher) et la dispersion intervenue au cours des siècles (la branche alsacienne et la branche australienne).

Dans une logique d'Ancien Régime, le crédit initial et local de certaines branches se reconnaît, quand leurs membres ne revêtent pas l'uniforme ou le rabat de ministres réformés, par le titre communément porté de conseillers et l'exercice des charges du Magistrat: boursier, banneret, maître-bourgeois. Il en est ainsi de ces Imer de la branche des bannerets de La Neuveville qui est aussi celle des maires de Sales présidant le plaid général. On détient là un cas d'école qui peut servir pour le semis des petites cités qui forment également le substrat «républicain» de l'ancienne Confédération des Treize Cantons: celui-ci ne se réduisait pas aux aristocraties des villes-cantons et aux familles dominant les Landsgemeinde campagnardes. Les Imer de La Neuveville sont sans doute peu différents des conseillers de Bienne ou de Neuchâtel, comme des illustrations des «bonnes villes» vaudoises ou argoviennes. Ils avaient la parfaite conscience de leur notoriété. Pour avoir analysé les éphémérides du pasteur Jean-François Imer avant la Révolution¹, je puis me permettre de leur appliquer irrévérencieusement les remarques incisives de Jean-Jacques Rousseau voulant de Môtiers égayer son protecteur le maréchal de Luxembourg au détriment de la bonne société du «Bas»: «Au défaut de dignités et de titres de noblesse, ils ont des titres militaires ou municipaux en telle abondance qu'il y a plus de gens titrés que de gens qui ne le sont pas. C'est Monsieur le Colonel, Monsieur le Major, Monsieur le Capitaine, Monsieur le Lieutenant, Monsieur le Conseiller, Monsieur le Châtelain, Monsieur le Maire, Monsieur le Justicier, Monsieur le Professeur, Monsieur le Docteur, Monsieur l'Ancien; si j'avois pu reprendre ici

môn ancien métier, je ne doute pas que je n'y fusse Monsieur le Copiste. Les femmes portent aussi les titres de leurs maris, Madame la Conseillère, Madame la Ministre; j'ai pour voisine Madame la Major, et comme on n'y nomme les gens que par leurs titres, on est embarrassé comment dire aux gens qui n'ont que leur nom, c'est comme s'ils n'en avoient point². »

Dans le cas présent, ces familles restent incontournables pour qui veut comprendre le fonctionnement des bailliages des princes-évêques passés au protestantisme et voisins des Confédérés soleurois et bernois; pour qui veut retrouver la vie ancienne d'une bourgade viticole du Haut Lac de Bière à la géographie et aux parentages tournés vers le Seeland bernois et le Littoral neuchâtelois. A la fin du XVIII^e siècle, la sociabilité oubliée des Bains de Bretiège (all. Brüttelen) l'exprime encore parfaitement, comme la présence un siècle et demi plus tôt à l'auberge de la Poissine, aux confins de la république de Berne et du comté de Neuchâtel, d'un Josué personnage-clé dans l'arbre de descendance des Imer. On a affaire à un vivier humain très étroit, toujours apparenté de multiples façons aux autres familles bourgeoises du lieu, les Petitmaître, les Chiffelle, les Ballif, les Landolt, les Gibollet ou les Bourguignon, et qui a renforcé son endogamie. Dans le contexte d'une fécondité généreuse soumise à une mortalité désastreuse, on y apprendra qu'on peut « doublement cousiner par sa mère », qu'on peut être à la suite d'un second mariage à la fois beau-frère et oncle de la même personne.

A l'extrême, on peut remarquer la fragilité d'une destinée familiale en partant de Jehan l'ancêtre, aubergiste à la Croix-Blanche et déjà maître-bourgeois en 1514, ou, au contraire, la solidité apparente de la branche qui a réussi avant la Révolution à incarner la dimension régionale de l'actuel Jura bernois, ascension sociale anticipée par Jehan II, ce peintre-verrier spécialiste en vitraux devenu châtelain et receveur du Prince, et dont la prépondérance a été préparée par les alliances avec d'autres familles neuvevilloises qui ont exercé la fonction, les Crette, les Daulte. Je veux parler de la branche dite des châtelains qu'une habile stratégie, la résignation opportune de fonctions (de père en fils, de frère aîné à frère cadet), a conduit à exercer la tutelle de Son Altesse sur ses sujets protestants non seulement à La Neuveville mais aussi dans le grand-bailliage d'Erguël durant la majeure part du XVIII^e siècle. Par là ces Imer de plus haut parage, « ministériaux » du siècle des Lumières rompus à la science juridique, constituent une sorte de trait d'union entre la roture et la noblesse de cour. Ils bénéficiaient d'offices qui leur garantissaient l'honneur et une parcelle de pouvoir, parfois le profit³.

Cependant, l'historien est surtout frappé par la capacité de cette famille et de ses diverses branches à toujours rebondir sur plus de cinq siècles et par là à assurer la reproduction de sa notabilité. Elle s'y est installée dans le temps de la Réformation; rivaux des de Gléresse restés catholiques, elle a attendu son heure. Au début du XVIII^e siècle, les troubles Cellier ont mis le pied à l'étrier à la branche des châtelains alors que celle des bannerets continuait sa défense opiniâtre des

«libertés» de la cité contre les prétentions du prince-évêque. Chahutée d'abord par la révolution de l'Erguël, puis par l'arrivée des Français, ce qui impliquait l'abolition des privilèges de la naissance et de l'état, la tribu Imer s'est résolue à un gros dos qui lui a permis tout de même d'arrondir son patrimoine immobilier en profitant de la vente des biens nationaux. En dépit d'une retenue et de non-dits que l'on sent affleurer dans la mémoire familiale, attitude qui n'est pas propre à cette seule lignée neuvevilloise, elle a fourni un receveur et un juge de paix dès la réunion à la France, des ordonnateurs de fêtes révolutionnaires et impériales et un maire napoléonien⁴. Si elle a prénommé un de ses fils Napoléon-Henry en 1809, elle a aussi dû payer de son sang son allégeance obligée à l'Ogre de Corse. Elle a donné ensuite des gages à l'Etat bernois sans renier son âme jurassienne et a survécu aux développements démocratiques: les grands conseillers de la Restauration ont fait place aux préfets des XIX^e et XX^e siècles. Les maîtres-bourgeois d'après 1832, qui n'ont plus les coudées franches d'antan, ont su passer du monde de l'office et de la rente à celui du haut fonctionnaire et du profit. Je sortirais du cadre, du dessein qui habite André Imer, en m'appesantissant longuement sur le processus qui conduit à l'actualité: comment un âge nouveau a fait parfois des majors Imer de modestes capitaines... d'industrie et des ci-devant conseillers... des conseillers en propriété intellectuelle? Mais j'affligerais ceux qui aiment les rencontres qu'on peut croire fortuites ou parfaitement explicables, en n'incitant pas le curieux à un libre jeu de pistes qui le conduira à une veuve qui loue le Rockhall biennois au célèbre charlatan Cagliostro, aux peintres Robert, à une dame de compagnie dans l'entourage de Richard Wagner, à une fiancée d'Albert Cohen ou à la décoratrice de la librairie parisienne du poète Jean Cuttat, à des officiers belges ou à un capitaine de la Légion étrangère, à un consul honoraire du Japon⁵...

Peseux, le 1^{er} août 2002

André Bandelier
professeur à l'Institut de langue
et civilisation françaises
de l'Université de Neuchâtel

¹ «L'Ephemeron du pasteur Imer», dans *Panorama du pays jurassien, III: La Mémoire du peuple*, Porrentruy, Société jurassienne d'émulation, 1983, p. 222-239.

² Première lettre à M. le Maréchal de Luxembourg, à Môtiers, le 20 janvier 1763, dans *De la Suisse, suivi du Journal (septembre 1764) de J.-C. von Zinzendorf*, Edition critique par Frédéric S. Eigeldinger, Paris, Honoré Champion, 2002, p. 44.

³ Mémoire en cours à l'Institut d'histoire de l'Université de Neuchâtel: Myriam Mattaboni, *La Seigneurie d'Erguël aux XVII^e et XVIII^e siècles d'après la correspondance des châtelains*.

⁴ Frédy Dubois, *La Neuveville et la Révolution française. La vie d'une petite ville frontière de la Grande Nation, 1797-1815*, manuscrit de travail, 2002.

⁵ A qui aime les surprises ménagées par la science généalogique, je conseille la lecture de Jean-Philippe Gobat, «De Charlemagne à... vous, peut-être!», dans *Bulletin du Cercle généalogique de l'Ancien Evêché de Bâle*, Moutier/Delémont, No 23, été 1998, p. 2-5.

Préambule

Conçu volontairement sous la forme d'une chronique familiale, le présent livre retrace le plus fidèlement possible le destin de quinze générations d'une famille dont les représentants jouèrent pendant un demi-millénaire un rôle prépondérant dans leur cité natale et, au-delà, dans l'histoire de l'ancien Evêché de Bâle et, plus particulièrement, du Jura bernois.

A ce titre, l'ouvrage répond non seulement à un devoir de mémoire sur le plan familial mais il constitue aussi, osons-nous croire, un document relatant, à travers l'histoire d'une famille, celle plus large – parce qu'indissociablement liée à celle-ci – d'une petite ville qui, jusqu'à sa réunion au canton de Berne en 1815, peut se targuer d'avoir bénéficié au cours des siècles d'un statut de cité libre, véritable petite république au sein de la principauté des Princes-Evêques de Bâle.

Fondée uniquement sur des documents d'archives tels qu'actes notariaux, journaux intimes, lettres et comptes rendus journalistiques – à quoi s'ajoutent, pour la période contemporaine, les souvenirs personnels de l'auteur – cette odyssee d'une famille, plongeant comme nulle autre ses racines dans notre région, livre, par le biais des biographies individuelles, une image que nous espérons aussi vivante que possible des aspects sociaux-culturels de ce que fut la vie quotidienne et la mentalité des Neuvevillois aux différentes époques de leur histoire, que ce soit dans l'exercice des charges publiques qu'ils occupèrent ou encore dans leur sphère personnelle et intime, un accent particulier étant mis ici sur les liens sociaux et économiques résultant notamment des alliances interfamiliales et de la constitution progressive d'un patrimoine de famille essentiellement immobilier.

Destiné plus particulièrement aux chercheurs et aux passionnés de l'histoire locale et régionale, l'ouvrage se veut enfin de constituer un instrument de travail indispensable pour les générations à venir en présentant un état exhaustif de la généalogie des six branches principales de la famille, ainsi que de ses ascendances diverses aussi loin qu'il a été possible de les établir.

CHAPITRE I

LES ORIGINES

de l'origine d'un nom à l'origine d'une famille

Le nom, respectivement le prénom Himerius, en latin, ou Himier, en français, remonte à la plus haute antiquité et plonge ses racines jusque dans la mythologie grecque et scandinave.

En Sicile, entre Cefalù et Termini Imerese, on peut voir les ruines, très réduites, du temple d'HIMERE que les Grecs édifièrent pour célébrer leur victoire de 480 av. J.-C. sur les Carthaginois et que ceux-ci s'empressèrent de raser pendant leur contre-offensive de 409.

Pendant nordique d'Himère, la mythologie scandinave, quant à elle, nous narre l'histoire d'un géant nommé Ymir ou YMER, héros guerrier du folklore nordique.

Mais c'est surtout à partir de l'ère chrétienne que le prénom d'Himerius ou Himier se rencontra toujours à nouveau dans l'histoire ancienne tant ecclésiastique que profane.

C'est ainsi que le pape S. Sirice adresse, en 385, une lettre, célèbre chez les canonistes, à HIMERIUS ou HIMIER, évêque de Tarragone, en Espagne, et qu'au siècle suivant on trouve à Amélia, en Ombrie, un autre évêque du même nom.

Par la suite, il y eut, en Alsace, S.IMIER d'Alsace, premier abbé du monastère de S.Sigismond ou S.Marc, et, en 908, un général HIMERIUS qui remporta une victoire maritime sur les Sarrasins qui menaçaient Constantinople du côté de la mer.

Plus intéressants sont toutefois, pour nous, deux saints du Moyen Âge qui devaient donner leur nom à des localités de la région où ils vécurent.

Le premier, ISMIER (mais que l'on prononce Imier), fils de Hector de Sassenage, est un saint du diocèse de Grenoble qui a laissé son nom au village de Saint-Ismier dans l'Isère.

L'autre, HIMIER, pèlerin de Jérusalem et ermite de la Suze au VII^e siècle, est à l'origine du nom de Saint-Imier dans le Jura bernois, comme aussi de la fondation en 1066 par Hugues II de Montfort-sur-Rille au Pays d'Auge en Normandie d'un prieuré et du village de Saint-Himer ou Hymer, qualifié de Port-Royal de Normandie.

De toute évidence, c'est de ce dernier – de notre saint jurassien – qu'il convient de s'occuper plus spécialement ici. Vénéralisé dans tout le Jura et chez nous au bord du lac de Biemme jusque sur la rive sud, il est, dans la partie septentrionale du Jura historique, le saint patron de plusieurs églises et chapelles, notamment dans sa commune d'origine, à Lugnez, près de Dampfreux, ainsi qu'à Develier, Courchapoix et Fregiécourt. Saint patron également, au Moyen Âge,

avec St-Théodule, de l'église actuellement réformée de Gléresse, son rayonnement s'étendait, avant la Réforme, jusqu'à Cerlier où deux chapelles et une fontaine, aujourd'hui disparues, lui étaient consacrées.

Dans un registre délibérément plus laïc, c'est vraisemblablement toujours à notre ermite jurassien que l'on doit le nom de «Clos Saint-Imer» donné à des vignobles situés à Gueberschwiler près de Colmar, mentionnés dès 1345 dans un parchemin conservé aux archives du Haut-Rhin.

Mais là où l'influence de St-Imier se révèle particulièrement significative pour notre propos, c'est par l'attractivité que son nom devait exercer sur les fidèles en les incitant à prénommer ainsi leurs enfants. Orthographié tantôt Hymerius ou Himerius en latin, Himier, respectivement Hymier en français, puis peu à peu, selon la fantaisie de scribes non astreints à des règles précises, Imier ou encore Himère, Himer, Hymer, Ymer, voire même Hemer ou Emer, le nom évolua petit à petit pour ne plus laisser place en principe chez nous dans le Jura qu'aux deux graphies Imier ou Imer, utilisées indistinctement comme prénoms jusqu'au XVII^e siècle au moins, époque où la première forme – parfois encore utilisée de nos jours – l'emporta définitivement sur la seconde, qui ne devait subsister désormais qu'en tant que patronyme.

A quel moment dès lors – et dans quelles circonstances de temps et de lieu – le prénom Himier ou Hymer devint-il en ce qui nous concerne, nom propre d'abord, puis nom de famille ?

A ce propos, il nous paraît utile, avant toute chose, de nous remémorer ce qu'était, sur le plan général comme sur le plan particulier de la Neuveville, la situation de ses habitants après la fondation de la ville de 1312 à 1318.

S'agissant des premiers cent ans de l'existence de la ville, c'est-à-dire du XIV^e siècle au vingt premières années du XV^e siècle, on relèvera qu'abstraction faite des noms des ministériaux résidant au château du Schlossberg, les noms des premiers habitants de la Neuveville demeurent, faute de documents, inconnus.

En fait, ce n'est guère, à quelques exceptions près, qu'à partir du deuxième quart du XV^e siècle, c'est-à-dire à une époque où l'utilisation des noms de famille à la place de simples prénoms suivis en général de l'indication du lieu d'habitation était devenue usuelle, qu'il est possible de procéder à un recensement, certes lacunaire, des premiers patronymes parvenus à notre connaissance grâce à des parchemins établissant la liste des reconnaissances des biens appartenant aux bourgeois de la ville ou des redevances diverses (censes de vins, rentes) dont ils devaient s'acquitter.

Or, dans le cas qui nous intéresse, il est particulièrement difficile de déterminer avec certitude à partir de quel moment le prénom Hymer, respectivement Ymer ou Imer se transforma en patronyme. En effet, comme nous l'avons vu, ce prénom était à l'époque très répandu, ce qui rend hasardeux, au-delà d'une certaine date, d'effectuer des recherches réellement fiables.

C'est ainsi que l'on trouve au XIII^e et au XIV^e siècles parmi les nobles de la région ou du Jura, de nombreux personnages portant le prénom d'Imer ou d'Imier,

tels par exemple un Imer de Courtelary, châtelain de Valangin en 1345 et bailli de Neuchâtel de 1357 à 1367, le prince-évêque de Bâle Imier de Ramstein (1382-1395) ou encore, dans la famille des dynastes de Bienne dont certains membres obtinrent un fief castral au Schlossberg, le chevalier Imer de Bienne, alias «Ymerius de Slosberg, miles», cité à plusieurs reprises dès 1304, et son fils «Heymerius de Slozberg, armiger», c'est-à-dire écuyer, cité entre 1364 et 1374.

Peut-on en déduire que le prénom Imer étant devenu patronyme, les Imer de la Neuveville, ainsi que cela a été parfois avancé, seraient les descendants directs des chevaliers ayant résidé au Schlossberg ?

Pour séduisante que soit cette hypothèse et sans vouloir l'écarter de manière absolue, force est toutefois de constater que faute de documents à son appui, rien ne permet de l'affirmer.

Ce n'est en effet, comme nous allons le voir par la suite, que dans la seconde moitié du XV^e siècle que la présence de la famille Imer, comme telle, est attestée de manière certaine à La Neuveville.

Certes, il est fait mention, en 1430 déjà, dans les censes de vin où sont mentionnés nommément les ancêtres de plusieurs vieilles familles neuvevilloises, telles que, par exemple, les Gibollet, les Bosset, les Lescureux, les Pleydière ou les Pellot, d'un certain IMER de la Plaice (de la plaise), donné parfois pour châtelain – sur la base de divers documents de la même époque –, alors qu'il n'était semble-t-il que receveur du Prince-Evêque, mais rien, à l'heure qu'il est, ne permet d'affirmer qu'il s'agirait là d'un ancêtre direct de la famille, ni surtout d'un descendant des dynastes de Bienne faisant en quelque sorte le lien entre celle-ci et ceux-là, les mots «de la Plaice» paraissant constituer en l'espèce le nom de famille, à savoir Delaplace (nom qui existait à l'époque à Saint-Imier), plutôt qu'une simple adjonction permettant de distinguer le dit Imer (en l'occurrence simple prénom) d'éventuels autres Imer.

En définitive, seuls deux éléments tirés de l'héraldique pourraient dès lors venir conforter, le cas échéant, la thèse d'un éventuel lien entre les Imer du Schlossberg et la famille devenue bourgeoise de la Neuveville un siècle plus tard. C'est d'une part la présence dès 1536, dans les armoiries de la famille, d'une tour qui serait, dans ce cas, la référence précise à la possession antérieure d'un fief noble, et non pas, comme le suggère au XVIII^e siècle le pasteur Frêne dans son Journal, la représentation d'une chapelle «apparemment celle de St-Imier ou Imer». D'autre part, il n'est pas sans intérêt de noter qu'établie à Berne dès la fin du XVI^e siècle, la branche bernoise de la famille, éteinte au XVIII^e siècle, avait relevé en partie les armoiries du chevalier Imer de Bienne, ce qui ne constitue certes pas une preuve mais, rapproché du premier indice, à savoir la présence d'une tour dans les armoiries de sa parenté neuvevilloise, autorise tout de même certaines interrogations à ce sujet auxquelles nos ancêtres du XVI^e siècle auraient peut-être pu apporter des réponses que pour notre part nous ne connaissons jamais mais qui pouvaient très bien pour eux résulter d'une tradition familiale dont la mémoire s'est perdue depuis.

Quoi qu'il en soit, c'est à partir de 1470 au plus tard que la famille Imer apparaît, de manière de plus en plus fréquente, dans les archives bourgeoises de La Neuveville, sans qu'il soit possible de savoir à quel moment exactement se situe l'établissement de la famille dans la cité. C'est ainsi que, dans les censes de vin de 1430, cités plus haut, document F.1.1. des archives bourgeoises comprenant le nom de nombreux bourgeois établis à ce moment-là à La Neuveville, si l'on ne trouve pas le nom d'Imer dans le texte même du document, il figure par contre à deux reprises à la page 1, dans la marge, sous le libellé de Jos ou Joh(an), respectivement JEH(AN) YMER, adjonctions non datées mais manifestement postérieures dont on peut déduire qu'il s'agit là de biens et par conséquent de redevances repris à son compte à une date indéterminée par ledit Jeh(an) Imer dans le courant du XV^e siècle.

Cela est confirmé par le fait que dans le rôle des censes de vin de 1482 rédigé, semble-t-il, par le notaire Jehan Gruères, document F.1.2. des archives, on retrouve également à plusieurs endroits un nom qui paraît être celui d'Imer, respectivement de Jehan Imer, mais qui est pratiquement illisible, sauf à la page 23 où il figure de manière très distincte dans la marge.

Par ailleurs, dans un autre document rédigé à la même époque, intitulé censes dus au conseil pour vignes, document F.1.3. portant sur les années 1480 à 1500 et comprenant le nom de nombreux bourgeois ayant vécu à ce moment-là, il est pareillement fait mention à plusieurs reprises de biens appartenant à JEHAN IMER.

Il en va de même dans le rôle des censes et des ventes de 1501, document F.1.5. des archives, où le même JEHAN IMER est mentionné à plusieurs endroits avec la mention des divers biens – maisons, vignes et curtils – lui appartenant.

A ces documents, on ajoutera les pièces suivantes, qui toutes, attestent la présence de la famille Imer à La Neuveville dans le dernier quart du XV^e siècle. Ce sont, par ordre chronologique :

- la liste des membres de la confrérie du Saint-Sauveur, fondée par le curé Guillaume Grimaître en 1476 qui mentionne en 1478 parmi ses membres un JEHAN YMER de Presles (Prêles) ;

- le testament de Perrenette de Colombier, femme du notaire Jehan Lescureux, dressé le 18 février 1479 devant notaire en présence de messire Guillaume (Grimaître), curé de Fenis, et de messire Ymer, chapelain de La Neuveville (étant toutefois entendu qu'il s'agit ici probablement d'un simple prénom et donc d'un personnage sans lien de parenté avec la famille) ;

- un document tiré de la recette du Landeron en 1499 mentionnant qu'il a été délivré à « YMER de la Neuveville sarurier pour une sarure pour mettre au grenier de Monseigneur (au Landeron)... un montant de (x) » ;

- l'acte constitutif de la confrérie des vignolans de 1515 qui, au verso de ce document, porte parmi les signataires le nom de IMER DE LA TOUR, ainsi qu'en 1519 celui d'YMER le malade.

Autre source de renseignements, les minutes des notaires rédigés à la même époque révèlent qu'il y avait à la fin du *xv^e* et au début du *xvi^e* siècles des Imer aussi bien à La Neuveville qu'à la Montagne de Diesse. C'est ainsi que dans le minotaire du notaire Desergino, couvrant la période de 1485 à 1515 environ, on retrouve en 1502, à propos des redevances dues à la Blanche Eglise, le nom de JEHAN IMER, alors que dans le minotaire d'Ulric Bergoz, curé de Gléresse de 1482 à 1505, qui pratiqua accessoirement le notariat à La Neuveville jusqu'en 1515, il est question en 1491 d'un IMMER METZGER « gesesse zu der Nüwestat », ainsi que, en 1491 et 1495, d'un ULRICH JEHA IMER de Lamboing et en 1501 de (petit) JEHAN IMER demeurant à Diesse, où des Jehan Imer, père et fils, sont par ailleurs mentionnés dans des documents datant de 1516 et 1518. C'est également à ces Imer de Diesse qu'il convient, semble-t-il, de rattacher un certain IMMER qui obtint le 21 février 1545 l'autorisation de construire une maison à Evillard, ainsi qu'un PIERRE IMER qui y vendit une vigna le 15 juin 1607.

Ces différentes pièces nous inclinent à penser qu'il n'est nullement invraisemblable que les Imer de la Montagne de Diesse et les Imer de La Neuveville pourraient avoir une souche commune, même si un tel lien n'a, à ce jour, jamais pu être démontré de manière certaine.

En revanche, on peut tenir pour pratiquement acquis qu'il n'existait aucun lien de parenté avec un certain Philippe Ymer alias Vurpe (plus tard Vorpe) que l'on rencontre à Sombeval, dans le Vallon de Saint-Imier, entre 1518 et 1544, la présence du nom Imer dans le Vallon démontrant simplement, si besoin est, que le passage dans nos régions du prénom Imer à un patronyme identique ne constituait pas un phénomène isolé, mais bien, en raison de la fréquence dudit prénom, un fait sinon nécessaire, du moins pour ainsi dire naturel.

En conclusion, il découle de ce qui précède que la famille Imer doit être considérée, en tout état de cause, comme étant d'essence clairement autochtone, plongeant selon toute vraisemblance ses racines dans le substrat gallo-romain ayant peuplé nos régions dès le Haut Moyen Âge.

Etablie à La Neuveville dès le *xv^e* siècle, elle devait y jouer un rôle considérable, l'histoire de la famille – ainsi que la filiation ininterrompue de ses membres – s'étendant sur plus d'un demi millénaire, à partir du maître-bourgeois Jehan Hymer le vieux, cité entre 1480 et 1540 dans de nombreux documents conservés dans nos archives bourgeoises.

C'est dès lors par ce personnage, qui est l'ancêtre commun de tous les Imer de La Neuveville, que nous commencerons la présente étude, dans laquelle nous nous étendrons de manière détaillée sur les six branches ayant joué un rôle déterminant dans l'histoire de la cité.

De brèves notices, placées à la fin de l'ouvrage, fourniront en outre un aperçu des branches demeurées à ce jour sans illustration particulière ou ayant, à diverses époques et pour des motifs variables, quitté la localité.

– Pour mémoire, nous rappellerons ici qu’il existe dans le Val di Primiero, dans les Dolomites, un village nommé IMER dont l’histoire sur le plan étymologique comme aussi historique nous est inconnu.

– De même, les Imer de la Neuveville n’ont de loin pas dans le monde le monopole de leur nom. C’est ainsi qu’il existe en Turquie des familles IMER et IMERI dont de nombreux représentants vivent dorénavant non seulement en Europe occidentale, en Allemagne surtout, mais également en Suisse. Sur une plaque du monument aux morts du Monte Grappa, j’ai par ailleurs relevé le nom d’un certain LAJOS IMER,

citoyen de l’Empire austro-hongrois tombé lors de la première guerre mondiale. Toujours en Italie, à Bologne, il existe – ou du moins il existait il y a de cela une vingtaine ou une trentaine d’années – une «trattoria DA IMER» située via San Giuseppe No 3, ainsi qu’à proximité de celle-ci un bar-pizzeria «La Baita», avec la mention sur la carte de visite de l’établissement: direzione IMER. Et puis surtout – last but not least –, n’oublions pas de mentionner ici la comédienne THÉRÈSE IMER qui fut une des nombreuses maîtresses de Casanova, ni son père GIUSEPPE IMER qui fut, lui, l’impresario de Goldoni. Comme quoi... bon sang ne saurait mentir!

Avertissement

Dans les chapitres qui suivent, l'auteur a – par mesure de simplification et afin d'éviter des redites – eu recours aux abréviations suivantes concernant les charges occupées par les membres de la famille sous l'Ancien Régime :

- Pour la période allant du Moyen Age à la Restauration, le terme de Conseiller désigne un membre du Petit Conseil ou Conseil de ville de La Neuveville, aussi appelé le Magistrat. Composé à l'origine de douze, puis dès 1504 de vingt-quatre membres, confirmés annuellement, cet organisme, présidé par le Maître-bourgeois en charge, constituait, à proprement parler, le gouvernement de la ville chargé de l'administration courante, de l'élection des divers fonctionnaires et employés, ainsi que de l'exercice, sous la présidence du châtelain, de la justice civile et criminelle.

- Quant au terme de membre du Grand Conseil, il désigne un membre de l'Assemblée du Conseil et du Commun, corps auxiliaire du Petit Conseil, comptant, en plus des membres de ce dernier, vingt-quatre conseillers du Commun représentant les trois confréries de la ville. Emanation de l'ensemble du corps des bourgeois de la cité, les compétences de ce conseil consistaient dans le règlement des affaires revêtant une importance majeure pour la ville.

Pour faciliter la consultation de l'ouvrage, les quelque 125 personnages de la famille auxquels est consacrée une notice individuelle font par ailleurs l'objet, par ordre chronologique, d'une numérotation permettant de les situer plus facilement dans les tableaux généalogiques consacrés aux diverses branches de la famille, ainsi qu'en cas de renvoi, dans le texte, d'un personnage à l'autre.

CHAPITRE II

LES PREMIÈRES GÉNÉRATIONS
1450 à 1650

de Jehan I à Josué

JEHAN I l'ancien (1)

1460 env. à 1541-42 env.

Maître-bourgeois

La date de naissance de Jehan I, comme celle de sa mort, nous sont inconnues. Cité dans les rôles des censes et des rentes dus à la ville ou à l'église dès la fin du xv^e siècle, puis de manière détaillée dans ceux de 1501, 1526 et 1538, on peut cependant considérer qu'il doit être né entre 1460 et 1465. Quant à la date de sa mort, elle doit se situer entre 1541 et 1542, le nom de Jehan Hymer étant encore mentionné en 1540 à l'occasion de la reddition des comptes du Conseil, alors qu'il ne l'est plus en 1543.

Faute de documents, nous ne savons pas non plus de qui Jehan était le fils. Peut-être son père était-il ce Jehan Ymer de Prêles mentionné en 1478 comme membre de la confrérie du Saint-Sauveur, mais il s'agit là d'une simple hypothèse que rien à ce jour ne permet de confirmer.

A défaut de connaître le nom de ses parents, nous connaissons en revanche celui de sa femme, CLAUDA RACLE, fille de Jehan, d'une famille établie à Chavannes et reçue bourgeoise de La Neuveville dès 1500.

De leur union naquirent deux enfants, à savoir JEHAN II, futur châtelain du Schlossberg et maire de La Neuveville, et une fille ANNELET.

Devenu dès 1510 au plus tard membre du Petit Conseil de la ville, Jehan I fit une belle et longue carrière au sein de cette autorité. Elu maître-bourgeois en charge en 1514, puis boursier en 1531-32, il est encore cité comme conseiller en 1534 et 1536 où un vieux parchemin muni de son seing manuel avec les premières armoiries connues de la famille le désigne à notre attention comme gouverneur de l'église.

S'agissant de ses activités privées, un autre document nous apprend que Jehan I était en 1521 hôte de la Croix-Blanche. Cette maison, située à l'emplacement de l'ancienne préfecture, servit de tout temps d'auberge, d'abord sous le nom de la Croix-Blanche, puis dès 1600 environ d'Hôtel de la Couronne, avec des écuries du côté de la rue Beauregard.

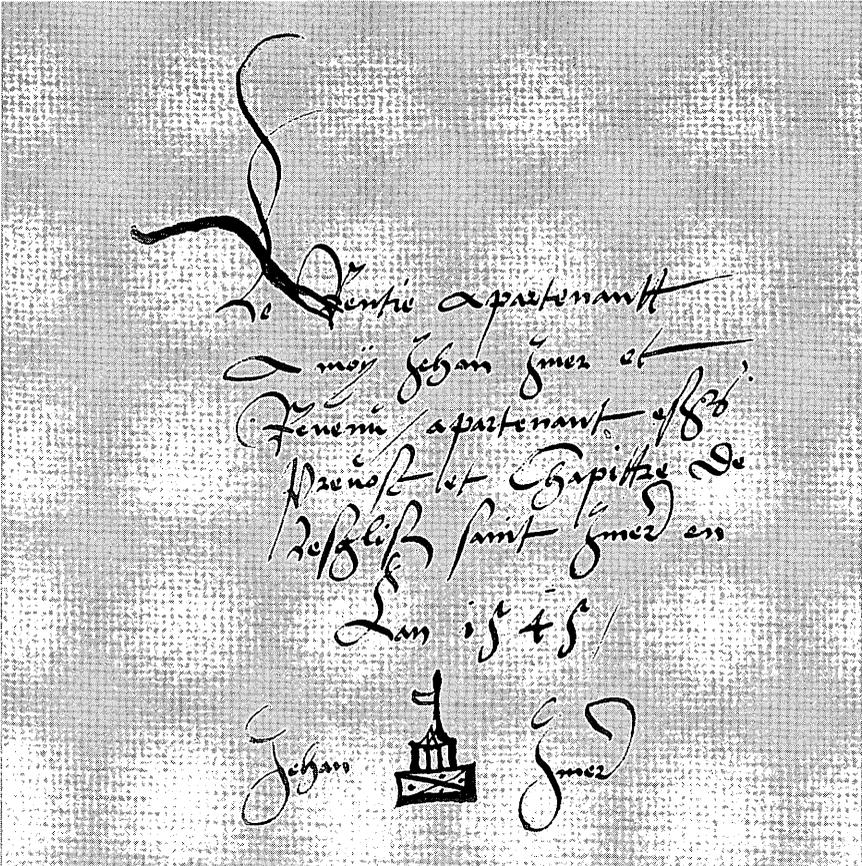
Grâce au rôle des censes de 1501 à 1526, ainsi qu'aux minutaires des notaires de l'époque, nous savons d'autre part qu'il était propriétaire d'une

L'An 1536
Jehan le fense de vin
et de oil et d'argent
apartenians ala ville
de par l'eglisse et la
messe matinal et saupost
et la brüdersthaft reculer
par Jehan Imer gono et non
de la dite eglise et cro
Jehan voveneis son gpanion



A cursive signature, likely of Jehan Imer, written in black ink. The signature is highly stylized and difficult to decipher, but it appears to contain the name 'Jehan Imer'.

Armoiries et signature du maître-bourgeois et maître d'église Jehan I Imer sur un document daté de 1536



Seing manuel du châtelain Jehan II Imer sur un document daté de 1545,
alors qu'il était receveur de biens du chapitre de Saint-Imier

maison « sur le lac », à côté de celle des chanoines de Saint-Imier « devers vent », c'est-à-dire à l'ouest, ainsi que de plusieurs curtils (jardins) et vignes dans les environs de la ville, ce qui est la preuve d'une aisance certaine.

Le livre de prêt de la caisse pour la « badstube » ou étuve, où les citoyens de la ville pouvaient prendre des bains chauds et se faire ventouser, mentionne par ailleurs à plusieurs reprises « longelt » (ohmgeld), à savoir la taxe, dont Jehan Hymer devait s'acquitter pour l'utilisation dudit bain public, ce qui nous renseigne d'une manière quelque peu plus intime sur ses habitudes personnelles, comme sur celles de ses contemporains.

En résumé, les divers renseignements tirés des archives nous donnent, en ce qui concerne Jehan I, l'image d'un personnage qui non seulement joua un rôle éminent dans la vie de la cité, mais qui sut également, par ses relations personnelles, se faire au sein de la population neuevilloise, une position dont allait

bénéficiaire par la suite aussi bien son fils Jehan que sa fille Annelet, le premier par le rôle de premier plan qu'il allait jouer et la seconde par ses alliances successives qui en faisaient incontestablement dans la texture sociale de l'époque ce qu'il est convenu d'appeler un beau parti.

On en verra la preuve notamment dans le fait que, devenu l'homme de confiance du châtelain Lescureux, allié d'Estavayer, mort en 1521, Jehan Hymer l'ancien assista le 7 mars 1518 en qualité de témoin à l'instrumentation du testament de cet important personnage qui lui légua, ainsi qu'à son fils devenu son filleul, à chacun, «un bichié d'argent, et ce pour les services qu'il (Jehan l'ancien) m'a fait».

JEHAN II le jeusne, le JUNKER (2)

1490 env. à 1577

Châtelain du Schlossberg et maire de La Neuveville

Fils de Jehan Hymer l'ancien (No 1), Jehan Hymer le jeusne, filleul comme nous l'avons vu du châtelain Jehan Lescureux, décédé en 1521, devait être appelé à faire une carrière prestigieuse sous le règne des princes-évêques Jacques-Philippe von Gundelsheim (1527-1553) et Melchior de Lichtenfels (1554-1575).

Si la date exacte de sa naissance nous est inconnue, on peut toutefois, par des recoupements divers, la situer dans une fourchette comprise entre 1490 et 1494 au plus tard.

Mentionné pour la première fois, avec son père, dans le testament du châtelain Lescureux en 1520, il paraît, selon un document de 1526 conservé aux archives de l'Etat de Neuchâtel, avoir exercé, dans sa jeunesse, le métier de peintre-verrier spécialisé dans la confection de vitraux.

En novembre 1530, le dimanche «avant la Sainte-Catherine», il se rend à Bienne avec le donzel Pierre de Gléresse et Jacques Cornilliat, dès 1504 maire, receveur, puis banneret de La Neuveville, en vue de renouveler la combourgeoisie avec cette ville et «pour reprendre la vieille bandière» et «faire le serment».

Dès 1531, il est le lieutenant du châtelain Pierre de Gléresse et receveur du Prince-Evêque pour La Neuveville, se consacrant, à ce titre, aux nombreuses tâches judiciaires ou administratives relevant de sa charge.

C'est ainsi qu'un acte de 1532 le mentionne comme tuteur des enfants de Claude Symonin, secrétaire de ville de 1524 à 1531. La même année, agissant au nom desdits enfants, il gagne un procès relativement à une dîme à payer aux administrateurs bernois de l'ancienne abbaye de St-Jean près du Landeron.

En 1534, avec le châtelain Pierre de Gléresse et une délégation des autorités neuvevilloises comprenant notamment le banneret Jehan Daulte, il se rend à Lignières afin d'y procéder, en présence du châtelain du Landeron et du donzel Rodolphe de Gléresse, un frère du châtelain Pierre qui habitait ce bourg, à des opérations d'abornement rendues nécessaires par des contestations d'ordre territorial entre le Prince-Evêque de Bâle et les comtes de Neuchâtel.

En août 1538, il est, en sa qualité de «Schaffner de monssgr. de Basle», chargé par mandat de Messieurs les hauts officiers de la Montagne de Diesse, à savoir «Nous Valerius gouffé escuyer mayre de Byenne au nom de la grace de monssr. de Basle et Hans Meyer chastellain de Nydauw au nom et pour la part de magnifiques et puissants seigneurs messieurs de Berne», d'encaisser auprès de quelques habitants de la Montagne de Diesse «qui étaient allés en guerre contre les deffences de Messrs. de La Neuveville» les amendes prononcées à leur rencontre, en l'autorisant expressément à mettre, le cas échéant, à cet effet, «un homme en la taverne de Diesse lequel pourra despendre et tenir hostaige tous ceulx de la Montagne de Diesse qui ont esté ces années passées en guerre et qui

sont asmenables jusques a tant quils satisfieront ledit schaffner de toutes asmen-des et de toutes courses et missions», étant entendu «que aulcunement y pour-ront estre secourus».

Quelques mois plus tard, le mercredi 26 décembre 1538, jour de la Saint-Etienne, Jehan Ymer est nommé receveur du Prince-Evêque pour Bienne et l'Erguël, fonction qu'il exercera jusqu'en avril 1552.

Parmi les documents relatifs à cette période de sa vie, on citera – en plus des comptes annuels de la recette de Bienne et de l'Erguël déposés aux Archives de l'ancien Evêché de Bâle à Porrentruy – une pièce particulièrement intéressante intitulée « Rentie (à savoir livre où l'on inscrivait les revenus) appartenant à moy Jehan Imer et revenu appartenant es seigneurs Prevost et Chapititre de l'esglise saint Imer en lan 1545 », pièce qui prouve que Jehan était à cette époque également receveur des biens dudit chapitre que les chanoines avaient dû fuir en 1530 à la suite de la Réformation.

Ces différentes activités n'empêchèrent pas Jehan, ainsi que nous l'apprennent les manuels du Conseil de La Neuveville, de siéger aussi au sein du Petit Conseil de sa cité natale où il succéda vraisemblablement à son père, dans les années quarante, après la mort de celui-ci.

En 1552 enfin – suprême honneur –, il accéda au poste de châtelain du Schlossberg et maire de La Neuveville, en remplacement du châtelain Pierre de Gléresse dont il avait été huit ans durant le fidèle lieutenant.

Qualifié expressément de « Junker » (c'est-à-dire de donzel, respectivement d'écuyer) dans son acte de nomination (« Bestallungsreverse ») par le nouveau prince-évêque Melchior de Lichtenfels entré en fonction le 8 octobre 1554 après une vacance du pouvoir de près de treize mois, Jehan Imer ne s'est par la suite pas prévalu de ce titre, se contentant, dans les actes officiels, de la mention de sa charge de « chastellain de Schlosseberg et Mayre de la Neuville ».

Représentant du Prince-Evêque, le châtelain avait pour tâche essentielle de présider le Petit Conseil dans sa fonction de Cour de justice en matière de justice civile et criminelle et de faire exécuter les jugements et décisions rendus. A cela s'ajoutaient des tâches d'administration générale et de représentation, notamment lorsqu'il s'agissait de questions touchant de près ou de loin à la souveraineté et à la gestion de l'état épiscopal, ainsi qu'aux relations souvent controversées entre les autorités de la ville et le Souverain.

C'est ainsi que lorsque le prince-évêque nouvellement élu Melchior de Lichtenfels vint en novembre 1554 rendre visite à ses sujets de La Neuveville pour recevoir de leur part le serment de fidélité au nouveau souverain, Jehan Imer dut, en compagnie du sautier Pierre Daulte et d'autres personnages de la suite du Prince, aller admonester les gens de la Montagne de Diesse qui se montraient réticents pour qu'ils « vinssent faire l'obéissance » et « faire le serment » avec les autres habitants.

Quant à ses autres tâches administratives en tant que châtelain, elles ne différaient pas beaucoup de celles auxquelles il avait déjà participé quand il était le lieutenant de Pierre de Gléresse.

En 1551, peu avant son entrée en fonction, il se rendit à Prêles avec d'autres représentants de la ville afin d'y planter les bornes délimitant les territoires de la Mairie de Prêles et de la Neuveville, en présence du maire de Bienne et du châtelain de Nidau.

Même opération « le lundy après la Saint Jehan Baptiste » de l'an 1558, où, en présence du châtelain Pierre Vallier du Landeron, furent plantées « les boines (bornes) » délimitant les territoires respectifs de La Neuveville et du Landeron au ruz de Vaux.

Deux ans plus tard, en 1560, il est appelé, en sa qualité de châtelain, à arbitrer, en présence de « noble Walther de Diesbach », un litige à propos d'une pique et d'une cuirasse données et vendues par Bourcard de Courtelary, capitaine d'une compagnie suisse au service du roi de France, décédé à Turin en 1558 lors des guerres d'Italie.

La même année – particulière marque d'estime –, il est invité par le comte René de Challant, seigneur de Valangin, à assister et siéger « comme notable voisin » aux Audiences nouvellement instituées dans cette seigneurie par le pré-nommé.

En 1563, il préside à un nouveau renouvellement solennel du traité de combourgeoisie avec la ville de Bienne en présence notamment du banneret de Bienne Hanns Münschy et d'autres notables de cette ville.

Dernier événement important de sa carrière d'officier du Prince-Evêque, il participe, en 1568, aux Etats de Valangin, espèce d'états généraux du pays, convoqués et présidés par le Prince-Evêque en personne et dont l'attribution principale était d'ordre fiscal et visait à l'assainissement des finances de l'Evêché, ainsi qu'au paiement des impôts impériaux tels que, à cette époque, le fameux impôt du Turc.

La principale tâche du châtelain, et celle à laquelle il consacrait le plus clair de son temps, consistait toutefois à rendre des jugements, notamment dans des litiges relevant du droit civil, ainsi qu'en témoignent un certain nombre de « passements » et de jugements conservés dans les archives de la Bourgeoisie.

C'est ainsi, par exemple, que le 10 février 1573, il eut à se prononcer sur une prétention que faisait valoir un certain Pierre Tutsch, représenté par son « parlier », honorable Jehan Lescureux, sur les biens, notamment une grange gisant devant la ville, ayant appartenu à feu noble Bourcard de Courtelary, à la suite d'une dette de deux cents livres qu'avait contractée à son égard la veuve de ce dernier.

L'âge venant, Jehan ressentit le besoin de réunir dans une chronique les divers événements qui avaient marqué sa carrière comme aussi la vie de sa cité natale pendant un demi-siècle.

Ce document, dont nous ne possédons malheureusement que des extraits dus à la plume d'un copiste, porte sur la période allant de 1529 à 1563. On y trouve, à part la référence à divers événements de la vie publique relatés plus haut, des indications précieuses concernant la vie de tous les jours dans une petite ville à cette époque.

C'est ainsi qu'on apprend par exemple qu'en l'an 1543, il y eut « le dimanche avant la Saint... », un très fort orage et que « ce fust lan qu'on fist si peu de vin », alors qu'en 1554 la bosse de vin se vendait 25 écus et à Cressier 30 écus d'or. En 1537, « pour cause que les vignes son esté esgellées allentour de Basle et d'Augst », des marchands bâlois vinrent acheter du vin à La Neuveville, qu'ils payèrent 12 écus la bosse plus 11 écus d'or pour le transport. « Item lan 1546 le lendemain de la St.Simon Judé » on amena deux cloches de Porrentruy, « la plus grosse après la bien grosse ». Le 19^e jour de février 1548 enfin. « ceux de St-Imier » lui firent parvenir par « son châstellain d'Erguël » deux têtes et une « taulpe » (patte) d'ours.

Que savons-nous, cela étant – après avoir ainsi évoqué longuement ce que fut sa vie publique – des circonstances personnelles qui marquèrent l'existence de Jehan Imer le jeusne?

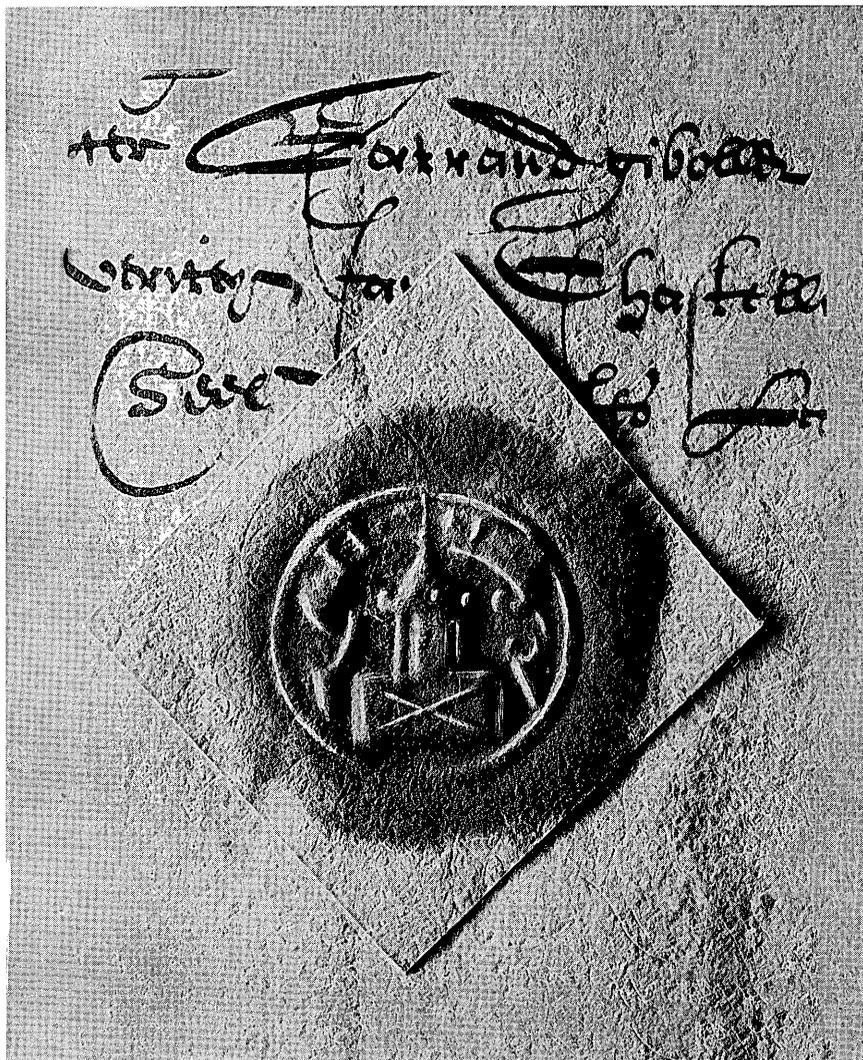
La comparaison de divers documents, tels que les reconnaissances des censés et rentes de l'église dressées par le secrétaire de ville Bosset en 1538 et le testament rédigé à la fin de sa vie par Jehan lui-même, nous indiquent qu'il habitait la deuxième maison devers vent de celle appartenant à la confrérie des vignolans, c'est-à-dire à l'emplacement de l'actuel n° 3 de la rue de l'Hôpital, maison qui paraît être identique à la maison « sur le lac » qui avait appartenu à son père.

Le châtelain Pierre de Gléresse ayant renoncé en 1531, après sa nomination à ce poste, à résider au Château du Schlossberg, devenu, au fil des ans, assez peu confortable, ce fut, dès cette époque et jusqu'à l'abandon définitif du château comme résidence en 1556; au lieutenant du châtelain que, conformément aux injonctions du Prince-Evêque, incombait l'obligation d'y habiter. Tel fut donc, selon toute vraisemblance, le cas de Jehan Imer de 1531 à 1538, date de sa nomination au poste de receveur du Prince-Evêque pour Bienne et l'Erguël.

Propriétaire de vignes, comme son père avant lui, un parchemin du 9 novembre 1556, nous apprend que Jehan Imer vendit à cette date « aux honorables prudents et saiges Sieurs Maistrebourgeois Conseil et communaultey de la Neufveville pour eulx et leurs successeurs après venants » huit hommes de vignes avec des « barrals » et deux « cestiers » de bon vin blanc.

Quelques années plus tôt, le vingt décembre 1552, le Conseil de la Ville lui avait laissé en location un vivier alimenté par l'eau du ruisseau de la ville et qui paraît bien correspondre « à l'auge à poissons près de la fontaine au bas de la ville » pour laquelle, après son décès, ses héritiers continuèrent à s'acquitter le « Jour de la Saint-Martin » du montant de 2 batz et 6 deniers.

Pour le surplus, on peut penser que, comme son père l'avait fait avant lui, Jehan sut, en homme avisé et soucieux de l'avenir des siens, augmenter de manière importante le patrimoine familial. Ainsi que cela résulte de l'acte contenant ses dernières volontés, il était en effet, au moment de sa mort, propriétaire de plusieurs immeubles, sa maison au bord du lac, près de la confrérie des vignolans, revenant à son fils Thiébauld et sa maison dite de Saint-Imier



*Sceau du châtelain et maire de La Neuveville Jehan II Imer
figurant au bas d'un jugement rendu par lui en 1563*

– probablement rachetée au chapitre de St-Imier à l'époque où il en était le receveur – étant destinée à son fils Benoist. Quant au troisième frère, Jehan, son fils aîné, il avait déjà reçu, de son vivant, une autre maison sise « devers bise » à côté de celle de Benoist.

Cela nous amène tout naturellement à parler ici de la femme de Jehan le jeusne. Née ANTHONIA DUC, dit Pellot, celle-ci, qui devait avoir, à peu de choses près, le même âge que lui, descendait par sa grand-mère maternelle d'un membre de la famille aujourd'hui éteinte des DE CRESSIER, originaire du village du même nom et dont plusieurs représentants s'illustrèrent comme officiers au service étranger. Fille de Jehan Duc, de Nods, et de Jehanette Pellot, dernière du nom, d'une famille bourgeoise de La Neuveville citée déjà à la fin du XIV^e siècle, elle devait son nom de baptême, Duc dit Pellot, au fait qu'en venant s'établir à La Neuveville, son père avait relevé le nom de sa femme, donnant naissance de la sorte à une deuxième famille Pellot, respectivement Duc dit Pellot, dont une lointaine descendance existe encore en Amérique.

De son mariage avec Anthonia Duc, Jehan le jeusne eut trois fils, JEHAN (No 3), BENOIST (No 4) et THIÉBAULD (No 5), ainsi qu'une fille, JEHAN-NON (JEHANNETTE).

Cette dernière, dont nous ne savons pratiquement rien, épousa en premières noces Anthoine Daulte ou von Halten, puis en deuxième noces Guillaume Perrin, notaire et conseiller de La Neuveville. Décédée avant son père, donc avant 1576, le testament de Jehan mentionne simplement qu'elle avait des enfants dont nous ignorons toutefois aussi bien le nombre que les noms et prénoms.

Très estimé de ses concitoyens, ainsi qu'en témoigne un vitrail qu'il reçut en 1563 du Conseil de La Neuveville – « Schenké à Jehan Imer, châtelain du Schlossberg, un vitrail de 8 livres 14 batz » – Jehan fit preuve d'une longévité assez exceptionnelle à cette époque.

Ultra-octogénaire, constatant lui-même que sa mémoire (« Dächtniss ») n'était plus des meilleures, il se décida, en 1574, à donner sa démission en tant que châtelain. Le dimanche avant la Saint-Baptiste, à savoir le 20 juin, il écrivit donc une lettre qu'il chargea son fils Thiébault, en qui il voyait déjà son successeur, d'apporter personnellement au Prince-Evêque à Porrentruy.

Dans cette missive qui nous renseigne de manière particulièrement saisissante sur ce qu'étaient à ce moment de sa vie la situation personnelle et les préoccupations de Jehan, on relèvera, entre autres, les passages suivants :

« Gracieux Prince et Seigneur, me voilà dans un âge fort avancé, accablé d'infirmités, de sorte que je peux à peine quitter la maison. Ma femme est également malade et alitée et elle n'a pu quitter la chambre depuis le dernier passage de votre Altesse à La Neuveville. Votre Altesse comprendra que toutes ces causes me mettent hors d'état d'accomplir plus longtemps la charge que j'aimerais cependant bien continuer encore. La dure nécessité m'obligeant de demander ma démission, je prie votre Altesse de vouloir bien l'accepter, afin que je puisse jouir du repos dans mes vieux jours et que votre Altesse n'ait point de pertes à souffrir à cause de moi. »

Plus loin il ajoute :

« Je prie aussi votre Altesse de bien vouloir se souvenir de moi et de mes longs et loyaux services (auxquels, il est vrai, mon serment m'y obligeait) comme mon Prince et Seigneur naturel. Et puisqu'un de mes fils, nommé Thiébault, a l'intention de se présenter à votre Altesse, pour obtenir ma place, bien qu'il soit encore jeune, je m'offre, pour le cas où il plairait à votre Altesse de l'accepter, de l'initier aux affaires pour qu'il puisse, avec l'aide de Dieu, remplir son office en l'honneur et au profit de votre Altesse, à laquelle je le recommande vivement, en toute humilité. »

Dans sa réponse du 23 juin 1574, le Prince-Evêque fit savoir à Jehan Imer qu'il allait réfléchir et que dans le cas où son fils ne pourrait devenir son successeur il tâcherait de lui procurer un autre avantage, tout en l'assurant par ailleurs de sa « continuelle affection ».

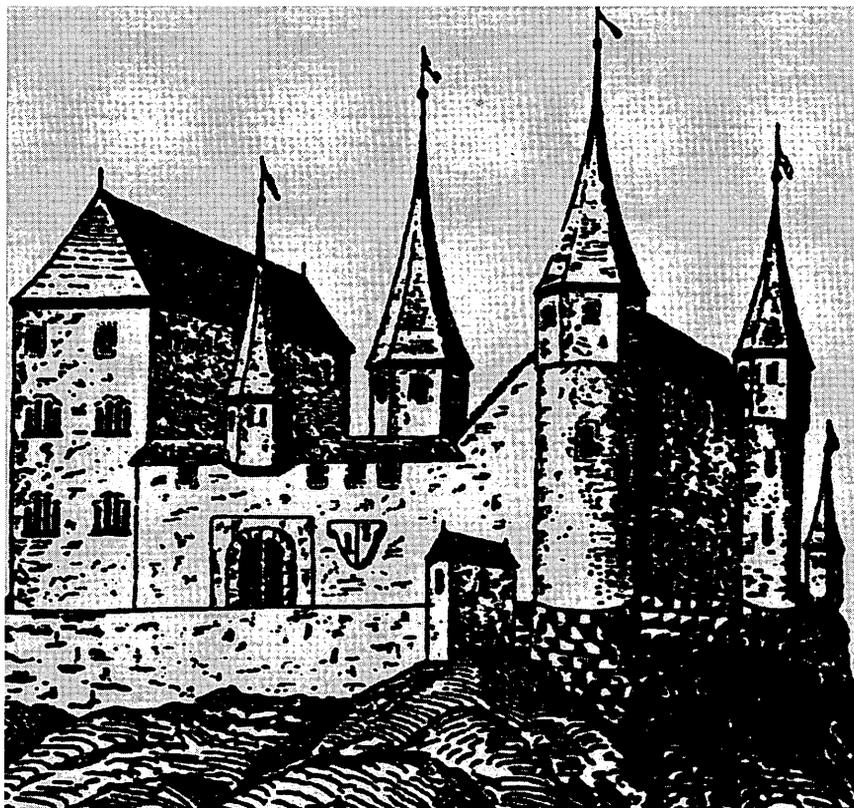
Inquiet de la tournure que prenaient les événements, Jehan se décida alors, en date du 8 octobre 1574, à envoyer une nouvelle fois son fils à la Cour, porteur de la lettre suivante :

« Je prie votre Altesse de bien vouloir excuser de ce que je l'importune si souvent. Je remercie votre Altesse de tout cœur d'avoir accepté ma démission et de vouloir se souvenir de mes services, comme il est dit dans la lettre dont j'ai été honoré. J'envoie à votre Altesse, en signe de ma reconnaissance, par mon fils Thiébault, le porteur de cette lettre, une demi-douzaine d'anguilles salées, et je prie de ne pas refuser mais d'accepter gracieusement ce petit présent, offert par un pauvre ancien serviteur et bailli, en toute humilité. Je prie votre Altesse, également, de ne pas oublier la promesse concernant mon fils. »

Démarche vaine, car bien qu'il n'en ait rien laissé paraître, Melchior par la grâce de Dieu, Evêque de Bâle, l'année précédente déjà, sur les instantes prières à lui faites par son ami et féal Vincent de Gléresse, lui avait promis, par un écrit en due forme, en son nom et celui de ses successeurs, la charge de maire de La Neuveville et châtelain du Schlossberg, dès que ces places deviendraient vacantes par démission ou décès du maire et châtelain actuel Jehan Imer, et que des brevets seraient alors délivrés au dit Vincent de Gléresse, comme il est de coutume d'en donner aux châtelains. En foi de quoi, il avait fait apposer son « scel secret ». Le secret, on avait su le garder !

Epuisé par quarante-quatre années passées au service de ses souverains les Princes-Evêques de Bâle, « accablé d'infirmités » comme il le disait lui-même dans sa lettre de démission de l'office de châtelain du Schlossberg, Jehan Imer ne devait pas profiter longtemps de sa retraite.

Par le testament olographe que ses fils Benoist et Thiébauld devaient présenter peu après sa mort, le 16 janvier 1577, à la Cour de justice, présidée par le lieutenant du châtelain François Petter, à la suite d'un désaccord avec leur frère aîné Jehan, qui, en vain, voulut en contester la validité, nous savons en effet que Jehan Imer doit être décédé à fin 1576 ou, au tout plus tard, dans les tout premiers jours de 1577.



Le château du Schlossberg au XVII^e siècle

Repris textuellement dans un passément destiné aux intéressés, ce document, qui figure aux Archives de La Neuveville dans le dossier de famille, nous renseigne de manière émouvante – même s'il fut, dans un premier temps, mis en cause par son fils aîné Jehan – sur le sens parfait de l'équité qui caractérisa, dans sa vie privée, comme dans sa vie professionnelle, le personnage que fut Jehan le jeusne.

Tenant méticuleusement compte des avancements d'hoirie consentis de son vivant à ses enfants «à cause des maisons que je leur ay donné de mariage et aultres affaires», il précise plus loin qu'il ne doit pas être tenu compte de l'argent qu'il leur avait avancé «pour apprendre alleman en les escolles et toutes aultres choses», chaque enfant devant par ailleurs garder «chascung leurs habillements de nopces... comme un chascung les a heu sans en faire jamais demande lung à l'aultre», tel étant «son vouuloir» et «qu'ainsi soyt», «le tout sans fraud ny barat».

Ainsi devait se conclure une vie que l'on peut considérer comme exemplaire à tout point de vue.

Serviteur loyal et fidèle de son prince, magistrat compétent et écouté, père constamment soucieux du bien de ses enfants, Jehan le jeusne nous laisse l'image d'un homme d'une droiture sans faille en même temps que d'une très grande bonté.

Poursuivant avec ténacité et constance l'œuvre d'ascension sociale commencée par son père, c'est lui qui, par son savoir-faire et son intelligence, devait définitivement jeter les fondements de ce qui fit des siècles durant le renom et le prestige de sa famille.

ANNELET

(ANNE)

Fille du maître-bourgeois Jehan I l'ancien (No 1) et sœur du châtelain Jehan II le jeusne (No 2), Annelet, citée en 1528, épousa en premières noces Guillaume Ragaz, cité de 1528 à 1539, bourgeois de La Neuveville, d'une famille aujourd'hui disparue.

De ce premier mariage, elle eut deux filles, Ysabel, mariée en 1552 à Jehan Petitmaître, puis à Jehan Perroset, cité en 1564, tous deux bourgeois de La Neuveville, et Marguerite, citée en 1564.

Devenue veuve, elle se remaria avec Jehan Varnier, cité en 1557 et 1567, fils de Nicolet, de Cressier, conseiller au Landeron, veuf de son côté d'Elise Symonin, d'une importante famille de propriétaires de vignes s'étendant sur l'ensemble du territoire de Cressier, ainsi que de terres éparées entre La Thielle et Enges.

De ce deuxième mariage, Annelet Imer eut une fille, ANNE VARNIER qui, après trois mariages – en 1564 avec Conrad Varnier, en 1571 avec Jean Bourgeois et en 1573 avec Henri de Diesbach – devint en 1577 la seconde épouse de Pierre de Chambrier, receveur général des finances et lieutenant du gouverneur du Comté de Neuchâtel, dont elle eut quatre fils et deux filles, avant de mourir le 20 avril 1588.

Par cette alliance de sa fille avec Pierre de Chambrier (1542-1609), Annelet Imer se trouve donc être l'ancêtre directe des DE CHAMBRIER de la branche aînée, comptant dans sa descendance – en plus d'alliances avec des familles des patriciats neuchâtelois, bernois et vaudois, tels que les de Merveilleux, Wittenbach, Tellier, de Bonstetten, Manuel et de Gingins – des personnages aussi importants que, par exemple, David de Chambrier (1665-1728), gouverneur du prince d'Orange en 1717, Général-major en 1727, qui compte dans sa descendance hollandaise les comtes de Limburg-Stirun, ou encore Jean-Pierre de Chambrier (1753-1822), seigneur d'Oleyres et gouverneur/lieutenant général de la Principauté de Neuchâtel en 1814.

JEHAN III (3) Né vers 1512-14, † 1594

Fils aîné du châtelain Jehan le jeusne (No 2), Jehan III nous est connu par la chronique rédigée par son père, pour avoir en 1529 porté le « pannon » (penon) lors d'une « trasse », c'est-à-dire d'une expédition militaire du contingent neuvevillois, « pour venir en ayde à ceux de Zurich », à l'occasion des guerres de Kappel.

Comme l'on sait qu'au XVI^e et XVII^e siècles, le service militaire débutait à quinze, respectivement à dix-sept ans au plus tard, on peut en déduire, par recoupement, que Jehan III doit être né entre 1512 et 1514 environ, ce qui nous donne également des indications précieuses sur l'âge approximatif de son père à cette époque et, par conséquent, sur l'année de sa naissance qui, comme on l'a vu, doit se situer entre 1490 et 1494 au plus tard.

Marié en 1557 à JEANNE CHIFFELLE, fille de Thiébaud, d'une vieille famille bourgeoise de la Neuveville, Jehan III en eut cinq enfants, à savoir :

- JEHAN le jeusne (No 6)
- THIÉBAULD le jeusne (No 7)
- BENOIST le jeusne (No 8)
- ABRAHAM (No 9)

ainsi qu'une fille, ÉLISABETH, citée en 1578.

Les derniers actes mentionnant Jehan III comme partie sont datés de 1589 et concernent d'une part un échange de terrains et la vente d'un morcel de vigne à St-Joux et d'autre part le traité de mariage de son fils Benoist le jeune.

Une autre pièce, datée, elle, de juillet 1595, parle en revanche d'une redevance due « d'un an après le décès de Jehan Imer », ce qui nous permet de dater celui-ci de 1594, Jehan III, comme son père, ayant fait preuve d'une longévité assez exceptionnelle pour l'époque.

BENOIST (4)

† av. 1595

Maître-bourgeois

Deuxième fils du châtelain Jehan II le jeusne (No 2), Benoist, dont le prénom s'orthographiait souvent simplement Benoy, fut membre du Petit Conseil depuis 1571 à tout le moins. Boursier de 1571 à 1573, puis de nouveau de 1579 à 1581, il accéda à deux reprises à la magistrature suprême comme maître-bourgeois en 1575 et 1589.

Cité, de son vivant, en 1583, à propos de l'acquisition d'une grange « gisant au bourg devant la ville », on sait par le contrat de mariage passé entre sa fille Esabé et Bendicht Crette en mars 1595 que Benoist n'était plus de ce monde à cette époque, sa veuve s'étant remariée dans l'intervalle avec « l'honorable scientifique M. Jacques Le Comte, ministre de la parole de Dieu à Diesse », puis plus tard à Cudrefin.

Ces dernières indications nous incitent à nous attarder un peu plus longuement sur la personnalité de la femme de Benoist, grâce à laquelle il nous est possible de nous faire une image riche d'enseignements du milieu social dans lequel se mouvaient à cette époque, à la suite du châtelain Jehan Imer, les membres de sa famille.

Fille de Nicolet Pernet de Salles, maire de Valangin, MARIE PERRENET – que Benoist épousa en 1567 – compte en effet, dans son ascendance tant paternelle que maternelle, des personnages en vue, tels que Girard Brandt, banneret de Valangin de 1496 à 1517, son arrière-grand-père, ou dans la parenté immédiate de ce dernier, son frère Jacques Brandt et son neveu Guillaume Brandt qui furent tous les deux maires du Locle, sans parler de son propre fils Claude, lui aussi, comme son père, banneret, puis plus tard maître-bourgeois de Valangin.

Décédée en 1613, après avoir perdu son deuxième mari le pasteur Le Comte, Marie Perrenet, qui vivait à la fin de sa vie, selon les notes de l'archiviste Adolphe Gross, dans la maison « jouxtant la maison à l'ouest de la Plateforme devers vent » près de l'Hôtel de Ville, a laissé trois enfants de son mariage avec Benoist Imer, à savoir un fils :

- ISRAËL (No 10)

et deux filles

- FRANÇOISE mariée en 1592 à Pierre Cunier et

- ÉSABEAU mariée en 1595 à Bendicht Crette, l'intéressée se trouvant par là même être l'ancêtre directe du dernier châtelain du Schlossberg, Charles-Louis Crette (1739-1803) docteur en médecine.

En résumé, et même si l'on ne possède pas beaucoup de détails sur la vie de Benoist Imer, il apparaît donc qu'on doit le considérer, plus que son frère aîné Jehan et avec son frère cadet Thiébauld, comme le véritable mainteneur de la

tradition aristocratique de la famille instaurée par son père et son grand-père, tradition dont le flambeau fut brillamment repris et perpétué par son fils unique Israël.

THIÉBAULD (5)

† en 1603

Cappitayne au service du Roy de France

Troisième fils de Jehan le jeusne (No 2), châtelain du Schlossberg et maire de La Neuveville, Thiébauld – dont le nom était orthographié à l'époque tantôt Thiébaul, Tiéboz ou simplement Thiébo, respectivement dans les documents de langue allemande Theobald ou Thieboldt – fut aussi celui en lequel son père plaça les plus grands espoirs.

De caractère entier, impétueux et parfois même emporté, il fut à tout point de vue une forte personnalité dont la trajectoire aux multiples péripéties ne saurait laisser indifférent.

La première mention le concernant – document des archives bourgeoises B 27.2 – se trouve être le traité de mariage conclu en 1568, en son nom, par son père, châtelain du Schlossberg, avec «Anthonia (née Beujard), relicte de feu Jehan Daulte, au nom de Françoise sa fille».

Descendant par son père Jehan Daulte le jeusne, banneret, décédé en 1565, d'une famille originaire de Gléresse citée à La Neuveville dès 1430, FRANÇOISE DAULTE faisait partie de la branche notable de cette famille, les Daulte dit Maroul, qui compta parmi ses membres plusieurs bannerets, maîtres-bourgeois, pasteurs et notaires, ainsi que, dans l'entourage immédiat de Françoise, les deux personnages les plus éminents de cette lignée – fils de son frère Pierre, banneret –, soit Jehan Daulte, décédé en 1649, qui fut châtelain du Schlossberg de 1642 à 1649, et son frère Pétremand, receveur du Prince-Evêque de 1641 à 1650, puis bailli d'Erguël de 1650 à sa mort en 1652.

Ce mariage avec Françoise Daulte eut, quelques années plus tard, un épilogue inattendu dont nous n'avons, malgré des recherches généalogiques attentives, pas été en mesure d'élucider la clef. Par une décision du Consistoire, autorité ecclésiastique supérieure, rendue en 1585, Thiébauld et sa femme furent en effet condamnés chacun à une amende de 12 livres 10 batz, pour s'être promis l'un à l'autre tout en «étant trop près de parentage».

Le 7 octobre 1574, par acte passé entre lui-même et Abram Raiguel de Corgémont, Thiébauld se porta acquéreur d'une maison avec aisances sise à la rue Belregard, «les terreaux de la ville devers vent et Noble Vincent de Liresse (Gléresse) devers joran», ainsi que d'une vigne contenant environ 22 hommes gisant devant le château, maison et vigne ayant appartenu, l'une et l'autre, naguère à feu noble donzel Bourcard de Courtelary et dont la veuve avait dû se défaire en février 1563 après le décès de son mari à Turin comme capitaine au service du roi de France.

C'est le lendemain 8 octobre que, comme nous l'avons relaté dans la notice consacrée à son père, Thiébauld se rendit à la Cour du Prince-Evêque à Porrentruy, porteur d'une lettre dans laquelle le châtelain Jehan rappelait à son

souverain la promesse que celui-ci lui avait faite concernant son fils en qui il voyait déjà son successeur.

Pour les raisons que nous avons déjà eu l'occasion d'évoquer plus haut, cette démarche n'eut toutefois pas le résultat escompté par le Junker Jehan.

La désillusion qui en résulta pour Thiébauld dut être d'autant plus grande qu'on peut supputer à juste titre que c'est précisément dans la perspective de son établissement comme futur châtelain qu'était intervenu l'achat de la maison à la rue Beauregard dont il a été question ci-dessus.

Quoi qu'il en soit, c'est à partir de ce moment-là que la vie de Thiébauld prit un tournant qui devait marquer toute la seconde partie de son existence.

Mortifié par l'échec subi, privé du revenu que lui aurait valu la fonction d'officier du Prince-Evêque, il décida de se vouer au métier des armes auquel il devait consacrer dès 1576 la plus grande partie de son temps comme capitaine au service de Henry, roi de Navarre, puis dès 1589, roi de France sous le nom de Henri IV.

A ce propos, nous disposons, grâce aux archives bourgeoises, d'un certain nombre de dates-repères qui nous permettent de suivre la trace de Thiébauld dans sa carrière militaire.

C'est ainsi que, dès 1576, un acte notarié, mentionne Jehan et Benoist, frères, et Thiéboz, leur frère, « pour lors en France », où il participa, très probablement à la tête du contingent neuvevillois, à la fin de la cinquième guerre civile (1574-1576), au cours de laquelle François d'Alençon, frère de Henri III, qui venait de prendre la tête de l'armée que Condé avait constituée, marcha sur Paris, obligeant son frère à signer au château de Beaulieu le traité du 6 mars 1576 que l'on baptisa la paix de Monsieur. On se référera, à ce sujet, aux lettres – reproduites tant par Gross et Schnider dans leur Histoire de la Neuveville que par Florian Imer dans son travail sur la Bannière de La Neuveville sur les champs de bataille – adressées en 1576 au Conseil de La Neuveville aussi bien par



Henry III Roy de France et Navarre - Gravure non datée

François, duc d'Alençon, agissant par son délégué particulier, le sieur de la Grafinière, que par le prince de Condé lui-même, écrivant le 8 juillet de Monréal.

Prochain point de repère, en 1583, où le minotaire du notaire Vincent Bourquard, sous rubrique B.30 des archives de la Bourgeoisie, nous parle de Thiébauld Imer, capitaine d'une enseigne et compagnie au service du roi.

En 1587, une armée de 20'000 hommes recrutés pour l'essentiel dans les cantons protestants par Claude-Antoine de Vienne, seigneur de Clervant, pour le compte du roi de Navarre, obtint non sans peine un droit de passage sur les terres de l'Evêché, à la suite d'une capitulation passée le 14 juillet à Bâle avec le Prince-Evêque Blarer de Wartensee, malgré une opposition véhémente des cantons catholiques.

Désigné pour prendre la tête d'un contingent neuvevillois de 300 hommes, Thiébauld rédige le 6 juillet, « voulant tirer en guerre pour le roi de Navarre », son testament et ordonnance de dernière volonté, en faisant sa femme « qui a tenu fort bon ménage, dame et maîtresse de tous ses biens et de ses enfants sa vie durant. » Il baille à ses deux fils « par-devant, la maison meubles et greniers avec leurs appartenances », en formulant toutefois cette réserve: « Etant de retour et pouvant autrement disposer ».

La suite des opérations nous est connue par le compte rendu qu'en fait l'historien Roger Ballmer dans son livre sur les Etats du pays dans l'ancien Evêché de Bâle.

A la suite de la capitulation signée à Bâle par Clervant, une partie de ses troupes, rassemblées préalablement dans cette ville, « pénètre dans l'évêché en remontant la Vallée de la Birse. D'autres recrutées dans le canton de Berne et auxquelles s'étaient jointes une enseigne de Bienne et une de La Neuveville, comptant chacune 300 hommes, passèrent par les gorges du Taubenloch et pillèrent l'abbaye de Bellelay. Cinq enseignes, enfin, venant de Neuchâtel, traversèrent les Franches-Montagnes. Malgré la capitulation du 14 juillet et malgré la présence des quatre représentants des cantons catholiques et de deux délégués de la ville de Bâle, les troupes mercenaires stationnèrent plus longtemps que prévu sur le territoire de l'évêché et causèrent maints préjudices aux paysans ».

Au mois d'août, les troupes de Clervant, après avoir enfin quitté les terres du Prince-Evêque, s'étaient portées sur les territoires de l'Evêché de Strasbourg, où elles attendirent une armée de secours qui, selon les objectifs du roi de Navarre, devait en automne 1587 ravager la Lorraine pour y détourner les troupes catholiques pendant qu'il opérait dans le Midi. Mal commandée et affaiblie par les marches et les maladies cette armée se fit battre par deux fois en Champagne par le duc de Guise, à Vimory le 16 octobre et à Auneau le 24 novembre. Inquiet de ces succès de la Ligue, Henri III se hâta, sur ces entrefaites, de traiter avec les Suisses et de les renvoyer dans leurs pays.

Cette fin provisoire du conflit ne devait pas arranger les affaires de Thiébauld. N'ayant, comme trop souvent, pas pu payer leur dû aux soldats qu'il avait recrutés, faute d'avoir été payé lui-même par le roi de Navarre, et s'étant laissé aller, de ce fait, un soir de beuverie, à proférer des paroles peu aimables à l'égard de la ville de

Mulhouse et de ses citoyens, celle-ci écrivit, en date du 28 décembre 1588, au châtelain et au Conseil de La Neuveville, la lettre suivante dans laquelle elle se plaignait amèrement du comportement que l'intéressé avait eu en la circonstance :

*« Aux Nobles, meilleurs, prévoyants, honorables et sages,
Aux Bailli, Lieutenant et Conseil de La Neuveville sur le lac
A nos spécialement favorables et chers voisins et bons amis »*

Notre amical bon service et tout de bien avant tout noble, ferme, prévoyant, honorable et sage, surtout nos favorables et chers voisins et bons amis.

Nous avons été avertis par Hans Sommer, notre vavasseur, selon son serment de bourgeois et son devoir, il y a deux jours, contraire à tout notre espoir, mais non sans un regret pénible, que votre bourgeois Thiébaud Imer, ancien capitaine de Navarre en France, aurait, quand le dit Sommer lui avait remis une lettre de notre part concernant le non paiement par lui du traitement aux veuves abandonnées de nos sujets qui étaient à son service, s'était laissé aller à des déclarations indécentes et honteuses et avait demandé, entre autre, si lui, notre vavasseur, lui apportait de nouveau à lui, Thiébaud Imer, une lettre de voleurs et pourquoi il se mettait lui-même avec ces dits voleurs. Il utilisait d'autres paroles aussi blessantes dont il aurait pu s'abstenir et il aurait dû ne pas calomnier les nôtres d'une telle façon impardonnable et indéfendable. Nous nous rappelons bien de quelle façon les hommes et femmes qui sont bourgeois et nous appartiennent se sont adressés à nous afin qu'ils reçoivent enfin le salaire de guerre qu'ils n'avaient pas reçu. Nous n'avons non seulement pas voulu nous refuser à cette demande, mais nous avons fait le compte afin qu'ils puissent jouir de leur bon droit, mais nous avons dû apprendre avec une peine extrême et sans aucune culpabilité, que non seulement les nôtres, mais aussi nous-mêmes et une honorable ville de Mulhouse, ont été injuriés au plus fort et ainsi accusés. Sur ce, nous avons écrit à votre sujet une ou plusieurs fois de lettres (à lire avec révérence), sous le sceau secret de nous et de notre ville. Nous avons pris cela à cœur et nous sommes décidés qu'une telle injure du vôtre (même qu'il soit d'un rang plus élevé) soit vengée ; si dieu le veut, nous le démontrerons et le prouverons devant le monde que le dit capitaine nous avait attaqués et injuriés gravement d'une façon malhonnête et fausse, sans cause et faute de notre part. Car si nous avons écrit au dit Thiébaud Imer à cause de son retard dans les paiements depuis la malheureuse virée de Navarre, ce n'est pas à lui seul mais, depuis les années, nous écrivons à d'autres personnes bien plus grandes que lui, à des empereurs, des rois, des princes, des seigneurs et ceci sous le sceau de notre ville. Nous savons que nous l'avons fait de bonne foi et nous n'admettons pas que ces lettres de nous soient prises par les vôtres ou par qui que ce soit pour des lettres de voleurs.

Ainsi, favorables et chers voisins et bons amis, nous disons que la cause est ainsi, que l'injure extrêmement grave et abominable nous a été faite en présence de beaucoup d'oreilles et de gens honnêtes qui ont, à l'époque, bu le soir avec Thiébaud Imer, ce qui permettra de les connaître facilement et de demander leur témoignage (autrement, il faudrait les questionner selon les règles), et ceci ne devrait pas être

empêché, ni par une amitié, ni par la considération d'une personne afin de savoir ce qui s'est vraiment passé.

Ainsi, nous vous adressons notre demande sérieuse, justifiée et amicale, d'examiner le dit Thiébaud Imer, de prendre son rapport, de savoir qui était avec lui et de peser l'accusation faite par M. le Lieutenant et de nous faire connaître par exprès et par écrit ce que vous avez entendu, afin de nous donner la satisfaction nécessaire pour que nous puissions défendre nos droits justifiés et (nous le disons sans honte) notre réputation intacte. Nous ne doutons pas que vous vous occuperez selon le droit de cette affaire et aussi pour notre amical et bon voisinage, mais surtout aussi afin qu'une autorité honorable ne puisse pas être calomniée par une injure honteuse sans être punie. Vous nous ferez donc avoir raison afin de nous éviter d'aller ailleurs nous plaindre ou de prendre de telles voies et moyens qui puniraient encore plus votre sujet et lui nuiront.

Nous attendons donc votre réponse par écrit et sans tarder.

Daté: Mulhouse, 24,12 en 88 (1588)

Vos bons amis, avoyers et Conseil de la ville de Mulhouse »

(traduction de l'original en langue allemande).

Nous ignorons malheureusement quelle suite les autorités neuvevilloises donnèrent à cette affaire, mais on peut penser que, vu la personnalité de leur concitoyen, elles durent prendre, sinon son parti, du moins sa défense.

En 1589, le 6 avril, Thiébaud, avec son neveu du même nom, fils de son frère Jehan, assista, comme témoin, à une transaction immobilière par laquelle ce dernier échangeait avec Jehan Cosandier un « morcel de levée à marnin, jouخته noble Jehan de Wattenwyl devers bise et noble Vincent de Gléresse devers ouberre », contre un demi homme de vigne « gisant à St.Joz ».

La guerre s'étant rallumée en France à l'instigation de la Ligue, le roi Henri III et Henry de Navarre décidèrent de marcher ensemble sur Paris, appuyés par une armée de 30'000 Français et quinze mille Suisses « amenés au roi, non pour de l'argent, mais en échange d'une promesse d'appui contre le Savoyard ». (Pierre de Lanoux: La Vie de Henri IV).

« Absent », une fois de plus, ainsi que l'indique un document des archives bourgeoises, Thiébaud ne faillit, cette fois encore, pas à son devoir. En mai/juin, ainsi que nous l'apprend un autre document rédigé, celui-là, en langue allemande, « Theobald Imer, von Neuenstadt » nous est en effet signalé comme transitant par Porrentruy pour rejoindre les troupes levées en Suisse à la requête des deux souverains coalisés. « Das Fähnlein von Neuenstadt, das durch Pruntrut weiterzieht nach... »

Campagne brève, s'il en fut, pour Thiébaud. Le 1^{er} août 1589, le roi Henri III était assassiné à Saint-Cloud par le moine Jacques Clément. Devenu le successeur désigné du roi défunt, Henry de Navarre n'en dut pas moins poursuivre le combat contre la Ligue. Le 21 septembre, il battit Mayenne à Arques, mais tenta en vain d'enlever Paris, s'installant alors, provisoirement, à Tours.

De retour à La Neuveville à une date indéterminée dans le courant de l'automne, Thiébauld était en tout cas rentré le 5 novembre, jour où il assista comme témoin au traité de mariage conclu par son frère Jehan pour le compte de son fils Benoist avec Imeron Jacot de St-Imier au nom de sa fille Margueron.

Là ne s'arrêta toutefois pas la carrière militaire de Thiébauld. En France, bien qu'étant dorénavant le souverain légitime du pays, Henri IV dut continuer pendant des années de guerroyer pour reconquérir, pas à pas, l'intégralité de son royaume, les portes de Paris ne s'ouvrant définitivement à lui que le 22 mars 1594.

Dans ces conditions, on ne sera pas étonné d'apprendre qu'en 1592, Thiébauld se trouvait toujours en France à la tête de sa compagnie et qu'au moment de revenir enfin au pays celle-ci se trouvait « dans la France, auprès de Paris », ainsi qu'en témoigne une réclamation adressée après sa mort à ses hoirs par un de ses anciens soldats, le nommé Thiébauld Bernhard.

Après avoir tenté, aux mois de mai et de juin 1595, de satisfaire, dans la mesure du possible, aux exigences pécuniaires des Neuvevillois qui avaient servi sous ses ordres « dans la dernière guerre en France », tout en attendant lui-même « la première paye du roi », il se rendit une dernière fois en France dans la seconde moitié de 1595, peut-être pour essayer de se faire payer enfin pour les services rendus.

Si tel dut réellement être le cas, on est toutefois en droit de penser que ses démarches n'aboutirent pas. Comme nous le savons par la fameuse lettre, plusieurs fois reproduite, adressée par Henry de Navarre au Conseil de la Neuveville le 14 juillet 1591, il est en effet notoire que, même quand il fut devenu roi de France, il ne disposait pas des fonds qui lui auraient permis de payer les énormes arriérés de soldes et de pensions accumulées au cours des guerres civiles qui avaient pendant tant d'années déchiré la France.

Les dernières années que Thiébauld passa à La Neuveville dès 1596, si elles sont, dans l'ensemble, sans histoire, ne furent par contre pas exemptes de soucis. Constamment harcelé par les réclamations que lui adressaient périodiquement ses anciens soldats pour leurs gages de guerre, il dut faire face à de nombreuses poursuites judiciaires dont certaines ne trouvèrent leur épilogue qu'après son décès.

Soupçonné par un certain Anthoine Tütsch d'avoir, d'entente avec son beau-fils Jacques Petitmaître, soustrait une partie de ses biens par « simulation et collusion » avec celui-ci, tout en en « possédant le tout comme auparavant », il fut même menacé, à un moment donné, de voir « son bien mis en décret pour maintenir justice et satisfaire à qui de raison ».

On peut donc penser que ce fut dans le but de désintéresser ses créanciers qu'il effectua le 10 mai 1596 une opération financière dont nous ignorons les détails, ainsi qu'en témoigne une lettre se référant à un échange fait avec Jehan Lescureux, ou encore la vente qu'il fit le 13 septembre d'un droit de cense à noble, prudent et vertueux Sr. Vincent de Gléresse, escuyer, chastellain et maire de La Neuveville.

Devenu, après le décès de ses frères Jehan et Benoist, le chef incontesté de la famille, Thiébauld fut par ailleurs sollicité à de très nombreuses reprises entre 1595 et 1601 pour fonctionner en tant que témoin à des actes sous seing privé passés par ses neveux et nièces ou encore par des tiers, que ce soit à propos de transactions immobilières ou lors de la passation de traités de mariage tel que celui passé en 1595 par Esabé, fille de feu honorable Benoist Imer « en son vivant bourgeois et conseiller de la Neuveville », avec Bendicht Crette.

Personnage incontournable de la vie publique neuveilloise à la fin du siècle, son nom figure en 1593, avec ceux du châtelain Vincent de Gléresse, de son lieutenant Pierre Daulte l'ancien, du maître-bourgeois Pierre Daulte et du secrétaire de ville Vincent Bourguignon, sur la plaque de cuivre retrouvée dans le pomeau placé sur la Tour Rouge, lors de la restauration de celle-ci en 1957.

Qu'en était-il, cela étant, de la vie quotidienne qui fut la sienne durant les dernières années de son existence ?

Malgré les nombreuses réclamations que lui adressaient ses anciens soldats à propos de leurs « gages de guerre », il ne semble pas que Thiébauld eut à pâtir outre mesure des poursuites dirigées contre lui.

Un document de 1596 nous apprend en effet qu'il disposait à cette époque d'un serviteur qui, pour avoir dansé au Landeron avec Abraham Meyer, Antoine Peterhans et sa sœur, de même qu'une fille Jallaz, écopa, avec eux, d'une amende de 3 batz chacun.

Ayant hérité au décès de son père en 1577 de la maison que celui-ci possédait à proximité de la confrérie des Vignolans, il paraît avoir eu ses habitudes dans la taverne qui s'y trouvait, ainsi qu'en témoignent les passages suivants extraits d'un acte judiciaire de l'époque où il est question, une fois de plus, d'une promesse de paiement faite à un de ses anciens soldats

« Je le trouvai à la Rive sur le banc de Laune (?) assis, estant avec luy Guillaume Martemer, Jaque Petytmaistre son lieutenant. Ledit Petytmaistre me dict Il ne vous faut pas plaidoyer avec vostre parrain. Il vault mieux... et prendre des gens pour vous accorder. Et ledit feux capithayne se leva et sen alla sur la gpanie des vignollans, en sorte qu'il entra au poylle, il avait desja la soppe et chayre devant luy sur table, estoyant avec luy les dessus. Lesquels nous firent accord devers mes gages... »

Grâce à un acte dressé en 1603 où il est question de la « relaissée du capitaine Thiébauld Imer », ainsi que de « discret Petermand Daulte son frère et Jacob Petitmaître son beau-fils », nous possédons une indication approximative concernant la date du décès de Thiébauld, qui doit se situer en 1602 ou 1603 au plus tard.

Ainsi disparaissait celui qui fut sans conteste le plus brillant, mais aussi le plus remuant des trois fils du châtelain Jehan, laissant à son fils Pétremand – qui hérita vraisemblablement de sa maison vis-à-vis de la fontaine du bas –, ainsi qu'à son neveu Israël, l'un et l'autre du Petit Conseil, le soin de représenter dignement la famille au sein des autorités de la ville.

De son mariage avec Françoise Daulte, Thiébaud eut cinq enfants, à savoir, en plus de PÉTREMAND mentionné ci-dessus (No 11) et d'un deuxième fils JEHAN (No 12), trois filles dont seule ÉSABÉ, épouse de Jaques Petitmaître, nous est connue par son prénom (voir, plus loin, la notice la concernant).

Quant aux deux autres filles, désignées seulement par un X, nous savons que l'une épousa Adam Cunier et l'autre un Pétremand Daulte dont il n'est pas impossible qu'il s'agisse là du neveu de sa mère Françoise, le futur bailli d'Erguël. De ce dernier, décédé en 1652, on sait en effet qu'avant d'épouser une Thellung de Bienne, il avait eu une première épouse de nom inconnu, mais qui pourrait être identique à X, la fille de Thiébaud.

JEHAN le jeusne (6)

† 1585

De Jehan le jeusne, fils de Jehan III (No 3), nous ne savons pratiquement rien, si ce n'est qu'un acte notarié du notaire Gibollet du 26 octobre 1584 fait état d'un « barral de vin de cens et de most », dû « sur ung morcel de vigne gesant aux Grand-Vignes contenant environ cinq hommes », que lui-même et un certain Hamid Himely échangèrent, à cette date, contre un « barral de vin de cense perpétuelle » auquel « était entenuz » son frère Thiboz (le jeusne) « sur un morcel de vigne gesant sur la juridiction de lady Ville au lieu vers le Creux-Greville contenant environ quatre hommes ».

Marié en 1578 à Annelet Gibert, d'une famille originaire du Landeron, devenue bourgeoise de La Neuveville en 1557, décédée de la peste en 1584, Jehan le jeusne se remaria en 1585 avec Anthonia Chasnel, pour mourir lui-même la même année.

De son premier mariage, il eut un fils, Jehan, mort jeune avant 1593, et une fille, Jeanne, qui épousa en 1595 Peterhans Berche, d'une famille originaire de Cerlier, établie au Landeron.

THIÉBAULD le jeusne (7)

† av. 1620

Deuxième fils de Jehan III (No 3), Thiébauld le jeusne est mentionné fréquemment dans les minutaires du notaire Adam Perrin, notamment en relation avec un acte d'échange, daté du 17 juin 1595, par lequel il échangeait la maison dite de Saint-Imier qu'il possédait à la rue Beauregard, à côté de celle de son père Jehan « devers bise », contre une autre maison, appartenant à son frère Benoist le jeusne, dans la même rue, « joutant celle de Willem Raclet « devers bise » et celle de Jehan Imer « devers vent », la ruelle devers midi et la rue devers joran ».

Le lendemain 18 juin, Thiébauld le jeusne revendait, en présence de son oncle Thiébauld, cappitayne, cette maison à un certain Jacques Cattin, les deux frères Benoist et Thiébauld parachevant un mois plus tard ces différentes transactions immobilières en se cédant réciproquement deux parts sur leurs maisons respectives sises dans ladite rue, Benoist vendant en outre à son frère Thiébauld « un closelet devers midy de ladicte ville », ayant comme voisin « devers bize, le cappitayne Thiébauld Imer, notre oncle ».

En 1596, au mois de janvier, Thiébauld le jeusne procédait par ailleurs devant témoins à un échange de biens (vignes, esmines de froment, etc.) avec Jehan Lescureux, esmines de froment qu'il cède le même jour à son beau-fils Jehan Beljean.

D'autres actes notariés – antérieurs d'une dizaine d'années – nous apprennent que Thiébauld le jeusne avait, le 6 juin 1585, échangé une vigne située aux Prés-Guëtins contre un jardin situé derrière la ville appartenant à Hamid Guiger. A la même époque, il passait une convention avec Claude Cosandier au sujet d'une vigne gisant « vers le chastel de Schlossberg », ainsi qu'une autre vigne sise au « Bichollet » (Picholet), qu'ils travaillaient tous les deux à la moiteresse.

Marié à N. Mayor, Thiébauld le jeusne – qui devait décéder avant 1620 – eut de cette union quatre filles, dont une, Jeanne, fut successivement l'épouse du Jehan Beljean mentionné ci-dessus, avant de se remarier avec un Jallaz, ainsi que deux fils, à savoir :

- JEAN, cordonnier, décédé avant 1664, ancêtre de la **branche des cordonniers**, éteinte vers la fin du XVIII^e siècle, sans illustrations particulières, ses membres, de condition modeste, s'étant confiné dans l'artisanat (cordonniers, un tailleur, deux armuriers)

- PIERRE (1612, † av. 1685), ancêtre de la **branche des tuiliers** et de la **branche alsacienne** (voir ci-dessous sous No 14, ainsi que les notices figurant à la fin de cet ouvrage).

BENOIST le jeusne (8)

† *av.* 1625

Troisième fils de Jehan III (No 3), Benoist le jeusne, que nous avons déjà rencontré à propos des échanges immobiliers qu'il effectua avec son frère Thiébault le jeusne, est mentionné dès le 11 janvier 1590 dans un acte portant sur l'admodiation (la location) des biens de Jehanne, la fille de feu son frère Jehan le jeusne.

Dans un autre acte passé le 22 décembre 1600 et portant sur un échange perpétuel entre lui-même et le châtelain Vincent de Gléresse, on peut lire d'autre part ce qui suit :

Moi, Vincent de Gléresse, « donne et baille à Benoist Imer et aux siens un baraux de vin de cense qu'à moy était entenu Jehan Imer son père et assigné sur une maison gisant en la Rue devers midy que possède présentement ledit Benoist, jouxte Jacques Cattin devers bise, la Rue devers joran, ledit Benoist devers vent ».

En échange, Benoist Imer « donne et baille à Vincent de Gléresse ses droits, titres et actions sur le bien délaissé par feu Abraham Imer, son frère, lequel Françoisse Baljan sa relaissée tient et possède ».

La pièce la plus importante concernant Benoist le jeusne consiste toutefois dans un parchemin daté du 5 novembre 1589. Il s'agit du traité de mariage passé, comme cela était usuel à l'époque, entre « honorable Jehan Imer pour son fils Benoist et Imeron Jacot, de Saint-Imier, pour sa fille Margueron. » Cette pièce qui mentionne comme témoin Vincent Chiffelle, beau-frère de Jehan Imer, nous permet en effet de situer à peu de choses près la date du mariage de Benoist le jeusne à fin 1589 ou, au plus tard, au début de 1590.

De cette union de Benoist – qui devait décéder avant 1625 – et de Margueron sont issus deux filles, mariées à des artisans de la région, et un fils, Pétremand, cité en 1663, qui eut, lui-même, un fils, Jacques, cité en 1668, mais resté apparemment sans descendance. Deux autres filles, apparemment des jumelles, sont qualifiées d'« innocentes », ce qui signifie qu'elles devaient être, probablement à la suite d'une anomalie génétique ou d'un accident de naissance, simples d'esprit.

ABRAHAM (9)

† 1599

Quatrième fils de Jehan III (No 3), Abraham nous est connu par une cession que lui et Peterhans Berche, mari de sa nièce Jeanne et fille de son frère Jehan le jeusne, ont faite en 1596 au nom de ladite Jeanne «des droits titres et actions qu'ils possédaient sur la maison sise à la rue du Pacot, appartenant à leur frère et oncle honorable Thiébauld Imer (le jeusne)».

En 1598, une quittance rédigée par Israël Imer (No 10), en faveur de son cousin Benoist le jeusne mentionne elle aussi «Abraham frère dudit Benoist», alors qu'un autre document de 1596 nous signale qu'il a été condamné avec ses deux compères Antoine Daulte et Jacques Cunier, chacun à 30 batz d'amende «pour s'être déguisés chez Antoine Tutsch».

«Atteint de maladie et contagion de peste», à en croire les indications figurant sur une traite, faite par Thiébauld Imer (le jeusne) à Jehan Crette, Abraham Imer doit être décédé en 1599 (et non en 1579 comme mentionné par l'archiviste Adolphe Gross dans son Histoire de La Neuveville). On en voudra pour preuve d'une part l'acte passé le 22 décembre 1600 entre le châtelain Vincent de Gléresse et son frère Benoist le jeusne transcrit dans la notice consacrée à ce dernier et où il est question «des titres et actions sur le bien délaissé par feu Abraham Imer son frère», mais également un cahier contenant les nombreuses réclamations formulées par un tiers non identifié à l'encontre de son frère Thiébauld le jeusne en sa qualité d'héritier «dudi Abraham», réclamations portant notamment sur des censes payés par le demandeur depuis 1599.

Cela dit, une interrogation subsiste concernant l'identité de l'épouse d'Abraham Imer.

Dans le document manuscrit transcrit par l'archiviste Adolphe Gross, il est en effet question d'un beau-frère d'Abraham portant le nom de Claude Frago (ou Trago) dont la sœur Jeanne, selon les indications de l'archiviste Jean Harsch, aurait été l'épouse d'Abraham. Or, grâce à l'acte du 22 décembre 1600 passé entre le châtelain Vincent de Gléresse et Benoist le jeusne cité plus haut, on sait de manière certaine qu'à l'époque de son décès Abraham Imer était marié à Françoise Beljean «sa relaissée» qui tenait et possédait son bien et qui devait par la suite se remarier avec Jean Crette.

En réalité, il n'y a toutefois pas nécessairement incompatibilité entre les deux versions, si l'on tient compte du fait que selon les usages de l'époque, les gens se remariaient en général très rapidement, c'est-à-dire dans la règle déjà un an après le décès de leur conjoint.

On peut en déduire, dans le cas particulier, que devenu à une date indéterminée, veuf de Jeanne Frago, Abraham se maria ensuite avec Françoise Beljean qui, à son tour, après son décès, se maria avec Jehan Crette.

Cela est d'autant plus vraisemblable que le nom de Jehan Crette figure expressément, ainsi que nous l'avons vu ci-dessus, sur la traite qui lui fut délivrée, après le décès d'Abraham, par le frère de ce dernier, Thiébauld le jeusne.

Quoi qu'il en soit, un fait en tout cas peut être considéré comme acquis, c'est qu'à notre connaissance Abraham Imer, le gai luron qui se déguisait chez Antoine Tutsch, n'a pas laissé de descendance...

ISRAËL (10)

† av. 1613

Conseiller

Seul fils de Benoist (No 4), né vraisemblablement entre 1567 et 1570, Israël fut, tout jeune homme, délégué en 1589 par le Conseil de La Neuveville à Vernier, près de Genève, où se trouvait un important contingent de Neuvevillois participant à une campagne bernoise contre le Duc de Savoie afin de leur apporter une lettre du Conseil et leur solde.

En 1591, il se maria avec ROSA SYMONIN, fille d'Imer Symonin-dit-Lescureux, d'une famille très en vue de notaires et secrétaires de ville dont la descendance mâle s'éteignit au XVII^e siècle.

Par sa grand-mère Isabelle Drogy alias Junod, Rosa Symonin descendait des familles des nobles de COLOMBIER et de VAUTRAVERS, parmi lesquels on citera notamment ici le chevalier Vauthier de Colombier, gouverneur du comté de Neuchâtel, décédé en 1404, et son petit-fils du même nom, châtelain et maire de Valangin en 1453, décédé en 1475.

Encore mineure en 1580, Rosa Symonin avait, dans un premier temps, épousé Jacob Gibollet dont elle eut trois filles, ainsi qu'un fils, BARUC GIBOLLET, ancêtre de la lignée des maîtres-bourgeois, pasteurs et médecins, qui devaient jouer un rôle marquant dans l'histoire de La Neuveville.

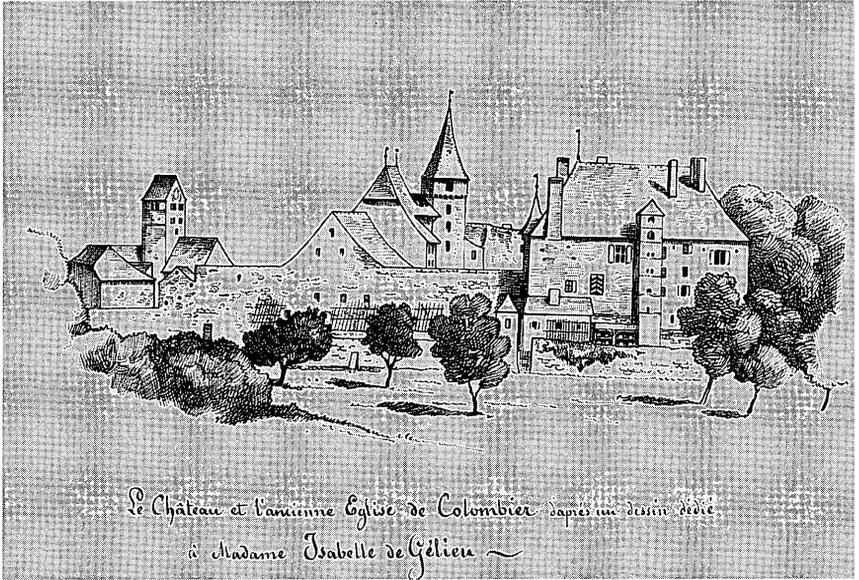
Quant à Israël Imer, devenu à son tour membre, comme son père, du Petit Conseil, il assista au mois de mars 1595, en compagnie de son beau-père, le pasteur Jacques Le Comte et de son beau-frère Pierre Cunier à la conclusion du contrat de mariage de sa sœur Esabé avec Bendicht Crette.

De nombreux actes sous seing privé, datés des années 1592 à 1602, le mentionnent par ailleurs soit comme partie, soit comme témoin ou encore comme «advoyer» de membres de sa famille ou de tiers lors de la passation de transactions immobilières diverses ayant pour objet la vente ou l'échange de morcel de vignes ou de prés à La Neuveville ou dans les environs.

C'est ainsi, par exemple, que nous savons qu'il a vendu en 1595 un morcel de vigne gisant au vignoble de Cornaulx (Cornaux) à Abraham, fils de Claude Clotuz (Clotu) de Cornaulx, bourgeois de Neufcastel, en présence de son oncle le cappitayne Thiébauld, et qu'au dernier jour du mois de janvier 1602, il a procédé à l'échange «perpétuel» d'un morcel de pré avec un certain Thiébauld Bernard.

D'autres pièces encore, datées de 1598 et 1600, font état d'une quittance donnée à son cousin Benoist le jeusne pour la remise d'une somme d'argent, respectivement d'engagements pris par lui-même, Israël Imer, en qualité de caution.

En 1601 finalement, différentes pièces conservées aux archives de la Bourgeoisie, nous renseignent sur une procédure judiciaire engagée contre Israël Imer par Jehan Symonin-dit-Lescureux, son cousin par alliance, que le père de



*Le château et l'ancienne église de Colombier d'après un dessin dédié
à Madame Isabelle de Géliou - Dessin à la plume d'Oscar Huguenin*

celui-ci avait, sur la fin de sa vie, fait mettre sous tutelle « le connaissant mauvais mesnaiger ». Jehan Lescureux s'étant, dans cette affaire et contrairement à tous les usages, adressé directement au Prince-Evêque, Israël Imer, appuyé par le maître-bourgeois et le Conseil de La Neuveville, adressa un mémoire à son « illustrissime et très excellent prince et souverain seigneur » en lui demandant de retourner le dossier au châtelain de La Neuveville, seul habilité à statuer en première instance sur ce litige qui fut, par la suite, liquidé par un arrangement à l'amiable entre les parties.

Encore mentionné comme conseiller en 1603 dans les manuels du Conseil, il n'est plus question de lui jusqu'en 1613 où il figure comme « feu Israël Imer » dans le testament de sa mère Marie Perrenet, veuve de feu Jacques Le Comte et de Benoist Imer. Il en résulte qu'Israël Imer est décédé dans la force de l'âge, à une date indéterminée entre 1603 et 1613, seule cette mort prématurée l'ayant manifestement empêché d'accéder à la charge de maître-bourgeois à laquelle il pouvait légitimement aspirer.

De son mariage avec Rosa Symonin – qui était encore vivante en 1628 à en juger d'après un registre des reconnaissances « de prudente et vertueuse femme Rosa Simonin, relicte Sr. Israël Imer, en son vivant bourgeois et Conseiller de La Neuveville » – celui-ci eut deux filles, soit :

- ÉSABÉ, l'aînée, qui épousa en 1613 Jean Bourguignon, bourgeois de La Neuveville et potier d'étain, et

- MARIE, qui épousa en 1621 Abraham Tissot de Cornaux, ainsi qu'un garçon, JOSUÉ, né en 1601, dont il sera encore amplement question dans la suite du présent chapitre (voir No 13).

PÉTREMAND (11)

Né apr. 1568, † av. 1623

Conseiller

Fils aîné du capitaine Thiébauld (No 5), mort relativement jeune, Pétremand n'a pas laissé de nombreuses traces dans les archives.

Un document daté de 1594 nous apprend toutefois qu'il eut dans sa jeunesse un enfant illégitime, apparemment un garçon, d'une certaine Anthonia Rogma d'Hauterive à qui il fut condamné à payer « quarante livres pour son chapelet ».

Son mariage avec SARAH BEYNON, d'une famille notable de Saint-Imier, demeura en revanche sans enfant.

De 1597 à 1601, il est cité un certain nombre de fois, à côté de son père, comme témoin lors de la passation d'actes notariés. C'est ainsi que le 5 mai 1601, il assiste, avec son père Thiébauld, à une vente immobilière effectuée au nom de Françoise, fille de feu Henchman Daulte, représentée par son cousin Israël Imer, bourgeois et conseiller de La Neuveville, agissant comme advoyer donné par justice. Quelque temps plus tard, après le décès de son père en 1602, il fit d'autre part avec sa mère l'objet d'une réclamation de la part d'un certain Thiébauld Bernhard à propos du montant des gages que le défunt lui aurait promis « pour l'avoir servi en guerre ».

Devenu membre du Petit Conseil, on peut par ailleurs considérer comme très vraisemblable que ce sont ses initiales – P.I. – qui figurent sur l'auge à poissons qui se trouvait devant la fontaine du bas de la rue du Marché.

Reconstruite en 1610, c'est-à-dire à une époque où Pétremand était le seul membre de la famille dont le prénom commençait avec un P, cette auge est en effet ornée de trois armoiries, soit, au centre, celle de la ville avec les deux clefs et, à droite et à gauche, celles, respectivement, des deux familles les plus importantes de la cité, à savoir les trois trèfles de la famille de Gléresse et la tour de la famille Imer.

Originnaire de Villeret, établie à Saint-Imier dès 1522, la famille BEYNON joua un rôle prédominant dans le chef-lieu du Haut-Erguël de la fin du xv^e au début du xviii^e siècle, y comptant entre 1480 et 1723 pas moins de dix maires, des pasteurs et – seule famille du Vallon à revêtir cette charge – un châtelain d'Erguël, Jacob Beynon (1590-1655), qui occupa ce poste de 1638 à 1650, puis à nouveau de 1652 à 1655, soit pendant dix-sept ans. Admise à la Bourgeoisie de Bienne en 1448 et à nouveau en 1608, la famille obtint également la bourgeoisie de La Neuveville en 1642, à la demande du châtelain Beynon qui, pour marquer sa reconnaissance, fit présent au Conseil « de deux honnêtes vases d'argent ».

JEHAN (12)

15...-1646

Notaire, conseiller, banneret de guerre

Fils cadet du capitaine Thiébauld (No 5), Jehan hérita, comme d'ailleurs son frère Pétremand, du sang vif de leur père.

En 1606, un dimanche soir du mois de juillet, vers neuf heures, alors qu'il sortait, quelque peu éméché, avec un camarade, de la maison de Jehan Lescureux où ils participaient à une partie de danse, il fut mêlé à une rixe à la hauteur du chemin des granges du Faubourg au cours de laquelle il porta un coup de couteau mortel à son antagoniste Jacques Cunier, fils de Pierre Cunier, de Nods, habitant pour lors à La Neuveville.

Déféré, de ce fait, devant une assemblée de notables de la région, en présence des proches des deux familles, Jehan Imer fut, dans le cadre d'un arrangement amiable et eu égard « à la jeunesse du repentant », condamné à verser au père de la victime, à titre de « dommage, perte et intérêts qu'iceluy Cunier peult avoir au regard dudit accident et inconvéniement advenus », la somme de 130 écus, sous réserve « des droits judiciaux auxquels le perpétrant était tenu de satisfaire sauf le préjudice dudit Cunier », par quoi il faut, semble-t-il, comprendre les suites pénales de l'affaire.

Celles-ci se trouvent consignées dans les termes suivants dans un document daté du 2 septembre 1606 reproduit dans l'histoire de La Neuveville d'Ad. Gross et Ch.-L. Schnider à p. 160 :

« Nous, Hans-Heinrich Thellung, maire de Bienne; Vincent de Gléresse, écuyer, châtelain du Schlossberg et maire de La Neuveville, officiers députés de la part de Son Altesse M^{gr} l'évêque de Bâle Jacob Christoff, notre souverain prince, savoir faisons que comme à notre grand regret, il est survenu un homicide commis et perpétré par Jehan fils de Thiébaud Imer, jadis capitaine, bourgeois de La Neuveville, en la personne de Jacques, fils de Pierre Cunier, de Nods, habitant, vu que c'est arrivé par accident et non par guet-apens, dont les frères et parents en son nom demandent grâce et lui remettre cette offense.

Ordonnons que ledit Jehan Imer soit exilé pour un an hors de la mairie, qu'il ne sera pas trouvé sur rue après dix heures, ou dans les lieux de discension, paiera les frais et 100 livres d'amende », peine somme toute légère et dont la clémence relative est à rechercher probablement, du moins en partie, dans la position sociale privilégiée qui était à l'époque celle de sa famille.

S'étant apparemment assagi, Jehan Imer exerça plus tard la profession de notaire, ainsi que nous l'apprend un document daté de 1622.

Il se rendit aussi, pour des raisons que nous ignorons, à plusieurs reprises en France, ainsi qu'en témoigne le certificat de bonnes mœurs suivant qui lui fut décerné en 1621 par le Conseil de Bourgeoisie :

« Nos honorés seigneurs donnent attestation à honorable et discret Jehan Imer notaire et bourgeois de cette ville, iceluy être fils légitime de feu Thiébaud Imer en son vivant capitaine et bourgeois de cette ville et de Françoise Daulte sa femme, gens de bien et honorable et de bon parentage et iceluy Jehan Imer s'être bien comporté dès sa jeunesse sans reproche, ne leur étant venu à notice, tout le temps qu'il a demeuré parmi nous, ni même en deux voyages qu'il a déjà fait en France, le recommandant à tous ceux auxquels il s'adressera. »

La fin de la carrière de Jehan Imer fut sans histoire. Membre du Grand Conseil de la ville de 1625 au plus tard à 1636, il fit partie dès 1637 et jusqu'à sa mort en 1646 du Petit Conseil au sein duquel il revêtit en 1642 la charge de procureur.

Les procès-verbaux des « montres » de 1642 et 1645, c'est-à-dire des inspections militaires solennelles du contingent neuvevillois, le désignent par ailleurs comme remplissant la fonction de banneret de guerre appelé en cas de conflit à porter le drapeau de guerre au milieu de la première compagnie.

Le 30 septembre 1645, soit à une année environ de sa mort, Jehan Imer échangea, en présence de son beau-frère Pierre Moll, second mari de sa sœur Esabé, sa maison gisante un peu au-dessus de la Maison de Ville contre une maison appartenant à la ville et située à la rue Beauregard.

Cette transaction fut complétée le 19 mars 1647, après le décès de Jehan, par la vente par sa sœur Esabeau Moll, en faveur de Messieurs de la Ville, d'une maison située près de l'Hôtel de Ville.

Comme son frère Pétremand, Jehan Imer mourut sans postérité.

De sa femme, dont on ignore le prénom, on sait simplement, par un document daté de 1537, qu'elle était la fille d'une certaine Françoise, veuve de Pierre Dorvin.

Ainsi devait s'éteindre prématurément la lignée de Thiébaud Imer, troisième fils du châtelain Jehan II, le Junker.

ÉSABÉ

Fille du capitaine Thiébauld (No 5), sœur de Pétremand (No 11) et de Jehan (No 12), Esabé épousa en premières noces JACQUES PETITMAÎTRE, fils de Pétremand, conseiller et receveur de Bellelay, décédé en 1577.

Lieutenant au service de France en 1592 dans la compagnie de Thiébauld Imer, Jacques Petitmaître en devint non seulement le beau-fils mais également l'homme de confiance, à telle enseigne qu'ayant marqué l'intention de reprendre du service en 1595, c'est à lui que Thiébauld délégua le soin de «faire ses affaires en son absence», non sans lui avoir au préalable réglé ses gages de guerre, ainsi qu'en témoigne le document suivant, daté du 16 juin 1595:

«Tieboz Imer capitaine et bourgeois de la Neuveville fais savoir à tous et confesse justement debvoir à honoré Jacques Petitmaître mon beau-fils la somme de 1000 écus de 25 batz neuve monnaie pour compte final et pour solde des gages de guerre qu'il lui est dû, pour avoir été mon lieutenant dans la dernière guerre de France, après avoir fidèlement rabattu tout ce qu'il lui a été deslivré, promettant lui payer ladite somme avec les autres soldats qui m'ont servi en guerre. Le 26 juin 1595, présents Jacques Taillon, Antoine Rosselet, Jacques Catin et d'autres.»

En 1606, Jacques Petitmaître assista avec sa belle-mère et son beau-frère Pétremand au procès intenté pour homicide involontaire à son autre beau-frère Jehan (voir ci-dessus sous No 12).

Devenu conseiller, il accéda en 1604 à la charge de maître-bourgeois, puis en 1614 à celle de receveur de Bellelay, comme l'avait été son père. En 1628, enfin, il fut appelé au poste suprême de châtelain du Schlossberg et maire de La Neuveville, trop tard malheureusement pour que son beau-père à qui ce poste avait échappé en 1575 au profit de la famille de Gléresse pût savourer ce qu'il aurait certainement considéré comme un justé retour des choses.

Après le décès de son mari en 1635, Esabé Imer se remaria avec Pierre Moll le vieux, membre du Petit Conseil de 1635 à 1647, en même temps que son beau-frère Jehan Imer dont il était le collègue et l'ami.

Procureur et lieutenant du maître-bourgeois en 1646, Pierre Moll devait décéder peu après en 1647, quelques mois semble-t-il après son beau-frère, laissant Esabé veuve pour la deuxième fois, ainsi qu'en témoigne, comme nous l'avons vu plus haut, la vente qu'elle fit le 19 mars 1647 au Conseil de la maison qu'elle possédait près de l'Hôtel de Ville.

Tout comme ses frères Pétremand et Jehan, Esabé devait mourir sans laisser de descendance.

JOSUÉ (13)

1601-1684

Conseiller, capitaine de la milice neuvevilloise

Seul fils d'Israël (No 10), orphelin de père dès ses plus jeunes années, Josué peut s'enorgueillir d'être à l'origine de toutes les branches encore florissantes de la famille, à l'exception de la branche des tuiliers et de la branche d'Alsace.

Véritable patriarche, marié trois fois, doté d'une vitalité peu commune, il eut son premier fils à l'âge de 19 ans et le dernier à l'âge de 73 ans, soit sur un laps de temps de plus d'un demi-siècle.

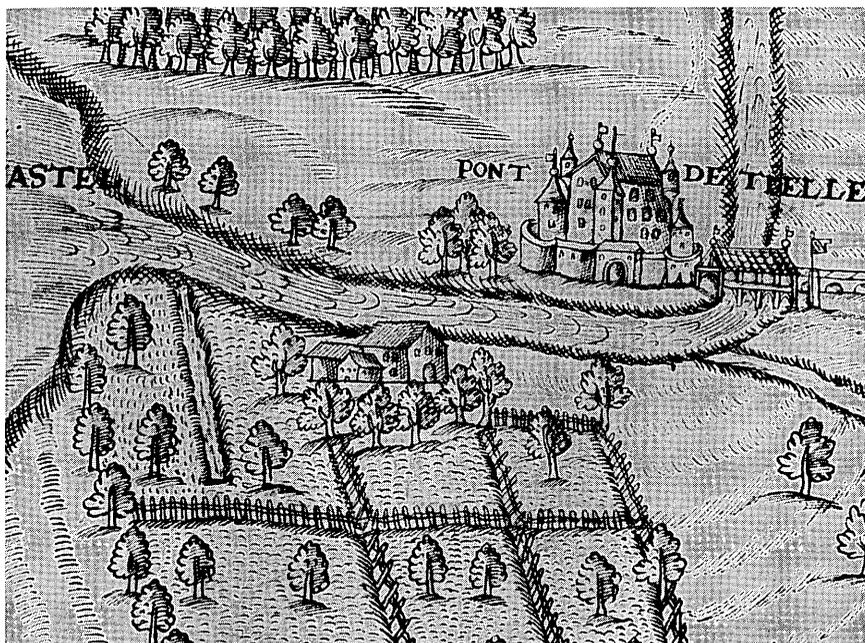
Marié en 1619 à JAQUA MILLIET, devenue propriétaire de la célèbre auberge de la POISSINE, située sur la Thielle en amont du Château de Thielle, après la mort de son père, Pierre Milliet, Josué s'y établit en 1620, non sans qu'ait été dressé au préalable un inventaire « que fust mis entre les mains dudit Sr Josué, lorsqu'allast à la Poissine ».

Point de passage obligé pour les embarcations qui transitaient par voie d'eau entre le lac de Neuchâtel et le lac de Biennne, la poissine (piscina) du « Vannel » avait été vendue en 1242 par le comte de Neuchâtel-Nidau à l'abbaye de St-Jean avec les prés environnants et ses droits sur la grande Thielle. En 1401, on y signale déjà la présence d'une maison. En 1519, l'abbaye concéda le fief héréditaire du Fanel (nom allemand de la Poissine) avec maison, ferme et poissine à la famille Eberli (Aeberli) de Cerlier qui y construisit, dans les années suivantes, une auberge. Dès la fin du XVI^e siècle, celle-ci passa à la famille Milliet, originaire d'Onnens-Bonvillars, puis de Frésens, et dont un rameau éphémère devait s'établir vers la même époque à La Neuveville. Cabaretier du Fanel en 1588, Guillaume Milliet est cité en 1595 et 1601 comme bachotier (il y avait un bac à la Poissine) et tenancier. La même année – en 1601 – c'est Pierre Milliet, vraisemblablement son fils, qui, après s'être marié avec Catherine Küntzi de Cerlier, reprit l'hostellerie à son compte jusqu'à sa mort prématurée avant 1618.

Née en 1604, Jaqua avait un frère, Guillaume, né en 1608, qui devint par la suite maire d'Anet en 1631, puis en 1643 receveur de Saint-Jean.

Mère de deux garçons, Jean et Jacques, Jaqua devait mourir à la fleur de l'âge, laissant Josué veuf à moins de trente ans. Par le traité de mariage passé entre Josué Imer, « hoste résidant à la Poissine » et Françoise Crette, fille de Jean, sa deuxième femme, nous savons en effet que c'est en 1628 déjà qu'il se maria pour la seconde fois, ce qui – compte tenu du délai de veuvage d'une année usuel à cette époque – permet de situer à 1627 au plus tard la mort de Jaqua.

Cité en 1629 encore comme « hoste résidant présentement à la Poissine » dans l'acte de partage entre les enfants de feu Israël Imer et Rose Symonin, c'est peu de temps après – en 1630 ou 1631 au plus tard – que Josué revint définitivement à La Neuveville, ainsi que cela résulte d'un acte de 1631, par lequel son beau-frère Guillaume Milliet – qui devait reprendre la Poissine à son compte –



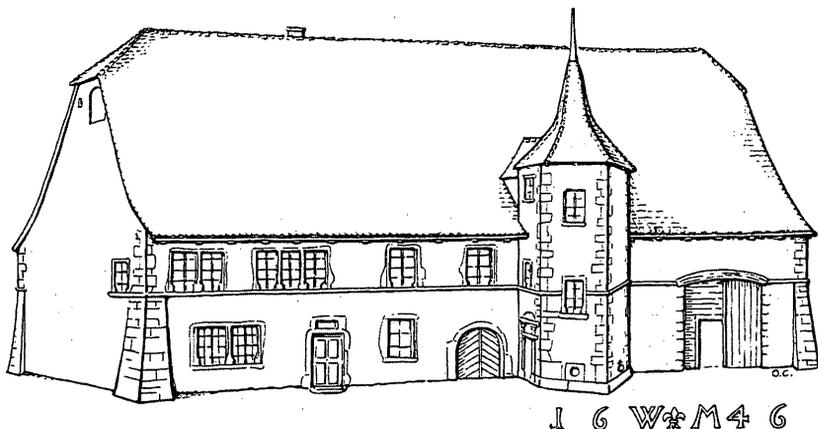
L'auberge-manoir de la Poissine vers 1630 (au centre), telle qu'elle figure sur un ancien plan de la région de l'Entre-Deux-Lacs déposé aux Archives de l'Etat à Neuchâtel

le désintéressait des prétentions qu'il possédait sur la propriété en raison de son mariage avec sa sœur Jaqua.

Grâce à un plan de la région de l'Entre-deux-Lacs conservé aux archives de l'Etat de Neuchâtel, il nous est possible de nous faire une idée assez précise de l'aspect de la Poissine en 1630, c'est-à-dire à l'époque où Josué quitta le domaine. Composée de trois corps de bâtiment dont un, le principal, devait être l'auberge et les deux autres des annexes faisant office de communs et de grange – une, plus grande à l'ouest, et l'autre, plus petite, au sud – la demeure était entourée dans ces deux directions de grands espaces clôturés comprenant des vergers et des prés humides, ainsi que, du côté du Lac de Neuchâtel, d'un canal d'irrigation.

Propriétaire du domaine dès 1631, Guillaume Milliet, devenu un personnage influent, transforma en 1646 le bâtiment principal en un manoir patricien au grand toit, soutenu aux angles par de robustes contreforts de pierre et flanqué d'une tourelle d'escaliers dans laquelle on pénètre par une élégante porte sculptée.

Après sa mort – survenue avant 1664 – ses descendants ne cessèrent d'agrandir les possessions familiales en devenant propriétaires en 1676 de l'auberge de la Sauge à l'embouchure de la Broye dans le lac de Neuchâtel, puis de l'auberge de La Motte, l'actuelle Maison Rouge, se trouvant à l'époque, en terre neuchâteloise, près de l'embouchure de la Thielle.



Le manoir de la Poissine en 1646, d'après un dessin d'Olivier Clottu

Ainsi vit le jour un véritable petit empire familial assurant à la famille Milliet et à ses descendants jusque vers 1780 environ un véritable monopole sur le trafic fluvial sur la Broye et la Thielle, rendu d'autant plus intéressant par l'institution en 1654 entre le Comté de Neuchâtel et l'Etat de Berne d'un droit de péage à la Poissine, ainsi que par l'exercice exclusif des droits de pêche ancestraux attachés de longue date à la possession du domaine et la perception des taxes de transbordement prélevées pour l'utilisation du bac ou encore pour le transfert des marchandises sur des barques plus légères en vue du passage sur la Thielle.

Preuve de l'importance que revêtait à cette époque la Poissine aux confins du Comté de Neuchâtel et de l'Etat de Berne, c'est là qu'en 1679 des représentants des deux parties conclurent un traité délimitant la frontière entre leurs souverainetés respectives sur le lac de Neuchâtel et la région de l'Entre-deux-Lacs en fixant celle-ci au milieu du lac de Neuchâtel, la Thielle, pour sa part, marquant la limite entre les deux états jusqu'au lac de Biemme.

De retour dans sa cité natale, Josué fut, comme plusieurs de ses concitoyens, victime d'un faux monnayeur, Adam Trittembach, orfèvre de son état, qui fabriquait des pièces soit disant d'or qui n'étaient que dorées et qu'il écoulait un peu partout, aux foires ou en paiement de dettes. S'étant trouvé en possession d'une fausse pistole qu'il présenta à Neuchâtel, Josué vit celle-ci saisie et coupée par le milieu, puis rendue à Trittembach. Incarcéré le 18 mars 1631, Trittembach fit d'abord librement, puis sous la torture, des aveux complets qui lui valurent d'être livré entre les mains de l'exécuteur de haute justice « pour après lui avoir lié les mains comme de coutume et lui avoir pendu une partie des espèces d'or et d'argent par iceluy fabriquées, au col, être mené au lieu patibulaire accoutumé et estre pendu et estranglé au gibet et ainsi faire passer de la vie à la mort, aux fins

que semblable faux-monnayeur et trompeur serve d'exemple à plusieurs et autres frayeur et terreur, et ses biens confisqués à la Seigneurie.»

Pour le surplus, la vie quotidienne de Josué à La Neuveville ne paraît guère s'être différenciée de celle de la plupart de ses concitoyens aisés.

C'est ainsi que nous apprenons qu'il vendit le 1^{er} février 1631 à la Ville « quatre esmines de pur froment en grus » qu'il avait reçus en partage des biens de sa mère.

Un autre document, daté, lui, du 2 janvier 1643, nous indique que Josué devait habiter, à cette époque, une maison située, semble-t-il, à la ruelle de l'Hôtel de Ville. Ce jour-là, en effet, il échangea, toujours avec la Ville, un courtil, c'est-à-dire un jardin, situé en Vaux, contre trois quarts d'homme de vigne situés au Picholet, ainsi qu'un morcel de terre qui était en friche derrière sa maison « joutant le courtil appartement à la Couronne devers tout ledit Imer devers bise, la place devers Joran et la maison de Ville devers midi, avec aussi son fond et appartenances ».

Enfin, en 1647, il acheta à Pierre Prince dit Clottu de Saint-Blaise, agissant au nom de sa femme Esabeau Cosandier, « un morcel de vigne à St-Jost (St-Joux). »

Très tôt, Josué s'intéressa par ailleurs à la chose publique. Maître de la confrérie des vignolans en 1636, il se signala en 1648 comme un des cofondateurs de l'école latine à laquelle il fit don de la somme de vingt écus.

Elu membre du Petit Conseil en 1639, il demeura membre de cette autorité jusqu'en 1683, soit pendant quarante-quatre ans – un record ! – revêtant tour à tour toutes les charges, à savoir de 1640 à 1642 celle de maître du poêle, de 1643 à 1644 celle de maître d'église, en 1648 celle de procureur, de 1653 à 1655 celle de taxeur et de 1665 à 1669 celle de maître du sceau. Membre du Consistoire en 1644 et 1645, il fut en outre, en 1663, président de cette autorité, puis de 1666 à 1673 scolarque, c'est-à-dire membre du scholarquat, autorité de surveillance des affaires scolaires.

L'activité la plus intéressante que devait développer Josué se situe toutefois sur le plan militaire pendant les périodes troublées qui devaient marquer les premières décennies du XVII^e siècle, comme la guerre de Trente ans, les guerres dites françaises ou encore la Guerre des Paysans.

Capitaine de la milice neuveilloise, il fut envoyé en avril 1639 dans le Vallon de Saint-Imier à la tête d'un détachement de vingt hommes de La Neuveville, renforcé par un détachement de même force de la Montagne de Diesse, afin de porter secours, de concert avec un contingent dépêché par la ville de Bienne, aux gens de la Vallée, contre une troupe de douze cents cavaliers bourguignons qui, après avoir brûlé, le 7 avril, une partie du village de Renan, menaçaient de ravager le reste de la vallée. Stationné avec son détachement à La Charbonnière, une ferme isolée se trouvant à flanc de coteau entre le village de Sonvilier et celui de Renan, il dut au bout de trois semaines faire face à une certaine indiscipline de sa troupe qui, lassée par un service de garde qui se prolongeait, vit certains de ses hommes se laisser aller à « quelque petite faulte,

M
1639

 Monsieur le Chatelain Maître Bourgeois et Conseil
 apres mes humbles salutations, la presente sera pour vous
 faire a entendre de nos nouvelles, lesquelles soy de nostre
 coste bonne grace a Dieu, le prians qu'importe soit de vos
 tous quand et de ceux de la montagne, il n'est velle
 faire aucun serment sans nous, voire maniez engievent
 mais font alle trois fois nobz en aduocatur, pour en prendre
 aduoc de leur beuueche et de puis leur retour en donne
 permission a de leur gens de soy aller a la maison vellez
 leur remonter amiablement qui ne deuoient point faire
 ainsi, et mesmelement y auoit des nostre quantiers fait
 quelque pechie fait, voire d'auoir auellid leur espee et
 de vous le jour de leur garde, vellez que ensemblement
 y mestre en boy orde tout d'uy rotte que d'auoir pour
 donner exemple et remonstra a tous leur deuoir, mouz
 donne de reponse que ie deuoia remonstra les nostre
 et les chateaux, que pour eux il n'estoit point de se sans
 nostre benoicture, qui estoient au roy de M. de Berne
 et que si en deuoit venir d'auantage, qui ne feroient
 iamais le serment sans vostre commandant et qui apertent
 par eux le serment de leur beuueche, vous suppliant
 de me reuerer par le present porteur, voire ie ne dois
 romprez afin de ne point faire de faulte, et mesme
 mais dit que il donneront permission a leur gens d'aller
 au boy leur semblent sans ma permission, les ayant tousis
 remandz amiablement sans force d'aucuns et sans quez-
 tion, voire eux mesme satisferont, May mestre pour le
 present finis, que nos prians Dieu vous M'entenn tout
 en santé longue et heureuse vie. De la Charbonniere le
 25 jour d'Avril 1639

Vostre humble et fidel
 Seruiteur Josue Imer

Photographie d'une lettre adressée par le capitaine Josue Imer
 au Conseil de La Neuveville de La Charbonnière en 1639

comme d'avoir oublié leur espée et boire le jour de garde», les gens de la Montagne refusant par ailleurs de continuer à servir sous ses ordres sous le prétexte qu'ils étaient là «au nom de Mess. de Berne» et non point «sous la bannière de La Neuveville».

S'étant ouvert de ces problèmes au Conseil de La Neuveville par une lettre du 25 avril, celui-ci, par un message du 3 mai, lui demanda de rentrer «sans bruit ni désordre» après avoir annoncé son départ au châtelain d'Érguël, «les dangers n'étant plus si grands pour le regard de la Vallée de St-Imier, occasion de ces guerres».

Treize ans plus tard, à la demande du Prince-Evêque, qui craignait une invasion de soldats lorrains s'approchant de la frontière de l'Evêché, on le trouve en 1652 à Porrentruy à la tête d'une compagnie de 80 hommes provenant de La Neuveville et de La Montage de Diesse prête à intervenir en cas de besoin.

Au printemps 1653, leurs Excellences de Berne qui devaient faire face à une grave insurrection rurale, s'adressèrent à plusieurs reprises à leurs bourgeois de la Neuveville pour leur demander de leur venir en aide par l'envoi d'un contingent. C'est ainsi qu'une première élection sous le commandement du capitaine Pétremand Ballejean partit le 7 mars, suivie le 10 mai par une seconde élection sous la conduite des capitaines Crette et Perrin. Enfin, le 7 juin, «la tierce élection» fut mise sur pied. Placée sous le commandement de Josué Imer, cette troupe qui comprenait 50 hommes, partit le même jour, non sans que son commandant ait reçu comme viatique «une bosse de vin tenant onze baraux, et chacun des 50 hommes une solde de trois batz par jour». A Aarberg, où ils arrivèrent le 10 juin, le Conseil de La Neuveville leur fit parvenir en outre «deux bosses de vin hors la cave des Messieurs». Deux jours plus tard, le chef de la révolte paysanne, Leuenberger, ayant été arrêté, la guerre des Paysans prit fin sans que Josué et le contingent neuvevillois aient eu à intervenir.

Les trente dernières années de la vie de Josué s'écoulèrent sans qu'on ait eu à déplorer d'autres événements importants.

Sa deuxième femme FRANÇOISE CRETTE, fille de Jean Crette et de Françoise Beljean, veuve d'Abram Imer (No 9), avait pour oncle Bendicht Crette qui, de son côté avait épousé Esabeau Imer, la tante de Josué. Conclu au sein du cercle familial restreint, ce mariage devait s'avérer particulièrement prolifique, puisque Josué eut de sa seconde épouse pas moins de dix enfants nés entre 1631 et 1655.

Devenu veuf pour la deuxième fois, il se remaria avec une certaine BARBELET BUMENT de Gléresse qui le gratifia à son tour de cinq enfants nés entre 1657 et 1674, ce qui porte le total de la progéniture de Josué au chiffre record de dix-sept enfants!

Ce troisième mariage ne semble pas avoir été du goût des deux fils du premier lit, Jean et Jacques, les fils de Jaqua Milliet. En 1676 ceux-ci intentèrent

en effet à leur père un procès à propos des droits dont Josué avait hérité sur la Poissine après le décès de leur mère.

Des pièces de la procédure conservées aux archives de La Neuveville, il résulte toutefois que les demandeurs ne furent pas en mesure de faire la preuve que leur père aurait retiré de ses prétentions sur la Poissine autre chose que ce qui avait fait l'objet de l'Acte réglant la succession de sa femme Jaqua passé entre lui et son beau-frère Guillaume Milliet en 1531.

S'agissant par ailleurs du « trossel » de leur mère, Josué put prouver « n'en avoir rien du tout heu que ce qu'il avait desja délibvré » à ses enfants, ceux-ci étant par conséquent invités à laisser leur père « en paix et repos pour ce fait ».

« Attouchant » finalement des gobelets qui faisaient partie de l'héritage de Jaqua Milliet, Josué fut, sur ce point également, absous par le tribunal, après avoir démontré que ces gobelets avaient été « deffaits par le consentement de la Bellemere et autres, et delibvrés au Sr. Ministre de Champion et ailleurs », « ledi Sr Josué n'en (pouvant) estre responsable ».

Josué ne figurant plus en 1684 dans le registre du manuel du Petit Conseil lors du renouvellement de celui-ci, on en déduira que c'est dans le courant de l'année 1683 ou – peut-être déjà très affaibli – au début de l'année 1684 au plus tard qu'il devait décéder.

Dans un acte de taxation des biens de son fils Josué du 11 avril 1684, il est en effet question de « Josué Imer fils, fils de feu Josué Imer ».

Un autre acte du 27 octobre 1684, passé entre Abraham Imer, « fils de feu Josué Imer vivant conseiller de La Neuveville » et le chirurgien Adam Crette, neveu de Françoise Crette et cousin germain d'Abraham, fait d'autre part mention d'un échange de « morcels » de prés aux Prés-Guétins et à Poudeille, alors qu'un parchemin, daté, lui, du 20 octobre et se référant au partage intervenu entre les héritiers de « feu honor. Sieur Josué Imer, vivant Conseiller de La Neuveville », le 27 août 1684, précise de manière détaillée la façon dont devait être partagé entre son fils Israël, Ministre, et « la veuve et enfants de dernier lict dudit feu Josué Imer, indivis entre eux », le jardin qui se trouvait derrière sa maison « costé du Joran, dans les Fossés de la Ville ».

Qu'est-il advenu, cela dit, de la nombreuse descendance de Josué ?

S'agissant de ses deux fils du premier lit, JEAN (No 15) et JACQUES (No 16), nés de son mariage avec Jaqua Milliet, ils eurent, tous les deux, une descendance dont il sera question plus loin.

Quant aux enfants du deuxième lit, issus du mariage de Josué avec Françoise Crette, si un premier fils Abraham, né en 1631 devait décéder jeune, de même qu'une fille, Marie, née en 1636, deux autres, Pétremand, né en 1642 et François-Louis, né en 1655, n'ont pas laissé de traces. Les six autres en revanche devaient tous se marier et cinq d'entre eux faire souche, ainsi que nous l'apprend l'acte de partage des biens du 24 mars 1705 de FRANÇOISE, née en 1640, veuve du conseiller Antoine Ballejean, la seule à être restée sans enfants. Ce sont, pour ce qui est des garçons :

- JOSUÉ le jeune, né en 1633 (No 17)
- ISRAEL, né en 1638 (No 18), **ancêtre de la branche des châtelains**
- ABRAHAM, né en 1652 (No 19), **ancêtre de la branche dite des conseillers, comprenant les branches du Schlossberg, de Grenétel, de Valmont, ainsi que la branche australienne.**

Pour ce qui est des filles, ce sont – en plus de Françoise mentionnée ci-dessus, décédée en 1705 –:

- MARGUERITE, née en 1647, épouse en premières noces du capitaine Pierre Chiffelle et, en secondes noces, de Jean Ballif, conseiller, décédée avant 1705
- ÉSABEAU, épouse d'Esaye Crette, décédée, elle aussi, avant 1705.

Si donc, grâce aux documents mentionnés ci-dessus, nous savons, à une ou deux exceptions près, ce que sont devenus les enfants que Josué eut de ses deux premières épouses, nous ignorons en revanche totalement ce qu'il advint des trois fils, Jean-Pierre né en 1657, Pierre né en 1668 et Jean-Jacques né en 1674, et des deux filles, Jeanne-Suzanne née en 1662 et Anne-Marie née en 1671, qu'il eut de sa troisième femme, Barbelet Bument, sinon qu'aucun d'eux n'eut apparemment de descendance.

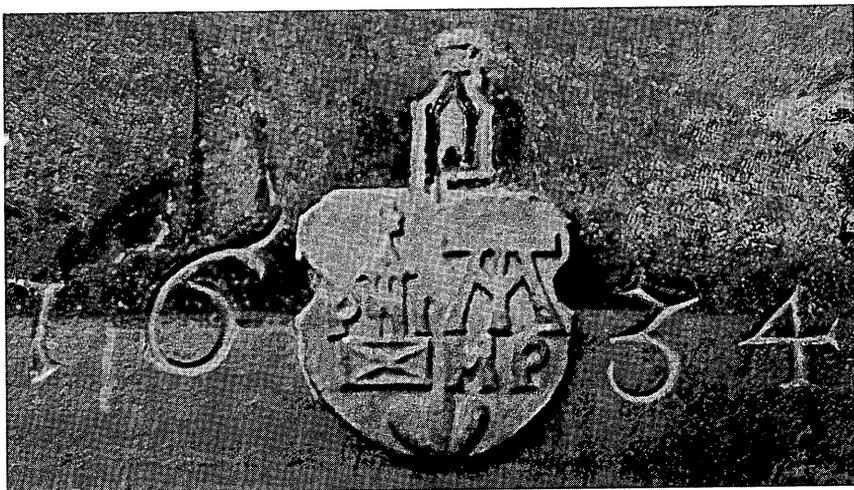
Quant à leur mère, on sait simplement par l'acte de partage de Françoise Ballejean qu'elle était encore en vie en 1705.

PIERRE (14)

1612, † av. 1685

Fils de Thiébauld le jeusne (No 7) et petit-fils de Jehan III (No 3), – lui-même fils aîné du châtelain Jehan, le «Junker» –, ancêtre pour sa part de la branche des tuiliers et de la branche alsacienne, Pierre Imer eut pour épouse MARIE PETITMAÎTRE, d'une famille citée à La Neuveville dès 1482.

Datées de 1634, ses armoiries, ainsi que celles de sa femme, se trouvent sur le fronton de la porte d'une maison sise au n° 42 de la rue du Faubourg, à l'ouest de la maison connue sous le nom de «Coupe-bise».



*Armoiries de Pierre Imer et de son épouse Marie Petitmaître
au-dessus de la porte de la maison du Faubourg n° 42, de 1634*

Tuilier de profession, exploitant la tuilière de La Neuveville, située près de la Blanche Eglise, Pierre Imer obtint le 19 avril 1658 de la ville de Cerlier une concession l'autorisant à créer à proximité de cette localité, dans la vallée de la Thielle, une seconde tuilerie qui devait être exploitée par ses descendants directs jusqu'en 1818, soit pendant cent soixante ans. (Voir, à ce propos, la notice consacrée à la branche des tuiliers à la fin de cet ouvrage).

Presque aussi prolifique que son petit cousin Josué (No 13), Pierre Imer eut onze enfants, soit six garçons et cinq filles, dont nous ne citerons ici que :

- PETERMAN, né en 1636, dont la descendance s'éteignit en la personne de son fils Jacques

- JONAS, né en 1643, tuilier, qui reprit l'entreprise familiale à Cerlier, avant de la transmettre à son neveu Abraham

- JEAN, né en 1648, ancêtre de la **branche d'Alsace** (voir la notice consacrée à la branche d'Alsace à la fin de cet ouvrage)

- ABRAHAM (1653-1733), époux de Jehanne Cunier, qui, par ses fils Abraham, né en 1696, et Jean-Jacques (1704-1764), ce dernier membre du Grand Conseil de La Neuveville, perpétua la branche des tuiliers fondée par son père.

CHAPITRE III

LA GÉNÉRATION CHARNIÈRE
1650 à 1700

Les fils de Josué

JEAN (15)

Né en 1620

Membre du Grand Conseil

Jean, qui fut membre du Grand Conseil de 1670 à 1674, est l'aîné des deux fils que Josué Imer (No 13) eut de son premier mariage avec Jaqua Millet.

De sa vie, nous ne savons pas grand-chose, si ce n'est par le procès que lui-même et son frère Jacques intentèrent en 1676, presque un demi-siècle après la mort de leur mère, à leur père Josué, âgé alors de 75 ans, à propos de leur héritage maternel.

De même, nous ne savons pas si c'est de lui ou de l'un de ses homonymes de la branche des tuiliers ou des cordonniers qu'il est question quand en 1680 un Jehan Imer « forma demande à Jehan et Samuel Cunier pour l'avoir attaqué dans la badstube, lui avoir tiré les cheveux et donné des coups de pieds, quoiqu'il fût presque nu, se voulant faire ventouser ».

Marié à Marguerite Beljean, fille d'Antoine, née le 26 décembre 1636, Jean eut de son mariage avec elle quatre enfants dont les noms ne nous sont parvenus que grâce à des actes notariés, le registre des baptêmes tenu par le pasteur Bosset ayant disparu.

Ce sont une fille, SUZANNE, qui épousa Jean-Jacques Martin de Chavannes, et trois fils :

- ISRAËL, ancêtre de la **branche des fourniers** (voir la notice consacrée à cette branche à la fin de cet ouvrage)

- DAVID, né en 1675, ancêtre de la **branche de La Neuve Métairie** (voir la notice consacrée à cette branche à la fin du présent ouvrage)

- VINCENT, petit-maître d'église de 1699 à 1725, maître des vigneron en 1711, membre du Grand Conseil de 1735 à sa mort en 1750, dont la conduite n'a, semble-t-il pas toujours été irréprochable. C'est ainsi que le manuel du Conseil nous apprend qu'il ne fut, en 1721, réélu à la charge de petit-maître d'église qu'à « la condition qu'il change de vie ». En 1738, ce ne fut, d'autre part, que grâce à la caution d'un parent, Abram Imer, qu'il obtint la charge de boursier. Marié à Barbelet Schnider, Vincent Imer eut de celle-ci neuf enfants nés entre 1698 et 1722, soit trois filles et six garçons dont deux au moins nous

sont connus pour avoir atteint l'âge adulte, JEAN-JACQUES (1701-1773), et le plus jeune, JEAN-PIERRE, né en 1722, tonnelier de son état, cité en 1742 et 1745, l'un comme l'autre sans descendance connue.

JACQUES (16)

1620-1709

Conseiller et maître de la confrérie des vigneron

Second fils de Josué (No 13) et de Jaqua Millet, Jacques Imer fit une carrière sans faille au sein des autorités de sa cité natale.

Hôte de la confrérie des vigneron en 1669, maître de cette confrérie en 1675, il fut, dès cette année, membre ordinaire du Grand Conseil où il succéda à son frère Jean et où il occupa la charge de boursier de 1683 à 1685. En 1686, deux après le décès de son père, il entra au Petit Conseil où il remplit successivement les fonctions de procureur en 1692, d'intendant des forêts de 1695 à 1697, de taxeur de 1698 à 1700 et, couronnement de sa carrière, de maître d'église de 1706 à 1708. Il fut aussi, à deux reprises, membre du Consistoire, d'abord en sa qualité de membre du Commun (c'est-à-dire du Grand Conseil) de 1683 à 1685, puis à nouveau en sa qualité de maître d'église, de 1706 à 1708. Il mourut en charge le 10 mars 1709, après une carrière de 35 ans au service de la communauté et alors qu'il avait largement dépassé l'âge de quatre-vingts ans.

De son mariage avec Jeanne Botteron, fille de Jean, de Nods, il eut deux filles, FRANÇOISE, née en 1664, épouse de Petermand Petitmaître, grand sautier, et MARIE, épouse d'Adam Jallaz, ainsi que six garçons :

- JEAN-JACQUES, né en 1652, l'aîné, qui fut soldat en France en 1674, sous les ordres du baron de Vissat, capitaine au régiment royal

- PETERMAN, né en 1654, et FRANÇOIS-LOUIS, né en 1659, décédés tous les deux sans laisser de descendance

- JOSUÉ, né en 1656 (No 22)

- BENOÎT, né en 1667, **fondateur de la branche des notaires** (No 46)

- LÉVY, le plus jeune, né en 1670, **fondateur de la branche des bannerets** (No 21).

Au moment de sa mort, seuls sa fille Marie et son fils Benoît vivaient encore, ainsi que cela résulte du partage de ses biens que Benoît, notaire de son état, dressa le 3 juin 1709.

Ce document – qui se réfère à deux partages antérieurs passés entre vifs du vivant de son père les 16 février / 14 mars 1697 et 5 février 1706 – est particulièrement intéressant en ce sens qu'il nous renseigne de manière exhaustive sur la fortune de Jacques Imer, propriétaire de nombreuses vignes à La Neuveville et au Landeron, ainsi que d'ouches, jardins et prés tant à La Neuveville qu'à Nods d'où venait sa femme.

A cela s'ajoutent de nombreuses obligations et cédules hypothécaires à l'encontre d'habitants non seulement de sa cité natale mais aussi de la Montagne de Diesse et du Vallon de Saint-Imier, ainsi qu'une liste impressionnante d'objets ménagers de tout genre, tels que meubles, plats, assiettes, pots et autres ustensiles en étain ou en cuivre, gobelets d'argent, draps, oreillers et autres objets de literie.

Enfin nous savons aussi, grâce à cet acte de partage, que Jacques Imer était propriétaire d'une maison à Nods et qu'il habitait à La Neuveville dans une maison gisant à la rue du Pacot (l'actuelle rue du Collège), entre celle de feu Monsieur le maître-bourgeois Himly «de midy» et celle de Jean-Pierre Küntzi «de joran», «la rue devers bize et la ruelle de vent».

JOSUÉ le jeune (17)

1633 † apr. 1705

Maître de la confrérie des vigneronns et membre du Grand Conseil

Fils de Josué (No 13) et de sa deuxième épouse Françoise Crette, Josué Imer le jeune est né le 5 mai 1633.

Maître de la confrérie des vigneronns et membre du Grand Conseil de La Neuveville en 1668, on le retrouve comme membre ordinaire de cette autorité l'année suivante.

Un parchemin du 25 mars 1674 nous apprend qu'il vendit cette année-là un morcel de prel (pré) à Antoine Ballejean, en présence de Josué Imer, son père, Pierre Chiffelle, conseiller, et Jacques Imer, hoste, son demi-frère, comme témoins.

Par une lettre de taxe du 11 avril 1684, en faveur « d'honorable Jean Daulte, bourgeois de La Neuveville et présentement hoste à Lignièrres », se trouvant dans nos archives de famille, nous savons par ailleurs qu'il possédait à cette époque un morcel de vigne gisant à Prapion, ainsi qu'un morcel de closel gisant dans les fossés de la Ville « devers bise de la Tour des Cloches », y compris « un restat de courtil du côté du midi ».

Si le nom de sa femme nous est inconnu, on sait par contre que Josué le jeune eut deux filles, MARGUERITE née en 1659, FRANÇOISE née en 1668, ainsi que trois garçons, JOSUÉ né en 1657, JEAN né en 1663 et JEAN-JACQUES né en 1666, dont seul le premier devait à son tour avoir un fils, JEAN-JACQUES, né en 1683, resté sans descendance.

Pour le surplus, le seul renseignement que nous possédons concernant Josué et sa famille, nous est révélé par un extrait des manuels du Conseil du 3 mai 1689 où l'on peut lire ce qui suit :

« A l'humble requête de Josué, f. feu Sr. Josué Imer, lui a été accordé de pouvoir construire une forge pour son fils maître-cloutier dessous sa maison à la Rue tirant à l'hôpital entant qu'elle ne nuise à personne comme aussi le bois qui lui sera nécessaire que Monsieur le Forestier lui montrera dans le Chanet ».

Quant à la date du décès de Josué le jeune – qui nous est, elle aussi, inconnue –, nous savons seulement que celle-ci est postérieure à 1705, année où il figure encore, avec ses frères Israël et Abraham, dans les actes relatifs à la succession de leur sœur Françoise, épouse de feu le conseiller Antoine Ballejean.

ISRAËL (18)

1638-1718

Pasteur

Fils de Josué (No 13) et de sa deuxième femme, Françoise Crette, Israël Imer naquit en avril 1638 à La Neuveville.

Etudiant en théologie, il fut diacre d'Erguël de 1662 à 1666 avant d'être consacré en 1667.

En 1663, il épousa ISABELLE CONRADI, fille du pasteur Jean-Michel Conradi (1610-1681), originaire de Deux-Ponts dans le Palatinat, homme au caractère décidé, qui, reçu bourgeois de La Neuveville en 1646, y exerça le ministère de pasteur de 1639 à 1641, puis de nouveau de 1644 à 1681.

Nommé pasteur à Tramelan en 1666, en remplacement du pasteur Jean-Jacques Chiffelle, Israël Imer y passa une quinzaine d'années avant de revenir à La Neuveville en 1681 comme successeur de son beau-père.

Très apprécié de ses concitoyens, il a laissé le souvenir d'un caractère jovial et enjoué, chantant et s'accompagnant au clavecin, et même ouvrant la danse, à l'occasion des baptêmes et des mariages qu'il célébrait.

Dans une lettre écrite en 1740, un officier prussien en voyage dans l'Evêché de Bâle nous rapporte par ailleurs l'anecdote suivante à propos des églises de La Neuveville et de leur pasteur :

« On y voit deux belles églises, où il n'y a de cloche ni en l'une ni en l'autre. La sonnerie qui est merveilleusement belle et forte, est placée dans une grande et haute tour de la Maison de Ville.

Du tems de Monsieur le pasteur Immer, excellent Théologien et très – digne Ecclésiastique et qui boitait un peu, nous avons, disaient les Bourgeois, des Eglises sans cloches, un clocher sans Eglise et un Pasteur qui cloche ».

– ce qui est un signe tangible de la popularité dont jouissait, de son vivant, le défunt.

La pierre tombale d'Israël Imer, avec armoiries, se trouve dans la Blanche Eglise de La Neuveville où seuls les châtelains et les pasteurs étaient enterrés. Placée à l'origine dans le chœur, elle est actuellement fixée contre la paroi nord de l'église. On y lit l'inscription suivante :

« Ci-gît, dans l'attente de la bienheureuse résurrection, docte et vénérable Israël Imer, vivant ministre de cette Eglise et Bourgeois de La Neuveville, ayant exercé le Ministère tant ici qu'à St-Imier et Tramelan l'espace de 51 ans. Il a été reçu en paix, le 8 mars 1718, âgé de 80 ans.

Pasteur rassasié de jours

Que Dieu retire en ses Amours

A l'an quatre vint de son âge

Il lui donne es lieux très haut

Sa couronne, son héritage. »



Fronton de la pierre tombale du pasteur Israël Imer à la Blanche Eglise

Ancêtre de la **branche des châtelains**, Israël Imer eut, de son mariage avec Isabelle Conradi – en plus de son fils JEAN-MICHEL, le futur châtelain, né en 1674 (No 60) – cinq filles, à savoir :

- ÉSABEAU, qui épousa en 1691 Nicolas Wirsung, de Bienne
- ANNE-FRANÇOISE, qui épousa en 1697 Jacques Clottu, de Cornaux
- MARGUERITE, épouse de David-François du Plessis-Bandereau, réfugié huguenot, natif de Paris, mais originaire du Gâtinois, pasteur à Neuchâtel en 1706
- SUZANNE-BARBE, épouse, en premières noces, de Frédéric-Jacques Chiffelle et, en secondes noces, de Jean-Jacques Bourguignon, conseiller, décédé en 1739
- MARIE-MADELEINE, épouse de Daniel-Rodolphe Meuron, de Neuchâtel.

A en croire la généalogie de sa famille dressée par le grand bailli d'Erguël Samuel Imer (No 64), arrière-petit-fils d'Israël Imer, celui-ci – ce que nous n'avons pas pu vérifier – aurait eu, en outre, avant Jean-Michel, un premier fils, JEAN-GEORGES, né en 1670, mort à l'étranger, sans descendance.

ABRAHAM (ABRAM) (19)

Né en 1652

Maître de la confrérie des vigneron et membre du Grand Conseil

Dernier en date des fils de Josué (No 13) et de Françoise Crette, frère de Josué le jeune (No 17) et du pasteur Israël Imer (1638-1718) (No 18), son aîné de quatorze ans, Abraham Imer est né le 21 novembre 1652.

Propriétaire foncier, comme la plupart des Neuvevillois de l'époque, un acte daté du 27 octobre 1684 nous apprend qu'Abraham échangea à cette date avec son cousin Adam Crette, chirurgien et ancien boursier de la Neuveville, un morcel de pré gisant à Poudeille, ainsi qu'un morcel de closel gisant derrière la Tour des cloches, contre un morcel de pré gisant aux Prés-Guëtins.

Maître de la confrérie des vigneron en 1692 et, à ce titre, membre de plein droit du Grand Conseil de La Neuveville, il épousa ÉSABEAU PETITMAÎTRE, née le 3 août 1659, fille de Jean Petitmaître (1631 - av. 1713), conseiller et maître de sceau, de la famille des receveurs de Bellelay et maîtres-bourgeois de La Neuveville.

De ce mariage naquirent trois enfants :

- JEAN-JACQUES, né en 1690 (No 20)

- LOUIS, né en 1706, décédé jeune

- JEANNE-FRANÇOISE, née en 1714, probablement décédée jeune, elle aussi.

En raison de lacunes dans les registres des décès de l'époque, nous ignorons la date du décès d'Abraham Imer, dont l'importance pour nous réside pour l'essentiel dans le fait qu'il est l'ancêtre direct de la **branche dite des conseillers**, comprenant les **branches du SCHLOSSBERG**, de **GRENÉTEL** et de **VALMONT**.

CHAPITRE IV

JEAN-JACQUES IMER, fils d'Abraham

JEAN-JACQUES (20)

1690 † apr. 1773

Maître de la confrérie des vigneron et membre du Grand Conseil

Fils d'Abraham (No 19) et cousin germain du châtelain Jean-Michel Imer (1674-1761) (No 60), Jean-Jacques Imer est né en 1690.

En 1746 il fut, comme l'avait été son père, un demi-siècle avant lui, maître de la confrérie des vigneron et, à ce titre, membre du Grand Conseil de La Neuveville.

Cordonnier de profession, sa vie semble avoir été toute de discrétion. A cet égard, un tableau intéressant de ce que furent ses relations, nous est révélé par le choix qu'il fit des personnes appelées à devenir les parrains et les marraines de ses enfants. Si, en effet, on y note du côté des hommes, des fils de ses cousins germains Lévy Imer, maire de Sales, et Jean-Michel Imer, châtelain du Schlossberg, en la personne de Frédéric Imer, futur banneret, et David Imer, alors conseiller et futur châtelain – ce qui démontre la permanence des liens qui subsistaient, indépendamment de leur situation sociale et économique, entre les différents membres de la famille –, on y relève d'autre part le nom de nombreux artisans qui sont le reflet du milieu dans lequel, artisan lui-même, Jean-Jacques Imer évoluait dans la vie de tous les jours. C'est ainsi que l'on compte parmi ses amis et ses relations, un tuilier, Jean-Pierre Chiffelle, un serrurier, Jonas Chiffelle, un tailleur, Pierre Petitmaître, Jean-Jacques fils de David Chiffelle, tonnelier, Marie-Madeleine, épouse de Pierre Racle, meunier, ou encore Jean-Jacques Gascard, cordonnier, et Jean-Pierre Gros, tanneur, voire de lointains parents de la branche des tuiliers et des cordonniers, tels que Jean-Jacques Imer, tuilier, et Jacques Imer, cordonnier.

Seul fait saillant dans sa vie, Jean-Jacques est cité, en 1734, parmi les quelque 130 citoyens qui prirent le parti des révoltés lors des fameux troubles Petitmaître, au cours desquels une partie importante de la population – qui se sentait brimée par le népotisme et les abus de pouvoir dont faisaient preuve les autorités en place – se souleva violemment contre celles-ci, au point de rendre nécessaire l'intervention de leurs Excellences de Berne pour ramener le calme dans la cité.

Marié le 2 mars 1726 à MARGUERITE CHIFFELLE, fille de Jacques, née en 1702 et décédée en 1777, Jean-Jacques Imer eut pour principal souci de veiller à l'établissement de ses sept enfants, à savoir trois filles, JEANNE-MARIE née en 1731, mariée Chatelain, ROSE-MARGUERITE née en 1734, mariée

Bintront, MARIE-MARGUERITE, née en 1736, mariée Perret, et quatre fils qui sont à l'origine de quatre branches dont trois furent appelées à jouer un rôle déterminant dans l'histoire de leur cité natale. Ce sont, dans l'ordre :

- FRÉDÉRIC-JEAN-JACQUES, né en 1727, fondateur de la **branche du Schlossberg** (No 71)

- ABRAHAM, né en 1729, fondateur de la **branche de Grenétel** (No 82)

- DAVID, né en 1738, qui est à l'origine de la **branche australienne** (voir à ce sujet la notice consacrée à cette branche à la fin du présent ouvrage)

- JEAN-JACQUES, né en 1741, fondateur de la **branche de Valmont** (No 105).

Comme c'était déjà le cas pour son père, nous ignorons la date exacte du décès de Jean-Jacques Imer. Par le registre des vignes appartenant en 1760 à Leurs Excellences de Berne, nous savons toutefois qu'il exploitait à cette époque en moiteresse deux vignes faisant partie du domaine de la Ville de Berne.

Par ailleurs, un autre parchemin en notre possession, daté, lui, du 29 mars 1773, ayant trait à l'achat, par son fils Jean-Jacques, boucher, d'une portion de maison «à la rue tendante sur la maison de Ville» que limitait de vent le Sr. Jean-Jacques Imer, cordonnier, nous apprend que celui-ci était toujours en vie à ce moment-là et qu'il habitait à cette époque à la ruelle de l'Hôtel de Ville dans une maison qui semble bien être identique à celle qu'avait habitée son grand-père Josué. Comme ce dernier, Jean-Jacques paraît donc avoir bénéficié d'une longévité plutôt exceptionnelle en ces temps-là.

Quant à ses sept enfants, un acte du 9 septembre 1799 relatif au partage des biens immobiliers et en capital de feu Marie-Catherine Lallemand, née Chiffelle, une sœur de leur mère, nous signale que cinq d'entre eux, à savoir les quatre fils de Jean-Jacques Imer et Marie Chiffelle, ainsi que leur sœur Jeanne-Marie Chatelain, étaient, pour leur part, encore vivants à la fin du siècle.

CHAPITRE v

LA BRANCHE DES BANNERETS

A. LA BRANCHE AÎNÉE

LÉVY (21)

1670-1708

Maire de Sales

Fils de Jacques (162.-1709), conseiller et maître d'église (No 16), frère aîné de Benoît, fondateur de la branche des notaires, Lévy, né en 1670, est le fondateur de la **branche des bannerets** qui pendant un siècle et demi devait jouer un rôle prépondérant dans sa cité natale.

Si sa vie personnelle nous est pratiquement inconnue, il en va tout autrement de sa vie publique. Très jeune déjà, il fut élevé à la charge de Maire de Sales qui, après lui, devait passer à son fils Frédéric, puis à son petit-fils du même nom.

Devenue au fil des siècles essentiellement honorifique, cette charge consistait à l'origine à présider une fois par année l'assemblée de tous les bourgeois appelée – en tant que « générale bourgeoisie » – à connaître des litiges et des contestations qui s'étaient élevés entre les habitants de la ville.

Cette compétence étant passée par la suite aux mains du châtelain ou du Petit Conseil, érigé en Cour de Justice, le rôle du Maire de Sales se réduisit au XVIII^e siècle, à assister une fois par année aux assises de cette assemblée, appelée aussi le « Grand Plaid », à côté du châtelain, et à percevoir une partie des amendes prononcées à cette occasion, en échange de quoi il devait, selon la coutume, offrir un repas au châtelain et aux membres présents du Petit Conseil.

Pour son malheur, Lévy n'eut toutefois pas le loisir de profiter longtemps de l'honneur qui lui était échu. Fauché à la fleur de l'âge, il mourut en 1708 déjà, âgé de trente-huit ans seulement, laissant derrière lui une veuve et quatre enfants en bas âge.

Mariée à Lévy le 25 mai 1697, sa femme s'appelait JOHANNE BOURQUIN. Née en 1678, elle était la fille d'Adam Bourquin, notaire, maire et greffier de Sonceboz et de Sombeval, et de Suzanne née Juillard.

Agés de respectivement dix, huit, cinq et un an lors du décès de leur père, les enfants du couple furent, dans l'ordre :

- JACQUES, né en 1698, et SUZANNE-JOHANNE, née en 1700 dont il n'est plus question par la suite, ainsi que
- FRÉDÉRIC, né en 1703 (No 23)
- SUZANNE-MARIE, née en 1707, qui fera l'objet d'une notice particulière.

Quant à Johanne Imer-Bourquin, devenue veuve à l'âge de trente ans, elle se remaria bien des années plus tard, le 22 septembre 1732, avec le maître-bourgeois VINCENT BALLIF (1673-1743) dont il existe un beau portrait à l'huile de 1739 dû au peintre Emanuel Handmann.

- Par un acte du 10 novembre 1725 en notre possession, nous savons d'autre part qu'elle avait fait cette année-là, assistée par son fils Frédéric, notaire, l'acquisition d'une maison à la rue Beauregard.

C'est probablement dans cette maison qu'elle mourut le 19 août 1764, âgée de 86 ans.

JOSUÉ (22)

1656-av. 1706

Maître de la confrérie des vigneronns et membre du Grand Conseil

Troisième fils de Jacques Imer (No 16), frère aîné de Benoît, fondateur de la branche des notaires (No 46), et de Lévy, fondateur de la branche des bannerets (No 21), Josué fut maître de la confrérie des vigneronns en 1687 et membre du Grand Conseil de La Neuveville jusqu'en 1697.

Le nom de sa femme nous est inconnu, mais l'on sait en revanche qu'il eut deux filles :

- SUZANNE, l'aînée, née le 28 novembre 1681, mariée en premières noces, le 14 décembre 1700, à Jean-Louis de Pury, dont elle eut deux filles dont SUZANNE DE PURY, et en secondes noces, le 12 décembre 1718, à Jacob Stebler de Seedorf

- ÉSABEAU, la cadette, mariée à Jean-Jacques Cosandier de La Neuveville.

Par les partages entre vifs que son père Jacques opéra à la fin de sa vie entre ses enfants, nous savons par ailleurs que Josué – qui était né le 15 juin 1656 – n'était plus de ce monde en février 1706, la date de sa mort devant se situer entre 1697, alors qu'il était encore membre du Grand Conseil, et 1706 au plus tard.

Demeurés en hoirie, ses biens firent plus tard l'objet d'un partage entre ses deux filles en 1712, ainsi que cela résulte d'un autre acte notarié daté de cette année.

FRÉDÉRIC I (23)

1703-1764

Notaire, banneret et Maire de Sales

Fils de Lévy (No 21), maire de Sales, et de Johanne Bourquin, Frédéric, né en 1703, fut orphelin de père à l'âge de cinq ans, à la suite du décès prématuré de son géniteur.

Cité comme notaire dès 1725, il épousa, vraisemblablement en 1733, JEANNE-MARIE BALLIF, née en 1712, fille du maître-bourgeois Jean-Jacques Ballif, issu d'une des familles les plus en vue de La Neuveville qui compta en son sein plusieurs maîtres-bourgeois et conseillers, des officiers au service étranger, des notaires, des médecins et des pasteurs, et de Marie-Madeleine Crette.

Doté d'une intelligence hors du commun, il fit une brillante carrière dans les autorités de la ville, d'abord, en 1730, comme secrétaire du Consistoire et des « vacheries » (métairies), puis, dès 1735 jusqu'à sa mort en 1764, comme membre du Petit Conseil.

Couronnement de sa carrière, il succéda en 1738 à François Gibollet dans la fonction de banneret qu'il exerça dès lors avec succès pendant seize ans, en même temps que celle de Maire de Sales qui avait déjà été occupée par son père.

Poste le plus important, à côté de celui du maître-bourgeois en charge, la fonction du banneret – qui, à l'origine, consistait essentiellement à conduire le contingent de la ville lors d'expéditions militaires – se mua par la suite en celle de gardien et de défenseur des droits des bourgeois et des libertés de la cité.

Prenant sa tâche très à cœur, Frédéric n'hésita point, à ce titre, à défendre bec et ongles les prérogatives dévolues aux autorités de sa ville, ce qui, plus d'une fois, le mit en conflit direct avec le pouvoir du Prince-Evêque.

C'est ainsi que dans un rapport adressé par le châtelain Samuel Imer en 1783 à la Cour épiscopale, ce dernier devait qualifier de la manière suivante, à titre posthume, la personnalité de son petit cousin :

« Homme de génie, mais dévoué à Berne, et opposé à la Cour, se trouvant à la tête d'un parti assez considérable dans le Conseil, il avait aussi servi longtemps d'instrument fâcheux à la politique bernoise ».

Cet engagement en faveur de sa cité n'empêcha pas Frédéric, sur le plan privé, d'entretenir des relations empreintes de courtoisie avec des personnalités de l'extérieur, ainsi que le démontre par exemple sa correspondance avec Monsieur de Steiger de Tschugg, auquel il envoya un chevreuil, ou avec un certain Gobat de Delémont à qui il adressa un baril de saumon.

Cette correspondance – qui se trouve dans nos archives familiales – est complétée par une douzaine d'actes notariés portant sur l'acquisition par Frédéric de nombreuses vignes à La Neuveville et au Landeron, ce qui démontre, si besoin était, qu'il n'était pas seulement un magistrat hautement compétent, mais aussi

un homme qui savait admirablement gérer ses affaires personnelles en accroissant de manière efficace, en faveur des siens, le patrimoine familial.

La fin de sa vie fut assombrie par la mort de sa femme, survenue à l'âge de 49 ans, le 20 février 1761, lui-même la suivant dans la tombe trois ans plus tard, le 9 novembre 1764, à l'âge de 61 ans.

De leur union naquirent six garçons et quatre filles, à savoir, s'agissant d'abord des premiers nommés :

- JEAN-JACQUES, né le 16 mai 1736, dont il n'est plus question par la suite

- FRÉDÉRIC, né en 1737 (No 24) dont il sera encore longuement question plus loin

- SIGISMOND, né le 23 décembre 1739, mort jeune

- JEAN-FRANÇOIS, né le 6 janvier 1744, disparu, lui aussi, sans laisser de traces

- FRANÇOIS-GÉORGES, né en 1749 (No 25)

- SIGISMOND, deuxième du nom, né en 1750 (No 41), **ancêtre de la branche cadette de la famille.**

Quant aux filles, il s'agit de :

- JEANNE-MARIE, l'aînée, née le 21 février 1734, morte de « langueur » le 31 mars 1772, épouse de FIDÈLE-GEORGES BOURQUIN (1731-1790), maire de Sonceboz, dont elle eut trois fils et une fille, JEANNE-EMILIE (1762-1787) qui épousa le baron Niklaus HEILMANN DE RONDCHATEL (1739-1816), membre du Grand et du Petit Conseil de Bienne, receveur du Prince-Evêque de Bâle pour Bienne et l'Erguël, père de Georges-Frédéric Heilmann (1785-1862), député de Bienne au Congrès de Vienne, préfet de Bienne, député au Grand Conseil bernois, capitaine au service de Naples et colonel dans les troupes bernoises

- CHARLOTTE, née le 2 août 1745, décédée le 22 janvier 1767, à l'âge de 21 ans et 5 mois, d'une pneumonie, quinze mois après avoir épousé CHARLES-HENRI MOREL (1743-1796), de Corgémont, le père du fameux doyen Charles-Ferdinand Morel (1772-1848), dont elle avait eu une fille, Marianne-Sophie Morel (1766-1841), épouse en premières noces en 1788 de Jean-Godefroi Watt (1751-1812), pasteur à Bienne, et en secondes noces en 1816 de Jean-Henri Raiguel (1754-1825), négociant horloger à Corgémont

- JULIE, née le 4 mars 1748, décédée à La Neuveville le 27 mars 1761, à l'âge de treize ans

- MARIANNE, née en 1751, décédée le 24 mai 1791, épouse en premières noces en 1773 de Henri Lemoine et en secondes noces en 1778 du docteur FRANÇOIS-ALEXANDRE NEUHAUS (1747-1803), médecin à Bienne de 1767 à 1788, professeur à la faculté de médecine de l'université de Nantes de 1789 à 1791, chancelier de la ville de Bienne de 1792 à 1798 et, enfin, médecin à Berne, dont elle eut quatre enfants, à savoir, en plus d'un garçon et d'une fille décédés peu après leur naissance, deux autres fils, Frédéric-Emmanuel,

né en 1780, décédé sans descendance à une date inconnue, et François-Victor, né en 1782, capitaine dans l'armée impériale, mort à la Bérésina en 1812. François-Alexandre Neuhaus étant décédé en 1803, Frédéric-Emmanuel et François-Victor furent élevés pendant quelques années par leur oncle et tuteur Sigismond Imer, pasteur à Tramelan. (Pour mémoire on ajoutera ici qu'après le décès de sa première femme, Marianne Imer, François-Alexandre Neuhaus se remaria en 1793 avec Elisabeth Wisard dont il eut deux autres fils, François-Emile (1794-1871) qui fut lieutenant-colonel au service de Hollande et commandant d'une partie de l'île de Sumatra, et Melchior-Alexandre, son frère jumeau (1794-1858), membre du Grand Conseil de la ville de Bienne et bourgeois).

Dus au pinceau du peintre Emanuel Handmann, lors du séjour que celui-ci fit à La Neuveville en 1739, deux portraits représentant Frédéric Imer et sa femme Jeanne-Marie Ballif nous restituent aujourd'hui ce qu'étaient les traits de l'un et de l'autre, rehaussés par la splendeur des habits d'apparat dont, comme le voulait la coutume, ils s'étaient parés pour cette occasion.



La Neuveville en 1760 - Tableau à l'huile d'un auteur inconnu



*Le banneret Frédéric I Imer et sa femme Jeanne-Marie née Ballif
Portraits à l'huile d'Emanuel Handmann, 1739*



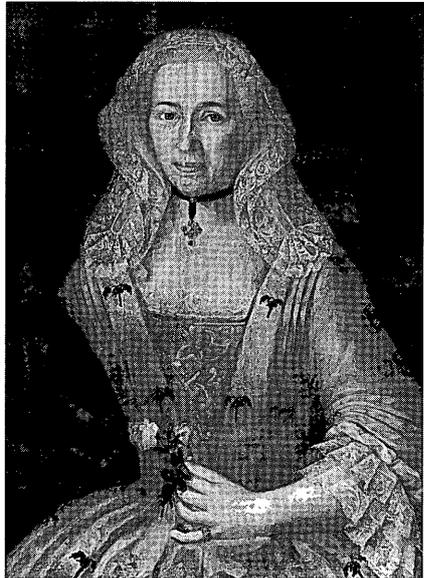
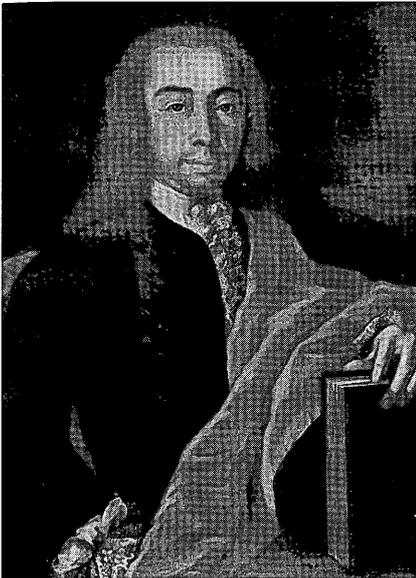


Frédéric II Imer à l'âge de 9 ans - Peinture sous verre d'Emanuel Handmann, 1746

SUZANNE-MARIE

1707-1784

Fille de Lévy (No 21) et de Johanne née Bourquin, sœur du banneret et Maire de Sales Frédéric I Imer, Suzanne-Marie nous intéresse essentiellement ici en raison de son mariage en 1728 avec SIGISMOND PETITMAÎTRE (1703-1795), fils de Théodore, conseiller, et de Marie-Madeleine Crette.



*Le banneret Sigismond Petitmaître et sa femme Suzanne-Marie Imer
Portraits à l'huile d'Emanuel Handmann, 1739*

Médecin-chirurgien de son état, devenu à son tour conseiller, Sigismond Petitmaître devait en effet succéder en 1765 à son beau-frère Frédéric Imer dans la charge de banneret qu'il assumait pendant douze ans jusqu'en 1776 avant de la transmettre à son neveu Frédéric II qui devait l'occuper jusqu'à sa mort en 1798.

Demeurée toute sa vie très proche de son frère, le banneret, Suzanne-Marie assura ainsi, par l'intermédiaire de son mari, une succession sans faille à ce poste envié qui resta l'apanage de la famille pendant 61 ans au total.

Comme cela avait déjà été le cas pour Frédéric et son épouse Jeanne-Marie Ballif, il existe de Suzanne-Marie et de son mari, deux très beaux tableaux dus au pinceau du peintre Handmann, peintures qui sont le témoignage vivant du prestige qui entourait à l'époque une charge telle que celle de banneret.

Née en 1707, Suzanne-Marie mourut le 21 janvier 1784, âgée de 77 ans.

Sigismond, quant à lui, lui survécut pendant onze ans, pour s'éteindre en 1795, à l'âge respectable de 92 ans.

De leur union sont issus quatre enfants, un garçon :

- SIGISMOND, né en 1736, allié Gross, dont descendaient, par son fils Louis-Auguste (1797-1874), derniers représentants de la branche neuvevilloise des Petitmaître, Louis-Edouard (1830-1895), ainsi que son frère Jules-Rodolphe (1839-1926) qui fut pasteur à Couvet

et trois filles :

- JEANNE-MARIE, l'aînée, née en 1732, décédée en 1812, mariée en 1769 à Henry Frey – souvent cité par le pasteur Frêne – qui possédait une maison à Poudeille

- LYDIE, née en 1734, décédée après 1775, épouse de Bénédicte Grède (1727-1769), pasteur à Saint-Imier, dont le fils puîné, Victor, devait se noyer en 1779, âgé de dix-neuf ans, dans le lac de Biemme

- SUZANNE-SOPHIE, née en 1744, décédée en 1808, qui épousa en 1772 le notaire Samuel Imer (No 51), de la branche des notaires (voir là).

FRÉDÉRIC II (24)

1737-1798

Docteur en droit, banneret et Maire de Sales

Second fils de Frédéric I, banneret (No 23), et de Jeanne-Marie Ballif, Frédéric II devait suivre les traces de son père.

Né le 25 septembre 1737, il étudia le droit à l'Université de Strasbourg dès le 29 septembre 1755. Candidat le 2 août 1757, il passa son examen de licence le 7 septembre, puis soutint sa thèse de doctorat le 24 septembre de la même année.

Son père ayant résigné en sa faveur la charge de Maire de Sales, il lui succéda dans cette fonction dès le mois de février 1761 sur la base du brevet qui lui avait été délivré à cet effet par Messieurs les Révérendissimes chanoines de Delémont en date du 13 novembre 1760.

Devenu membre du Petit Conseil dès 1766, il reprit en 1777, à la suite de son oncle par alliance, Sigismond Petitmaître, la charge de banneret que celui-ci avait assumée pendant douze ans, après le décès de son père en 1764.

Demeuré à cette place jusqu'à la dissolution des anciennes autorités bourgeoises, le 6 janvier 1798, conséquence de l'occupation française, il mourut trois mois plus tard, dans sa 61^e année, au même âge que son père.

Dans une information adressée à la Cour épiscopale le 13 février 1783 – que nous avons déjà mentionnée en relation avec son père – le châtelain Samuel Imer, son proche parent, dressa de lui le portrait suivant, non dépourvu, à l'évidence, d'une certaine partialité due au rôle joué par ce dernier :

« D'une humeur sombre, fier, haut, plus craint qu'aimé, orgueilleux de ses partisans qui doivent à ses intrigues leur état dans le Conseil, absolu et impérieux jusqu'à la brusquerie dans les choses qu'il prend à cœur, d'ailleurs ne cherchant ni ne se complaisant dans les difficultés et le trouble, et assez judicieux dans les affaires qui lui sont indifférentes, mais très passionné lorsqu'il se croit touché dans son intérêt particulier ou dans ses principes; sans avoir autant de génie que son père (Frédéric, banneret), il en a hérité cet éloignement et cette morosité pour la Cour, cet esprit d'opposition à ce qui vient de sa part et cette application à contrarier l'officier du Souverain dans ses fonctions, qui le caractérisent. »

Des actes sous seing privé se trouvant dans nos archives familiales nous apprennent par ailleurs que, comme l'avait fait son père avant lui, Frédéric eut, lui aussi, le souci d'arrondir le patrimoine familial par l'acquisition de biens immobiliers divers.

C'est ainsi qu'il acquit le 19 novembre 1766 la moitié de la vigne des Perrières qui, après le décès de son père, était échue par voie successorale à son frère Sigismond, représenté à cette occasion, en qualité de curateur, par son oncle Sigismond Petitmaître, conseiller et moderne banneret de La Neuveville.

Le 5 janvier 1769, il se porta, d'autre part, acquéreur par montes d'un pré gisant aux Prés-Guëtins qui appartenait à Jean-Pierre Petitmaître, médecin et chirurgien, agissant en l'occurrence par l'intermédiaire de son oncle le maître-bourgeois Jean-Jacques Petitmaître.

En 1780, il racheta, avec son frère, le pasteur François-Georges Imer (No 25) et son beau-frère, le docteur François-Alexandre Neuhaus, mari de sa sœur Marianne, à Théodore Chaudoux, citoyen genevois ayant acquis en 1769 la bourgeoisie biennoise, les deux tiers de la fabrique d'indiennes située en ville de Bienne sur la promenade de la Suze, le dernier tiers étant repris deux années plus tard, en 1782, par son autre beau-frère, le maire de Sonceboz Fidèle-Georges Bourquin, mari de sa sœur Jeanne-Marie. Acquisition, à vrai dire, de courte durée, puisque la fabrique fut revendue dès 1784 à Henri-François Verdan qui, avec son beau-fils Johannes-Rudolf Neuhaus, neveu de François-Alexandre Neuhaus, comme directeur commercial, devait lui assurer un essor remarquable sous le régime français de 1798 à 1814.

L'acquisition la plus importante de Frédéric, pour l'histoire de la famille, fut toutefois l'achat qu'il fit en 1789, des mains du maître-bourgeois Chatelain, de celle qu'on appelle aujourd'hui encore la maison des Bannerets, sise à la rue du Port, à côté de la maison de Bellelay.

Construite en 1725 par le capitaine Rosselet, cette maison devait rester la propriété de la famille de Frédéric pendant cinq générations jusqu'en 1923, soit pendant 134 ans, époque à laquelle elle fut rachetée par Monsieur Heusser-Hirt.

Marié à BARBE-OLYMPE-SOPHIE CHIFFELLE, née le 30 décembre 1745 et décédée le 17 octobre 1772 à l'âge de 27 ans seulement, sa cadette de huit ans, fille du notaire, secrétaire de ville et maître-bourgeois Jean-Georges Chiffelle (1707-1785) et de Anne-Olympe-Sophie Gibollet (1722-1805), fille du pasteur Baruc Gibollet-Moschard (1692-1773), tous les deux issus de familles parmi les plus notables de La Neuveville, Frédéric eut de son mariage avec elle, un fils et une fille :

- GEORGES-FRÉDÉRIC, né en 1765 (No 26)

- OLYMPE-SOPHIE, née le 21 janvier 1771, décédée en couches le 18 décembre 1793, un mois avant ses 23 ans, qui épousa, en 1792, JEAN-LOUIS EXCHAQUET (1766-1840), inspecteur des forêts, conseiller et justicier à Aubonne dans le canton de Vaud qui, avec son père, fut reçu bourgeois de la Neuveville la même année. De ce trop bref mariage naquit une fille, Sophie-Victoire-Olympe-Frédérique Exchaquet dont nous ignorons ce qu'elle devint.

Grâce à un portrait exécuté par un peintre italien de passage, alors qu'il était déjà veuf, le visage de Frédéric, comme cela avait déjà été le cas pour son père et sa mère, nous est bien connu pour la finesse de ses traits qui nous le montrent, tenant un livre à la main, tout de gris vêtu, avec de beaux yeux bruns songeurs, les joues légèrement creusées, le front un peu dégarni sur les côtés, dominant un nez droit très fin et une bouche aux lèvres plutôt minces.



*Le banneret et docteur en droit Frédéric II Imer
Portrait à l'huile peint en 1784 par un peintre italien (Millesi?)*

FRANÇOIS-GEORGES (25)

1749-1805

Pasteur, aumônier au régiment d'Eptingue

Fils de Frédéric Imer, banneret (No 23), et de Jeanne-Marie Ballif, François-Georges Imer naquit à La Neuveville en 1749.

Consacré pasteur, il fut aumônier au régiment d'Eptingue de 1765 à 1768, après quoi il s'installa à La Ferrière comme cultivateur. Ministre sans cure en 1781, il fut nommé, en juin 1803, pasteur à Courtelary, où il devait décéder à peine deux ans plus tard, le 4 ventôse de l'an XIII, à savoir le 24 février 1805, âgé de 56 ans.

Marié sur le tard à Lydie Humbert-Droz, il demeura sans postérité.

Dans son Journal de l'année 1803, le pasteur Frêne nous dresse, sous la date du lundi 20 juin, le portrait suivant de François-Georges :

« Le 20 juin, lundi, Mr. Imer dit d'Eptingue, beaufre de Mad^e Imer qui l'accompagnait, nous fit visite et m'apprit que le jour précédent il avoit été reçu pasteur à Courtelari. C'étoit sa première Cure, n'ayant jamais été que Ministre de camp dans le ci devant Regiment d'Eptingue, dont il a conservé le surnom. Il a passé soixante ans; il est si maigre que je n'en ai jamais vû un aussi défait; d'ailleurs un homme de mérite. Il a passé vingt et quelques années dans un Bien a la Ferrière, qu'il cultivoit lui même avec beaucoup de succès. »

Un parchemin se trouvant dans nos archives de familles nous apprend par ailleurs que François-Georges vendit le 21 décembre 1780 à Monsieur le Ministre David-François Jallaz une vigne sise au Rêche à La Neuveville, au nom et pour le compte de son beau-frère le docteur Neuhaus à Bienne.

Un autre acte, daté, lui, du 5 février 1785, fait état de la vente, par François-Georges, désormais établi à la Ferrière, des biens qu'il possédait à La Neuveville, à savoir :

- une maison en deux corps de logis, avec pressoir, jardin et verger
- ainsi que six ouvriers de vignes, dont cinq « de joran et de bise de la maison », jouxtant « de vent et de joran Madame la baronne de Gléresse ».

GEORGES-FRÉDÉRIC (26)

1765-1840

Notaire, Maire de Sales, maire de La Neuveville, lieutenant baillival et conseiller, député au Grand Conseil

Seul fils de Frédéric II, banneret (No 24), et de Barbe-Olympe-Sophie Chiffelle, Georges-Frédéric naquit à La Neuveville le 6 octobre 1765.

Etabli comme notaire de 1788 à 1797, il exerça également pendant cette période la charge de Maire de Sales que son père lui avait cédée de son vivant, à l'instar de ce que son grand-père avait fait pour son fils en 1760.

En décembre 1797, le destin de La Neuveville et du Jura-Sud bascula et, avec lui, celui personnel de Georges-Frédéric. Menacé d'annexion par la France, le Petit Conseil de La Neuveville décida le 22 décembre de le dépêcher en ambassade auprès du Directoire à Paris afin que, de concert avec son oncle par alliance, le chancelier de Bienne, Alexandre-François Neuhaus, chargé d'une mission analogue par sa ville, ils intercèdent auprès du gouvernement français pour que soit sauvegardée l'indépendance de leurs cités respectives.

Cette mission – alors qu'un premier peloton de militaires français était déjà arrivé à La Neuveville le 20 décembre – fut un échec complet.

Partis pour Paris le 26 décembre, Alexandre-François Neuhaus et Georges-Frédéric Imer y furent très mal reçus, Neuhaus étant même emprisonné le 7 janvier pour une dizaine de jours avant d'être expulsé.

Quant à Georges-Frédéric, il fut absent soixante et un jours et dépensa en pure perte la somme de 1420 livres.

Dissoutes définitivement le 6 janvier 1798, les anciennes autorités bourgeoises se virent remplacées par une administration comprenant un maire et un conseil municipal dépendant directement des autorités départementales françaises du Département du Mont Terrible, puis, dès 1800, du Département du Haut-Rhin, respectivement du sous-préfet siégeant à Delémont.

Dévoué à la cause de sa ville, comme il l'avait été dès sa jeunesse et comme il le fut de tout temps, Georges-Frédéric n'en continua pas moins, même sous le régime français, à œuvrer de toutes ses forces en faveur de ses concitoyens.

C'est ainsi qu'il accepta le 26 janvier 1808 d'être nommé maire de La Neuveville par un décret émanant de Félix Des Portea, préfet du Département du Haut-Rhin à Colmar, succédant dans cette charge au premier maire nommé par les autorités françaises, le citoyen Jean-Jacques Gascard, décédé en 1806.

Prix du sang payé à la Grande Nation, il perdit en 1813 son fils cadet, Victor, porté disparu après la bataille de Leipzig, comme tant d'autres Neuvevillois enrôlés dans l'armée impériale.

En janvier 1814, après le départ des Français, on s'empressa de remettre en place les autorités héritées de l'Ancien Régime.

Membre d'office, en sa qualité d'ancien maire, du Conseil provisoire de seize membres institué le 15 janvier, celui-ci fut remplacé le 7 septembre par l'ancienne magistrature comprenant un Petit Conseil de 12 membres, porté plus tard à 18, et un Grand Conseil de 12, puis 18 membres également, où siégeaient les représentants des trois confréries.

Nommé membre du Petit Conseil le 9 septembre à une des places devenues vacantes en raison du décès, pendant les seize ans de l'occupation française, de plusieurs membres de cette autorité, Georges-Frédéric devait y demeurer jusqu'à la suppression en 1832 des anciennes autorités bourgeoises, remplacées par les nouvelles autorités municipales mises en place après la chute définitive de l'Ancien Régime.

Lors de l'élection successive aux différentes charges bourgeoises au sein du Petit Conseil, le 12 septembre, Georges-Frédéric brigua avec deux autres candidats la place de banneret qu'avaient occupée avant lui son père et son grand-père.

Éliminé au premier tour de scrutin par tirage au sort en faveur des deux autres candidats – dont François Imer, le fils du pasteur Jean-François Imer de la branche des châtelains qui fut élu au deuxième tour –, il fut en revanche nommé le même jour président du Consistoire, puis quelques jours plus tard, membre de la Cour de justice provisoire, transformée par la suite en cour de justice baillivale sous l'autorité du grand-bailli de Cerlier.

Très apprécié de ses concitoyens, il fut aussi, pendant cette période particulièrement troublée de notre histoire locale, chargé de différentes missions spéciales, souvent délicates, auprès des autorités régionales et cantonales.

C'est ainsi que, le 30 avril 1814, il fit partie avec Jean-Pierre Bourguignon, d'une délégation de deux membres qui se rendit à Neuchâtel afin d'y conférer avec la Commission du gouvernement de cette principauté « sur des objets de la plus haute importance », par quoi il faut comprendre un éventuel rattachement de La Neuveville à ladite principauté qui, le 12 septembre de la même année, fut reçue par la Diète fédérale en qualité de vingt et unième canton.

Le 7 septembre 1814, on retrouve Georges-Frédéric, avec le boursier Chiffelle, en députation auprès du baron d'Andlau, nommé par les Puissances alliées gouverneur général de la principauté de Porrentruy, à savoir l'ancien Evêché de Bâle, « pour lui porter l'assurance de la soumission de la ville (de la Neuveville), à son gouvernement ».

Le 3 mai 1815 enfin, il se rendit avec le maître-bourgeois en second, Charles-Bénédict Chiffelle, à Boujean auprès de l'administrateur provisoire de La Neuveville, l'ancien bailli d'Erguël Samuel Imer, désigné par le baron d'Andlau, afin d'y conférer avec des députés de tous les pays de l'ancien Evêché de Bâle de la réunion de celui-ci au canton de Berne.

Chargé avec Jacob-Georges Chiffelle – qui lui avait succédé en 1811 comme maire de La Neuveville – de préparer l'Acte de réunion, il participa par la suite aux différentes opérations qui aboutirent le 14 novembre 1815 à la

signature définitive de cet acte à Bienne, où La Neuveville fut représentée par Jacob-Georges Chiffelle.

Le 2 décembre 1815, Georges-Frédéric se rendit avec ce dernier à Berne, pour y discuter avec Leurs Excellences de Berne de la réunion de La Neuveville au bailliage de Cerlier, ainsi que de la création pour La Neuveville d'un tribunal de première instance de langue française.

Bénéficiant, à la suite de ces diverses missions, de la confiance de ses concitoyens, Georges-Frédéric fut nommé en février 1816 député au Grand Conseil du canton de Berne, poste qu'il occupa jusqu'en 1831.

De 1819 à 1822, il fonctionna en outre comme lieutenant baillival du grand bailli de Cerlier pour la partie francophone du bailliage, dont La Neuveville ne devait se détacher que bien des années plus tard, en 1846, sous l'impulsion de Florian Imer (No 86) qui allait devenir le premier préfet du nouveau district.

Dernier point à mentionner ici, Georges-Frédéric fonctionna également pendant une vingtaine d'années, de 1818 à 1837, comme Juge au Tribunal de district.

Ces différentes activités officielles ne sauraient cependant nous faire oublier les aspects privés de sa riche personnalité tels qu'ils nous sont révélés par l'une ou l'autre mention extraite des Manuels du Conseil

C'est ainsi que lors de la séance de cette autorité du 21 mars 1828, nous apprenons que Monsieur le juge baillival fit « la demande en payant de deux pièces de bois de chêne pour réparer le pont de la Cascaderière sa possession à Croisevaux », demande à laquelle le Conseil accéda en lui accordant « ces deux pièces de bois gratis » tout en chargeant Monsieur l'Intendant des domaines de les marteler.

Le 4 juillet suivant, Georges-Frédéric fit l'offre au Conseil « de prêter des vases dans sa cave (de la maison des bannerets) pour y loger du vin », échange de bons procédés qui nous démontre bien, si besoin est, la qualité des relations éminemment cordiales qui régnaient à l'époque entre les membres du Conseil.

Les anciennes autorités bourgeoises ayant été remplacées à la fin de l'année 1832 par un Conseil de bourgeoisie dont les compétences se limitèrent dorénavant à l'administration des biens de la bourgeoisie, l'administration de la ville relevant dès lors des nouvelles autorités municipales mises en place après l'adoption dans le canton de Berne de la constitution du 7 juillet 1831 qui mettait un terme définitif au régime patricien, Georges-Frédéric en prit son parti et, fidèle aux principes qui avaient guidé toute sa vie, accepta de continuer à siéger dans ce nouveau Conseil de bourgeoisie, fonction qu'il cumula dès 1832 avec celle de conseiller municipal, jusqu'à fin novembre 1836, date à laquelle il résigna toutes ses fonctions officielles.

Deux années auparavant, le 12 août 1834, à près de 65 ans, il remettait la direction de sa cave et de ses vignes à son fils Frédéric-Théophile qui dorénavant le seconda activement dans la gestion de ses affaires.



La maison des Bannerets à la rue du Port, à La Neuveville

Les dernières années de sa vie se déroulèrent paisiblement au rythme des saisons et plus particulièrement des vendanges annuelles auxquelles il avait de tout temps voué l'intérêt le plus vif. Pendant une vingtaine d'années, il se rendit par ailleurs régulièrement chaque année avec sa femme aux bains de Baden, pour y passer deux ou trois neuvaines dont ils rentraient en général parfaitement reposés et en bonne santé.

Toute empreinte de sérénité et de calme, cette existence devait connaître, quelques années plus tard, une fin qui, pour être dans l'ordre naturel des choses, n'en fut pas moins douloureuse pour lui et ses proches.

Le 15 juillet 1840, Georges-Frédéric eut en effet la douleur de perdre sa chère épouse qui, depuis quelques mois, s'était beaucoup affaiblie par suite de saignements de nez réitérés, ainsi que de nombreuses brûlures qu'elle s'était faites sur le visage, le dos et la poitrine le 21 juin en voulant faire de la lumière pendant la nuit.

Très entouré par son fils et sa belle-fille qui, après la mort de sa femme, étaient allés habiter chez lui, il ne devait, pour sa part, survivre à son épouse que de dix semaines, s'affaiblissant, lui aussi, à vue d'œil. Ne pouvant, les derniers jours, plus ni marcher ni se lever, il s'éteignit paisiblement le mercredi 23 septembre vers dix heures du matin.

Suivies par une foule nombreuse – vibrant hommage que lui rendaient ses concitoyens – ses obsèques eurent lieu le 16 septembre à trois heures de l'après-midi par un temps couvert, en présence d'une vingtaine de parents et amis,

quatre membres du Conseil municipal, délégués à cette fin, « tenant les coins du drap ».

Désireux d'honorer la mémoire de son père, son fils Frédéric-Théophile, ministre du Saint Evangile, fit de la part du défunt un don de 400 francs de l'époque à l'hôpital de la ville, don pour lequel le Conseil de bourgeoisie lui adressa, selon une décision prise lors de sa séance du 19 novembre, une lettre officielle de remerciements.

Dans son Journal intime, volume No 7, Frédéric-Théophile rend par ailleurs hommage comme suit à son père, après en avoir relaté les derniers instants :

« Mercredi 23 (septembre), premier jour de l'automne. Couvert, serein, calme et doux.

Ce matin vers dix heures, mon cher père a cessé de vivre. Sa mort a été comme sa vie, calme, tranquille et douce; la vie l'a quitté insensiblement, sans qu'il s'en soit aperçu, comme la lumière cesse dans une lampe où il n'y a plus d'huile. Combien la douleur que nous éprouvons n'est-elle pas adoucie en pensant qu'il est mort chrétiennement et sans souffrance et que d'actions de grâce ne devons-nous pas rendre à Dieu ?

Depuis dimanche dernier, il avait complètement perdu l'appétit et il n'avait aucun besoin, parfois ses idées étaient égarées, mais dans d'autres moments, il trouvait encore quelque chose d'agréable à dire, aussi il n'était point pénible d'être auprès de lui jusqu'à son dernier moment. On peut dire de lui qu'il a été véritablement un homme de bien. Ce n'est point par ambition ou par intérêt particulier qu'il a exercé les diverses charges qu'il a occupées, il a toujours été engagé à les accepter et il s'y prêtait dans le but d'avancer le bien public, auquel il a toujours travaillé de tout son pouvoir. Aussi, il serait bien à désirer qu'il y eut beaucoup de magistrats qui lui ressemblent. Puisse donc sa mémoire être bénie et que Dieu daigne recevoir son âme en son sein paternel.

Il est à remarquer combien la mort de mes chers père et mère a été rapprochée, il n'y a que dix semaines que ma mère est morte et environ deux mois que nous sommes venus nous établir dans sa maison; telle a été la volonté du Seigneur. Nous devons nous soumettre avec résignation. Mon père était né le 6^e 8 bre 1765 avait donc 75 ans moins 13 jours. »

Marié à HENRIETTE-SOPHIE GIBOLLET, née le 16 mars 1774, décédée le 15 juillet 1840, une cousine germaine de sa mère, fille du médecin Jean-Théophile Gibollet (1734-1810) et de Marie-Madeleine Jallaz (1741-18..), sœur du pasteur Théophile Gibollet (1776-1834), Georges-Frédéric en eut deux fils :

- FRÉDÉRIC-THÉOPHILE, né en 1794 (No 27)
- JACQUES-VICTOR, né en 1795 (No 28).

FRÉDÉRIC-THÉOPHILE (27)

1794-1858

Pasteur

Fils aîné de Georges-Frédéric Imer (No 26) et d'Henriette-Sophie Gibollet, Frédéric-Théophile Imer naquit à La Neuveville le 12 septembre 1794.

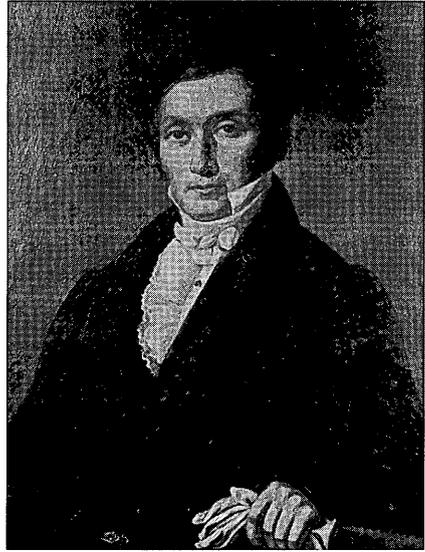
Grâce à un Journal intime qu'il tint dès 1807, sous forme de résumé pour les années 1807 à 1817, puis dès 1818 jusqu'à huit jours avant son décès, sous la forme d'un journal quotidien en treize volumes (dont ne manquent que les deux premiers prêtés à l'époque par le docteur Auguste Rollier au pasteur Ernest Krieg, archiviste de la Bourgeoisie, qui ne les restitua jamais), sa vie nous est connue jusque dans les moindres détails.

Nous en tirerons, ci-après, parmi bien d'autres, les éléments suivants constituant dans les grandes lignes la trame d'une existence à bien des égards passionnante, pour ce qui est de sa jeunesse, et exemplaire, pour ce qui est de sa vie adulte, toute consacrée à son ministère de pasteur et à l'administration des nombreuses vignes et autres biens qu'il hérita de son père.

Elevé, avec son frère Victor, son cadet d'une année, dans une ambiance familiale harmonieuse, ses années d'enfance et de jeunesse furent celles d'un jeune homme de bonne famille à qui ses parents vouèrent les soins les plus éclairés: enseignement privé au pensionnat de la Cave chez Jacob-Georges Chiffelle – futur maire de La Neuveville sous le régime français, puis juge de la Cour d'appel du canton de Berne –, leçons de flûte, leçons d'armes avec un certain Monsieur Moreau, visiteur des douanes, visites avec son père de leurs métairies à la Montagne de Diesse, excursions avec ses petits cousins Florian et Louis-Auguste Imer (Nos 86 et 68) dans les environs et, très souvent, à l'Île de Saint-Pierre, soirées de danse organisées par les pensionnats de la localité, que ce soit dans le cabinet du pasteur Jean-François Imer aux Rochettes ou à la Cave chez monsieur Tschiffeli, bals chez les notables de la ville, fêtes données à l'occasion de la fin des vendanges annuelles ou à Nouvel An, tout cela ne pouvait que convenir parfaitement au jeune homme gai et entreprenant, grand danseur devant l'Éternel, que Frédéric-Théophile fut dans ses jeunes années.

Le 30 novembre 1810, il eut un accident de chasse dont il nous donne une description vivante dans son Journal, accident qui devait le handicaper pendant plusieurs semaines, au point de lui faire manquer le bal de Nouvel An que donnèrent les pensionnaires de la Cave! En voici le compte rendu précis:

« Le 30 Novembre j'allai avec Victor à la chasse des canards par la pluie, après avoir attendu longtemps dans le cabinet, le fusil étant tout mouillé et sans faire attention qu'il était bouché au bout, je tire sur deux canards qui étaient tout près, le fusil saute par où je le tenais avec la main gauche et me fait au-dedans de la main 3 grandes blessures et beaucoup de petites, la main était terrible à voir, la plus grande était autour du pouce, elle avait 2 doigts de



*Le pasteur Frédéric-Théophile Imer et sa femme Charlotte Imer, de la branche de Grenéteil
Portraits à l'huile de Jean-Baptiste Bonjour, 1835*

large et un de profondeur, une autre traversait toute la main et le bout du doigt du milieu était si mal arrangé que le Docteur Schnell avait envie de couper ce bout, cependant je n'ai pas de bien grandes douleurs et tout s'est assez bien guéri, il m'a fallu rester 2 mois à la maison ».

Deux mois avant cet accident, il s'était rendu, le 30 septembre 1810, à l'île de Saint-Pierre pour y voir l'impératrice Joséphine venue de Neuchâtel.

L'année suivante, en 1811, il fit avec son frère Victor, Louis-Auguste Imer, de la branche des châtelains, Henri Revel et un certain Fritz Boden de Hambourg, en pension à La Neuveville, un voyage de près de trois semaines dans les Alpes et en Savoie, dont nous reparlerons, de manière plus détaillée, dans la notice biographique consacrée à son frère.

Se destinant au Saint-Ministère, Frédéric-Théophile partit le 6 novembre 1812 pour Genève, où il prit pension chez le pasteur Humbert.

Il devait y rester jusqu'en juillet 1817, passant brillamment ses examens de théologie, le premier le 18 mars 1814, le deuxième le 17 mai 1815 et le troisième le 21 mai 1816.

Après la fête de promotion des nouveaux théologiens, le 17 juin 1816, il demeura encore plus d'une année à Genève où il assista, le 4 août 1816, à l'installation du fils du pasteur Humbert à Dardagny, prêchant, pour sa part, en septembre, à Gy, après avoir rendu le 28 août sa 5^e proposition.

Cette période genevoise – la plus intéressante de sa vie – fut entrecoupée de fréquentes visites chez son oncle Exchaquet à Aubonne, ainsi que de nombreuses excursions dans la campagne genevoise et en Savoie où, grâce aux

relations du pasteur Humbert, il fut reçu dans plusieurs propriétés des environs de Genève.

Il sillonna aussi, à plusieurs reprises, la Côte vaudoise où le danseur impénitent qu'il était releva en octobre 1813, lors d'un bal donné à Rolle, où il dansa de huit heures du soir à deux heures du matin, « avoir été étonné de voir dans une petite ville comme Rolle tant de demoiselles comme il faut et la plupart très jolies », preuve s'il en est qu'il n'était nullement insensible aux charmes du beau sexe.

Au printemps 1814, il vécut de près les événements – bataille des Autrichiens et des Français dans les environs de Genève fin février/début mars, puis le 1^{er} juin l'arrivée des premières milices suisses – qui devaient conduire au rétablissement de la République de Genève, puis le 19 mai 1815 à sa réunion à la Suisse, comme 22^e canton.

Le 10 juillet 1814, il vit passer l'impératrice Marie-Louise, avant d'assister cinq jours plus tard, le 15 juillet, à une représentation d'Andromaque avec le célèbre acteur Talma. L'année suivante, le 30 octobre 1815, il entrevit le prince de Metternich au moment où celui-ci, de passage à Genève, montait dans sa voiture.

Pendant ses vacances d'été à La Neuveville en 1815, il entreprit avec son ami et futur beau-frère Florian Imer, en passant par le Chasseral, une excursion de plusieurs jours dans le Vallon de Saint-Imier et les Montagnes neuchâteloises où il eut notamment l'heureuse surprise de rencontrer à Saint-Imier, où elle était en pension, la sœur de Florian, Charlotte, qui devait devenir sa femme. Il y vit également Madame Liomin, l'épouse de Georges-Auguste Liomin, et ses pensionnaires, ainsi qu'à Renan, son oncle Gibollet, pasteur. De Renan, nos excursionnistes poussèrent jusqu'à La Chaux-de-Fonds et au Locle où ils visitèrent le col des Roches, avant de retourner à La Neuveville par le Vallon de Saint-Imier où ils rencontrèrent à Corgémont le pasteur Morel et les membres de l'Etat-major Suisse des Grisons, à la tête de deux bataillons en service dans la région à la suite de l'expédition de Blamont. Arrivés à Biemme, ils y virent une septantaine de prisonniers français qu'on venait d'y amener après avoir été capturés par les Suisses lors de cette action militaire.

Deux années plus tard, après son départ définitif de Genève, il repartit en juillet 1817 avec son « frère » Florian dans le Vallon de Saint-Imier où, après avoir rendu visite le 18 à son cousin et sa cousine Gibollet à Renan, ils retrouvèrent le lendemain M. et M^{me} Liomin et leurs vingt pensionnaires pour une visite à la métairie que ceux-ci possédaient dans les environs.

A La Neuveville, Frédéric-Théophile, désormais âgé de vingt-trois ans, y reprit le cours ordinaire de sa vie, prêchant une fois ou l'autre ses 5^e et 6^e propositions, visitant avec son père leurs prés à la Montagne de Diesse et prenant une part très active à la vie de la petite société neuvevilloise, dînant tantôt chez sa grand-maman Jallaz à la Rue du Marché ou à Grenétel chez ses futurs beaux-parents, faisant des promenades sur le lac ou à la Montagne en compagnie de son cousin

Schnider et des « jeunes gens de Grenételet », ou encore avec ses cousines Liomin et Imer, sans oublier une partie au château donnée par Monsieur Verenet ou encore des bals chez Monsieur Bourguignon, quand ce n'était pas à la Cave chez Monsieur Tschiffeli ou, après les vendanges, à la pension du pasteur Jean-François Imer.

Dernière escapade de sa vie de garçon, il entreprit du 11 juin 1818 au 8 juillet, avec ses petits cousins Florian et Louis Imer, ainsi qu'avec son ami de Bâle, Jean Herzog, qu'il avait connu alors que celui-ci était en pension à La Neuveville, un voyage de quatre semaines en Suisse et jusqu'à Gênes en Italie dont Florian Imer nous a laissé le récit détaillé (voir sous No 86).

Reçu officiellement dans le ministère bernois la même année, diacre et ministre sans cure dans sa cité natale jusqu'à sa mort en 1858, Frédéric-Théophile épousa le 6 mai 1819 CÉCILE-CHARLOTTE IMER, née le 25 novembre 1800, la sœur cadette de son ami Florian, avec qui il habita dès lors au premier étage de la maison des Dragons qui avait appartenu jusque-là à la famille de sa grand-mère Jallaz et qui fut rachetée la même année, peu avant sa mort, par Georges-Auguste Liomin pour sa fille Caroline qui devait devenir le 20 juin 1820, la femme de Florian, les deux couples, devenus inséparables, habitant dès lors la même maison.

Devenu le père, le 12 février 1823, d'une fillette, Sophie-Cécile-LUCIE qui devait épouser plus tard son cousin germain Florian II (No 87), de la branche de Grenételet, puis, le 4 janvier 1825 d'un « gros garçon bien constitué », prénommé Théophile-Julien-FRÉDÉRIC, dit « Fritz », Frédéric-Théophile vécut dès lors une vie paisible, partagée entre ses obligations professionnelles comme pasteur et l'administration de ses vignes, tout en continuant, comme par le passé, à participer de manière très active à la vie de la société neuvevilloise de l'époque faite de visites quasi journalières à ses parents et beaux-parents, de parties de boston, ainsi que d'invitations au Cercle où se réunissaient et donnaient force réceptions les notables de la ville, ses loisirs étant consacrés, en été, à la baignade et à la pêche dans le lac et, en hiver, à des parties de patinage sur le lac gelé, sans parler ici des promenades quotidiennes qu'il avait pris l'habitude de faire « des deux côtés de la ville », « au pont d'amour » ou jusqu'à son pavillon de Crosevaux situé sous la Cascade.

Repris par le goût du voyage, il s'accorda aussi, une fois ou l'autre, dans les années qui suivirent, quelques semaines de dépaysement, comme en juin et juillet 1826, où il effectua un séjour de cinq semaines à Paris avec son ami Auguste Peter, le futur propriétaire du pensionnat du même nom, avec qui il fonda en 1829 une bibliothèque publique. Deux années plus tard, en juillet 1828, il se rendit avec sa femme à Strasbourg en passant par Bâle et Colmar, voyage qu'il devait refaire treize ans plus tard avec sa femme et ses enfants en passant cette fois-ci par Baden-Baden. A cela, on ajoutera d'autres voyages en Suisse romande – comme en août 1838 à l'occasion du Jubilé des Fêtes de la Réformation à Genève – ou encore en Suisse centrale – au Righi et Einsiedeln, en passant par Lucerne, ou à Thoune et Interlaken – avec, plus tard, une prédi-

lection marquée pour la ville de Berne où il prit l'habitude de séjourner presque chaque année lorsque, dans les années quarante, son fils y était en pension, ou, dans les années cinquante, lors des séances du Synode.

Même si la vie dans sa cité natale ne saurait être comparée à ce qu'avaient été les années genevoises de sa jeunesse, elle réservait néanmoins parfois d'heureuses surprises. C'est ainsi que Frédéric-Théophile – qui avait déjà vu, dans ses jeunes années, les impératrices Joséphine et Marie-Louise, ainsi que le prince de Metternich –, eut l'occasion, que ce soit à l'île de Saint-Pierre ou dans son fief neuvevillois, d'apercevoir plusieurs autres personnes de sang royal, alors qu'elles étaient de passage dans la région, voire s'arrêtaient à La Neuveville pour y passer une nuit à l'hôtel de la Couronne, telles que, le 23 septembre 1828, dans l'île chère à Jean-Jacques Rousseau, la grande duchesse Hélène, née princesse de Wurtemberg, femme du grand duc Michel de Russie, selon lui, «une très belle femme âgée de seulement 21 ans», ou, le 13 novembre 1840, le roi du Wurtemberg revenant des bains d'Aix, ou encore, à deux reprises, quelques années plus tard, les 12 septembre et 7 octobre 1847, la reine de Hollande accompagnée de plusieurs équipages et d'une suite nombreuse. On y ajoutera, les 24 et 25 septembre 1842, à Neuchâtel, le roi de Prusse et son épouse venus visiter leur principauté de Neuchâtel et, en octobre 1852, la duchesse d'Orléans qui, venant de Lausanne, passa par La Neuveville pour se rendre en Allemagne.

A La Neuveville même, le cercle des connaissances qu'il frayait à la même époque, dans le milieu, somme toute, très fermé des notabilités de la ville – pratiquement toutes apparentées entre elles –, comprenait, entre autres, les personnes suivantes dont il ne nous paraît pas inutile de rappeler ici les noms, lesquels constituent un véritable *who's who* de la société neuvevilloise de la première partie du XIX^e siècle. On y trouvera notamment le pasteur David Imer-Vernet, son fils Louis et sa femme, le maître-bourgeois François Imer et son épouse, le boursier et ancien secrétaire de ville Samuel Imer, ses oncles Charles-Ferdinand et Louis Schneider et leur famille, les Tschiffeli de la Cave, la «pension» Bourguignon, les médecins Chatelain et Henri Imer, les pasteurs Ballif et Krieg, le suffragant Gibollet, les demoiselles Constance Ballif et Clémence Imer, sans parler ici de ses proches parents de la branche de Grenétel ou de son ami Auguste Peter. Se réunissant chaque semaine en hiver au Cercle de lecture situé d'abord dans la maison du notaire Wyss sur le port, puis, dès 1850, dans celle de Frédéric Schem aux Collonges, à l'invitation, à tour de rôle, des uns et des autres, les participants à ces réunions y faisaient, pour reprendre une expression chère à Frédéric-Théophile : «la partie», jouant souvent au boston ou y organisant d'autres divertissements tels que soirées de danse, pièces de théâtre ou récitals de chant.

Cette vie de société n'empêcha toutefois par Frédéric-Théophile de porter un intérêt permanent à la vie publique de sa cité. Membre actif de la confrérie des vigneron, il le fut aussi, pendant des années, du scholarquat. En 1833, il compta parmi les promoteurs de la nouvelle école des filles, tout comme, plus tard, vers le milieu du siècle, de l'orphelinat de Champfahy et du nouveau pro-

gymnase. Nommé en août 1832 membre du nouveau tribunal des mœurs remplaçant l'ancien Consistoire, il en devint, quinze ans plus tard, en janvier 1847, le président, ce qui ne l'empêcha pas, de 1839 à 1853, de participer aussi aux séances du conseil municipal en tant que membre de cette autorité. Appelé, de par ses fonctions, à assister aux séances annuelles de la Classe d'Erguël à Bienne, longtemps présidées par le doyen Morel de Corgémont, il fut, en 1852, élu membre du Synode cantonal nouvellement institué à Berne, fonction qu'il exerça régulièrement jusqu'à son décès.

Dernier tournant important dans sa vie, son père lui remit le 12 août 1834 la direction de sa cave et de ses vignes, tâche importante qui devait désormais absorber la majeure partie de son temps.

Six ans plus tard, le 21 juillet 1840, il quitta le logement qu'il avait occupé pendant une vingtaine d'années en ville pour aller s'installer chez son père – qui devait décéder peu après – dans la maison de famille, dite la maison des Bannerets, à côté de la maison de Bellelay.

C'est là que s'écoulèrent les dix-huit dernières années de sa vie, consacrées pour l'essentiel – en dehors de ses obligations pastorales de pasteur sans cure – à la gestion de ses biens et, plus particulièrement, à l'encavage et à la vente du produit de ses nombreuses vignes. Bénéficiant d'une fortune importante, il avait pris, par ailleurs, l'habitude de prêter de l'argent à tous les particuliers qui lui en faisaient la demande, aussi bien à La Neuveville même qu'à la Montage de Diesse et jusque dans le Seeland, voire même, une fois ou l'autre à des collectivités publiques telles que les communes environnantes, la Bourgeoisie où même en 1855 à l'Etat de Berne, opérations financières qui, si elles lui rapportaient des intérêts non négligeables, n'allaient pas non plus, souvent, sans lui causer pas mal de tracas dont son Journal, plus d'une fois, se fait le fidèle écho.

Alors que rien ne laissait présager une fin aussi soudaine, c'est de manière tout à fait inattendue que Frédéric-Théophile Imer mourut, arraché à ses multiples activités, le 13 avril 1838, dans sa soixante-quatrième année.

Conscients de la perte qu'ils avaient subie, ses concitoyens firent sceller, en son souvenir, une dalle funéraire contre la façade ouest de la Blanche Eglise, à côté du portique où on peut lire le verset suivant :

*« Mon âme demeure tranquille
regardant à Dieu : car mon
attente est à lui »*

PS 62.V.6

Quant à son épouse, Charlotte, elle lui survécut de sept ans et demi, pour s'éteindre, elle-même, le 9 octobre 1865, à quelques semaines de ses 65 ans, quinze jours avant son frère Florian.

Aujourd'hui le souvenir de Frédéric-Théophile Imer reste surtout vivant grâce au Journal qu'il tint tout au long de sa vie et qui nous restitue, d'une manière

qui n'a rien à envier à son illustre prédécesseur le pasteur Frêne, un tableau extraordinaire de ce qu'était la vie de La Neuveville et de ses habitants entre 1807 et 1858, soit pendant un demi-siècle, particulièrement riche en événements et bouleversements de tout genre.

Les traits de son visage, comme ceux de sa femme Charlotte, nous demeurent par ailleurs familiers, grâce aux deux beaux portraits que le peintre Bonjour réalisa d'eux en décembre 1835, en même temps que ceux de ses beaux-parents et de son beau-frère Florian et de son épouse Caroline Liomin.

VICTOR (28)

1795-1813

Fils de Georges-Frédéric (No 26) et de Henriette-Sophie Gibollet, frère cadet de Frédéric-Théophile (No 28), Jacques-Victor, né à La Neuveville, le 14 novembre 1795, devait connaître un destin tragique.

Jeune homme, il bénéficia, comme son frère aîné, d'une éducation soignée au milieu des siens, fréquentant la bonne société neuvevilloise, visitant avec son père leurs métairies à la Montagne, prenant avec son frère des leçons de flûte chez Messieurs Dröher, et, plus tard, Charles Racle, sans oublier en 1810, pendant quatre mois, des leçons d'armes avec un certain Monsieur Moreau, visiteur des douanes.

Grâce au Journal intime de son frère, nous savons aussi que le 20 septembre 1810, il se rendit avec celui-ci et les pensionnaires du pensionnat de la Cave de M. Tschiffeli à Neuchâtel pour y assister à la fête célébrée à l'occasion de la naissance du fils du prince Berthier.

Peu après, le 30 novembre, on le retrouve au bord du lac chassant le canard avec son frère, avant d'être reçu le 4 avril 1811, avec celui-ci, après deux mois de leçons, à la communion par le pasteur Chiffelle pour pouvoir communier le jour des Rameaux et à Pâques.

En 1811, après un séjour de quelques jours qu'il effectua avec son frère Frédéric-Théophile chez son oncle Exchaquet à Aubonne, il fit du 8 au 24 juillet avec celui-ci – auquel s'étaient joints pour l'occasion son petit cousin Louis-Auguste, de la branche des châtelains (No 68), ainsi que M. Henri Revel de La Neuveville et un jeune allemand, Fritz Boden, de Hambourg – une excursion d'une quinzaine de jours dans les Alpes savoyardes et suisses qui, de Genève, les conduisit par Chamonix dans le Valais et de là par le Grimsel dans l'Oberland bernois. Ce voyage dont nous possédons deux relations écrites, l'une très détaillée de Louis-Auguste (actuellement aux Archives de l'Ancien Evêché à Porrentruy), et l'autre de la plume de Victor (dans nos archives de famille), nous fournit un exemple vivant des difficultés et aventures de tout genre qui faisaient à l'époque le charme et le côté aventureux d'une équipée de ce genre. Ecrits, l'un et l'autre, d'autant plus poignants qu'ils constituent en fait les derniers témoignages que nous ont laissés ces deux jeunes gens qui devaient périr tous les deux à l'âge de dix-huit ans au service de la France.

Dernière mention faite par Frédéric-Théophile de son frère, nous savons que celui-ci l'accompagna avec son petit cousin Louis-Auguste le 6 novembre 1812 jusqu'à Neuchâtel, alors qu'il se rendait lui-même à Genève pour y entreprendre des études de théologie.

C'est là vraisemblablement la dernière fois que les deux frères devaient se voir.

Victime comme tant d'autres jeunes gens de nos régions des lois françaises sur la conscription alors qu'il n'avait pas encore dix-huit ans, Victor fut en été

1813 appelé à servir dans un des quatre nouveaux régiments de gardes d'honneur mis sur pied cette année-là par Napoléon.

Incorporé dans la deuxième compagnie du deuxième régiment de cette troupe d'élite, il fut fait prisonnier, avec beaucoup d'autres, par les Russes lors de la fameuse bataille des 16 à 18 octobre à Leipzig qui vit la débâcle des troupes françaises battues à plate couture par les armées coalisées.

Grâce à un certain baron de Benst qui le vit à Neustadt en Saxe, il put encore faire passer un message aux siens pour leur signaler qu'il allait être conduit à Egra en Bohême.

Ce fut là son dernier signe de vie, sans que l'on sache où et dans quelles circonstances il devait disparaître, une annotation tardive tirée du Journal de son frère Frédéric-Théophile du 25 septembre 1857 – quelques mois avant sa propre mort – laissant entendre que le décès de Victor serait intervenu « par suite de maladie ».

C'est ainsi que prit fin prématurément l'existence d'un jeune homme doué à qui tous les espoirs de bonheur et de réussite semblaient promis.

FRÉDÉRIC III (29)

1825-1909

Notaire, préfet du district de La Neuveville, député au Grand Conseil bernois, major à l'Etat-major fédéral, historien

Seul fils du pasteur Frédéric-Théophile Imer (No 27) et de Charlotte Imer, de la branche de Grenétel, sœur de Florian I (No 86), Théophile-Julien-Frédéric Imer, appelé familièrement « Fritz », naquit, à La Neuveville, le 4 janvier 1825.

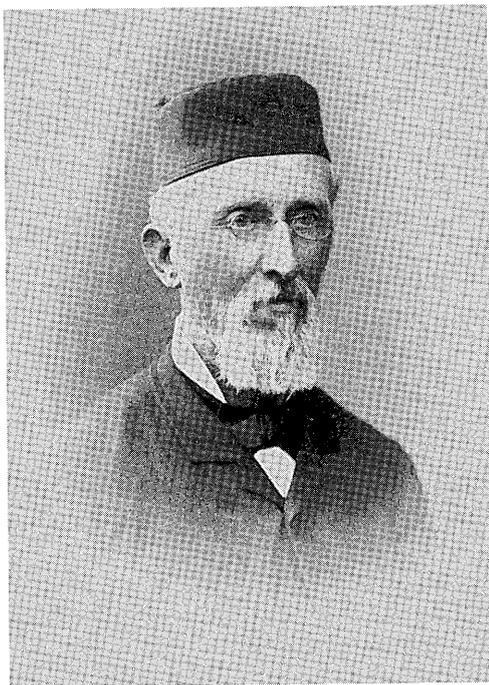
Après avoir bénéficié dès l'âge de trois ans de leçons particulières chez M^{lle} Gibert, puis à l'école privée de François Schad, il entra le 1^{er} mars 1832 à l'école publique chez M. Auguste Peter, le futur directeur du pensionnat du même nom, un grand ami de son père. Dès avril 1833, il prit par ailleurs des leçons de dessin chez Monsieur Louis Couleru, professeur de dessin d'origine française, qui enseigna pendant de longues années cette matière à La Neuveville.

Le 30 octobre 1836, il entra au collège de Bienne, où il retrouva, à la pension de Madame Blöesch, ses cousins germains Florian et Albert.

Dès mars 1841, on le retrouve au progymnase, puis l'année suivante au gymnase de la ville de Berne où il loge dans la pension du capitaine Pfander en même temps que Florian qui y poursuit ses études de droit.

En 1843, il entre à son tour à l'Université de Berne où il suit pendant deux ans des cours de droit et de littérature. En octobre 1844, il devient membre de la société d'étudiants de Zofingue, avant de partir une année plus tard, le 27 octobre 1845, pour Paris où il suit durant deux semestres, jusqu'à fin juin 1846, les cours de la Faculté de droit sous l'égide des professeurs Royer-Collard et d'Ortolan.

Attiré tout autant par la littérature et l'histoire, il fréquente parallèlement à la Sorbonne les cours de littérature qu'y donne Saint-Marc Girardin et au Collège de France ceux de littérature et d'histoire prodigués par Michelet, Philarète Chasles et Loménie, faisant preuve d'un bel éclectisme que l'on retrouve également dans le choix de ses lectures qui vont à cette époque de Michelet et Louis Blanc aux poésies d'André Chénier et au Childe Harold et au Manfred de Lord Byron. Entouré de nombreux amis suisses qui ont pour noms Landry, un camarade neuchâtelois, Alfred Chappuis, Kùpfer, Andrié, Chavannes, Jonquières, Güder, de Watteville, Wurstemberger, Ladame et Vogel, entre autres, il visite, tantôt avec l'un, tantôt avec l'autre, les environs de Paris, de Versailles à Fontainebleau, assistant à des audiences au Palais de Justice, visitant les musées de la capitale, courant les concerts et les théâtres où il aura l'occasion à plusieurs reprises d'admirer Mademoiselle Rachel ou la danseuse Carlotta Grisi, déjeunant avec ses amis à la Rotonde et dînant au passage Choiseul, fréquentant le café du Nord et le café Fleurus, voire, à l'occasion, le bal Valentino, « le plus comme il faut de Paris ». Aux Tuileries et plus tard à Fontainebleau, il entrevoit, à deux reprises, le roi Louis-Philippe et sa famille, de même qu'Ibrahim Pacha en visite



Le préfet Frédéric III Imer

à Paris. Un jour aussi, il se rend à Notre-Dame pour y entendre le fameux prédicateur Lacordaire.

Logeant à l'Hôtel du Cloître St-Benoît, près du Collège de France, il passe ses rares loisirs à jouer du piano, à écrire à sa jeune promise Octavie Landolt, âgée de dix-sept ans, dont il s'était épris peu avant son départ de La Neuveville, ou encore à tenir un journal intime grâce auquel nous pouvons suivre au jour le jour son emploi du temps. C'est ainsi par exemple que nous apprenons que Frédéric rencontra lors de son arrivée à Paris un autre Neuvillois, le pasteur Victor Gross, qui quelques mois plus tard devait quitter la capitale pour reprendre à Moutier la place laissée vacante par le pasteur Moschard. Pratiquement à la même époque, il eut

aussi la joie, du 19 au 28 février 1846, de faire visiter Paris – où ils s'arrêtèrent quelques jours avant de partir pour Cuba – à Alphonse Landolt et à sa femme Adèle dont il devait devenir deux ans plus tard le beau-frère.

L'année universitaire étant désormais arrivée à son terme, Frédéric embarqua en juillet 1846 au Havre pour se rendre à Londres où il resta une douzaine de jours, avant de rentrer le 12 août à La Neuveville, non sans avoir, sur le chemin du retour, visité diverses villes de Hollande, de Belgique et d'Allemagne.

De retour dans sa cité natale, il entre, le 20 octobre 1846, comme stagiaire, à l'étude du notaire Charles Bourguignon pour y continuer le stage de notariat qu'il avait commencé dans une étude de Berne.

Le 4 janvier 1847, le jour de ses vingt-deux ans, il se fiance avec Octavie Landolt, la plus jeune fille de Jean-Conrad Landolt (1767-1837), qui avait fait fortune à Cuba d'où il était revenu au début de 1828 avec sa famille, et de sa seconde femme, Marie-Antoinette Wuaring, née à Saint-Domingue. Mariés le 29 avril à Douanne, les jeunes époux firent leur voyage de noces en Italie, où ils visitèrent Turin, Naples, Rome, Civitavecchia, Florence, Livourne, Gênes et Milan, avant de rentrer, deux mois plus tard, à La Neuveville, le 26 juin.

Dans les jours qui suivirent, Frédéric et Octavie s'installèrent dans un logement à Grenétel chez le grand-père maternel de Frédéric, où vivaient déjà depuis deux ans sa sœur Lucie et son cousin Florian, mariés le 20 juin 1845.

C'est là, à La Neuveville, d'abord à Grenétel, puis, après la mort de son père, dans la maison des Bannerets, à côté de la Cour de Berne, que se déroula désormais la vie de Frédéric, partagée entre ses multiples activités civiles et militaires dont il convient de rappeler comme suit, ci-après, les principales étapes.

Patenté notaire en janvier 1849 à Delémont, Frédéric est nommé, le 18 juin 1850, par le Conseil-exécutif du canton de Berne, greffier du Tribunal de La Neuveville, poste dont il démissionnera deux plus tard afin de se vouer entièrement à son travail de notaire.

En janvier 1855, il fonde avec un certain M. Philippin de Neuchâtel une fabrique d'horlogerie au Faubourg pour laquelle il effectuera dans les années suivantes plusieurs voyages d'affaires en Allemagne, à la foire de Francfort, ainsi qu'à Leipzig et dans d'autres villes, expérience industrielle sans lendemain qui conduisit, peu après 1858, à l'abandon de la fabrication.

Membre du Conseil municipal, où il succéda à son père, de 1854 à 1856, puis, plus tard, du Conseil de Bourgeoisie, de 1860 à 1868, Frédéric Imer fut élu en 1858 député au Grand Conseil bernois où il représenta avec compétence le district de La Neuveville pendant dix ans, jusqu'à sa nomination en été 1868 au poste envié de préfet de ce même district, fonction qu'il devait exercer pendant vingt-deux ans jusqu'en juillet 1890, âgé désormais de 65 ans.

Ces activités d'homme politique et de magistrat n'empêchèrent pas Frédéric d'exercer accessoirement de nombreuses autres charges au service de la collectivité qui attestent de son engagement jamais démenti pour la chose publique. C'est ainsi qu'il exerça, de 1856 à 1858, la charge de proviseur du nouveau progymnase créé dix ans plus tôt, avant d'en présider pendant près d'un quart de siècle, de 1868 à 1902, la commission d'école. Membre du Conseil d'administration de la Caisse hypothécaire du Canton de Berne de 1875 à 1904, il fut également membre de la Commission cantonale de viticulture dès 1871 et son président de 1887 à 1905.

En octobre 1874, il représenta le Gouvernement bernois au congrès phylloxérique de Montpellier. Fondateur et président de 1864 à 1903 de la société de viticulture de La Neuveville, il s'activa en outre au sein des sociétés suisse et genevoise d'utilité publique, ainsi qu'en tant que membre de la société économique du canton de Berne et fondateur de la colonie agricole et professionnelle de Sérix pour la Suisse romande.

Sa carrière militaire ne fut pas moins intéressante. Entré en service, le 22 mars 1845, comme artilleur, pour une garnison de douze semaines, Frédéric en sortit avec le grade de sous-lieutenant. Après une nouvelle garnison de cinq semaines et deux jours en septembre/octobre 1846 à Thoune, puis du 23 septembre au 17 octobre 1847 dans cette même ville, il participe quinze jours plus tard, au mois de novembre 1847, avec la cp. d'art. 7, à la guerre du Sonderbund, prenant part le 14 novembre à la prise de Fribourg, avant de partir le 24 novembre avec sa compagnie de Huttwil pour Lucerne qui devait capituler le même jour. Après une nouvelle période de service de 78 jours, de juin à

septembre 1848, à l'école militaire de Thoune, il participe en juin/juillet 1849, comme premier-lieutenant, avec la cp.23, à la campagne du Rhin, en rapport avec l'affaire badoise (Busingerhandel). En 1854, il est nommé capitaine d'artillerie, puis entre en 1855 à l'Etat-major fédéral où il fonctionne comme adjudant du colonel Wurstemberger. En juillet 1856, il commande une compagnie d'artillerie et de train avec laquelle il effectue un camp d'artillerie à Colombier. Adjudant du lieutenant-colonel Herzog – le futur général – il est, en 1857, de piquet lors de l'affaire de Neuchâtel. Nommé major à l'Etat-major général en 1860, il donne deux ans plus tard sa démission pour raisons de santé, mettant ainsi un terme à dix-huit années de loyaux services à la patrie.

Passionné, dès sa jeunesse, par la littérature et le théâtre – il joua à plusieurs reprises dans ses jeunes années la comédie avec d'autres jeunes à La Neuveville –, Frédéric participa sa vie durant de manière active à la vie culturelle du Jura, d'abord, dès 1852, comme membre, puis, à partir de 1904, en qualité de président d'honneur de la Société jurassienne d'Emulation à laquelle il adressa de nombreux mémoires figurant dans les Actes de cette société. Correspondant régulier du « Vignoble » et du « Journal du Jura » et occasionnel de nombreux autres journaux jurassiens, il fut aussi, pour son plaisir et celui de ses proches, un versificateur d'occasion dont certaines pièces, comme les « Echos du Schlossberg » ou « Nos chers voisins » furent publiées dans les Actes précités, d'autres vers de circonstances, plus intimes, adressés à sa proche parenté, se trouvant dans nos archives de famille.

Auteur d'une dizaine de monographies consacrées à l'histoire de La Neuveville et de la région, Frédéric, dans d'autres travaux, ne dédaigne pas de se pencher sur des sujets touchant à l'actualité sociale, tels que, par exemple, l'éducation en établissement des jeunes filles vicieuses ou le travail dans les pénitenciers, sans oublier un opuscule publié à ses frais traitant de l'importance des bibliothèques populaires – preuve s'il en est de l'étendue de sa culture, comme aussi de l'intérêt persistant qu'il porta en tout temps aux problèmes de son époque.

Témoignage vivant de sa curiosité d'esprit, nous possédons par ailleurs de Frédéric Imer le Journal manuscrit de son séjour à Paris en 1845/46, un document qui nous renseigne on ne saurait mieux sur la formation intellectuelle d'un jeune homme de vingt ans se trouvant projeté au milieu du XIX^e siècle dans le monde fascinant de la Ville Lumière.

Dans le même ordre d'idées, on citera ici le voyage d'agrément et d'instruction que, jeune marié, il effectua du 8 juin au 6 juillet 1852 avec son ami Victor Gibollet en Allemagne du Sud, en Autriche et en Italie, périple au cours duquel nos voyageurs visitèrent Munich, Vienne, Trieste et Venise, avant de s'en retourner par Padoue, Vérone, Coire, Zurich et Berne.

Il n'est dès lors pas étonnant que lorsque Frédéric Imer décéda le 16 juin 1909, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans, il devait laisser auprès de tous ceux qui l'avaient connu le souvenir d'une personnalité particulièrement attachante et d'une vie à bien des égards exemplaire, ainsi qu'en témoignent notamment les

passages suivants tirés de la notice biographique que lui consacra dans les Actes de l'Emulation jurassienne de l'année 1909 l'avocat Jules Riat qui fut de 1905 à 1909 président de Tribunal à La Neuveville :

«... Tout le monde au district de Neuveville se souvient encore de la façon si habile et si courtoise à la fois dont il administra notre petite contrée, et pour tous M. Imer est resté jusqu'à son dernier jour «Monsieur le Préfet»... Si ses forces physiques avaient diminué par l'effet de son grand âge, en revanche ses facultés intellectuelles étaient restées d'une vigueur et d'une habileté parfaites. Je me rappellerai toujours avec quelle fraîcheur et quelle richesse de souvenirs, quelle finesse dans la critique, quelle facilité de parole et quelle correction dans le débit il nous fit, le 14 décembre 1905, à l'âge de 81 ans donc, une causerie de deux heures d'horloge sur ses souvenirs de la guerre du Sonderbund. Et il parlait si clairement, si simplement, si logiquement, sans aucune faiblesse dans la mémoire ni dans le raisonnement, sans aucune exagération dans l'expression ! C'était vraiment merveilleux.

Cet étonnement d'ailleurs, je l'éprouvais chaque fois que je m'entretenais avec lui. Il me parlait de toutes sortes de sujets, il avait des connaissances sur tout. Un jour, il me fit la plus instructive des conférences sur le régime juridique du lac de Biemme ; une autre fois, ce fut l'historique complet de l'assistance publique dans le Jura bernois ; une autre fois encore, un lumineux exposé de l'évolution politique du Jura depuis 1815 jusqu'à nos jours... »

A ce témoignage officiel, nous ajouterons ici le souvenir personnel que devait garder de Frédéric Imer le jeune Arthur Grosjean, plus tard professeur à l'Ecole supérieure de commerce, alors que, jeune élève au progymnase, il avait été chargé par son maître, M. Célestin Huguelet, à l'aider dans sa tâche de bibliothécaire à la bibliothèque de la ville :

«J'avais été choisi par M. l'ancien préfet Imer pour faire l'échange de ses livres. Tous les samedis, tirant poliment mon bonnet, je me présentais à lui, qui me recevait dans son bureau. Ayant confortablement dîné, il fumait un gros cigare, dont la fumée parfumait la pièce. Il y avait sur la table un appareil fumi-vore qui m'intriguait beaucoup. Je crois que c'est là que j'ai pris le goût du tabac, qui ne me lâchera qu'avec la vie. Ce bureau cossu, avec ses rayons chargés de livres, ses beaux meubles et son atmosphère sobrement élégante, me paraissait le comble de la richesse. De fait, monsieur Imer n'était point pauvre. Il habitait la maison qui fait suite à la Cour de Berne, rue du Port, et qui a été construite par le capitaine Rosselet. »

(Extrait d'un article paru dans le Journal du Jura du 20 XII 1940).

Née le 5 avril 1828, la veuve de Frédéric, OCTAVIE-Amélie LANDOLT – qui fut le grand amour de sa vie – devait, pour sa part, survivre de sept ans à son mari, pour mourir le 30 juin 1916, âgée de quatre-vingt-huit ans.

De leur union sont issus huit enfants :

- MARIE-Octavie-Amélie, née le 28 décembre 1849, décédée le 1^{er} janvier 1927, mariée le 6 novembre 1879 à Emile GRETHER de La Neuveville

- Frédéric-ERNEST, né en 1851 (No 30)
- ALPHONSE-Florian, né le 15 décembre 1853, décédé le 20 avril 1874, à l'âge de vingt ans et quatre mois
- PAUL-Albert, né en 1855 (No 31)
- JULIA-Adrienne, née le 27 août 1856, décédée le 26 avril 1889, à la fleur de l'âge, âgée de 33 ans seulement. Mariée le 14 octobre 1885, à François-Louis CAUDERAY, syndic d'Allaman dans le canton de Vaud, propriétaire d'un grand domaine agricole et viticole, «La Charrue», sis au bord de la route de Suisse, en-dessous du château, elle a eu trois enfants, Adrien (1886-1973), notaire, Ernestine (1887-1968) et Alphonse (1888-1944), père lui-même de trois garçons et une fille, dont nos arrière-petits-cousins ERNEST CAUDERAY (1916) et MICHELINE CAUDERAY (1920), les actuels propriétaires du domaine
- WILLIAM-Octave, né en 1858 (No 32)
- FANNY-Adèle, née à La Neuveville le 27 juillet 1859, décédée le 16 février 1883 à l'âge de pas tout à fait vingt-quatre ans
- ANTOINETTE-Coralie, née à La Neuveville le 13 décembre 1860, décédée le 3 avril 1876, âgée de quinze ans et quatre mois.

Conséquence inéluctable de la présence d'une famille trop nombreuses, les hoirs de Frédéric ne furent pas en mesure de conserver intacts les biens qui avaient été pendant plus de cent vingt ans l'apanage de la famille.

C'est ainsi que dix-huit mois déjà après sa mort, ils vendirent pour seulement 2000 francs à la commune de La Neuveville le beau domaine viticole de la Cascade, comprenant le pavillon de Croisevaux.

Quant à la belle maison patricienne des Bannerets à la rue du Port, ils s'en défirèrent sept ans après le décès de leur mère, en 1923, mettant ainsi un terme définitif à un des plus beaux chapitres de l'histoire neuvevilloise.

ERNEST (30)

1851-1908

Fils aîné de Frédéric Imer (No 29) et d'Octavie Landolt, Frédéric-Ernest Imer naquit à La Neuveville le 17 février 1851.

Agronome de son état, il était propriétaire à la rue du Port, vis-à-vis du Restaurant du Tonneau, d'un domaine agricole aujourd'hui disparu qui lui permit, à l'instar de son cousin germain Emile Imer, de la branche de Grenétel, avec qui il était très lié, de s'adonner à leur passion commune pour les chevaux et la chasse.

Marié le 8 novembre 1876 à AMÉLIE-Louise CHAPPUIS, née à Paris le 2 septembre 1856, fille de Jean-Baptiste-David et d'Elisabeth Treyvaud, propriétaires d'un beau domaine agricole à Cudrefin, ils eurent, de leur mariage, quatre garçons, dont deux – Eugène et Arnold – morts respectivement à l'âge de trois et un an, et une fille.

Ce sont, pour ce qui est des deux fils ayant atteint l'âge adulte :

- GEORGES, né en 1881 (No 33)

- ERNEST, né en 1883 (No 34)

ainsi que, seule fille des époux Imer-Chappuis :

- MARGUERITE-Sophie, née le 9 août 1879, décédée presque centenaire le 14 février 1978.

Mariée le 25 octobre 1905 à Frédéric-Paul Jeanneret, originaire des Ponts, enseignant et plus tard secrétaire à l'École d'ingénieurs de Lausanne, dont elle devait divorcer le 26 novembre 1923, Marguerite en eut deux garçons :

- PIERRE JEANNERET (1908-1990) allié Rey, père à son tour de deux filles, Christiane, alliée Glardon, habitant à la Tour-de-Peilz et Pierrette, célibataire, habitant Pully

- ANDRÉ JEANNERET (1912-2001), époux de Germaine Troxler (1907-1997), sans descendance, qui fut photographe en Ethiopie et en Afrique du Sud, avant de se retirer à Pully, puis Lausanne.

Après le décès prématuré de son mari, le 18 novembre 1908, dans sa 58^e année, Amélie Chappuis-Imer se retira à Lausanne où, après avoir entouré de soins vigilants son fils Georges atteint de tuberculose, elle s'éteignit le 5 novembre 1935, âgée de 79 ans, après une longue et pénible maladie.

Meilleure amie de notre grand-mère Marie Imer-Schem, Amélie conserva sa vie durant des liens étroits avec la famille de Grenétel, liens d'affection qui expliquent que c'est tout naturellement que son fils Georges et sa fille Marguerite, âgés de respectivement 17 et 19 ans, furent choisis par nos grands-parents comme parrain et marraine de notre père Florian Imer.

PAUL (31)

1855-1933

Avocat, maire de La Neuveville, préfet du district de La Neuveville

Troisième fils de Frédéric Imer (No 29) et d'Octavie Landolt, Paul-Albert IMER vit le jour le 25 février 1855 à La Neuveville.

Après avoir suivi le progymnase dans sa cité natale, il poursuivit ses études à l'Ecole cantonale de Porrentruy où il passa son baccalauréat en 1873.

Bien que ses goûts et ses aptitudes le poussassent plutôt vers les sciences exactes et les mathématiques, l'exemple de son père l'incita à embrasser la carrière du droit, d'abord à l'Université de Berne, puis à Leipzig, Strasbourg et Paris où il eut pour condisciple le futur juge fédéral et écrivain Virgile Rossel.

En 1881, il obtint son brevet d'avocat bernois et ouvrit aussitôt une étude d'avocat à La Neuveville où il pratiqua le barreau jusqu'en 1888.

Agé de 31 ans, il épousa le 23 juin 1886, HENRIETTE-Victoire MANCEL, de Paris, ce qui l'incita, deux ans plus tard, à s'établir dans la capitale française – où se trouvait sa belle-famille – pour y travailler dans le commerce et l'industrie jusqu'en 1902. Son domicile parisien se trouvait à la rue Lagrange No 10.

Revenu à La Neuveville avec sa famille, il y prit domicile à la route de Neuchâtel, à l'actuel No 14, dans la petite villa où avait habité au siècle précédent le médecin Napoléon-Henry Imer (No 109).

Nommé secrétaire municipal en 1903, il fut la même année élu au poste de greffier du Tribunal par le Conseil-exécutif.

Devenu maire de La Neuveville en 1909, il conserva ses fonctions de greffier du tribunal jusqu'à son élection le 5 août 1917 au poste de préfet du district, fonction qu'il conserva jusqu'à sa retraite en 1926.

Il fut aussi, pendant environ vingt ans, en qualité de représentant du district de La Neuveville, membre de la Commission de l'Ecole cantonale de Porrentruy.

Homme galant, d'un commerce agréable, magistrat apprécié, Paul Imer avait des intérêts intellectuels multiples, ainsi qu'en témoigne par exemple un manuscrit daté de 1906, dans lequel il met en parallèle dans un français châtié la religion et l'athéisme pour y arriver à la conclusion que s'il est indispensable que la société soit régie par des principes moraux, les religions comme telles, et la religion chrétienne en particulier, sont, pour ce qui est de leurs dogmes et leurs principes directeurs souvent absurdes, à rejeter comme autant de superstitions incompatibles avec une analyse tant soit peu rationnelle de ce qu'est notre existence.

A la fin de sa vie, après le décès de sa femme en 1924, il consacra non sans un certain talent ses loisirs à la peinture de paysages et natures mortes.

Jeune homme plein de tempérament, aimant la vie, il avait eu, au temps de ses études, entraîné par son ami Rosselet de Sonceboz, qui était un bon vivant notoire, une aventure galante dans le Vallon de Saint-Imier qui, selon ce qu'on en sait, ne serait pas restée sans suite.

Pour sa part, son épouse Henriette, sa cadette de cinq ans, née à Paris le 11 décembre 1860, décédée à La Neuveville le 11 avril 1924, dans sa 64^e année, a laissé à ceux qui l'ont connue, le souvenir d'une femme d'une grande élégance, aux beaux yeux noirs de velours qui eut sa vie durant la nostalgie de la grande ville, s'ennuyant mortellement à La Neuveville où son apparition – elle portait des boas de plumes et des chapeaux du dernier cri – ne manquait pas, de même que sa jalousie malade, de susciter des commentaires contrastés.

Demeuré en bonne santé jusqu'à la fin de sa vie, Paul Imer décéda le 29 décembre 1933 dans sa 79^e année, dernier représentant à La Neuveville de cette branche des bannerets qui, pendant sept générations, y avait joué un rôle de premier plan.

De leur mariage, les époux Imer-Mancel eurent deux garçons:

- RENÉ-Paul, né à La Neuveville en 1887 (No 35)
- GASTON-Frédéric, né à Paris en 1889 (No 36).

WILLIAM (32)

1858-1923

Dernier des quatre fils de Frédéric Imer (No 29) et d'Octavie Landolt, William-Octave Imer est né à La Neuveville le 20 mai 1858.

Parti, jeune, en Suisse alémanique, il y épousa le 3 janvier 1881 à Opfershofen en Thurgovie, Ida Klauser, née le 25 novembre 1859, fille de Jakob et de Barbe Ziegler, dont il devait divorcer six ans plus tard, le 21 septembre 1886.

Etabli à Uster, dans le canton de Zurich, comme négociant en vins, il se remaria le 5 novembre 1894 à Gais dans le canton d'Appenzell avec Hermina Hofstetter, née le 17 juin 1873, fille de Jean et de Bertha Meyer.

De cette union naquirent coup sur coup cinq enfants, à savoir trois garçons :

- OCTAVE-William, né en 1895 (No 37)
- ALPHONSE-Charles, né en 1897 (No 38)
- Léon-ROBERT, né en 1899 (No 39)

et deux filles jumelles, nées le 13 septembre 1898 :

- CORALY-Adèle, décédée à Zurich le 6 septembre 1957, âgée de 59 ans
- JOHANNA-Magdalena, décédée à Gais le 15 octobre 1923, atteinte de tuberculose, à l'âge de 25 ans seulement.

S'étant endetté à la suite de mauvaises fréquentations, dues partiellement, semble-t-il, à des abus propres à l'exercice de son métier, William abandonna par la suite sa famille, laissant à sa jeune femme la responsabilité d'élever seule ses cinq enfants, ce qu'elle fit avec un courage et une volonté exemplaires.

Retiré à La Neuveville à une date que nous ignorons mais qui pourrait coïncider avec le décès de sa mère en 1916, c'est là qu'il passa les dernières années de sa vie, dans la maison familiale à la rue du Port.

Au début des années 1920, il se rendit pour un certain temps au Brésil où son fils cadet Robert dirigeait une plantation de café et de cacao.

De retour en Suisse, il devait décéder, peu de temps après, dans sa ville natale, le 5 mai 1923, âgé de 65 ans.

GEORGES (33)

1881-1926

Deuxième fils d'Ernest Imer (No 30) et d'Amélie Chappuis, Georges-Frédéric-Ernest Imer naquit le 9 septembre 1881 à La Neuveville où il fit sa scolarité.

Dans sa jeunesse, il aimait s'adonner à la pêche et à faire du bateau sur le lac, avant – jeune encore – de tomber malade de tuberculose.

Devenu corpulent, le visage rougi par une fièvre qui ne le quittait pas, il fit de nombreuses cures à Zurich et Davos et dans d'autres stations climatiques. Condamné à l'inactivité, il venait cependant parfois en visite à Grenételet où il initia notre père – qui était son filleul – au piano en lui apprenant à jouer par cœur les premières mesures du Carnaval de Venise.

Son père étant décédé en 1908, Georges suivit sa mère à Lausanne où ils habitaient à l'avenue du Mont-d'Or.

C'est là qu'il passa encore près de vingt ans, pratiquement sans pouvoir quitter son lit, pour mourir le 4 mai 1926, dans sa 45^e année.

ERNEST (34)

1883-1963

Troisième fils d'Ernest Imer (No 30) et d'Amélie Chappuis, William-Ernest Imer naquit le 9 février 1883 à La Neuveville où, comme son frère Georges, il effectua sa scolarité obligatoire.

Jeune encore, il partit s'établir à Genève où il ouvrit, sous la raison sociale Ernest Imer et Co, un commerce d'électricité et de lustrerie au 32 du Quai des Eaux-Vives, en face du fameux jet d'eau. C'est là aussi, à la mairie du quartier, qu'il épousa le 7 mai 1908 Anne-Susanne Meister, née le 12 mai 1876 à Uhwiesen dans le canton de Zurich, son aînée de sept ans, fille de Karl Robert Meister et de Susanne Wetzel, dont il devait divorcer le 21 juin 1931.

Remarié à Genève le 27 octobre 1934 à Marcelle-Aline Antonioli, née dans cette ville le 27 septembre 1897, fille de Sem-Battista et d'Aline née Bréguet, il habitait à cette époque au 25 de l'Avenue de Champel.

Peu de temps après, il se fit construire une jolie villa, à laquelle il donna le nom de « Fleurs des Champs », à la Capite près de Vézenaz, dans la campagne genevoise, où il devait séjourner pendant une quinzaine d'années.

Devenu représentant de commerce – métier qu'il exerça avec beaucoup de savoir-faire – il travailla pendant plusieurs années, d'abord pour une fabrique argovienne spécialisée dans le papier d'aluminium, fournisseuse des fabriques de chocolat Nestlé, Peter, Cailler et Kohler, puis, plus tard, pour la fabrique de tabac Rinsoz et Ormond SA de Vevey.

Souffrant d'asthme, il quitta en 1950 ou 1951 la Capite et ses brouillards hivernaux pour aller s'établir à Sonzier en dessus de Montreux afin d'y bénéficier de l'air pur et du soleil de la Riviera vaudoise.

A la fin de sa vie, il se rendit régulièrement pendant les mois d'hiver en séjour à Menton pour y profiter du climat tempéré des bords de la Méditerranée.

Bon vivant, d'un naturel jovial, avec parfois une pointe de truculence, Ernest – le cousin « Nesti » comme on l'appelait dans la famille – aimait la bonne chère et les bons vins, recevant royalement ses invités dont, étudiant, je fus à plusieurs reprises, quand il habitait encore Vézenaz. Profondément bon, aimant la vie et la nature – je le revois encore arpenter la campagne genevoise vêtu de son ample pèlerine –, il avait vraiment ce qu'on appelle « un cœur d'or » allié à une belle philosophie de l'existence.

C'est avec beaucoup de tristesse que j'appris la nouvelle de son décès le 16 avril 1963 à Montreux, à l'âge de quatre-vingts ans.

Quant à sa veuve, Marcelle, qui de tout temps avait été un peu « spéciale », elle lui survécut d'une bonne douzaine d'années, pratiquement coupée du monde, aidée d'une nièce, pour s'éteindre le 19 octobre 1976, âgée de 79 ans.

RENÉ (35)

1887-1943

Fils aîné de Paul Imer (No 31) et d'Henriette Mancel, René-Paul Imer naquit à La Neuveville le 21 mai 1887.

Agé d'à peine deux ans, il fut emmené par ses parents à Paris où il demeura avec eux jusqu'en 1902, année de leur retour à La Neuveville.

Après avoir suivi ses classes dans notre localité, il termina ses études à Zurich.

Parti après sa majorité en Italie, où il fut pendant de nombreuses années secrétaire de la Chambre suisse de commerce à Gênes, il y épousa, le 4 décembre 1915, VERONICA VENICA, née en 1886, originaire de San Pietro, fille de Luigi et d'Anna Costapararia.

Appelé plus tard aux fonctions de chancelier du consulat suisse à Gênes, il y déploya une activité débordante, se dépensant sans compter pour ses compatriotes, tout particulièrement depuis la guerre en 1940, période pendant laquelle le personnel du Consulat fut, pour des raisons de sécurité, déplacé à Nervi.

Quelque quatre ans plus tôt, le 15 novembre 1936, il avait eu la douleur de perdre sa femme, âgée de cinquante ans seulement, ce qui contribua à ébranler une santé devenue fragile qu'il prit l'habitude de venir soigner en Suisse, ne manquant pas à chacun de ses passages de s'arrêter à La Neuveville.

Agé de 56 ans seulement, il décéda à Gênes le 22 novembre 1943, sans laisser de descendance.

Tenant physiquement de sa mère, la peau mate, les yeux foncés, il avait dans sa façon d'être et de s'habiller adopté une tenue et un genre qui, selon le souvenir que, petit garçon, j'ai gardé de lui, l'aurait aisément fait passer pour un citoyen de son pays d'élection.

GASTON (36)

1889-1987

Fils puîné de Paul Imer (No 31) et d'Henriette Mancel, Gaston-Frédéric Imer naquit le 14 mars 1889 dans la ville où – faut-il y voir un signe du destin ? – il devait par la suite passer la plus grande partie de sa vie, à savoir au No 26 de la rue des Halles à Paris, où ses parents s'étaient installés depuis peu, avant de prendre, par la suite, un logement au 10 de la rue Lagrange.

Revenu en Suisse en 1902 avec ses parents et son frère René, Gaston suivit de fin octobre 1902 à avril 1904 les cours du Progymnase de la Neuveville.

Parti à Zurich le 1^{er} janvier 1905 pour y effectuer un apprentissage commercial dans la maison Wimmensberger et Rochat, il obtint, deux ans plus tard, le 6 avril 1907, son diplôme de commerce, délivré par la société suisse des commerçants.

Engagé le 22 juillet 1907 au siège central de la société d'assurance «Zurich», il y travailla jusqu'au 30 avril 1911, avant de partir au mois de mai de cette même année à Paris où il devait dès lors gérer sa vie durant pour cette même société d'assurance un porte-feuille permanent, d'abord comme employé, puis comme agent indépendant.

A cette époque Gaston, qui avait été déclaré inapte au service militaire en Suisse en 1908, mais qui tint toujours à conserver sa nationalité suisse – il paya d'ailleurs régulièrement sa taxe militaire auprès des autorités compétentes en Suisse, respectivement dès 1923 par le biais de la Légation Suisse à Paris –, demeurait au 7 bis de la rue Clauzat.

Marié le 28 août 1920 à Asnières sur Seine à YVONNE-Madeleine SCHMID, née à Nancy le 15 février 1894, fille de Louis Schmid et de Jeanne-Caroline-Gabrielle Kubler, il alla habiter avec sa jeune épouse dans le XI^e arrondissement au 82 de la rue de la République où ils demeurèrent jusque dans les années trente, avant de s'installer au numéro 167 du boulevard Péreire dans le XVII^e arrondissement dans un bel appartement au quatrième étage où ils devaient rester pendant près d'un demi-siècle.

Restés progéniture, Gaston et Yvonne – Tony et Midoune pour les intimes – compensèrent cette absence d'enfants en effectuant de très nombreux voyages tant en Europe qu'en Afrique du Nord et au Moyen Orient – notamment au Maroc et en Turquie – sans oublier une croisière mémorable qui les conduisit jusqu'en Islande et au Spitzberg. Chaque année aussi – sauf pendant la guerre et l'exode des Parisiens vers le Sud de la France en 1940 –, ils avaient pris l'habitude de venir voir en été leur parenté en Suisse où ils passaient plusieurs semaines que ce soit à La Neuveville ou à Berne auprès de mes parents, ou encore au bord du Léman, à Genève – où ils retrouvaient volontiers leur cousin Ernest Imer, dit Nesti – et, plus tard, à Montreux, sans parler de séjours à Adelboden et Grindelwald dans l'Oberland bernois.

En 1980, ils eurent la satisfaction de pouvoir célébrer leurs noces de diamant, dix ans après leurs noces d'or fêtées à La Neuveville à l'hostellerie Jean-Jacques Rousseau où Gaston – qui fut de tout temps un danseur passionné – eut l'occasion d'étaler tout son savoir en la matière en dansant avec fougue ou languissamment valse et tangos avec les dames présentes dont plusieurs auraient pu être ses petites-filles.

Les dernières années de Gaston – dont la longévité exceptionnelle et la verdeur devaient faire l'émerveillement de tout son entourage – ne furent pas exemptes de tristesse. Le 31 octobre 1983, il eut le chagrin de perdre son épouse, à quelque trois mois et demi de ses quatre-vingt-dix ans. Vivant désormais seul dans son appartement, soigné par une gouvernante engagée avant la mort de sa femme, sujet à des problèmes respiratoires qui l'obligeaient à dormir accoudé dans son fauteuil, il survécut pendant trois ans et demi à celle qui avait été la compagne de sa vie pour s'éteindre, lui-même, le 16 avril 1987, à l'âge de 98 ans et un mois.

Affecté dans sa jeunesse d'un bégaiement qu'il sut surmonter grâce à une ténacité exemplaire, Gaston Imer – Parisien dans l'âme – laisse le souvenir d'un personnage placide et volontaire, d'une intelligence cartésienne dirigée essentiellement vers la science et l'actualité politique et financière, ses intérêts se portant de préférence sur des disciplines aussi techniques que les opérations boursières ou, pour ce qui est des jeux de société, sur les échecs.

Tout à l'opposé, son épouse fut, sa vie durant, marquée par une hypersensibilité artistique frisant parfois la névrose, vouant – elle-même une excellente pianiste – un culte excessif à Chopin dont elle allait chaque année fleurir la tombe le jour de sa mort au cimetière du Père Lachaise, en proie à une insatisfaction viscérale et à une espèce de bovarysme exacerbé bien dans la ligne des sentiments que nourrissaient souvent à cette époque les femmes issues de la moyenne bourgeoisie française.

OCTAVE (37)

1895-1978

Fils aîné de William-Octave Imer (No 32) et de Hermina Hofstetter, Octave-Wiliam Imer naquit le 5 août 1895 à Uster dans le canton de Zurich.

Ingénieur-civil diplômé du Polytechnicum de Zurich en 1920, il se spécialisa dans la construction de ponts et d'installations hydroélectriques, d'abord de 1920 à 1922 en Suisse comme assistant du professeur A. Rohn du Polytechnicum, puis dans différents pays européens tels que la France, la Belgique, l'Allemagne, la Tchécoslovaquie, l'Italie, la Turquie et la Russie.

Parti aux Etats-Unis, à New-York, en 1924, il y participa en 1927 à la construction du Mississipi River Bridge à Cairo dans l'Illinois, ainsi qu'à celle du premier pont du Lac Pontchartrain et du pont traversant le Rio Grande entre Matamoros et Brownsville.

Naturalisé Américain en 1929, il travailla dès lors pour de nombreuses sociétés, notamment dans le New Jersey en 1943, dans l'Etat de Washington en 1951, dans le Massachusetts et le Connecticut en 1956, le Minnesota et la Floride en 1957, l'Illinois en 1960, la Louisiane en 1963 et la Virginie en 1964, participant à la construction d'une douzaine de ponts, d'une demi-douzaine d'installations hydroélectriques, sans parler ici de sa participation à la construction et à l'élaboration de plans pour différents « buildings » et hangars dans divers états de l'Union, ainsi qu'au Chili et à Cuba, ayant parfois sous ses ordres jusqu'à 80 ingénieurs et « draftsman ».

Membre aux Etats-Unis de nombreuses organisations, instituts et associations professionnelles, il revint en Suisse après le décès de sa femme pour y passer ses vieux jours à Aldesago, un village situé sur les flancs du Monte Brè au Tessin.

Jouissant d'une bonne santé, encore toujours plein de projets et de joie de vivre, il fut brutalement fauché le 31 mai 1978 à 12h 30 sur un passage à piétons à Zurich par un jeune motocycliste de dix-neuf ans. Transporté grièvement blessé à l'hôpital cantonal, il y mourut sans avoir repris connaissance.

Marié le 6 janvier 1924 à St-Giles, comté de Londres, à Hedwig-Gertrud Knecht, née le 26 avril 1897, fille d'Ernest et de Margaretha-Elisa Haggemacher, Octave Imer en a eu quatre enfants :

- ISOLDE-Antoinette, née à New-York le 7 octobre 1924, mariée le 27 août 1944 à Homi Sethna, de nationalité indienne, puis remariée plus tard à Irving Kaskel, israélite, résidant à Hollywood, où elle est décédée le 2 mars 2001, brouillée avec sa famille

- OCTAVE-William-Tristan, né à New-York le 30 juillet 1927, décédé le 3 décembre 1928 pour avoir avalé un boulon

- JEAN, né en 1928 (No 40)

- OCTAVIA-Jeanne-Madeleine, née à New-York le 2 avril 1930, mariée le 28 avril 1953 à Lausanne à Jean-Pierre Brönimann, dont elle devait divorcer peu

après. Etablie en Italie, en dernier lieu à Milan, elle tenta sans grand succès d'y faire une carrière de cantatrice, gagnant par la suite son pain comme organisatrice et accompagnatrice de voyages. C'est à Milan également qu'elle devait décéder récemment, le 20 janvier 2000, après des mois de coma, des suites d'une tumeur au cerveau, dans sa septantième année.

Fait totalement ignoré de sa parenté suisse jusqu'à une date récente, Octave Imer – après avoir perdu sa femme lors d'un séjour à Carate Brianza en Italie le 7 mars 1973 – s'est remarié, un peu plus d'une année et demie avant l'accident qui devait lui coûter la vie, le 15 octobre 1976, à Manhattan/New York, à Hedwig Leder, née Rueff, citoyenne allemande, veuve depuis 1945, laquelle devait mourir pour sa part le 27 novembre 1992 à Küssnacht.

ALPHONSE (38)

1897-1956

Deuxième fils de William-Octave Imer (No 32) et de Hermina Hofstetter, Alphonse-Charles Imer naquit le 6 mai 1897 à Uster.

Après des études de commerce, il s'établit à Zurich où il épousa le 8 août 1925 Louisa-Bertha Hiltbold, née le 19 août 1900, décédée le 9 mars 1984, fille de Berthold-Robert et de Christine Nusser.

Pendant de longues années, il travailla comme collaborateur de son frère Robert, dans la fabrique Imerit SA (voir sous No 39), puis, plus tard, à Adliswil, dans la maison Blatti SA, spécialisée dans l'application de matières anti-corrosives.

« Très doué pour la langue mais moins pour la technique », aux dires de sa nièce Réjane, « il était d'un caractère gai mais en même temps une personne nerveuse et qui se faisait vite du mauvais sang ».

Il décéda le 30 octobre 1956, à Zurich, dans sa soixantième année, d'une tumeur au cerveau, laissant une fille, SILVIA, née le 26 juillet 1926, célibataire, employée à l'office des poursuites de Zurich, ville où elle a passé toute son existence et où elle vit actuellement dans une maison de retraite, après avoir soigné, pendant des années sa mère à domicile.

ROBERT (39)

1899-1986

Troisième fils de William-Octave Imer (No 32) et de Hermina Hofstetter, Léon-Robert Imer naquit à Uster le 15 octobre 1899.

Bon écolier, il fit son école secondaire à Uster, avant d'entrer à l'école d'agriculture de la Rütli à Zollikofen, dans le canton de Berne, où il suivit avec beaucoup d'intérêt les cours de chimie, sa branche préférée.

Après avoir complété sa formation par des cours d'agriculture tropicale, il se rendit au début des années 1920 au Brésil pour y diriger pendant trois ans une plantation de café et de cacao.

Rentré en Suisse quelques années seulement avant la grande crise économique des années trente, il se tira d'affaire en travaillant comme représentant, notamment pour une société de pâtes alimentaires, puis pour une société d'appareils optiques, une entreprise de rouleaux compresseurs, etc., tout en poursuivant des études de chimie à Zurich où il reprit, dès que l'occasion se présenta, la société de peintures Thiele qu'il développa considérablement grâce à la production de nouveaux produits.

Par la suite, il créa sa propre entreprise Imerit SA, spécialisée dans la production de protections anti-corrosives et de surfaces, avec siège à Richterswil, puis à Zurich-Seebach et Wetzikon, tout en s'occupant parallèlement d'affaires d'exportations/importations qui lui permirent d'acquérir une certaine aisance.

Etabli désormais à Neuchâtel, où il avait acheté une maison, il y vécut une dizaine d'années avec sa famille, de la fin de la guerre 1939-1945 jusqu'au milieu des années cinquante.

Professionnellement très actif, qualifié par sa fille Réjane de « personne très tenace et appliquée », Robert n'avait de cesse de trouver des solutions à des problèmes techniques jusqu'alors non résolus, ce qui explique la réussite, sur le plan matériel, d'une carrière d'industriel ne devant rien à personne.

Vers le milieu des années 1950, la famille se transféra à Schaan dans la Principauté du Liechtenstein où elle demeura pendant neuf ans.

L'âge de la retraite ayant sonné, Robert revint s'établir en Suisse, à Kempraten, vis-à-vis de Rapperswil, sur la rive nord du Lac de Zurich, où il construisit une belle villa familiale à flanc de coteau, au lieu-dit la « Rebhalde ».

C'est là, dans un cadre idyllique, qu'il passa les trente dernières années de sa vie, cultivant avec une passion jamais démentie son jardin et les nombreuses fleurs qui l'ornaient.

Décédé le 14 décembre 1986 à l'hôpital d'Uznach à l'âge respectable de 87 ans, Robert avait eu la joie, trois ans plus tôt, le 4 août 1983, de fêter ses noces d'or avec sa femme Réjane-Marie-Alphonsine Robbe, née le 1^{er} avril 1901, fille d'Arthur et de Marie-Marguerite Barbezat, qui devait lui survivre de quatre

ans, pour s'éteindre elle-même à près de nonante ans, le 11 janvier 1990, dans un home pour personnes âgées de Freienbach/SZ.

De leur union est issue – si l'on fait abstraction d'une fillette mort-née – une fille, prénommée RÉJANE, comme sa mère.

Née le 14 septembre 1939, celle-ci – après avoir obtenu sa maturité commerciale au Liechtenstein – seconda pendant de nombreuses années son père dans la conduite de son entreprise, d'abord comme simple employée, puis, en dernier lieu, comme responsable du secteur commercial et membre du conseil d'administration.

Mariée, une première fois, le 4 janvier 1963, à un collaborateur de son père, Ingo Wulff, ressortissant allemand, ingénieur diplômé ETH, elle en divorça en 1971 pour se remarier l'année suivante avec Marco Darani, citoyen tessinois, qui dirigeait une entreprise de protection anti-corrosion à Faido.

De ce deuxième mariage, rompu lui aussi par un divorce, en 1978, après une longue et pénible procédure, Réjane Imer a une fille, NADIA DARANI, née le 26 décembre 1973.

De retour à Rapperswil-Jona depuis 1976, Réjane a, depuis lors, travaillé tantôt comme traductrice indépendante, tantôt comme employée dans diverses entreprises, en dernier lieu en qualité de traductrice chez Lindt et Sprüngli à Kilchberg.

Désormais retraitée, elle a fait construire en 1999 à Kempraten, sur un terrain jouxtant l'ancienne maison de son père, une luxueuse villa-jumelle dont elle occupe la partie ouest.

JEAN (40)

1928

Médecin-dentiste

Né à New-York le 23 septembre 1928, Jean-Frédéric-Otto Imer est le fils d'Octave Imer (No 37) et de Hedwig Knecht.

Médecin-dentiste spécialisé dans la chirurgie dentaire, il fit de brillantes études, se classant deuxième de sa volée pour l'ensemble des Etats-Unis lors des « National Board Examens » de cette discipline.

Après avoir ouvert un cabinet à Annandale en Virginie, il pratiqua également, dès 1967, auprès du « Commonwealth Doctors Hospital » à Fairfax.

Son domicile privé se trouve au 3806 Bent Branch Road, à Falls Church, Virginia 22041.

Marié le 30 août 1963 à Fairfax County en Virginie, à HELGA Trapp, née le 11 juin 1940 à Mindelheim en Souabe, fille de Heinrich Trapp (1900-1962), technicien-dentiste, et de Hertha Aker, Jean a, de son mariage deux enfants :

- GUENTHER-Frédéric-Werner, né le 21 octobre 1963, à Alexandria en Virginie, et

- HEIDI Hertha Hedwig, née à Falls Church, le 4 juin 1968, alliée Sallee.

Jean et son fils Günther sont actuellement les derniers descendants mâles de la branche des bannerets.

B. LA BRANCHE CADETTE

SIGISMOND (41)

1750-1803

Pasteur, aumônier au régiment d'Eptingue

Fils du banneret Frédéric Imer (No 23) et de Jeanne-Marie Ballif, Sigismond-Victor, naquit le 3 novembre 1750 à La Neuveville.

Diacre d'Erguël à Saint-Imier en 1773, aumônier au régiment d'Eptingue en 1775, il fut successivement pasteur à Courtelary en 1778, puis à Tramelan dès 1781.

Doyen de la Classe d'Erguël de 1792 à 1796, il avait épousé le 6 octobre 1786, à La Neuveville, SOPHIE SAUNIER (1761-1843), fille d'Abram, maire de Tavannes, et de Marie-Madeleine Nicod, dont il eut neuf enfants :

- IMIER (YMER), né le 26 juillet 1787, décédé alors qu'il était étudiant à Berne

- AUGUSTE, né le 24 juillet 1788, célibataire, qui fut industriel à Lisbonne, puis à Malte, où il mourut en 1826, âgé de trente-huit ans

- SOPHIE, née le 7 octobre 1789, décédée célibataire le 10 février 1870 à Tavannes, où elle tenait une petite pension avec des pensionnaires en provenance, pour la plupart, de Bâle

- JULIE, née le 23 décembre 1790, épouse d'Abraham Voirol de Tavannes, le frère du fameux général Voirol

- GEORGES, né le 13 avril 1792, décédé le 19 février 1855, célibataire, professeur en Russie

- CHARLES-AMI, né en 1793 (No 42)

- LUCILE, née le 9 août 1795, épouse d'A. Juillerat de Sornetan, dont elle eut un fils, Ami Juillerat, père du musicien Jâmes Juillerat, décédé en 1938, et une fille qui épousa un M. Moll de Bienne

- FRÉDÉRIC-LOUIS, né en 1798 (No 43)

- SIGISMOND-LUCIEN, né en 1801 (No 44).

Commentant avec sa malice habituelle ces naissances successives dans son Journal, le pasteur Frêne nota à ce propos, lors d'une visite qu'il effectua à la cure de Tramelan le 30 juillet 1798, ce qui suit :

« Mon frère et moi allâmes à Tramelan, ou nous dînâmes chez M. Le Ministre Imer; je trouvai que sa femme s'embellissoit en faisant des enfans. »

Emporté à la fleur de l'âge, par une épidémie de fièvre (cf. *Journal du pasteur Frêne*, 3074/6), dans sa 53^e année, en pleine activité pastorale, le 21 mars 1803 à Tramelan, Sigismond était un amateur de musique éclairé, ainsi que l'atteste un lot de partitions se trouvant dans nos archives familiales.

AMI (42)
1793-1879

Quatrième fils de Sigismond Imer (No 41) et de Sophie Saunier, Charles-Ami Imer naquit le 29 novembre 1793 à Tramelan où son père était pasteur.

Enfant, il passa une fois ou l'autre des vacances à Bienne chez sa tante Marianne qui avait épousé en secondes noces le docteur François-Alexandre Neuhaus (1747-1803), chancelier de la ville de Bienne, dont la personnalité fit une grande impression sur lui.

Conscrit de l'Empire comme tant d'autres jeunes gens de nos régions enrôlés plus ou moins de force par l'administration française, il servit comme soldat sous Napoléon.

Après la défaite de l'Empereur en 1814, il en fut réduit à devoir rentrer à pied de Paris jusque dans son Jura natal, à Tavannes, où, célibataire invétéré, il tint longtemps une petite pension avec sa sœur aînée Sophie.

Devenu maire de Tavannes, propriétaire d'une métairie à L'Envers des Convers près de Renan, il épousa sur le tard, le 12 novembre 1855, à Langnau, à l'âge de 62 ans, Anne-Barbe Nyffenegger, âgée de 21 ans, fille de Jakob et d'Anne-Barbe Strahm, originaire de Signau, sa servante, qui devait décéder en 1869, à l'âge de trente-cinq ans, non sans qu'il ait eu, de ce mariage tardif, deux filles, SOPHIE, née en 1856, décédée au Beatenberg, et AMÉLIE, née en 1860, épouse de Conrad Gehring, dont elle eut, à son tour, trois enfants, une fille, Sophie, et deux garçons, Charles et Germain.

Quant à Ami, il mourut le 9 février 1879, à Tavannes, âgé de 86 ans.

FRÉDÉRIC-LOUIS (43)

1798-1870

Pasteur

Fils de Sigismond Imer, pasteur (No 41), et de Sophie Saunier, Frédéric-Louis Imer est né à Tramelan le 22 avril 1798.

Reçu dans le ministère bernois en 1821, il fut pasteur à Sornetan de 1823 à 1867, soit pendant 44 ans.

Marié le 25 octobre 1831 à Jeanne-Henriette Amez-Droz (1796-1879), fille d' Aimé Amez-Droz de La Chaux-de-Fonds, bourgeois de Valangin, résidant à Saint-Imier, il eut d'elle deux enfants:

- JEAN-Théophile, né en 1833 (No 45)

- MARIE-SOPHIE, née à Sornetan le 22 mai 1835, décédée à Lausanne, le 31 mai 1931.

Usé par une longue vie de labeur, Frédéric-Louis résigna ses fonctions en 1867, pour venir s'établir dans sa commune d'origine à La Neuveville où il habita dans l'aile est de Grenételet.

Connu sous le sobriquet de « Pfäffli », il décéda le 7 juillet 1870, à l'âge de 72 ans.

Sa femme, Jeanne-Henriette Amez-Droz mourut, pour sa part, neuf ans plus tard, le 21 décembre 1879, à Yverdon.

LUCIEN (44)

1801-1862

Dernier né des neuf enfants du pasteur Sigismond Imer (No 41) et de sa femme Sophie Saunier, Sigismond-Lucien Imer vit le jour le 5 novembre 1801 à Tramelan.

Orphelin de père, alors qu'il n'avait pas encore un an et demi, il s'établit, devenu adulte, à Tavannes, en qualité de négociant.

Marié le 22 mai 1835 à Marguerite Rossé (1800-1877), fille de Jean-Louis, de Court, il en eut deux garçons :

- PAUL-Lucien, né le 2 avril 1836, et
- Sigismond-LUCIEN, né le 18 mai 1839,

qui présentent la particularité d'avoir épousé, à tour de rôle, la même femme, Marguerite Nyffenegger (1840-1889), fille de Jacques, de Signau (apparemment une sœur de la femme de leur oncle Ami Imer), laquelle, après le décès de Lucien en 1875, à l'âge de 36 ans, se remaria avec son frère aîné, Paul, qui devait mourir peu après, le 2 juillet 1877, à l'âge de 41 ans.

De ce second mariage, Marguerite Imer-Nyffenegger avait néanmoins eu le temps d'avoir une fille, MARIE-MARGUERITE, née à Tavannes le 28 novembre 1876, poétesse à ses heures (quelques-uns de ses poèmes figurent dans les Actes de la Société jurassienne d'Emulation), qui épousa le 17 avril 1899 Oscar Perrollaz de Sion.

Décédée fort âgée, dans sa 90^e année, le 9 mars 1965, Marie-Marguerite Perrollaz-Imer eut de son mariage avec Oscar Perrollaz, une fille LUCIENNE PERROLLAZ (1910-1987), institutrice et licenciée en droit à Moutier, demeurée célibataire, que nous avons encore eu la chance de rencontrer à plusieurs reprises à la fin de sa vie, à l'occasion de réunions de famille.

Personne cultivée, d'une intelligence vive, c'est toujours avec plaisir qu'elle revenait, une fois ou l'autre, dans la cité de ses ancêtres où son grand-père Paul et son grand-oncle Lucien avaient passé, dans leur jeunesse, plusieurs années de leur vie dans la pension de M. Louis Chiffelle.

JEAN (45)

1833-1909

Seul fils de Frédéric-Louis (No 43) et de Jeanne-Henriette Amez-Droz, Jean-Théophile naquit à Sornetan le 23 juin 1833.

Sa jeunesse, dont nous ignorons les détails, paraît avoir été assez mouvementée.

Séjournant à Paris, il y rencontra en 1857, le peintre Albert Anker qui, le 10 mars de cette année, fit de lui un portrait à l'huile, d'après une esquisse au crayon, qui se trouvent tous les deux au musée de La Neuveville. On y voit Jean-Théophile Imer, de profil, sous l'aspect d'un jeune dandy élégamment vêtu d'une redingote grise et coiffé d'un chapeau de la même couleur.

D'une liaison qu'il eut alors qu'il avait largement dépassé la cinquantaine, Jean eut une fille naturelle, JEANNE-Marie-Louise, née le 3 août 1889, fille d'une certaine Marie-Louise Lamy de Champagnole, domiciliée à Genève.

Reconnue comme sienne par son père, Jeanne lui fut adjugée par décision du Tribunal civil de La Neuveville du 7 avril 1891.

Devenue majeure, elle épousa le 22 décembre 1913, Alexandre-Louis PARCHET, docteur en médecine établi à Vouvry, dans le canton du Valais.

Quant à son père, ingénieur de formation, issu de l'école spéciale de Lausanne, il travailla pendant plusieurs années comme chef des ateliers de la compagnie Jura-Simplon, avant d'être nommé à la fin de sa carrière, le 7 novembre 1897, ingénieur de la traction à Lausanne, avec entrée en fonction le 1^{er} février 1898.

C'est à Lausanne également que – dernier représentant mâle de la branche cadette des bannerets – il mourut le 21 avril 1909, dans sa 76^e année.

CHAPITRE VI

LA BRANCHE DES NOTAIRES

A. LA BRANCHE AÎNÉE

BENOÎT (46)

1667-1741

Notaire, conseiller et secrétaire de ville

Troisième du nom, Benoît Imer, né le 20 octobre 1667 – fondateur de la **branche des notaires** – est le fils de Jacques (162...-1709) (No 16) et frère de Lévy (No 21), fondateur de la branche des bannerets.

Suivant les traces de son père, membre du Petit Conseil pendant vingt-trois ans, il fit une longue carrière au sein de cette autorité, à la fois comme conseiller, maître du sceau et secrétaire de ville, de 1710 à 1741, après avoir été maître de la confrérie des vignolans en 1695 et membre du Grand Conseil dès cette date, jusqu'en 1709.

Notaire de formation, cité comme tel de 1688 à 1738, il fut une forte personnalité, voire à la limite un personnage remuant, n'hésitant pas, avec d'autres conseillers et le maître-bourgeois Jacques Cellier, à mettre en cause en 1714 la souveraineté du Prince-Evêque de Bâle dans un certain nombre de causes entrant, selon eux, dans les seules compétences du Magistrat (ou Petit Conseil).

Il s'ensuivit une enquête confiée à des commissaires du Prince au cours de laquelle six membres du Conseil furent mis en accusation, comme étant les plus fautifs.

Jugés in absentia à Porrentruy par la Cour princière, celle-ci rendit le 28 juillet 1714 un arrêt par lequel le maître-bourgeois Cellier fut condamné à la peine de mort et les conseillers Jean-Jacques Petitmaître et Benoît Imer au bannissement à perpétuité, les trois autres conseillers étant suspendus de leurs fonctions.

Le Prince-Evêque ayant commué la peine de mort de Cellier en celle de bannissement à perpétuité, les bannis se retirèrent à Gléresse d'où ils ne manquèrent pas d'entretenir le mécontentement des membres révoqués du Magistrat.

Cet état de choses dura jusqu'à l'été 1717 où, à la suite d'une médiation bernoise, les parties signèrent un traité connu sous le nom de « Convent de Reiben ».

Réhabilités, les trois bannis obtinrent à titre d'indemnité des sommes d'argent fixées, pour les héritiers du maître-bourgeois Cellier – décédé en juillet 1718 –, à 400 écus et, pour Jean-Jacques Petitmaître et Benoît Imer, à respectivement

250 et 300 écus, les deux derniers nommés étant par ailleurs réintégrés dans leurs charges, avec l'assentiment du Prince, lors du renouvellement annuel des autorités bourgeoises, le 15 janvier 1720.

Comme cela devait être le cas pour la plupart de ses descendants, Benoît habitait une maison au Faubourg, maison qui fut reprise lors du partage de ses biens par son fils Jean-Charles (No 55).

Ce document nous donne aussi la liste des enfants qu'il eut de son mariage avec MARGUERITE PERRIN, née le 9 décembre 1669, fille de Jacques, d'une famille originaire de Lignières, bourgeoise de La Neuveville depuis 1570 environ, et qui compta en son sein un maître-bourgeois, ainsi que plusieurs notaires et conseillers.

Ce sont dans l'ordre :

- JEAN-JACQUES, né en 1698 (No 47)
- JEAN-CHARLES, né en 1702, **ancêtre de la branche cadette** (No 55)
- JEAN-FRANÇOIS, né en 1703 (No 48)
- MARIE-MADELEINE, mariée le 17 novembre 1732 au conseiller Pierre

Ballif

- JEANNE-ÉSABEAU, née en 1710, décédée en 1765, « infirme et hors d'état de pouvoir se conduire par elle-même et moins encore de régir les biens qu'elle a eu de ses père et mère », qui vivait chez son frère Jean-Charles.

JEAN-JACQUES (47)

1698

Notaire, maître de la confrérie des vigneron et membre du Grand Conseil

Fils aîné de Benoît (No 46) et de Marguerite née Perrin, Jean-Jacques, né le 27 novembre 1698, fut, comme son père, notaire à La Neuveville où il est signalé en cette qualité entre 1725 et 1730.

De caractère contestataire, comme l'avait été avant lui son géniteur, il fit partie en 1734, des quelque cent trente citoyens mécontents qui prirent le parti du fameux Jean-Rodolphe Petitmaître lors des troubles qui mirent sens dessus sens dessous la cité au point de devoir faire intervenir leurs Excellences de Berne pour rétablir l'ordre.

Cela ne l'empêcha toutefois pas, quelques années plus tard, de 1738 à 1741, de fonctionner comme secrétaire du Consistoire.

C'est pourtant cette même année 1741 que sa vie devait basculer.

Selon une note manuscrite retrouvée dans les papiers de mon père, c'est cette année-là qu'à la suite d'un conflit familial – il se disait « vu d'un mauvais œil à la maison » – Jean-Jacques décida en effet de partir à l'étranger afin de s'y engager dans un régiment suisse au service étranger, ce qui, après des essais infructueux auprès des régiments de Courten à Valenciennes et de Wittmer à Cambrai, lui réussit finalement à Douay auprès du régiment de Bettens où il fut engagé comme volontaire dans la compagnie de Watteville, tout en devant, faute de place au quartier, loger chez l'habitant.

Signalé comme absent en France, avec le grade de sergent, dans l'acte de partage de son père, le 22 septembre 1741, il semble toutefois être rentré peu après en Suisse, où il figure en 1742 dans les manuels du Conseil comme maître de la confrérie des vigneron et, par conséquent, comme membre de plein droit du Grand Conseil de la ville.

Provisoirement réconcilié avec sa femme – son dernier fils, Samuel, fruit apparemment de cette réconciliation, devait naître, le 29 juillet 1743 –, il ne tarda toutefois pas à se voir confronté bientôt à des difficultés financières croissantes qui en disent long sur son comportement tant public que domestique à cette époque.

Sous la date du 15 mars 1743, on peut en effet lire ce qui suit dans les manuels du Conseil :

« La femme du s. Jean-Jacques Imer, noth., par le Sr. Marolf demande qu'il plaise à Messieurs du Conseil, vu la conduite déréglée de son mari, lui permettre de faire une publication, afin d'obliger les gens d'aller régler compte avec pour ce qu'elle pourra leur devoir, afin de savoir l'état de ses affaires. Délibéré que ledt. mari sera cité à paraître ici, vendredi prochain pour être entendu contradictoirement et qu'alors il sera délibéré ce que de droit ».

Les choses ne devaient pas s'améliorer dans les mois qui suivirent.

Profondément endetté, pratiquement acculé à la faillite, Jean-Jacques dut se résoudre – ainsi qu'en témoignent de nombreux actes datés d'octobre à décembre 1743, conservés aux Archives de la Bourgeoisie – à vendre ses biens par « montes publiques », « afin de payer ses dettes et apaiser ses créanciers », biens parmi lesquels figuraient notamment un pré à Lignièrès, une vigne à Crosevaux et, surtout, la maison qu'il possédait au Faubourg, « jouxtant devers midi la maison de la Cave de feu M. le banneret Chiffelle, la maison Baillif de vent et de joran et le chemin tendant au moulin de bize. »

Qu'advint-il de Jean-Jacques Imer à la suite de cette déconfiture financière ?

Repris par le goût des armes, une lettre adressée par son frère Jean-François (No 48) de Stendal en Saxe au Conseil de La Neuveville, le 27 avril 1744, nous apprend qu'il servait à cette époque « en service en France », dans la compagnie du baron Drohl du régiment de Willemehr.

De retour chez lui, à une date que nous ignorons, une pièce du 12 juillet 1756, adressée aux membres du Petit Conseil à propos des honoraires dus par celui-ci à son fils Jean-Jacques décédé peu avant, nous permet de dire que Jean-Jacques Imer était toujours en vie à ce moment-là.

A défaut de précisions concernant la date de sa mort, nous connaissons en revanche le nom de cette épouse avec laquelle il vécut, semble-t-il, du moins à la fin de son mariage, en si mauvaise intelligence.

Décédée le 3 mai 1779, celle-ci s'appelait ANNE-FRANÇOISE BOURGUIGNON et était issue d'une des familles parmi les plus notables de La Neuveville.

De son mariage avec Jean-Jacques Imer, sont issus six enfants, trois garçons et trois filles, qui sont, pour ce qui est de ces dernières :

- ANNE-BARBE, née en 1726 et MARIE-AGATHE, née en 1735, dont nous ne savons plus rien et

- MARIE-ANNE, née en 1732, épouse de Jean-Jacques PETER, et mère, elle-même, de Samuel Peter (1764-1840), régent, ainsi que de Susanne-Ursula Peter, mariée à David Marolf, dont nous descendons par leur fille LYDIA MAROLF (1785-1857) qui devait épouser le brigadier des hussards JEAN-JACQUES SCHEM, père de notre arrière-grand-père Frédéric Schem.

Quant aux trois fils de Jean-Jacques Imer et d'Anne-Françoise Bourguignon, ce sont, dans l'ordre :

- JEAN-JACQUES, né en 1728 (No 49)
- ABRAHAM-CHARLES, né en 1730 (No 50)
- SAMUEL, né en 1743 (No 51).

JEAN-FRANÇOIS (48)

1703-17...

Troisième fils de Benoît Imer (No 46) et de Marguerite Perrin, Jean-François Imer naquit à La Neuveville le 19 août 1703.

Cadet de la famille, il n'eut, semble-t-il, pas d'autres choix que de s'engager comme soldat au service étranger.

Par ce fait même, sa vie ne nous est que très partiellement connue.

C'est ainsi qu'au moment du partage des biens de son père, le 22 septembre 1741, il est signalé comme « absent à l'étranger », à Landau et Strasbourg.

Trois ans plus tard, une lettre envoyée le 27 avril 1744 de Stendal en Saxe, dans la vieille marche de Brandebourg, par Mr. Le Clerc, directeur et juge de la Colonie française et palatine, nous apprend qu'il servait à cette époque comme mousquetier dans la compagnie du colonel de Rindstorff, dans le régiment d'infanterie de S.A.S. le prince héréditaire Léopold d'Anhalt-Dessau, au service de sa majesté le roi de Prusse.

Dans cette lettre, destinée au Conseil de La Neuveville, Jean-François déclarait s'en remettre entièrement, s'agissant de ses droits dans la succession de son père, aux bons soins de son frère Jean-Charles, en qui il affirmait avoir « une grande confiance », l'autorisant notamment à prendre, en tant que son « procureur et mandataire », toutes les mesures utiles en vue de gérer au mieux, à sa place, tous les biens pouvant lui parvenir.

C'est là, en l'état actuel de nos connaissances, la dernière indication que nous possédons concernant Jean-François Imer, dont nous ignorons ce que fut sa destinée après 1744, comme aussi la date de sa mort.

JEAN-JACQUES (49)

1728-175(6)

Notaire

Fils aîné de Jean-Jacques (No 47) et d'Anne-Françoise Bourguignon, Jean-Jacques Imer est né le 10 juillet 1728.

Notaire, comme l'avaient été, avant lui, son père et son grand-père, il obtint sa patente le 10 mai 1752.

Le sort ne lui permit toutefois pas de pratiquer très longtemps.

Par un document intitulé « Extrait du rôle de feu le receveur et notaire Jean-Jacques Imer contre Messieurs du Magistrat », remis par son père au Conseil de bourgeoisie le 27 juin 1756 pour des écritures et vacations qu'il avait effectuées pour celui-ci de 1752 à 1754, nous savons en effet que Jean-Jacques Imer était décédé à cette date, son décès étant intervenu soit en 1755, ou, au plus tard, au début de 1756, alors qu'il était âgé de 28 ans.

Demeuré célibataire, Jean-Jacques Imer n'a pas laissé de descendants.

ABRAHAM-CHARLES (50)

1730-1801

Membre du Grand Conseil et maître de la confrérie des vigneron

Né à La Neuveville le 29 décembre 1730, Abraham-Charles est le second fils de Jean-Jacques Imer (No 47) et d'Anne-Françoise Bourguignon.

Sa vie nous est à peu près inconnue, si ce n'est que nous savons qu'il fut membre du Grand Conseil de la ville en 1769, puis de nouveau de 1787 à 1789, ainsi que « moderne maître » de la confrérie des vigneron en 1788.

Décédé le 17 janvier 1801, à l'âge de 70 ans, il avait épousé SALOMÉ TUTSCH, décédée en 1815, originaire de Gléresse, dont il eut cinq enfants :

- SAMUEL, né en 1779, et les jumeaux ALEXANDRE et MARIE-ROSE, nés en 1784, dont nous ne savons plus rien, ainsi que
- ABRAM-CHARLES junior, né en 1778 (No 52)
- JEAN-FRANÇOIS, né en 1783 (No 53).

SAMUEL (51)

1743-1828

Notaire, conseiller et secrétaire de ville

Figure la plus marquante de la branche aînée des notaires, après son grand-père Benoît, Samuel était le plus jeune fils du notaire Jean-Jacques Imer (No 47) et d'Anne-Françoise Bourguignon.

Né le 29 juillet 1743, il pratiqua le notariat de 1765 à 1813, soit pendant près d'un demi-siècle.

Membre influent du Petit Conseil de 1773 à 1797, puis de nouveau – après la parenthèse française – de 1814 à sa mort le 16 octobre 1828, il y joua un rôle en vue, notamment en sa qualité de maître d'église de 1791 à 1793, de receveur des caves et de boursier en 1795 et 1796, mais aussi et surtout en tant que secrétaire de ville – comme l'avait été avant lui son grand-père Benoît – de 1783 à 1789.

Sous le régime français, il fonctionna en outre, dès 1798, comme receveur de la commune.

Rompu aux affaires, il s'activa par ailleurs, parallèlement à ses charges officielles, comme marchand patenté spécialisé dans l'épicerie et comme commissaire arpenteur (cité comme tel dès 1773), ce qui explique le terme de « commissaire » dont son nom est souvent accompagné.

Il fut aussi, pendant de longues années, receveur de Messieurs les Révérends Chanoines du Chapitre St.-Urs de Soleure, activité qui devait être reprise par la suite par son beau-fils François Imer, de la branche des châtelains (No 65).

A la fin de sa vie, de 1820 à 1828, alors qu'il habitait la maison Bourguignon sur le port, il y prit quelques pensionnaires venus à La Neuveville pour y apprendre le français.

Marié le 20 janvier 1772 à SUZANNE-SOPHIE PETITMAÎTRE (1744-1808), fille de Sigismond Petitmaître (1703-1795), médecin-chirurgien, conseiller et banneret, et de Suzanne-Marie Imer (1707-1784), de la branche des bannerets, cousine germaine de son père, il en eut deux filles :

- SOPHIE, née le 14 novembre 1772, décédée le 7 avril 1851, épouse de FRANÇOIS IMER (1767-1842), et dont la fille, Julie-Emilie Imer (1812-1868), épouse de Charles Bourguignon (1811-1884), notaire, président de Tribunal et député, devint par son mariage l'ancêtre de la branche des Bourguignon établis en Australie, ainsi que de Mesdames Hélène-Emilie Lardet-Bourguignon (1900-1986) à la Neuveville et Violette Aberegg-Bourguignon (1914), domiciliée à Berne-Liebefeld

- MARIANNE-EMILIE, née le 21 mars 1781, décédée le 19 août 1859, épouse de JEAN-PIERRE BOURGUIGNON (1777-1838), tanneur et juge de paix, cousin germain de Charles Bourguignon mentionné ci-dessus, devenue par son mariage l'ancêtre des frères Gustave et Henri Bourguignon qui vécurent à



Le notaire et secrétaire de ville Samuel Imer-Petitmaître - Portrait à l'huile d'un auteur inconnu

La Neuveville jusqu'à leurs décès en 1943 et 1946 dans la maison de Gléresse (l'actuelle préfecture) acquise par leur famille en 1804.

Dus à un peintre italien, les portraits de Samuel Imer et de sa femme – d'une très belle facture, rappelant celle du banneret Frédéric II Imer – se trouvent actuellement chez Madame Violette Aberegg-Bourguignon à Berne-Liebefeld.

Quant aux portraits, dus probablement au peintre Bonjour, de leur fille Marianne-Emilie et de son mari Jean-Pierre Bourguignon, ils sont actuellement la propriété de l'auteur de ces lignes, de même qu'une aquarelle de Jean-Pierre Bourguignon jeune homme.

ABRAM-CHARLES (52)

1778-1830

Fils aîné d'Abram-Charles (No 50) et de Salomé Tütsch, Abram-Charles junior naquit à La Neuveville le 12 janvier 1778.

Marié le 12 mars 1807 à Marie-Rose Grether, fille de Nicolas et de Marie-Elise Pelot, sa destinée fut des plus modestes.

Désigné dans les procès-verbaux du Conseil sous le nom d'Abram-Charles du Faubourg pour le différencier de son homonyme de la branche de Grenétel, il occupa à plusieurs reprises des emplois subalternes comme garde-champêtre en 1813 et 1814, de petit sautier de 1814 à 1816, puis de nouveau comme garde-champêtre de 1817 à 1822, où il est cité pour la dernière fois en juillet de cette année lors de sa réélection à ce poste.

Par acte notarié du 24 janvier 1818, Abram-Charles et son épouse Marie-Rose Grether, «de lui autorisée», ainsi que les co-héritiers de cette dernière, Georges Grether, boucher et aubergiste au Lion d'Or, et Nicolas Grether, aubergiste à la Couronne, vendirent à Sigismond Himely, membre du Grand Conseil, la maison située au Faubourg No 207 «ayant vue du côté du midi et sur le derrière dans la rue», provenant de la succession de leur belle-mère veuve de Nicolas Grether, plus un petit jardin et une vigne située au midi de ladite maison. Celle-ci, portant actuellement le No 31, devint par la suite la propriété de Samuel Landolt, puis, par hérédité, de Paul Revel, avant de passer finalement, après plusieurs autres mutations, à Monsieur Willy Mœckli, libraire, décédé en mars 1999.

Demeuré sans descendance, Abram-Charles connut une fin peu glorieuse.

Dans son Journal, le pasteur Frédéric-Théophile Imer nous relate en effet dans les termes suivants les circonstances de sa mort:

«Abram-Charles Imer (dit la gogue) a été trouvé mort à 4 hrs du matin près du pont de Vaux; il était revenu très tard et ivre depuis Le Landeron, il est tombé dans un petit fossé où il a étouffé; on a fait l'ouverture du corps».

Exposée à l'enchère publique le 9 novembre de la même année, la maison qu'il possédait au Faubourg fut achetée par les demoiselles Cunier, filles de feu David, pour la somme de 180 louis, ainsi qu'une vigne de 5/4 d'ouvrier «qui allait avec».

JEAN-FRANÇOIS (53)

1783-1811

Troisième fils d'Abraham-Charles (No 50) et de Salomé Tütsch, Jean-François, né le 28 juillet 1783, devait décéder jeune, le 2 mars 1811, à l'âge de vingt-huit ans seulement.

C'est pourtant à lui que la branche aînée des notaires doit de s'être perpétuée jusqu'au début du XX^e siècle, à vrai dire sans que ses descendants ne jouent plus le moindre rôle dans la vie publique de la cité.

Marié le 18 mai 1805 à MARIANNE BOURQUIN (1778-1852), fille de Jacob, de Sonvilier, Jean-François eut de celle-ci deux garçons, devenus orphelins de père, l'aîné à l'âge de trois ans et le cadet à l'âge de cinq mois.

Ce sont dans l'ordre:

- JEAN-FRANÇOIS, né le 28 février 1808, décédé à une date indéterminée en Amérique

- CHARLES, né le 25 septembre 1810, décédé à La Neuveville le 19 décembre 1899.

Marié le 29 avril 1837 à Sophie Ehrensperger (1815-1877), d'Oberwinterthur, Charles eut, à son tour, trois enfants, une fille:

- ALINE, née à La Neuveville, le 4 août 1839, décédée à Saint-Pétersbourg le 4 avril 1867

et deux fils:

- FRANÇOIS-CHARLES, célibataire, né le 21 octobre 1837, décédé le 20 mai 1905, dont on sait qu'il tenait à La Neuveville l'Hôtel-pension Beausite

- CHARLES-GUSTAVE, né en 1850 (No 54).

CHARLES-GUSTAVE (54)

1850-1921

Fils cadet de Charles Imer et de Sophie Ehrensperger, petit-fils de Jean-François (No 53), Charles-Gustave Imer est né à La Neuveville le 10 juin 1850.

Célibataire, dernier représentant de la branche des notaires, qui devait s'éteindre avec lui, le 6 mai 1921, il habitait, comme la plupart de ses ancêtres, au Faubourg dans la maison héritée de ses parents.

Propriétaire de quelques biens, notamment d'une vigne au Tirage, il vécut jusqu'à sa mort dans une aisance discrète.

Son apparition de vieil original – il avait coutume de se promener coiffé d'une espèce de chéchia brodée de perles – lui avait valu le surnom de « roitelet du Faubourg », marque tangible de la fierté qu'il tirait de sa qualité de bourgeois.

Après son décès, sa maison, sise à la rue du Faubourg 7, et sa vigne du Tirage furent rachetées par Monsieur Jules Ketterer, à l'époque secrétaire municipal.

Elle devint, par la suite, la propriété de Madame Paulette Esch-Ketterer, décédée il y a peu.

B. LA BRANCHE CADETTE

JEAN-CHARLES (55)

1702-1752

Conseiller

Second fils de Benoît (No 46) et de Marguerite Perrin, Jean-Charles est né en 1702 à La Neuveville où il devait décéder à l'âge de cinquante ans, en 1752.

Perruquier de profession, il fit surtout une carrière honorable dans les conseils de la ville, d'abord dès 1729 au sein du Grand Conseil – tout en revêtant parallèlement, dès 1732, la charge de petit et, de 1738 et 1743, celle de grand sautier – puis, de 1735 à 1751, comme membre du Petit Conseil.

Sa vie, ainsi que l'attestent diverses pièces conservées dans les archives bourgeoises, fut émaillée de nombreux litiges judiciaires qui donnent à penser qu'il ne fut pas toujours un personnage de tout repos.

Comme ce fut le cas aussi pour son frère aîné Jean-Jacques (No 47), il semble s'être trouvé à la fin de sa vie dans une situation financière délicate, certains des biens échus à sa veuve, dont notamment sa maison gisant à la rue du Marché, ayant dû, après son décès, « être mis et exposés en discussion pour payer ses légitimes créanciers, suivant coutume et par permission de la Seigneurie », le 14 avril 1752.

Marié le 25 septembre 1723 à JEANNE-MARIE PETITMAÎTRE (1695-1768), fille de Jean-Jacques, orfèvre, né en 1668, et sœur de Jean-Rodolphe Petitmaître (1693-1747), orfèvre lui aussi et initiateur des troubles du même nom en 1734, Jean-Charles Imer en eut deux filles, MARIE-MARGUERITE, née en 1725, et MARIE-AGATHE, décédée en 1755 à l'âge de 26 ans, ainsi que deux fils:

- JEAN-JACQUES, né en 1727 (No 56)
- JEAN-CHARLES, né en 1735, qui n'a pas laissé de trace.

JEAN-JACQUES (56)

1727-1784

Fils aîné de Jean-Charles (No 55) et de Jeanne-Marie Petitmaître, Jean-Jacques Imer naquit à La Neuveville le 30 mars 1727.

Horloger de formation, il partit à Paris où il se voua avec succès au négoce de l'horlogerie.

Fortune faite, il décida de rentrer en Suisse où il acquit en 1782, des créanciers de l'ancien propriétaire Mr. de Vautravers, la magnifique demeure du Rockhall située à la sortie de Bienne au Faubourg du Lac, avec tout le mobilier, comprenant notamment des tableaux et des estampes sous glace.

Homme d'une grande courtoisie, d'un commerce agréable, Monsieur Imer, dit du «Rockhall», ainsi que le désigne le pasteur Frêne, qui eut l'occasion de le rencontrer à plusieurs reprises soit chez lui, soit lors d'excursions dans le Jura, n'eut malheureusement pas l'occasion de profiter longtemps d'une retraite amplement méritée.

Décédé le 14 mai 1784 à l'âge de 57 ans seulement, il laissa à sa femme et à sa fille toute la charge de l'entretien du Rockhall, ce qui n'était pas une mince affaire.



La maison du Rockhall à Bienne, propriété de Jean-Jacques Imer-Gibollet de 1782 à 1793

Très entourée par son frère célibataire Charles-Victor Gibollet qui fut pasteur à Orvin dès 1775, puis à Bienne dès 1784, Madame Imer se vit dans l'obligation de se défaire d'une partie des vignes appartenant au domaine, avant de se mettre en quête d'un acheteur éventuel.

En février 1787, laissant la maison à la garde du banneret Wildermeth, elle la loua en partie au fameux aventurier le comte de Cagliostro qui y exerça ses talents de guérisseur pendant plus d'un an jusqu'à son départ précipité fin juillet 1788.

Par la suite, elle eut pour locataire un certain comte Kercado qui y mena une vie retirée, entouré d'un personnel dont le comportement lui valut une fois ou l'autre d'avoir maille à partir avec les autorités ecclésiastiques de la ville.

En mars 1793, la veuve de Jean-Jacques Imer vendit finalement le Rockhall, y compris le mobilier, par enchères publiques, à une certaine dame Le Bretton des Chappelles, dont le mari avait été sénéchal et lieutenant général de l'Amirauté Saint-Marc à St-Domingue, le tout pour le prix d'adjudication de 38'000 livres, payable à raison de six tranches annuelles, avec un intérêt de 5%.

Fille du pasteur Baruc Gibollet (1692-1773) et d'Anne-Barbe Moschard, originaire de Moutier, SUZANNE-MARIE GIBOLLET (1731-1810) avait épousé Jean-Jacques Imer le 14 juin 1757 à La Neuveville.

De leur mariage, les époux Imer-Gibollet eurent trois enfants, tous les trois nés à Paris, sans que l'on ne connaisse l'année exacte de leur naissance respective, sauf pour le plus jeune né en 1772 plusieurs années après son frère aîné et sa sœur.

Ce sont, pour ce qui est des garçons :

- ALPHONSE (No 57)

- CHARLES-VICTOR, le plus jeune, né en 1772 (No 58).

Quant à leur sœur, MARIE-SOPHIE, probablement l'aînée des trois enfants, née vraisemblablement en 1758, elle épousa très jeune, à savoir en 1785, alors qu'elle devait avoir à peu près dix-sept ans, Jean-Jacques GUERNE, fils d'Abraham, originaire de Tavannes, parti à Paris en 1730 où il fit une belle carrière jusqu'à devenir le Menuisier officiel de la capitale, Jean-Jacques, son fils, pour sa part, travaillant à l'époque de son mariage comme architecte à la réédification de la cathédrale de Tours.

Selon le Journal du pasteur Frêne – qui eut souvent l'occasion de rencontrer Marie-Sophie, d'abord chez son oncle le doyen Gibollet, puis plus tard chez ses parents au Rockhall – celle-ci était une belle fille qui jouait à merveille de la harpe et chantait fort bien.

La dernière fois qu'il la vit, alors qu'il se rendait le 6 avril 1801 de Reuchenette à Boujean, où il devait se rendre chez son beau-frère, le grand-bailli Samuel Imer, il parle d'elle – qui devait avoir pris des allures de grande dame – comme de « Madame Guerne la Parisienne ».

Pour sa part, la veuve de Jean-Jacques Imer, Suzanne-Marie Gibollet, paraît avoir vécu, après avoir vendu le Rockhall, à Bienne, probablement chez son frère le pasteur Gibollet ou peut-être chez son fils Charles-Victor.

C'est en tout cas dans cette ville qu'elle décéda, le 26 février 1810, âgée de 79 ans et un mois.

ALPHONSE (57)

17..-1825

Fils aîné de Jean-Jacques (No 56) et de Suzanne-Marie Gibollet, Alphonse est né à Paris à une date indéterminée, mais qui doit se situer aux alentours de 1760. (Comme c'est le cas pour son frère et sa sœur, les enfants de Jean-Jacques Imer ne figurent en effet pas dans les registres de la Bourgeoisie, étant nés à l'étranger).

Ainsi que cela résulte du Journal du pasteur Frêne, on sait en revanche qu'Alphonse fut mis en pension, dès 1787 au plus tard, chez le maître chirurgien et médecin Abram Chopard (1738-1801) à Pontenet, dont il devait par la suite – en 1789 – épouser la fille SUZANNE-HENRIETTE CHOPARD.

La suite de la vie d'Alphonse ne nous est qu'imparfaitement connue.

Père de trois garçons, il est cité une dernière fois en mars 1824 comme bénéficiaire d'un legs de 10 louis de la part de feu son oncle le pasteur Charles-Victor Gibollet décédé le 16 mars 1824.

Selon une note manuscrite tirée des archives que le docteur Jean Imer avait héritées de son père, il semble néanmoins qu'Alphonse quitta à une date inconnue le Jura pour retourner s'établir à Paris comme horloger, abandonnant à leur sort sa femme et sa famille.

C'est dans cette ville en tout cas que, selon la même source, il paraît être décédé en 1825.

Quant à sa femme, elle passa les dernières années de sa vie, dès 1815 au plus tard, malade et dans un état de pauvreté proche de la misère, à La Neuveville où, selon les manuels du Conseil, elle dut avoir recours à plusieurs reprises à la charité publique jusqu'à sa mort survenue semble-t-il en 1821.

De leur mariage, les époux Imer-Chopard avaient eu, selon les renseignements fragmentaires dont nous disposons, grâce au Journal du pasteur Frêne et aux notes trouvées dans les archives du docteur Jean Imer, trois fils :

- VICTOR, l'aîné – que le pasteur Frêne rencontra en 1803 – né vraisemblablement peu après le mariage de ses parents en 1789 et donné comme décédé après 1811

- François-AUGUSTE, né en 1795

- JEAN-JACQUES, né en 1796, lequel – selon les archives du docteur Imer, aurait eu à son tour deux fils, un Gustave, né en 1819, et un Victor, né en 1821 et décédé en 1841, apparemment tous les deux sans descendance.

A défaut de renseignements concernant le dernier nommé et ses fils, nous en savons en revanche un peu plus concernant son frère AUGUSTE.

C'est ainsi qu'une mention figurant dans les manuels du Conseil de La Neuveville, sous la date du 26 avril 1816 – où il est donné expressément pour le fils d'Alphonse –, nous apprend qu'il fit, sous cette date, une demande en vue d'obtenir, pour se rendre à Berne, deux chemises et une paire de souliers, « étant

dépourvu d'habillement», demande qui ne lui fut pas accordée au motif que le Conseil ne pouvait le faire «ni sur le fond de la Commune ni sur ceux de l'hôpital».

Grâce au Journal du pasteur Frédéric-Théophile Imer, nous savons d'autre part, qu'Auguste revint à La Neuveville fin septembre 1830 pour y faire un séjour de près de deux mois à l'Hôtel de la Couronne en compagnie de sa femme «qui est de l'île de Corse», avant de s'en retourner en France.

A cette occasion, il apprit à ses cousins qu'il avait servi depuis douze ans – donc depuis 1818 – dans les régiments suisses au service de France.

C'est là la dernière nouvelle que nous possédons de lui.

CHARLES-VICTOR (58)

1772-1848

Sous-lieutenant au régiment d'Eptingue, capitaine de la garde nationale

Second fils de Jean-Jacques Imer (No 56) et de Suzanne-Marie Gibollet, Charles-Victor Imer naquit à Paris le vendredi 11 septembre 1772. Baptisé le lundi suivant, 14 septembre, à la chapelle des Provinces-Unies de Hollande, il eut pour parrain Monsieur Charles-François Chatelain de La Neuveville et pour marraine M^{lle} Marie-Sophie Imer, sa sœur. Il revint en Suisse en 1782, âgé de dix ans, lorsque ses parents s'établirent à Bienne, où son père avait acheté la magnifique demeure du Rockhall dans l'idée d'y finir ses jours.

Devenu orphelin de père deux ans plus tard, il fut confirmé en 1787 par son oncle le pasteur Charles-Victor Gibollet qui, après avoir exercé son ministère à Orvin, avait été nommé à Bienne en 1784.

Se destinant à une carrière commerciale, il effectua un apprentissage de commerce de deux ans, avant de s'engager le 2 juin 1789, âgé de seulement dix-sept ans, avec le grade de sous-lieutenant, dans le régiment d'Eptingue (devenu depuis 1786 le régiment de Reinach), le régiment capitulé de l'ancien Evêché de Bâle au service étranger.

Affecté à la compagnie commandée par le capitaine Antoine-Auguste Himely (1745-1828) de La Neuveville, il suivit les destinées du régiment pendant trois ans jusqu'à sa dissolution à la suite de l'invasion de l'ancien Evêché de Bâle par les Français en 1792.

Licencié le 24 septembre de cette année à Dunkerque, il rentra à Bienne où il reprit, plus tard, du service avec le grade de capitaine, en qualité de commandant de la 2^e compagnie de la Garde nationale, après l'occupation de Bienne par les Français en 1798.

Se vouant parallèlement à une activité d'industriel, il afferma en 1802 avec un certain Charles Tissot les Tréfileries réunies à Boujean sous la raison sociale Imer et Tissot, avant d'en reprendre seul la direction, après le rachat de l'entreprise par Georges-Auguste Liomin, sous la raison sociale Imer et Cie.

En 1804, il épousa la fille de Frédéric-Emanuel Watt, qui était copropriétaire de l'entreprise, celle-ci portant dès lors, dès 1807, la raison sociale Ch.V. Imer-Watt.

Remarié quelques années plus tard, après avoir perdu sa première femme en 1808 déjà, après seulement quatre ans de mariage, il quitta l'entreprise en 1824, après qu'elle eut été reprise par Rodolphe Neuhaus-Verdan.

Par le Journal du pasteur Frédéric-Théophile Imer, un cousin germain de son père du côté maternel, nous savons qu'il se trouvait à cette époque dans une situation financière délicate à la suite, semble-t-il, d'engagements qu'il avait contractés en faveur de son oncle, le pasteur Gibollet.

Sous la date du 20 mars 1824, on y trouve en effet, à ce sujet, la mention suivante, à propos de l'ouverture du testament de feu M. le Doyen Charles-Victor Gibollet, mort dans la nuit du 16 ou 17 mars :

« Il (le défunt) y fait quelques legs peu considérables aux Villes et hôpitaux de Bienne et de La Neuveville, 10 louis à Alphonse Imer et tout le reste à Victor et à ses enfants à condition que les créanciers dudit acceptent le 25 pr. cent de leurs créances, sinon le bien passera à ses enfants. Il n'est fait aucune mention de ses autres parents. Comme nous connaissions une partie de ces dispositions, cela ne nous a point étonnés, plusieurs raisons l'ont engagé à en agir ainsi, surtout les fâcheuses circonstances où s'est trouvé Victor Imer et sa famille auxquelles il avait contribué. »

Quelques mois plus tard, le 7 décembre 1824, le diariste nous informe que Victor Imer est allé s'établir à Marseille avec sa seconde femme et sa fille Géraldine, avant de s'en retourner six mois plus tard dans la ville de son enfance, à Paris, où il devait passer le dernier quart de sa vie.

A peine arrivé dans la capitale, il eut la douleur, le 6 juillet 1825, d'y perdre sa seconde épouse, Eugénie Voumard, après seulement trois semaines de maladie.

Très affecté lui-même dans sa santé les dernières années de sa vie, devenu paralytique et qualifié d'« impotent » dans les requêtes qu'il adressa à la Bourgeoisie de La Neuveville, il dut, dès 1839, avoir recours, pendant trois ans, à des secours de sa ville natale.

Bénéficiant de l'amitié sans défaut de l'ancien maire de Bienne, M. Wildermeth, demeurant lui aussi à Paris – et qui, lors de ses passages à La Neuveville en octobre 1843 et 1844 ne manqua pas de le recommander à l'attention de sa parenté –, il s'éteignit le 22 janvier 1848, âgé de 75 ans, trois mois et onze jours, entouré de sa fille Géraldine et de son fils Edmond.

Ces derniers renseignements, que nous devons aux indications fournies par Frédéric-Théophile Imer dans son Journal, nous permettent – ajoutés à ceux donnés par l'ancien archiviste de Bienne, Monsieur Werner Bourquin – de dresser comme suit un tableau pratiquement exhaustif de la situation familiale de Charles-Victor Imer, demeurée longtemps dans l'ombre, en raison de l'absence de mentions y relatives dans nos archives bourgeoises :

De son premier mariage avec SUZANNE-ALEXANDRINE WATT (1787-1808), fille de Friedrich-Emanuel (1745) et de Susanna Katharina Moser (1750-1830), tous les deux issus de vieilles familles biennoises, Charles-Victor Imer eut deux fils :

- Victor-Emmanuel-EDMOND, né le 24^e jour du mois de Thermidor de l'an treize, à savoir le 12 août 1805

- GUSTAVE-Eugène, né le 27 octobre 1806 (No 59).

Remarié à une date que nous ignorons à Georgette-EUGÉNIE VOUMARD, née après 1788, une des trois filles de François († vers 1796), médecin à Courte-lary, puis à Morat, et de Louise-Sabine de Treytorrens (1756-1814), sa seconde femme, Charles-Victor en eut deux filles :

- SABINE-Rosette-Eugénie, baptisée le 9 septembre 1813, décédée le 20 mars 1823, à l'âge de neuf ans et demi

- Sophie-Anne-GÉRALDINE, née le 3 décembre 1814, baptisée le 7 février 1815.

Qu'advint-il, par la suite, des trois enfants qui suivirent leur père à Paris ?

Si l'on connaît dans les grandes lignes ce que fut la destinée de Gustave, grâce aux archives militaires françaises (cf. sous No 59), les renseignements concernant son frère et sa sœur sont, en revanche, extrêmement maigres.

S'agissant tout d'abord d'EDMOND, on peut considérer comme acquis que celui-ci, comme son frère Gustave, dut rejoindre son père à Paris peu après l'arrivée de ce dernier dans cette ville en 1825. Des annotations figurant dans le « protocole » du Conseil de Bourgeoisie de La Neuveville en 1834 et 1835, à propos de la répudiation de la succession déficitaire de leur oncle Jean Amédée Watt, nous apprennent en effet, qu'Edmond (appelé par erreur Edouard dans ces annotations), comme son frère Gustave, « étant absents du pays », se virent désigné, pour les représenter dans cette affaire, un conseil judiciaire en la personne de M. Pierre-Paul Penserot, allié Jeanrenaud, négociant en fer à Bienne, une ancienne relation d'affaires de leur père auquel le rattachait au surplus des liens familiaux. Propriétaire d'une charmante campagne à Bienne, selon les termes utilisés par Frédéric-Théophile Imer dans son Journal, Pierre-Paul Penserot, qui devait décéder le 3 novembre 1851 d'une attaque d'apoplexie, âgé de 58 ans, était en effet le frère d'Elise-Marguerite Penserot, l'épouse de leur oncle David Watt, un des frères de leur mère décédée prématurément alors qu'ils étaient enfants.

Pour le surplus, la destinée ultérieure d'Edmond, dont nous savons seulement qu'il était encore vivant lors du décès de son père en 1848, alors qu'il était âgé de quarante-trois ans, nous est en revanche inconnue. Était-il marié et eut-il des enfants ? Ce point, comme tant d'autres concernant les Imer de Paris, reste à élucider, tout comme c'est le cas pour la naissance avérée, dans cette ville, le 27 mai 1867, d'un Jean-Nicolas Imer, baptisé le même jour, dont l'ascendance demeure incertaine.

Quant à sa demi-sœur GÉRALDINE, des recherches effectuées tout récemment par Monsieur Bernard Imer (No 117) à Paris nous apprennent qu'elle y obtint, le 17 juin 1851, sa naturalisation comme citoyenne française, avant d'épouser, à plus de quarante ans, vers 1856, un certain Jules-Léon Lesurgues, imprimeur, né à Douai le 6 juin 1835, son cadet de vingt ans.

Domiciliée au 88, rue de Paris, quartier de Charonne, elle devait y décéder le 15 août 1864, à une heure du soir, âgée de quarante-neuf ans, sans laisser de descendance.

GUSTAVE (59)

1806-1853

Capitaine à la Légion étrangère

Second fils de Charles-Victor (No 58) et de Suzanne-Alexandrine Watt, Gustave-Eugène Imer naquit à Bienne le 27 octobre 1806.

Orphelin de mère à l'âge de pas tout à fait quatre ans, il suivit son père à Paris lorsque celui-ci retourna en 1824 dans la Ville Lumière.

Suivant les traces de son père qui avait été sous-lieutenant au régiment d'Eptingue, il s'engagea comme soldat au « 2^e Suisse », c'est-à-dire dans le 8^e régiment de la Garde royale du Roi Charles X commandé par le colonel Urs-Joseph-Auguste de Besenval où il obtint bientôt le grade de sergent.

Ce régiment, avec le « 1^{er} Suisse », c'est-à-dire le 7^e régiment de la Garde royale, formait une brigade suisse commandée de 1825 à 1830 par le baron Frédéric d'Hogger, originaire de Saint-Gall.

Après la dissolution des régiments suisses en août 1830, à la suite de la chute de Charles X, les sous-officiers et soldats qui désiraient continuer le service se virent offrir la possibilité d'être replacés dans l'armée française.

Profitant de cette opportunité, Gustave, après avoir travaillé quelque temps en qualité d'employé au cadastre, s'enrôla dans la première Légion étrangère créée le 3 octobre 1831 par le roi Louis-Philippe à la condition que celle-ci ne serve que « hors du territoire du Royaume ».

Engagé à ses débuts en Algérie, promu au grade de sous-lieutenant, « par le rang », selon brevet de nomination du 22 juillet 1835, il suivit la Légion en Espagne, pays auquel elle avait été prêtée par Louis-Philippe selon une convention datée du 28 juin 1835 dans le cadre de la Quadruple alliance conclue entre l'Angleterre, le Portugal, la France et l'Espagne, afin de soutenir la reine Isabelle II, ancienne princesse des Deux-Siciles, contre les menées de Don Carlos, frère du roi défunt, Ferdinand VII, qui revendiquait pour lui le trône du pays.

Cette campagne qui se poursuivit jusqu'en décembre 1838 fut extrêmement meurtrière pour la Légion et se solda par des pertes importantes, avec 23 officiers tués, seuls 500 hommes sur les 4100 embarqués à Alger rentrant en France lors de leur rapatriement dans ce pays.

A cela vint s'ajouter une déception personnelle que Gustave devait partager avec un certain nombre de ses camarades officiers. Promu en Espagne au grade de capitaine, il se vit à son retour en France rétrogradé au grade de sous-lieutenant, le gouvernement français ne reconnaissant aucun des grades acquis en Espagne.

Une qualification militaire datant de cette époque en dit d'ailleurs long sur ce que devait être l'état d'esprit de Gustave Imer à ce moment-là de sa vie. Qualifié de « ferme et zélé dans le service intérieur », avec la mention « conduite privée très bonne », on y apprend aussi qu'il était rentré d'Espagne « fatigué de se

battre et démoralisé», lassitude qui se comprend aisément si l'on tient compte des trois ans et demi passés par la Légion sur le territoire espagnol où, «sacrifiée à l'Espagne et en Espagne», elle y subit, selon les commentateurs de cette campagne, «des misères sans nombre».

Incorporé en janvier 1839, avec les débris de la première Légion, dans la nouvelle Légion créée par ordonnance royale du 16 décembre 1835, Gustave y poursuivit sa carrière militaire encore pendant huit ans, jusqu'au 3 février 1847, date à laquelle il fut mis à la retraite avec le grade de capitaine.

Devenu citoyen français dès 1843, usé prématurément par les efforts fournis et les privations endurées durant une carrière militaire de plus de vingt ans, il mourut à Paris le 17 août 1853, six ans après avoir quitté le service, dans sa quarante-septième année.

Avec lui, disparut, jusqu'à preuve du contraire, le dernier représentant connu de la branche cadette des notaires, la destinée de son frère Edmond après 1848 nous demeurant, quant à elle – comme aussi celle d'une éventuelle descendance de ses cousins Auguste et Jean-Jacques –, totalement inconnue.

CHAPITRE VII

LA BRANCHE DES CHÂTELAINS

JEAN-MICHEL (60)

1674-1761

Châtelain du Schlossberg et maire de La Neuveville, conseiller aulique, maître-bourgeois

Fils du pasteur Israël Imer (No 18) et d'Isabelle Conradi, Jean-Michel Imer naquit le 18 avril 1674 à Tramelan, où son père exerçait son ministère, seul garçon d'une famille de six enfants.

De retour de La Neuveville en 1681, son père y ayant été appelé comme pasteur en remplacement de son grand-père Jean-Michel Conradi, Jean-Michel y exerça dans sa jeunesse, la profession de chirurgien.

Membre du Petit Conseil dès 1710, procureur en 1711, sa position modérée lors de la fronde du maître-bourgeois Jacques Cellier et d'une partie du Conseil contre l'autorité du Prince-Evêque Jean-Conrad de Reinach lui valut d'être nommé le 3 août 1714 à la place du prénommé à la fonction de maître-bourgeois, puis le 20 mars 1717 comme responsable pour administrer la justice avec le châtelain François-Georges de Gléresse.

La même année encore, ce dernier ayant été promu conseiller aulique, le Prince-Evêque nomma Jean-Michel au poste de châtelain du Schlossberg et maire de la Neuveville, charge qu'il conserva jusqu'en 1741, lorsque – premier d'une dynastie qui pendant un siècle devait jouer un rôle prépondérant à La Neuveville et dans le Vallon de Saint-Imier – il résigna volontairement ses fonctions en faveur de son fils aîné David.

Nommé à son tour, en 1741, conseiller aulique par le Prince-Evêque Jacques-Sigismond de Reinach, Jean-Michel conserva cette fonction jusqu'en 1757, année où il fut, là encore, remplacé par son fils David, alors grand-bailli d'Erguël.

C'est pendant sa magistrature à la tête de la châtellenie qu'éclatèrent en 1734 à La Neuveville les troubles Petitmaître qui nécessitèrent l'intervention de commissaires médiateurs désignés par leurs Excellences de Berne. Il s'ensuivit un procès au cours duquel Jean-Rodolphe Petitmaître fut condamné à mort, peine que le châtelain Imer, accompagné du secrétaire de ville et d'un pasteur fut chargé de lui notifier le 24 août. Prévue pour le surlendemain, la sentence ne put cependant être exécutée, l'intéressé ayant réussi la veille à s'évader de la tour de Gléresse où il était incarcéré.

Grâce aux témoignages de quelques-uns de ses contemporains, il nous est possible de nous faire une image assez précise de la personnalité et du caractère de Jean-Michel Imer, comme aussi de ses qualités d'homme et de magistrat.

Dans une relation publiée en 1740 à Bruxelles par un officier prussien ayant voyagé dans l'Evêché de Bâle, celui-ci qualifie de la manière suivante « cet haut-officier du prince » appelé à présider à La Neuveville « dans toutes les Chambres civiles » : « C'est aujourd'hui M. Immer, Seigneur de grand sens et de grande conduite, qui aime la Religion et pratique rigidement la vertu ».

Alliée à une modestie naturelle innée, cette austérité propre à son tempérament le conduisit à la fin de sa vie à se poser toujours à nouveau la question de savoir s'il n'avait pas, dans l'exercice de ses fonctions, commis une fois ou l'autre des impairs ou des erreurs, scrupules infondés qu'aussi bien son fils David, alors bailli d'Erguël, que le ministre Gibollet – s'agissant par exemple de la jouissance d'un pré sis à côté du château revendiqué à tort par la famille de Gléresse – eurent toute la peine du monde à dissiper.

C'est ainsi que dans les lettres que lui adressa son fils en relation avec cette affaire on relèvera, entre autres, les considérations suivantes qui en disent long sur les inquiétudes qui assaillaient sans raison cet homme d'une rare intégrité et conscience professionnelle :

«... J'estime par conséquent que vous devez être parfaitement tranquille et rassuré sur les scrupules que vous vous faisiez à ce sujet. Mais permettez-moi de faire une réflexion qui me paraît trouver sa place ici. C'est que lorsque quelque chose vous inquiète et donne lieu à vos scrupules, votre mémoire vous sert très bien tout ce qui est contre vous, il y a même souvent de l'excès, mais pour ce qui peut faire en votre faveur, votre mémoire vous fait faux bon(d), et vous ne vous accrochez qu'à ce qui est contre vous ».

Ou encore, dans une lettre subséquente :

«... Quand j'ai vu le mémoire qui accompagne (votre) lettre, cela m'a remis, parce que j'ai vu que vos grandes inquiétudes n'étaient qu'un effet de tempérament, et que l'objet qui fixe maintenant vos craintes, n'est certainement qu'une chimère. Si le Seigneur me fait la grâce de vous revoir bientôt, j'espère de vous en convaincre... Vivez tranquille, c'est ce que je souhaite de toute mon âme... »

Point de vue que devait confirmer sur toute la ligne le pasteur Gibollet qui, s'adressant au Prince, après la mort de l'ancien châtelain, se plaît à relever que « cet homme, singulièrement respectable par la dévotion et par sa piété, consacrait depuis bien des années presque tout son temps à l'examen de sa conscience et à la réparation de toutes les fautes qu'elle lui reprochait. »

Cela étant, la vieillesse de Jean-Michel, qui eut la chance de jouir d'une excellente santé jusqu'à un âge très avancé, fut, pour le surplus, sans histoire. Il eut même encore la joie, à passés quatre-vingt-six ans, le 19 novembre 1760, de tenir sur ses bras à la cure de Courtelary, « aussi lestement qu'un homme de trente ans », son arrière-petit-fils Théophile Frêne, fils du pasteur Frêne qui avait épousé sa petite-fille Marie-Marguerite, fille de son fils David.

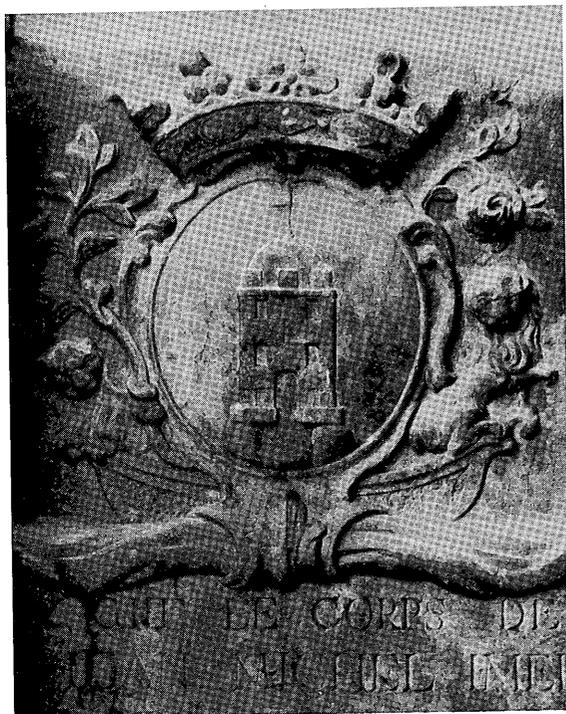
Tombé malade peu de temps après, au mois de janvier 1761, il s'éteignit paisiblement dans sa ville natale, le 5 avril 1761, treize jours avant son quatre-



Le châtelain et conseiller aulique Jean-Michel Imer - Portrait à l'huile de Dlander, 1760

vingt-septième anniversaire, laissant le souvenir d'un magistrat avisé et d'une grande pondération.

Reflète de l'estime générale dont jouissait son exceptionnelle personnalité auprès de ses concitoyens, l'inscription qui figure sur sa pierre tombale à l'intérieur de la Blanche Eglise lui rend hommage dans les termes suivants, bien conformes dans leur sobriété à ce qu'il aurait lui-même souhaité :



Fronton de la pierre tombale de Jean-Michel Imer à la Blanche Eglise

«Ci-gît le corps de M. Jean-Michel Imer, né en l'an 1674. Il a été Maître-Bourgeois de cette ville en 1714, Chatelain en 1717, Conseiller de Son Altesse notre rev. me et ill. me Souverain. Enfin rassasié de jours, et après avoir vécu exemplairement, il a remis son âme à Dieu en avril 1761.»

Cette mise au tombeau ne devait toutefois pas aller sans trouver seize ans plus tard, lors du décès de son fils David, un épilogue curieux. Ce dernier ayant en effet exprimé le désir d'être enterré avec son père, il s'avéra nécessaire, à cette occasion, de rouvrir sa

tombe, opération que, dans son Journal, le pasteur Frêne nous narre dans les termes suivants :

«Ce jour 3e juillet et le suivant, mon frere le Ministre et moi fumes à la vieille église hors de porte, dite dans les Vieux Actes l'église de Notre Dame de Nugerole, pour faire faire la fosse dans le temple même, directement sur le cercueil de feu M. le Chatelain Imer, Pere de celui qui devait être enterré, lequel avoit été mis assés profond pour qu'en son temps l'on pût mettre celui du fils dessus. L'on parvint, en creusant, à ce premier cercueil à 7 pieds de profondeur; il étoit tout dans l'eau; chose surprennante, si l'on creuse dans cette église, à 6 pieds l'on se trouve dans l'eau. Le cercueil commençoit à pourrir. L'on en tira le crane dudit Pere, M. Jean-Michel Imer; il avoit encore toutes ses dents très bien conservées jusqu'à ce moment, seulement elles branloient dans leurs alvéoles: mon frere en arracha une pour se la garder; et l'on remit le crane à sa place.»

Marié à Marie-Madeleine ÉSABEAU CHIFFELLE (1674-1754), fille du notaire et maître-bourgeois David Chiffelle (1649-1713) et de N. Petter, Jean-Michel eut de son mariage avec elle onze enfants, six garçons et cinq filles pour la plupart décédés en bas âge, seul son fils

- DAVID, né en 1706 (No 64)

et trois filles ayant atteint l'âge adulte.

Ce sont, en ce qui concerne ces dernières, toutes trois restées célibataires :

- MARIE-ÉSABEAU, baptisée le 13 août 1708, décédée le 23 octobre 1755
- SUZANNE, baptisée le 7 décembre 1713, décédée le 12 décembre 1759
- ANNE-CHRISTINE, dite NANETTE, baptisée le 29 octobre 1722, décédée en mai 1784.

Souvent citée par le pasteur Frêne dans son Journal, « la Grand Tante Nanette » avait été choisie par celui-ci et son épouse pour être la marraine de leur fille, Marianne, née dans la nuit du 6 au 7 septembre 1761 et décédée trois semaines plus tard, le 27 septembre. Après la mort de son père, Nanette habita dès 1761 chez son frère David revenu cette année-là à La Neuveville et dont elle fut toujours très proche.

Premier de sa lignée dont nous possédons l'effigie, Jean-Michel fut portraituré en novembre 1760, peu avant sa mort, par le peintre Dlander : un imposant vieillard aux traits réguliers à peine marqués par l'âge, aux yeux bruns, habillé d'une jolie redingote couleur marron foncé, le visage encadré par une belle perruque grise, ourlée jusque sur les épaules.

Quant aux quatre sœurs de son épouse Esabeau, fille du maître-bourgeois David Chiffelle – et donc, par conséquent, ses belles-sœurs et les tantes maternelles de ses enfants –, si deux d'entre elles, Anne-Marie et Anne-Françoise s'étaient mariées à La Neuveville, la première avec Pétremand Himely, puis en secondes noces, avec le maître-bourgeois Jean-Jacques Ballif, et la seconde avec le conseiller et boursier François-Charles Ballif, il en alla différemment avec les deux autres qui se marièrent à l'extérieur :

- BÉNÉDICTE, à Berne, à Samuel ROSSELET, dont les fils et petits-fils, souvent cités par le pasteur Frêne dans son Journal, jouèrent un rôle en vue dans cette ville en qualité de médecin de ville, avocats, professeur en droit et directeur de douane

- MARGUERITE, à Morat, à Gérard HERRENSCHWAND, auquel elle donna deux filles et trois fils, dont :

- JEAN-FRÉDÉRIC DE HERRENSCHWAND (1715-1798), ancêtre de la branche bernoise, qui fut, entre autres choses, avant de finir sa vie comme médecin de la ville de Berne, médecin et conseiller aulique à la cour du duc de Saxe-Gotha, puis médecin du régiment des Gardes suisses et du duc d'Orléans à Paris et, après avoir été anobli en 1757 par l'empereur d'Allemagne François I, conseiller et médecin intime du roi Stanislas de Pologne

- ANTOINE-GABRIEL, décédé à Paris en 1785, médecin lui aussi, qui succéda à son frère en qualité de médecin du régiment des Gardes suisses et du duc d'Orléans, avant de devenir inspecteur des hôpitaux du Nord et d'être anobli en 1766 par le roi Stanislas de Pologne.

DAVID I (61)

1706-1787

Notaire, châtelain du Schlossberg et maire de La Neuveville, grand-bailli d'Erguël, conseiller aulique

Seul fils du châtelain Jean-Michel Imer (No 60) et d'Esabeau Chiffelle à avoir atteint l'âge adulte, David Imer naquit le 2 mars 1706 à La Neuveville.

A l'âge de douze ans, son père l'envoya pour une période de deux ans à Londres dans l'Institut tenu dans cette ville par son oncle du Plessis-Bandereau, époux de sa tante Marguerite, une des sœurs de son père.

Il fut ensuite occupé avec ses oncles maternels Rosselet dit Charpillot et de Herrenschwand dans la direction des forges de l'Oberhasli.

Patenté notaire le 15 novembre 1724, il s'intéresse très tôt à la chose publique.

Membre du Petit Conseil de la ville de 1738 à 1740, il succéda l'année suivante à son père dans la fonction de châtelain du Schlossberg et maire de La Neuveville.

Appelé par décret du 3 avril 1745 aux fonctions de grand-bailli d'Erguël par le Prince-Evêque Joseph-Guillaume Rinck de Baldenstein pour remplacer le bailli Benoît-Aimé Mestrezat, déplacé à La Neuveville, il cumula dès 1755 cette charge avec celle d'administrateur de La Neuveville, Mestrezat, atteint d'une tumeur au cerveau, n'étant plus en mesure de remplir ses fonctions.

Cette situation se prolongea jusqu'en 1761, année au cours de laquelle David résigna ses fonctions de grand-bailli d'Erguël – avec siège au château de Courtelary – en faveur de son fils David II.

De retour dans sa cité natale, David y assumait à nouveau, en tant que titulaire, la charge de châtelain et maire de La Neuveville, laissée vacante par le châtelain Mestrezat, qu'il avait déjà occupée vingt ans plus tôt.

Nommé conseiller aulique dès 1757, il demeura en fonction comme châtelain jusqu'en 1777, pour laisser l'année suivante la place à son fils cadet Samuel.

Les dix dernières années de sa vie furent paisibles et empreintes d'une grande sérénité.

Appelé à son chevet quelques jours avant son décès, le 3 juillet 1787, son beau-fils Théophile Rémy Frêne nous fait part comme suit de ses derniers instants dans son Journal :

« Arrivés heureusement à La Neuveville nous trouvâmes mon frère l'aîné et son épouse, arrivés le jour précédent chez mon beau-père. Celui-ci était au lit, malade, avec assez de souffrance. Il avait encore toute sa présence d'esprit ; il tenait les discours les plus édifiants. Cela alla ainsi jusqu'au samedi. Un jour qu'il était couché sur son sofa, il regardait le Portrait de son père qui était placé au pied, il me dit qu'il lui sembloit voir son père qui l'exhortait à la Mort. »...



*Le grand-bailli d'Erguël et conseiller aulique David I Imer et sa femme Marguerite-Esabeau Gallandre
Portraits à l'huile d'un auteur inconnu*

«Le 30., mon beaupere baissa beaucoup; il avoit des reveries. Il nous méconnoissoit parfois; cependant, il avoit encore reçu avec toute la présence d'esprit le congé que prirent de lui le jour précédent mon frere le Conseiller et sa femme, qui partirent de La Neuveville ledit 30. samedi au Matin»...

Plus loin, le pasteur Frêne poursuit comme suit sa narration, non sans reculer, comme on le verra, devant une description d'un réalisme peu ordinaire s'agissant des sentiments que devait lui inspirer, à mort intervenue, la vision du corps du défunt dépouillé de ses vêtements :

«A sept heures du matin (le 3 juillet), nous fumes à la Neuveville. Il me tarδοit de savoir ce que faisoit mon beaupere. Je le trouvai moribond, et environ un quart d'heure après, en la présence de M. l'Apoticaire Engelhardt, de mon frere le Ministre et de moi, il expira tranquillement, âgé de 81 ans et quelques mois, étant né en 1706. Sa fin a été comme sa vie passée; aussi longtemps qu'il a pu parler, ses paroles ont été des propos d'édification, de dévotion, de religion. Sa vie a été comme celle de son Pere: beaucoup de piété, de devotion, de lecture de bons livres, de fréquentations des saintes Assemblées, d'entretiens religieux, mais le tout sans affectation, sans sectes ni esprit d'assemblées et de parti particulier, sans prétention au Piétisme d'aujourd'hui, des Bâlois par exemple qu'on nomme pietistes, et se contentant d'être tout simplement bon chrétien, tout comme étoit le feu Ancien Abraham Feusier de Sacourt. Mon beaupere étant mort, on le depouilla de sa chemise pour lui en revêtir une autre, selon l'usage. Je ne vis jamais un corps si maigre, les jointures des coudes et des genoux

d'une grosseur d'autant plus saillante qu'il n'y avoit plus que la peau sur les parties voisines; les vertebres du dos, par la même raison, étoient d'une éminence frappante, comme si c'avoit été un squelette. J'ai remarqué en lui, ainsi qu'en une vieille fille, Susanne Ragué de Corgemont, demeurant à Tavanne chés sa sœur, et que je vis un moment après qu'elle eut expiré à l'âge de 85 ans, qu'ordinairement les gens meurent la bouche ouverte ».

Marié une première fois – probablement en 1734 – à une femme dont nous ignorons l'identité et décédée vraisemblablement à la naissance ou peu après la naissance de son enfant, David Imer en eut un premier fils, portant le même prénom que lui :

- DAVID II, né en 1735, futur grand-bailli d'Erguël (No 62).

Remarié en 1740 à MARGUERITE-ÉSABEAU GALLANDRE (1713-1788), fille de Jean-Jacques Gallandre († 1746), maître-bourgeois de Neuchâtel, celle-ci lui donna trois autres enfants, deux garçons et une fille, soit :

- JEAN-FRANÇOIS, né en 1744, pasteur à La Neuveville (No 63)

- SAMUEL, né en 1749, futur châtelain et grand-bailli d'Erguël (No 64)

- MARIE-MARGUERITE, née en 1742, femme du pasteur Théophile Rémy Frêne, qui fera ci-après l'objet d'une notice particulière.

Recueillie après le décès de son mari par sa fille Marie-Marguerite et son beau-fils le pasteur Frêne à la cure de Tavannes, Marguerite-Esabeau Imer-Gallandre y passa la dernière année de sa vie. Souffrant des yeux, à peu près aveugle, depuis 1780, elle avait consulté, lors de son départ pour Tavannes, le fameux guérisseur Cagliostro qui séjournait alors à Bienne et qui lui prescrivit une cure. Opérée quelques mois plus tard, le 17 mai 1788, de la cataracte par l'oculiste Jutzeler de Berne, elle ne se remit jamais entièrement de cette opération, souffrant d'« oppression de poitrine » et d'une faiblesse générale avec évanouissements qui devaient l'emporter le 30 août de la même année, à l'âge de 75 ans.

Deux portraits représentant selon toute vraisemblance David Imer et sa femme appartiennent semble-t-il aujourd'hui encore aux descendants de feu Monsieur Louis Bourguignon, des copies peintes par mon père dans les années 1920 se trouvant actuellement chez nous à Grenételet, déposées dans une des mansardes de l'aile ouest.

Quant à la maison familiale de David Imer – qui fut peut-être aussi celle de son père Jean-Michel –, un acte de vente par montes publiques du 2 octobre 1787, rédigé après sa mort au nom de sa veuve Marguerite-Esabeau – et portant également sur 9 vignes totalisant une quinzaine d'ouvriers –, nous apprend que celle-ci, avec basse-cour, pressoir et un jardin situé dans les fossés, se trouvait « à la rue de la Couronne, jouxtant la Tour de l'Horloge, le chemin de bise et la rue de midi ».

S'agissant de la mère de Marguerite-Esabeau Gallandre, celle-ci est donnée tantôt pour Ysabeau Petitmaître (cf. Index du Journal de ma Vie du pasteur Frêne), tantôt pour Salomé Henry de Neuchâtel (dans une lettre de M. Jean Courvoisier, archiviste de l'Etat de Neuchâtel du 5 août 1964.)

DAVID II (62)

1735-1798

Grand-bailli d'Erguël, conseiller aulique

Fils aîné du châtelain et grand-bailli David Imer (No 61) et de N., David II naquit le 31 août 1735 à La Neuveville.

Dès 1745, sa jeunesse de déroula au château de Courtelary où son père avait été appelé aux fonctions de grand-bailli d'Erguël.

C'est là, dans le Vallon de Saint-Imier, qu'il fit la connaissance de sa future femme, MARIE-ISABELLE HOURIET, née le 9 juillet 1730, fille du notaire et lieutenant baillival Juste-Imier (ou Imer) Houriet, le plus proche collaborateur de son père, et de N. Petermand, qu'il épousa, âgé de dix-huit ans seulement, le 15 mai 1753.

De retour à La Neuveville, il fut membre de 1758 à 1762 du Petit Conseil de La Neuveville, avant de succéder le 4 octobre 1761 à son père, à l'âge de vingt-six ans, dans la charge de grand-bailli d'Erguël qu'il devait exercer pendant vingt-deux ans. Cinq ans plus tard, il fut en outre appelé à la dignité de conseiller aulique par le Prince-Evêque Sigismond-Nicolas de Montjoie.

Principal événement de sa magistrature, il eut les 26 et 27 septembre 1776 l'honneur de recevoir en grande pompe au château de Courtelary, flanqué des maires et autres notables du bailliage, le Prince-Evêque Frédéric de Wangen de Geroldseck, le « beau prince », qui, une année après son accession au trône épiscopal avait décidé de faire la tournée de ses terres du Jura-Sud afin d'y recevoir les hommages et le serment de ses sujets.

Parmi les nombreuses manifestations et festivités qui se déroulèrent à cette occasion, nous retiendrons ici qu'après un plantureux banquet de 80 couverts et des feux d'artifice, la soirée du 26 septembre se termina vers minuit par un bal champêtre que la baillive Imer-Houriet ouvrit avec le comte de Montjoie et qui dura jusqu'au matin.

En hommage de reconnaissance pour l'hospitalité dont il avait fait l'objet, le Prince-Evêque Frédéric de Wangen fit remettre à la baillive une magnifique bonbonnière d'or ciselé, décorée de pierreries et ornées d'une miniature peinte sur émail.

Comme son père l'avait fait vingt-deux ans plus tôt en sa faveur, David céda au début de l'année 1783 sa charge de grand-bailli à son frère Samuel, alors châtelain de La Neuveville.

Compte tenu des attaches familiales de son épouse, David et Marie-Isabelle n'en continuèrent par moins d'habiter à Courtelary où s'était déroulée la plus grande partie de leur existence.

Cette situation devait prendre brusquement fin quelques années plus tard à la suite de l'occupation militaire par la France de la partie septentrionale de l'Evêché et la proclamation de la République rauracienne.

Des troubles ayant éclaté dans le Haut-Erguël, le grand-bailli Samuel Imer, le frère de David, se vit contraint, sous la menace populaire, de se réfugier à Perles, à l'extrémité sud du bailliage.

Quant à David, il fit l'objet, dans la nuit du 16 au 17 septembre, d'une tentative d'assassinat au cours de laquelle deux coups de feu furent tirés dans sa chambre à coucher, une des balles allant se loger dans son portrait, peint par le peintre officiel de la Cour épiscopale, Emmanuel Witz, y faisant un trou juste au-dessus de l'épaule droite.

Un procès-verbal détaillé de cet incident (dont une copie dactylographiée se trouve dans nos archives de famille) fut dressé le 17 septembre au matin par le maire D.L.Belrichard et son greffier du même nom.

Se sentant menacés dans leur vie, David et sa femme prirent trois jours plus tard le parti de se réfugier à la cure de Tavannes chez leur beau-frère le pasteur Frêne où ils demeurèrent jusqu'au début du mois de juillet 1794.

Un retour à Courtelary n'étant plus envisageable, ils se retirèrent à La Neuveville, où ils louèrent la maison du boursier Chiffelle, qui avait appartenu au père de David.

L'année suivante, au printemps 1795, ils déménagèrent dans la maison des Dragons, qui appartenait à l'époque au ministre Jallaz, pour y occuper un des appartements de cette magnifique demeure située sur la place de la Liberté qui s'appelait à l'époque encore la place du Prince.

Deux années plus tard, en juillet 1797, ils se rendirent une dernière fois chez leur beau-frère et sa femme à la cure de Tavannes pour un séjour de deux mois, alors même que l'ancienne baillive, devenue très fragile, ne tenait pratiquement plus sur ses jambes.

Quelques mois plus tard, à la mi-décembre 1797, les Français firent leur entrée dans les seigneuries du Jura-Sud, ce qui engagea le pasteur Frêne, le 17 décembre, à détruire les lettres dans lesquelles depuis quelques années David Imer lui avait fait part de ses observations « sur les circonstances du tems ». Précaution, à vrai dire, inutile, seuls les Officiers du Prince ayant été fouillés « pour leurs papiers » par les nouveaux arrivants.

Vraisemblablement très affecté par ces événements, David se mit au lit le 24 décembre pour ne plus s'en relever. Il mourut dix jours plus tard, le 4 janvier 1798, âgé de soixante-deux ans et demi.

Enterré le 6 janvier, il fut le dernier pour qui on sonna à La Neuveville toutes les cloches à l'occasion de ses funérailles, « le sonnage ayant dès lors été interdit comme ailleurs » par les Français qui venaient de déposer les anciennes autorités bourgeoises de la ville.

Gravement atteinte dans sa santé, Marie-Isabelle ne devait survivre que de peu à son mari, pour s'éteindre à son tour, le 29 avril 1800, âgée de 69 ans.

Ainsi disparaissaient, coup sur coup, deux des derniers représentants d'une époque à jamais révolue et dont ils n'avaient pu voir qu'avec tristesse les derniers soubresauts.



*Le grand-bailli d'Erguël et conseiller aulique David II Imer et sa femme Marie-Isabelle Houriet
Portraits à l'huile d'Emanuel Witz*

Dans le partage de leur succession se trouvaient entre autres choses, trois métairies qui, faute de descendants directs, échurent, après paiement de leurs quotes-parts aux autres héritiers du couple, au pasteur Jean-François Imer qui seul vivait encore à La Neuveville à ce moment-là.

Grâce à deux portraits peints en 1766 à Courtelary par le peintre Emmanuel Witz, un grand ami du pasteur Frêne, les visages de David Imer et de sa femme Marie-Isabelle Houriet nous sont aujourd'hui encore familiers, de même que celui de son père, le notaire et lieutenant baillival Juste-Imier Houriet.

Acheté il y a de cela une vingtaine d'années par la société du Musée de La Neuveville, ce dernier tableau se trouve depuis lors exposé dans les locaux de notre musée, alors que ceux de David et de son épouse – dont l'auteur de ces lignes possède des copies effectuées par son père dans les années 1920 – ont été vendus à la même époque à un propriétaire inconnu par un antiquaire du Landeron.

Soucieux de célébrer le souvenir des leurs, le pasteur Jean-François Imer et son frère, l'ancien grand-bailli Samuel Imer, obtinrent le 13 avril 1821 du Conseil de bourgeoisie, l'autorisation de faire apposer sur la façade sud de la Blanche Eglise, à côté de la porte sud du bâtiment, une plaque funéraire commémorative où figurent, avec leurs dates de décès et la mention des charges qu'ils avaient occupées de leur vivant, les noms de leur mère Marguerite-Esabeau Gallandre, de leur frère le grand-bailli d'Erguël et conseiller aulique David II Imer, de sa femme Marie-Isabelle Houriet, de même que ceux de leur sœur Marguerite-Isabelle, décédée en 1807, et de son mari Théophile-Rémy Frêne, décédé en 1804.

MARIE-MARGUERITE

1742-1807

Seule fille du châtelain et grand-bailli d'Erguël David I Imer (No 62) et de Marguerite-Esabeau Gallandre, Marie-Marguerite Imer naquit à La Neuveville le 7 mars 1742, alors que son père y exerçait la charge de châtelain du Schlossberg et maire de La Neuveville.

En 1745, elle suivit ses parents au château de Courtelary où son père résida dès cette année en qualité de grand-bailli d'Erguël.

Bénéficiant, de même que ses frères Jean-François et Samuel, d'une excellente éducation grâce aux leçons privées prodiguées par des précepteurs engagés par son père, elle fut par la suite mise en pension jusqu'au printemps 1754 chez le pasteur Jean-Gaspard Dollfuss à Illzach près de Mulhouse, où elle suivit notamment des leçons de musique de M. Brun, à l'époque régent et maître de musique à Illzach, et, plus spécialement, constructeur de son clavecin.

De retour au pays, son père la proposa, en février 1756, en mariage au pasteur Théophile Rémy Frêne, alors âgé de 29 ans, dont le père, pasteur à Péry, était à l'époque Doyen de la Classe d'Erguël.

Invité à cet effet à Courtelary, Théophile Rémy Frêne nous relate comme suit, dans son Journal, ses premières impressions relatives à celle qu'on lui destinait comme épouse :

« Pendant les jours que je fus à la Chatelanie, j'eus le tems d'examiner M^{lle} Imer, qui me parut aimable et sans autres deffauts que celui d'être bien jeune, n'ayant pas encore quinze ans. Elle avoit un Maître de Musique, nommé Chevalier, qui lui enseignoit le Clavessin, dont elle jouoit très joliment déjà. M. le Baillif me donna à moi-même à connoitre ses intentions les deux derniers jours que je fus chés lui et je lui témoignai que la réussite de cette affaire me feroit grand plaisir. »

Du printemps 1756 au printemps 1757, Marie-Marguerite fut envoyée par son père à Neuchâtel dans le pensionnat de Madame Sibelin pour y parfaire son éducation en suivant notamment des leçons de danse.

Désormais fiancés, Théophile-Rémy Frêne et Marie-Marguerite se marièrent le 26 avril 1758 à Péry où un appartement avait été aménagé à leur intention à la cure.

Le 2 février 1759, Marie-Marguerite accoucha chez ses parents à Courtelary d'une fille nommée Marguerite-Isabelle, naissance qui devait être suivie le 9 mars 1760 de celle d'un garçon prénommé Théophile Rémy comme son père, puis une année plus tard, de celle d'une seconde fille, Marianne, qui ne devait cependant vivre que trois semaines.

Après trois ans passés à Courtelary où Théophile-Rémy Frêne avait été nommé pasteur en 1760, le couple déménagea au printemps 1763 à Tavannes où le susnommé devait exercer son ministère pendant quarante et un an jusqu'à son

décès dans la nuit du 14 au 15 juin 1804, deux jours avant son septante-septième anniversaire.

Par son mariage avec THÉOPHILE RÉMY FRÊNE, Marie-Marguerite, qui devait décéder, pour sa part, le 13 juin 1807 à La Neuveville, où elle avait été recueillie par son frère le pasteur Jean-François Imer après son veuvage, était devenue la femme d'un personnage à bien des points de vue hors du commun, d'une curiosité intellectuelle sans cesse en éveil dont on trouvera l'écho non seulement dans un ouvrage intitulé « Cléobule, pensées diverses d'un pasteur de campagne », qui est l'œuvre d'un moraliste de qualité, mais surtout dans le monumental Journal de sa vie, publié intégralement en 1993/94 par la Société jurassienne d'Emulation et les Éditions Intervalles et où revit grâce à son auteur toute l'histoire de la société jurassienne au XVIII^e siècle.

Reproduits tous les deux dans le tome II du Journal, le portrait de Théophile Rémy, ainsi que celui de Marie-Marguerite – qui nous montre une femme d'une grande finesse de traits et d'une élégance choisie – se trouvent actuellement à Paris dans une collection privée.

Quant à leurs enfants, ils connurent des fortunes diverses.

Devenu pasteur comme son père, THÉOPHILE RÉMY, né en 1760, partit comme précepteur et maître privé en Allemagne, puis en Angleterre où il mourut en 1803 ou 1804, sans que l'on connaisse les circonstances précises de sa disparition.

ISABELLE (1759-1818), pour sa part, eut une vie à tous égards plus conventionnelle. Mariée à l'âge de 19 ans à JONAS DE GELIEU (1740-1827), dit « le Père des Abeilles » pour avoir publié un ouvrage apicole, pasteur à Lignièrès, puis à Colombier, elle eut de son mariage avec cet ecclésiastique humaniste et érudit quatre filles et cinq garçons (dont deux morts jeunes), parmi lesquels nous citerons ci-après plus spécialement :

- ROSE DE GELIEU (1793-1857), la plus jeune des filles, épistolière délicate, épouse de Charles-Frédéric IMER (1790-1828), de la branche neuchâteloise, consul à Liverpool, et propriétaire, après la mort de son mari, de la « Prise Imer », belle propriété campagnarde au-dessus de Colombier.

Mais aussi et surtout l'aînée de ses sœurs,

- ISABELLE DE GELIEU (1779-1834), épouse du Doyen Charles-Ferdinand MOREL (1766-1841) de Corgémont, amie de Madame de Charrière, romancière et poétesse de talent, auteur notamment en 1803 d'un roman, « Louise et Albert », réédité récemment en 1999, et d'une traduction d'un choix des poésies fugitives de Schiller.

JEAN-FRANÇOIS (63)

1744-1822

Pasteur, pédagogue et polygraphe

Fils du châtelain et grand-bailli David I Imer (No 62) et de Marguerite-Esabeau Gallandre, Jean-François Imer naquit le 1^{er} février 1744 à La Neuveville.

Ses premières années se déroulèrent au château baillival de Courtelary où son père avait été nommé grand-bailli d'Erguël l'année suivante.

C'est là aussi qu'il bénéficia dès l'été 1749 des leçons d'un précepteur privé, M. Gautier, remplacé dès le mois de juillet 1750 par M. Samuel Vogel, plus tard premier diacre à Mulhouse.

Au printemps 1759, il fut mis en pension pour une année chez le pasteur Ritz à Diesbach près de Büren.

En avril 1760, il partit faire un stage chez son beau-frère, le pasteur Frêne, à Tavannes, où il prit des leçons jusqu'au début du mois de septembre 1761.

Au mois de novembre de la même année, il se rendit à Genève pour y achever ses études de théologie.

Reçu ministre du Saint-Evangile au mois d'août 1764, il fut, la même année, nommé suffragant dans sa cité natale, avant d'en devenir un des deux pasteurs titulaires en 1773, poste qu'il devait conserver jusqu'à sa mort en 1822, soit pendant près de cinquante ans.

En 1780, il fonda un pensionnat pour jeunes filles qui connut un grand développement et qu'il devait tenir sans désemparer jusqu'en 1820, organisant pour ces demoiselles, à côté de l'étude, de nombreux bals, soirées musicales et théâtrales, sans parler de fréquentes parties de campagne dans son pavillon des Rochettes, au château du Schlossberg ou à l'île de Saint-Pierre.

Grâce à un livre de comptes où il notait scrupuleusement le nom, l'âge et les qualités de ses pensionnaires, nous connaissons aujourd'hui encore l'identité des très exactement deux cents jeunes-filles, âgées à leur entrée au pensionnat entre douze et seize ans, qui, de 1780 à 1803, fréquentèrent son établissement où étaient enseignés, en plus de la religion, de la géographie, de l'histoire, de la mythologie et des principes de la langue française, également la musique et la danse.

Homme universel, d'une grande curiosité intellectuelle, Jean-François Imer s'intéressa sa vie durant à tout ce qui se passait dans le monde et notamment aux dernières inventions scientifiques. C'est ainsi que, quelques mois après les premiers voyages en montgolfière à Paris, il fit, de concert avec son collègue, le pasteur Jonas de Géliou de Lignièrès, des essais avec des ballons à air chaud dans cette localité et à La Neuveville, tentatives à vrai dire peu concluantes, les ballons, heureusement inhabités, ayant brûlé trop facilement.

Propriétaire, lui-même, de métairies, de prés, de vignes et d'un jardin où croissaient des asperges et des melons sucrés et où fleurissaient orangers et

lauriers-roses, Jean-François fut par ailleurs un agronome avisé, son attention se portant plus spécialement sur les plantes les plus diverses, telles que le colza, les pommes de terre, la luzerne, le sainfoin et le trèfle, conquêtes essentielles dans le renouveau agricole. L'œuvre principale de sa vie, sur ce plan, demeure toutefois, dès 1781, l'introduction à La Neuveville de la culture des mûriers blancs et de l'industrie du vers à soie, activités auxquelles il consacra en 1811 un mémoire publié par Société d'émulation patriotique de Neuchâtel chez l'éditeur Fauche-Borel.

Membre honoraire de nombre de sociétés savantes de France, il écrivit, à l'intention de ses élèves, de nombreux essais didactiques, en particulier, en 1793, une « Introduction à l'histoire ancienne et moderne » qui devait connaître une seconde édition en 1811. L'intérêt qu'il vouait à sa patrie jurassienne, l'incita par ailleurs à rédiger en 1802 une « Histoire abrégée des Evêques et de la Principauté de Bâle » dont le manuscrit est conservé dans les Archives bourgeoises de La Neuveville. En 1807, il traduisit pour le sous-préfet français de Delémont, la parabole de l'Enfant prodigue en patois local, tout en participant, d'autre part, à la vaste enquête du Bureau de statistique sur la situation linguistique de la France napoléonienne.

Du 14 octobre 1764, quelques mois après son vingtième anniversaire, au début octobre 1822, quelques semaines avant son décès, il tint en outre un Journal intime, intitulé « Ephéméron ou Journal Historique » remplissant 53 cahiers d'une trentaine de pages chacun qui se trouvent, à part deux cahiers perdus, dans nos archives de famille. Sans prétention littéraire, ce journal, de caractère strictement personnel et réservé en principe à son seul auteur, constitue en revanche une source de renseignements particulièrement précieuse s'agissant de la vie neuvevilloise pour la période se trouvant à cheval sur les XVIII^e et XIX^e siècles.

L'arrivée des Français à La Neuveville en décembre 1797, fit de Jean-François, à son corps défendant, le témoin involontaire des bouleversements qui devaient entraîner en Europe la fin de l'Ancien Régime. Interdit de culte sous la Révolution, il n'en continua pas moins jusqu'à l'Empire à remplir ses fonctions pastorales, sans rétribution aucune. Sous le gouvernement français, devenu, par la force des choses, comme ses compatriotes, citoyen français, il vota pour le Consulat à vie de Napoléon, puis en 1804 pour l'Empire. Episode marquant de cette période, il eut le 2 août 1803, le privilège d'accompagner le général Ney à l'Île de Saint-Pierre.

Le 21 décembre 1815, il assista à la célébration de la réunion du Jura au Canton de Berne, ainsi que, le 27 mai 1816, aux cérémonies et à la prestation d'hommage au Gouvernement bernois qui s'ensuivirent.

Pendant cette période particulièrement troublée, la vie de Jean-François Imer avait, sur le plan personnel, connu pas mal d'avatars. Après avoir, en 1794 déjà, au mois d'octobre, perdu son fils cadet, Louis, alors en apprentissage à Berne, il eut la douleur en novembre 1813 de perdre son unique petit-fils, Louis-Auguste, appelé comme conscrit à Colmar, des suites d'une maladie contagieuse.

INTRODUCTION
À L'ÉTUDE DE
L'HISTOIRE UNIVERSELLE,
DÉDIÉE À LA JEUNESSE.

PAR JEAN FRANÇOIS IMER,
Pasteur à la Neuveville.

SECONDE ÉDITION,

*Augmentée d'une Table Chronologique, pour
servir de table des matières.*



LAUSANNE,
De l'Imprimerie des Cit. HIGNOU et Comp.



1 8 1 1.



M. Imer.
Pasteur de La Nouvelle-Orléans.

*Tous ceux qui l'ont connu, tous ceux qui l'ont aimé
Retrouveront dans cette image
La grâce et la guide d'un véritable sage
Et d'un chrétien à la tendre charité
Dra ces vertus par lui constamment enseignées,
Et plus constamment pratiquées.*

Le pasteur Jean-François Imer âgé - Lithographie de Haller d'après Convert, non datée,
avec envoi dédicatoire de sa petite-nièce Isabelle Morel -de Géliou

Ces malheurs, ajoutés à la vie agitée et toute de dévouement qu'il avait menée sous le régime français, ne manquèrent pas, comme le remarque Cyprien Revel dans la première notice biographique consacrée en 1859 à Jean-François Imer, d'exercer une influence fâcheuse sur sa santé. Atteint d'hydropisie, souffrant de rhumatismes et de la goutte, il continua néanmoins à vaquer à ses occupations quotidiennes jusqu'au mois de septembre 1822, où il monta pour la dernière fois sur la chaire, au terme de 58 ans de ministère.

Deux mois plus tard, le 11 décembre 1822, il s'éteignit, comme le révèle son biographe Revel, « sans agonie et sans douleurs », âgé de 78 ans, 10 mois et 10 jours.

Avec lui disparaissait une personnalité d'une envergure intellectuelle et spirituelle hors du commun, telle que La Neuveville ne l'avait pas connue avant lui, homme d'un savoir encyclopédique, mais aussi d'une humanité et d'une bonté inégalée, ainsi que le relève avec pertinence Cyprien Revel dans sa notice biographique :

« Depuis son installation à la cure de La Neuveville, M. Fs. Imer se voua exclusivement à l'accomplissement des importants devoirs de son saint ministère. Par la douceur de son caractère, par son aménité, par sa bienfaisance envers la classe indigente, ses conseils paternels à quiconque venait les lui demander, son éloquence simple et persuasive, mais principalement par l'exemple qu'il ne cessait de donner de toutes les vertus civiques et privées, François Imer ne tarda pas à acquérir l'influence qu'exerce sur ses alentours tout homme supérieur, influence qu'il conserva jusqu'à sa mort. Nous nous rappelons encore avec quel respect riches et pauvres, enfants et vieillards, se levaient sur son passage et lui donnaient des marques non-équivoques de vénération et d'affection chaque fois qu'il sortait de chez lui pour faire avec sa digne compagne leur promenade quotidienne. »

Marié le 27 août 1766, dans la petite église de Chaindon, par son beau-frère, le pasteur Frêne, à CHARLOTTE GIBOLLET (1746-1824), fille du pasteur François-Alphonse Gibollet et de Marie-Catherine Ballif, Jean-François Imer en eut quatre enfants, dont deux, une fille, Charlotte-Isabelle, née en 1772, et Frédéric-Alphonse, né en 1774, moururent, la première à l'âge de quatre mois et demi et le second à l'âge de treize mois. Les deux autres enfants, qui atteignirent l'âge adulte, sont :

- FRANÇOIS, né en 1767 (No 65)
- LOUIS-Auguste, né le 26 janvier 1776, décédé le 25 octobre 1794, à Berne, où il effectuait depuis le printemps 1791 un apprentissage de commerce, à l'âge de dix-huit ans et neuf mois.

Dus au pinceau du peintre Emmanuel Witz, il existe de Jean-François Imer et de sa femme deux très beaux portraits datés de 1773, propriété de la famille de M. Gérard Bauer à Hauterive. Par ailleurs, une peinture à l'huile de Barth nous montrant Charlotte Gibollet telle qu'elle était à l'âge de 4 ans et 4 mois appartient à son neveu, M. Alain Bauer à Auvernier.



Le pasteur Jean-François Imer - Peinture sur nacre non signée



L'église et la cure de Perles (Pieterlen) - Aquatinte coloriée de Jakob Samuel Weibel, 1823



Aquarelle d'un paysage inconnu par Louis-Auguste Imer, 1813



Le château du Schlossberg et les Plantées - Aquarelle de Charles-Louis Schnider, 1909



*Isabelle de Gélieu, poétesse et romancière, au moment de ses fiançailles
avec le doyen Charles-Ferdinand Morel de Corgémont - Portrait à l'huile*

Pour notre part, nous possédons de Jean-François Imer une miniature sur ivoire de 1770 où on le voit en habit d'ecclésiastique, la tête coiffée d'un tricorne, ainsi que deux tableaux datés de 1797, confectionnés à la demande de ses pensionnaires, où figurent, entourés de lisérés finement ouvragés et assortis de décorations diverses, sur l'un, en guise de vœux du Nouvel An, les noms des jeunes-filles qui fréquentaient cette année-là son pensionnat, et, sur l'autre, dû à l'initiative d'Esther Courvoisier et de ses compagnes, des vers devant marquer leur reconnaissance pour son ouvrage sur l'histoire ancienne et moderne, à elles dédié.

Enfin, il existe aussi de Jean-François Imer, vieillard, une lithographie largement diffusée, due à un certain Haller de Berne, au bas de laquelle se trouvent gravés les vers suivants, que lui dédia après sa mort sa petite-nièce Isabelle de Géliieu :

*« Tous ceux qui l'ont connu, tous ceux qui l'ont aimé,
retrouveront dans cette image,
la grâce et la gaîté d'un véritable sage,
et d'un chrétien la tendre charité,
douces vertus par lui constamment enseignées
et plus constamment pratiquées. »*

SAMUEL (64)

1749-1827

Docteur en droit, châtelain du Schlossberg et maire de La Neuveville, grand-bailli d'Erguël, conseiller aulique, membre du Conseil de Régence pour la partie méridionale de l'Evêché (1792-1797), administrateur de La Neuveville et de l'Erguël (1814-1815), député au Grand Conseil bernois (1816-1817)

Fils cadet du châtelain et grand-bailli David I Imer (No 62) et de Marie-Esabeau Gallandre, Samuel Imer naquit le 5 mars 1749 au château de Courtelary où son père exerçait la charge de grand-bailli d'Erguël.

Bénéficiant dans sa jeunesse, comme son frère Jean-François, des leçons de précepteurs privés – MM. Gautier et Samuel Vogel, ce dernier plus tard diacre à Mulhouse – il fut en automne 1765 mis en pension pour une année chez le docteur en théologie et professeur d'université Johann-Bernhard Herzog à Bâle, d'où il partit l'année suivante à Strasbourg pour y faire des études de droit.

Licencié, puis docteur en droit en été 1769, il revint à La Neuveville où il entra en 1774 au Petit Conseil, poste qu'il conserva jusqu'à son élection le 19 octobre 1777 par le Prince-Evêque Frédéric de Wangen de Géroldseck à la charge de châtelain du Schlossberg et maire de la Neuveville en remplacement de son père qui avait volontairement résigné ses fonctions en sa faveur.

Ce fut là le début d'une exceptionnelle carrière de magistrat au service du Prince-Evêque de Bâle, dont les étapes – qui ont fait l'objet de plusieurs monographies consacrées à l'histoire de l'Ancien Régime et à la fin de la Principauté épiscopale – peuvent être résumées comme suit :

Nommé le 4 décembre 1782 grand-bailli d'Erguël au château de Courtelary, où il succéda à son frère David II, il fut dix mois plus tard élevé à la charge de conseiller aulique par le Prince-Evêque Joseph-Sigismond de Roggenbach, charge qu'il devait conserver sous le successeur de ce dernier, François-Xavier de Neveu, dernier Prince-Evêque en titre.

Son caractère autoritaire le rendit toutefois très vite impopulaire en Erguël. violemment attaqué lors des troubles qui secouèrent le Vallon de Saint-Imier dès 1790, il se vit, après l'invasion de la partie nord de la Principauté par la France et le départ en exil du Prince-Evêque pour Constance le 3 décembre 1792, contraint de se réfugier à son tour à Perles (Pieterlen), tout au sud de son bailliage, ses biens à Courtelary ayant été confisqués et vendus par les révolutionnaires.

Nommé membre le 1^{er} décembre 1792 par Joseph-Sigismond de Roggenbach d'un conseil de Régence de trois membres, chargé de veiller à la bonne marche des affaires dans les bailliages et châtelaneries du Sud, tâche dans laquelle il était assisté du maire de Bienne, Alexandre Wildermett, et du receveur du Prince-Evêque à Bienne et en Erguël, Nicolas Heilmann, Samuel fit preuve, pendant toute cette période – jusqu'à l'occupation du Jura-Sud par les Français

en décembre 1797 – d'une attitude dure et sans concession à l'égard de ses anciens administrés du Vallon qui devait lui interdire toute velléité de retour à Courtelary.

Arrêté à Perles en décembre 1797 par les troupes d'occupation françaises, il ne fut relâché qu'au terme d'une incarcération de 17 jours qui l'empêcha d'arriver encore à temps à La Neuveville pour y revoir vivant son frère aîné David, décédé le 4 janvier 1798.

Accompagné de sa femme, psychologiquement malade depuis des années, il se retira en juin 1798 aux Pontins sur les hauts de Saint-Imier, où il possédait une métairie, pour ne revenir à Perles qu'au printemps 1801.

Appelé dans l'intervalle, le 9 juillet 1799, par le Prince-Evêque François-Xavier de Neveu, pour lors à Vienne, à faire partie d'une « Commission de reprise de possession » de ses terres dans le Jura méridional, il fut, en 1803, contre son gré, nommé Conseiller du 3^e Arrondissement du Département du Haut-Rhin, c'est-à-dire de l'arrondissement de Delémont, nomination qu'il déclina en arguant prudemment de son état de santé et de son éloignement du chef-lieu de l'arrondissement.

Dans une situation financière précaire, due aux événements, il obtint fin 1805, grâce à l'intervention de François-Xavier de Neveu, une rente de 450 florins qui, au fil des ans, fut portée d'abord à 900, puis finalement à 1 200 florins.

Etabli désormais au « Schlössli » de Grenzach, sur la Rive nord du Rhin, à proximité de Bâle – les pensions allouées par le Prince-Evêque devant être consommées en Allemagne –, il fut chargé par l'intéressé de mener à bien à Karlsruhe des négociations avec le Grand-Duché de Bade à propos des créances que l'Evêché possédait à l'encontre du Grand Chapitre de Bâle réfugié à Fribourg-en-Brigau.

Après le départ des Français, il défendit en janvier 1814, avec François-Xavier Scheppelin, auprès de Metternich, à Bâle, les intérêts de La Neuveville et des pensionnaires bâlois de l'Evêché, avant de retourner s'établir à Perles.

Nommé en été 1814 administrateur de La Neuveville et de l'Erguël par le Gouverneur général de la Principauté de Porrentruy, le baron d'Andlau, désigné à ce poste par les Hautes Puissances alliées, il mit tout en œuvre pour essayer de convaincre les Jurassiens du Sud de s'engager en vue d'un rétablissement du pouvoir épiscopal dans le pays.

Cette tentative ayant échoué, il se rallia à la solution consistant à réunir l'ancien Evêché de Bâle au canton de Berne.

En novembre 1815, il démissionna de ses fonctions d'administrateur de La Neuveville et d'Erguël pour laisser la place aux autorités locales nouvellement constituées selon le modèle de ce qui existait avant l'arrivée des Français.

Le 9 février 1816, les Neuvevillois le désignèrent, avec l'ancien maire Georges-Frédéric Imer, pour les représenter comme député au Grand Conseil bernois, fonction dont il démissionna une année plus tard, en juin 1817, non sans avoir obtenu au préalable du gouvernement bernois une pension annuelle de 1500 Fr.



*Le Grand-bailli d'Erguël et conseiller aulique Samuel Imer et sa femme Marie-Rose Carrel,
d'après des médaillons déposés au Musée de La Neuveville*

Désormais retiré de la politique et de la vie publique – après avoir encore une fois en 1816 défendu avec deux autres mandataires, Messieurs Scheppelin et Jobin, les intérêts des pensionnaires bâlois de l'Evêché devant l'assemblée fédérale allemande à Francfort – il retourna vivre à Grenzach dans le Grand Duché de Bade où il devait décéder au mois de mai 1827, à l'âge de 78 ans.

Cette carrière, à bien des égards exceptionnelle, ne doit cependant pas nous inciter à occulter ce que fut l'existence de Samuel Imer sur le plan personnel et dans ses relations avec son entourage familial.

Le personnage, vu sous cet angle, n'appelle pas précisément, il faut bien l'admettre, la sympathie.

Qualifié, pour ce qui est de son activité professionnelle « d'autoritaire, imbu de son importance, susceptible et méfiant » par Florian Imer dans son ouvrage sur « Les bons offices du pasteur Georges-Auguste Liomin lors de l'insurrection en Haut-Erguël (1792-1793) », cette appréciation qui définit assez bien le caractère du personnage, rejoint celle – peu flatteuse – qu'exprimait de son vivant déjà M. Steiger de Wichtrach dans une lettre du 9 mars 1815 adressée de Nidau au général de Watteville, avoyer de Berne: « C'est une vieille ganache qui n'est point à craindre quoiqu'il tache à nous desservir où il peut, tout comme les autres, mais il est détesté tout comme ses dignes compagnons ». Même si elles s'expliquent par les circonstances de l'époque, ces qualifications n'en demeurent pas moins vraies dans leur substance en mettant en lumière ce que le comportement de Samuel eut, sa vie durant, de profondément ambigu et fluctuant: celui d'un homme d'une grande vanité, partagé entre une soumission aveugle à son souverain et un goût marqué pour l'intrigue et les manœuvres en coulisse.

Pénétré de la très haute idée qu'il se faisait de soi-même, Samuel – preuve tangible de sa présomption – se construisit ainsi un arbre généalogique fantaisiste le faisant descendre des familles nobles de Gilgenberg et de Ramstein, sans omettre St.Imier (Imer) vers l'an 700 et les Dampfreux en l'an 400.

Tout cela n'empêcha pas sa vie privée d'être à plus d'un égard désastreuse.

Cédant dans ses jeunes années au démon du jeu, il s'endetta à plusieurs reprises, une première fois en 1755, pour 600 Louis, « à force de jouer à la lotterie à Mannheim », ainsi que le rapporte, dans son Journal, son beau-frère, le pasteur Frêne. Sauvé de justesse par sa parenté grâce à un prêt obtenu à La Chaux-de-Fonds, il recommença, désormais jeune marié et nommé depuis peu châtelain de La Neuveville, en s'endettant en 1778 de 5 000 Louis d'or neufs dans les lotos d'Allemagne, obligeant toute sa famille, y compris son beau-père « si fort trompé par son Gendre en épousant sa fille », à se cotiser pour lui éviter une faillite infamante qui n'aurait pas manqué de lui coûter sa place d'officier du Prince-Evêque.

Perpétuellement à court d'argent, alléguant le mauvais état de ses affaires, il en tira argument, en 1787, après le décès de son père, pour contester à son frère aîné David la rente annuelle qui avait été versée jusqu'à cette date au défunt sur le bailliage d'Erguël, d'où un froid certain entre les deux frères que leur beau-frère, le pasteur Frêne, essaya en vain d'aplanir.

Par la suite, Samuel, mangeant à tous les râteliers, chercha par tous les moyens, à la fin de sa vie, en multipliant les démarches, à obtenir, des diverses autorités auxquelles il avait eu affaire, des pensions que, de guerre lasse, celles-ci finirent en général, nolens volens, par lui accorder.

Placée sous de tels auspices, sa vie conjugale ne paraît pas, et pour cause, avoir été des plus heureuses.

Marié le 28 juillet 1777 à l'église de Montet sur Cudrefin à MARIE-ROSE CARREL (1760-1816), fille du maire de Diesse, Pierre-David Carrel (env. 1708-1790), âgée de seize ans et huit mois, celle-ci – qui devait perdre sa mère la même année – apparut à son oncle par alliance, le pasteur Frêne, « comme une belle et grande personne, se ressentant de l'éducation campagnarde, excellente pour le corps et mauvaise pour l'esprit, quoique dans le cas présent celle-ci n'ait certainement pas eu autant d'influence que l'autre ».

Mère d'un fils, AIMÉ, né en 1779 (No 66) et d'une fille, Marie-Hyacinthe-ROSALIE, née en 1780, Marie-Rose Carrel, peut-être bien minée par les frasques et la vie dispendieuse de son mari, comme aussi par les vicissitudes qui les avaient obligés en décembre 1792 à quitter le château de Courtelary pour Perles, tomba, à peine arrivée dans ce village, en janvier 1793, en démence, « à la suite d'une espèce d'esquinancie », maladie dont elle ne devait jamais se remettre.

Mise d'abord en pension à Bienne chez une dame Moll, puis, après un séjour à l'île de Saint-Pierre, chez un médecin à Kilchberg, elle fit, en 1794, « toujours en démence », un séjour à Montoz, où le pasteur Frêne possédait une métairie, recevant celui-ci fort mal lors d'une visite qu'il lui fit en compagnie de son mari, « l'accablant d'injures et courant, pour le surplus, par la campagne. »

Même scénario, l'année suivante, lors d'un nouveau séjour à Montoz, au cours duquel, le 19 juin, «Mad.e la Baillive, échappée de Montoz», arriva à la cure de Tavannes, chez son beau-frère et sa belle-sœur, «tout effarée, et mouillée jusqu'au Ventre, ayant traversé la forêt, les prés, les champs et la rivière à gué».

Par des lettres d'Isabelle de Géliou, datées de l'année 1800, à Madame de Charrière, nous savons par ailleurs que l'état de Marie-Rose, la «bête noire» de sa petite-nièce, n'alla pas en s'améliorant, celle-ci y parlant «de l'agitation anormale de cette personne», «de son esprit brouillon et critique», voire d'un certain déséquilibre mental, d'ailleurs expressément confirmé par Samuel Imer lui-même dans une lettre qu'il adressa le 19 février 1801 au Conseiller aulique Antoine Joseph Schumacher où il fait état de la «cruelle maladie de cerveau», respectivement de la «déplorable maladie» de sa femme.

Faisant contre mauvaise fortune bon cœur, il convient toutefois de rendre ici à Samuel la justice qu'il continua à garder sa femme auprès de lui jusqu'à son décès survenu le 16 novembre 1816 à Perles, à l'âge de 56 ans:

Simple témoignage d'un esprit qui mettait les convenances par-dessus tout ou expression d'un sentiment réel – nous ne trancherons pas ici –, il fit ériger sur la tombe de son épouse une pierre – aujourd'hui scellée sur la façade sud de l'église de Perles – portant l'inscription suivante:

« A Marie Rose Imer née Carrel
20.10.1760 16.11.1816
la piété conjugale et filiale de
son mari S. Imer dernier Grand-
baillif de l'Erguel et de ses
enfants Aimé Imer et Rosalie
Schnell née Imer »

Revenu à Perles en été 1814, en sa qualité de commissaire pour la ville de Bienne et administrateur des bailliages du Jura-Sud, Samuel Imer s'y trouva, en quelque sorte, rattrapé par son passé, sur le plan privé également. Arrivé dans ce village dans les circonstances que nous avons évoquées plus haut, en décembre 1792, il y avait pris domicile dans la maison de M. Kuntz, originaire de Montménil (Meinisberg), greffier communal de la localité, qu'il avait engagé comme secrétaire pour s'occuper des affaires de la Régence. Sa femme Marie-Rose étant tombée malade, il eut alors bientôt avec la fille de M. Kuntz, ANNE-BARBE KUNTZ, une aventure extra-conjugale qui ne sera pas sans suite, aboutissant en 1795 à la naissance d'un fils illégitime, FRÉDÉRIC-LOUIS (No 67) dont il cacha soigneusement l'existence à sa parenté, le pasteur Frêne en particulier, pourtant toujours à l'affût de toute nouveauté plus ou moins croustillante, ne mentionnant nulle part, dans son Journal, l'existence de ce neveu. Ce n'est que plus tard, à une date que nous ignorons, que Samuel reconnut officiellement pour sien ce garçon dont, désormais libre de tout lien, il finit par



Le château baillival de Courtelary, actuellement préfecture, siège des grands-baillis d'Erguël

épouser la mère au mois de mai 1819, un quart de siècle après la venue au monde de leur enfant.

Survivant à son mari de près de dix ans, Anne-Barbe Kuntz – dont nous ignorons la date de naissance – décéda le 3 octobre 1836, selon toute vraisemblance à Grenzach, près de Bâle, où elle avait suivi son époux.

Par les manuels du Conseil de La Neuveville, nous savons en effet que c'est un notaire et avocat de Bâle, M. Heitz, qui, après le décès de Samuel Imer, fut désigné par l'autorité tutélaire de Bâle comme conseil judiciaire d'Anne née Kuntz.

Laissée pratiquement sans moyens par son mari, Anne-Barbe, agissant par l'intermédiaire de M^e Heitz, fut finalement, après des pourparlers laborieux, mise au bénéfice par le Conseil de la Neuveville d'une rente viagère de 100 fr. par semestre contre l'abandon, par l'intéressée, d'un fond de 664 florins constituant le solde de son avoir en liquide.

Ainsi prit fin, dans la pauvreté et l'oubli, l'épopée du dernier grand-bailli d'Erguël et de sa seconde épouse.

De nos jours, il reste de Samuel Imer, en plus d'une nombreuse correspondance et autres pièces et mémoires se trouvant aux Archives de l'Ancien Evêché à Porrentruy, avant tout un récit inédit des événements qui se déroulèrent en décembre 1797 et mars 1798 lors de l'invasion de la Confédération par les troupes françaises, publié en 1963 par M. J. Surrateau dans les Actes de la Société jurassienne d'Emulation.

A défaut de grands portraits à l'huile, tels que nous les possédons pour ses ancêtres directs et ses frères et sœurs, il existe de Samuel Imer et de sa femme Marie-Rose Carrel, deux gouaches de petit format se trouvant au Musée de La Neuveville.

Si le visage de Marie-Rose s'y présente sous l'aspect d'une beauté que l'on qualifiera de « campagnarde », conformément à ses origines, celui de Samuel est, il faut bien le dire, d'une rondeur assez disgracieuse, avec de gros sourcils en forme de croissants de lune, de gros yeux bruns sous de lourdes paupières, un nez fort aux narines légèrement relevées et une bouche aux lèvres gourmandes surplombant un menton relativement petit n'émergeant que peu de la chair du cou.

* * *

Mariée le 18 août 1809 à La Neuveville à Bêat-Frédéric Schnell, la fille de Samuel, ROSALIE SCHNELL-Imer, née le 10 décembre 1780, dirigeait en 1812, dans sa ville natale, un pensionnat de jeunes-filles de 10 à 16 ans, huit au maximum, le prix de la pension étant fixé entre 20 et 24 Louis d'or par an et par pensionnaire. Son mari ayant obtenu en septembre 1812 son brevet de médecin-chirurgien, les époux Schnell-Imer partirent s'installer à Avenches, où Bêat-Frédéric pratiqua la médecine jusqu'en 1836, tout en fonctionnant parallèlement en qualité de chirurgien-major d'élite dans le 8^e arrondissement militaire de Payerne. De leur union naquit le 30 septembre 1819 un fils, Jean-Louis-Alfred Schnell, marié le 31 mai 1852, dont les descendants, respectivement de proches parents vivaient encore dans les années 1950 à Lausanne et Genève.

FRANÇOIS (65)

1767-1842

Banneret, maître-bourgeois

Fils aîné du pasteur Jean-François Imer (No 63) et de Charlotte Gibollet, Jean-François Imer naquit le 28 mai 1767 dans la maison familiale où était déjà né son père, à l'entrée de la ville, côté Bienne, maison qui devint par la suite la propriété du maréchal ferrant Gascard.

Le destinant au commerce, son père l'envoya en 1782 pour une année chez le pasteur Abel Merian, à Bâle, dans le cadre d'un échange avec le fils de ce dernier, selon toute vraisemblance pour y apprendre l'allemand.

Au mois d'août 1783, François se rendit chez son oncle le pasteur Frêne à la cure de Tavannes pour y être instruit à la communion qu'il reçut, des mains du prénommé, en date du 7 septembre.

Peu après, il partit à Bâle chez le Conseiller Frey, (« Meister Frey »), à la Freyestrasse pour y effectuer, de 1783 à novembre 1787, un apprentissage de commerce de quatre ans.

Engagé comme commis, l'année suivante, à Marseille, par la maison de commerce de Monsieur Grantham, un commerçant anglais, il fut chargé par ce dernier d'effectuer des tournées « mercantiles » en Allemagne et en Suisse allemande.

En décembre 1792, on le retrouve comme commis de la maison Borla et Compagnie à Lausanne pour laquelle il voyage « pour affaires ».

Le 13 mai 1794, le pasteur Frêne le mentionne comme « nouvellement revenu de Lausanne » et à la veille d'épouser la fille de M. Le Conseiller (Samuel) Imer », ce qui, toujours selon le diariste, était chose faite le 7 octobre où il cite François comme « nouvellement marié ».

Nommé membre du Petit Conseil de La Neuveville en 1795, François Imer demeura à ce poste jusqu'à l'arrivée des Français en décembre 1797.

Envoyés par le Conseil en députation officielle à Bâle au début de janvier 1798, auprès du citoyen Mengaut, « représentant de la République française chez les Suisses, pour se recommander et obtenir si possible que le Gouvernement et la Constitution de La Neuveville pussent subsister », François et son collègue M. Chiffelle de la Poste furent très mal reçus et n'obtinrent rien du prénommé « qui les régala de l'arrogance qu'il déployait à Bâle ».

Ce n'est dès lors qu'en 1814, après le départ des Français, que François Imer retrouva avec ceux de ses collègues qui vivaient encore à ce moment-là, son poste au sein du Petit Conseil qu'il conserva jusqu'en 1832, année qui sonna le glas définitif de l'Ancien Régime à La Neuveville.

Nommé banneret en septembre 1814, il eut l'occasion à plusieurs reprises, de représenter sa ville natale lors des négociations et des manifestations qui marquèrent le rattachement de l'ancienne Principauté des Princes-Evêques de Bâle au canton de Berne.

C'est ainsi, par exemple, qu'il fut, le 21 mars 1815, dépêché par les autorités de La Neuveville, avec le secrétaire de ville Chate-lain, à Berne, pour faire part de l'attachement de La Neuveville à la Suisse. Reçus au nom de la Diète par l'avoyer de Wattenwyl et le Commissaire et colonel Finsler, « de manière obligeante, honnête et sensible », François et son collègue firent rapport au Conseil le 29 mars, non sans une satisfaction évidente, sur le succès de leur démarche.

Une année plus tard, le 27 mars 1816, les autorités de la ville prêtèrent solennellement serment à l'Etat de Berne lors d'une cérémonie qui se déroula à l'église, manifestation officielle qui fut suivie d'un dîner copieux « dans un local de sa maison offert gracieusement par M. le banneret Imer ».

Autre date importante pour La Neuveville et dans sa vie personnelle, François Imer, accompagné du boursier François-Charles Chiffelle et du Conseiller Jean-Pierre Bourguignon, participa le 24 juin 1818 à Delémont à la fête et prestation de serment des responsables politiques du Jura bernois conformément à la proclamation édictée le 8 juin de la même année.

En 1819 enfin, François fut nommé – distinction suprême – au poste de maître-bourgeois de la ville qu'il occupa, alternativement avec Jacob-Georges Chiffelle, jusqu'à fin 1832, année de l'introduction de la commune municipale en lieu et place des anciennes autorités bourgeoises.

Ces diverses obligations officielles n'empêchèrent toutefois pas François Imer de poursuivre, parallèlement à celles-ci, ses activités privées. Nommé commissaire des guerres en 1801, sous le régime français, qualifié en 1814 de négociant dans les procès-verbaux du Conseil, il reprit par la suite, de son beau-père, le poste rémunérateur de receveur du Vénérable chapitre de Soleure pour les biens, soit plus particulièrement pour les vignes, que celui-ci possédait dans la région. Le 28 juillet 1828, il offrit par ailleurs à la Ville de lui louer pour une durée de quatre ans la cave de sa maison située à côté de l'hôtel de ville, pour y loger son vin.

Cette vie bien remplie s'acheva le 27 janvier 1842, événement que, dans son Journal, le pasteur Frédéric-Théophile Imer, avec lequel il cousinait doublement par sa mère, relate dans les termes suivants :

« 27 janvier – Mort de notre cousin François Imer, ancien maître-bourgeois. Depuis longtemps il s'affaiblissait graduellement, son âge était de 75 ans. C'était



Le banneret et maître-bourgeois François Imer, d'après un médaillon signé Vincent, de 1801

un brave et honnête homme, bon parent et ami, il sera regretté de toutes ses connaissances. »

Ses obsèques, qui se déroulèrent le 30 janvier, furent celles habituellement réservées aux premiers magistrats de la ville, « quatre membres du Conseil de Bourgeoisie tenant les coins du drap mortuaire ».

Sa femme, SOPHIE IMER, née le 14 novembre 1772, une des deux filles du notaire et secrétaire de ville Samuel Imer (No 51) et d'Anne Françoise Bourguignon, issue comme son mari d'une des plus vieilles familles de la cité, lui survécut de près de dix ans pour s'éteindre à son tour, le 7 avril 1851, décès que, toujours dans son Journal, Frédéric-Théophile Imer commente comme suit :

« 7 avril – Notre cousine et bonne voisine Imer née Imer est morte ce soir vers 4 h. Sa maladie n'a pas été bien longue; elle avait une forte toux, avec oppression, crampe; elle était âgée de 78 ans. C'était une personne bien aimable et intéressante et qui se rendait encore très utile à sa famille, aussi est-elle généralement regrettée ».

Mariés pendant 48 ans, François et Sophie Imer avait eu de leur union, trois enfants :

- LOUIS-AUGUSTE, l'aîné, né en 1795, décédé tragiquement comme conscrit de l'Empire à Colmar en 1813 (No 68)

- ALINE, née le 24 juillet 1803, épouse de Charles-Gustave BOURGUIGNON (1802-1872), décédée à l'âge de trente ans, dix mois après avoir donné la vie à un fils, Gustave-Adolphe Bourguignon, né le 2 septembre 1832 et décédé le 5 octobre 1833, deux mois et demi seulement après sa mère. (Remarié à Madeleine Seiler, Charles-Gustave Bourguignon eut par la suite, de son deuxième mariage, deux autres garçons et une fille, dont la descendance s'éteignit à La Neuveville en la personne des frères Gustave et Henri Bourguignon, décédés en 1946 et 1949, derniers propriétaires de la maison de Gléresse, l'actuelle Préfecture, qui avait appartenu à leur famille depuis 1804)

- JULIE-ÉMILIE, née le 6 mars 1812 (sur sa tombe à la Blanche Eglise figure à vrai dire la date du 4 avril 1810), épouse de Charles BOURGUIGNON (1811-1884), notaire et président de Tribunal à La Neuveville, décédée le 12 décembre 1868, mère de deux garçons et d'une fille dont la descendance Bourguignon est actuellement encore représentée en Australie, respectivement par Madame Violette Aberegg à Berne.

Deux petites miniatures, dont une datée de 1801, due à un certain Vincent, et l'autre, manifestement antérieure, nous restituent les traits de François Imer, jeune homme sur cette dernière et dans la force de l'âge sur la première. Elles nous présentent l'image d'un personnage aux cheveux châtain tirant légèrement sur le roux, aux yeux brun clair, qui, sans être laid, ne saurait non plus être qualifié de beau, tant s'en faut, l'intéressé, par ce que nous en savons, demeurant néanmoins quelqu'un de foncièrement attachant, « un brave et honnête homme », dans toute l'acception du terme.

AIMÉ (66)

1779-1824

Fils du châtelain et grand-bailli Samuel Imer (No 64) et de Marie-Rose Carrel, David-Charles-Eugène-Aimé IMER naquit le 26 mai 1779 à La Neuveville, où son père était châtelain du Schlossberg et maire de la ville.

En 1782, il suivit ses parents au château baillival de Courtelary où son père avait été nommé grand-bailli d'Erguël.

Le 7 août 1790, il rendit visite avec ses parents et son précepteur M. Richard à son oncle, le pasteur Frêne, dans sa métairie de Montoz, où celui-ci passait quelques jours de vacances avec sa femme et leur servante Marianne, visite précédée et suivie de nombreuses autres que ce soit à Montoz ou à la cure de Tavannes.

L'année suivante, Aimé bénéficia, ainsi que sa sœur Rosalie, des leçons d'un nouveau précepteur, M. Zihler de Wildbad en Wurtemberg, jeune ministre luthérien, « assez bon musicien, surtout pour le violon », selon Théophile-Rémy Frêne.

Réfugié à Perles avec ses parents et sa sœur, au mois de décembre 1792, à la suite des troubles qui avaient éclaté en Haut-Erguël, on retrouve Aimé, en 1794, à Thoune, en pension chez le proviseur Studer.

Par la suite, il fut placé chez Monsieur et Madame Cornetz à Mulhouse d'où il revint en juillet 1800 pour rejoindre ses parents dans leur métairie des Pontins.

Le 1^{er} mai 1801, dernière mention que fait de lui son oncle Frêne dans son Journal, Aimé partit pour Bâle dans l'intention d'aller s'établir à Francfort où l'on peut présumer qu'il se trouvait encore lors de la mort du diariste en 1804.

En 1808, on retrouve Aimé à Verviers en Belgique, un important centre de manufactures de draps et de filatures, où il s'occupe de commerce et où il épouse, la même année, ANNE-MARIE NIZET, née en 1782 dans cette ville, qui devait lui donner, échelonnés entre 1810 et 1822, pas moins de sept enfants, cinq filles et deux garçons, tous nés, sauf le dernier, soit à Verviers même, soit dans un village situé à proximité de cette ville, à Hodimont.

Bien qu'ayant su – selon le témoignage de son père dans une lettre datée du 10 avril 1814 – « se concilier l'estime et l'amitié des habitants de Verviers par sa conduite morale et civile », il ne semble toutefois pas qu'Aimé soit parvenu, lui, l'étranger, à assurer à sa nombreuse famille, une existence réellement stable et dénuée de soucis matériels.

Par une lettre de son fils Léopold, adressée d'Ypres, le 20 février 1849, nous savons en effet que, tombé malade, Aimé quitta, en 1824, la Belgique, sa femme et ses enfants, pour se rendre à Avenches chez sa sœur Rosalie afin de s'y faire soigner par son mari le docteur Béat-Frédéric Schnell. C'est là, dans sa patrie, qu'Aimé Imer devait décéder peu après, âgé de 45 ans seulement.

Demeurée veuve à l'âge de 42 ans, avec sept enfants, Anne-Marie se trouva rapidement dans une situation matérielle des plus difficiles.

Retournée vivre à Verviers, puis domiciliée dès 1829 à Liège, elle obtint pour elle et ses enfants, le 1^{er} septembre 1826, d'être reconnus bourgeois de La Neuveville, ce qui lui permit, pendant de nombreuses années, de recevoir des secours financiers du Conseil de bourgeoisie, «pour lui aider à habiller ses enfants», la dernière fois en janvier 1837, le Conseil lui ayant fait savoir dès l'année précédente qu'elle ne recevrait dorénavant plus aucune aide, «ses (enfants) aînés pouvant l'aider à fournir aux besoins du cadet».

C'est là le dernier signe de vie que nous possédons d'Anne-Marie Nizet dont nous ignorons la destinée ultérieure, si ce n'est – ainsi que nous l'apprend une lettre du Consulat de Suisse à Bruxelles, du 26 février 1829 – qu'elle s'était remariée peu de temps avant à Liège, «ce nouveau lien ne l'ayant (néanmoins) pas mise à l'aise», l'intéressée se trouvant «même très gênée dans ce moment».

La situation n'est guère différente en ce qui concerne le sort de ses cinq filles, à cela près que la troisième, née en 1815, n'étant plus mentionnée dans les demandes de subsides de sa mère, doit être décédée avant 1835. Il s'agit, par ordre chronologique, de :

- ADELE-EUGÉNIE-Joséphine, née le 29 juillet 1810;
- CAROLINE-Joséphine-Amélie-Eugénie, née le 28 mars 1812;
- ADELAÏDE-Rosalie-Marie, née le 11 juillet 1815, décédée avant 1835;
- SYLVIE-Justine-Eléonore, née le 21 mai 1817;
- FÉLICITÉE-Henriette, née le 4 juillet 1821.

Quant aux deux garçons, nés du mariage d'Aimé Imer avec Anne-Marie Nizet, à savoir :

- LÉOPOLD, né en 1818 (No 69)
- AIMÉ, né en 1822 (No 70),

leur parcours, à défaut d'autres indications, nous est du moins partiellement connu grâce aux archives militaires belges dont les renseignements seront repris ci-après dans les notices consacrées aux intéressés.

Selon une lettre adressée à l'ancien grand-bailli d'Erquël Samuel Imer le 21 mai 1814 par un certain Cl. B. Chiffelle de La Neuveville – reproduite par Auguste Viatte dans ses «Documents sur la réunion du Jura à la Suisse» dans les Actes de la Société jurassienne d'Emulation de 1952 –, il semble bien que les époux Imer-Nizet eurent en fait, en plus des cinq filles mentionnées ci-dessus, une première fillette, de prénom inconnu, née vraisemblablement en 1809 et décédée en 1814 déjà. Comme le précise en effet le correspondant du grand bailli dans sa lettre: «C'est avec le plus vif chagrin que j'ai appris les pertes qu'a fait M. votre fils, cette chère petite que j'avais vu chez vous en 1811 m'intéressoit singulièrement, puisse-t-il être dédommagé par de nouveaux venus de tout ce qu'il a perdu...»

FRÉDÉRIC-LOUIS (67)

1795-1826

Pasteur

Fils du châtelain et grand-bailli Samuel Imer (No 64) et de sa maîtresse Anne-Barbe Kuntz – qu'il épousa plus tard en secondes noces –, Frédéric-Louis Imer est né, vraisemblablement à Perles, où demeurerait sa mère, en 1795.

Reconnu par son père à une date que nous ignorons, il fut, selon toute probabilité, élevé par sa mère, son existence ayant, semble-t-il, longtemps été cachée à sa parenté, le pasteur Théophile-Rémy Frêne en particulier ne le mentionnant nulle part dans son Journal.

Quant à la vie de garçon et de jeune homme de Frédéric-Louis, elle nous est pratiquement inconnue, mais il est permis de penser qu'éduqué dans un milieu essentiellement alémanique, sa langue maternelle fut l'allemand, le français ne venant qu'ensuite.

On en verra la preuve dans le fait que c'est à Nidau, dans une paroisse de langue allemande, qu'après avoir épousé le 1^{er} août 1822 à Stetten une jeune bernoise, MARIE-MARGUERITE HENZI (1798-1883), fille de Jacques Henzi et d'Elisabeth König, il exerça le ministère de pasteur de 1822 jusqu'à sa mort prématurée, le 17 février 1826, à l'âge de trente ans.

De son mariage sont issus trois enfants, un fils :

- Samuel-RODOLPHE, né en 1823, décédé jeune, avant 1838 au plus tard, et deux filles :

- ANNE-MARGUERITE, née à Nidau le 7 juin 1824, mariée en 1847 à F.R. Schatzmann de Thoune, et auteur d'un livre portant le titre de « Betrachtungen einer Mutter über Erziehung, modernes Schulwesen und das Leben », paru en 1878, chez B.F. Haller, à Bern ;

- ROSA-CAROLINE, née à Nidau, le 5 juin 1825, mariée en 1849 à Ad. Vogt de Cerlier.

Par les manuels du Conseil de la Neuveville, nous savons qu'après le décès de son mari Madame Imer-Henzi, qui eut, avec son conseil judiciaire, à s'occuper de la succession de sa belle-mère Anne-Barbe Kuntz, retourna vivre avec ses enfants dans sa ville natale, à Berne.

LOUIS-AUGUSTE (68)

1795-1813

Seul fils du banneret et maître-bourgeois François Imer (No 65) et de Sophie Imer, Louis-Auguste, prénommé ainsi en souvenir de son oncle du même nom, décédé une année plus tôt à l'âge de 18 ans, naquit à la Neuveville dans les derniers jours de décembre 1795.

Jeune garçon, il eut à plusieurs reprises l'occasion de rendre visite avec ses parents à son grand-oncle le pasteur Frêne et à sa femme à la cure de Tavannes.

En automne 1807, à l'âge de douze ans, il fut envoyé pour deux ans en pension à Mulhouse.

De retour à La Neuveville, le 22 septembre 1809, il y retrouva ses petits-cousins Frédéric-Théophile et Victor Imer (Nos 27 et 28), nés respectivement en 1794 et 1795, de la branche des bannerets, avec lesquels il partagea dès lors les joies et les plaisirs des jeunes Neuvevillois bien nés de l'époque, donnant par exemple avec eux et les pensionnaires de M. Revel, le 22 mai 1810, un bal au pavillon des Rochettes, alors propriété de son grand-père, le pasteur Jean-François Imer.

En juillet 1811, il entreprit, toujours avec Frédéric-Théophile et Victor Imer, et un ami de ces derniers, Fritz Boden de Hambourg, alors en pension à La Neuveville, un voyage de 23 jours à travers la Suisse romande, les Alpes savoyardes, le Valais et l'Oberland bernois dont il nous a laissé une relation extrêmement vivante et circonstanciée qui se trouve aujourd'hui déposée à l'Office du Patrimoine historique à Porrentruy.

Ajoutant aux notes de voyage des notices historiques et géographiques détaillées sur les endroits visités, cette relation nous donne une idée particulièrement attachante des connaissances et de la grande curiosité intellectuelle dont faisait preuve ce jeune garçon auquel semblait promis le plus brillant des avenir.

Doué pour la musique, ainsi qu'en témoignent plusieurs partitions pour violon, basse, flûte, viole, violoncelle, etc. se trouvant dans nos archives de famille, excellent dessinateur et coloriste, ainsi que le révèle une pièce représentant un paysage alpestre conservé à l'Office du patrimoine historique à Porrentruy avec son journal de voyage, de même qu'une très jolie aquarelle d'un paysage de fantaisie, propriété de l'auteur de ces lignes, on peut penser que Louis-Auguste aurait été, à tous points de vue, de par ses grandes qualités, le digne successeur de son grand-père.

Dernières indications que nous possédons sur lui, nous savons, par le Journal de Frédéric-Théophile Imer pour l'année 1812, que Louis-Auguste se rendit, le 20 mai de cette année, avec celui-ci, les pensionnaires de la Cave, Florian Imer, de la branche de Grenétel, et le musicien Bastian, à la Foire de Morat où, « après avoir parcouru la ville », toute cette jeunesse s'offrit à l'auberge de l'Aigle Noir « un excellent dîner à bon marché ».



Louis-Auguste Imer enfant, d'après un médaillon de l'époque

Le 6 novembre 1812, il accompagna Frédéric-Théophile qui se rendait à Genève pour y faire ses études de théologie, avec le frère de celui-ci, Victor, jusqu'à Neuchâtel, où ils prirent congé les uns des autres à 5 heures du soir. Ce fut là la dernière fois qu'ils devaient se voir.

Appelé en automne 1813 à se rendre à Colmar comme conscrit de l'Empire, Louis-Auguste y contracta une maladie contagieuse dont il mourut le 26 novembre, à 6 heures du matin, à son domicile, Rue des Marchands, âgé de 17 ans et 11 mois – soit, à peu de choses près, au même âge que son oncle – victime innocente, tout comme son cousin Victor, disparu lui aussi en 1813, après la bataille de Leipzig, de la folie des grandeurs du Corse à cheveux plats.

Informé par ses parents du décès de son ami, Frédéric-Théophile fit part comme suit, dans une lettre qu'il leur adressa de Genève, le 9 décembre 1813, du désarroi et de la grande tristesse que lui occasionna la disparition brutale de ce compagnon de sa jeunesse :

« Mon très cher papa et ma très chère maman,

J'allois répondre à votre première lettre, tant pour vous demander des nouvelles de mon frère que de celles de mon cousin, Louis Imer, jugez combien j'ai

été surpris et surtout affligé en apprenant le funeste sort de mon ami, je pensais que sa maladie avait été occasionnée par les fatigues du voyage, le changement d'air, et qu'il seroit bientôt rétabli, j'ai donc été très frappé de la nouvelle de sa mort, et je vous prie de faire part à ses père et mère, de même que chez M. le pasteur Imer, de toute la douleur que j'en ai ressentie. J'ai toujours beaucoup aimé Louis Imer, il étoit un de mes meilleurs amis, je me réjouissois bien de le revoir et voilà qu'il nous est enlevé dans sa première jeunesse ! Ses chers parents trouveront quelque consolation en pensant que c'est la divine Providence, qui règle nos destinées, qu'elle fait tout pr. notre bien, quoique souvent les moyens qu'elle employe pour parvenir à son but, soient impénétrables à notre foible entendement. »

(Dans la suite de cette lettre Frédéric-Théophile s'inquiétait par ailleurs du sort de son frère Victor, alors prisonnier des Russes, dont ses parents n'avaient plus de nouvelles et qui lui aussi, comme Louis-Auguste, devait mourir sans revoir les siens...)

A défaut d'un portrait qui nous permettrait de savoir quels étaient, vus de face, les traits du visage de Louis-Auguste, il existe heureusement de lui un petit médaillon où, tout jeune garçon, on le voit de profil, en blanc sur fond noir : un bel enfant aux cheveux lisses lui tombant sur la tempe et le haut de la nuque, l'œil vif et le nez bien formé, à peine très légèrement retroussé.

Seul souvenir, hélas !, avec son journal de voyage et les deux ou trois dessins et aquarelles qu'on possède de lui, qui nous reste de cette belle et riche personnalité fauchée à la fleur de l'âge.

LÉOPOLD (69)

1818-1900

Capitaine et intendant de 1^{re} classe dans l'armée belge

Fils d'Aimé Imer (No 66) et d'Anne-Marie Nizet, Laurent-Léopold-Théodore Imer naquit à Verviers le 3 juillet 1818.

Orphelin de père à l'âge de six ans, la situation matérielle très difficile de sa mère ne lui permit pas, comme ce fut le cas pour son frère puîné également, de faire des études qui lui auraient permis d'embrasser une carrière académique.

A l'âge de dix-neuf ans, il se décida dès lors, le 2 mai 1837, de s'engager comme militaire de carrière dans l'armée belge.

Incorporé d'abord au 11^e régiment de ligne, il passa au 9^e de ligne, le 24 août 1837, où il obtint, le 1^{er} septembre, le grade de caporal, puis le 16 mars 1838, celui de fourrier et, trois mois plus tard, de sergent-fourrier.

Sergent en février 1839, il participa cette année-là à la campagne militaire contre la Hollande, avant d'être nommé sergent-major le 26 avril 1841.

Rengagé le 11 août 1843 pour 2 ans 1 mois et 20 jours, puis le 1^{er} octobre 1845 pour une nouvelle période de deux ans, il obtint le 8 mai 1847 le grade de sous-lieutenant.

Incorporé au 10^e Régiment d'infanterie de ligne, il fonctionna en 1851 et 1852 comme officier payeur.

Attaché au 9^e régiment de ligne en mai 1852, il fut promu au grade de lieutenant le 24 juin 1853, avec continuation des fonctions d'officier payeur.

Le 22 juillet 1857, il est attaché aux carabiniers, puis au mois d'août 1859 au 8^e régiment de ligne, avant d'être nommé, le 14 novembre de la même année, capitaine de 2^e classe quartier-maître, puis, après être passé aux guides au mois d'août 1865, capitaine de 1^{re} classe par brevet du 19 avril 1868.

Chargé en janvier 1870 du service administratif dans la province de Limbourg, il est nommé la même année sous-intendant de 1^{re} classe.

Le 29 juillet 1870, il est attaché à la 2^e division du 1^{er} corps de l'armée d'observation à l'époque de la guerre franco-allemande de 1870/71.

Le 15 octobre de la même année, il reprend sa charge de responsable administratif dans la province du Limbourg, puis le 3 juin 1871 à Anvers.

Fait chevalier de l'Ordre de Léopold le 6 décembre 1873, il est le 8 mars 1874 nommé directeur de l'administration militaire dans la province de Hainaut.

En mars 1874, il est nommé intendant de 2^e classe, puis quatre ans plus tard, le 14 juillet 1878, intendant de 1^{re} classe.

Signalé comme « en non activité pour motifs de santé » à partir du 18 décembre 1878, il est, une année plus tard, le 19 décembre 1879, mis définitivement en pension, à l'âge de 60 ans.

Cette belle carrière militaire valut à Léopold d'être décoré le 21 juillet 1885 de la croix militaire – juste récompense d'une vie entièrement passée à servir la patrie de sa mère.

Dernier représentant, à notre connaissance, avec son frère cadet, de la branche des châtelains – qui devait s'éteindre avec eux –, Léopold Imer décéda le 10 mars 1900 à Saint-Gilles (Bruxelles), à l'âge de près de 82 ans.

Coupé, dès son plus jeune âge, de ses origines neuvevilloises, en raison des circonstances de la vie, il n'en avait pas moins conservé à ce propos une « curiosité bien légitime », ainsi que cela résulte de la lettre suivante qu'il adressa le 20 février 1849, alors qu'il était en garnison à Ypres, à Auguste Imer (1797-1861), de la branche neuchâteloise, de son état armateur et négociant à Avignon :

« Mes 4 sœurs, mon frère cadet, sous-lieutenant aux carabiniers belges et moi-même, sous lieutenant au 10^e Régiment d'Infanterie, n'ayant pu recueillir des renseignements précis et détaillés sur la famille de notre père David Eugène Aimé Imer, décédé il y a environ 25 ans et ayant oui dire par un négociant de Trieste, qu'un négociant du nom IMER habitait Avignon, je prends la liberté de vous demander si vous ne seriez pas un des membres de la famille de mon père pour obtenir de votre bonté le plus de renseignements possibles sur cette famille.

D'après un extrait de l'acte de mariage de mes parents que je reçois de l'état civil de Verviers, David Eugène Aimé IMER est né à La Neuville, il était fils de Samuel Imer Seigneur Châtelain de Neuveville et ancien gouverneur d'Erguël et de Dame Marie Rose CARREL. Mon père s'était établi et marié à Verviers en 1808. En 1824 il a quitté la Belgique, sa femme et ses enfants, pour aller en Suisse rétablir sa santé fortement altérée et où il a rendu le dernier soupir peu de temps après. Tels sont, Monsieur, les seuls renseignements que nous avons pu recueillir jusqu'ici sur notre père, renseignements qui pourront cependant vous indiquer assez du moins je l'espère, le degré de parenté qui pourrait peut-être exister entre nous.

Veillez agréer, Monsieur, une curiosité bien légitime pour des orphelins dont l'existence est enveloppée d'un voile presque mystérieux. »

Sensible à cette démarche d'un jeune homme privé de ses racines, Auguste Imer répondit à Léopold en lui envoyant une copie de la généalogie textuelle rédigée par son grand-père Samuel Imer, document qu'il avait obtenu, avec des lettres du défunt, de la seconde épouse de celui-ci, Anne-Barbe Kuntz, moyennant finance.

AIMÉ (70)

1822 - ?

Sous-lieutenant dans l'armée belge

Fils d'Aimé Imer (No.66) et d'Anne-Marie Nizet, Godefroi-Victor-Aimé Imer naquit à Liège le 25 novembre 1822.

Orphelin de père à l'âge de deux ans, il ne connut pratiquement pas celui-ci, parti en 1824 pour se faire soigner et mourir en Suisse.

Comme ce fut le cas pour son frère aîné Léopold, il n'eut, arrivé à sa majorité, pas d'autre choix que de s'engager dans l'armée belge, la première fois, le 17 avril 1841, pour une période de 6 ans, 2 mois et 14 jours, puis, le 6 juillet 1847, pour une nouvelle période de 6 ans, 2 mois et 25 jours, d'abord en tant que simple soldat, puis comme caporal et sergent-fourrier.

Promu sergent-major le 30 juillet 1847, il obtint le 29 septembre 1848 le grade de sous-lieutenant.

Engagé trois jours plus tard dans le 1er régiment de carabiniers, il fut, le 29 septembre 1851 mis au traitement de réforme, puis le 7 juin 1852 en non-activité, avant d'être rappelé à l'activité en novembre 1853 pour servir dans le 2^e Chasseurs à pied.

Quelques semaines plus tard, il fut, le 14 janvier 1854, démissionné sur sa demande, âgé de trente-deux ans seulement, sans qu'il nous soit possible de savoir si, ainsi qu'il est permis de le penser, ce fut pour des raisons de santé, ou pour d'autres motifs.

C'est là le dernier renseignement que nous possédons concernant Aimé, lequel – comme c'est le cas pour son frère également – ne paraît pas avoir été marié, ni avoir eu de descendants, la date de son décès – contrairement à ce qui est le cas pour son frère – nous étant inconnue.

CHAPITRE VIII

LA BRANCHE DU SCHLOSSBERG

FRÉDÉRIC (71)

1727-1814

Fils aîné de Jean-Jacques Imer (No 20) et de sa femme Marie-Marguerite Chiffelle, Frédéric-Jean-Jacques Imer est né en 1727 à La Neuveville.

De profession maître-tanneur, il épousa, le 22 novembre 1749, Rose-Marie Ballif (1726-1814), fille de Jean-Pierre et de Marie Javet.

De leur union naquirent – abstraction faite d'une fillette morte à l'âge de deux mois et demi – deux garçons et une fille, à savoir:

- FRÉDÉRIC, l'aîné, né en 1750 (No 72)
- ROSE-MARIE, née en 1752, épouse de Jean-Conrad Stauffer
- DAVID, le plus jeune, né en 1758 (No 73).

Fondateur de la **branche du Schlossberg**, Frédéric-Jean-Jacques décéda à l'âge de 87 ans, le 6 juillet 1814, six mois après sa femme, morte au même âge que lui, le 3 janvier 1814.

FRÉDÉRIC (72)

1750-1812

Conseiller

Fils aîné de Frédéric-Jean-Jacques (No 71) et de Rose-Marie Ballif, Frédéric est né le 28 août 1750.

Membre du Grand Conseil de 1785 à 1789, il devint membre du Petit Conseil de La Neuveville en 1789.

Exerçant, comme son père, la profession de maître-tanneur, il est qualifié plus tard de cultivateur.

Propriétaire notamment d'un « mas de terre en nature de champ » à Enges, contenant environ seize poses, il l'amodia, par acte du 14 octobre 1805, pour une durée de neuf ans, à un certain Jean-Louis Veillard d'Enges, pour la somme annuelle de « onze Louis d'or et trois écus neufs ».

Le même document nous indique que Frédéric possédait aussi, à cette date, une marnière aux Comblémines.

Demeuré célibataire jusqu'à l'âge de 59 ans, Frédéric se maria le 19 août 1809 avec Marie-Catherine Quintal de Gléresse, fille de Pierre, née en 1766.

Il décéda deux ans et demi plus tard, le 22 janvier 1812, à l'âge de 62 ans, sans laisser de descendance.

DAVID dit IMER-VERNET (73) 1758-1847

Pasteur

Second fils de Frédéric-Jean-Jacques (No 71) et de Rose-Marie Ballif, David est né le 15 mars 1758 à La Neuveville.

Consacré pasteur à Berne, en mai 1781, il se rendit pour une année à Bâle où il remplit les fonctions de M. le pasteur Touchon alors malade.

De 1785 à 1793, il séjourna à Neuchâtel en qualité de gouverneur instituteur dans la maison de M. Coulon, riche commerçant originaire du Rouergue dont la famille devait par la suite être anoblie par le roi de Prusse en 1847.

Début juin 1796, le Prince-Evêque de Bâle le nomma diacre de la classe d'Erguël, date à partir de laquelle il remplit régulièrement des fonctions ecclésiastiques dans l'Evêché, soit plus particulièrement en qualité de diacre et ministre allemand à La Neuveville de 1797 à 1800, année où il fut nommé pasteur à Nods.

Rappelé à La Neuveville en tant que pasteur en 1808, il y exerça dès lors son ministère jusqu'en 1837, année où il résigna volontairement ses fonctions, à l'âge de 79 ans, moyennant obtention d'une pension de retraite.

Selon les indications de l'archiviste Adolphe Gross, David Imer possédait à La Neuveville la belle maison située au No 5 de la Grand'Rue, face à la rue Beauregard, qu'il vendit vers la fin du XVIII^e siècle à l'instituteur Revel pour la somme de 5000 fr.

En 1820, il acheta au meunier Jean Schlechter le château du Schlossberg que celui-ci avait, de son côté, acquis en 1802 de David Cunier, après sa confiscation et sa vente comme bien national en 1798.

Compte tenu de l'état de décrépitude dans lequel se trouvait le château, David pensa pouvoir en tirer profit comme objet de démolition en faisant enlever en 1825 le reste des toitures et démolir la partie supérieure des tourelles et les chambres encore existantes pour utiliser ces matériaux dans sa propriété du Boudelin, sur l'autre rive du lac, entre Cerlier et Locraz. L'opposition de la population de La Neuveville, fort attachée au maintien de son château, l'incita toutefois à interrompre ces travaux de démolition, sauvant ainsi l'édifice d'une destruction complète.

Dans les années qui suivirent, il fit construire en 1827 un nouveau cabinet de plaisance à la Combe, et en 1830, un four à chaux dans le pré du château.

Après la mort subite de son fils unique en 1841, David Imer-Vernet vendit le 3 décembre 1842 le château à son petit-fils par alliance, Victor Gibollet, pour le prix de 12'000 fr. de l'époque. Le château passa ensuite, par héritage, au genre de ce dernier, Charles-Louis Schnider-Gibollet, qui le fit restaurer de 1884 à 1885 dans le goût romantique mis à la mode par Victor Hugo et Viollet-le-Duc.

Riche propriétaire terrien, David Imer-Vernet était aussi propriétaire, en plus du domaine du Boudelin, de la métairie de la Hymelette rière St-Imier, d'un

domaine à Chaumont, d'une maison à Cressier, d'une cave au Landeron, ainsi que de nombreuses vignes tant à La Neuveville que sur territoire neuchâtelois, au Landeron, à Cressier et à Champréveyres dans la commune de Saint-Blaise, tous biens qui revinrent par la suite à son petit-fils Louis-Sigismond.

Devenu tuteur de ce dernier, âgé de deux ans seulement lors du décès de son père, David Imer s'acquitta avec beaucoup de conscience de cette charge jusqu'à sa mort, le 26 décembre 1847, à l'âge de 89 ans, neuf mois et onze jours.

Les dernières années de sa longue vie furent marquées par de nombreux changements de domicile.

En septembre 1835, suivi de sa fidèle servante, Marianne Dobler de Locraz, qui fut à son service pendant près de quarante ans, il prit un appartement à La Neuve Porte chez M^{lle} Himely où il devait rester jusqu'en février 1842.

Après la mort de son fils Louis, il retourna pendant quelque temps vivre au Faubourg (apparemment dans une maison lui appartenant), avant de se retirer peu après, probablement dans le courant de la même année ou en 1843, dans la maison, entourée d'un verger et de deux beaux jardins, qu'il possédait à Cressier, passant son temps à cultiver des dahlias qui faisaient l'émerveillement des personnes qui lui rendaient visite.

En décembre 1847, sentant probablement que sa fin était proche, il revint habiter La Neuveville, où il loua la maison de feu Bernard Ballif. C'est là qu'il mourut, quelques semaines plus tard, presque nonagénaire, des suites d'une attaque.

Le 3 février 1848, le Conseil de bourgeoisie autorisa le tuteur de son petit-fils Louis-Sigismond à faire, avec ses cohéritiers, un legs à l'orphelinat de la ville, ainsi qu'une rente à sa servante Marianne Dobler, « à prendre sur la succession ». Agée d'environ quatre-vingts ans, cette dernière devait décéder, à son tour, à Locraz, en juin 1854, six ans et demi après le patron qu'elle avait servi avec un rare dévouement.

Marié à ADRIENNE-ÉLISABETH VERNET (ou Verenet), David Imer eut de son mariage avec elle deux enfants, à savoir :

- une fille, dont nous ignorons le prénom, qui – selon les renseignements fiables tirés du Journal d'Albert Imer (No 95, voir là) – paraît avoir été la seconde épouse de Monsieur Carl Philippe Adam Hœrning (1765-1844), pharmacien à Berne, dont la famille demeura toujours très proche de celle du pasteur Imer-Vernet à laquelle elle était liée, selon un extrait du « protocole » du Conseil de La Neuveville, par des liens de proche parenté (« M. Hœrning... près parent de M. le pasteur Imer-Vernet »)

- un fils, LOUIS, né en 1800 (No 74).

Comme c'est le cas pour sa fille, la destinée d'Adrienne-Elisabeth Vernet nous demeure, elle aussi, en grande partie inconnue, mais on peut penser qu'elle dut décéder relativement jeune, peut-être même peu après la naissance de son fils Louis.

Nous en voulons pour preuve, le Journal que le pasteur Frédéric-Théophile Imer tint de 1807 à 1858 où il n'est jamais fait mention que du pasteur Imer-

Vernet, sans son épouse. On peut en déduire que celle-ci dut disparaître avant 1810, au plus tard, période qui correspond à une ou deux années près, à l'engagement par son mari de sa servante-gouvernante Marianne Dobler dont il a été question ci-dessus.

D'après une brochure parue en 1927 à l'occasion du 125^e anniversaire de la pharmacie Hørring à Berne, Carl Philippe Adam Hørring – qui avait exploité au préalable un commerce à Bienne de 1796 au plus tard à 1801 – y avait épousé une demoiselle (Jungfer) Maria-Elisabeth Renner (ou Rønner) de Nidau dont il aurait eu trois enfants, une fille et deux fils. Née, semble-t-il avant 1800, année de la naissance de son frère Louis, la fille du pasteur David Imer-Vernet, serait donc devenue vers 1815/16, après le décès d'Elisabeth-Maria

Renner, la seconde épouse de Carl Philippe Adam Hørring, respectivement la marâtre de ses enfants, fait que semble confirmer l'accession de l'intéressé à la Bourgeoisie de La Neuveville en 1818, tout comme les liens étroits jamais démentis par la suite entre la famille du pasteur Imer et la famille Hørring, M^{lle} Hørring, par exemple, devenant en août 1824, la marraine « de l'enfant de Louis Imer », à savoir de sa seconde fille Adèle, née le 2 août, c'est-à-dire, en fait, sa cousine par alliance.

* Pour ce qui est par ailleurs du domaine que David Imer-Vernet possédait à Chaumont, il semble bien que celui-ci corresponde à la « Prise Imer » qui figurait encore sur la carte Dufour de 1845. Située au nord du hameau de Enges et à

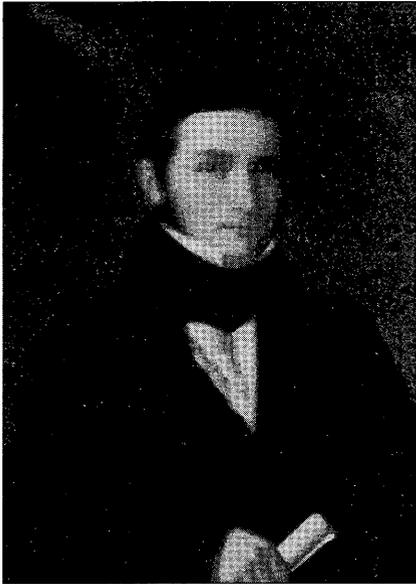
l'ouest de ce que l'on appelait à l'époque la « Vacherie de Lordel », cette métairie n'a, il va sans dire, rien à voir avec la propriété du même nom sise sur les hauts de Colombier et dont il sera question plus loin au chapitre XI sous lettre A.

LOUIS (74)
1800-1841

Maître-bourgeois

Seul fils de David Imer-Vernet (No 73), Frédéric-Louis-Alexandre Imer naquit à La Neuveville le 30 janvier 1800.

Maître de la confrérie des vignerons en 1824, membre du Petit Conseil de 1828 à 1832, intendant des métairies de la Bourgeoisie en 1829, il fut élu le 11 décembre 1832 premier maître-bourgeois de la nouvelle commune bourgeoise qui, dès 1833, succéda aux anciennes autorités bourgeoises, remplacées désormais, pour ce qui est des compétences politiques et d'administration générale, par la commune municipale issue de la révolution de 1830.



*Le maître-bourgeois Louis Imer et sa femme Rosette-Caroline Clottu
Portraits à l'huile de Jean-Baptiste Bonjour, 1830*

Entré en même temps – en décembre 1832 également – au Conseil municipal nouvellement constitué, comme conseiller, il occupa en outre, dès le 11 mars 1839, une place de Juge au Tribunal des mœurs, où il remplaça son père.

Appelé à faire une période de service militaire de six semaines à Berne, en janvier 1828, il retourna y effectuer une garnison d'un mois en juillet 1832.

Mobilisé en mars 1836 en raison des troubles ayant éclaté dans le Jura à propos de l'adoption des articles dits de Baden, il le fut à nouveau le 24 juin 1838, pendant une semaine, à la suite des incidents de Schwytz, puis, au mois

d'octobre de la même année, en relation avec l'affaire du Prince Napoléon-Louis Bonaparte dont la France avait demandé l'expulsion à la Confédération.

Pour le malheur des siens, la vie de Louis devait connaître, peu de temps après, une fin tragique. Frappé en pleine activité – après une première alerte en décembre 1836 – d'une attaque d'apoplexie dans la nuit du 5 au 6 novembre 1841, il décéda le dimanche 7 novembre à une heure de l'après-midi, à pas tout à fait 42 ans, deux ans seulement après sa femme, emportée, elle aussi, subitement, le 17 octobre 1839, âgée de 43 ans, quelques semaines après la naissance de leur fils Louis-Sigismond.

Enterré solennellement le 11 décembre lors de funérailles publiques, Louis laissait le souvenir d'un homme de bien, ainsi qu'en témoigne le passage suivant tiré du Journal du pasteur Frédéric-Théophile Imer :

« C'est une grande perte pour ses enfants; il sera aussi regretté comme maître-bourgeois de notre bourgeoisie dont il administrait les biens avec intelligence et exactitude ».

Marié en mai 1821 à ROSETTE-CAROLINE CLOTTU (1796-1839), fille de Jean-Guillaume Clottu, membre de l'honorable Cour de justice de Thièle, bourgeois de Neuchâtel et communier de Cornaux, Louis Imer en avait eu trois enfants, à savoir deux filles :

- ADRIENNE, née le 13 avril 1822, décédée le 15 janvier 1889, épouse de Victor GIBOLLET (1819-1883), botaniste et vice-président du tribunal, dernier descendant d'une des familles les plus illustres de La Neuveville, dont elle eut trois filles, Mathilde, demeurée célibataire, Alice (1853-1908), épouse du professeur Charles Girard (1850-1916), ancêtre de la famille Bauer de Neuchâtel, et Elvina-Adrienne (1843-1907), femme de Charles-Louis Schnider (1840-1924) et mère, entre autres, d'Adrienne, épouse du docteur Gustave Schlaefli;

- ADÈLE, née le 2 août 1824, décédée le 5 novembre 1900, épouse d'Alphonse LANDOLT (1819-1890), fils de Jean-Conrad, émigré à Cuba, et frère aîné d'Octavie-Amélie Landolt, femme de Frédéric Imer (1825-1909), préfet, de la branche des bannerets, sa belle-sœur, mariage demeuré sans descendance;

et un fils, né bien après ses sœurs, en 1839,

- LOUIS-SIGISMOND (No 75)

Dressé le 17 novembre 1842, l'inventaire des biens laissés par Louis Imer se solda par un actif évalué à 182'000 fr. de l'époque.

De nos jours, le souvenir de Louis Imer et de sa femme Rosette-Caroline Clottu, comme aussi celui de sa sœur Adèle et de son mari Alphonse Landolt, se trouve perpétué pour nous, grâce essentiellement à des portraits dus au pinceau du peintre Bonjour que mon père avait eu l'occasion de photographier chez Louis-Philippe Imer au Boudelin.

On y ajoutera – témoignage particulièrement émouvant – un gracieux portrait au crayon que Louis – doué dès son jeune âge pour le dessin – exécuta à l'âge de quinze ans. On y voit, croquée de face, l'image d'une belle jeune fille



Portrait d'une jeune fille - Dessin au crayon de F. L. Imer (Frédéric-Louis) de 1815

bouclée, au visage harmonieux, tenant sur sa poitrine un mouchoir sur lequel se trouve gravé le nom de l'auteur sous le sigle aisément reconnaissable de F. L. (Frédéric-Louis) Imer.

LOUIS-SIGISMOND (75)

1839-1912

Maître-bourgeois, capitaine d'infanterie

Fils de Louis (No 74) et de Rosette-Caroline Clottu, Joseph-Louis-Sigismond Imer vit le jour le 2 septembre 1839.

Orphelin de père et de mère à l'âge de deux ans, c'est à son grand-père, le pasteur David Imer-Vernet, alors âgé de quatre-vingt-trois ans, qu'incomba la tâche de s'occuper de son petit-fils en qualité de tuteur, ce qu'il fit avec un soin et une conscience remarquable.

C'est ainsi qu'il eut à cœur d'obtenir pour lui, en avril 1844, des autorités neuchâteloises compétentes, à savoir des Quatre Ministériaux de la Ville de Neuchâtel, sur préavis favorable du président du Conseil d'Etat, le baron Alexandre de Chambrier, l'agrégation de son pupille « avec ses enfants et descendants à naître » en tant que bourgeois et communier de la Ville de Neuchâtel, démarche facilitée en l'espèce par le fait que la mère de Louis-Sigismond était elle-même, par sa naissance, bourgeoise de Neuchâtel et que le grand-père de l'enfant avait, dans sa jeunesse, vécu dans cette ville.

Mis tour à tour en pension chez sa sœur Adèle et son mari Alphonse Landolt qui devint par la suite son tuteur, puis, pendant le voyage de ceux-ci à Cuba en 1846/47, chez son autre sœur Adrienne Gibollet et son mari, Louis-Sigismond nous est signalé comme fréquentant à cette époque l'école particulière tenue par Monsieur Piaget (sans doute à Neuchâtel).

En mars 1846, il reçoit en donation de son grand-père le domaine que celui-ci possédait à Cressier, domaine qui devait être vendu quelques années plus tard, le 6 octobre 1851, avec sept ou huit vignes sises à Cressier et au Landeron, lors de la vente des immeubles qui lui étaient échus à titre d'avancement d'hoirie dans le cadre de la succession du défunt.

Le 15 mars 1852, alors qu'il avait désormais quatorze ans, son oncle Adolphe Landolt organisa chez lui une partie de danse pour enfants à l'occasion du départ en pension de son pupille, probablement à Paris, où nous le retrouvons en août 1855.

De retour à La Neuveville le 13 août 1856, Louis-Sigismond part peu après pour Berne pour y parfaire son instruction et sa formation, à tout le moins jusqu'en 1857.

Marié le 16 juin 1864 à Pauline Févot de Marseille, alors qu'il n'a pas encore tout à fait vingt-cinq ans, il s'établit dans sa cité natale comme banquier indépendant, manifestement avec succès, puisque cela lui permit quelques années plus tard de faire construire en 1873, à l'extrémité est de l'avenue des Collonges, une magnifique villa, entourée d'un parc, à laquelle il donna le nom poétique de « La Joliette », devenue de nos jours la villa Carmen.



Le maître-bourgeois Louis-Sigismond Imer

Poursuivant, parallèlement à ses activités professionnelles, une carrière militaire qui lui permit d'atteindre le grade de capitaine d'infanterie, il fut libéré du service le 31 décembre 1883 quand il eut atteint l'âge de la Landwehr.

En 1881, par ailleurs, ses concitoyens l'élirent au poste de maître-bourgeois, fonction qu'il exerça avec zèle pendant dix-huit ans.

Commencée sous les meilleurs auspices, cette belle carrière devait malheureusement connaître une fin nettement moins enviable.

Remarié en 1880, à la suite du décès de sa première femme quatre ans plus tôt, père de dix enfants, dont deux du deuxième lit, il se trouva confronté, à la fin de sa vie, à des difficultés financières croissantes, dues, pour l'essentiel, à des

traites tirées sur sa banque par son fils aîné Jules, parti à Anvers, en Belgique, pour y faire carrière dans le négoce.

Mis en faillite, Louis-Sigismond se vit contraint de liquider une partie de ses biens, dont la Joliette, tout en démissionnant, par la même occasion, de ses fonctions civiles à La Neuveville en 1898, plus particulièrement de sa charge de maître-bourgeois.

Fuyant les remous provoqués par sa débâcle financière, il se retira à Lausanne où il tint jusqu'à sa mort, survenue le 7 avril 1912, une modeste pension de famille.

Née le 10 janvier 1846 à Marseille, PAULINE FÉVOT, la première femme de Louis-Sigismond, était la fille de Marc-Emile Févot, consul de Suisse à Marseille, et de Louise Vasallo, fille du consul d'Espagne dans cette ville.

Belle femme – son portrait peint par Albert Anker se trouve actuellement chez son arrière-petite-fille, Jacqueline Ryncki, à Pully – Pauline mourut en couches le 22 mai 1876, à l'âge de trente ans seulement, lors de la naissance de son huitième enfant, prénommé Louis-Sigismond comme son père, qui ne devait lui survivre que de cinq jours.

Ses autres enfants, cinq garçons et deux filles, nés au rythme d'un par an entre 1866 et 1873, se trouvèrent ainsi privés de leur mère, alors que l'aîné, au moment de son décès, ne comptait que dix ans.

Ce sont, dans l'ordre :

- JULES, né en 1866 (No 76)

- EDMOND-LOUIS, né le 28 décembre 1867, qui, parti pour faire fortune au Brésil, devait y décéder le 9 février 1891 à Santos, victime de la fièvre typhoïde, à l'âge de vingt-trois ans

- JEANNE, née le 20 février 1869, épouse de Charles-Emile Masson d'Ecublens, dont elle eut deux filles, Juliette, épouse du docteur Rochat, à Lausanne, mère de Madame Jacqueline Ryncki à Pully (avec descendance), Hélène, dite Finette, alliée Huguenin, à Lausanne, mère à son tour de trois filles, Lise, alliée Micheli, à Genève (avec descendance), Claudine, née en 1926, alliée Gaussons, à Paris (avec descendance) et Béatrice, alliée Fillioux, à Cannes, propriétaire du Palm Beach – et un fils, Charles Masson, pasteur et professeur de théologie, à Lausanne

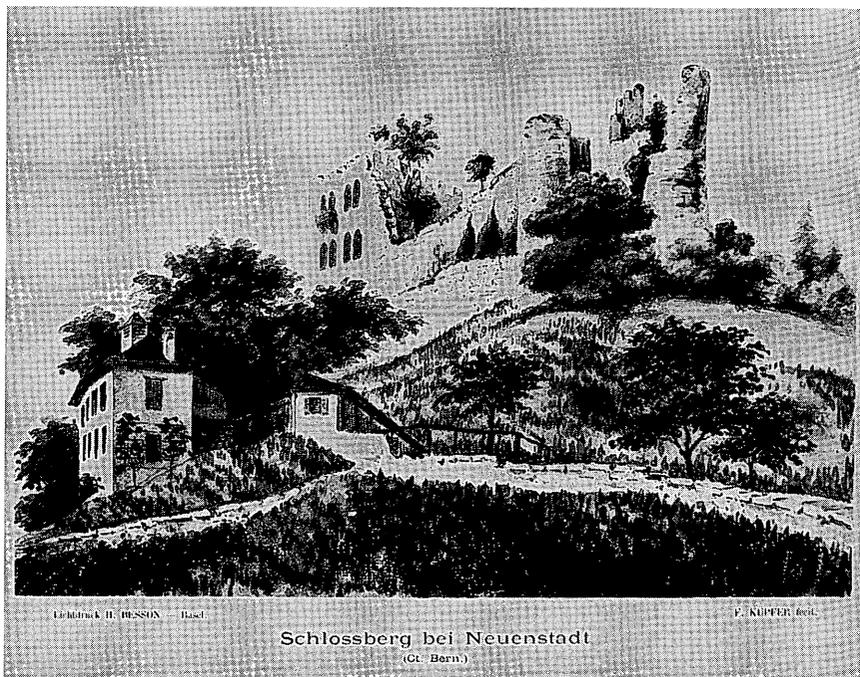
- ADRIEN, né en 1870 (No 77)

- JEAN, né en 1871 (No 78)

- ADÈLE, née le 9 octobre 1872, devenue aveugle à l'âge de quatorze ans, décédée à Lausanne le 23 juillet 1951

- ÉMILE-MARC, né le 24 novembre 1873, décédé à Bière, où son frère Jean pratiquait la médecine, le 11 juillet 1901, dans sa vingt-huitième année.

Devenu veuf à près de trente-sept ans, Louis-Sigismond se remaria le 20 février 1880 avec VIRGINIE GIRARD, originaire de Chézard-St-Martin, née à Saint-Imier le 1^{er} août 1854, fille de Frédéric-Auguste (1824-1873), lieutenant-colonel à l'Etat-major général et frère du fameux colonel brigadier, Conseiller d'Etat et



Le château du Schlossberg - Phototypie de H. Besson d'après un dessin de F. Küpfer

Conseiller national Ami Girard, un des principaux acteurs de la révolution neuchâteloise de 1848, (père, lui-même, d'Arnold Girard, le mari de notre grand-tante Adrienne Schem, sœur de notre grand-mère Marie Imer-Schem), et de Constance-Julie Raclé, née en 1829.

De ce second mariage, sont issus deux enfants :

- HÉLÈNE, née le 27 septembre 1882, décédée en 1943, épouse d' Aimé HAHN (1882-1942), de La Chaux-de-Fonds, sans descendance

- LOUIS-PHILIPPE (No 79).

Cadette de son mari de quinze ans, Virginie Imer-Girard mourut à Lausanne le 27 octobre 1927, quinze ans après son mari.

Pour la petite histoire, on ajoutera ici que par ce second mariage, Virginie Girard étant la sœur du professeur Charles Girard (1850-1916), époux d'Alice Gibollet (1853-1908) – qui était, elle-même, la nièce de Louis-Sigismond –, celui-ci se trouvait être, à la suite de cette alliance, à la fois le beau-frère et l'oncle par alliance de Charles Girard.

JULES (76)

1866-1915

Fils aîné de Louis-Sigismond (No 75) et de Pauline Févot, Jules-Emile Imer naquit le 8 avril 1866 à La Neuveville.

En 1883/84, on le retrouve à Neuchâtel, comme membre de la société d'étudiants de Belles-Lettres.

Lieutenant dans les troupes d'administration, il fut mis en congé dès 1898, certainement à la suite de son mariage, le 7 avril 1896 à Anvers, où il était parti pour faire carrière dans le commerce, avec Rosalie Vervoort, née dans cette ville le 24 septembre 1869 des œuvres de Pierre-François (respectivement Louis dans l'acte de décès de sa fille) et de Marie-Elisabeth Bex (respectivement Beck).

C'est à Anvers également que naquirent les enfants du couple, à savoir, en 1900, leur fils ROLAND (No 80) et, en 1907, une fillette décédée jeune.

Qualifié de publiciste dans l'acte de décès de sa femme, Jules partit peu après avec sa famille en Tunisie pour y tenter sa chance comme viticulteur-agriculteur, aidé en cela par l'oncle Delaporte, mari de la sœur de Jeanne-Marie Beraneck, la première femme de son frère Jean (No 78), qui y possédait un domaine.

Cette tentative de refaire sa vie outre-mer ne devait toutefois pas faire long feu. Le 28 février 1912, en effet, sa femme Rosalie mourait à l'hôpital civil de Tunis, âgée de 42 ans, alors qu'ils habitaient au numéro deux de la rue Ajaccio dans la capitale.

Jules, pour sa part, devait la suivre dans la tombe trois ans plus tard, le 10 juin 1915, à l'âge de 49 ans, laissant orphelin leur fils unique, alors âgé de quinze ans.

ADRIEN (77)

1870-1946

Né le 3 juillet 1870 à La Neuveville comme troisième fils de Louis-Sigismond (No 75) et de Pauline Févot, Jean-Adrien, à l'instar de son frère Jules, choisit l'Afrique du Nord pour y faire fortune.

Mis en congé militaire dès 1898, respectivement 1900, alors qu'il était lieutenant d'infanterie, il partit pour Tanger où il travailla dans les phosphates.

Agé de 57 ans, il s'y maria le 16 janvier 1927, avec une Française, Germaine-Irénée Dupuy, née le 20 mai 1877 à Membrolles, dans le Loir-et-Cher, arrondissement de Blois, pour la perdre, presque jour pour jour, deux ans plus tard, le 3 janvier 1929.

Remarié contre l'avis de sa famille – qui ne voulut point qu'il vînt célébrer son mariage en Suisse – à Casablanca le 15 juillet 1936, âgé cette fois-ci de 66 ans, avec une jeune arabe, née le 1^{er} janvier 1912, Amina Abdallah Bent Sid el Hadj, fille de Sid el Hadj Abdallah-Souss et de Khadidja Bent Haddon, il en eut deux enfants:

- FRANÇOISE-Jacqueline, née à Tanger, le 1^{er} mars 1932, fille légitimée, mariée à Tanger le 8 novembre 1952 à Emilio Linares, de nationalité espagnole, né le 11 septembre 1927 à Tétouan, décédé le 8 mai 1980 à Ashkelon en Israël, dont elle a trois enfants de nationalité espagnole

- LOUIS-ADRIEN, né en 1938 (No 81).

JEAN (78)

1871-1955

Docteur en médecine, major-médecin

Quatrième fils de Louis-Sigismond (No 75) et de Pauline Févot, Jean-Frédéric naquit à La Neuveville le 22 septembre 1871.

Contrairement à ses trois aînés, partis tous les trois outre-mer pour y chercher fortune, il resta en Suisse pour y faire des études de médecine.

Installé d'abord à Bière, il y exerça sa profession pendant dix ans, de 1899 à 1909, avant de revenir à Lausanne où vivait encore son père à l'avenue de Rumine et où il habita par la suite lui-même au No 51.

Très connu dans cette ville comme dans tout le canton de Vaud, il y pratiqua la médecine jusqu'à l'âge de la retraite, se spécialisant en gynécologie ce qui n'alla pas sans lui procurer à un moment donné quelques ennuis – y compris une suspension du droit d'exercer –, sa conception en matière d'avortement n'ayant pas toujours été en harmonie avec les principes régissant la profession.

Très actif sur le plan militaire également, il avait, dans sa jeunesse, comme médecin, effectué une année de service avec les troupes de cavalerie à Thoun, pour finir sa carrière avec le grade de major-médecin dans les troupes sanitaires, jusqu'à sa mise à disposition en 1934.

Quadragénaire, il épousa le 20 octobre 1911, à Lausanne, Jeanne-Marie Béranek, née le 15 mars 1887, fille de Frank-Edouard et de Caroline-Isabelle Pichon, dont il eut une fille, YVETTE, née le 7 août 1913.

Divorcée de son mari, le 7 avril 1919, après dix ans de mariage, Jeanne-Marie Béranek, à qui avait été confiée la garde de leur fille, se remaria le 12 avril 1923 à Paris avec Robert-Henri Gentizon, de Constantine, habitant à Plessis-Robinson dans la Seine.

De son côté, Jean Imer se remaria le 14 juin 1923 avec Maria-Charlotte-Hélène Brun – appelée familièrement Marinette – née le 25 décembre 1899 à Vevey, originaire d'Allemagne, fille adoptive de Lucie Brun, née Légeret, dont il devait également divorcer huit ans plus tard, le 19 mars 1931, sa femme l'ayant quitté pour un homme plus jeune.

Demeuré très attaché à sa cité natale et à la région du Lac de Biemme, Jean Imer était propriétaire d'une vieille maison vigneronne au No 13 de la rue du Faubourg où logeait le vigneron chargé de soigner ses vignes, sises pour la plupart au nord du Faubourg et sous la Baume où il possédait un joli pavillon de vigne du XVIII^e siècle qui fut racheté plus tard par l'avocat Nahrath.

Jouissant, avec ses frères et sœurs, après le décès de son demi-frère Louis-Philippe, d'un droit d'habitation au château du Schlossberg, Jean Imer vint y passer régulièrement ses vacances à partir de 1934, y menant grande vie et organisant des réceptions qui ne manquèrent pas, une fois ou l'autre, de faire jaser les bonnes gens de La Neuveville.

C'est ainsi notamment qu'il reçut, avec tout le brio dont il était coutumier, les 9 et 10 mai 1936, la Société suisse des écrivains qui tint au Schlossberg son assemblée générale ordinaire sous la présidence de l'écrivain Felix Mœschlin, en présence d'une quarantaine de participants.

Se trouvant, une fois ou l'autre, à court d'argent, en raison de son train de vie, Jean vendit au début de la guerre une partie du mobilier du Schlossberg sans consulter sa famille, les héritiers de Louis-Philippe renonçant finalement en 1940 à leur droit de jouissance du château en faveur de l'Etat et de la Commune.

De petite taille, doté de beaucoup de vivacité, très sensible aux agréments du beau sexe, Jean Imer laisse le souvenir d'un personnage extrêmement vivant, aimant la vie et les bonnes choses qu'elle réserve à ceux qui aiment à en goûter la fine fleur. Parfois difficile à vivre, voir autoritaire dans sa vie privée, il savait, en société, se montrer le plus aimable et le plus charmant des hommes.

Un de ses lieux de prédilection fut l'Île de Saint-Pierre où il emmenait chaque été sa fille Yvette quand elle venait passer ses vacances d'été au Schlossberg, séjours dont elle a conservé jusqu'à nos jours, plus d'un demi-siècle plus tard, un souvenir ébloui. Bon vivant, aimant la bonne chère et les bons vins, il faisait, selon le témoignage d'une parente qu'il avait invitée au Schlossberg, très bien la cuisine, un de ses passe-temps favoris, à part la pêche, étant le tir à l'arc.

Mariée le 28 décembre 1939 à Plessis à Georges Marguerat, ingénieur, Yvette – qui avait, quatre mois plus tôt, vécu la déclaration de guerre au Schlossberg avec son père – passa dès lors toute sa vie en France, à Bourg-la-Reine, où vivait son mari, vaudois d'origine, ce qui lui valut de ne pas être engagé personnellement dans le conflit qui devait embraser l'Europe.

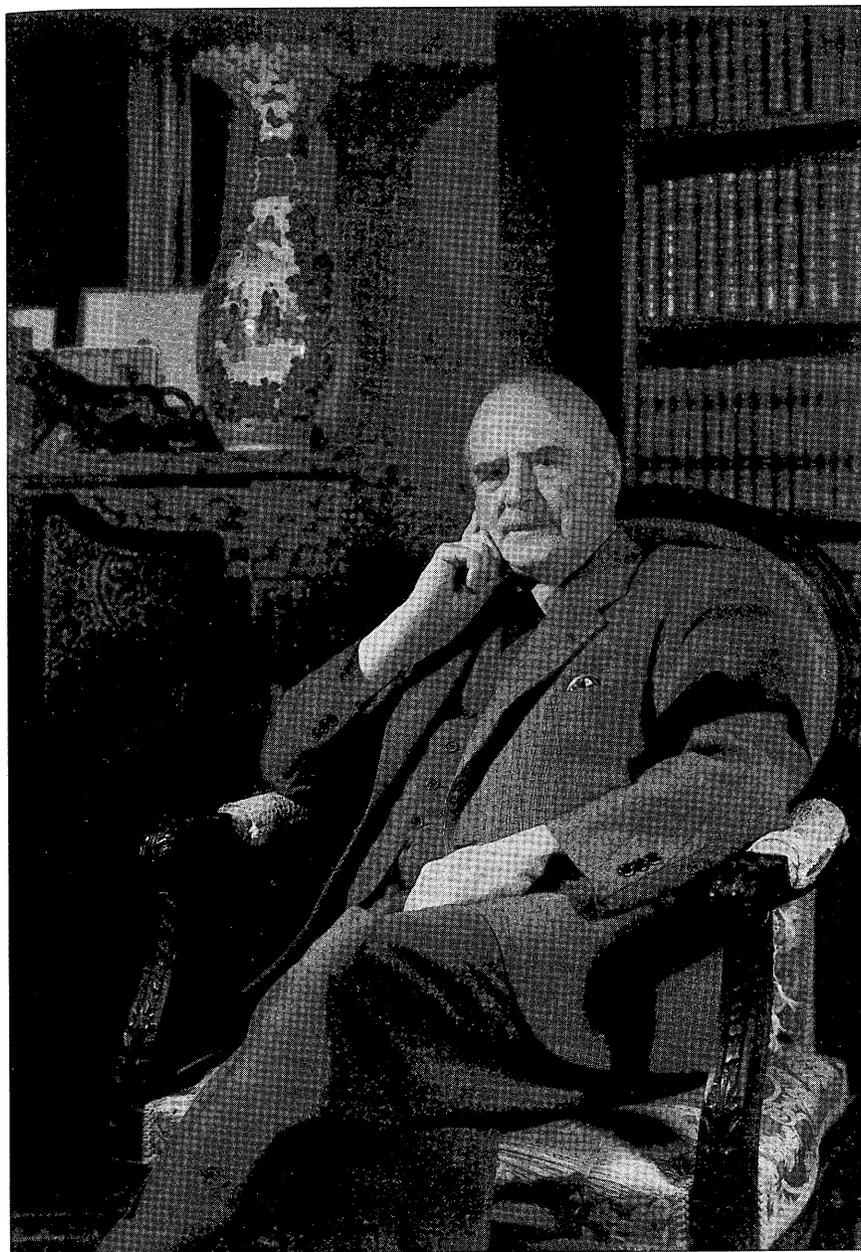
C'est dans cette localité, à la périphérie de Paris, que, parti vivre dans la capitale française, au début des années cinquante, Jean Imer devait décéder en 1955, âgé de 84 ans, accompagné par sa fille dans ses derniers moments.

C'est là aussi, à Bourg-La-Reine que reposent ses restes mortels.

De son mariage avec Georges MARGUERAT, décédé en 1976, Yvette a eu deux fils:

- JEAN MARGUERAT, l'aîné, né en 1940. Vivant actuellement à Montréal au Canada, avec sa seconde épouse, dont il a deux filles nées en 1974 et 1976, il a également, d'un premier mariage, un fils NICOLAS, né en 1966, avocat à la Cour, marié, depuis le 30 novembre 1996 à Elisabeth Robert, fille du professeur Jacques Robert, président honoraire de l'université Panthéon-Assas et membre du Conseil constitutionnel

- YVES MARGUERAT, né en 1943, célibataire, agrégé de géographie et historien, spécialiste de l'Afrique Noire où il a vécu pendant une vingtaine d'années et où il se rend encore chaque année comme coopérant, plus spécialement à Lomé au Togo où il a créé une Association pour la promotion de l'enfance délinquante.



Le docteur Jean Imer

LOUIS-PHILIPPE (79)

1888-1933

Fils du deuxième mariage de Louis-Sigismond (No 75) avec Virginie Girard, demi-frère du docteur Jean Imer, Louis-Philippe-Jules Imer est né à La Neuveville le 28 mars 1888.

Financier, versé dans les affaires, il fit fortune en Amérique.

De retour en Suisse, il entreprit de 1925 à 1930 de faire reconstruire, plus près de la route cantonale, la maison du Boudelin du Bas – qui avait appartenu à son arrière-grand-père le pasteur Imer-Vernet –, en y édifiant, en partie en utilisant les matériaux de l'ancienne maison, une grande bâtisse, composée de deux corps de bâtiment, dans le «*Heimatstil*» propre à l'époque, complété par des éléments gothisants.

Puis, ayant acquis en 1925 de ses cousins, les hoirs de Charles-Louis Schneider-Gibollet, le château du Schlossberg resté inhabité pendant plusieurs années, il chargea de 1930 à 1932 M. Matthey, architecte cantonal à Neuchâtel et restaurateur des châteaux de Neuchâtel et de Colombier, de le soumettre à une transformation complète pour en faire une demeure habitable, solide et confortable.

S'occupant avec la même passion des aménagements intérieurs, il fit recouvrir le grand hall d'entrée, le munissant d'une cheminée monumentale surmontée d'un tableau orné des armoiries des officiers du Prince-Evêque de Bâle qui, sous l'Ancien Régime, avaient rempli les fonctions de châtelains du Schlossberg et maires de La Neuveville.

Le hall, de même que la salle à manger à boiserie gris Trianon et le grand salon du premier étage tapissé en soie rouge de Damas furent meublés avec des meubles antiques du XVI^e au XVIII^e siècles, à quoi vinrent s'ajouter des tables, des commodes, des glaces et des lustres, ainsi qu'une très belle pendule et des portraits de famille qu'il avait, pour la plupart, fait recopier par un artiste-peintre spécialisé dans ce genre de travail. Au salon du premier étage, il fit remonter en outre un magnifique poêle Landolt à catelles bleues et blanches et placer au fond de la pièce une cheminée de marbre rose, d'origine française, cependant que les appartements privés du second étage étaient aménagés selon le goût et le confort de l'époque.

Les travaux terminés, plusieurs sociétés d'histoire eurent l'occasion de visiter le château ainsi restauré et toujours largement ouvert par son propriétaire. Des amateurs de théâtre purent dresser leurs tréteaux dans la cour intérieure, des sociétés de musique y donnèrent des représentations et des fêtes.

Tout ce faste ne devait malheureusement être que de courte durée.

Partiellement ruiné par l'ampleur des travaux entrepris et des transactions financières malheureuses – peut-être, à en croire les mauvaises langues, en relation avec l'affaire Stavisky –, Louis-Philippe Imer, qui possédait, à l'époque une

boite aux lettres auprès de l'Union de Banques Suisses à Lausanne, se suicida dans cette ville le 12 octobre 1933, dans une chambre d'hôtel.

Pour inopinée qu'elle ait pu paraître, cette décision, soigneusement préparée, avait été prise de sang-froid, comme en témoigne le fait qu'avant sa mort, Louis-Philippe avait tenu à faire la tournée de sa famille. Dans son testament, rédigé la veille de son décès, il avait par ailleurs exprimé la volonté que le château du Schlossberg reste à la jouissance de ses héritiers de leur vivant et que sans les meubles il devienne ensuite la propriété de la commune municipale de La Neuveville conjointement avec l'Etat de Berne.



*Louis-Philippe Imer, restaurateur
du château du Schlossberg*

Ainsi disparut à l'âge de 45 ans seulement le personnage, à bien des égards exceptionnel, de celui qui avait rêvé de restituer à sa famille gloire et magnificence.

Décrit par ceux qui l'ont encore connu, comme étant de tempérament neurasthénique, inquiet, jusqu'à l'instabilité, il ne tenait pas en place, changeant, lors de ses voyages à travers le monde, tout le temps de destination, passant d'un endroit à l'autre, d'hôtels en palaces, en proie à un mal de vivre perpétuel.

Son destin, à cet égard, n'est pas sans rappeler celui d'un Klaus Mann – dont il partageait au demeurant les penchants – voire, toutes proportions gardées, celui d'un Louis II de Bavière, l'explication de sa mort se trouvant peut-être aussi inscrite, plus que dans des raisons purement financières, dans cette part d'ombre dont il était le seul à détenir le secret.

Partageant avec mon père, qui était à cette époque, préfet de La Neuveville, le goût de l'histoire familiale et le culte des ancêtres, ils eurent des relations empreintes de cordialité et d'estime mutuelle dont le reflet se retrouve dans les lettres qu'ils échangèrent entre 1930 et 1932 lors de la restauration du château.

Pressenti pour être le parrain de ma sœur Simone, née le 26 décembre 1932, celle-ci n'eut, pour les raisons évoquées, pas la chance de le connaître.



La salle des chevaliers du Schlossberg au temps de Louis-Philippe Imer

ROLAND (80)

1900-1970

Fils de Jules (No 76) et de Rosalie née Vervoort, Roland-Eugène est né à Anvers le 1^{er} juin 1900.

Parti avec ses parents en Tunisie où son père comptait s'établir comme viticulteur-agriculteur, il devait les perdre prématurément, sa mère en 1912 et son père en 1915.

Orphelin à l'âge de quinze ans, il fut recueilli à Lausanne par sa tante Jeanne Masson, la sœur de son père, qui s'occupa de son éducation et le fit entrer comme élève à l'école Providence.

Devenu adulte, il se rendit en France pour y travailler comme infirmier en Savoie où, âgé de 29 ans, il épousa, le 13 avril 1929, à Annecy, Armande Bernier, née dans cette ville le 10 janvier 1904, sa première épouse, qu'il devait perdre dix ans plus tard, le 19 avril 1939, alors qu'elle n'était âgée que de trente-cinq ans.

Naturalisé français – et ne figurant par conséquent plus dans les registres de la Bourgeoisie –, la présence de Roland nous est signalée à Grenoble, en 1942, pendant la guerre.

Par la suite, il s'établit comme pédicure à Roanne dans la Loire, où, après quatorze ans de veuvage, il unit sa destinée, le 29 juin 1953, à Andrée Mahieux, née le 29 janvier 1913 à Bourbonne-les-Bains en Haute-Marne, décédée le 12 novembre 1994 à Mably dans la Loire, commerçante de son état, épouse divorcée de Claude Gabriel Desabre dont elle avait eu une fille, Janine Desabre, elle-même mère d'un garçon, Eric Desabre, né vers 1964.

C'est à Roanne également que, désormais retraité, Roland décéda le 21 décembre 1970, âgé de 70 ans et demi, sans descendance.

LOUIS-ADRIEN (81)

Né à Tanger le 5 juin 1938, comme fils d'Adrien (No 77) et d'Amina Abdallah, Louis-Adrien a passé toute son enfance et sa jeunesse dans cette ville, son éducation, à la suite du décès de son père, reposant exclusivement sur les épaules de sa mère.

Demeuré citoyen suisse, il vint en 1958, effectuer son école de recrues en Suisse où il demeura par la suite pendant quelque temps à Lausanne.

Marié le 26 novembre 1965, dans cette ville, à Jocelyne Auderset, née le 27 juillet 1947 à Yverdon, fille d'Adeline-Léonie, âgée de 18 ans, il repartit en 1966 à Tanger à la suite d'un grave accident de la circulation avec suite mortelle qu'il avait provoqué à Estepona en Espagne, accident au cours duquel sa mère et sa femme furent elles aussi grièvement blessées.

Financièrement aux abois à la suite de cette affaire, Louis-Adrien chercha sans succès à se faire rapatrier en Suisse.

En 1968, sa femme mit au monde, le 28 novembre, un garçon prénommé BERNARD-Louis qui, avec son père, est actuellement le dernier représentant de la branche du Schlossberg.

Divorcé de sa femme, le 22 mai 1972, Louis-Adrien résidait en 1999 à Bruxelles.

Rentrée en Suisse après son divorce avec son fils, Jocelyne Auderset vit avec sa mère à Yverdon-les-Bains, comme masseuse-cosméticienne, après avoir travaillé précédemment comme employée de bureau.

Quant à Bernard – qui habite dans le même immeuble –, il travaille, pour sa part, comme radiesthésiste.

CHAPITRE IX

LA BRANCHE DE GRENÉTEL

ABRAHAM (ABRAM) (82)

1729-1810

Membre du Grand Conseil

Deuxième fils de Jean-Jacques Imer (No 20) et de Marie-Marguerite Chiffelle, Abraham Imer est le fondateur de la **branche de Grenétel**.

Baptisé le 27 février 1729, il exerça la profession de maître-boucher et fut, dès 1759, membre du Grand Conseil de La Neuveville.

Propriétaire terrien, comme ses ancêtres, un acte du 20 janvier 1768 se trouvant dans nos archives de familles, nous apprend qu'il acquit ce jour-là, par montes franchises et publiques, une vigne gisant aux Levées de Vaux, appartenant à François-Charles Ballif, conseiller, son beau-père.

Disposant d'une aisance matérielle certaine, il acheta par ailleurs, le 5 février 1774, dans le cadre d'enchères publiques, la maison contiguë à la maison des DRAGONS, propriété, comme cette dernière, du Commissaire David-François Chiffelle (1732-1776), y compris une boutique se trouvant « devant icelle ».

Située sur la Place du Marché (actuellement Place de la Liberté), cette maison devait demeurer propriété de la famille jusqu'au début du XX^e siècle, époque où elle revint à notre grand-père Emile Imer dans le partage des biens de son père du 30 décembre 1899.

Quant à la maison voisine, dite des Dragons, qui avait été construite à l'initiative du même David-François Chiffelle en 1757, elle devait à son tour échoir au petit-fils d'Abraham, Florian Imer, premier préfet du district de La Neuveville (No 86), à la suite de son acquisition en 1819 par son futur beau-père Georges-Auguste Liomin, en prévision du mariage de sa fille Caroline avec le prénommé.

Par l'acte de partage concernant la succession de son fils Frédéric, du 20 juillet 1855, nous savons enfin qu'Abraham était également propriétaire de la métairie dite la « BEYNONE » sur les rochers à l'Envers de Sonvilier, « limitant le château d'Erguel de nord, la métairie de Cerlier de bise, Monsieur Clottu-Fabry de midi et Bourquin de vent ».

Marié le 7 mars 1757 à MARIE-CATHERINE BALLIF, née le 10 juillet 1729 et décédée le 11 décembre 1796, fille du conseiller François-Charles Ballif et de Françoise Chiffelle, Abram eut de son mariage avec elle quatre enfants, soit deux garçons :

- ABRAM-CHARLES, né en 1758 (No 83)

- FRÉDÉRIC, né en 1765 (No 85)

et deux filles :

- JULIE, née en 1762, mariée à un parent de son grand-père Ballif s'appelant, lui aussi, François-Charles Ballif, et dont elle eut une fille Henriette-Sophie Ballif (1785-1852), épouse de David-Louis Imer (1773-1854), de la branche des fourniers (voir, à ce sujet, la notice consacrée à cette branche sous chapitre XI).

- MARIE-CATHERINE, née en 1767, célibataire.

Décédé le 16 octobre 1810, âgé de près de quatre-vingt-deux ans, Abram devait survivre de quatorze ans à sa femme dont le visage est parvenu jusqu'à nous grâce à un très beau pastel du milieu du XVIII^e siècle du peintre Emanuel Handmann.

Selon acte notarié du 3 mars de la même année relatif à la succession de sa sœur Jeanne-Marie, épouse de Jean-Daniel Chatelain, Abram Imer – qui y est qualifié de propriétaire – demeurait toujours, à cette époque, à la place du Marché, dans la maison contiguë à la maison des Dragons qu'il avait acquise trente-six ans plus tôt.

ABRAM-CHARLES (83)

1758-1822

Conseiller

Fils aîné d'Abram Imer (No 82) et de Marie-Catherine Ballif, Abram-Charles naquit à la Neuveville le 28 décembre 1758 et décéda le 1^{er} février 1822, à l'âge de soixante-trois ans.

Comme son père, il exerça le métier de maître-boucher.

Le 16 septembre 1814, il fit son entrée au Petit Conseil où il remplit successivement, dès 1818, la charge de maître des vacheries (métairies) et, dès 1821, celle de receveur des caves.

Après son décès inattendu en février 1822, sa place de conseiller revint à son neveu Florian Imer, fils de son frère Frédéric Imer de Grenétel.

De son mariage avec ANNE-MARIE PETITMAÎTRE (1767-1848), fille de Jean-Rodolphe, membre du Grand Conseil de La Neuveville, et d'Anne-Barbe Chatelain, il eut, en plus d'un fils portant le même prénom que son père et décédé trois jours après sa naissance, un garçon, CHARLES-GUSTAVE (No 84), né en 1804, et deux filles:

- MARIE-ANNE (1792-1858), épouse de Charles SCHEM (1788-1847), frère du brigadier des hussards Jean-Jacques Schem (1785-1854), dont elle eut deux filles, Charlotte-Adèle, née en 1814, célibataire, et Julie-Louise, née en 1815, épouse du président de Tribunal et maire de La Neuveville, GEORGES-HENRI TSCHIFFELY (1807-1879), député au Grand Conseil du canton de Berne

- MARIE-AGATHE (1796-1859), épouse du pasteur Théophile GIBOLLET (1766-1854), dont le fils unique Théophile-VICTOR GIBOLLET (1819-1883), dernier du nom, devait épouser Charlotte-Adrienne-Caroline Imer (1822-1889), de la branche du Schlossberg, fille de Louis Imer (1800-1841). Propriétaires du Schlossberg de 1842 à 1883, Victor et Adrienne Gibollet eurent trois filles dont l'une Alice (1853-1908), par son mariage avec le professeur en médecine Charles Girard (1850-1916), se trouve être l'aïeule du professeur et historien militaire neuchâtelois Eddy Bäuer (1902-1972) et de son frère le Ministre Gérard Bauer (1907-2000), alors que sa sœur Elvina-Adrienne (1843-1907), par son mariage avec Charles-Louis Schnider (1840-1924), ingénieur et auteur avec Adolphe Gross d'une Histoire de La Neuveville parue en 1914, est la mère, entre autres, d'Adrienne (1871-1957), épouse du docteur Gustave Schlaefli (1865-1925) et mère, elle-même, de la doctoresse Mady Schlaefli (1898-1977), qui fut une proche amie de mes parents, et de sa sœur Germaine, dite Ninette Hahn (1897-1969).

GUSTAVE (84)

1804-1876

Maître-bourgeois

Fils d'Abram-Charles (No 83) et d'Anne-Marie née Petitmaître, Charles-Gustave Imer est né le 10 septembre 1804 à La Neuveville.

Demeuré célibataire, orphelin de père à l'âge de dix-huit ans, il s'intéressa très tôt à la chose publique.

Signalé en 1833 comme tuteur de la veuve de Charles-Henri Duc, il assuma par la suite à plusieurs reprises la charge de conseiller judiciaire d'enfants devenus orphelins de père, ainsi de 1837 à 1842 pour les filles de François-Charles Ballif, de 1841 à 1848 pour le jeune Charles-Gustave Racle ou encore dès 1847 pour les enfants de Frédéric Cunier.

Elu conseiller de bourgeoisie lors du renouvellement des autorités bourgeoises du 26 décembre 1846, il fut dès la séance du Conseil du 7 janvier suivant, désigné comme receveur des caves.

Devenu maître-bourgeois en 1853, en remplacement de Julien-Louis Schnider, il assumait cette charge pendant dix-huit ans jusqu'en 1870.

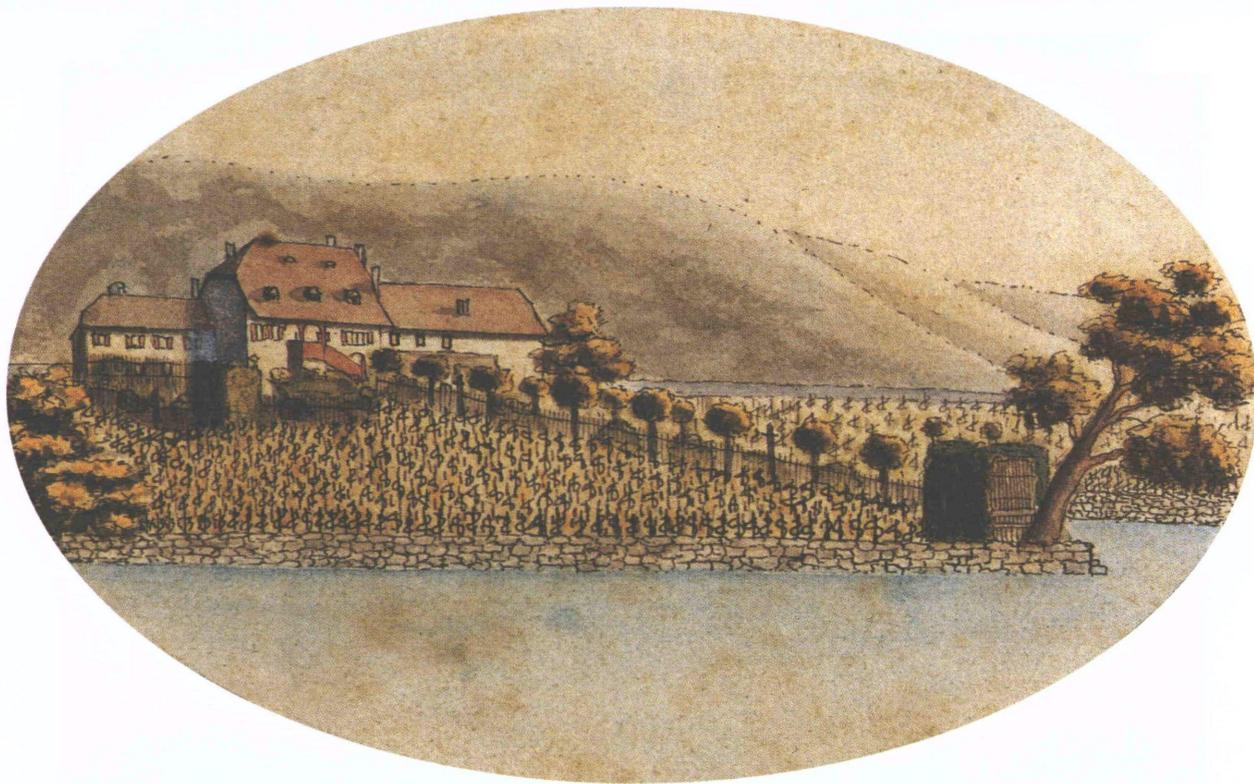
A défaut de tous documents personnels le concernant dans nos archives de famille, si ce n'est qu'il ressort d'un acte de partage en notre possession qu'il avait hérité de son père une part de propriété sur la métairie de la « Beynone » ayant appartenu à son grand-père Abraham (No 82), nous pouvons néanmoins, grâce aux annotations figurant dans le Journal du pasteur Frédéric-Théophile Imer, nous faire une idée approximative de ce que fut sa vie de vieux garçon.

C'est ainsi que nous savons que, membre du Cercle où se retrouvaient chaque hiver les familles de la bonne société neuvevilloise, Gustave y donna à plusieurs reprises, dans ses jeunes années, des soirées auxquelles participaient de nombreux invités. De même, il organisa le 29 mai 1829, un goûter d'hommes aux Plantées, quinze jours après avoir acheté une vigne aux Perrières lors de l'enchère des biens-fonds de l'hoirie Himely.

Le 4 septembre 1834, il se rendit avec son cousin germain Florian Imer, Gustave Bourguignon et un certain Erhard à Thounne à un grand rassemblement des cadres fédéraux comprenant entre 5000 et 6000 hommes.

Quatre ans plus tard, le 27 octobre 1838, on le retrouve à Bienne avec son cousin Florian et Victor Gibollet « à l'occasion des jeunes gens qui ont l'âge du service ».

L'année suivante, le 29 octobre 1839, lors d'une soirée au Cercle chez Charles Bourguignon, où l'on dansa jusqu'à dix heures, il eut une dispute avec Ferdinand Schnider, « au sujet de la danse », ce qui nous démontre qu'il n'était pas, à ses heures, dépourvu de tempérament.



Grenétel en 1820 - Aquarelle de Florian Imer



*La Neuveville au soleil couchant avec, en bas à droite, la Blanche Eglise, l'ancienne tuilerie et le domaine de Grenétil
Aquarelle de Gabriel Lory fils, 1827 (à la Bibliothèque nationale Suisse)*



Le domaine de Grenétel et La Neuveville vus du Nord-Est - Aquarelle peinte par un peintre polonais de passage en 1850



Lucie Imer, âgée de 19 ans, épouse de Florian II Imer - Portrait au pastel de Fuchslin, 1842

Nommé membre de la commission de l'orphelinat de Champfahy, le 10 avril 1843, ses connaissances professionnelles le virent, le 4 décembre 1846, appelé comme expert par la Caisse hypothécaire.

Ces capacités en la matière firent aussi que son cousin Florian et le beau-frère de celui-ci, Frédéric-Théophile Imer, lui demandèrent en mars 1853 de fonctionner, avec l'architecte Rychner, comme expert pour l'estimation de l'immeuble de Grenétel lors du partage des biens provenant de la succession de feu Frédéric Imer, son oncle.

Autre témoignage des liens que Gustave conserva, sa vie durant, avec ses parents de Grenétel, il assista le 16 juin 1845, en qualité de témoin, avec Louis Schnider fils, à la passation, chez Frédéric-Théophile Imer, du contrat de mariage de Florian Imer fils avec sa cousine Lucie, devenant par la suite, le 6 septembre 1855, le parrain de leur fils Alfred, comme il était devenu, le 4 mai 1843, le parrain d'Adrienne-Elvira Gibollet, la fille de son neveu Victor Gibollet.

Le 12 février 1848, il eut la douleur de perdre sa mère, décédée à l'âge de 81 ans, après une longue maladie, vingt-six ans après le décès de son mari.

Disposant apparemment d'une certaine aisance due en partie à son statut de célibataire, celle-ci lui permit, le 29 janvier 1849, en sa qualité de conseiller, de prêter 100 louis à la caisse de la Bourgeoisie qui se trouvait, à ce moment-là, à court de liquidités.

Le Journal de Frédéric-Théophile Imer s'arrêtant à la mort de celui-ci en avril 1858, nous ignorons tout des vingt dernières années de Gustave qui mourut le 8 janvier 1876, âgé de 71 ans et 4 mois, sans que nous possédions de lui, ne serait-ce qu'un daguerréotype ou une photographie nous rappelant les traits de son visage.

A. LES IMER DE GRENÉTEL

FRÉDÉRIC (85)

1765-1847

Orfèvre, maître de la confrérie des vigneron et membre du Grand Conseil

Second fils d'Abram Imer (No 82) et de Marie-Catherine Ballif, Frédéric Imer naquit le 10 juin 1765.

Agé de trente ans, il épousa le 3 mars 1795, Cécile-Olympe Schnider (1769-1861), fille du maître-bourgeois et notaire Ferdinand-Henri Schnider (1734-1808) et d'Anne Jallaz (1734-1800), issue, elle aussi, comme son mari, d'une vieille famille de La Neuveville ayant compté en son sein plusieurs conseillers et maître-bourgeois.

Orfèvre de talent, il confectionna surtout des bonbonnières, des cafetières, des services de table et des tabatières dont l'une ou l'autre pièce réapparaît de nos jours encore dans les ventes aux enchères ou chez les marchands spécialisés.

Homme avisé, doté d'un grand sens des affaires, propriétaire de nombreuses vignes et de prés, ainsi que d'une maison sise sur la place du Marché, contiguë à la maison de Dragons, et d'un quart indivis sur la métairie « Beynone » héritée de son père, Frédéric acheta aux enchères, le 2 mai 1798, après la saisie des biens nationaux, la maison de Bellelay (l'actuelle Cour de Berne) bâtie en 1631 par l'abbé Juillerat, pour 600'000 francs en assignats.

Six ans plus tard, le vingt-et-un Thermidor de l'An XII, à savoir le 9 août 1804, il échangea la maison de Bellelay avec dépendances contre la maison et le domaine de GRENÉTEL qui, pendant des siècles, avait servi de résidence aux receveurs des vignes de la Ville de Berne, asseyant ainsi, pour des générations, ce qui devait faire la fortune de la famille jusqu'à ses descendants actuels.

Quant à la femme de Frédéric Imer, CÉCILE-OLYMPE SCHNIDER, il convient de mentionner ici qu'elle eut pour sœur, Dionyse Schnider (1779-1845) qui épousa le fameux pasteur et premier romancier jurassien GEORGES-AUGUSTE LIOMIN (1763-1819) qui devait devenir par la suite le beau-père de Florian Imer, son neveu par alliance et fils de Frédéric et de Cécile-Olympe.

Issues d'une famille de dix enfants, dont quatre moururent jeunes, Cécile-Olympe et Dionyse eurent quatre frères, à savoir, par ordre d'ancienneté :

- CHARLES-FERDINAND-HENRI SCHNIDER (1766-1851), capitaine au service de France, époux de Sarah-Catherine Faesch, qui présente cette particularité d'avoir été une arrière-arrière-petite-cousine du fameux cardinal FESCH (1763-1839), Archevêque de Lyon et Primat des Gaules, le demi-frère de Laetitia Bonaparte, mère de Napoléon 1^{er}

- LOUIS-AIMÉ SCHNIDER, conseiller, né en 1767, père du maître-bourgeois Louis Schnider (1804-1889) dont descendaient notamment les dames Schlaefli et nos cousins Schnider de Berne

- EUGÈNE SCHNIDER (1770), ancêtre de la branche allemande de la famille Schnider

- JULIEN SCHNIDER (1771-1834), pasteur à Orvin, Péry et Saint-Imier, époux de Julie-Amélie Jaquet de Saint-Imier – la sœur de la veuve de Chrétien-Louis Liomin (1759-1789), frère de Georges-Auguste Liomin – qui devait décéder sans laisser de descendance.

Pour leur part, Frédéric Imer et Cécile-Olympe – dont nous possédons les portraits peints par le peintre Bonjour – eurent, de leur union, trois enfants :

- FLORIAN, né en 1796 (No 86)

- AUGUSTE, décédé à l'âge de quinze jours le 23 septembre 1804

- CÉCILE-CHARLOTTE, née le 25 novembre 1800, décédée le 9 octobre 1865, qui devait épouser le pasteur FRÉDÉRIC-THÉOPHILE IMER (1794-1858), de la branche des bannerets (voir là, sous No 27).

Qualifié à la fin de sa vie de « propriétaire et rentier » dans un acte de donation libellé en faveur de son fils Florian du 15 janvier 1839, Frédéric Imer finit paisiblement ses jours dans son domaine de GrenéteI, ainsi que nous l'apprend le journal intime de son petit-fils Albert, rentré depuis peu, en septembre 1847, d'une année d'apprentissage à Marseille.

Commentant la guerre du Sonderbund à laquelle son frère Florian participait en sa qualité de premier-lieutenant des carabiniers et adjudant du colonel Bontems, Albert Imer relate comme suit les derniers moments de son grand-père :

« Pendant que Florian était encore à l'armée, son grand-papa F. Imer à GrenéteI s'affaiblissait et s'éteignit en paix le (17) novembre dans sa 82^e (recte : 83^e) année. J'avais 22 ans et c'était la première fois que je portais le deuil. C'est dire que la famille jouissait de se trouver unie et en santé chaque nouvel an où elle était invitée à GrenéteI. »

A ce récit fait par son petit-fils, on ajoutera ici celui que devait faire, de son côté, dans son Journal, le jour même du décès de Frédéric, son beau-fils Frédéric-Théophile, tout en rendant hommage comme il se doit à la personnalité attachante du disparu :

« Mercredi 17 (novembre) – Mort de mon beau-père

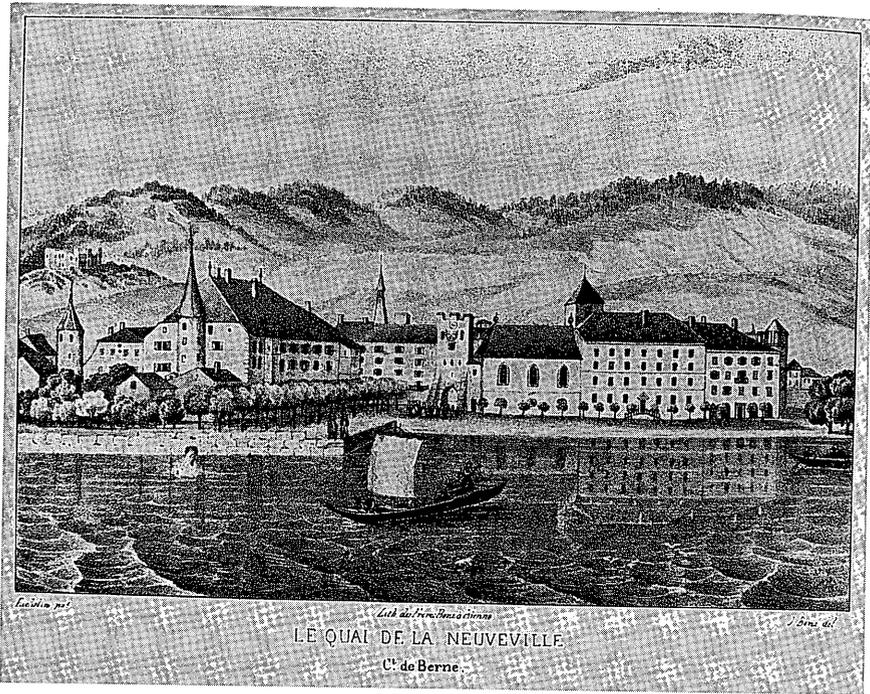
Pluie jusqu'à 10 h. Nuageux le reste du jour.

Tandis que j'étais à ma Cave occupé à envoyer du vin à M. Maeder, on vient m'apprendre que mon beau-père vient de mourir, vers 11 h. J'en ai été frappé, car je ne croyais pas son décès aussi rapproché, quoiqu'il fût prévu. Dès la fin de l'été, il a éprouvé plusieurs incommodités de vieillesse, mais surtout un catarrhe de vessie qui l'inquiétait et parfois le faisait un peu souffrir, quoique pas longtemps. Depuis près de trois semaines, il gardait le lit et s'affaiblissait journellement et il s'est comme éteint – sans douleur et sans agonie. Sa fin a aussi



*Frédéric Imer, orfèvre, et sa femme Cécile-Olympe Schneider
Portraits à l'huile de Jean-Baptiste Bonjour, 1835*





*Le quai de La Neuveville au milieu du XIX^e siècle, avec, en bas à gauche, la maison de Bellelay
Lithographie de J. Benz d'après Fuchslin*

été chrétienne et bien édifiante, il en parlait souvent, s'y attendait et s'y préparait avec plaisir par des lectures édifiantes et de ferventes prières pleines de foi et de confiance. On peut dire en vérité que sa mort a été comme sa vie des plus heureuses; car peu d'hommes ont eu autant de bonheur que lui; c'est aussi ce qu'il répétait bien souvent. Il laisse un grand vide dans sa famille et il sera généralement regretté.

Né le 10 juin 1765, il avait donc 82 ans, 5 mois et 7 jours.

Paix sur son tombeau et que Dieu daigne recevoir son âme dans son sein paternel! »

FLORIAN I (86)

1796-1865

Seizenier membre du gouvernement bernois, préfet du district de La Neuveville, lieutenant-colonel, chef du génie de l'Etat-major général

Né le 10 décembre 1796, comme fils de Frédéric Imer (No 85) et de Cécile-Olympe Schneider, Florian Imer devait jouer un rôle de premier ordre dans l'histoire de sa cité.



Le Lt-colonel du génie fédéral et premier préfet de La Neuveville Florian Imer et sa femme Caroline Liomin - Portraits à l'huile de Jean-Baptiste Bonjour, 1835

Sa vie professionnelle et publique a été retracée dans une notice biographique parue dans l'histoire des troupes jurassiennes publiée aux Editions de la Prévôté à Moutier que, par commodité, nous reprenons ci-dessous dans sa quasi intégralité, assortie de quelques adjonctions de détail qu'il nous a paru utile d'y insérer :

« Florian Imer naît le 10 décembre 1796 à La Neuveville. Son père, orfèvre, descend d'une vieille famille patricienne de La Neuveville dans la Principauté épiscopale de Bâle. Après avoir fréquenté les classes de sa ville natale, Florian se rend à Bâle, où il étudie le génie civil de 1808 à 1809.

Promu sous-lieutenant du corps du génie fédéral le 4 mars 1818, il suit en 1820 l'école militaire de Thoun, fondée l'année précédente par le futur général Dufour.

La même année, il épouse à Saint-Imier, Caroline Liomin, dont il aura deux fils: FLORIAN-ÉMILE, né en 1822 (No 87), qui sera, lui aussi, lieutenant-colonel fédéral, et ALBERT, né en 1825 (No 95).



Le général Dufour - Lithographie non datée publiée par von Steiger, Maler, Zürich

Promu lieutenant en premier du génie fédéral, le 20 mars 1821, il fonctionne l'année suivante comme ingénieur au deuxième camp fédéral à Bière, puis il obtient ses galons de capitaine le 9 septembre 1822.

Dès 1822, il siège au Petit Conseil de La Neuveville. De 1825 à 1832, il sera à la fois maître des métairies, procureur, inspecteur et secrétaire de la ville.

L'année 1826 marque le début de sa collaboration aux travaux d'élaboration de ce qui va devenir la carte Dufour. Pendant deux semaines, en juin, il effectue les levés à vue des positions militaires des Rangiers, de Saint-Ursanne, de Lucelle, de Saint-Brais et de la Cibourg. En 1829, il procède, avec le major Frossard et le colonel fédéral de Büren, à une reconnaissance militaire sur la frontière française. Au début de 1831, il est nommé chef du génie de la 4^e division fédérale à Saint-Maurice et établit les plans pour la construction des fortifications de Lavey.

En septembre de la même année éclatent les troubles de Neuchâtel. Florian Imer est dépêché dans la Principauté prussienne. Du 23 septembre au 26 novembre, il est l'adjutant du colonel fédéral Forrer, commandant des troupes fédérales d'occupation à Neuchâtel. Il tient à cette occasion un journal détaillé et fait état des contacts qu'il a avec le gouvernement neuchâtelois, les commissaires de la Diète Sprecher von Bernegg et Tillier, les insurgés républicains et la troupe de Valangin.

Florian Imer consacre la même énergie à ses nouvelles tâches civiles. De 1831 à 1846, il est député au Grand Conseil bernois et, de 1831 à 1837, lieutenant du préfet de Cerlier pour La Neuveville et président du Tribunal des mœurs.

En septembre 1832, il obtient le grade de major à l'état-major du quartier-maître général. La même année, il est à Schwytz comme chef du génie de la 1^{re} division aux ordres du colonel Bontems, puis il est nommé par la Diète chef des fortifications d'Aarberg, poste qu'il conservera jusqu'en 1846. Le 7 août 1835, il passe lieutenant-colonel.

En correspondance régulière avec son ancien supérieur militaire et ami, le colonel Dufour, il fait en 1838 un relevé de la région du Lac de Biemme pour la carte Dufour.

En 1839, ses nombreuses responsabilités civiles l'obligent à renoncer à la fonction d'instructeur du génie à Thoune que lui offre le futur général. Il accepte pourtant, en 1845, la charge de chef du génie de l'état-major général et l'exercera jusqu'en été 1846.

Dès 1842, il est membre du Conseil des Seize ou Petit Conseil bernois, cet exécutif élargi au sein duquel il représentera sa région. En 1846, La Neuveville lui doit d'être détachée du district de Cerlier et érigée en nouveau district. Florian Imer en est le premier préfet, de 1846 à 1849. Bien qu'ayant été mis à disposition en 1846, il réapparaît dans l'armée fédérale en 1849, en qualité de chef du génie dans l'état-major du général Dufour au moment où la neutralité de la Suisse est menacée par les insurgés badois.

Comme ingénieur militaire, Florian Imer est l'auteur d'études géométriques de forts octogonaux, en étoile et en queue d'hirondelle, projet de tête de pont, lunette, plan et profil d'une redoute carrée, ainsi que d'une importante série de levés topographiques; Bourrignon, Les Rangiers, Saint-Ursanne, Saint-Brais, Bremgarten, Gümmenen, Laupen, Thoune, les vallées de Frutigen et de la Kander, Bière, Aigle, Ollon, Bex, Saint-Maurice, Martigny, le Val d'Entremont, le

Grand Saint-Bernard et Gondo. De ses missions il laisse un volume considérable de lettres échangées avec le général Dufour et avec les colonels de Bonstetten, de Saussure, Forrer, Saladin et Beaumont.

Dans le civil enfin, il est membre de nombreuses sociétés. Il préside notamment le Conseil d'administration du Progymnase de La Neuveville et figure en 1833 parmi les membres fondateurs de la société cantonale bernoise des Officiers créée à Bienne ».

Cette biographie « officielle » de Florian Imer doit être complétée ci-après – s'agissant d'une histoire de la famille – par la mention des éléments biographiques suivants qui nous permettront de nous faire une idée plus complète de ce que furent, pour les siens et sa parenté, sa vie et sa personnalité, sur un plan plus personnel et intime.

Du 11 juin 1818 au mercredi 8 juillet, c'est-à-dire peu après avoir été promu officier, Florian entreprit en compagnie de ses petits cousins Frédéric Imer, de la branche des bannerets, et Louis Imer, de la branche du Schlossberg, ainsi qu'avec un ami de Bâle, un certain Herzog, un long périple en Suisse et en Italie dont il nous a laissé une relation à la fois très détaillée et agréable à lire.

Se déplaçant, au gré des circonstances, tantôt à pied, tantôt en voiture ou encore en bateau, les participants visitèrent tour à tour le nord de la Suisse jusqu'à Schaffhouse et Zurich, puis la Suisse centrale et le Tessin via le Gothard, pour aboutir finalement à Gênes, après s'être arrêtés, en cours de route, à Côme, Bergame, Milan et Pavie. Le retour s'effectua par le Lac Majeur – où nos voyageurs essuyèrent une tempête mémorable –, les îles Borromées, Domodossola, le Simplon, Brigue, Loèche, la Gemmi et Kandersteg, soit en tout un voyage de 255 1/2 lieues, dont 125 1/2 à pied, 107 en voiture et 23 en bateau.

Comme mentionné sommairement plus haut, Florian épousa le 20 juin 1820, à Saint-Imier, sa cousine germaine, CAROLINE LIOMIN (1797-1868), la fille du pasteur Georges-Auguste Liomin et de Dionyse Schnider, la sœur de sa mère.

Fille et petite-fille de pasteurs, avec, du côté des femmes, des ancêtres – pasteurs également – dans la Principauté du Montbéliard (un arrière-grand-père, Jean-Nicolas Brisechoux, fut notamment recteur des Ecoles latines de Montbéliard), Caroline paraît avoir été, pour son mari, non seulement une épouse aimante, mais aussi une confidente appréciée, ainsi qu'en témoigne la lettre suivante qu'il lui adressa le 28 septembre 1831 de Neuchâtel, lors de la tentative de coup d'état fomentée par les républicains emmenés par Alphonse Bourquin :

« Bien chère Amie. Je m'empresse de t'annoncer que la capitulation du château vient d'être signée aujourd'hui à une heure. Je dois m'y rendre avec le chef du bataillon vaudois et un capitaine d'artillerie bernoise pour recevoir le matériel du château à trois heures. La compagnie des grenadiers vaudois prendra possession du château et y passera la nuit avec la garnison qui l'occupe en ce moment. Je suis nommé Commandant du château pour cette nuit et dois accompagner la garnison à sa sortie, demain matin, pour éviter que sur leur passage il

ne s'élève quelques rixes avec les partisans de la Prusse. Les troupes de Valangin quitteront aussi le camp demain. – J'ai reçu, de Lucerne, un congé avec la réserve cependant que si le colonel Forrer avait besoin de moi, il pourrait me garder. Comme j'irai aux premiers jours vous voir, nous parlerons de cela. –... J'ai presque usé une paire de bottes, en faisant des courses au château pour les négociations, j'ai employé toute ma science pour autant que cela me concerne. – Ces Messieurs, quand on sera un peu dépressés, se rendront à La Neuveville, pour faire ta connaissance; dans toutes ces occasions j'ai la grande satisfaction d'être sous le commandement du Colonel Forrer... »

Dans les mémoires qu'Ami Girard devait publier en 1898 dans les Actes de la Société jurassienne d'Emulation sous le nom d'emprunt d'un « vétéran » de la campagne de 1848 dans le Pays de Neuchâtel, à propos du retour chez eux des Volontaires erguelliens par le territoire bernois, en longeant le Lac de Biemme, on trouve, par ailleurs, le trait suivant caractérisant l'attitude faite à la fois de diplomatie et d'un pragmatisme de bon aloi dont Florian Imer – militaire comme lui – sut faire preuve dans une situation à l'évidence délicate pour les deux parties :

« A La Neuveville, la colonne (des volontaires erguéliens) fit une halte d'une demi-heure; elle était placée entre la ville et le hameau de Grenetelle (sic); deux particuliers apportèrent sur place chacun une brande de vin, qui fut distribuée aux volontaires, très heureux de recevoir ce rafraîchissement inattendu.

Entre temps, Girard se rendit chez M. le préfet Imer dans la pensée d'en obtenir aussi un bon certificat de conduite de la colonne armée qu'il avait sous ses ordres. La réponse de ce fonctionnaire administratif fut: « Je suis informé de ce qui se passe, mais je demeure au fond de mon bureau, afin de ne rien voir par moi-même. »

Toutefois, il congédia le chef de corps-francs avec une certaine cordialité de bon augure. Là, on a dû se borner à une déclaration de bonne conduite émanant du secrétaire communal. »

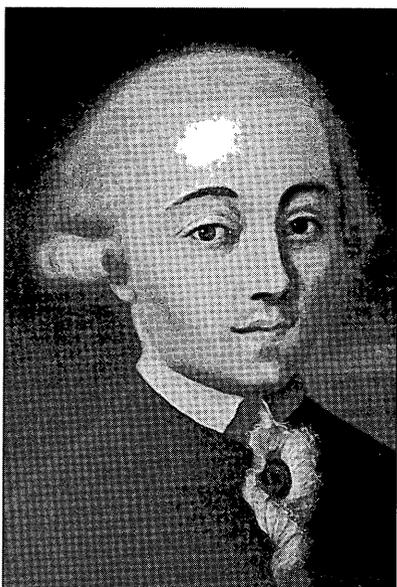
Ami Girard et ses volontaires devaient avoir moins de chance en remontant le Vallon de Saint-Imier. En effet, comme le relate plus loin le mémorialiste :

« Déjà à Sonceboz, on apprit que M. le préfet Rollier était informé que nous avions des canons et qu'il avait l'intention de les faire saisir et mettre en dépôt à la préfecture.

Il avait, sans aucun doute, reçu une admonestation du Conseil exécutif, il espérait se remettre en bons termes avec ses chefs supérieurs. Il aurait mieux fait d'imiter M. le préfet de Neuveville et aussi de ne rien apercevoir par lui-même... »

Dès 1820, l'année de son mariage, Florian ne vécut pas à Grenétel, où il avait passé sa jeunesse, mais en ville dans la maison des Dragons que sa femme Caroline avait reçue en cadeau de mariage de son père Georges-Auguste Liomin.

C'est dans cette magnifique demeure patricienne, située au cœur de la cité, sur la place de la Liberté, qu'il devait passer les quarante-cinq années qui lui restaient à vivre jusqu'à sa mort en 1865. C'est là aussi qu'il eut l'occasion de recevoir des hôtes illustres tels que, le 24 septembre 1824, le quartier-maître général



*Le pasteur et romancier Georges-Auguste
Liomin, beau-père de Florian I Imer
Portrait à l'huile d'un auteur inconnu*

de l'armée Finsler de Zurich, « un homme de près de 60 ans, entièrement chauve, très honnête, instruit et aimable », qui avait été commandant intérimaire de l'armée fédérale en 1815, puis commandant en chef au siège de Huningue, et le 5 juillet 1835, le futur général Dufour, accompagnés des colonels fédéraux Buchwalder et Gatschet, dont les deux premiers, après qu'il leur eut fait visiter le Jolimont, passèrent la nuit chez lui, non sans que leur hôte ait fait donner en l'honneur du futur commandant en chef de l'armée suisse une sérénade par la fanfare de la localité.

Bien que ses nombreuses occupations ne lui laissassent que peu de loisirs, Florian parvint tout de même, à deux reprises, à s'échapper pour des voyages à l'étranger, la première fois, du 28 juin au 21 juillet 1844, pour un séjour d'un mois en Allemagne avec sa femme Caroline, au cours duquel ils visitèrent Francfort,

Coblence et Ems, et, du 6 juillet au 8 août 1851, en compagnie de Fritz Schwab et d'un certain Blcesch, mécanicien, pour un voyage d'un mois au cours duquel il visita – après être passé par l'Allemagne et la Belgique – pendant une quinzaine de jours l'Exposition universelle à Londres, avant de s'arrêter onze jours à Paris.

Dès 1849, il prit l'habitude de faire des cures de bains, en général en compagnie de sa femme – qui en avait déjà fait antérieurement aux bains de Blumenstein –, que ce soit à Worben ou à Baden, voire, par exemple en 1854, au Gurnigel.

Chaque année aussi, dès la mort de son beau-père, il se rendit régulièrement avec sa belle-mère Liomin dans le Haut-Vallon de Saint-Imier pour visiter avec celle-ci les métairies qu'elle y possédait à La Ferrière, à la Chaux d'Abel et au Convers près de Renan – métairies qu'il devait revendre plus tard, de 1855 à 1857, après qu'elles avaient été dévolues à sa femme dans la succession de sa mère.

Toutes ces occupations et les multiples tâches auxquelles il était astreint n'allèrent toutefois pas sans ébranler quelque peu sa santé. Affecté dès le début des années quarante d'une surdité croissante, il fut, par la suite, dès le milieu des années cinquante, sujet à de fréquents étourdissements qui expliquent peut-être pourquoi, âgé désormais de 57 ans, il remit en mai 1853, le domaine de Grenétel et les autres immeubles qui lui étaient échus dans le partage des biens de son père, à son fils Florian, alors que son autre fils Albert, négociant en soieries à Bienne, était désintéressé par un dédommagement en espèces de valeur équivalente à la part de son frère.

Trois ans plus tôt, le 13 mars 1850, Florian avait par ailleurs acquis, de l'hoirie Ballif, le beau pavillon des Rochettes, avec les vignes attenantes et la terrasse dominant la ville, construit près d'un siècle auparavant par David-François Chiffelle en même temps que la maison des Dragons sur la place de la Liberté.

Très attaché à sa cité natale, Florian Imer ne négligea pas pour autant de se préoccuper aussi, très tôt – et de manière parfaitement désintéressée –, que ce soit de son embellissement ou encore de sa prospérité économique.

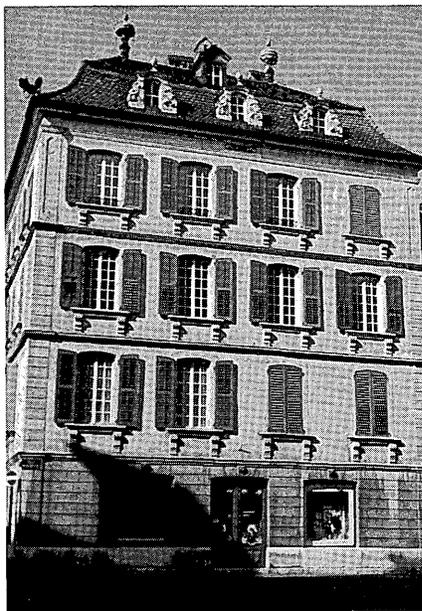
C'est ainsi notamment que, joignant l'utile à l'agréable, il ne fit non seulement, le 4 janvier 1858, cadeau à l'orphelinat de la ville d'une somme de 2000 fr. de l'époque, mais qu'il fit don, surtout, à ses concitoyens du beau portail d'entrée à arc en plein cintre de style néo-classique par lequel on accède, de nos jours encore, à la Blanche Eglise et au cimetière.

Fin dessinateur et coloriste, Florian Imer nous a laissé d'autre part de petites vues de Grenételet vers 1820 avec, sur l'une d'elle, au verso, un plan précis du domaine.

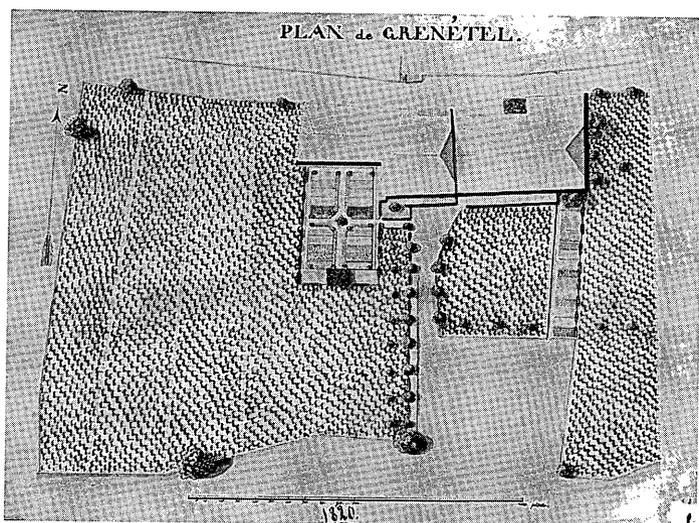
Son visage, aux différentes époques de sa vie, nous est, pour sa part, restitué grâce à toute une série de portraits et de miniatures, ainsi que, à la fin de sa vie, par des daguerréotypes et des photographies, où on le voit, à tour de rôle, en jeune officier, en lieutenant-colonel de l'armée fédérale avec, au fond, la silhouette du château du Schlossberg – portrait qui fait pendant à celui de sa femme – et, enfin, en noble vieillard portraituré par le peintre Aurèle Robert, qui était de ses amis, tout comme le pasteur et poète Auguste Krieg qui lui dédia, le 10 octobre 1862, une belle poésie aux accents lamartiniens, à l'occasion de ses soixante-six ans, dans laquelle l'auteur dit tout le bien qu'il pense du « cœur rayonnant de jeunesse et de l'heureuse humeur qu'il faut tant admirer » de cet ami qui avait déjà été celui de son père.

C'est trois ans plus tard, à la fin de sa 69^e année que Florian Imer devait prématurément décéder « le matin après 9 heures... après une courte mais douloureuse maladie », ainsi que nous l'apprend son faire-part de décès, daté du 25 octobre 1865.

Ayant appris le décès de « son cher Imer », son ancien collaborateur et ami, le général Dufour fit part de sa tristesse à sa veuve dans les termes suivants :



*La maison des Dragons sur la Place de la Liberté,
à La Neuveville*



Plan du domaine de Grenétel en 1820 - Aquarelle de Florian Imer

« Madame. Je viens vous remercier de m'avoir envoyé l'article biographique de M. Fl. Imer et vous exprimer la vive part que j'ai prise à la perte cruelle que vous venez de faire. J'avais déjà chargé M. Rével, qui se rendait à la Neuveville de vous les adresser verbalement. Je pense qu'il n'y aura pas manqué. J'ai eu assez de fréquents et bienveillants rapports avec feu Imer pour apprécier et partager vos peines. C'était un des anciens auquel j'étais particulièrement attaché par d'anciens souvenirs de service et des preuves nombreuses d'estime et d'affection. Ces souvenirs ne s'effacent pas. – Agréez, Madame, avec l'expression de ma sympathie, mes respectueuses salutations. Général G.H. Dufour. »

Très lié, dès sa jeunesse, avec son petit cousin Frédéric-Théophile Imer (1794-1858) (No 27), qui avait épousé sa sœur Charlotte, Florian avait eu, à la fin de sa vie, la douleur de voir disparaître celui-ci en 1858 déjà, sa sœur Charlotte pour sa part, le précédant dans la tombe d'une quinzaine de jours, le 9 octobre 1865.

Quant à sa chère épouse Caroline, née le 23 novembre 1797, elle devait le suivre, presque jour pour jour, trois ans plus tard, le 18 octobre 1868, « rappelée à Dieu le matin à 7 heures », non pas, comme indiqué par erreur dans son faire-part, dans sa 72^e année, mais quelques semaines avant son 71^e anniversaire.

Il nous reste aujourd'hui de Florian Imer, en plus de sa correspondance avec le général Dufour et autres officiers supérieurs de l'armée fédérale, le journal de son voyage en Italie en 1818, son journal sur les troubles de Neuchâtel en 1831 – paru dans trois numéros du Musée neuchâtelois en 1933 et 1934 –, ainsi que, dans une vitrine du musée de La Neuveville, où ils sont déposés, les bicornes et autres objets ayant fait partie de son équipement militaire.

FLORIAN II (87)

1822-1899

Maire de la Neuveville, député au Grand Conseil bernois, lieutenant-colonel à l'Etat-major fédéral

Fils aîné de Florian Imer (No 86) et de Caroline Liomin, Florian-Emile naquit le 10 avril 1822 à La Neuveville.

Après avoir fait ses classes à La Neuveville chez Auguste Peter, d'abord à la Petite puis à la Grande Ecole, il fut placé en novembre 1834, par son père, pour une période de deux ans et cinq mois, à Aetingen chez le pasteur Steinhäuslein-Dubois pour y apprendre l'allemand et faire sa première éducation (jusqu'en mars 1837).

Dès avril 1837, il fréquenta le collège de Bienne, alors seul établissement secondaire réformé du Jura, où se rendaient les jeunes gens de La Neuveville, du Jura protestant et des Montagnes neuchâteloises.

En 1840, on le retrouve à Berne, où il fréquente pendant quelque trois ans les cours de droit à l'Université sous les professeurs Schnell, Wilhelm Snell, Schmied et autres.

En avril 1844, il part pour une année à Porrentruy, où il travaille dans l'étude de l'avocat Elsässer pour se mettre au courant du droit d'après le code français.

Dans l'intervalle, en 1842, il fait son école de recrues dans les carabiniers. Devenu, en août de cette même année, officier dans cette arme, il est à plusieurs reprises appelé dans les années qui suivirent à effectuer des périodes de service actif, comme en décembre 1844 lors des troubles de Willisau, à la suite du veto sur les Jésuites, ou, en avril 1845 à Wangen, à la suite de la mobilisation décrétée par la Diète dans l'affaire des corps-francs battus par les Lucernois. En novembre 1847 il est attaché à l'Etat-major et participe à la guerre du Sonderbund comme adjudant du Colonel brigadier Bontems, chef de brigade dans la II^e division commandée par le colonel Burckhardt.

Effectuant périodiquement ce qu'on appelait à l'époque des « garnisons » ou des camps militaires tant à Berne qu'à Thoune, il accompagna également, plus d'une fois, en qualité d'adjudant, les colonels Gerwer-Chiffelle de Berne et Zimmerli d'Aarau à des inspections militaires en Suisse centrale (en septembre/octobre 1852), à Genève (en août 1853), à Bière (en juillet 1854) et à Yverdon (en septembre 1856), dans ce dernier cas quelques jours seulement après avoir dîné le 3 septembre à Neuchâtel avec les délégués du Conseil fédéral Frey-Hérosé et Fornerod envoyés dans cette ville à l'occasion du soulèvement royaliste.

Fin septembre 1856, il participe à un camp fédéral en Thurgovie, avant d'effectuer en janvier/février 1857 un mois de service actif à Bülach et Zurich d'où il va visiter les travaux de fortifications faits à Bâle.

Cet engagement constant au service de la patrie, lui valut, peu après, d'atteindre, comme son père avant lui, le grade de lieutenant-colonel à l'Etat-

Major fédéral, instaurant ainsi une belle tradition familiale qui devait se prolonger au XX^e siècle en la personne de son petit-fils Florian (No 90) et de son arrière-petit-fils André (No 92).

Le 20 juin 1845, le même jour que vingt-cinq ans plus tôt son père – fêtant ce jour-là ses noces d'argent –, il épousa sa cousine germaine Lucie Imer, fille de son oncle Frédéric-Théophile Imer, de la branche des bannerets, et de sa tante Charlotte, sœur de son père, avec qui il alla habiter à Grenétil dans un appartement de cinq pièces avec cuisine mis à sa disposition par son grand-père Frédéric, l'orfèvre.

Son voyage de noces, du 20 juin au 15 juillet, conduisit les jeunes époux par Bâle, Strasbourg et Karlsruhe jusqu'à Francfort où ils logèrent chez leur cousin Martino Clès, allié Schnider, le retour s'effectuant, après des excursions à Mayence, Wiesbaden et Hombourg, par Strasbourg et Porrentruy.

Dans sa cité natale, Florian Imer fut successivement membre du Conseil municipal, puis maire de la ville de 1866 à 1880. De décembre 1850 à 1854, il fonctionna comme vice-préfet du district de La Neuveville, charge qu'il revêtit à nouveau de 1867 à 1886, devenant ainsi le bras droit de son cousin et beau-frère Frédéric Imer (No 29), nommé préfet en 1868. Dès cette même année 1868, il représenta par ailleurs, comme député, La Neuveville au Grand Conseil bernois, et cela jusqu'à sa mort intervenue en 1899, devenant par là même le doyen de cette autorité avec Auguste Moschard.

Membre de la commission d'économie publique, il fut aussi un membre zélé de la Société économique du canton de Berne, puis pendant de nombreuses années de son comité directeur qui lui délivra un diplôme d'honneur lorsque son âge avancé l'obligea à décliner une nouvelle nomination.

Très actif également au sein de la direction de la Fédération des sociétés d'agriculture de la Suisse romande, il aida puissamment, par ses activités dans ces divers organismes, à faire connaître et apprécier le Jura bernois afin de favoriser financièrement son développement.

Sur le plan local, il s'occupa activement des sociétés de tir cantonale et de district, de la société pour l'éclairage au gaz, de la société du Musée et de la société d'embellissement. Il fut en outre membre de la Commission chargée de la correction des eaux du Jura et du dessèchement du Grand Marais.

Payant de sa personne, il ne rechignait pas, si nécessaire, à mettre lui-même la main à la pâte, comme le démontre l'anecdote suivante. Ayant, en sa qualité de maire, fait prendre par son Conseil la décision de supprimer les tas de fumiers placés devant les maisons des anciens remparts ouest à la rue du Port, il n'hésita pas, les habitants n'obtempérant pas aux ordres municipaux, à se rendre lui-même sur place avec son fermier et ses domestiques pour faire ce travail fourche en main.

Attaché, comme déjà son père, à l'embellissement de la ville, c'est à son initiative que furent plantés à l'avenue des Collonges les platanes, malheureusement aujourd'hui disparus, qui donnaient à l'entrée de la ville un petit cachet de



Florian II Imer, à l'âge de 14 ans - Dessin au crayon de Jean-Baptiste Bonjour, 1836

ville méridionale. Par un don qu'il fit en 1898, il contribua en outre à la construction d'un pavillon au-dessus de Genèvevet d'où l'on possède une vue magnifique sur le Lac de Biemme et la chaîne des Alpes.

Une autre anecdote mérite d'être rappelée ici. Alors que, jeune officier pendant la guerre du Sonderbund, il pénétrait à la tête d'une colonne militaire dans la ville de Fribourg par le fameux pont suspendu, il eut la présence d'esprit d'ordonner suffisamment tôt à sa troupe de rompre le pas afin d'éviter les dangereuses oscillations et le balancement pouvant résulter du passage d'une troupe marchant au pas.

Devenu propriétaire du domaine de Grenétel, en mai 1853, par la cession que lui en fit son père, à la suite du partage de la succession de feu son grand-père Frédéric Imer, il voua désormais tout son soin à l'exploitation de celui-ci, en portant une attention toute particulière aux travaux de la vigne.

Le 15 juin 1855, il acheta, avec l'aide financière de son père, 29 ouvriers de vigne au nord et près de Grenétel que la Commune de Berne avait décidé de vendre par voie d'enchères publiques. La même année, il fit par ailleurs agrandir la grange et l'écurie à Grenétel et y aménagea une remise pour les voitures. Une année plus tard, le 19 janvier 1856, la Commune des habitants lui accorda le droit de prendre de l'eau à la source de Vervas, afin d'alimenter le domaine en eau potable jusque dans les deux cuisines du bâtiment.

En 1860, il fit transformer par l'architecte Richner de Neuchâtel la maison du centre en y ajoutant un deuxième étage, l'ancien toit bernois à quatre pans étant remplacé par un toit carré en ardoise et une tourelle. C'est lui aussi qui, en 1857, fit construire au nord de la route, face à la maison du centre, le lessivier avec cave existant encore de nos jours.

Soucieux d'accroître sans cesse le patrimoine familial, il acquit par ailleurs de nombreuses vignes, ainsi que des prés et des forêts, non seulement à La Neuveville, au Landeron et à Cressier, mais également à la Montage de Diesse, d'autres immeubles provenant de la succession de ses grands-oncles Jallaz ou encore de celle de son beau-père Frédéric-Théophile Imer, père de sa femme Lucie.

En 1861, il acheta à l'hoirie Charles-Louis Frey le beau domaine de la Baume à la Praye, ainsi qu'en 1869 une autre ferme sise sur le territoire de la commune de Prêles à l'endroit nommé Sur la Roche.

Devenu le plus grand propriétaire foncier de La Neuveville et, probablement, du district, Florian Imer était, à l'époque de sa mort, ainsi que nous l'apprend l'acte de partage de ses biens du 30 décembre 1899, propriétaire de 130 articles, comprenant, en plus du domaine de Grenétel, de la maison des Dragons et des deux fermes mentionnées ci-dessus à la Montagne de Diesse, la maison contiguë à la maison des Dragons sur la place du Marché, une autre maison à la rue du Collège, une maison à la rue Beauregard, ainsi que le pavillon et les vignes des Rochettes, le tout pour un total de 370'500 francs de l'époque, y compris les vignes, les prés, les champs, vergers, terrains d'alluvions et forêts qu'il possédait

aussi bien à La Neuveville et à la Montagne de Diesse que sur le territoire neuchâtelois, au Landeron, à Cressier et à Lignièrès.

Dans les années 1865 à 1871, il se rendit à plusieurs reprises pour des cures à Bad Wildungen en Hesse, où il eut l'occasion de faire la connaissance de nombreuses personnalités allemandes et étrangères dont les noms et qualités nous ont été transmis grâce à un album de photographies dédiées conservé dans nos archives de famille.

Marié le 20 juin 1845, à sa cousine germaine Sophie-Cécile-LUCIE (1823-1877), fille de Frédéric-Théophile Imer, pasteur (No 27), et de Charlotte-Cécile, sœur de son père, Florian eut de son mariage avec elle, trois enfants :

- IDA-Hyacinthe (1846-1931), épouse d'Arnold Imhoof (+1905), de Zofingue, mère de Mathilde Imhoof (+1902), célibataire, d'un naturel quelque peu bizarre, qui s'adonnait à la peinture sur porcelaine, et de MARIE (1870-1962), épouse d'Auguste Straehl, de Zofingue également, dont elle eut deux enfants, nos cousins Kurt (1892-1977) et Lily Straehl (1896-1989)

- ÉMILE-Albert, né en 1848 (No 88).

- Gustave-ALFRED, né en 1855 (No 89).

Souffrant à la fin de sa vie de folie à caractère mystique, Lucie Imer devait décéder prématurément en 1877, à l'âge de 54 ans seulement.

Veuf à 55 ans, Florian passa dès lors les vingt-deux années qu'il lui restaient à vivre, seul à Grenétel, entouré de ses deux fils qui le secondèrent désormais dans la conduite du domaine.

En 1889, il eut le chagrin de perdre son fils cadet, Alfred, décédé à l'âge de 34 ans.

Devenu grand-père tardivement, à la suite du mariage de son autre fils, Emile, en 1891, avec Marie-Madeleine Schem, il eut en revanche la joie d'assister, de son vivant, à la naissance d'une petite-fille, Mariette, née en 1896, et, surtout en 1898, à celle d'un héritier mâle, à qui l'on donna, en son honneur, les mêmes prénoms que les siens.

D'un naturel affable, il sut s'entourer de nombreux amis dont les visages nous sont connus grâce aux nombreuses photographies ornant les albums laissés à ses descendants. Homme d'une belle prestance, il paraît par ailleurs ne pas avoir été insensible au charme féminin, à en juger par quelques autres photos tirées du même carton. D'autres photos encore nous le montrent avec d'autres convives dans la grande salle à manger de l'hôtel du Gurnigel-Kulm où il paraît avoir fait, à plusieurs reprises, des séjours.

Menant la vie d'un grand bourgeois de son époque, il avait l'habitude, lorsque ses multiples activités lui en laissaient le temps, d'effectuer, selon la saison, en calèche ou en traîneau (ce dernier se trouve actuellement au Musée de La Neuveville), de grandes promenades dans la campagne environnante.

Grand amateur d'armes anciennes et collectionneur d'objets lacustres, il aménagea, dans le galetas de la maison du centre, un musée familial qui fut complété par la suite par son fils Emile, notamment par des trophées de chasse. Il

installa aussi, pour son agrément personnel, une volière, alimentée par une petite fontaine, sous forme de grotte, sous la terrasse de l'aile est de Grenétel, devant l'ancien pressoir.

Un témoignage saisissant de ce qu'était Florian Imer à la fin de sa vie nous est parvenu, grâce à un article de journal du professeur Arthur Grosjean, qui, gamin, s'en allait dans les années 1897 à 1902, distribuer aux abonnés neuvillois le Journal du Jura fraîchement imprimé. Venant de l'avenue des Collonges, il nous raconte comment il fut, plus d'une fois, reçu, lui, tout jeune garçon, par le patriarche de Grenétel :

«... Je passais plus outre et j'abordais Grenétel. Là demeurait le plus gentilhomme du monde. J'écris à dessein gentilhomme, car c'en était un vrai, d'une simplicité, d'une politesse, d'une affabilité incroyables. Il n'était pauvre simple homme qu'il n'abordaît en le saluant gentiment et en prenant nouvelles des siens. Pas une fois je ne l'ai rencontré sans qu'il me rendît poliment le bonjour et me chargeât de compliments pour mes parents. C'était un vrai bourgeois. Les imbéciles seuls peuvent se figurer avoir gagné quelque chose en jetant le monde dans un égalitarisme de sans-culotte. Monsieur Imer avait dans son bureau, à gauche de l'entrée, une riche panoplie. Toutes ces armes me fascinaient, et je restais de longs moments à les admirer. Jamais M. Imer ne donna le moindre signe d'impatience. Quand c'était assez, il me congédiait avec bonté... »

Florian Imer eut ce qu'on appelle « une belle mort ». Alors qu'il se tenait à la fenêtre de la salle à manger du premier étage dans l'aile ouest de Grenétel et qu'il regardait la nourrice promenant son petit-fils Florian en poussette au jardin, il fut, l'après-midi du 21 avril 1899, onze jours après avoir fêté ses 77 ans, frappé d'une attaque d'apoplexie foudroyante.

Son décès laissa les plus vifs regrets un peu partout dans le canton et en particulier dans le Jura, ainsi qu'en témoigne l'article suivant, paru le 23 avril 1899, deux jours après sa mort, dans le « Démocrate » de Delémont :

« Dans sa longue carrière (78 ans) le défunt n'a cessé de rendre les meilleurs services à son pays, qu'il a servi dans l'armée et dans les conseils. M. Florian Imer a été investi pendant plusieurs périodes du mandat de député au Grand Conseil où, durant une vingtaine d'années et jusqu'à l'an dernier, il a fait partie de la commission d'économie publique. Au renouvellement général du Grand Conseil, en 1898, il avait voulu, à raison de son grand âge, décliner une réélection, mais ses électeurs neuvillois, qui étaient unanimes à l'entourer de la plus affectueuse estime, l'obligèrent à rester encore à ce poste d'honneur. M. Imer avait renoncé toutefois à siéger dans la commission d'économie publique, où sa parole fut toujours très écoutée, parce qu'on la savait inspirée autant par le plus complet désintéressement que par une précieuse expérience des affaires.

La compétence de M. Florian Imer dans toutes les questions économiques était indiscutable et il a largement contribué aux progrès de l'agriculture dans ses divers domaines. Jusqu'à ces dernières années, il fut au premier rang pour accréditer parmi les cultivateurs tout ce qui pouvait être utile à leur vieille industrie,

assistant à des réunions dans les divers cantons et districts et prenant une part active à la discussion.

En politique, M. Florian Imer était naturellement du côté du progrès. Il fut toujours de son temps, mais ses convictions libérales bien arrêtées ne l'empêchaient pas de compter dans les deux camps de nombreux amis qui appréciaient, en même temps que ses connaissances en affaires, l'aménité et la loyauté de son caractère.

Sa mémoire vivra longtemps dans le cœur de tous ceux qui furent en relations avec lui. Honneur et respect aux cendres de ce digne citoyen ! »

De son passage ici-bas, nous conservons de Florian-Emile Imer, à part son portrait à l'huile et celui de sa femme, ainsi que de nombreuses photographies, toute une série de dessins à la plume ou au crayon qui révèlent chez lui un incontestable talent de dessinateur et de portraitiste.

ÉMILE (88)
1848-1931

Fils de Florian II (No 87) et de Lucie, née Imer, Emile-Albert Imer n'opta point, comme son père et son grand-père, pour une carrière militaire, ainsi qu'en témoigne, d'une manière qu'on ne saurait vouloir plus explicite, l'anecdote suivante rapportée par son fils Florian dans une notice consacrée à son père.

Entré dans le corps des cadets neuvevillois dont il est le benjamin, il est présent lorsqu'en 1849 ce corps, commandé par son père, rend les honneurs, pendant l'arrêt du train en gare de La Neuveville, au général Dufour qui, cette année-là, devait se rendre, en compagnie de son vieil ami, le Lt-colonel du génie Florian Imer-Liomin, à une réunion d'officiers au Tessin à l'occasion de la guerre d'Italie. S'adressant au plus petit des cadets, au dernier rang, le général lui dit, en lui tapant amicalement sur l'épaule: « Je souhaite que tu imites l'exemple de ton grand-père et de ton père ». Malgré ce vœu et les possibilités qui s'offraient à lui pour une brillante carrière militaire, Emile Imer refusa toujours de faire une école d'officier, malgré son talent de bon tireur, préférant rester simple carabinier, pour ne pas se priver du plaisir de la chasse, sa plus grande passion.

Faite en apparence d'une grande simplicité, la vie d'Emile Imer n'en fut pas moins marquée par de nombreuses activités en faveur de la communauté, ainsi que cela résulte clairement de la nécrologie publiée le 25 avril 1931 dans le Journal du Jura, qu'en raison de son caractère exhaustif nous reproduisons ci-dessous dans son intégralité.

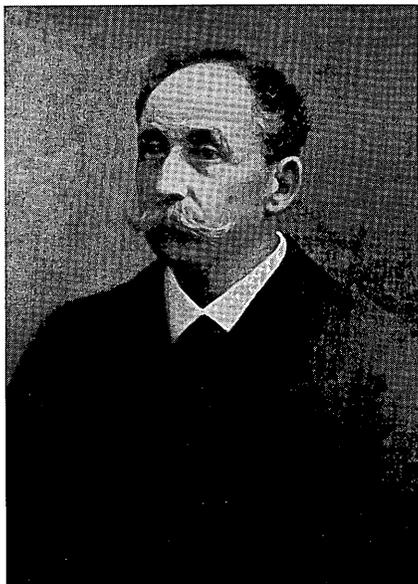
« † **Emile-Albert Imer** »

M. Emile Imer s'est éteint doucement après une belle et longue vie de labeur.

Il était né le 11 avril 1848 à Neuveville. Il appartenait à cette belle famille des Imer qui, depuis plusieurs siècles, a donné tant d'hommes de valeur, magistrats, soldats, hommes d'Eglise, à la République bernoise et à la Confédération. Il était le petit-fils de Florian Imer, ingénieur, qui fut député au Grand Conseil bernois, premier préfet de La Neuveville, lieutenant-colonel du génie fédéral, chef d'état-major du génie du général Dufour, en 1849, et directeur des fortifications d'Aarberg, et fils de Florian-Emile Imer, député, maire de La Neuveville, vice-préfet et lieutenant-colonel de carabiniers.

M. Emile Imer fit ses premières classes à La Neuveville. Il poursuivit ses études à Lausanne, à la pension Morave, que dirigeait M. Reichel. Il fut là le camarade de Sprecher de Bernegg, qui devint, de 1914 à 1918, le chef de notre état-major général. De 1867 à 1868, M. Imer suivit les cours de l'Ecole d'agriculture de Kreuzlingen, dont Schatzmann était directeur.

M. Imer fit son école de recrues en 1870 à Lucerne. Cette même année, il fut incorporé à la 33^e compagnie de carabiniers du Jura et suivit son unité aux



Emile Imer et sa femme Marie-Madeleine née Schem

frontières, à Bourrignon. Il y a quelques semaines, il avait pris part à la Journée des vétérans à Berne.

Dès 1876, M. Imer fut conseiller de bourgeoisie. Il fut nommé vice-maître-bourgeois en 1900. Il a siégé dans cette administration pendant cinquante ans. En 1904, M. Imer devint conseiller municipal, puis vice-maire en 1906. Il abandonna cette dernière charge en 1908 pour permettre à son cousin, M. Paul Imer, de devenir maire.

M. Imer fut membre de la commission d'assistance et de Champfahy (orphelinat), membre de la Société du Musée depuis 1903 et son président depuis 1908. Il fit partie de la Société du gaz depuis 1893 et la présida à partir de 1899. Membre aussi de la Société de navigation du lac de Biemme dès 1908 et de sa direction à partir de 1917, il appartint encore à de nombreuses autres sociétés locales.

Excellent pêcheur, M. Imer fut également un magnifique chasseur. Il prit son premier permis en 1868. Il chassa pendant soixante-trois ans. Il était le doyen de la Société des chasseurs du Seeland et de la Société de chasseurs Diana.

Depuis 1868 également, il faisait partie de la Société de tir du district, société dont il fut le président de 1899 à 1908. Son père avait été le président de cette société pendant cinquante-sept ans et son grand-père pendant vingt-quatre ans. De 1869 à 1898, M. Imer prit part à tous les tirs fédéraux et à de nombreux tirs cantonaux et tirs aux pigeons.

Mais avant tout, M. Imer fut vigneron. Membre depuis 1885 de la Société de viticulture de La Neuveville, il en fut le président de 1903 à 1920. Il fit aussi

partie des sociétés de Douanne et de Gléresse. Il fut président de la commission cantonale de viticulture de 1905 à 1930.

Le Clos Grenétel était un vin très connu. Mais il ne l'était devenu que grâce aux soins de son propriétaire. M. Imer savait l'art difficile de soigner la vigne. Il ne se lassait pas de chercher le meilleur moyen de combattre ses maladies (phylloxéra, mildiou, court-noué, etc.), d'améliorer son traitement. Il expérimentait de nouveaux engrais. Ses connaissances, dans ce domaine, étaient si étendues qu'il fut nommé, en 1877, commissaire adjoint pour faire des recherches phylloxériques à Colombier, Troisrods. En récompense de ses services, le Conseil d'Etat de Neuchâtel lui remit une coupe d'argent avec dédicace. De 1908 à 1910, M. Imer fut encore membre de la commission administrative de l'assurance phylloxérique neuchâteloise.

Toute cette vie de labeur, M. Emile Imer la passa à La Neuveville. Il habitait cette vieille maison de Grenétel aux lignes sobres et élégantes, aux proportions si harmonieuses. De son balcon, où il devait souvent s'attarder le soir, il pouvait contempler l'un des plus beaux, des plus calmes, des plus reposants paysages qui soient.

M. Emile Imer était d'un abord exquis. Il avait cette politesse, cette amabilité, cette bienveillance qui lui valaient l'immédiate sympathie de ses interlocuteurs. Sa bonté, sa franchise ne lui créèrent que des amis. Tous ceux qui l'ont connu n'oublieront jamais M. Emile Imer. »

Pour intéressantes que soient les lignes qui précèdent, on ne saurait cependant s'en satisfaire, sans les compléter ici par la description détaillée que, dans ses « Réminiscences » – demeurées manuscrites –, le fils aîné d'Emile Imer, Florian, nous fait de la façon dont son père concevait et pratiquait ce qui fut la plus grande passion de sa vie : la chasse !

« Il (Emile) était, comme son père et son grand-père, un excellent tireur, les coupes d'argent et les médailles des tirs fédéraux en sont la preuve, comme le musée de ses trophées de chasse et la collection de ses armes. Il avait une préférence pour la chasse à la bécasse, au faisan, à la caille, et bien sûr aux canards, qu'il tirait, de sa loquette, à plat ventre sur une peau de mouton brune, avec sa longue canardière dont la grenaille, d'un seul coup, faisait un riche tableau de chasse, son chien sautait à l'eau pour lui ramener le nombreux butin qu'il avait, dans les chemins de roseaux entre Cerlier et l'Île de Saint-Pierre, effrayé en tapant de sa rame le fond du bateau et atteint en plein vol. Il ne tirait jamais sur un oiseau posé terre, sur un arbre ou sur l'eau. Il ne visait qu'au moment où il prenait son vol.

Il y avait aussi la chasse aux lapins de l'Île de Saint-Pierre, avec ses amis biennois Römer, Heuer. Les furets chassaient ces lapins hors de leurs terriers.

Parfois, il allait seul vers le soir guetter ces petits lapins au moment où ils venaient brouter l'herbe entre la colline et la rive.

La chasse au renard lui avait fourni de belles couvertures de chaude fourrure avec deux douzaines de queues pour nos promenades en traîneau rouge entre

les deux lacs, avec halte à Marin pour nous réchauffer, ou aussi pour faire le tour du Lac de Bienne.

Avant l'ouverture de la chasse nous avons souvent accompagné mon père dans le Grand Marais pour rafraîchir le dressage de ses chiens d'arrêt et dépister les champs et les forêts où se multipliait le gibier...

... Mon père était aussi invité par des amis à des chasses en Alsace et surtout par le Docteur Rollier de Leysin, en Argovie. Mais ce genre de chasse ne lui plaisait pas du fait que l'on traque le gibier pour l'envoyer vers les postes où sont placés les chasseurs. Il eut, cependant, là aussi, de beaux coups de fusil. Dans son musée de chasse l'on trouve bien des bois de chevreuil, de cerf, de chamois.

Il a organisé maintes chasses au sanglier, en a tiré plusieurs, à la Montagne de Diesse, et mon frère à peine âgé de 20 ans a tué le dernier, lors de la guerre de 1914 à 1919.

A la pêche aussi mon père a fait de belles prises, brochets énormes. Il avait tout un pontonage pour ses nasses auprès des roseaux et des plantes de nénuphars qu'il avait fait planter à l'est de notre port et de nos terrains d'alluvions. »

Un des terrains de chasse préféré d'Emile Imer se trouvait sur l'autre rive du lac, dans le Seeland bernois, du côté de Bretièges et de Finsterhennen. C'est de la sorte qu'il eut l'occasion de faire la connaissance du peintre Albert Anker, à Anet, à qui il commanda deux aquarelles – une jeune fille lisant et un portrait du secrétaire municipal du village en blouse bleue de paysan, en train de manger sa soupe, assis devant une table garnie d'un broc de vin blanc et d'une grosse miche de pain – qu'il paya chacune cent francs de l'époque, soit, selon le peintre, le prix qu'il pratiquait « depuis longtemps » pour ce genre de travail. Il s'ensuivit un échange de lettres couvrant les années 1905 à 1907 dont les originaux se



Emile Imer en chasseur - 25 décembre 1913

trouvent dans nos archives de famille et dans lequel Albert Anker remercie son correspondant non seulement pour l'argent reçu, mais aussi pour un « magnifique canard d'une splendeur incomparable » et, le 2 avril 1907, pour « un beau poisson savouré le soir » avec des amis et qualifié de « très bon » qu'Emile Imer s'était fait un plaisir et un devoir de lui adresser.

Au bord du lac, à GrenéteI, Emile Imer avait, comme nous l'avons vu plus haut, fait construire plusieurs passerelles sur l'eau qui lui permettaient de s'adonner dans les meilleures conditions possibles à la pêche à la ligne ou pour immerger des nasses dont le butin était ensuite, avant de finir sur la table à manger, déversé vivant dans des réservoirs aménagés l'un à l'entrée du port de GrenéteI et l'autre devant la cave de la maison du centre.

Très attentif aux variations du niveau du lac, Emile Imer avait d'autre part fait placer, à l'extrémité d'une des jetées du port, un limnimètre dont il consignait consciencieusement les données dans un carnet.

Sa bibliothèque privée, riche en ouvrages et traités sur l'agriculture, la vigne et la chasse, contient aussi plusieurs volumes soigneusement reliés de périodiques tels que le « Journal d'agriculture » ou encore le « Mémoire du chasseur français » qui témoignent de l'intérêt inlassable que leur propriétaire apportait à se tenir au courant des dernières nouveautés dans ces divers domaines.

Marié sur le tard, le 24 avril 1891 – à l'âge de quarante-trois ans – à Marie-Madeleine Schem, née le 23 novembre 1863, sa cadette de quinze ans, Emile Imer eut de son mariage deux fils :

- FLORIAN, né en 1898 (No 90)

- ÉMILE, né en 1901 (No 91)

ainsi qu'une fille, MARIETTE, l'aînée des trois, née le 26 avril 1896 et décédée à la fleur de l'âge, le 18 juillet 1916, d'une phtisie galopante, contractée lors d'un séjour d'étude qu'elle faisait à Fribourg-en-Brigau. Fiancée à un jeune grison, le lieutenant André Senti, qui avait fait son progymnase à La Neuveville, son visage nous a été conservé grâce – en plus de nombreuses photographies – à un beau portrait à la sanguine se trouvant dans mon salon du rez-de-chaussée à GrenéteI. Il nous reste en outre, d'elle, plusieurs lettres et cartes postales que de La Neuveville ou de son séjour en Allemagne, elle adressait à sa tante Ida à Zofingue.

Petite-fille, du côté paternel, de Jean-Jacques SCHEM (1785-1854), qui avait été brigadier des hussards dans la garde d'honneur de Napoléon Bonaparte, et fille de Frédéric Schem (1825-1903), propriétaire terrien, maître-bourgeois de La Neuveville de 1871 à 1881 et lieutenant-colonel à l'Etat-major général, tous les deux descendants d'une famille originaire du Wurtemberg, établie à La Neuveville dès 1596 et qui compta, en son sein, des maîtres-bourgeois et des conseillers, MARIE SCHEM avait pour mère, Suzanne-Madeleine KARLEN (1833-1871) issue d'une famille notable d'Erlenbach dans le Bas-Simmenthal, comprenant dans ses rangs des magistrats et des officiers supérieurs.

Décédée à l'âge de 38 ans seulement, Suzanne-Madeleine Karlen, dont le portrait laisse apparaître une grande douceur de traits, mourut alors que sa fille

cadette n'avait que huit ans, ce qui, on l'imagine facilement, dut laisser celle-ci passablement désemparée.

Cadette d'une fratrie de cinq enfants, Marie – qui devait décéder le 17 décembre 1934, à l'âge de septante-et-un ans, après une longue maladie qui la cloua au lit pendant une année – avait deux frères dont l'un, Edmond (1861-1885) – qui aurait dû succéder à son père et reprendre son domaine agricole et viticole – succomba à l'âge de vingt-quatre ans des suites d'un accident de cheval, alors que l'autre, William (1855-1926), affecté d'une maladie nerveuse, passa toute sa vie à Sevelen, dans le canton de Saint-Gall, d'où était originaire la seconde épouse du père de son beau-frère Rodolphe Landolt (voir ci-dessous).

Quant aux sœurs de Marie, ADRIENNE, l'aînée (1855-1934), fut l'épouse d'Arnold-Ami Girard (1851-1894), avocat à La Chaux-de-Fonds et fils du fameux colonel et conseiller national AMI GIRARD (1819-1900) qui fut l'un des principaux acteurs de la révolution neuchâteloise de 1848. Ayant perdu prématurément son mari après seulement seize ans de mariage, Adrienne, qui vivait à ce moment-là à Versoix avec son père, vint s'établir avec celui-ci à GrenéteI, chez sa sœur et son beau-frère, où elle passa les dernières trente et quelques années de sa vie.

L'autre sœur, FRÉDA (1859-1939), épousa, pour sa part, le banquier et lieutenant-colonel Rodolphe LANDOLT (1855-1898) – qui se suicida après une faillite retentissante en se pendant dans le galetas de sa maison du Faubourg. De son mariage, le couple Landolt-Schem eut deux filles, Henriette (1888-1914) et Rita (1883-1971) qui, enseignante à Bad Godesberg en Allemagne, revint en Suisse en 1939, lors de la déclaration de guerre, pour y vivre modestement de leçons privées jusqu'à sa mort, et deux fils, Fritz (1884-1951) et Paul (1886-1954) dont descendent nos parents Landolt, Pozo et Simonet.

Pour la petite histoire, on notera finalement que, par sa grand-mère paternelle, Lydie Marolf (1789-1857), fille de David et de Suzanne-Ursula, née Peter, Marie Schem descendait du notaire Jean-Jacques Imer, né en 1698, allié Bourguignon, et fils du fameux notaire et secrétaire de ville Benoît Imer – qui fut, en 1714, mêlé à la fronde du maître-bourgeois Cellier –, fondateur de la branche des notaires et fils, à son tour, du conseiller et maître d'église Jacques Imer (162.-1709), le second fils de Josué Imer et de sa première femme Jaqua Milliet (dont nous descendons donc doublement, et par la branche des banne-rets et par celle des notaires).

ALFRED (89)

1855-1889

Né le 5 août 1855 comme second fils de Florian II (No 87) et de Lucie, née Imer, Gustave-Alfred Imer semble avoir fait une partie de sa scolarité à Neuchâtel, à en juger par un album, daté des années 1871 à 1873, contenant – en plus de ceux de ses cousins Paul, William, Théodore et Julia Imer – des envois-souvenir de plusieurs camarades neuchâtelois.

Par la suite, il aida efficacement son père et son frère Emile dans la gestion du domaine de Grenéteil, ainsi qu'en témoignent plusieurs photographies où on le voit, notamment, en train de tenir un cheval par la bride devant le récent tracé du chemin de fer qui devait couper la propriété en deux, côté lac.

Adeptes du canotage, une autre photo, datée de 1884, nous le montre assis au premier rang d'un photo-montage de groupe réunissant les canotiers de La Neuveville, dont faisait partie également son cousin Paul Imer que, sur la photo, on aperçoit debout, derrière lui, avec, en toile de fond, une vue fantaisiste du Lac de Biemme.

Par un compte rendu retrouvé dans les papiers de son cousin germain Edmond Imer, nous savons d'autre part que, jeune homme, Alfred avait participé avec celui-ci, son père Albert, ses cousins Jules, Théodore, Paul et William Imer, ainsi qu'avec le père des deux derniers, Frédéric Imer, du 7 au 15 juillet 1870, à une excursion de plusieurs jours dans les Alpes vaudoises, valaisannes et savoyardes qui devait conduire nos excursionnistes, par les cols de la Forclaz, de Jaman et de Balme jusqu'à Argentière et Chamonix, avec retour par Salvan, les gorges du Trient, les Diablerets et le col du Pillon.

Demeuré célibataire, comme l'était, à cette époque-là encore, son frère aîné, Albert eut une fille illégitime, fruit d'un commerce ancillaire avec une des servantes de son père. Ce dernier ne pouvant admettre que son fils fût une mésalliance avec une domestique, s'empressa, comme cela était la règle en ce temps-là, d'éloigner l'intéressée – qui était originaire de Gléresse –, en lui versant, à titre de dédommagement, une somme respectable destinée à assurer l'entretien de l'enfant.

Tombé malade – d'un mal dont personne n'a pu, ou n'a voulu me révéler la cause exacte – Alfred Imer fut transporté à l'hôpital de la Viktoria à Berne, pour – de retour à La Neuveville –, décéder le 3 février 1889 dans sa trente-quatrième année, non sans – selon la tradition familiale – avoir fait promettre au préalable sur son lit de mort au célibataire endurci qu'était son frère aîné Emile qu'il se marierait afin d'assurer l'avenir du domaine.

FLORIAN III (90)

1898-1981

Avocat, docteur en droit, préfet du district de La Neuveville, président de la Cour suprême du canton de Berne, major d'infanterie, historien

Fils aîné d'Emile (No 88) et de Marie, née Schem, Florian-Emile Imer, né le 8 novembre 1898 à La Neuveville, devait, tout au long de sa vie, se montrer le digne successeur d'une tradition familiale instaurée par son arrière-grand-père Florian I (No 86) et son grand-père Florian II (No 87).

Elève au progymnase de La Neuveville, puis au Collège latin et au gymnase de Neuchâtel, il conclut sa scolarité par une maturité littéraire avant d'entreprendre des études de droit à l'Université de Berne.

En 1921, il entreprit un voyage d'études en Allemagne qui le conduisit notamment à Heidelberg, Bonn, Berlin et Weimar.

En 1922 et 1923, on le trouve comme avocat stagiaire à Berne dans l'étude de M^e König, puis dans l'étude de M^e Paul Charmillot, conseiller aux Etats à Saint-Imier, où il fit la connaissance de sa future femme, Gabrielle Perrenoud, fille du pasteur Emile Perrenoud.

Son brevet d'avocat en poche – 2^e sur 33 candidats –, il partit en 1923 parfaire sa formation de juriste à Paris, où il suivit des cours à la Faculté de droit, au Collège de France et à la Sorbonne, tout en effectuant parallèlement un stage dans l'étude de M^e P.G.E.Gide.

Elu conseiller municipal dans sa commune d'origine, il ouvrit en 1924 une étude d'avocat à La Neuveville où il pratiqua le barreau jusqu'en 1926.

Nommé brillamment préfet et président de tribunal dans sa cité natale en 1926 – avec entrée en fonction le 1^{er} août –, il épousa la même année, le 23 juin 1926, sa fiancée, M^{lle} Perrenoud, le jeune couple habitant dans l'aile ouest de Grenéteil.

Passionné d'histoire, dès sa plus tendre jeunesse, Florian publia en 1933, sous l'égide du professeur Hermann Rennefahrt, un ouvrage d'une grande érudition consacré à «La Colonie française de Berne, ancienne commune huguenote» qui, présenté comme thèse de doctorat à la Faculté de droit de l'Université de Berne, lui valut le titre de docteur en droit.

Candidat du parti des Paysans, Artisans et Bourgeois du canton de Berne, il fut en 1933, à l'âge de trente-cinq ans seulement, élu juge à la Cour suprême du canton de Berne où il présida, à tour de rôle, la Chambre d'accusation, la première Chambre pénale, puis la deuxième Chambre civile.

En 1950, il accéda pour quatre ans à la charge de Président de la Cour suprême, la plus haute charge judiciaire du canton.

Retraité en 1968, après trente-cinq ans d'activité, il eut la satisfaction de voir son fils André, avocat-conseil dans l'industrie horlogère, lui succéder comme un des quatre juges jurassiens au sein de la Cour.

Parallèlement à sa carrière civile, Florian Imer – suivant en cela les traces de son aïeul et de son bisaïeul – fit également une belle carrière militaire. Incorporé dans les carabiniers, on le retrouve en 1926 adjudant au bat.car.9, puis, dès 1929, comme commandant de compagnie à la tête de la cp.car.III/9, avec le grade de capitaine. Affecté, en tant que capitaine d'état-major général, à l'état-major de la première division, il fut promu major en 1936. Pendant la deuxième guerre mondiale, il fonctionna comme chef du service juridique de l'Internement, avant d'être attribué, après la guerre, au service territorial de l'état-major général.

Demeuré très attaché à sa cité d'origine – où il avait débuté, comme déjà relevé plus haut, comme membre du Conseil municipal et président des Assemblées –, il continua pendant toute sa vie à s'intéresser à la vie publique de sa région en assumant notamment pendant de très longues années la présidence du Syndicat du chemin alpestre de Chasseral-Ouest, dont il avait été un des fondateurs.

Son nom, sur le plan local, reste toutefois lié, pour l'essentiel, à l'histoire de la Société du Musée de La Neuveville, dont il fut le président pendant quarante-trois ans, avant d'être nommé par acclamation président d'honneur à vie. Déployant, pendant cette longue période, une activité remarquable, se dévouant sans compter, c'est sous sa présidence que les locaux du Musée furent déplacés de l'ancien bâtiment situé sur la place de la Gare dans ceux mis à disposition par la Bourgeoisie dans l'Hôtel de ville, un certain nombre d'objets étant par ailleurs déposés au château du Schlossberg où ils ornent le salon du premier étage. C'est à lui encore que l'on doit l'acquisition de nombreuses pièces et collections qui sont venues compléter judicieusement les fonds déjà existants qu'il sut, avec beaucoup de goût, mettre en valeur ou faire restaurer.

Là toutefois ne s'arrêtent pas ses multiples activités. Membre, dans ses jeunes années, de la Commission de l'Ecole de commerce de La Neuveville et de l'Ecole cantonale de Porrentruy, il fut aussi, entre autres choses, sur le plan local, un membre influent du comité du fonds d'entretien du château du Schlossberg, puis, une fois nommé juge à la Cour suprême à Berne, membre, dans cette ville, du conseil de paroisse de l'Eglise réformée de Berne, membre du conseil synodal du canton et membre du comité des Protestants dissiminés.

En relation avec ses activités professionnelles, il fut, d'autre part, président de la société des Juristes jurassiens pendant de nombreuses années, de même que membre et président – en 1965 – de la société des Juristes bernois. Il fit aussi partie, pendant de longues années, de la Commission pour les sources du droit de la société des juristes suisses.

Membre actif, dès ses jeunes années, de la Société jurassienne d'Emulation, il en présida, tour à tour, la section de La Neuveville (de 1926 à 1933), puis celle de Berne (de 1939 à 1941), adressant au cours de sa vie, à cette doyenne des associations culturelles jurassiennes, de très nombreuses contributions qui lui valurent d'être nommé membre d'honneur en 1968.

Comme étudiant, il s'était affilié à la société d'étudiants de Zofingue, à laquelle il resta très attaché jusqu'à la fin de sa vie, s'y faisant de nombreux amis, dont notamment le journaliste et historien Walo de Greyerz.

A Berne, il eut d'autre part, en qualité de délégué de la Société des Amis de Versailles pour la section de Berne, le privilège de recevoir, entre autres, chez lui, le duc de Castries, tout comme il avait fait venir au début des années trente, alors qu'il était encore préfet à La Neuveville, des conférenciers aussi prestigieux que les écrivains Claude Farrère – qu'il reçut chez lui à GrenéteI – et René Benjamin.

Peintre à ses heures – il devait notamment copier, non sans talent, plusieurs tableaux d'ancêtres –, c'est toutefois à l'histoire locale et régionale et à la généalogie que Florian Imer devait consacrer le plus clair de ses loisirs, voire, l'heure de la retraite ayant sonné, la majeure partie de son temps.

Publiées pour la plupart dans des volumes collectifs ou des revues tels que les « Actes » de la Société jurassienne d'Emulation, le « Musée neuchâtelois », la « Revue de Versailles » ou encore « Le généalogiste suisse », ses contributions à ces publications – si on y inclut les communications figurant en annexe aux rapports d'activité de la Société du Musée – se chiffrent au total à une quarantaine de titres, dont nous ne mentionnerons ici – une bibliographie de ses ouvrages ayant été publiée en 1981 dans les « Actes » de l'Emulation jurassienne – que les plus importants, publiés sous forme de livre. Ce sont, en premier lieu, consacrés à sa chère Neuveville, les deux ouvrages suivants, dans lesquels il retrace, avec élégance et pertinence, ce que fut le destin de sa cité natale à travers les siècles, à savoir, d'une part, un ouvrage intitulé « La Neuveville, histoire de ma cité », paru en 1969 et, d'autre part, une monographie très fouillée sur « La Bannière de La Neuveville sur les champs de bataille », publiée en 1965, qui lui valut de recevoir une lettre personnelle du général de Gaulle, alors président de la République française.

Nous y ajouterons les deux titres suivants qui témoignent de l'intérêt persistant que l'auteur vouait à des familles qui, plus particulièrement dans la seconde partie du XVIII^e siècle, ont illustré l'histoire et la culture de notre coin de terre. Ce sont, dans l'ordre, publiés tous les deux par les soins de la Société jurassienne d'Emulation, un ouvrage sur « Rose de Géliou et les siens », paru en 1974, ainsi qu'une relation concernant « Les bons offices du pasteur Georges-Auguste Liomin lors de l'insurrection en Haut-Erguël (1792-1793) », parue en 1976.

Dans un registre plus personnel, il nous a laissé par ailleurs deux cahiers de « Réminiscences » – demeurées manuscrites – où il relate avec bonheur ses souvenirs d'enfance et de jeunesse à GrenéteI, ainsi qu'un journal de l'année 1947 et des pages éparées relatant des excursions qu'il fit dans les Alpes avec son frère Emile et son cousin Kurt Straehl à l'époque de la première guerre mondiale.

D'une complexion très fine qui lui valut notamment de devoir renvoyer son école de recrues d'une année faute d'un tour de poitrine suffisant, Florian Imer n'en était pas moins d'un physique très résistant, en même temps que d'un



Gabrielle Perrenoud, épouse de Florian III Imer



Florian III Imer, préfet et président de la Cour suprême du canton de Berne

courage exemplaire et d'un tempérament volontaire. C'est ainsi que, jeune préfet, il n'hésita point, au mois de février 1932, à aller arrêter personnellement – alors que les gendarmes mouraient de peur – un des fils du marchand de fer et de combustibles Albert Schenk qui, dans un accès de folie furieuse, avait abattu son père et sa sœur aînée Marthe.

Il ne supportait en revanche pas la vue du sang, ce qui explique qu'il ne devint pas, comme son père ou son frère Emile, un chasseur assidu, cela ne l'empêchant toutefois pas d'admirer leurs exploits de Nemrods. Aimant la promenade et les excursions, il fut par contre, de tout temps, un marcheur infatigable, et cela jusqu'à ses tout derniers jours.

Aristocrate dans l'âme, son goût le poussait à rechercher de préférence – notamment pendant le demi-siècle qu'il passa à Berne – la compagnie de personnes issues de l'ancien patriciat, ainsi qu'en témoignent les amitiés qui jalonnèrent toute sa vie, de son camarade d'école Jean de Coulon à Neuchâtel, aux amis de sa maturité, tels que le futur sinologue Horst de Tschärner, son ami de nocces, ou, plus tard, à Berne, Charles de Bonstetten, dont il avait fait la connaissance au service militaire, ou encore le baron Léodegar Pfyffer d'Altishofen et sa charmante épouse, la « tante Anna » de mes fils. Parmi ses amis de jeunesse, on citera, par ailleurs, Luc Kretzschmar, qui devint un oculiste réputé, ou l'avocat neuchâtelois Léon Strittmatter avec qui il fit, une fois ou l'autre, des randonnées en bateau sur les Trois Lacs.

Très attaché à tout ce qui touchait, de près ou de loin, à la famille, il fut à cet égard ce que l'on serait tenté d'appeler « un grand rassembleur », en réunissant chez lui tout ce qui touchait au patrimoine familial, qu'il s'agisse de portraits et de miniatures d'ancêtres ou encore de pièces de mobilier ou autres menus objets possédant une valeur d'affection.

Sur le plan personnel, son sens de la famille était exemplaire et passait, pour lui, avant toute chose. Très modeste pour lui-même, il ne songea jamais qu'au bien des siens, ne s'accordant à lui-même que ce qu'il estimait compatible avec les principes d'économie dont il s'était fait, une fois pour toutes, une règle d'or à laquelle il n'était pas question de déroger tant soit peu. Ce trait de caractère – auquel il convient d'ajouter un grand sens de l'équité – se retrouve, ultime exemple des principes qui gouvernèrent toute son existence, dans le testament qu'il paracheva cinq jours avant sa mort et dans lequel il indiquait, de manière non contraignante mais non moins judicieuse, à ses hoirs, de quelle façon il y avait lieu, selon lui, de répartir équitablement, sans contestations et dans la paix, ses biens terrestres.

A ce point de vue, ce document, dans son grand souci de justice et toute sa sagesse, n'est pas sans rappeler de manière saisissante celui que rédigeait quatre siècles plus tôt son lointain ancêtre, le châtelain Jehan, dont il était si fier et auquel il rendait, de la sorte, un hommage probablement inconscient, mais témoignant incontestablement, par-delà les siècles, d'une même vision du monde et des hommes.

Victime le 6 décembre 1980 d'une mauvaise chute sur le verglas en descendant l'ancien Aargauerstalden, hospitalisé à la clinique du Sonnenhof à Berne, Florian Imer dut se soumettre à une opération de la hanche dont il se remit étonnamment vite, mais qui, malgré tout, ne paraît pas avoir été totalement étrangère, de par ses répercussions, à l'hémorragie cérébrale qui devait l'emporter quelques semaines plus tard, le 22 janvier 1981, dans sa quatre-vingt-troisième année, mettant ainsi un terme brutal à une longue et belle vie au service des siens et de sa patrie.

De son mariage avec Gabrielle Perrenoud – qui devait le suivre dans la mort une année plus tard, presque jour pour jour, le 30 janvier 1982 – Florian Imer avait eu quatre enfants :

- ANDRÉ, né le 30 juin 1928 (No 92)
- MONIQUE, née le 11 août 1930, traductrice-interprète à Berne, épouse divorcée de Pierre MEIER (1928), dont elle a eu trois enfants :
 - MARC, né le 23 juin 1963, médecin, époux de Elfriede Backes et père de trois enfants, Irène Chantal, née le 6 octobre 1996, Florian Philippe, né le 16 janvier 1998, et Thibault Pierre, né le 7 septembre 2000
 - FRANK, né le 10 février 1965, enseignant, époux séparé de Rhéa Plüss, dont il a eu une fille, Jaye Danae, née le 8 juillet 1997, et plus récemment père d'une deuxième fille, Sina Lea, née le 11 juillet 2001, enfant de sa nouvelle compagne Rebecca Mettler
 - JEANNE, née le 6 novembre 1966, enseignante, épouse de Urs Schweizer et mère de deux enfants, Nina Anaïs, née le 12 septembre 1991 et Gilles-Laurent, né le 8 juillet 1996.
- SIMONE, née le 26 décembre 1932, infirmière diplômée du Bon Secours à Genève, épouse divorcée de Hans Härry (1928-1984), qui, après un séjour de six ans aux Indes, dans l'ashram de Sri Aurobindo à Pondichéry, de 1971 à 1977, est rentrée en Suisse pour y entourer ses parents
- CHRISTINE, née le 22 novembre 1938, épouse d'Alfred Humair (1939), vivant au Landeron, qui, n'ayant elle-même pas d'enfants, a adopté, avec son mari, un garçon, RAOUL, né le 12 avril 1972, marié depuis le 25 juillet 1998 à Patricia Conrad, et une fille, ANNE ISABELLE, née le 24 septembre 1975.

Fille de pasteur, aimant les lettres et la poésie, notre mère, GABRIELLE-Nadine PERRENOUD, reçut ce qu'il est convenu d'appeler une éducation de jeune fille de bonne famille qu'elle eut, sa scolarité terminée, l'occasion de parfaire à Neuchâtel, chez une demoiselle Borel, où ses parents l'avait mise en pension. Plus tard, elle suivit à Genève l'école d'infirmières du Bon Secours créée par la doctoresse Champendal avec qui elle eut, à plusieurs reprises, des entretiens en tête à tête enrichissants.

Née à Court, le 29 septembre 1903, elle eut pour père ÉMILE PERRENOUD (1870-1947), originaire de La Sagne, fils de Louis Perrenoud (1844-1916), horloger, et d'Anna-Maria Meyer (1838-1930), originaire de Niederbipp, qui assista encore à mon baptême le 23 septembre 1928 à Grenéte.

Quant à notre grand-mère maternelle, NADINE WIRZ (1873-1956), elle était fille de Gottlieb Wirz (1833-1910), originaire de Dürrenäsch en Argovie qui, dans sa jeunesse avait fait un séjour de plusieurs années à Maracaïbo au Venezuela où il avait ouvert un comptoir d'horlogerie et d'où, fortune faite, il ramena un magnifique perroquet. De Corgémont, comme lui, sa femme, Clémence RAIGUEL (1833-1914), issue d'une très vieille famille du Vallon de Saint-Imier, aujourd'hui disparue, avait, avant son mariage, été préceptrice pendant quelques années en Russie dans la famille du prince Gagarine qui plus tard se fit un devoir de lui rendre visite à l'occasion d'un voyage en Suisse.

Nommé docteur honoris causa de l'Université de Berne, Faculté de théologie, le 4 février 1928, notre grand-père, Emile Perrenoud, fut pasteur à Court, de 1898 à 1907, puis de 1907 à 1911 à Strasbourg, avant de terminer sa carrière à Saint-Imier, de 1911 à 1935.

Retirés à Grenételet, la même année, nos grands-parents maternels y passèrent les dernières années de leur vie jusqu'en 1947, année du décès de notre grand-père. Demeurée seule à La Neuveville, jusqu'en 1950, notre grand-mère, qui souffrait d'artériosclérose cérébrale, vint finir ses jours dans le home de la villa Favorite à Berne, où – devenue, à son tour, arrière-grand-mère – elle s'éteignit paisiblement en 1956, âgée de quatre-vingt-trois ans.

De leur union, nos grands-parents avaient eu un fils, ANDRÉ, né en 1899, qui, âgé de 10 ans, devait décéder en 1909, à Strasbourg, emporté par une méningite. Son corps, ramené en Suisse, fut enterré au cimetière de Corgémont, où sa tombe était encore visible jusque dans les années soixante ou septante du siècle dernier, avant d'être, comme beaucoup d'autres, désaffectée.

C'est en souvenir de cet oncle, disparu beaucoup trop tôt, que l'auteur de ces lignes devait recevoir à sa naissance le prénom qui est aujourd'hui encore le sien.

ÉMILE (91)

1901-1989

Fils puîné d'Emile Imer (No 88) et de Marie Schem, Emile-Arnold Imer est né le 14 mai 1901 à La Neuveville où il effectua sa scolarité obligatoire.

Par la suite, il suivit les cours de l'Ecole cantonale d'agriculture de Porrentruy, pour se préparer à sa profession d'agronome-viticulteur.

Le 25 août 1926, il épousa Marie-MADELEINE MONNIER, fille de Jean et de Lucie-Emma, née Parel, de Corgémont, avec laquelle il reprit, de son père, l'exploitation du domaine agricole et viticole de GrenéteI, d'abord seul, puis, par la suite, avec l'aide d'un fermier.

Excellent cavalier, il refusa d'accomplir l'école d'officier à laquelle il avait été convoqué, se contentant d'effectuer son service militaire, puis, pendant la seconde guerre mondiale, toute la mobilisation, dans la cavalerie avec le grade de margis (sergent).

N'ayant pas de fils à qui remettre le domaine, il transforma en 1968, la ferme qui se trouvait dans l'aile est de GrenéteI en maison d'habitation en y incluant – malheureusement pour l'esthétique de l'ensemble – un garage avec station d'essence.

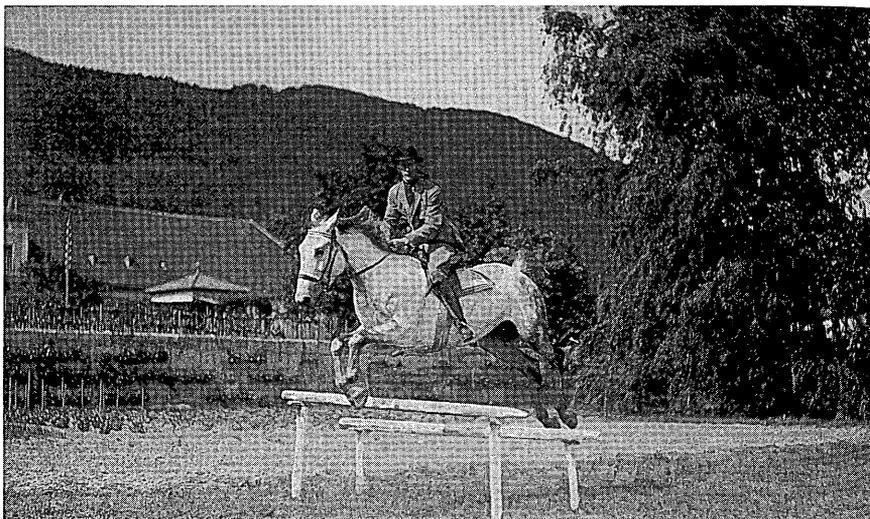
Abandonnant petit à petit l'encavage du raisin tiré de ses propres vignes, il confia celui-ci à la maison Ritter de Brügg, à qui il vendit, les dernières années, l'ensemble de sa vendange.

Comme il avait hérité à la mort de son père la plus grande partie des terrains du domaine, il eut la chance de voir ceux-ci être colloqués, en raison de l'extension croissante du périmètre urbain, en zone de construction, ce qui lui permit, après l'abandon définitif de l'exploitation agricole en 1965, de se défaire à des conditions très favorables de la majeure partie du patrimoine foncier qui lui était échu. Cela lui permit – grâce aussi à la construction d'un immeuble locatif, « Les Pommiers », à l'est de GrenéteI – de vivre confortablement jusqu'à la fin de ses jours.

D'un naturel plutôt sauvage, Emile Imer avait hérité de son père le goût de la chasse qu'il pratiqua plus ou moins sporadiquement, surtout dans ses jeunes années. De tempérament « soupe au lait », il savait aussi, à ses heures, se montrer d'une grande bienveillance et serviabilité, comme aussi d'une générosité de bon aloi.

Disposant d'une excellente santé jusqu'à passés quatre-vingt-cinq ans – si l'on fait exception, une fois ou l'autre, de violentes crises de goutte –, Emile Imer devait subir, les dernières années de sa vie, quelques attaques d'hémorragie cérébrale dont la dernière, celle qui lui fut fatale, le laissa pratiquement inconscient, cause d'une longue et douloureuse agonie qui ne prit fin qu'après plusieurs semaines, le 12 décembre 1989.

Son épouse, Madeleine – « tante Made » pour la famille –, née le 17 septembre 1900 – devait le suivre dans la mort quelques quinze mois plus tard, le 7 avril 1990, à près de nonante ans, victime d'un arrêt du cœur.



Emile Imer fils en cavalier - Vers 1930 au bord du lac

De leur union naquirent deux filles:

- MIETTE, née le 11 avril 1930, laborantine, épouse divorcée du docteur André Porchet (1931-1996), dont elle a eu trois filles, Catherine, née en 1958, alliée Märchy, mère d'un fils, Steve, né en 1990, et d'une fille, Cindy, née en 1993, Anne-Dominique, née en 1961, alliée Bréa, mère de deux filles, Jenny, née en 1993, et Wendy, née en 1995, et Martine, née en 1964, divorcée Kull, mère d'un garçon, Alexandre, né en 1989

- MARIETTE, née le 11 juillet 1935, décoratrice à Genève, épouse divorcée de Pierre Giger, après un mariage de courte durée.

ANDRÉ (92)

1928

Avocat, juge au Tribunal fédéral, major, Grand juge extraordinaire auprès du Tribunal de division 2, poète et écrivain

Conscient d'être le produit d'une lignée qui, selon toute vraisemblance s'éteindra dans la personne de mes fils, l'ordonnance du présent ouvrage commande que je relate brièvement ci-dessous les étapes principales de ma vie, en n'en retenant, il va sans dire, que les faits essentiels.

Né le 30 juin 1928, à l'hôpital de Bienne, où ma mère s'était rendue pour accoucher – donc, si l'on veut, pratiquement, à La Neuveville –, comme fils de Florian (No 90) et de Gabrielle née Perrenoud, je reçus les prénoms d'André-Florian, le premier en souvenir du frère de ma mère, décédé à l'âge de dix ans et le second en signe d'une tradition familiale bien établie.

Jusqu'à l'âge de sept ans, je passai mon enfance à GrenéteI. Au printemps 1935, mes parents déménagèrent à Berne, où, juge à la Cour suprême, mon père avait une obligation de résidence.

Dans la ville fédérale, mes parents élirent domicile au numéro quatre de la Sonnenbergstrasse, dans une belle demeure à l'allure de château, entourée d'un vieux parc avec écuries qui avait été, à un moment donné, la résidence du nonce apostolique. Propriété du couvent d'Ingenbohl et gérée par conséquent par les sœurs de l'hôpital de la Viktoria, nos voisines, cette maison, construite vers 1880 et appelée, d'après le nom de son premier propriétaire, le Dr Konrad, le «Konradschlössli», fut le cadre où se déroula toute ma jeunesse.

Détruite plus tard – sauf erreur dans les années septante du siècle dernier –, comme prétendument insalubre, sa disparition me laisse, aujourd'hui encore, de profonds regrets, puisqu'avec elle, c'est en fait tout un pan de ma vie qui, en quelque sorte, se trouva gommé.

Mes parents ayant dû quitter le «Schlössli» à la fin des années cinquante pour laisser la place aux bonnes sœurs de l'hôpital, habitèrent par la suite, pendant quelques années à la Humboldtstrasse, puis, plus tard, à la Wabernstrasse, avant de pouvoir s'installer en 1966 à la Hallwylstrasse 36, dans une maison qui avait appartenu, jusqu'à sa mort, à une vieille amie de la famille, Madame Hortense Kunz-Conrad, dite «Ziuccia». C'est là qu'habitent, de nos jours encore, mes sœurs Monique et Simone.

Berne ne disposant pas, dans les années trente, d'une école de langue française, je fis toutes mes classes en allemand, d'abord pendant quatre ans à l'école primaire de la Viktoria, puis, pendant quatre ans au progymnase du Waisenhausplatz, avant d'achever ma scolarité, à l'âge de 19 ans, par une maturité littéraire au Gymnase de la ville, au Kirchenfeld.

En 1947, je partis faire deux semestres à la Faculté de droit de l'Université de Genève, avant d'accomplir en été 1948 mon école de recrues à Thoune, où,

dans les années qui suivirent, je fis toutes mes écoles militaires, de 1948 à 1951, jusqu'à l'obtention du grade de lieutenant des troupes mécanisées et légères.

Poursuivant parallèlement mes études de droit à l'Université de Berne, j'obtins mon brevet d'avocat en 1954, après des stages pratiques effectués pour l'essentiel dans les études du professeur Matti à Berne et de Me Charles Nahrath à La Neuveville, où j'entrai, en août 1954, en qualité de collaborateur.

Marié le 26 décembre 1952 à ma femme, Onorina Guglielmin, de nationalité italienne – dont j'avais fait la connaissance dès le mois de janvier 1949 –, nous habitâmes, jusqu'à la fin de mes études, à la Gantrischstrasse 53, à Berne, à proximité de l'Ostring, avant de déménager fin 1954 à La Neuveville, dans notre vieille demeure de Grenétel, où j'habite actuellement encore dans l'aile ouest, et où naquit peu après, le 6 février 1955, notre fils aîné, Edgar.

En décembre 1956, j'entrai comme secrétaire-adjoint aux Délégations réunies des organisations horlogères où je travaillai jusqu'à leur dissolution à fin 1962. De là, je passai, en 1963, à l'Union des branches annexes de l'horlogerie (UBAH) à La Chaux-de-Fonds, où j'occupai le poste de chef du contentieux.

Mon père étant atteint par la limite d'âge, j'eus la chance, en 1969, de lui succéder comme juge à la Cour suprême du canton de Berne où, fait assez rare dans les annales, je repris ses dossiers à la II^e Chambre de droit civil, tout en fonctionnant également, pendant quelques années, jusqu'à sa séparation d'avec la Cour, au Tribunal cantonal des Assurances.

Le 6 décembre 1978, après une élection mouvementée, je fus élu, par l'Assemblée fédérale, au poste de juge au Tribunal fédéral, où je restai pendant quatorze ans et demi, jusqu'au jour de mes 65 ans, le 30 juin 1993, en qualité de membre de la II^e Cour de droit public, partageant mon temps entre Lausanne, où j'avais loué un petit appartement pour la semaine, et La Neuveville où je continuai à passer mes fins de semaine.

Parallèlement à cette carrière professionnelle, je fis, à l'instar de mes ancêtres paternels, une carrière militaire comme officier de milice, que je qualifierai ici de typiquement suisse.

Canonnière lance-mines, après mon école de recrues, j'y eus, pour camarade, le futur conseiller fédéral et Président de la Confédération, Pierre Aubert, qui – devenu un ami – fut, par la suite, pendant quelques années, mon chauffeur au cours de répétition.

A la même époque, j'eus aussi, comme caporal dans ma section, le futur Conseiller d'Etat, conseiller national et président de l'Assemblée fédérale, Jean-François Leuba – ici encore un phénomène que l'on qualifiera, puisque propre à notre système d'armée de milice, de typiquement suisse.

Lieutenant en 1950, je fus incorporé à la cp. Im. IV/2, où je devins rapidement officier de compagnie, avant de passer adjudant de bataillon, avec le grade de premier-lieutenant, au bataillon cycliste 2.

A l'âge de quitter l'élite, fin 1964, je fus incorporé, à ma demande, dans la justice militaire, où je revêtis, à tour de rôle, les fonctions de greffier, de juge

d'instruction, puis d'auditeur auprès du Tribunal de division 2, avant d'y assumer la charge de Grand juge extraordinaire en 1977 et 1978.

Mes activités annexes, sur le plan politique et civil – loin d'être aussi fournies et variées que celles de mon père – se résument, tout compte fait, à peu de chose. Secrétaire, puis président du parti des Paysans, Artisans et Bourgeois – devenu depuis lors l'UDC – du district de La Neuveville, pendant quelques années, je fus aussi, brièvement, avant mon élection au Tribunal fédéral, conseiller de bourgeoisie et, alors que je travaillais encore dans les organisations horlogères, vice-président de la commission d'école du Progymnase. Dès 1969, je fus, en outre, membre du comité central de la clinique pour épileptiques de « Bethesda » à Tschugg, où, avant moi, mon père avait siégé comme représentant de l'Etat, de 1925 à 1968, ce qui – mon mandat étant venu à échéance en l'an 2000 – représente une permanence de 75 ans de notre famille au sein de cette institution, probablement un record.

Sur un plan plus spécifiquement politique, j'ai fait partie en 1967-1968 de la Commission des 24, chargée par le Conseil-exécutif du canton de Berne de fournir un rapport sur les données du problème jurassien.

Après les plébiscites, je participai d'autre part brièvement aux travaux d'un organisme réunissant les responsables politiques du Jura-Sud appelé, entre autres choses, à donner un préavis sur les modifications devant être apportées à la constitution cantonale bernoise à la suite de la partition du Jura historique.

Plus que le droit, la grande affaire de ma vie aura cependant été la littérature, vers laquelle je me suis senti attiré dès ma plus tendre adolescence.

Auteur d'une douzaine de recueils de poésie et de prose, membre de l'Institut jurassien des sciences, des lettres et des arts dès 1980, ainsi que de nombreuses sociétés d'écrivains, j'eus la chance d'être élu en 1982, pour quatre ans, président de la Société suisse des Ecrivains, ce qui me valut notamment le plaisir de participer à des rencontres poétiques ou des congrès à Louvain, Liège, Oslo, Copenhague et Lugano (ces deux derniers avec le PEN-Club international).

Honoré, en 1978, par le prix de poésie de l'Emulation jurassienne, je fus par ailleurs invité, en 1990, à une soirée de lecture au centre « Bagatelle » à Berlin, par la « Deutsch-Französische Gesellschaft ».

Connaissant en Suisse, la plupart des écrivains de ma génération, ainsi que de celle qui la précède immédiatement – de Maurice Chappaz à Jacques Chessex et de Friedrich Dürrenmatt à Hugo Loetscher –, je me suis fait, dans le milieu littéraire, de solides amitiés, telles que celle qui me lie à la comédienne et poétesse Mousse Boulanger, dont le mari, Pierre, avait été un de mes camarades à l'école de recrues, ou encore celle que j'ai eue, ou que j'ai encore, avec les poètes Andri Peer, décédé en 1985, ou Hughes Richard. J'y ajouterai la poétesse Luce Péclard, les romancières Marie-José Piguet et Janine Massard – avec qui je participai, à plusieurs reprises, en compagnie de Mousse Boulanger et de l'historien de l'art Etienne Chatton aux Journées poétiques de Rodez –, de même que l'éditeur

Hans Erpf, à la diligence duquel je dois d'avoir vu mes poésies traduites en allemand par le merveilleux traducteur qu'est le poète valaisan Pierre Imhasly.

J'eus aussi, pendant une vingtaine d'années, jusqu'à sa mort prématurée en 1982, une amitié très chaleureuse avec l'homme de lettres – comme il aimait à se désigner lui-même – Marcel Dietschy, auteur de deux biographies fondamentales de Claude Debussy et André Suarès, ainsi que, pendant les huit dernières années de sa vie, avec l'écrivain et marionnettiste Jakob Flach – de toutes mes amitiés celle qui, peut-être, m'est restée la plus chère – qui vivait au-dessus d'Ascona dans un vieux moulin situé au bord de la route menant d'Arcegno à Ronco.

D'autres rencontres, avec des écrivains souvent injustement oubliés ou méconnus, me permirent de faire la connaissance de personnalités aussi attachantes et aussi diverses que le poète Emil Gerber ou les romanciers Alfred Graber et Hans von Wyl, lequel – chef du mouvement frontiste en Suisse allemande dans les années vingt – publia ses livres sous le pseudonyme d'Albin Walker, son passé « brun », dont il s'était pourtant détourné très tôt, en ayant fait, jusqu'à sa mort, et à tort, un réprouvé.

En 1995, j'écrivis – à l'occasion de son centième anniversaire – à l'écrivain allemand Ernst Jünger, que j'admirais depuis longtemps, ce qui me valut l'heureuse surprise de recevoir de sa main, pratiquement par retour du courrier, un message personnel avec photographie. Dans le même ordre d'idées, je possède aussi deux photographies dédiées à mon nom du prix Nobel allemand Hermann Hesse que ma sœur Simone eut la chance de rencontrer en personne au château de Bremgarten près de Berne, lors de l'un de ses séjours chez son ami Max Wassmer.

Les circonstances de la vie me firent également rencontrer, à diverses époques, les peintres Hans Jegerlehner, Walter Clénin, Gilbert Reinhardt et Jean-Claude Kunz, sans parler ici d'une jeune femme peintre de grand talent, Gladys Gerber, décédée tragiquement à l'âge de 41 ans.

Ma seconde passion, à côté de la littérature, fut vouée, dès mon plus jeune âge, au voyage, qu'il s'agisse d'excursions à bicyclette avec des camarades pendant la guerre ou, beaucoup plus tard, dans les années septante, avec ma femme, ou encore de périples au long cours dans des régions lointaines, au cours desquels il m'a été donné de parcourir une cinquantaine de pays dans les cinq continents, le plus long – un voyage de six semaines – m'ayant conduit en 1995 en Australie.

En 1981, lors d'un séjour à Ischia, j'eus l'occasion, avec ma femme, de faire la connaissance du fils aîné du Duce, Vittorio Mussolini, et de sa seconde femme, épousée en Argentine, Monyca Vinci, avec qui nous passâmes quelques heures mémorables et avec qui nous restâmes, par la suite, en relations épistolaires pendant quelques années, jusqu'à la maladie de ma femme.

Quelques années plus tôt, en 1977, nous avions eu également l'occasion de rencontrer à Rome, avec des amis, chez lui, l'acteur de cinéma Amedeo Nazzari qui, dans sa jeunesse, avait été l'idole de ma femme, mais qui, à moitié paralysé, devait mourir peu de temps après.



L'auteur dans l'outback australien en 1995

Je terminerai ici en précisant que, devenu incroyant au sortir de l'adolescence déjà, je suis sorti de l'église par conviction au début des années cinquante, avant même mon mariage: une première, apparemment, dans la famille!

Invité, il y a de cela quelques années, à me présenter moi-même, en quelques lignes, dans un texte destiné à une bibliographie des auteurs bernois, je m'y suis auto-qualifié de la manière suivante qui, sans constituer à proprement parler une profession de foi, n'en demeure pas moins, en ce qui me concerne, valable dans son essence:

« Né sous le signe du Cancer par un chaud après-midi de juin, très exactement au milieu de l'année, j'ai opté, dès mon premier cri, pour un individualisme à tous crins – vertu ou tare qui m'a valu, tout au long de mon existence, de ne jamais me fier qu'à moi-même, en dehors de toute convention et de tout dogme. Ce qui n'est, tout compte fait, pas si mal que cela, puisque je suis aujourd'hui plus que jamais ce rêveur éveillé qui s'émerveille toujours à nouveau d'être ce qu'il est dans un monde en délire lui demeurant à tout jamais mystérieusement indéchiffrable. Agnostique impénitent, évolutionniste convaincu, d'un scepticisme viscéral, même et surtout par rapport aux modes littéraires et aux tartes à la crème de la pensée... »

De ma femme, ONORINA GUGLIELMIN, appelée familièrement Nori, fille de Celeste (1888-1954) et de Rosa, née Pasqual, (1891-1958), originaire de San Zenone degli Ezzelini dans la province de Vicenza, en Italie, j'ai trois fils :

- EDGAR, l'aîné, né le 6 février 1955 (No 93)
- et les jumeaux hétérozygotes, nés le 3 août 1957
- VINCENT (No 94) et DIDIER.

Ce dernier, qui est un enfant mentalement handicapé, a dû être placé, dès l'âge de trois ans et demi dans des homes spécialisés, d'abord à Nyon, en 1961, et à Féchy, en 1963, avant de l'être pendant dix ans, de 1965 à 1975 à Ringgenberg au bord du Lac de Brienz. Actuellement, et depuis le 3 avril 1975, il vit à Renan, dans le vallon de Saint-Imier, dans une institution dirigée par des anthroposophes, la « Werksiedlung » ou Centre professionnel, où, après avoir travaillé quelque temps comme jardinier, il est occupé dans l'atelier de menuiserie à de petits travaux tels que la confection de xylophones.

Née le 5 août 1925, mon épouse est décédée le 15 novembre 1999 à 8 heures du matin à l'hôpital régional de Bienne, après de longues souffrances vécues avec courage et abnégation, âgée de 74 ans, 4 mois et dix jours.

Le 25 octobre 2000, d'autre part, j'ai assisté à Interlaken aux obsèques de l'alpiniste et photographe Dölf Reist, décédé le 20 octobre dans sa quatre-vingtième année d'un cancer de la prostate, avec qui j'eus le privilège de faire de nombreux voyages en Amérique latine (Pérou, Equateur avec les îles Galápagos, Mexique y compris le Yucatan et le Chiapas), en Asie du Sud-Est (Bhoutan, Birmanie, Indonésie, Thaïlande), ainsi qu'en 1986 en Egypte (avec ma femme) et en 1992 en Islande. Vainqueur de l'Everest le 24 mai 1956, premier homme au monde à avoir gravi les cinq plus hauts sommets des cinq continents, Dölf Reist était un personnage d'un rare charisme et d'une profonde humanité, dont le compagnonnage attentif et amical restera à toujours gravé dans ma mémoire.

EDGAR (93)

1955

Licencié en théologie, prêtre catholique romain

Fils aîné d'André (No 92) et d'Onorina née Guglielmin, Edgar-Emile est né à l'hôpital Viktoria à Berne le 6 février 1955.

De tempérament peu scolaire, il fut – après avoir fait ses classes primaires à La Neuveville – mis en pension comme interne au Collège Alpin à Morgins où il effectua sa scolarité secondaire de 1966 à 1971.

De retour à La Neuveville, il entra la même année à l'École supérieure de commerce de la localité où il obtint, en mars 1975, son diplôme de commerce.

Afin de parfaire sa connaissance des langues étrangères, il se rendit en 1976 à Madrid, où il suivit, pendant huit mois, des cours à l'Institut Mangold, ainsi qu'à l'Université de Madrid, puis en 1979, pendant six mois, à Londres, comme élève de la Swiss Mercantile School, le tout entrecoupé de longues périodes de service militaire, à commencer par son école de recrues en 1975 jusqu'à son paiement de galon comme chef de section en 1978.

Promu au grade de lieutenant des troupes mécanisées et légères le 6 novembre 1977 à Thoune, il effectua plusieurs cours de répétition dans un escadron d'exploration.

Premier-lieutenant à partir du 1^{er} janvier 1983, il demanda peu après, en 1985, sa libération du service, ainsi que l'y autorisait sa qualité d'ecclésiastique, renonçant par là même, pour des raisons de conscience essentiellement, à faire une carrière comme aumônier militaire.

C'est à son retour d'Angleterre, en automne 1979, qu'Edgar surprit toute sa famille en déclarant qu'il avait décidé de se consacrer à la carrière ecclésiastique.

Entré la même année encore au Grand Séminaire de Fribourg comme étudiant en théologie, en même temps que ses collègues et amis Paul Frochaux et Alain de Raemy, il suivit pendant 8 semestres des cours à la Faculté de théologie de l'Université de cette ville, couronnant ses études par l'obtention du titre de licencié en théologie en septembre 1984.

Intitulé «Le Ministère de guérison. L'exercice charismatique et sacramentel du don de guérison», son mémoire de licence fut reçu magna cum laude par la Faculté de théologie de l'Université de Fribourg le 9 novembre 1984.

Admis au lectorat et à l'acolytat, des mains de Monseigneur Mamie, dès avril 1982, il avait eu le 13 juin 1984, lors de la visite du pape Jean-Paul II en Suisse, le rare privilège d'accompagner celui-ci en qualité d'acolyte, c'est-à-dire comme servant de messe, lors de la messe solennelle célébrée par le Saint-Père au Parc de la Poya, devant des milliers de fidèles, tenant – après avoir lu, lui-même, l'Épître –, dans ses mains, la crosse papale.

Ordonné diacre le 20 janvier 1985 dans l'église paroissiale de Cornol par M^{gr} Joseph Candolfi, évêque auxiliaire du diocèse de Bâle, Edgar effectua son

stage pastoral de septembre 1984 à juin 1985 dans les paroisses de Bassecourt et Berlincourt sous l'autorité du doyen Claude Nicoulin, tout en suivant parallèlement un enseignement complémentaire au séminaire diocésain de Lucerne pour y parfaire sa formation.

Le 8 juin 1985 enfin eut lieu à Berne, en la basilique de la Sainte Trinité, en présence d'une nombreuse assistance, des mains de M^{gr} Candolfi, l'ordination d'Edgar à la prêtrise, en même temps que celle de son camarade Jean-Marie Nusbaume.

Huit jours plus tard, le 16 juin 1985, Edgar lisait sa première messe dans sa cité natale à La Neuveville, entouré par toute sa famille et en présence de son père spirituel, le frère dominicain et professeur de théologie Christoph Schönborn, devenu depuis cardinal-archevêque de Vienne.

Nommé à Porrentruy le 1^{er} septembre 1985 pour faire partie de l'équipe pastorale de cette ville avec les abbés Claude Nicoulin, son ancien maître de stage, et Bernard Miserez – l'installation officielle de l'équipe s'étant déroulée le 15 septembre en l'église St-Pierre –, Edgar obtint, dès le 1^{er} octobre, un congé d'une année pour effectuer un stage pastoral dans la communauté de la Fontaine à Paris, ainsi qu'au Centre de Sèvres tenu par des jésuites.

C'est dans ce centre qu'il fut initié aux Exercices de Saint Ignace et qu'il reçut une formation à l'accompagnement spirituel de la part du père jésuite Etienne Garin, tout en travaillant en même temps, de manière active, au sein de la paroisse de St-Leu et St-Gilles, à Saint-Denis au cœur de Paris.

De retour à Porrentruy en automne 1986, Edgar y exerça son ministère pendant cinq ans jusqu'au mois d'août 1991.

En charge pendant dix ans, de septembre 1991 à l'été 2001, avec son collègue Maurice Queloz, des trois paroisses de Courtételle, Courfaivre et Develier, il a été nommé récemment, le 1^{er} septembre 2001, curé de Moutier et des paroisses avoisinantes où il a la charge de 5000 à 6000 fidèles.

Très ouvert aux problèmes posés par l'œcuménisme, il est en relation suivie avec des représentants des autres confessions chrétiennes, plus particulièrement d'obédience orthodoxe, comme entre autres, avec Monseigneur Damaskinos, métropolitain du patriarcat œcuménique de Constantinople en Suisse.

C'est dans le même esprit d'ouverture qu'il a entrepris avec des équipes de bénévoles la restauration d'une petite chapelle de campagne à Develier-Dessus, appelée la chapelle de l'Unité, qui a été solennellement consacrée le 25 juin 2000 en présence de représentants des différentes églises chrétiennes.

Il a aussi, ces dernières années, effectué plusieurs pèlerinages et séjours à l'étranger, notamment à Rome et, à deux reprises à Jérusalem, ainsi qu'en 1998 à Patmos, en compagnie de son père.

Il se rend aussi, pratiquement chaque année, à Lourdes, avec des groupes d'enfants.

VINCENT (94)

1957

Juriste

Fils d'André (No 92) et d'Onorina née Guglielmin, Vincent-Florian est né, avec son frère jumeau Didier, le 3 août 1957 à l'hôpital de la Viktoria à Berne.

Après avoir accompli sa scolarité obligatoire à l'école primaire et au progymnase de La Neuveville, il a suivi les cours du gymnase cantonal, section littéraire, à Neuchâtel où il a obtenu en 1977 son certificat de maturité en langues modernes.

De 1977 à 1986, il a fait des études de droit aux Universités de Neuchâtel et de Berne, suivies de stages pratiques dans les études d'avocat de Me Charles Nahrath à La Neuveville et de Me Francis Pellaton à Bienne.

A l'armée, après son école de recrues en 1977, il a poursuivi sa carrière militaire jusqu'à sa promotion au grade de lieutenant des troupes mécanisées et légères à Thoune en 1982. Libéré du service en 1987 en raison de problèmes dorsaux, après avoir effectué quelques cours de répétition à la cp. can. ach. 14, il est depuis incorporé comme responsable dans le service civil de la ville de Zurich.

Un goût marqué pour les voyages le conduisit en 1978 aux Etats-Unis qu'il parcourut pendant un mois de long en large, de la frontière mexicaine au Canada.

C'est ce même goût qui, à la fin de ses études, l'incita de 1986 à 1987 à travailler à temps partiel comme « seasonal flight attendant » chez Swissair pour des vols couvrant l'Europe, le Moyen-Orient, la Chine, l'Inde et les USA.

Renonçant en 1986 à une carrière d'avocat pour se tourner vers des activités plus conformes à son tempérament – telles le management et les relations publiques – il entra en 1987, en qualité d'assistant de direction, chez Trisa SA, fabrique de brosses à dents, à Triengen où il devint rapidement le collaborateur personnel et délégué du président, Monsieur Ernst Pfenninger.

Chargé plus spécialement de l'exportation et du développement de nouveaux marchés, il eut l'occasion de se rendre à plusieurs reprises, dans le cadre de son travail, aux USA – où il négocia un important contrat avec les responsables de la maison Colgate-Palmolive –, ainsi que dans la plupart des capitales européennes, en Arabie Saoudite et dans les Emirats arabes, entre autres.

Domicilié pendant quelques années à Schenkon près de Sursee, il choisit en 1992 d'élire domicile à Zurich (Höngg) où il a gardé jusqu'à ce jour son domicile principal.

Toujours soucieux de parfaire sa formation professionnelle, il se rendit en 1992, avec l'accord de Trisa, en France où il passa avec succès son YMC en management à l'Insead de Fontainebleau.

Engagé en 1994, après sept ans passés à Trisa, par la Fondation du Forum de Crans-Montana à Genève, en qualité de directeur des opérations, il y a assumé dès

1995 les fonctions de secrétaire général avec, pour tâche principale, l'organisation de symposiums et de conférences internationales, aussi bien en Suisse, à Crans-Montana, qu'à l'étranger, à Athènes, Bucarest et Malte.

Délégué officiel de la Fondation auprès du Conseil de l'Europe à Strasbourg, il a eu l'occasion, lors des différents forums ou conférences organisés par la Fondation, d'y rencontrer des hommes d'affaires et des hommes d'Etat d'une soixantaine de pays, parmi lesquels on citera entre autres personnalités, le président palestinien Yasser Arafat, le ministre des Affaires étrangères de la Russie Andrei Kosyrew, Madame Lea Rabin, le secrétaire d'Etat américain Richard Holbrooke, le ministre des Affaires étrangères d'Iran Ali Akba Velayati, les présidents ou futurs présidents roumains Ion Iliescu et Constantinescu, ainsi que le premier Ministre Petre Roman, le président albanais Sali Berisha, le président de la République de Bosnie Alya Itzebegovic et son ministre des Affaires étrangères Muhamed Sacirbey, le Premier ministre tchèque Vaclav Klaus, les Premiers ministres français Roland Dumas et Alain Juppé, le conseiller du président Mitterrand, Jacques Attali, le financier Georges Soros et l'astrologue Elizabeth Teissier, sans oublier nos Conseillers fédéraux Jean-Pascal Delamuraz et Adolf Ogi.

Toujours attiré par les pays lointains, amateur de voyages et de dépaysement, Vincent devait se prendre, au fil des ans, d'une passion jamais démentie pour l'île de Bali où il compte de nombreux amis et où il a déjà passé une dizaine de fois ses vacances d'été.

Cela ne l'empêche pas, une fois ou l'autre, de faire également des escapades dans l'univers de grandes villes telles que Hongkong ou New York qui opèrent sur lui une fascination certaine.

Après un intermède de quelques mois chez Sogeni SA, société de généalogie internationale à Vevey, de fin 1997 à mai 1998, Vincent a ouvert en automne de cette même année, son propre bureau de relations publiques et d'organisation de séminaires interculturels en « savoir-vivre » et « savoir-faire » à Zurich, sous la dénomination « V.I.P. – V. Imer PUBLIComunication », activité qui, complétée par des mandats de consultant en organisation d'entreprises auprès d'organismes tels que l'Institut fédéral de la propriété intellectuelle, lui permet de mettre en valeur l'expérience acquise au cours de quinze ans de carrière professionnelle.

Tout récemment enfin, de mai à octobre 2002, il a eu l'occasion de faire valoir ses talents d'organisateur et de communicateur né en tant que responsable du protocole à l'Arteplage de Bienne, dans le cadre de l'exposition nationale Expo.02.

Heureux, à la suite de cette expérience, de se retrouver à proximité de la région qui l'a vu naître, Vincent a décidé de revenir habiter à La Neuveville, à Grenételet, au printemps 2003, réintégrant ainsi, après un intervalle d'une vingtaine d'années, le vieux domaine familial qui, avant lui, a vu défiler pendant près de deux siècles, six générations de la famille.

B. LA BRANCHE CADETTE

ALBERT (95)

1825-1894

Second fils de Florian (No 86) et de Caroline Liomin, Albert Imer est l'ancêtre de la branche cadette de la famille des Imer de Grenétel, comprenant les Imer de Genève, ainsi qu'un rameau – encore florissant – établi en France.

Né le 2 mai 1825 à La Neuveville, il passa son enfance et sa jeunesse, avec son frère Florian, dans la maison des Dragons, où habitaient ses parents.

Il fit sa scolarité à La Neuveville, puis dès le mois de mai 1837 au collège de Bienne où il fut mis en pension chez une dame Bloesch. Quatre ans plus tard, âgé de seize ans, son père le plaça en mai 1841 à Neuchâtel chez le pasteur Barrelet où il resta jusqu'en avril 1843 et auprès duquel il fit sa confirmation le 24 décembre 1841. Ce fut pour lui l'occasion de se faire, dans cette ville, de nombreux amis dont les fils de Monsieur Roulet, consul de Suisse à Marseille, qu'il devait, par la suite, retrouver lors de son séjour dans la ville phocéenne.

Se destinant à une carrière commerciale, il se rendit le 29 mai 1843 à Berne afin d'y accomplir un apprentissage de trois ans dans le commerce de Monsieur Auguste Ballif père, un Neuvevillois établi dans la ville fédérale. Logé à la pension Pfander, il y retrouva son frère Florian qui poursuivait à Berne ses études de droit, ainsi que son cousin germain Frédéric, de la branche des bannerets, juriste lui aussi et futur préfet de La Neuveville.

Le 30 août 1846, sur recommandation de Monsieur Ballif, il partit pour Marseille, pour y parfaire sa formation commerciale dans le comptoir de la maison Bryan Oxnard et Chaix, où il était occupé essentiellement à des travaux de bureau, tels que la rédaction et la vérification des factures, l'inscription de lettres de change, etc., pendant que ses patrons s'affairaient à la bourse, à l'affût des arrivages de marchandises annoncés par la presse locale.

Fort bien accueilli dans la cité phocéenne où étaient établis à l'époque de nombreux négociants suisses, il y fréquenta, parmi d'autres personnes, les frères Théophile et Jules Imer, de la branche neuchâteloise de la famille, qui y exploitaient une entreprise sous la raison sociale de « Imer frères », ainsi que le jeune Marc-Emile Févot et sa jeune épouse, née Vassallo, la fille du consul honoraire d'Espagne à Marseille, dont une des filles, Pauline, devait plus tard, épouser le banquier Louis-Sigismond Imer, de la branche du Schlossberg.

De retour en Suisse, à la veille de la guerre du Sonderbund, après un voyage de quatre semaines en Italie en septembre 1847, au cours duquel il visita Gênes, Livourne, Pise et Florence, Albert, en novembre de la même année, retourna à Berne, pour – toujours sur la recommandation de son ancien patron Auguste Ballif père –, y poursuivre sa formation pratique à la droguerie Høerding où, pour

reprendre son expression, « il se mit dans la partie jointe aux denrées coloniales », se retrouvant au demeurant dans cette nouvelle place en pays de connaissance, la mère de M. Hoerning n'étant autre qu'une « sœur de Louis Imer de La Neuveville » – le petit cousin de son père – « et tante des cousines Adrienne et Adèle, épouses Gibollet et Landolt », de la branche du Schlossberg.

Il y retrouva également son cousin Ferdinand Schnider, avec qui il demeura lié toute sa vie.

Le 8 mai 1849, il épousa sa cousine germaine Caroline Bridel, fille d'André Bridel (1894-1849) et de Julie Liomin (1802-1893), la sœur de sa mère et fille de Georges-Auguste Liomin, son grand-père maternel.

Comme cela avait été le cas quatre ans plus tôt pour son frère Florian, le voyage de noces des jeunes époux les conduisit à Strasbourg et à Francfort.

De retour en Suisse, Albert et Caroline retournèrent à Berne où Albert avait, dès le printemps, loué un appartement à la rue de la Justice en prévision de son mariage.

Caroline ayant fait une fausse couche le 1^{er} octobre 1849, le jeune couple décida quelques quinze jours plus tard de se transférer à Bienne où habitaient les parents de la mariée. C'est là que, dix mois après leur déménagement, devait naître, le 28 août 1850, le premier de leurs trois fils, Jules-Florian.

Désireux de se mettre à son compte, Albert reprit la même année, d'abord avec un, puis avec deux associés, MM. Kuhn d'Aarau – qui devait épouser en 1851 une demoiselle Hartmann de Bienne – et Géringier, le commerce de soierie de MM. Perrotet et Haag, activité à laquelle il devait dès lors consacrer toute son énergie.

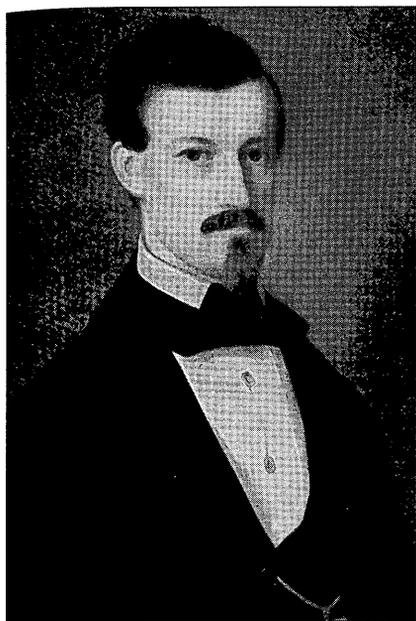
Cela ne l'empêcha pas par ailleurs de s'occuper de la chose publique où, ainsi que nous l'apprend une note manuscrite de l'ancien archiviste biennois, M. Werner Bourquin, il succéda à Monsieur Gustave Blösch en tant que membre de la commission de l'hôpital dont il devint par la suite également le caissier.

Commerçant avisé, sa réussite professionnelle lui permit, le 17 septembre 1852, d'acquérir, pour le prix de 22'000 fr., à la Schmiedgasse, dans la vieille ville de Bienne, la maison appartenant à M. Fritz Schnider.

Propriétaire également d'une grange sise à la rue du Canal et, à partir d'une date qu'il ne nous a pas été possible de déterminer, d'une maison d'habitation donnant sur la place du Jura, Albert ne s'arrêta pas en si bon chemin.

Le 28 août 1875, fortune faite, il acheta en effet, à la rue Rosius No 9, en bordure de la vieille ville, la belle villa de la « Violette », anciennement nommée « Das Haus im Garten », où avait séjourné en 1831/32, au premier étage, le comte Arthur de Gobineau avec ses deux sœurs, sa mère et l'amant de celle-ci.

Son épouse étant décédée le 16 juin 1891, dans sa soixante-septième année, Albert revendit, la même année, la « Violette », de même que la maison de la place du Jura (la maison de la Schmiedgasse avait, pour sa part, été revendue en 1879 déjà), pour se retirer à Genève chez son fils Edmond-Imer-Schneider, à la villa « Caroline ».



Albert Imer et sa femme Caroline Bridel - Portraits au pastel d'un auteur inconnu

C'est là qu'il passa ses dernières années jusqu'à son décès le 28 décembre 1894.

Trois semaines plus tôt, le 8 décembre 1894, dans un acte de piété à l'égard de la mémoire de son grand-père Georges-Auguste Liomin – lequel était aussi celui de sa femme et auquel il vouait une admiration sans partage –, il avait apporté, dans le journal même tenu par son aïeul jusqu'en 1794, soit à un siècle de distance, un complément précieux où il relatait ce qu'avaient été les vingt-cinq dernières années de ce dernier, faisant preuve de la sorte d'une fidélité émouvante au souvenir de ceux qui l'avaient précédé.

Dans ces notes, on trouve également de fréquents passages où il évoque les relations de grande cordialité qu'il sut maintenir, toute sa vie, avec son frère Florian et sa famille à Grenétel.

De son passage terrestre, il nous reste aujourd'hui – en plus d'une miniature, où on le voit jeune homme, due au talent de son beau-père André Bridel, et de deux tableaux du couple qu'il formait avec sa femme Caroline, cadeaux de notre cousine Isabelle Hesse – son journal intime des années 1846/47, dans lequel il nous raconte son séjour à Marseille et son voyage en Italie, en septembre 1847, cadeau, lui, de son arrière-petit-fils, François Gross.

De son union avec CAROLINE BRIDEL, Albert Imer eut trois fils :

- JULES-Florian, né en 1850 (No 96)
- EDMOND-Frédéric, né en 1853 (No 97)
- THÉODORE, né en 1855 (No 98).

JULES (96)

1850-1915

Fils aîné d'Albert (No 95) et de Julie, née Bridel, Jules-Florian Imer naquit à Bienne le 28 août 1850.

Se destinant à la profession de pharmacien, il partit pour Aigle en 1866 où il effectua un stage de deux ans à la pharmacie Krafft.

En 1871, on le retrouve à Biberach en Allemagne, puis en 1872 à Wildbach d'où il se rendit à Zurich afin d'y parachever ses études au Polytechnicum.

Après de nouveaux stages en 1875 à Baden, puis en 1876 à Munich, il s'établit la même année, avec l'aide de son père, comme pharmacien à La Neuveville, où il exerça sa profession pendant près de quarante ans. Sa pharmacie était située à la Grand'Rue No 19, dans la maison – dont il était propriétaire – qui devint par la suite le siège du salon de coiffure et du magasin de tabac de la famille Merz, avant d'abriter, de nos jours, une bijouterie. Ses loisirs, Jules les passait dans un jardin, avec un pavillon en bois, qu'il possédait en bordure du chemin du cimetière, vis-à-vis de la Blanche Eglise, et qui fut racheté, plus tard, par les propriétaires – la famille Stamm – de la Villa Carmen, l'ancienne «Joliette» du banquier Louis-Sigismond Imer. (L'entrée, actuellement murée, de ce jardin, donnait sur l'avenue des Collonges).

Premier-lieutenant dans les troupes de santé, Jules était, semble-t-il, d'un naturel jovial et aimant la compagnie. Une des passions de sa vie fut la photographie, ainsi qu'en témoignent les nombreuses photographies qu'il prenait lors de fêtes de familles ou chez nous à Grenétel, au jardin ou au bord du lac, où il venait en voisin rendre visite à son oncle Florian et à son cousin germain Emile avec qui il entretint, sa vie durant, des relations d'amitié empreintes de cordialité.

La découverte du cinématographe ne pouvait, au vu de ce qui précède, laisser indifférent Jules Imer. C'est ainsi que Monsieur Willy Mœckli, né en 1907, se souvient d'avoir assisté, jeune garçon, chez lui, dans sa pharmacie, à des projections de films – ou, si l'on préfère, à l'époque, de vues animées – qui faisaient l'émerveillement des enfants de la localité.

Marié le 27 août 1877, la veille de ses vingt-sept ans à EMILIE WYSS, née à Batavia le 19 avril 1856 et décédée à La Neuveville le 24 mars 1933, fille de François-Emile-Auguste Wyss (1821-1884) – un frère du notaire et secrétaire de bourgeoisie César Wyss – et d'Antoinette-Victorine Chaulas (1835-1928), que son mari avait connue lors de son séjour à Java, Jules eut, de son mariage, trois enfants:

- CHARLES-Emile, né à La Neuveville le 9 juin 1878, décédé à La Neuveville le 12 août 1886, à l'âge de huit ans

- BERTHE-Adèle, née à La Neuveville le 18 mai 1881, décédée le 5 septembre de la même année, à l'âge de trois mois et demi

- ALBERT, né en 1883 (No 101), pharmacien à Lausanne.

C'est dans cette dernière ville que – malade?, ou lors d'une visite chez son fils? – Jules Imer décéda, le 21 septembre 1915, âgé de 65 ans.

EDMOND (97)

1853-1924

Président du Conseil administratif de la Ville de Genève, consul général honoraire du Japon

Deuxième fils d'Albert (No 95) et de Julie, née Bridel, Edmond-Frédéric Imer naquit le 20 février 1853 à Bienne.

De 1863 à 1867, il fréquenta le progymnase de Bienne, puis de 1867 à 1870 le collège de Neuchâtel.

Attiré par les arts mécaniques, il suivit de 1870 à 1871 l'Ecole d'Horlogerie de Genève, avant d'entrer à l'Industrieschule de Zurich, où il obtint en 1872 son certificat de maturité.

Admis à l'Ecole polytechnique fédérale, il en sortit en 1875 avec le diplôme d'ingénieur-mécanicien.

Tôt après, il entra à la maison Haas, constructeur de machines à Ravensburg, avant de passer l'année suivante à Berne dans les ateliers Marcuard, constructeurs de machines.

S'étant rendu à Paris pour agrandir ses connaissances, le hasard l'amena à y travailler dans l'agence de brevets Armengaud, où il se familiarisa avec cette matière.

Cette activité devait être déterminante pour la suite de sa carrière.

De retour à Berne en 1877, il y fonda le premier bureau de brevets d'invention avec un dénommé Breuning dont il se sépara deux ans plus tard, assumant dorénavant seul la responsabilité de l'entreprise.

En avril 1880, il transféra ses bureaux à Genève, sous la dénomination E. Imer-Schneider, ingénieur-conseil.

Membre de la Délégation suisse au Congrès international pour la propriété industrielle à Paris en 1878 et 1880, il fut pour beaucoup dans la création en Suisse du bureau fédéral des brevets d'invention auprès duquel il déposa le 15 novembre 1888 le brevet suisse No 1.

Par la suite, le bureau d'Edmond Imer-Schneider connut une très grande extension et un sérieux développement, surtout dans le domaine des brevets d'invention, sans négliger pour autant les fonctions d'ingénieur-conseil.

Le 1^{er} août 1921, les bureaux furent transférés au 59 de la rue du Stand, dans le nouvel immeuble de la Genevoise, où ils occupèrent tout le quatrième étage.

Après 43 ans d'activité, Edmond Imer prit sa retraite en 1922, en laissant le bureau à son fils Maurice et à son gendre Rodolphe de Wurstemberger qui l'exploitèrent dorénavant sous la raison sociale « Imer & Wurstemberger ».

Personnalité d'envergure, Edmond Imer ne se contenta point d'exploiter son bureau de brevets et ses fonctions d'ingénieur-conseil. « Grand travailleur et travailleur dévoué et désintéressé », ainsi qu'il est qualifié dans une des

nombreuses nécrologies qui lui furent consacrées, il donna une bonne partie de son temps aux affaires publiques ainsi qu'aux œuvres sociales.

Ayant obtenu, le 12 décembre 1897, la naturalisation genevoise, il fut aussitôt après appelé, en 1898, à faire partie du Conseil municipal où il siégea jusqu'en 1914.

Son active et utile intervention dans toutes les questions discutées le fit rapidement remarquer, ce qui lui valut en 1906 d'être élu au Conseil Administratif de la Ville de Genève, où il assuma la direction des travaux, des propriétés municipales, du Théâtre et, plus tard, en 1910, de la voirie.

Elu vice-président du Conseil Administratif en 1908, il en devint le président, pendant deux législatures, de 1909 à 1913.

Vouant aux affaires communales un soin minutieux, s'acquittant de son mandat avec la conscience et l'amour du travail qui le caractérisaient, il accomplit, comme le releva le Journal de Genève à l'heure de son décès, au cours de ses huit années de fonction dans le Conseil Administratif, une besogne considérable, ainsi qu'en témoignent notamment les faits suivants à mettre à son actif :

« C'est à lui que l'on doit la belle décoration florale, en été, de nos fontaines publiques. Il présida aussi au prolongement et à l'aménagement fleuri du quai du Mont-Blanc, à la percée de la Corraterie, à de nouveaux aménagements de quartiers, à l'éclairage intensif de nos places publiques, à la construction de la salle de gymnastique de la rue de Berne, du bâtiment des services industriels de la rue du Stand, des maisons ouvrières de Châtelaine, à l'établissement de la buanderie municipale, à la préparation du projet d'assainissement du quartier de la Madeleine ».

Relatant la période de sa présidence à la tête du Conseil Administratif, le Journal de Genève précisait en outre que : « C'est à cette époque que fut conclue entre l'État et la Ville la convention relative au dragage du port, et que, sous la direction d'Imer-Schneider, la Ville entreprit ce travail. Il s'agissait d'enlever les matières déposées dans le port en utilisant le procédé moderne de dragage par suction, à l'aide de pompes centrifuges actionnées par des machines électriques. La Classe d'Industrie et de Commerce fut invitée par Imer à visiter les travaux et à voir fonctionner « la suceuse », comme on appelait la drague moderne ».

C'est en rapport avec ces travaux qu'Edmond Imer s'occupa également du problème d'aménagement du fameux jet d'eau de Genève, alimenté par le trop-plein d'eau provenant des Forces motrices, comme aussi de l'installation de turbines dans le bâtiment où celles-ci avaient leur siège.

Le couronnement de sa carrière d'homme public, Edmond Imer le connut toutefois à l'occasion du 400^e anniversaire de la naissance de Jean Calvin et de la pose, à cette occasion, de la première pierre du Monument de la Réformation au jardin des Bastions. Devant une foule de plusieurs milliers de spectateurs, il eut le privilège, en sa qualité de président du Conseil Administratif de la Ville de Genève, d'y faire un discours remarqué, dont le texte maintes fois cité en tout ou en partie, est parvenu jusqu'à nous.

Dans le même ordre d'idées, on mentionnera ici qu'Edmond Imer-Schneider fut, sa vie durant, un chrétien fervent, témoignant à l'Eglise nationale protestante une sollicitude non moins grande qu'à la Ville. C'est ainsi qu'il fut le fondateur, puis le président du Cercle protestant de Saint-Gervais de 1917 à 1919, puis président du Conseil de paroisse de Saint-Gervais de 1919 à 1923. En 1919 c'est lui qui fut appelé à présider la séance générale des Conseils de l'Eglise.

Là toutefois ne s'arrêtaient pas ses intérêts. Entré dès 1881 dans la Classe d'Industrie et de Commerce de la Société des Arts, il y fit plusieurs communications sur des sujets qui cadraient avec ses goûts et sa compétence d'ingénieur expert et avisé. Nommé membre de la Société des Arts en 1896, il présida la Classe d'Industrie et de Commerce en 1904 et en 1916-17, avant de devenir pour quatre ans président de la société elle-même.

Last but not least, il fut enfin, à la fin de sa vie, de 1920 à 1924, Consul général honoraire du Japon, décoré par le Gouvernement japonais.

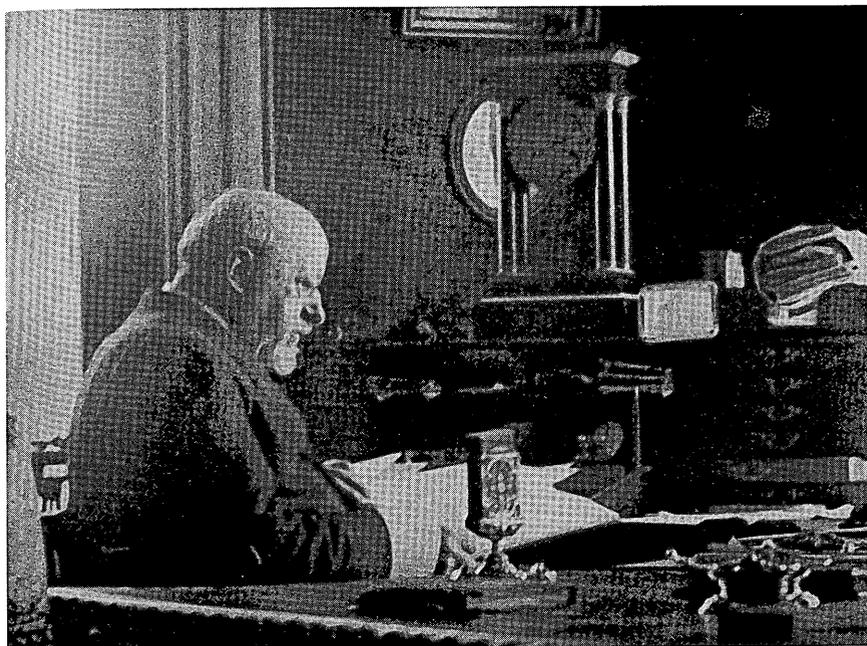
Propriétaire d'une grande surface de terrain dans le quartier de la Servette, Edmond Imer-Schneider y habitait dans une belle villa à qui il avait donné le nom de « La Caroline », son frère Théodore – son plus proche collaborateur au bureau de brevets – résidant, pour sa part, dans un autre immeuble situé sur la même parcelle, appelé, lui, « Le Cottage ». Consistant à l'origine en un simple petit bâtiment rectangulaire sans grand intérêt, « Le Cottage » avait été transformé et agrandi par la suite par l'adjonction d'un chalet suisse provenant de l'Exposition nationale de 1896.

Quand il mourut, le 18 décembre 1924, dans sa 72^e année, après une longue vie de labeur, Edmond Imer-Schneider laissa des regrets unanimes, comme devait le relever fort justement un de ses amis, M. Louis Archinard, dans la « Revue polytechnique » du 10 février 1925, texte repris par la suite dans la nécrologie détaillée du défunt publiée quelques mois plus tard dans les comptes rendus de l'exercice 1924-1925 de la Société des Arts de Genève dans lesquels nous avons nous-mêmes puisé la majeure partie des renseignements faisant l'objet de la présente notice. Nous en extrairons ici les lignes suivantes qui nous paraissent résumer à merveille ce que fut la vie d'Edmond Imer :

« Il fut un grand travailleur et un ardent patriote suisse. Homme modeste, honnête et probe, par excellence, poussant le dévouement et le désintéressement jusqu'aux dernières limites, il donnait sans compter sa peine et son temps partout et à tous ceux qui avaient besoin de lui. Mais ce qui le caractérisait surtout, c'était sa grande bienveillance, qui se manifestait surtout envers les jeunes. Il rendait service de telle façon qu'on avait peine à se sentir redevable de quelque chose, et plus d'un lui doit d'être arrivé. »

Tous ceux qui l'ont approché savent combien il était accueillant et comme il avait vite fait de se débarrasser de la forme administrative dès qu'il se trouvait, sous une forme ou sous une autre, en face d'un « collègue ».

C'est une belle vie qui s'est éteinte le 18 décembre 1924, une vie dominée par le sentiment du devoir et il ne faut pas s'étonner si de nombreux amis ont



Edmond Imer-Schneider, président du Conseil administratif de la Ville de Genève

suiwi avec anxiété les progrès de la maladie qui devait l'emporter. Maintenant qu'il n'est plus, ils lui conserveront un souvenir où l'affection tiendra toujours autant de place que l'admiration.»

Marié le 5 mars 1878 à Bienne, à FANNY SCHNEIDER (1854-1909), fille d'Edouard-Louis et de Fanny Perret-Gentil, de La Chaux-de-Fonds, Edmond avait eu, de son union avec elle, trois enfants, à savoir deux garçons :

- GEORGES, né en 1878 (No 99)
- MAURICE, né en 1880 (No 100)

et une fille :

- PAULINE (1882-1934), épouse de Rodolphe DE WURSTEMBERGER (1879-1938), de la famille patricienne bernoise des Wurstemberger, propriétaire du château du Wittigkofen, situé aux portes de Berne dans le quartier du Oberes Murifeld. Belle femme, aimant le luxe et les beaux habits jusqu'à en être dépensière, elle vécut avec son mari dans la maison du «Cottage» où avait habité la famille de son oncle Théodore Imer, employant par moments jusqu'à huit domestiques et menant un train de vie qui ne devait pas rester sans laisser, après la mort de son mari en avril 1938, de mauvaises surprises à ses héritiers. Elle-même l'avait précédé dans la tombe quatre ans plus tôt, au mois de mars 1934, après une maladie douloureuse – elle souffrait d'urémie –, âgée de 52 ans seulement.

De son mariage avec Rodolphe de Wurstemberger, Pauline avait eu huit enfants, dont un, l'avant-dernier, un garçon, devait mourir jeune, âgé de huit ans, d'un cancer. Ce sont, par ordre chronologique :

- ISABELLE (1906-1990), bibliothécaire à Berne qui, par son mariage avec le photographe Martin HESSE (1911-1968) devint ainsi la belle-fille du fameux écrivain et prix Nobel de la littérature Hermann Hesse. Leur fille unique, SIBYLLE, née en 1945, épouse de Hans-Peter Siegenthaler, est la mère de deux fils, Martin et Matthias, et vit actuellement à Bottmingen dans le canton de Bâle-Campagne

- GUY (1907-19..) qui, après avoir vécu au Maroc, revint en Suisse, à Fribourg, où il se convertit au catholicisme. Marié à France Jacqueline Léonie du Sorbier de la Tourrasse en 1948, Croix de Guerre 1939-1945, il est le père de deux garçons, Hugues, photographe de renom, et Godefroy, ainsi que d'une fille Anne, épouse d'Emmanuel d'Herbès, Croix de la Valeur militaire

- MARIE-THÉRÈSE, dite COLETTE (1908-19..), épouse d'Edouard Laravoire (1894-1955), directeur du Service d'observation des écoles de Genève, dont elle a eu un fils, Pierre Laravoire, marié

- BÉATRIX, dite TRIX (1910-1987), épouse de René Archinard, dont elle a eu une fille, Marie-Thérèse Zaugg-Archinard

- JEAN (1910-1995), frère jumeau de la précédente, époux de Sonia de Nemitz (1918), chez les parents de laquelle je logeai, rue Jean-Jaquet, en été 1948, lors de mon second semestre de droit à l'Université de Genève

- WALTER (1912-2002), ingénieur, époux d'Alix Munier, à Commugny, père d'un garçon, Bernard, médecin à Genève, et de deux filles, Catherine, infirmière et Barbara

- SIMON (1918-1991), allié Chenevière, dont le fils adoptif, Marc, époux d'Elisabeth Stockburger, est le père de deux enfants, Stéphane et Mathilde.

S'agissant de Fanny Schneider, l'épouse d'Edmond Imer, il n'est pas sans intérêt de noter ici que la sœur de son père, Julie Schneider, était la femme du peintre AURÈLE ROBERT (1805-1871), le frère cadet de Léopold Robert, à qui nous devons le portrait posthume, en deux exemplaires, de notre trisaïeul Florian Imer (No 86).

Par là même, Fanny Schneider se trouvait donc être la cousine germaine des enfants d'Aurèle Robert, dont notamment le peintre Léo-Paul Robert (1851-1923) et Aurèle Robert junior, pasteur à Orvin.

THÉODORE (98)

1855-1924

Troisième fils d'Albert (No 95) et de Julie Bridel, Théodore Imer naquit à Bienne le 5 janvier 1855.

Son parcours – dont nous ne connaissons pas le détail – fut, on peut le supposer, à peu de choses près identique à celui de son frère Edmond (No 97). Par le journal de son père, nous savons en tout cas qu'il fut, au début de sa carrière, en place à Berne, où résidait son parrain Ferdinand Schnider, un cousin de son père avec lequel celui-ci était très lié depuis sa jeunesse.

Nommé lieutenant en 1875, il accéda cinq ans plus tard au grade de capitaine, fidèle en cela à la tradition militaire familiale instaurée par son grand-père Florian I et son oncle Florian II.

Dès 1880, on retrouve Théodore à Genève comme responsable administratif et conseiller commercial dans le bureau de brevets de son frère Edmond, dont il fut, sa vie durant, le principal collaborateur, s'occupant notamment de la comptabilité, tout en l'assistant aussi, lorsque cela était nécessaire, dans ses tâches pratiques.

A Genève, il habita d'abord, avec sa famille, dans la maison du « Cottage » – dont il a été question dans la notice consacrée à son frère –, puis, après le décès de sa femme, avec ses trois filles célibataires, au 64 de la rue de Lyon, où la mort vint le surprendre, peu avant son septantième anniversaire, de manière inattendue, dans son sommeil, le 7 décembre 1924, onze jours avant son frère Edmond. Sa dépouille fut inhumée, le surlendemain, au quartier 22 du cimetière de Châtelaine à Genève.

Marié à BERTHE CUNIER (1856-1911), fille de Charles-Aimé Cunier et d'Aline Grether, tous les deux de la Neuveville, il eut, de son mariage, quatre filles, des jumelles, VIOLETTE et MARGUERITE, nées le 27 octobre 1883, décédées en 1942 et 1943, et deux autres filles, GERTRUDE, dite TROUDY, née comme son père un 5 janvier, en 1886, et décédée d'un cancer le 17 septembre 1930, et YVONNE (1894-1929) dont il sera question dans une notice à part.

Seule des quatre filles Imer-Cunier à s'être mariée, Violette épousa le 18 octobre 1911 au Petit-Saconnex, le pasteur et aumônier du régiment jurassien Paul Gross (1884-1967), dont elle eut trois filles, Madeleine, née en 1912, alliée Gaille, Anne-Marguerite, née en 1915, alliée Tissot, et Jacqueline, née en 1918, alliée l'Eplattenier, vivant à Neuchâtel, ainsi qu'un fils FRANÇOIS GROSS, né en 1920, pédicure à Genève, particulièrement attaché à tout ce qui touche à la famille de sa mère et à ses ancêtres Imer et Liomin, dont il a conservé pieusement portraits, miniatures et journaux intimes.

Sœur jumelle de Violette, Marguerite, qui fut, pour son neveu François Gross, comme une seconde mère, travailla comme employée dans le bureau de brevets de son oncle Edmond, repris, par la suite, par son cousin Maurice.

Quant à Troudy, qui était professeur de piano, c'est elle qui, après le décès de sa mère, tint le ménage de son père Théodore, à la rue de Lyon.

Demeurées toutes trois célibataires, Marguerite, Troudy et Yvonne prirent, après le décès de leur père, un appartement plus petit, rue Daubin, entre le quartier des Délices et celui des Charmilles. C'est dans cet appartement qu'Yvonne devait quelques années plus tard trouver la mort de manière tragique dans des circonstances sur lesquelles nous reviendrons.

YVONNE 1894-1929

Dernière des quatre filles de Théodore Imer (No 98) et de Berthe Cunier, Yvonne Imer connut un destin exceptionnel qui devait lui assurer une place inattendue dans l'histoire des lettres françaises au XX^e siècle.

Née à Genève, le lundi 2 juillet 1894, à cinq heures quarante du soir, à l'avenue des Bosquets 107, à Genève, elle eut pour parrain et marraine mes grands-parents Emile et Marie Imer-Schem, ainsi que le rappelle une photo de famille prise dans le jardin du « Cottage » par son père, sur laquelle figure, debout à droite, au troisième rang, son grand-père Albert Imer, qui devait mourir peu de temps après (et dont c'est, peut-être, la dernière photo prise de son vivant).

Par le journal de sa mère, nous savons qu'Yvonne commença ses études primaires en octobre 1900 à l'externat Cuchet où elle sut se faire aimer de chacun. Elle était alors « vive, grande, mince pour son âge ».

L'année suivante, le 16 novembre 1901, elle entra au Conservatoire où, d'emblée, elle se montra une élève douée.

Elle suivit ensuite l'Ecole secondaire et supérieure des jeunes filles.

En 1910, alors âgée de seize ans, elle commença à étudier la rythmique avec Anna Morand, diplômée de la méthode Jaques-Dalcroze.

Elle fut ensuite parmi les premières élèves de l'Institut Jaques-Dalcroze à Genève où elle obtint, en juin 1917, le certificat d'études professionnelles de l'Institut.

De 1917 à 1919, elle enseigna la rythmique au Tessin, à Lugano et à Cademario, puis de 1919 à 1922 à Naples, à l'Institut International Mac Kean, où elle introduisit cette nouvelle discipline, ainsi que dans d'autres écoles.

En 1922, au mois d'avril, elle fut priée par les trois sœurs Braun, élèves comme elle de Jaques-Dalcroze, de participer aux danses des spectacles classiques du Théâtre de Syracuse où elle interpréta notamment, avec trois de ses élèves, les danses créées par M^{lle} Lilly Braun pour les « Bacchantes » d'Euripide.

De retour à Genève, elle enseigna en 1922 et 1923 à l'Institut Jaques-Dalcroze et à l'Ecole secondaire de jeunes filles, puis, de 1923 à 1924, à l'Ecole Jaques-Dalcroze de Lausanne et à Nyon où elle donnait des cours pour enfants.

Dès l'année suivante, en 1925, elle travailla simultanément à Lausanne et à Genève, où elle continuera à donner des cours jusqu'à sa mort, ainsi que – dès 1926 – à Orbe.

Amie, dès son enfance, d'Elisabeth Brocher, fille du pasteur Emile Brocher, née elle aussi au mois de juillet 1894, Yvonne Imer, qui la considérait à l'égal d'une sœur, devint bientôt, après le mariage d'Elisabeth, le 7 novembre 1919, avec l'écrivain Albert Cohen, également l'amie du jeune couple.

Il n'est donc pas étonnant que durant les derniers mois de 1923, alors qu'Elisabeth Brocher, gravement atteinte dans sa santé, ne pouvait plus aider son

mari, Yvonne se mit à la disposition de ce dernier comme secrétaire bénévole pour le seconder dans ses travaux, soit, à cette époque, plus particulièrement, dans la recherche de collaborateurs en vue du lancement, en collaboration avec André Spire, de la «Revue juive» dont le premier numéro parut le 15 janvier 1925.

Elisabeth Brocher étant décédée le 23 mars 1924, après de longues souffrances, d'un cancer du système lymphatique, Yvonne, à qui son amie avait demandé de veiller sur Albert Cohen, se fit un devoir de continuer à l'entourer et à l'aider dans l'élaboration de ses travaux littéraires.

Il en résulta peu à peu une amitié et une collaboration de plus en plus forte, qui devait culminer, sur le plan littéraire, par la rédaction du premier grand roman d'Albert Cohen, «Solal», entrepris pour Yvonne Imer et avec son aide – ce qui lui valut plus tard l'épithète flatteuse de «La mère de Solal».

Devenus inséparables, liés désormais par une grande affection, Yvonne Imer et Albert Cohen décidèrent en 1929 de sceller leur union par les liens du mariage.

C'est alors que, fiancée depuis quinze jours avec l'homme de sa vie, Yvonne – qui souffrait depuis l'âge de sept ans d'un souffle au cœur à la suite d'une crise de rhumatisme – mourut, de manière tout à fait inattendue, d'une congestion en prenant un bain chez elle après le repas de midi.

Ainsi devait disparaître brutalement celle qui, par sa présence salvatrice auprès d'Albert Cohen après le décès de sa première femme et par sa foi en lui, permit au futur auteur de «Belle du Seigneur» et du «Livre de ma mère» d'écrire le livre – «Solal» – qui devait marquer le début de son grand cycle romanesque.

Pratiquement achevé au moment de la mort d'Yvonne, «Solal» sortit de presse en août 1930 avec cette dédicace tristement explicite: «A sa mémoire».

Touché au plus profond de lui-même par la mort de la femme aimée, Albert Cohen devait avouer plus tard que pendant quelque temps après la mort d'Yvonne Imer, en rentrant chaque soir dans l'appartement où désormais elle ne l'accueillerait plus, il se faisait – pour pouvoir tenir – une piqûre de morphine. Par une lettre qu'il écrivit à André Spire le 14 novembre 1929, on sait d'autre part qu'il fut, à cette époque «assez gravement malade» et qu'il dut durant de longs mois interrompre son activité au BIT.

«D'une modeste exemplaire, d'une très grande discrétion sur sa vie personnelle, travaillant sans bruit, dévouée et fidèle à son idéal comme à ses amis», Yvonne Imer doit de revivre de nos jours, au très beau témoignage que lui a rendu la dernière épouse d'Albert Cohen, Bella Cohen, dans son livre intitulé «Autour d'Albert Cohen», publié en 1990 aux Editions Gallimard (et dans lequel nous avons puisé la majeure partie des renseignements repris dans la présente notice).

On y ajoutera le texte suivant, tiré de la nécrologie que publia dans la revue «Le Rythme» de novembre 1929, Madame Edith Naef, ancienne présidente de la Section suisse de l'Union internationale des professeurs de rythmique, qui

avait été sa condisciple et ensuite professeur, comme elle, à l'Institut Jaques-Dalcroze :

« Elle demandait très peu, vivait passablement à l'écart, aussi n'est-ce pas sans un serrement de cœur que nous avons appris sa tragique destinée, car on peut toujours se reprocher de n'avoir pas assez entouré, lors de leur vivant, ceux qui ne sont plus parmi nous. Les grands modestes sont parmi les plus méconnus, car ils ne font rien pour s'imposer à vous et leur vie s'écoule sans que personne en sache grand-chose. C'était le cas pour Yvonne Imer. Ses élèves m'ont dit combien elles avaient apprécié son enseignement extrêmement riche et divers, expressif, imagé d'une façon si originale et si claire en même temps, s'adressant à l'imagination, évocatrice de visions et de sensations. Mais nous étions trop absorbés par notre propre travail, pour lui témoigner tout l'intérêt qu'elle méritait, et c'est là un amer regret ».

Ces quelques phrases caractérisent à merveille ce que fut Yvonne Imer, sa brève vie durant : une personnalité attachante dont la nature profonde ne se révèle nulle part mieux que dans la correspondance intime qu'elle adressait à l'homme avec qui elle avait choisi de partager sa vie (et dont de larges extraits ont été publiés dans l'ouvrage de Bella Cohen mentionné plus haut).

GEORGES (99)

1878-1913

Fils aîné d'Edmond (No 97) et de Fanny, née Schneider, Georges Imer naquit à Berne, où son père exploitait depuis le 1^{er} juin 1877 son premier bureau technique et de brevets, le jour de Noël 1878, neuf mois et trois semaines après le mariage de ses parents le 5 mars de la même année.

Ingénieur de formation, premier-lieutenant d'infanterie, collaborateur de son père dans son bureau de brevets, sa vie – faute de témoignages directs – reste néanmoins pour nous, sur bien des points, difficilement déchiffrable.

Selon les quelques renseignements de seconde main qu'a pu me fournir Madame Sonia de Nemitz, l'épouse de Jean de Wurstemberger, un des neveux de Georges, celui-ci paraît avoir été quelqu'un de très fin et de très sensible, doté d'un tempérament d'artiste qui trouve son expression dans les nombreux dessins qu'il a laissés.

Plus doué que son frère Maurice (No 100), il fit de nombreux voyages à l'étranger, dont un notamment de juin à août 1908 en Grèce et, via Constantinople, en Russie où il visita Moscou et Saint-Pétersbourg.

Sa vie sentimentale en revanche demeure entourée d'un mystère que l'éloignement du temps ne permet guère plus d'élucider.

A en croire les déclarations faites à M^{lle} Micheline Imer à Pully par M^{lle} Ruth Rossé – dont la famille vécut à Valmont au lendemain de la deuxième guerre mondiale – Georges Imer aurait été, à un moment donné, plus ou moins fiancé à sa cousine germaine Madeleine Rossé (la tante de Ruth), fiançailles qui, pour des raisons que nous ignorons, n'auraient pas eu de suite. Devenue sœur soignante dans une congrégation ayant son siège en France, Madeleine Rossé y passa toute sa vie, pour décéder, fort âgée, à Reully.

Georges Imer eut-il, cela étant, une autre liaison non agréée par ses parents, et plus spécialement par son père, qui avait, en la matière, des principes particulièrement rigides, interdisant toute idée de mariage? Toujours selon Madame Sonia de Nemitz, ce serait en tout cas, à la suite d'un chagrin sentimental que Georges aurait choisi, le 13 décembre 1913, soit douze jours avant son trente-cinquième anniversaire, de mettre fin à ses jours.

Quoi qu'il en soit, ce décès aussi tragique qu'inattendu fut l'occasion pour les amis du défunt de faire part aux siens, dans les très nombreux témoignages retrouvés dans les papiers d'Edmond Imer-Schneider, de la très haute estime dans laquelle – eux, qui l'avaient bien connu –, l'avaient tenu de son vivant.

Nous en extrairons ici, les quelques passages suivants qui nous permettent de nous faire une idée plus précise de l'attachante personnalité du disparu :

– ...«J'ai eu trop rarement l'occasion de rencontrer votre fils; mais j'avais pour lui, la plus vive sympathie: sa nature droite et franche s'imposait»...

– ...«Au service militaire il fut le plus charmant et le plus aimable des camarades et ses qualités de travail et de conscience le firent apprécier de tous ceux qui le connurent. Je conserverai toujours le souvenir de son exquise délicatesse et de la droiture de ses sentiments»...

Ou encore ceci, de la part d'un camarade de service de son frère Maurice :

– ...«Je comprends votre douleur et la partage, car tu sais quelle nature d'élite était ton frère. Tu peux être certain qu'il laissera dans mon cœur un inoubliable souvenir du meilleur et du plus fidèle camarade d'études, et du plus sincère et affectueux de mes amis du collègue et de Zofingue.»...

Dans une autre lettre, il est par ailleurs fait mention de «ses fortes qualités et de sa belle intelligence» ou encore, dans une autre missive, «de la cordialité avec laquelle il me recevait toujours dans son bureau», témoignage que vient corroborer le passage suivant tiré d'une lettre due à un de ses anciens collaborateurs :

– ...«J'ai été placé sous ses ordres dès mon entrée chez vous et j'ai pu apprécier aussi à leur juste valeur son intelligence, sa capacité de trouver une solution aux cas difficiles que je lui soumettais et, surtout, sa bienveillance à mon égard».

Enfin – last but not least – qu'il nous soit permis de citer encore ici, en guise de conclusion, la lettre suivante, datée du 15 décembre 1913, adressée à Edmond Imer-Schneider, conseiller administratif, le père de Georges, par le président de la Société Nautique de Genève, A. Martin, et qui nous donne un aperçu poignant de ce que furent les derniers jours du défunt :

«Monsieur le Conseiller,

Au nom de la Société Nautique de Genève, je viens vous exprimer nos plus vives et sincères condoléances pour le terrible malheur qui vient de vous frapper et c'est le cœur bien serré que je viens vous dire combien nous regrettons notre cher Collègue Georges IMER qui a toujours été un membre dévoué, un camarade aimé de tous.

J'ai eu le plaisir de le recevoir lundi dernier à mon bureau pour une réunion de la Sous-Commission Nautique du Festspiel de 1914 qu'il présidait avec un dévouement remarquable, et nous nous étions serré la main très amicalement pensant nous revoir bientôt pour continuer nos travaux. Hélas, la mort foudroyante si inattendue nous a enlevé brutalement ce membre dévoué qui se faisait un plaisir de rendre service à son pays.

Soyez assuré Monsieur le Conseiller que son souvenir restera gravé dans nos cœurs et que nous pleurons avec vous ce camarade enlevé à notre affection à la fleur de l'âge»...

MAURICE (100)

1880-1943

Lieutenant-colonel à l'état-major de la 2^e Division

Second fils d'Edmond (No 97) et de Fanny, née Schneider, Maurice vit le jour le 20 mai 1880 à Genève.

Conseil en propriété industrielle, il suivit les traces de son père dont il reprit en 1922, en compagnie de son beau-frère Rodolphe de Wurstemberger, mari de sa sœur Pauline, chimiste diplômé et D^r ès sciences, le bureau de brevets, sous la raison sociale « Imer & Wurstemberger, ci-devant E. Imer-Schneider, Ingénieur-Conseil ».

En 1935, les deux associés transformèrent leur société – qui, entre-temps, était passée de la rue du Stand au 14, rue du Mont-Blanc – en une société en commandite « Imer, de Wurstemberger & Cie », composée d'eux-mêmes, en qualité d'associés indéfiniment responsables, et de MM. Edouard Emmanuel, ingénieur diplômé, D^r ès sciences, et Georges Dériaz, ingénieur-chimiste diplômé, en qualité de commanditaires, tous deux collaborateurs de longue date de la société, le premier depuis vingt-neuf ans et le second depuis onze ans.

Un peu plus de deux ans plus tard, Rodolphe de Wurstemberger décéda brusquement le 4 avril 1938, dans sa soixantième année, lors d'une visite qu'il faisait à sa vieille mère, au château du Wittigkofen à Berne.

Peu de temps après, Maurice Imer céda le bureau de brevets à leur collaborateur M. Dériaz, dont, à en croire le souvenir qu'il a laissé, les capacités professionnelles n'avaient rien d'exceptionnel.

C'est ainsi que prit fin, après plus de soixante ans, l'histoire du bureau de brevets d'invention créé en 1877 par Edmond Imer-Schneider.

Pour sa part, Maurice Imer devait décéder, âgé de soixante-trois ans seulement, le 24 novembre 1943.

Suivant, à distance, la tradition militaire qui avait été l'apanage jusque-là de la branche aînée, demeurée à La Neuveville, il avait effectué, à côté de sa carrière professionnelle, une carrière militaire, que l'on qualifiera d'honorable, dans les troupes de subsistance. Capitaine quartier-maître en 1910, il fut promu major le 23 janvier 1917, avant de finir son parcours militaire, dès le 31 décembre 1923, avec le grade de lieutenant-colonel à l'Etat-major de la 2^e Division.

Devenu propriétaire de la villa « Caroline » à la mort de son père, il vendit celle-ci, dans les années trente, au pasteur Dominicé. Quant au « Cottage » que les époux de Wurstemberger-Imer avaient repris de leur oncle Théodore, il fut vendu quelques années plus tard – son entretien s'étant avéré trop onéreux et la maison étant devenue difficilement habitable –, pour 51'000 fr. de l'époque, par Walter de Wurstemberger qui y avait habité pendant quelque temps après la mort de son père. Achetées par la suite par des promoteurs immobiliers, les deux maisons firent place, plus tard, à des immeubles modernes.

Marié le 4 octobre 1904 à Genève à Henriette-Louise-Jeanne Hébert (1882-1963), fille de William-Henri et de Louise Eberlin, Maurice Imer en eut une fille:

- RENÉE, (1909-1996), épouse de Erwin-Paul Werner, mère elle-même de deux filles vivant à Genève, Mesdames Georgine Kundig et Marie-Françoise Pellarin.

ALBERT (101)

1883-1925

Fils de Jules (No 96) et d'Emilie Wyss, Albert-Théodore Imer, prénommé ainsi en l'honneur de son grand-père et de son oncle de Genève, naquit le 8 mai 1883 à La Neuveville.

Devenu pharmacien comme son père, il exerça d'abord son métier à Lausanne d'où venait sa première femme, Yvonne Grandjean (1890-1979), épousée le 23 septembre 1911 à La Neuveville, et dont il divorça dix ans plus tard le 27 janvier 1921.

Remarié le 31 mai 1923 à Paris à Renée-Félicité-Sylvie Fournier (1894-1977), pharmacienne comme lui, ils exploitèrent en commun une pharmacie à Charny, dans l'Yonne, arrondissement d'Auxerre, où il devait décéder, âgé de 42 ans seulement, le 18 mai 1925.

Ce décès prématuré semble – d'après ce qu'on en disait à La Neuveville – devoir être mis en relation avec l'abus de certaines substances auxquelles Albert avait trop facilement accès en sa qualité de pharmacien.

De son second mariage, il laissa un fils:

- RENÉ, né en 1924 (No 102).

Devenue veuve, après seulement deux ans de mariage, Renée Imer-Fournier se remaria en 1934 avec le docteur Albert Poitiers (1886-1976), divorcé et père de trois filles, dont la seconde, Yvette, devait par la suite devenir la femme de René.

RENÉ (102)

1924-2000

Fils d'Albert (101) et de Renée Fournier, René – dit Yvan – est né le 26 janvier 1924 à Charny.

Orphelin de père à l'âge de seize mois, il fut élevé à Montargis, chef-lieu d'arrondissement du Loiret, où sa mère avait repris une pharmacie après le décès de son mari.

Jeune garçon, René revint une fois ou l'autre passer des vacances à La Neuveville où vivait sa grand-mère Emilie Wyss, décédée en mars 1933.

Après des études secondaires à Montargis où il obtint le baccalauréat en 1941, il se rendit à Paris en 1942/43 pour y faire des études mathématiques supérieures au Collège Louis-Le-Grand.

Se destinant à la profession de pharmacien, comme son père et son grand-père, il effectua de 1942 à 1943 un stage en pharmacie à Montargis, suivi d'une première année de pharmacie à Tours en 1943/44.

De 1944 à 1946 il poursuivit ses études à Paris où il travailla ensuite comme interne dans divers hôpitaux de 1945 à 1948.

Diplômé pharmacien en 1947, il se maria la même année à Montargis avec YVETTE-Paule Poitiers, née le 26 septembre 1920, pharmacienne, la seconde fille du docteur Albert Poitiers avec qui sa mère s'était remariée après son veuvage et dont il devint de la sorte doublement le beau-fils.

Installé à Orléans en 1949, René y pratiqua sa profession jusqu'en 1960, avant d'ouvrir une pharmacie à Paris, au 89, de la rue du Commerce, dans le 15^e arrondissement, où il exerça de 1960 à 1990.

Divorcé, selon la formule consacrée, pour torts réciproques, de sa femme, le 24 juillet 1975, celle-ci – avec qui il resta toujours en contact – continua cependant à le seconder dans son travail de pharmacien jusqu'au moment de sa retraite définitive en 1992.

Depuis lors, tout en conservant son appartement au 47 de la rue de l'Eglise à Paris, il passa la plus grande partie de l'année dans la maison de sa fille, le Moulin de Kerlevenez à Plougasnou, dans le Nord-Finistère, en Bretagne.

De son mariage avec Yvette Poitiers, René-Yvan a eu trois enfants, à savoir deux garçons :

- CHRISTIAN-FRANÇOIS, né en 1949, qu'il a eu la douleur de perdre en septembre 1996 (No 103)

- JEAN-CLAUDE, né en 1953 (No 104)

et une fille :

- MARIE-LAURE, née le 29 juillet 1950, professeur de français, mariée à Max de Keukelaere, un pêcheur breton habitant Plougasnou, dont elle a deux filles, Alice, née en 1979 et Camille née en 1982.

Atteint d'un cancer des os, René Imer est décédé à l'hôpital de Morlaix en Bretagne, le 25 juillet 2000, à 11 h 30 du matin, à l'âge de 76 ans et demi.

CHRISTIAN-FRANÇOIS (103)

1949-1996

Fils aîné de René (No 102) et d'Yvette Poitiers, Christian-François est né le 5 janvier 1949 à Montargis.

Ingénieur électronicien, il a participé notamment à la construction du métro au Caire et à la Nouvelle Delhi.

Célibataire endurci, vivant seul, il n'avait, selon son père, de relations qu'avec ses collègues de travail.

Il est mort, prématurément, dans son appartement à Montmorency, le 27 septembre 1996, emporté par une hémorragie digestive foudroyante dans sa quarante-huitième année.

JEAN-CLAUDE (104)

1953

Second fils de René (No 102) et d'Yvette Poitiers, Jean-Claude est né le 10 décembre 1953 à Orléans.

Ingénieur informaticien, il a épousé le 27 juin 1981, à Chantilly, Marie-Anne Escot, dont il a eu trois enfants :

- ANNE-SOPHIE, née le 3 septembre 1984
- GUILLAUME, né le 14 octobre 1986, pour l'heure le dernier descendant mâle, de sa génération, de la branche de Grenétel
- MATHILDE, née le 14 juin 1990.

Actuellement, Jean-Claude est domicilié à Boulogne-Billancourt.

CHAPITRE X

LA BRANCHE DE VALMONT

JEAN-JACQUES (105)

1741-1812

Dernier des quatre fils de Jean-Jacques (No 20) et de Marie-Marguerite Chiffelle, fondateur de la **branche Valmont**, Jean-Jacques est né le 21 février 1741 à La Neuveville.

Maître-boucher, comme son frère Abram de la branche de Grenétel, il exerça son métier, d'abord à La Neuveville – peut-être conjointement avec son frère – puis à Lignièrès où naquirent, à partir de 1770, tous ses enfants, à l'exception de l'aîné, né en 1768.

Homme actif, il sut, durant toute sa vie, accroître le patrimoine familial en procédant régulièrement à des acquisitions de biens immobiliers tant à La Neuveville qu'à la Montagne de Diesse, comme en témoignent, entre autres, les achats suivants effectués entre 1763 et 1795 :

– en juin 1763, encore jeune homme, il se porte acquéreur par « montes » de deux vignes aux Prés-Guëtins et aux Levées de Prapion, avec le cautionnement de son frère Frédéric-Jean-Jacques, de la branche du Schlossberg;

– en 1778, il achète un jardin en Vaux et, l'année suivante, un pré situé à La Praye, auquel viendra s'adjoindre en 1795 un autre pré situé au même endroit;

– le 8 février 1787, il acquiert de David Imer, chirurgien, bourgeois et conseiller, une autre vigne au Scies, avec le cautionnement de son frère Abram, membre du Grand Conseil;

– enfin, un parchemin daté du 29 mars 1773 – déjà cité à propos de son père – nous apprend qu'il acquit ce jour-là une portion de maison « consistant en poêle, cuisine et une chambre », située à la ruelle de l'Hôtel de Ville, limitée « de vent » par celle de son père.

Ses dernières années s'écoulèrent de nouveau à La Neuveville. Grâce à l'acte de partage de sa sœur Jeanne-Marie, veuve de Jean-Daniel Chatelain, daté du 3 mars 1810, nous savons en effet que – qualifié dans ce document de « propriétaire » – Jean-Jacques Imer vivait à cette époque, deux ans avant sa mort survenue le 12 mars 1812, dans sa ville natale, « sous le Cheneau à ladite Neuveville ».

Marié le 11 juillet 1767 à La Neuveville à SUZANNE-MARGUERITE CLOTTU (1740-1809), de Cornaux, fille de Jean-Jacques Clottu, bourgeois de Neuchâtel, il en eut cinq enfants :

- JACQUES-FRÉDÉRIC, né à La Neuveville, le 28 février 1768, dont il n'est plus question par la suite

- JEANNE-MARGUERITE, née à Lignièrès, le 25 juillet 1770, décédée à La Neuveville, le 30 janvier 1852, épouse de Jean-Charles Racle (1764-1840), grand-père de Constance Racle, née en 1829, épouse de Frédéric-Auguste Girard (1824-1873), père du docteur Charles Girard (1850-1916), dont descend la famille Bauer de Neuchâtel, et de Virginie Girard (1854-1927), deuxième épouse de Louis-Sigismond Imer (1839-1912), père de Louis-Philippe Imer (1888-1933), restaurateur du château du Schlossberg

- JULIE, née à Lignièrès, le 2 janvier 1773, décédée à La Neuveville, le 6 août 1803, épouse de Joseph-Guillaume Beljean (1758-1812), dans la lointaine descendance de laquelle on retrouve les Bourguignon d'Australie

- JEAN-JACQUES, né en 1775 (No 106)

- CHARLES, né en 1778 (No 107)

JEAN-JACQUES (106)

1775-1808

Deuxième fils de Jean-Jacques (No 105) et de Suzanne-Marguerite Clottu, Jean-Jacques Imer naquit le 30 octobre 1775 à Lignièrès.

Maître-boucher, comme son père, il épousa le 17 septembre 1808 à La Neuveville CHARLOTTE SCHEM, née le 21 mai 1786, fille de Jean-Jacques Schem et de Charlotte Beljean et sœur du brigadier des hussards Jean-Jacques Schem (1785-1854), notre arrière-arrière-grand-père.

Mariage de courte durée s'il en fut, puisque les époux décédèrent tous les deux, deux plus tard, Jean-Jacques le 18 décembre 1808, et Charlotte, trois jours après son mari, le 21 décembre, sans laisser de descendance.

Propriétaire terrien, nous savons que Jean-Jacques avait, en 1802, acheté un pré à La Neuveville et que, comme son père, il possédait, en 1804, des terres dans la prairie de la Praye, sur le territoire de Nods.

CHARLES (107)

1778-1845

Conseiller, lieutenant de la milice neuvevilloise

Troisième fils de Jean-Jacques (No 105) et de Suzanne-Marguerite Clottu, Charles Imer est né à Lignières le 19 juillet 1778.

Qualifié dans les documents de l'époque de « propriétaire » – en 1810 –, respectivement plus tard, vers la fin de sa vie, d'« intendant » – en 1831 –, il nous est connu surtout pour avoir été membre du Petit Conseil de la Neuveville pendant vingt ans, de 1820 à 1840, soit à l'époque charnière entre l'Ancien Régime, restauré en 1815, et la mise en place, après les revirements libéraux de 1830, au début de l'année 1834, des communes municipales destinées à prendre le relais des anciennes autorités bourgeoises, limitées désormais à la gestion de leurs biens immobiliers et à l'accomplissement de tâches subordonnées en matière d'assistance et d'état civil.

Lieutenant de la milice neuvevilloise, Charles eut par ailleurs sous ses ordres, en 1815, une des deux compagnies de la milice locale, reconstituées dès après le départ, à la fin de l'année 1813, des troupes françaises, chassées du pays par les puissances alliées.

Marié très jeune, en 1797, à l'âge de 19 ans, à Sophie-Henriette Himely, née le 18 décembre 1777, orpheline de père et de mère, son aînée de six mois, ils eurent, en l'espace de dix ans, de 1798 à 1809, pas moins de sept enfants dont un garçon mort-né, en 1805, et un autre fils, Charles-Lucien, décédé en 1802 à l'âge de sept mois et dix jours.

Epuisée par ces grossesses successives, Sophie-Henriette devait décéder le 24 mars 1811, un dimanche, à deux heures et demi de l'après-midi, « d'une maladie de langueur », « retirée par Dieu de ce Monde », ainsi que s'exprime son mari en fin d'un parchemin où il devait plus tard consigner, d'une belle écriture déliée, les dates de naissance et de baptême, ainsi que les noms des parrains et marraines de ses enfants vivants ou décédés.

Devenu veuf à pas tout à fait trente-trois ans, Charles survécut de pratiquement autant, soit de trente-quatre ans et demi, à son épouse, pour mourir, lui-même, le 21 septembre 1845, âgé de 67 ans.

Cela étant, ce n'est pas sans une certaine mélancolie que l'on évoquera ici la destinée peu ordinaire de SOPHIE-HENRIETTE HIMELY.

Issu d'une vieille famille neuvevilloise, parmi les plus marquantes de la cité, son père Barthélémy-Henry Himely (1724-1789) était parti à l'âge de trente-cinq ans aux Etats-Unis où il fut pasteur de l'église huguenote de langue française de Charlestown dans la Caroline du Sud de 1759 à 1773. Après un premier mariage avec une femme du pays, il rentra fin 1773 à La Neuveville avec sa seconde femme, épousée la même année, ANNA TERRIL, née elle aussi en Caroline, dans l'idée d'y passer la fin de sa vie. C'est donc à La Neuveville que

naquit en décembre 1777 leur fille unique, deux autres enfants, des garçons, nés en 1773 et 1779 n'ayant pas vécu. Décrite par le pasteur Frêne, dans son « Journal » comme « une petite femme native de Charlestown », Anne Terril, selon un autre passage de ce même journal ne se plaisait ni à la Neuveville, ni à Bienne. Cela explique, qu'après un séjour d'une dizaine d'années à La Neuveville et à Berne, de fin 1773 à l'hiver 1784/85, les époux Himely, accompagnés de leur fille alors âgée de sept ans, décidèrent de retourner à Charlestown, où Barthélémy-Henry Himely reprit ses fonctions de pasteur à l'Eglise huguenote.

Ce retour au pays d'origine d'Anne Terril ne devait pas être de longue durée. Grâce à un petit médaillon-pendentif portant le monogramme SHH (Sophie-Henriette Himely) sur lequel est reproduit côté face un monument funéraire sur lequel s'appuie une silhouette de jeune fille et portant sur son socle, les lettres AT (Anne Terril), avec la mention – en abrégé – « Requiescat in pace », nous savons en effet qu'à une date indéterminée, après être arrivée en Caroline avec ses parents, Sophie-Henriette perdit sa mère. Quant à son père, le côté verso du même médaillon, sur lequel figure en grand le monogramme de sa fille, porte en caractères plus petits la mention BHH (Barthélémy-Henry Himely) OB 25 June 1789 – 67 qui doit correspondre à la date de son décès.

Orpheline de père et de mère à l'âge de douze ans à peine, Sophie-Henriette fut rapatriée peu après en Suisse où, comme nous l'avons vu plus haut, sa famille la maria, pas encore âgée de vingt ans, à Charles Imer.

Seul souvenir d'elle, les traits de son visage – comme d'ailleurs ceux de son mari – nous sont connus grâce à deux portraits miniatures du couple, propriété de Madame Micheline Imer, leur descendante directe, à Pully. Celui de Sophie-Henriette nous montre sur fond d'un paysage lacustre, qui pourrait bien figurer le Lac de Bienne, un charmant visage de jeune femme aux yeux bruns, encadré de beaux cheveux brun foncé lui tombant sur le haut de l'épaule. Une image dont on ne peut détacher le regard sans émotion en songeant au sort cruel que la vie lui réserva.

Au nombre de cinq, les enfants de Charles Imer et de Sophie-Henriette Himely qui atteignirent l'âge adulte, sont, dans l'ordre :

- SOPHIE-CAROLINE, née le 2 mai 1798, décédée aux Etats-Unis à une date inconnue

- JACINTHE (HYACINTHE), née le 2 juin 1799, décédée à La Neuveville, peu après la mi-octobre 1848

- CLÉMENCE, née le 4 mai 1803, décédée à La Neuveville, le 14 juin 1865

- CHARLES-Adolphe, né en 1807 (No 108)

- NAPOLÉON-HENRY, né en 1809 (No 109).

Des trois sœurs, celle dont le sort fut le plus intimement lié à sa cité natale fut sans conteste CLÉMENCE. Demeurée célibataire, très liée avec Caroline Imer, de la branche de Grenétel, et son mari Frédéric-Théophile Imer, de la branche des bannerets, dont elle fut pendant des années la proche voisine, elle semble avoir été une personne particulièrement attachante. Maîtresse d'un

pensionnat de jeunes filles sa vie durant, elle eut, à un moment donné, alors qu'elle résidait, de 1847 et 1857, à la rue du Port, dans la maison de Charles Bourguignon touchant à celle des Bannerets, jusqu'à dix-huit pensionnaires, organisant pour celles-ci force jeux de société et soirées. Après la mort de son frère Napoléon-Henry, elle quitta la rue du Port pour aller s'installer avec ses pensionnaires chez sa belle-sœur Elise Imer, née Henry, et ses trois enfants.

Beaucoup plus mouvementée fut la destinée de sa sœur aînée CAROLINE. Mariée, jeune, vers 1819, à un citoyen polonais du nom de GOLL, décédé avant 1846, elle travailla de nombreuses années en Galicie comme institutrice. Mère de trois enfants, deux garçons, Charles et Henri, et une fille, Clémence, elle revint une première fois à La Neuveville d'octobre 1846 à avril 1847, après une absence de vingt-sept ans, pour un séjour de quelques mois. Retournée en Pologne, sans sa fille, restée chez sa tante Clémence, elle rentra définitivement au pays en 1854, avant de s'embarquer au mois d'avril de la même année, avec sa fille et son fils cadet, pour l'Amérique où son fils aîné s'était établi comme horloger à Philadelphie (peut-être parti là-bas avec son père dont la tradition familiale veut qu'il ait émigré aux Etats-Unis pour fuir la conscription dans son pays d'origine). Devenus Américains à part entière, les deux fils de Caroline, Charles et Henry Goll, y eurent des enfants dont la descendance est encore florissante de nos jours.

La vie de la troisième sœur, JACINTHE (ou Hyacinthe) fut, dans l'ensemble, plutôt triste. Mariée le 11 décembre 1829 à un certain M. BELMONT de Berne, ingénieur de formation, elle perdit celui-ci après douze ans de mariage seulement, le 6 décembre 1841, à l'âge de 44 ans, à la suite de « langueur ». Revenue de Lenzbourg où elle habitait en 1845, elle devait décéder, elle-même, au mois d'octobre 1846 à La Neuveville, dans sa quarante-huitième année, atteinte de phtisie, après une longue maladie. De leur mariage, les époux Belmont n'avaient eu qu'un seul fils, Oscar Belmont, né en 1830. Jeune médecin distingué, orphelin de père et de mère à l'âge de respectivement onze et seize ans, il devait mourir à son tour à Vienne, où il était parti pour suivre des cours, âgé de vingt-sept ans seulement, au mois de décembre 1857, atteint d'une fièvre nerveuse.

CHARLES (108)

1807-1848

Fils aîné de Charles (No 107) et de Sophie-Henriette Himely, Charles-Adolphe naquit à La Neuveville le 4 mai 1807.

Destiné à reprendre le domaine familial, il participa activement dans ses jeunes années à la vie publique de La Neuveville. C'est ainsi par exemple qu'il se rendit le 23 septembre 1827, avec le fils du cousin germain de son père, le capitaine du génie Florian Imer, de la branche de Grenétel, et son futur beau-frère Belmont, pour l'heure receveur des péages à Büren, à une réunion des officiers d'artillerie et du génie à Neuchâtel et que le 7 septembre 1830 il accompagna le pasteur Frédéric-Théophile Imer et Florian Imer à Prêles afin d'y poser des bornes à un pré que le premier nommé y possédait à La Praye, où son père était également propriétaire d'un pré de 8 faulx.

Pour des raisons que nous ignorons, les affaires de son père périclitèrent dans les années qui suivirent, obligeant ce dernier, pour pouvoir désintéresser ses nombreux créanciers, à mettre aux enchères sa maison et la majeure partie de ses terres, opération qui ne devait lui laisser pour solde de compte « 700 louis de bon ».

Voyant, vraisemblablement pour cette raison, son avenir compromis à La Neuveville, Charles prit alors la décision d'émigrer. Sans attendre la vente du patrimoine paternel, il partit le 1^{er} février 1836 déjà, pour le Brésil, espérant sans doute s'y faire une situation.

La suite – faute d'autres indications – tient en quelques lignes.

Par un certain Monsieur Coinson de Porrentruy, de passage à la Neuveville, le 10 novembre 1839, nous savons qu'à cette époque Charles Imer était occupé dans l'établissement commercial que le prénommé exploitait à La Nouvelle Orléans.

Toujours absent en 1840 et 1842, période où son père le remplaça en qualité de maître de la confrérie des vigneron, il mourut quelques années plus tard, au début de l'année 1848, dans sa quarante et unième année à Saint-Louis, sans avoir revu sa cité natale, la nouvelle de sa mort ne parvenant aux siens qu'en date du 2 mars seulement.

NAPOLÉON-HENRY (109)

1809-1857

Docteur en médecine, médecin de bataillon

Fils cadet de Charles (No 107) et de Sophie-Henriette Himely, Napoléon-Henry Imer (dont les prénoms sont souvent inversés en Henri-Napoléon, Henri étant écrit tantôt avec i tantôt avec un y) est né le 4 octobre 1809.

Il eut pour parrains le capitaine Ferdinand-Henri Schneider et « son cousin » (en réalité le cousin germain de son père) Frédéric Imer, orfèvre, de la branche de Grenétel.

Orphelin de mère à l'âge de dix-huit mois, son éducation incombait entièrement à son père qui le dirigea vers des études de médecine.

Immatriculé à l'Université de Berne comme « stud. medicinae et chirurgiae » le 19 janvier 1825, il alla parfaire ses études de médecine à l'Université royale de Göttingue d'avril 1828 à août 1829, puis, à partir de fin octobre 1829, à Paris où il resta jusqu'au mois de juin 1830.

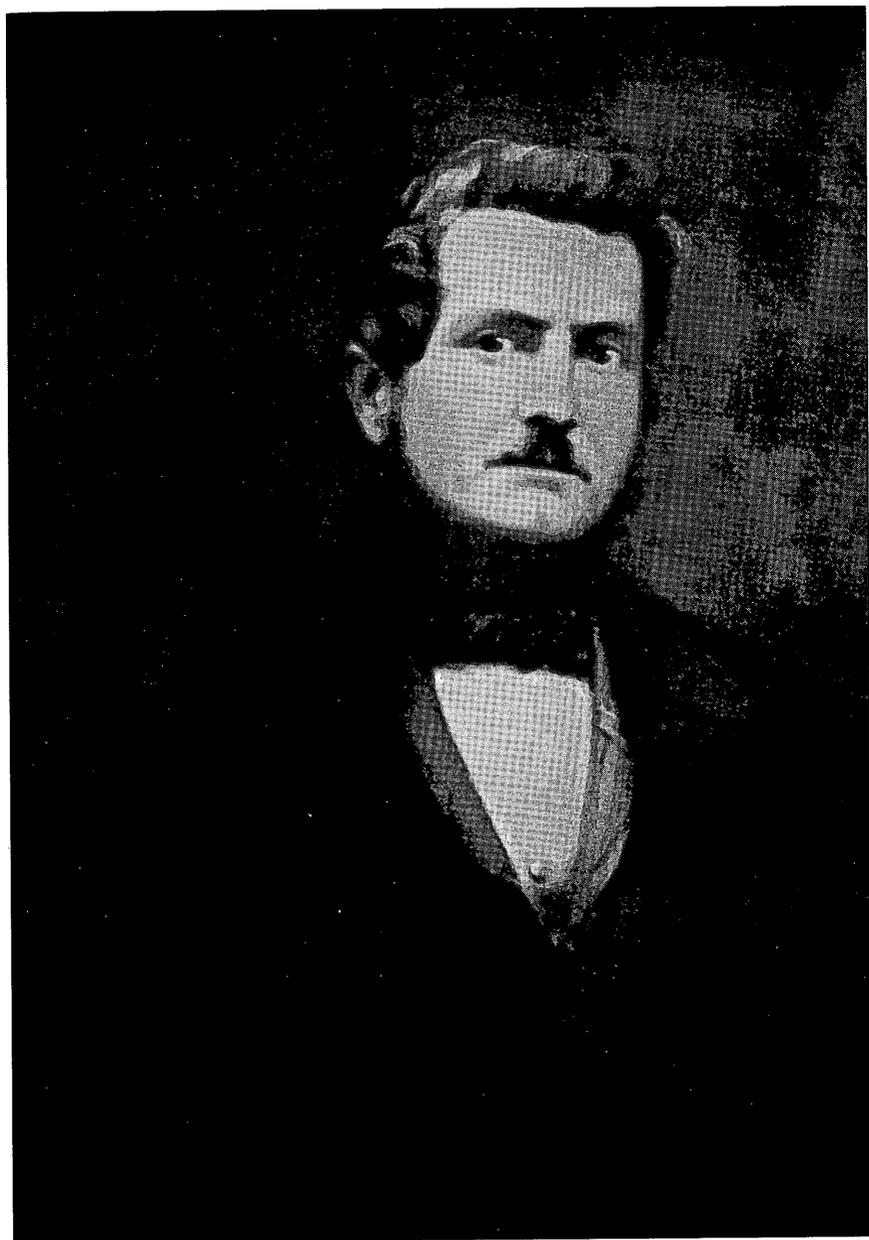
Menant de pair une carrière militaire comme médecin de troupe dans les troupes cantonales bernoises, il fut, par brevet du 26 décembre 1832 du « Schultheiss und Regierungsrath der Republik Bern » – dans lequel il est qualifié de « Henri Napoléon Imer, Landarzt zu Neuenstadt » – nommé « Unterchirurg des 7. Auszuger-Infanterie Bataillons ».

Trois ans plus tard, ses études achevées, il reçut de la même autorité, le 11 avril 1835, une patente l'autorisant à exercer sa profession à La Neuveville comme « Arzt und Mundartz zweiter Klasse », qualité en laquelle il fut assermenté trois semaines plus tard, le 30 avril, par son petit-cousin Florian Imer, alors vice-préfet de la Neuveville et de la Montagne de Diesse.

Devenu membre de la société de chirurgie médicale du canton de Berne le 9 août 1837, Napoléon-Henry n'en négligea pas pour autant sa carrière comme médecin de troupe.

Affecté, dès le 24 mai 1841, comme chirurgien « bei der 7 ten Auszuger-Artillerie Compagnie », il fut nommé six ans plus tard, le 18 septembre 1847, médecin en titre d'un bataillon d'élite, « mit Rang », fonction qu'il conserva avec le même grade lors de son passage en Landwehr le 26 décembre 1854.

Cet engagement au nom de la patrie se traduisit à plusieurs reprises par des périodes de service actif. C'est ainsi qu'il accomplit de début août à mi-septembre 1832 six semaines de service à la suite des troubles qui avaient éclaté à Schwytz. Il en alla de même à l'occasion des incidents qui secouèrent l'Argovie en janvier 1841 en relation avec la suppression des couvents décrétée par le Grand Conseil de ce canton. Le 28 octobre 1847 enfin, il dut se rendre à Berne afin de participer avec les miliciens de l'élite et les carabiniers appelés au service fédéral à la guerre du Sonderbund.



Le médecin Napoléon-Henry Imer - Portrait à l'huile de Jean-Baptiste Bonjour

Personnalité unanimement respectée à La Neuveville, où il habitait une petite villa à la route de Neuchâtel (à l'actuel No 14, à l'est du « Manoir ») – qui devait devenir plus tard la demeure du préfet Paul Imer-Mancel de la branche des bannerets –, il fut nommé le 23 novembre 1840, par le gouvernement bernois de l'époque, c'est-à-dire le « Schultheiss, Regierungsrath und Sechszehner der Republik Bern », membre du Tribunal de l'arrondissement de La Neuveville pour une période de six ans.

La Neuveville étant redevenue chef-lieu de district en 1846, Henry-Napoléon en fut nommé vice-préfet, avec entrée en fonction le 1^{er} décembre 1846, puis, le 8 janvier 1847, également vice-président du Tribunal de district.

Dès 1843, il fonctionna en outre comme conseiller au sein du Conseil de bourgeoisie où son père avait siégé, avant lui, pendant une vingtaine d'années.

C'est dès lors en pleine activité professionnelle que, foudroyé par ce qu'on appelait à l'époque « une paralysie du cœur », Napoléon-Henry mourut brusquement, âgé de quarante-sept ans seulement, le 25 avril 1857, après huit jours d'une maladie « grave et compliquée ».

Témoignage vibrant de l'estime que lui portaient ses concitoyens, ceux-ci firent sceller, une année jour pour jour après son décès, une dalle funéraire portant son nom sur la façade ouest de la Blanche Eglise, à gauche de l'entrée principale, juste à côté de celle du pasteur Frédéric-Théophile Imer, décédé la même année.

Son souvenir, de nos jours, se trouve perpétué grâce à deux beaux portraits le montrant dans la force de l'âge – une fois avec et une fois sans lunettes – se trouvant actuellement, l'un et l'autre, dans le salon de son arrière-petite-fille, Micheline Imer, à Pully.

Marié le 28 décembre 1839 à ÉLISE HENRY (1817-1881), fille de Jean-Daniel Henry et de Françoise Pochon, d'une famille bien située de Cortaillod – un de ses frères, Gustave, « aux allures de grand seigneur », fut pasteur à Naples, en Belgique et à Odessa, avant de revenir à Neuchâtel –, il en eut trois enfants, deux filles dont il sera encore question plus loin à propos du pensionnat ouvert à Lausanne par la famille :

- Marie-Clémentine-ÉLISA, célibataire, née à La Neuveville, le 5 mars 1841, décédée à Lausanne, le 30 octobre 1914

- Hyacinthe-Constance-BERTHA, née à La Neuveville le 15 mars 1842, mariée le 29 juin 1871 à New York au pasteur Fritz-Benoît RICHARD, né en 1839 à Coffrance, décédée le 29 juillet 1919 aux Diablerets, quelques années avant son mari, sans descendance

et un garçon :

- ARTHUR, né en 1845 (No 110).

Fait digne d'être mentionné, Elisa fut, dans sa jeunesse, pendant quatre ans, la dame de compagnie, à Zurich, de Mathilde de Wesendonk, la grande amie de Richard Wagner, avec qui elle resta encore longtemps en relations épistolaires.

Quant à Bertha et son mari, ils quittèrent après quelques années New York, où Fritz-Benoît Richard était pasteur à l'Église évangélique française, pour se rendre à Toronto où ils ouvrirent un pensionnat de jeunes gens à connotation religieuse, avant de rentrer en Suisse, fortune faite, à la fin du siècle.

ARTHUR (110)

1845-1902

Libraire-éditeur

Seul fils de Napoléon-Henry (No 109) et de Elise Henry, Théophile-Charles-Gustave-Henri-Léon-Arthur Imer est né à La Neuveville le 5 février 1845.

Orphelin de père à douze ans, il fit ses classes au progymnase de La Neuveville, puis des études classiques à Neuchâtel avec l'intention de se vouer à des études de théologie. Membre, comme étudiant, de la société de Belles-Lettres, il renonça toutefois en 1862 « à entrer en faculté, au sortir des auditoires », après avoir perdu presque complètement l'usage d'un œil en dormant dans un cabinet au bord du lac.

De retour à La Neuveville, il consacra les trois prochaines années de sa vie – comme il le dit lui-même dans une lettre adressée le 7 juillet 1868 à un correspondant non identifié – à l'étude « en amateur » des sciences morales, « s'occupant plus spécialement de littérature et de philosophie ».

En 1866, il se rendit pour un peu plus d'une année en Angleterre comme maître de français, avant de s'engager en 1867/68 en qualité de maître-directeur dans une pension de jeunes gens à Neuchâtel, son rêve, dès ces années-là, étant toutefois d'embrasser une carrière de libraire-éditeur.

Peu après, fin 1868, ce fut chose faite, Arthur possédant – d'abord avec deux associés, puis seul – sa propre librairie au numéro 1 de la rue de Bourg à Lausanne, en 1872 encore sous la raison sociale collective « Blanc, Imer et Lebet », puis « Imer et Lebet » et, dès 1875 au plus tard, sous la raison individuelle « Librairie A. Imer ».

La même année, il prit comme collaborateur un jeune professeur, Fritz Payot, dont il fit, deux ans plus tard, en 1877, son associé, la librairie portant dès lors la raison sociale « Librairie A. Imer et Fritz Payot ».

Cette association dura jusqu'en 1883, date à laquelle la librairie devint la seule propriété de Fritz Payot, Arthur Imer se consacrant désormais uniquement à son travail d'éditeur.

Découvreur de jeunes talents tels qu'Ernest Bussy ou Alice de Chambrier, il se fit surtout connaître par la publication en 1883 d'une anthologie des poètes romands sous le titre de « Chants du pays », dont une deuxième édition parut en 1887, puis une troisième, après son décès, en 1904, chez Payot, aux soins de Philippe Godet.

En 1886, il créa une collection d'Etrennes littéraires paraissant chaque année, intitulée le « Foyer romand, album lyrique de la Suisse romande » dont il avait l'ambition de faire « le livre de la famille romande » et auquel collaborèrent de nombreux écrivains romands de Philippe Godet à Henri Warnery, parmi d'autres.

Conjuguant les préoccupations morales et le souci patriotique avec la saveur du terroir, cet almanach connut un succès populaire certain et fut repris, après la mort d'Arthur Imer, par la maison Payot et Cie.

Victime de la grande dépression économique des années septante et quatre-vingt du XIX^e siècle, Arthur Imer se vit contraint, en 1892, à déposer son bilan, son fonds de commerce littéraire étant repris par la maison Payot.

A Lausanne, Arthur habitait la propriété de Belles-Roches, située non loin du Palais de Beaulieu, en direction de la Pontaise. C'est là que, afin de venir en aide à son frère qui était à la tête d'une famille de huit enfants, sa sœur Elisa eut l'idée en 1880, de concert avec lui, de créer un pensionnat de jeunes filles qui devait être transféré plus tard à Pully dans la grande et belle villa de « Valmont » construite en 1898 par son beau-frère, le pasteur Fritz-Benoît Richard, rentré d'Amérique avec sa femme pour finir ses jours en Suisse.

Chrétien fervent, membre actif de l'Eglise libre, défenseur convaincu des valeurs morales traditionnelles, travailleur acharné, Arthur Imer eut une fin de vie qui ne fut pas exempte de soucis. Epuisée par ses nombreuses grossesses, physiquement et psychiquement fragile, ne supportant pas le bruit, sa femme dut être placée à plusieurs reprises en milieu hospitalier à Cery où elle vécut désormais dans un pavillon à la campagne chez un pasteur.

Enfin, en 1902, il eut la très grande douleur de perdre son plus jeune fils, Arthur, âgé de seize ans, dans un accident de montagne.

Très affecté par ce décès, Arthur Imer ne devait survivre que de peu à ce nouveau malheur, pour mourir, le 8 mai 1902, à Prilly, où résidait sa femme, âgé de 57 ans seulement.

Dans sa préface du « Foyer romand » de 1903, publié chez Payot, Philippe Godet se fit un devoir de rappeler, dans les termes suivants, la carrière de celui qui avait été son ami de longue date :

« Imer était un homme de bien, il était aussi ce que les gens de bien ne sont pas toujours assez : un homme d'initiative. Il a beaucoup entrepris, beaucoup risqué, pour aider la petite patrie romande (qu'il ne séparait d'ailleurs point de la moins petite patrie helvétique) à prendre conscience d'elle-même, à croire à son génie propre. Il nous a donné une bonne anthologie de nos poètes, les *Chants du pays* ; il a fondé la *Petite bibliothèque du chercheur*, où nos penseurs chrétiens, à commencer par Charles Secretan, occupent une grande place ; il s'est fait l'éditeur de plusieurs de nos poètes, Alice de Chambrier, Ernest Bussy. Dans toutes ces entreprises, il s'inspirait des traditions morales et littéraires de Vinet et d'Eugène Rambert. Sa confiance en ce dernier était absolue ; Rambert était en toute occasion son conseiller et son guide. Aussi est-ce à lui qu'il se proposait de dédier le premier volume du Foyer. Il ne put, hélas ! l'offrir en hommage qu'à sa chère mémoire : Rambert venait de mourir quand le Foyer parut pour la première fois à la fin de 1886.

Dès lors, ce petit recueil a vu, d'année en année, s'agrandir le cercle de ses collaborateurs et de ses lecteurs ; il a pris place parmi les livres régulièrement

attendus et dont le public ne sait plus se passer. Ainsi l'œuvre d'Arthur Imer lui survit, et lui survivra longtemps, nous l'espérons comme il l'espérait.

Notre pauvre ami, accablé par une série d'épreuves particulièrement cruelles, est mort le 8 mai dernier, à l'âge de 57 ans. Nous n'oublierons pas ce qu'il a fait pour les lettres romandes. »

Symbole émouvant de ce que fut sa vie, Arthur Imer s'était fait confectionner un bel Ex-libris où l'on aperçoit, à gauche, sur un rocher dominant une mer houleuse sur laquelle vogue un voilier, une tour-phare rappelant les armoiries de sa famille, le tout entouré de la devise «NON MULTA SED MULTUM – AIMER-CUNO», sans point derrière le A, pour bien signifier en quoi consistait son idéal sur cette terre, qui était tout simplement et humblement d'AIMER.

Aujourd'hui, ses archives personnelles et plus particulièrement la correspondance qu'il entretenait avec de nombreux hommes de lettres romands, parmi lesquels nous citerons ici, à part Philippe Godet, entre autres, Eugène Rambert, Edouard Rod, Virgile Rossel, Henri Warnery, Ernest Bussy, Alice de Chambrier et Isabelle Kaiser, ou encore avec les peintres Albert Anker et Auguste Bachelin, se trouvent déposées, depuis quelques années, au Centre de recherches sur les lettres romandes auprès de l'Université de Lausanne à Dorigny.

C'est vraisemblablement en 1870 qu'Arthur Imer avait fait la connaissance de sa future femme LAURA CUNO à La Neuveville.

Effectuant un stage comme diaconesse à l'Hospice de vieillards de Montagu, sa beauté ne manqua pas d'impressionner le jeune Arthur, alors âgé de vingt-cinq ans, qui décréta qu'elle était trop belle pour le métier qu'elle exerçait.

Très épris l'un de l'autre, Arthur et Laura se marièrent le 11 avril 1871 à Düsseldorf où vivait le père de la mariée, inspecteur principal des bâtiments de la ville.

Issu d'une vieille famille de pasteurs venant de Poméranie, Eduard-Heinrich Cuno avait épousé en 1840, à Soest en Westphalie, Pharaïlde Rolands, d'ascendance belge, fille de grands propriétaires terriens, dont il eut quatre enfants, deux garçons, Théodore et Edouard, et deux filles, Laura et Pauline, peintre de talent.

Pour son malheur, son épouse tomba malade d'une maladie nerveuse qui nécessita un internement dans une maison de santé privée où elle devait décéder après dix ans de souffrances.

Remarié en 1860, Eduard-Heinrich Cuno eut, de sa seconde épouse – qui s'occupa avec beaucoup de dévouement des enfants du premier lit – deux autres enfants, une fille, Maria, née en 1861, et un fils, Johannes, né en 1863.

Née, pour sa part, le 7 mars 1848 à Soest, LAURA-Henriette-Pharaïlde-Agnès Cuno devait survivre de douze ans à son mari, pour s'éteindre le 27 décembre 1914 à Cery-Prilly.

De leur mariage, les époux Imer-Cuno avaient eu huit enfants:

- JEANNE, née à Lausanne, le 20 janvier 1872, décédée le 2 mars 1918 à Cornaux, peintre de talent, élève de Fernand Gaulis (1860-1924), mariée le 23 mars 1898 à Auguste André (1861-1927), originaire de la Tremblade en

France, lecteur à l'Université de Lausanne, lié avec des écrivains français tels que Jules Renard et Edmond Jaloux, ainsi qu'avec le peintre Steinlen, qui, tous, fréquentèrent à un moment donné Valmont. Mère de deux filles, Louise, née en 1899, et «Niquette», née en 1905, sans descendance, et d'un fils, Paul André, né en 1901, qui vécut plus tard à Mulhouse, ce dernier eut à son tour deux filles, Jeannette alliée Rouaillon et Geneviève mariée deux fois, dont la descendance vit à Paris, pour ce qui est de la première, et dans le Sud de la France, pour ce qui est de la deuxième

- HENRY, né en 1873 (No 111)

- PAUL, né en 1874 (No 112)

- CLÉMENCE, née le 20 décembre 1875, célibataire, qui, après avoir dirigé très longtemps avec son frère Henry et sa femme le pensionnat de Valmont, souffrit à la fin de sa vie, comme sa mère et sa grand-mère, de troubles mentaux qui nécessitèrent en 1941 son internement dans la clinique psychiatrique de la Waldau à Berne, où elle décéda le 2 juin 1943

- OSCAR, né en 1878 (No 113)

- MARC, né le 11 janvier 1882, décédé accidentellement à l'âge de trois ans et demi, le 26 août 1885, pour avoir été laissé tomber par sa bonne d'enfants

- ÉLISA-LAURA, dite ÉVELINE, née le 13 septembre 1884, mariée en 1916 à Russel Leary, avocat à New York, décédée le 30 juin 1940, mère de deux filles, JOAN, née le 18 août 1917, morte à l'âge de quatorze ou quinze ans, et Elisabeth, dite BETSY, née le 6 mars 1920, «Office Worker», décédée le 11 février 2000 à New-York

- ARTHUR, né en 1886 (No 114).

Construite en 1898 par le pasteur Fritz-Benoît Richard, époux de Bertha, sœur d'Arthur Imer-Cuno, la belle-maison de Valmont avec son parc en terrasses et sa magnifique vue sur le lac Léman fut rachetée en 1910 par Auguste André, l'époux de Jeanne, la fille aînée d'Arthur.

C'est vers la même époque, en 1910 ou 1911, que – la maison de Belles-Roches où la famille d'Arthur Imer avait vécu jusque-là étant vouée à la démolition – le pensionnat de jeunes filles fut transféré à Valmont où Elisa, secondée par ses nièces Clémence et Evelyne, en assura la direction jusqu'au retour, en 1912, d'Asie mineure, de son neveu Henry qui en poursuivit l'exploitation jusqu'à la deuxième guerre mondiale.

Rachetée en 1943 par Henry à l'hoirie de son beau-frère Auguste André, la maison de Valmont, où habite actuellement encore sa fille Micheline, appartient donc depuis désormais un siècle à la famille d'Arthur Imer-Cuno, ce qui est un bel exemple de continuité et de fidélité à une tradition familiale demeurée intacte.

S'agissant plus particulièrement de Clémence Imer, la sœur d'Henry, Marie Gilliard-Malherbe, la mère d'Edmond Gilliard, nous donne d'elle, dans ses mémoires parus en 2001 aux Editions en-bas à Lausanne, le délicieux portrait suivant datant de l'époque où les deux familles exploitaient, à la fin des années 1890, des pensions à l'avenue des Belles-Roches :



Arthur Imer-Cuno, libraire-éditeur à Lausanne

«... L'hiver suivant, nous avions un jeune homme très musicien, pauvre garçon moitié poitrinaire, avec une figure rose et poupine, une grande échine courbée, un long corps maigre; il jouait le soir, accompagnait une amie de ma fille qui chantait. Cette amie, M^{lle} Clémence Imer, une toute petite personne aux mouvements de souris, se faisant plus petite encore qu'elle ne l'était, minaudant un peu, prenant des airs enfantins trop jeunes mais gracieux, simple, douce, glissante. La tête un peu grosse, des cheveux dorés bouffant en un gros nœud; une peau d'une blancheur invraisemblable mais tachée de roux au visage, de petits traits jolis, insignifiants; des yeux bleus profonds, transparents, couleur du lac dont l'expression ardente, suppliante parfois et un peu égarée, était d'une malade, d'une névrosée, mais souvent merveilleusement belle. Ajoutez à cela une voix comme je n'en ai jamais entendue, une voix au timbre troublant, chaud, légèrement voilé qui allait au cœur et amenait des larmes dans les yeux des plus forts; un charme magnétique vibrait dans l'air, perceptible tremblement de cette voix ensorcelante. M^{lle} Clémence disait à ravir, les paroles et la musique s'enveloppant l'une l'autre formaient un tout rare et exquis. Un petit Noël d'Holmes, sans valeur artistique, mais simple et délicieux de naïveté, faisait passer en moi un frisson ému, une larme semblait y trembler et cette larme, des cœurs, montait à tous les yeux...»

HENRY (111)

1873-1949

Fils aîné d'Arthur (No 110) et de Laura née Cuno, Arthur-Henry-Edmond Imer est né le 20 mars 1873 à Lausanne.

Selon l'album illustré de beaux dessins à la plume et à l'eau que sa fille Micheline et son fiancé Bodjol lui consacrèrent à l'occasion de ses septante ans – auquel nous aurons l'occasion de nous référer à plusieurs reprises dans la présente notice – « Henry était un beau bébé blond et rose aux cheveux bouclés, aux yeux bleus, au regard candide et sans malice, un modèle d'enfant. »

Après avoir passé ses premières années dans la grande maison de Belles-Roches où sa tante Elisa et ses parents tenaient un pensionnat de jeunes filles et où il reçut les premiers principes d'une éducation chrétienne dont il gardera l'empreinte durant toute sa vie, sa famille l'envoya vers l'âge de quinze ans suivre les cours de l'école normale du château de Peseux où il obtint au bout de trois ans son diplôme d'enseignant, premier de sa volée.

De retour à Belles-Roches, il accepte peu après, en 1892, une place de professeur en Hollande dans l'établissement de Monsieur Von Pritzelwitz van der Horst à Brummen, où il restera deux ans.

Au printemps 1895 on le retrouve comme précepteur d'un garçon difficile à la villa Mustapha à Cannes. Découvrant avec délices les charmes de la Riviera, il ne se lasse pas « de déambuler dans les rues de la ville, un canotier sur la tête, une badine à la main, se sentant léger comme l'air et ravi de se trouver à l'étranger ».

Quelques mois plus tard, en octobre de la même année, c'est avec un élève italien qu'il séjourne à Florence, apprenant à se débrouiller dans la langue de Dante, visitant la campagne toscane et les musées où il s'initie aux chefs-d'œuvre de l'art italien.

De retour à Lausanne, il décide d'apprendre l'anglais. Accompagnant une famille suisse aux Etats-Unis, il s'établit en 1896 à Woodville dans le Mississippi où il fait du commerce avec les Noirs, leur vendant du tabac à chiquer, des calicots de diverses couleurs et des cosmétiques, tout en s'occupant accessoirement de l'école du dimanche.

Après une année passée à Woodville, il entreprend un voyage à travers plusieurs contrées des Etats-Unis pour aboutir finalement à New York où il fait toutes sortes de métiers à la mode américaine, notamment comme omnibus dans un grand restaurant, puis comme maître dans un collège dirigé par un ancien cordonnier allemand, pour terminer comme précepteur de deux jeunes garçons.

Rentré en Suisse en été 1898, après un séjour de deux ans aux USA, il accepte en automne de la même année de partir pour l'Asie mineure où on lui a offert de prendre la direction de l'enseignement du français au Collège missionnaire américain de Tarse en Cilicie, poste qu'il devait conserver pendant quatorze ans.

Sur cette période, incontestablement la plus intéressante de sa vie, nous possédons le témoignage de sa fille Micheline, consigné dans l'album cité plus haut, et que nous nous faisons un plaisir de reproduire ci-après comme suit :

« Très vite on découvre (à Tarse) les goûts de Monsieur Imer pour l'esprit d'organisation, le travail précis et soigné. Parmi ses collègues il est désigné pour dessiner et dresser les plans des nouveaux bâtiments du collège de Saint-Paul de Tarse; et pendant qu'il assume la direction des travaux et qu'il surveille les fouilles, il entreprend de construire une autre maison pour lui cette fois-ci. Ses élèves sont nombreux et très attachants pour la plupart; les Arméniens composent la majeure partie de la classe alors que l'autre moitié se partage entre



Henry Imer

Turcs et quelques Grecs. Ses élèves pourvoient eux-mêmes à leur entretien en faisant eux-mêmes tout le service de l'école et des professeurs. C'est ainsi que chaque matin un maigre et noiraud garçon affublé de la jupe à raies s'en vient nettoyer la chambre de M. Imer et le soir lui apporte son broc d'eau chaude. La vie en Turquie coule sereine et captivante. M. Imer s'achète un cheval: Charlemagne, et sur ce fidèle compagnon chaque jour il fait d'immenses randonnées dans la campagne ou sur les collines couvertes d'oliviers qui s'élèvent derrière le collège. Souvent M. Imer se rend à la chasse d'où il ramène des canards.

Cette vie aventureuse et pacifique s'écoule au cours de neuf années. Et en 1907, l'été venu, plutôt que de rejoindre sa famille comme de coutume au chalet de Monteili, M. Imer brûle les escales pour rejoindre son ingénue et blonde fiancée qui l'attend sur le parvis de l'église française de Londres.

Et le couple enfin réuni s'embarque pour faire un superbe voyage en Grèce. Puis c'est l'arrivée à Constantinople et quelques jours plus tard M. Imer ramène sa jeune femme en triomphe au collège de Saint-Paul. Une voiture tout ornée de velours rouge les attend à la gare et devant l'école tous les élèves réunis agitent des drapeaux et poussent des hurlements de joie. Et la vie recommence plus belle

qu'auparavant; ce ne sont que parties de tennis, promenades à cheval, visites dans des maisons turques où l'on boit du café et mange des fruits confits, promenades en voiture et réceptions au collège de tous les voyageurs qui passent par Tarse. Puis des voyages de plusieurs jours s'élaborent; on part à cheval munis de provisions et de tentes. Chaque année M. Imer rentre en Suisse accompagné de son épouse. Ils visitent l'Égypte, Chypre, Rhodes, Samos, Budapest et Vienne. En 1909 éclatent les massacres des Arméniens par les Turcs; 5 000 de ces gens sont réfugiés au collège où M. Imer a la garde de tous les bâtiments.

Puis en 1912 il faut rentrer en Suisse. M. Imer quitte le cœur gros ce pays tant aimé où il ne reviendra plus et arrive à Valmont où l'attendent de nouvelles charges».

En fait, ces nouvelles charges consistent à reprendre avec son épouse, des mains de sa tante Elisa, désormais trop âgée, la direction du pensionnat de jeunes filles de Valmont que celle-ci avait assumée pendant une trentaine d'années.

Cette tâche, Henry Imer devait l'accomplir avec compétence et un engagement inlassable pendant plus d'un quart de siècle jusqu'à la déclaration de la seconde guerre mondiale, à la fois professeur, maître des sports, des jeux, des plaisirs et des voyages, donnant à son établissement « les mêmes principes d'éducation morale qui lui avaient été inculqués dans son enfance par sa famille » et parcourant avec ses pensionnaires « les bords du lac, le vignoble et les bois du Jorat ».

Reprenant la tradition des séjours en montagne, aux Diablerets d'abord, puis, plus tard, à Champéry, instaurés par son père, il emmène en hiver ses pensionnaires aux sports d'hiver, leur enseignant le ski, l'été étant consacré à de grandes randonnées en montagne au cours desquelles il leur fait admirer les beautés naturelles du pays, préparant lui-même le foyer où il cuit soupe et thé.

L'âge de la retraite venu, Henry eut le loisir de s'adonner à ce qui avait été de tout temps une de ses occupations préférées: la pêche sur le lac et la baignade, les soirées d'hiver étant consacrées à des parties d'échecs avec des amis à l'hôtel de la Paix – une des grandes passions de sa vie – ou, plus simplement, à des parties de diamino à la maison avec son épouse.

C'est chez lui, dans sa chère demeure de Valmont, qu'Henry Imer mourut brusquement – alors que rien ne permettait d'entrevoir une telle issue – le 2 juin 1949 à l'âge de 76 ans, laissant le souvenir d'un « homme fin, courtois, d'un commerce très agréable » et ayant grandement contribué, en sa qualité de directeur de pensionnat « au renom de Lausanne, ville d'éducation », comme devaient le relever très justement les nécrologies parues dans la presse au lendemain de sa disparition.

Marié le 16 juillet 1907 à Londres à JEANNE-MARIE RICHARD, née le 13 juin 1884, fille de Jean-Louis Richard, de Neuchâtel, instituteur, et de Marie Gross, de la Neuveville – qu'opposé à son mariage son père eut le mauvais goût de déshériter (on ne voit vraiment pas pourquoi!) –, Henry Imer eut le bonheur d'en avoir deux filles:

- FRANÇOISE, née le 3 septembre 1913, décédée à Lausanne le 14 avril 1980, infirmière

- MICHELINE – dite Michelle –, née le 10 mai 1915, artiste-décoratrice à Pully, qui, au lendemain de la deuxième guerre mondiale devait se faire un nom en aménageant en 1947 à Paris, la « Librairie des Portes de France », ouverte au 25 de la rue Bonaparte par le poète jurassien Jean Cuttat, transformant ce qui n'était jusque-là qu'un endroit poussiéreux « en une lumineuse librairie ». Par la suite, Micheline devait se consacrer plus spécialement à la décoration de cabinets de pendules fabriquées par la maison Le Castel à Saint-Aubin (NE).

Survivant à son mari de plus d'un quart de siècle, la charmante vieille dame qu'était Jeanne-Marie Imer-Richard s'éteignit paisiblement chez elle le 14 décembre 1976 dans sa 96^e année.

De nos jours, il nous reste d'Henry Imer, en plus des journaux intimes de sa jeunesse voyageuse, de très vivants souvenirs photographiques de ses séjours en Amérique et en Asie mineure, constituant des témoignages précieux de ce qu'étaient ces régions du monde à l'aube du XX^e siècle.

PAUL (112)

1874-1969

Second fils d'Arthur (No 110) et de Laura Cuno, Jean-Paul Imer naquit à Lausanne le 30 avril 1874.

En 1892, il partit, à peine âgé de dix-huit ans, en Amérique du Nord, pour y tenter sa chance comme agriculteur au Pecos, dans l'Arizona, une région désertique entre la Californie et le Mexique.

Cette expérience s'étant avérée peu concluante, il rentra une douzaine d'années plus tard en Europe pour s'établir à Paris comme employé de banque, non sans avoir, avant son départ, participé en 1896 à la ruée sur l'or au Klondike (Canada).

Par la suite, il se spécialisa dans la représentation de fournitures dentaires, affaire qui devait être reprise par la suite par son fils Pierre et sa fille Reine.

Pendant la deuxième guerre mondiale, fuyant les événements qui ensanglantaient la France, il revint un certain temps en Suisse où il travailla dans une ferme.

Rentré à Paris après la guerre, il y passa le dernier quart de sa vie, pour y décéder, le 23 décembre 1969, dans une maison de retraite à Issy-Les-Moulineaux, dans sa 96^e année.

Marié le 19 janvier 1904 à la mairie du IX^e arrondissement de Paris à Ernestine-ADELAÏDE DUVOISIN (1878-1968), fille d'Ernest et d'Anne-Catherine Jennevé, originaire de Concise (VD), il en eut trois enfants, nés tous les trois à Paris, à savoir :

- RENÉE, née le 1^{er} novembre 1904, décédée le 13 mars 1999, chirurgienne-dentiste, docteur en médecine, épouse de Georges MAZZOLI (1894-1962), licencié ès sciences, ingénieur-chimiste avec qui elle adopta une fille, Ginette-Colette-Claude, devenue par adoption légitime Anne-Catherine Mazzoli, qui devait épouser son « cousin » Bernard Imer, fils de Pierre, le frère de sa mère adoptive

- PIERRE, né en 1908 (No 115)

- REINE, née le 21 août 1912, épouse de William-Henri-Edouard MOSER (1912-1989) dont elle a eu deux filles, Ghislaine, née en 1938, et Odile, née en 1940, toutes deux mariées avec descendance, et un garçon, Jean-Jacques, né en 1946, marié et père de deux garçons. Divorcée de William Moser en 1971, Reine se remaria le 30 avril 1976 à Nice avec son concubin, Jean Deudon (1904-1990), pour mourir trois ans plus tard, le 7 septembre 1979 à Ingwiller.

OSCAR (113)

1878-1952

Troisième fils d'Arthur (No 110) et de Laura Cuno, Oscar-Emmanuel naquit à Lausanne le 3 octobre 1878.

Très jeune déjà, il commença à s'intéresser aux livres, en relation avec les éditions de son père. C'est donc tout naturellement que son goût pour les langues et la littérature le conduisit par la suite à se consacrer à l'enseignement du français dans les divers postes qu'il devait occuper à l'étranger.

D'une distinction naturelle certaine, qualifié parfois de dandy de la famille, il partit, jeune homme, à Moscou avec son frère Paul, pour y parfaire sa formation intellectuelle.

Attiré par les voyages et les pays lointains, il enseigna d'abord pendant quelque temps dans une université à Beyrouth avant de s'établir aux Etats-Unis où devait se dérouler toute la suite de sa carrière.

Très apprécié comme professeur, il commença par enseigner le français au collège de garçons de Hillschool à Pottstown en Pennsylvanie où il fit la connaissance de sa femme, Mary Leaf-Hunter, qui était journaliste au « Ladies Home Journal ».

Par la suite, il fut engagé, toujours comme professeur de français, à l'Université féminine de Vassar, près de Philadelphie, une des quatre grandes universités de filles du pays, avant de retourner à la Hillschool de Pottstown où son fils, Oscar junior, effectuait sa scolarité comme interne et où il demeura jusqu'à sa retraite.

En été 1949, âgé de 71 ans, il décida brusquement de rentrer en Suisse avec sa femme pour y finir ses jours. Pour son malheur, la lettre par laquelle il annonçait son arrivée imminente à son frère Henry ne parvint à Pully que trois jours après le décès subit de celui-ci, ce qui ne le dissuada cependant pas de mettre son projet à exécution.

Débarquant à l'improviste à Valmont, il y demeura avec sa femme pendant six mois, avant de louer, à proximité, une demi-maison au bout de l'avenue des Cerisiers.

Dépaysé, ne retrouvant pas ses marques dans un pays qui lui était devenu étranger, il déménagea avec sa femme dans une pension au-dessus de Montreux, avant de revenir habiter à Lausanne dans un appartement.

Malade, le teint cireux, atteint probablement d'un cancer de la prostate, il disparut un beau jour sans dire où il allait. Désespéré, se sachant condamné, il se jeta, le 14 novembre 1952, du Grand Pont à Lausanne, mettant volontairement fin à ses jours.

Demeurée en Suisse encore pendant deux ou trois ans, sa veuve repartit aux Etats-Unis où elle mourut dans une maison de retraite à proximité du lieu où vivait son fils Oscar en Californie.

Née le 12 juin 1882 à Reading, MARY LEAF-HUNTER, fille de Richard Leaf et de Léonora Hunter, avait épousé Oscar Imer le 23 juin 1916 à Pottstown.

De leur union naquit un fils, OSCAR junior, né à Pottstown le 2 novembre 1917, dont il sera question plus loin sous No 116.

ARTHUR junior (114)

1886-1902

Dès la fondation à Belles-Roches du pensionnat de jeunes filles créé en 1880 par Elisa Imer, celle-ci avait pris l'habitude avec son frère Arthur Imer-Cuno d'aller passer une partie de l'été avec leurs pensionnaires à Champéry où ils louaient le chalet «Monteili».

C'est là que le jeune Marc-Arthur, le dernier né des enfants d'Arthur Imer (No 110) – il était né le 6 octobre 1886 – conçut pour la montagne et les randonnées dans les Alpes la passion qui devait lui être fatale.

Parti en excursion le 9 avril 1902 avec un camarade américain, ami de la famille, ils se tuèrent tous les deux lors d'une ascension effectuée dans la région de Champéry.

Totalement anéanti par cette tragédie qui lui enlevait un enfant qui était le rayon de soleil de ses vieux jours, Arthur Imer-Cuno mourut de chagrin presque jour pour jour un mois plus tard, le 8 mai 1902.

Garçon éveillé, plein d'allant et de vie, Arthur junior – fauché d'une manière aussi brutale à la fleur de l'âge – devait laisser un souvenir ému et rayonnant à tous ceux qui l'avaient connu.

On en veut pour preuve, l'hommage que – relatant une course de six jours effectuée par les élèves de l'Ecole normale du château de Peseux dont Arthur suivait les classes – la direction de l'école adressa dans son bulletin au charmant garçon qui les avait tant de fois accompagnés dans les excursions organisées par ses soins :

«... Parmi les plus joyeux, les plus gais, on remarquait un petit tambour battant sur sa peau d'âne avec une bonne humeur et une complaisance inaltérables qui lui valurent un chaleureux ban le soir du retour: c'était Arthur Imer. Ce cher garçon, nous le revoyons quand nous voulons, chargé de tout un attirail d'alpiniste, avec son feutre bleu tout fleuri sur l'oreille, et la poitrine toute barrée de courroies. Grisé de l'air des monts, enrôlé à force de chanter, il incarnait à nos yeux ces jours-là le jeune homme parfaitement satisfait et pleinement heureux. Le 9 avril suivant, notre ami, avec son camarade Chambers, élève externe de notre Institut et récemment arrivé au milieu de nous, étaient victimes dans cette même montagne de l'épouvantable catastrophe qui nous a tous terrifiés.

Nous menons un vrai deuil sur nos amis, et, tout en remerciant Dieu de n'avoir pas de responsabilité dans cette affaire, puisque le jeune Imer était rentré depuis deux semaines dans sa famille, où il avait invité le jeune Chambers avec l'assentiment de ses parents, nous Lui demandons de rendre prudents nos jeunes ascensionnistes... »

PIERRE (115)

1908-1992

Fils de Paul (No 112) et d'Adelaïde Duvoisin, Pierre-Jean-Paul Imer est né à Paris le 18 février 1908.

Représentant en fournitures de métaux précieux dentaires comme son père, il exerça sa profession d'abord à Courchevon dans la Seine, puis, pendant la guerre, à Clermont-Ferrand et à Beaucourt, avant de s'installer à Dijon.

En raison de problèmes pulmonaires, il se vit dans l'obligation de prendre sa retraite en 1966, pour se retirer par la suite avec sa femme à Amélie-les-Bains dans les Pyrénées.

Converti au catholicisme, il s'éteignit le 9 mai 1992, âgé de 84 ans, à Céret, dans les Pyrénées orientales.

Marié le 11 février 1937 à Paris à HUGUETTE-Marguerite ALAZARD, née dans cette ville le 20 juin 1916, fille d'Augustin-Julien et de Jeanne-Marguerite Peugeot, il en a eu sept enfants, dont le plus jeune, Didier, enfant «bleu», mourut le jour même de sa naissance le 18 juin 1951.

Les autres enfants du couple Imer-Alazard sont, dans l'ordre :

- JEAN-CLAUDE-André, l'aîné, consultant en organisation, né le 3 janvier 1938, à Courbevoie. Marié en 1971 à Bernadette Barchi, il est le père d'un garçon, ULYSSE, né le 30 janvier 1976. Divorcé de sa première épouse en septembre 1987, il s'est remarié le 9 avril 1988, à Amélie-les-Bains, avec Pierrette Jaquelin, professeur de français, née le 6 avril 1943 à Vaas

- FRANÇOISE-Renée, infirmière, née le 20 septembre 1940 à Clermont-Ferrand, décédée le 24 décembre 1999. Mère d'un premier garçon, Jean-Christophe, enfant naturel, né en 1962, elle a épousé en 1970 Roland Henrion, né le 16 février 1942, cadre RATP (services sociaux), dont elle a eu deux autres garçons, Benoît, né en 1973, et Cyril, né en 1976

- BERNARD, né en 1941 (No 117)

- MICHÈLE-Reine, infirmière, née le 15 janvier 1944 à Dijon, épouse de Guillaume Simoneau, né à Paris le 31 mai 1949, médecin CRNS, directeur de recherches, dont elle a eu un fils, Guillaume né en 1981, et une fille Hélène, née en 1984

- DOMINIQUE-Edith, née le 14 décembre 1947 à Dijon, concubine de Gérard Pernez (1945-1996) dont elle a eu une fille légitimée, Annabelle Pernez, née en 1968, avant de se marier en 1978 avec Pierre Renaud, contrôleur des douanes

- ETIENNE-Charles, publiciste et éditeur de musique, né à Dijon le 4 mai 1949, marié en premières noces à Claude Sengés, professeur de mathématiques, née le 15 avril 1949, à Carcassonne, dont il a une fille MARIE-AUDE-Dorothee, née le 16 août 1970 à Montpellier. Divorcé en 1978, il s'est remarié en 1980 avec

Christine-Marie Berardi, psychologue, née le 15 avril 1953 à Douéra en Algérie, dont il a un fils SLOANE-Nathanaël, né le 28 juin 1981 à Montpellier.

Pour l'heure, Ulysse, fils de Jean-Claude, et Sloane, fils d'Etienne, sont les derniers représentants mâles de la branche de Valmont.

OSCAR Junior (116)

1917

Officier de marine, major dans l'armée américaine

Né à Pottstown en Pennsylvanie, le 2 novembre 1917, Oscar-Arthur, dit « Gabe » Imer, est le fils d'Oscar (No 113) et de Mary Leaf-Hunter.

Placé comme interne à la Hillschool de Pottstown où son père avait été professeur de français – avant d'y revenir pour permettre à son fils d'y suivre ses écoles –, il y effectua toute sa scolarité jusqu'à l'obtention de son certificat d'études.

En 1936, il vint en Suisse, chez son oncle Henry à Valmont, pour y suivre pendant un an des cours de français à l'Université de Lausanne, période qu'il devait qualifier plus tard comme ayant été la plus belle de sa vie. Sportif accompli dès ses plus jeunes années, il y fit partie de l'équipe de hockey sur glace de l'école.

De retour aux USA, il s'inscrivit comme étudiant au Williams College à Williamstown dans le Massachusetts.

Brouillé avec ses parents – sa mère, alors qu'il était enfant n'ayant jamais voulu le garder à la maison, l'envoyant en permanence d'internats en camps de vacances –, il quitta le foyer paternel pour se rendre en Californie où il fit plusieurs métiers, s'essayant, entre autres choses, à une carrière de journaliste.

En octobre 1941, il entra comme cadet dans la Marine américaine où, après le désastre de Pearl Harbour le 7 décembre 1941, il participa aux opérations de guerre dans le Pacifique Sud, notamment à Bougainville et Guadalcanal, ce qui lui valut une promotion en 1944.

Dispensé du service militaire en 1946, il tenta sa chance pendant dix mois comme "screen writer" dans les studios de la Sam Goldwyn à Hollywood où il écrivit notamment le scénario du film "The Chase", associé à Buddy Rogers et Ralph Cohn (Harry Cohn's brother).

Réalisant que là ne se trouvait pas sa voie, il demanda alors – et obtint – sa réincorporation dans la marine.

Envoyé d'abord à Tanku, le port de Tien-Tsin, en Chine, il fut affecté ensuite comme "special services officer" au "Naval Disciplinary Barracks" à Long Beach, en Californie.

C'est peu après, alors qu'il était stationné à Tokyo, en 1950, qu'il prit la décision définitive de faire carrière dans la "recreation administration" de la marine, sa tâche consistant désormais à mettre au point des programmes de délassement pour le personnel naval.

Après deux ans passés en Extrême-Orient, au Japon et en Corée, il fut, en 1954, appelé comme "special services officer" au USMC Supply Center à Barstow en Californie où il eut l'occasion de parfaire sa formation en travaillant accessoirement comme "associate editor" du journal le "Prospector". Avec un ami, le sergent Ray Gier, il créa par ailleurs, à cette époque, la "Mojave Desert

Inter-Service League” qui réunit en son sein huit centres des Forces Armées du désert californien.

En 1957, il rempila pour quatre ans dans le “Army Signal Corps” de l’armée comme “Signal Corp Officer”, période pendant laquelle il fut stationné à Fort Monmouth dans le New Jersey, tout en publiant en même temps des articles sur différentes personnalités dans le “Monmouth Message”.

En 1962, il quitta l’armée avec le grade de major, alors qu’il était stationné à fort Huachuca en Arizona.

Cela ne l’empêcha toutefois pas de poursuivre son activité pour l’armée en tant que collaborateur civil, d’abord comme directeur des sports à Fort Irwin en Californie de 1964 à 1966, puis pendant huit ans en qualité de “Special Services director at Naval Weapons Center (NWC)” à China Lake, près de Ridgecrest, en Californie également, où, selon un article paru le 11 octobre 1972 dans le “Daily Independant” de cette localité, son travail comportait notamment les tâches suivantes donnant un aperçu intéressant des responsabilités qui lui incombaient en sa qualité de directeur :

“Imer’s job as Special Services director gives him the responsibility of overseeing all administrative and personnel functions, budgeting, programming, publicity and liaison with outside recreation agencies. He is expected to develop comprehensive programs for a mixed civilian and military community of 18’000 persons. He is also to serve as custodian of the Recreation Fund.”

Son activité au naval Weapons Center lui valut de nombreuses distinctions parmi lesquelles on citera ici, en 1970, celle de “Distinguished Fellow Membership Award”, la plus haute distinction décernée par “The Armed Forces Recreation Society”, pour sa “outstanding contribution to the recreation profession”.

En 1973, il figura, comme seul “Navy recreation man”, parmi soixante spécialistes, dans le “Who’s Who in Armed Forces Recreation” sponsorisé par la même société.

En février 1974 – après avoir œuvré pendant vingt-deux ans dans la “military recreation administration” –, il fut appelé – point culminant de sa carrière – comme “Fairmed Special Services Director” auprès de la “US naval Support Activity” à Naples où il remplit pendant au moins cinq ans la tâche de “staff adviser to the commander of the fleet in the Mediterranean”.

Disposant d’un budget impressionnant, chargé de la “recreation”, du “physical fitness” et des “entertainment programs” des militaires et du personnel civil basé en Méditerranée, une de ses tâches – et non la moindre – consistait à organiser pour ces derniers des “sights of historical interest in Europe, the Near East and Africa”, ainsi que des spectacles de théâtre par des troupes de comédiens.

De retour aux Etats-Unis, il continua à s’activer dans sa profession, notamment en Californie, ainsi que, à un moment donné, à Seattle.

Grand sportif, se qualifiant lui-même de “desert rat”, «Gabe» s’est, pendant toute sa période californienne, engagé – à côté de ses occupations professionnelles – à plusieurs reprises comme journaliste et radio-reporter sportif, ainsi

que comme coach de basket-ball, softball et volley-ball, inventant lui-même un jeu, "a racket game", appelé "Indoor Paddleball".

Aimant les voyages, cinéaste amateur, il a pratiqué personnellement de nombreux sports, tels que le tennis, le golf, la natation, le volley-ball et le beach jogging.

Marié une première fois, pendant ses années californiennes, à une veuve de guerre, plus âgée que lui, qui s'occupait d'enfants Navajos handicapés dans les pueblos de l'Arizona, il adopta un fils qu'elle avait elle-même adopté avec son premier mari, avec suite d'état civil, garçon qui porte aujourd'hui le nom de Don Imer et qui est lui-même marié et père de trois enfants.

Séparé de fait de sa première femme, il rencontra en 1967 à San Diego sa seconde femme, DONNA Jean, divorcée et mère de trois garçons – "on a great day", comme il devait dire plus tard.

Après avoir obtenu non sans peine le divorce de sa première femme, «Gabe» et Donna – qui exerçait la profession de "fashion designer" – se marièrent à Las Vegas, alors que celle-ci était déjà enceinte.

Leur fille, MICHELE – ainsi nommée par amitié pour Micheline, dite Michelle Imer, leur cousine de Pully – naquit peu après, le 25 avril 1968.

Après plusieurs années d'une union sans nuage, le mariage de «Gabe» et de Donna connut, au début des années 1980 – alors qu'Oscar vivait seul à Seattle – une crise qui devait durer environ deux ans, avant d'aboutir à une réconciliation permettant une reprise de la vie commune.

Atteinte d'un cancer des os qui incita les époux à changer fréquemment de domicile, en privilégiant des climats secs tels qu'on les trouve en Arizona et au Nouveau Mexique, Donna décéda en novembre 1996 alors qu'ils habitaient à Scottsdale près de Phoenix en Arizona.

Désormais seul, Oscar s'est retiré depuis à Sierra Vista, également en Arizona, où il vit non loin de sa fille Michele.

BERNARD (117)

Deuxième fils de Pierre (No 115) et de Huguette née Alazard, Bernard-Philippe-Fernand Imer est né le 6 décembre 1941 à Beaucourt.

Après avoir effectué son service militaire dans la marine française de 1953 à 1958, il travailla jusqu'à fin 2000 en qualité d'informaticien, respectivement pupitreur A.F.P., dans les services de radio-télécommunications auprès de l'Agence France Presse.

Très intéressé depuis quelques années par l'histoire de sa famille, disposant d'un fichier considérable, il s'est notamment attaché à établir un tableau généalogique exhaustif de la branche alsacienne constituant un instrument de travail indispensable pour ceux qui désireraient se renseigner plus en détail sur cette branche.

Fixé à Paris, il demeure au 168, Boulevard de Magenta, où habitait déjà son père.

Marié le 21 novembre 1963 à ANNE-CATHERINE MAZZOLI, née le 27 janvier 1945, il a, de son mariage avec elle, trois filles, à savoir :

- FRÉDÉRIQUE, l'aînée, née le 22 décembre 1964, épouse de Bernard Loup, ingénieur statisticien, dont elle a une fille, Margot, née en 1997, et un fils, Renaud, né en 1998

- FLORENCE, née le 16 décembre 1965, épouse de José-Antonio Muñoz, informaticien, dont elle a trois enfants, Valentine, née en 1992, Victor-Antonio, né en 1993 et Violette, née en 1996

- VÉRONIQUE, née le 24 décembre 1966, épouse de Pierre Gallais, journaliste, dont elle a trois enfants, Catherine, née en 1990, Didier, né en 1992, et Marianne, née en 1994.

CHAPITRE XI

NOTICES SUR LES AUTRES BRANCHES

**A. LES IMER DE DIESSE ET
LA BRANCHE NEUCHÂTELOISE**

Comme nous l'avons vu dans le chapitre I consacré aux origines de la famille, des Imer sont mentionnés en 1491 aussi bien à La Neuveville qu'à la Montagne de Diesse.

D'autre part, un Jehan Ymer habitant Prêles est signalé, en 1478 déjà, comme membre de la confrérie du Saint-Sauveur fondée à la Neuveville en 1476 par le curé de la Blanche Eglise, messire Guillaume Grimaître. Il n'est donc nullement exclu que les Imer de Diesse et ceux de La Neuveville soient issus de la même souche, même si, faute de documents, la preuve formelle d'un lien entre les deux familles n'a pas pu être apportée à ce jour.

Nous nous bornerons dès lors ici à ne retracer que brièvement l'histoire de la branche neuchâteloise des Imer de Diesse dont nous ne mentionnerons pour mémoire que les personnages principaux.

Fils du notaire JEAN-JACOB (1707-1773), établi à Diesse, c'est au pasteur JEAN-JACQUES IMER-SANDOZ (1740-1804), diacre à La Neuveville de 1760 à 1761, que revient le mérite d'avoir conféré à sa descendance le lustre qui devait lui permettre d'entrer de plain-pied dans la bonne société neuchâteloise de l'époque. Reçu dans le ministère neuchâtelois en 1762, diacre à Môtiers-Travers de 1763 à 1768, puis pasteur à La Chaux-du-Milieu de 1768 à 1782 et à La Chaux-de-Fonds de 1782 à 1804, il devint bourgeois de Neuchâtel et Valangin en 1773. Bon prédicateur, possédant à fond pas moins de sept langues anciennes, auteur d'ouvrages religieux, dont une oraison funèbre de Frédéric le Grand, Roi de Prusse et Souverain de Neuchâtel, publiée en 1786, il eut le malheur de voir détruits, par l'incendie de 1793 à La Chaux-de-Fonds, nombre de ses manuscrits et toute sa riche bibliothèque. Il perdit la vie en 1804, emporté par une tourmente de neige, lors d'une de ses tournées pastorales dans la région de Fontaines dans le Val-de-Ruz.

De sa femme, Marianne Sandoz, originaire du Locle, il eut six enfants, dont quatre fils. Les deux aînés, THÉOPHILE, allié Rivet (1781-1859), et JULES, allié Du Pasquier (1783-1859), firent carrière comme négociants à Marseille où leur descendance, dans les hommes, s'éteignit au début du XX^e siècle. Le troisième fils, AUGUSTE (1787-1861), eut pour fils ÉDOUARD (1820-1881), artiste-peintre dont certaines œuvres peuvent encore se voir au Musée des Beaux-Arts à Neuchâtel. Le quatrième, CHARLES-FRÉDÉRIC (1790-1828), fut consul de Suisse à Liverpool. Epoux de Rose de Géliou, fille du pasteur Jonas de Géliou et

sœur de la célèbre Isabelle Morel-de Géliou, l'amie de Madame de Charrière, il mourut prématurément en 1828 après seulement six ans de mariage, sa femme se retirant alors à la «Prise Imer», belle propriété campagnarde au-dessus de Colombier, nommée ainsi en souvenir de son mari.

Preuve de l'aisance acquise par la branche neuchâteloise, GUSTAVE IMER, fils de Jules, né en 1826, devint le propriétaire du château de Surpierre, cependant que sa cousine germaine VIRGINIA, fille de Charles-Frédéric et de Rose de Géliou, épouse d'André Robert, décédée en 1878, passa sa vie au château de Mathod près d'Yverdon

A ce propos, on notera ici que cette branche neuchâteloise apporta une variante aux armes de la famille en les modifiant comme suit: d'azur, à une tour crénelée d'argent au toit pointu de même, accompagnée de deux étoiles d'argent, respectivement de deux lys en branche, le tout surmonté d'un cimier à tête d'aigle d'argent, becquée et lampassée de gueules, avec la devise «sursum».

Eteinte dans la lignée mâle, la descendance des Imer neuchâtelois est encore vivace, grâce aux femmes, dans plusieurs familles suisses romandes et françaises, telles que, entre autres, les familles Girardet, de Chambrier, Robert, Roulet, de Rham, Rivier, Bazin, Leenhardt et Delpech, une mention particulière devant être faite ici de BERTHE Imer, fille de Gustave, née en 1869, femme sculpteur de talent qui fut l'épouse du peintre et graveur Paul-Armand Girardet (1859-1915).

Quant à la branche, de condition modeste, demeurée à Diesse, elle n'est plus représentée actuellement que par M. Normand Imer, professeur au Collège de district à La Neuveville, son fils Sébastien et M. Alain Imer, rocker, qui exploite à Bienne un commerce de disques et de bières sous le nom de Vinyl Overdose.

B. LA BRANCHE BERNOISE

De PIERRE YMER, contemporain du châtelain Jehan Hymer (No 2), on ne connaît ni son degré de parenté avec celui-ci, ni le nom de son père. A en juger par le métier de maselier (boucher) exercé par son fils Hanns, cité comme bourgeois de la ville de Berne en 1589, on serait toutefois tenté de penser qu'il pourrait être le fils de ce «Immer, Metzger zu Neuenstadt» – peut-être le frère du maître-bourgeois Jehan Hymer l'ancien (No 1) – mentionné en 1491 dans le minutaire du notaire Ulric Bergoz, curé à Gléresse, ce qui en ferait un cousin du châtelain.

A défaut de certitude sur ce point, on sait en revanche que Pierre Ymer eut de sa femme, prénommée Anne, deux garçons et trois filles, à savoir HANNIS YMER, fondateur de la branche bernoise, ANTHOINE YMER, décédé avant 1589, YSABEL, maîtresse des filles à La Neuveville en 1599, ÉLISABETH (peut-être identique avec la précédente), épouse de Pider (Pierre) Juglet, «maistre d'escolle», et ANNE qui nous est connue pour avoir testé en 1586.

Ces renseignements sont tirés, pour l'essentiel, d'un acte de vente daté du 29 octobre 1589 (vol. B.39.1. des archives bourgeoises de La Neuveville), par

lequel Pider Juglet «maistre d'escolle demeurant à La Neuveville et Elisabeth fille de feu Pider (Pierre) Imer, sa femme», vendirent à cette date «un morcel de vigne» gisant au vignoble du Landeron à Roches, et cela «du consentement de Hanns Imer, bourgeois de Berne, notre frère et beaufrère et de deux enfants légitimes délaissés par feu Antoine Imer son frère» (enfants dont il n'est plus question par la suite).

Quant à HANNS IMER – dont un acte de 1590 nous apprend qu'il était cette année-là encore propriétaire d'une vigne jouxtant devers bise une vigne ayant appartenu à Jeanne, fille de Jehan Imer le jeusne (No 6) («noble Vincent de Gléresse devers vent»), nous savons que, marié en 1569, à une certaine Marguerite Zurbrügg de Berne, il suivit celle-ci dans sa ville natale pour y exercer le métier de boucher.

De ces documents, il convient de rapprocher une lettre adressée en 1606 au châtelain et conseil de La Neuveville par une certaine Etienne Imer (Etienne étant ici un prénom féminin) – qui pourrait être la seconde épouse de Hanns –, par laquelle celle-ci demandait aux dites autorités de vendre aux meilleures conditions possibles une maison et les vignes qu'elle possédait encore à La Neuveville.

Vu l'intérêt particulier que revêt ce document – rédigé en langue allemande – nous n'estimons pas inutile de le transcrire ci-dessous dans son intégralité en sa version originale :

Dem Edlen frommen Vürnemen Ehrsamem wysse Herren Vogt, Venner und Rath zur Nüwenstatt, mynen hochehrfahrenden Herren zu Handen Nüwenstatt.

Edle, fürneme, fürsichtige, ersamen, wysse insuders hochzuehrende Liebe getrüwe Herren, min underthäniger gruess auch wilfereiger dienst byn ych mynen ehrenden Herren truöw.

Nachdem ych by üch ein huss und etwas Räben han, ich aber nun mehr mit hochem alter und übelmögenheit mynes Lybs behafftet byn ouch besonders myner Ruw ich betrachtet han, mir thunlich syg wohler, myn huss un Räben so ich by euch hab zu verkouffen. Und mich dardurch zur Ruw zu begäben. Wyl nun myn dochterman Ully Grubärt, der Metzger alhier zu Bärn mich zu imo in syn huss gnommen, auch mir nach seinem gutten vermögen Unterhaltung thut gän und myn dochter mir das beste thuet, byn ich gesinnt alhie bi ihnen zu verblyben. Und langt myn demütig bitt an euch miny ehrwerden Herren, Ihr wollrind so güetig syn und mir zustendig Hus und Räben, mynem dochterman, dem ich näben euch ehrwerden Herren dasselbig zu verkouffen will zu bevelch geben haben, zu einem gutten Verkouff zu verhelfen. Und imo hierin fürdersam seyn wollend, wyll Gott den Herren für Ihnen myner erwerden Herren wolstandt, die Zyt mynes Läbens ohn underlass anrueffen und bitten, hiermit ürer ehrsam wysseheit in Schutz und Schirm Göttlicher Gnaden bevelende.

Dat. Bern den 22 tag Martii anno 1606

Uewer ersam Wyssheit
gantz underthänige
Etienne Immer zum Krütz
Üwers gewäsenem burgers seliges verlassene wittwen.

Pour le surplus, la généalogie de la branche bernoise nous est connue grâce aux recherches du théologien Gruner (1680-1761) dont les ouvrages manuscrits sont conservés à la Bibliothèque de la ville de Berne.

Il en découle que Hanns Imer (ou Jmmer) eut pour le moins deux fils, bouchers comme leur père.

L'aîné, TURS I (URS), né le 21 février 1570, époux de Suzanne Göuffi, eut, à son tour, un fils du même prénom, né le 18 juillet 1602, boucher lui aussi, ainsi que quatre filles nées entre 1597 et 1609. Un autre fils, probablement d'un second mariage, CASPAR JMMER, né le 19 novembre 1595, marié deux fois, eut quatre fils et deux filles, nés entre 1617 et 1628.

TURS II, fils de Turs I, marié d'abord à Suzanne Haan, puis à Marie Düntzi, est le père de SAMUEL I (1627-1688), pasteur, époux en premières noces de Catherine Walthard, dont il eut deux filles, Eva Maria, née en 1656, et Helena, née en 1657, et, en deuxièmes noces, de Helena Zulauf, dont il eut une fille, Johanna, née en 1680, et un fils, SAMUEL II, né en 1684.

Pasteur comme son père, affecté à la paroisse de Gümligen, Samuel II épousa en 1713 Jeanne Elisabeth Nöthiger, dont il n'eut qu'une fille, Jeanne, mariée en 1744 à Daniel Horstin, pasteur à Reichenbach.

Ainsi devait s'éteindre, au milieu du XVIII^e siècle, après environ cent-soixante ans, la branche bernoise de la famille, admise, selon Gruner, au régiment dès 1593 et dont les armoiries, ainsi que nous l'avons mentionné au chapitre I, étaient inspirées en partie de celles du chevalier Imer de Bienne, à savoir: d'azur à l'étoile à six rais accompagnée en pointe de trois coupeaux, le tout d'or.

A ce propos, il convient de mentionner que, dans sa généalogie, Gruner cite au XVI^e siècle, une autre famille Immer ou Imer, originaire, elle, de Zürich, qui devait disparaître peu après et qui, manifestement n'a rien à voir avec celle originaire de La Neuveville.

Il en va de même de la prétendue branche « allemande » à laquelle se réfère le notaire Germiquet dans son livre sur « La Neuveville et ses habitants » paru en 1888. Issue d'une vieille famille d'Oberhofen et de Thoune, cette lignée de pasteurs et de théologiens, devenue à son tour bourgeoise de Berne à une date que nous ignorons, mais qui est de toute manière beaucoup plus tardive, ne possède en effet, à l'évidence, aucun lien de parenté avec la branche bernoise des Imer originaires de La Neuveville.

C. LA BRANCHE DES TUILIERS

Descendant de PIERRE IMER (1612-1685) (voir sous No 14), la branche des tuiliers exploita pendant des générations les tuileries de La Neuveville, sise près de la Blanche Eglise, et de Cerlier, dans la vallée de la Thielle, entre cette localité et l'abbaye de Saint-Jean.

A cet égard, il n'est pas sans intérêt de reproduire ci-après un article de M. Henri Ketterer paru dans le *Courrier de La Neuveville* du 7 septembre 1960, dans lequel l'auteur a retracé l'histoire de la tuilerie de Cerlier et de ses habitants de 1658 jusqu'à sa disparition définitive en 1960. (Subsistent actuellement encore la maison d'habitation avec son toit Mansard, ainsi qu'une partie des dépendances du domaine converti en exploitation agricole).

La tuilerie de Cerlier et La Neuveville

«Au moment où la Tuilerie Zbinden ferme définitivement ses portes, absorbée par le cartel des fabricants de briquetterie qui suppriment peu à peu les petites entreprises, il n'est pas sans intérêt de relever que cette tuilerie fut fondée par acte et concession accordé par la ville de Cerlier le 19 avril 1658 à Pierre Imer, tuilier à la Neuveville qui demandait à construire un four non loin du lieu d'extraction de la terre glaise qu'il transportait par petites barques jusqu'à La Neuveville où il modelait à la main des briques, puis des tuiles. L'entreprise familiale de La Neuveville était située au sud-est de la Blanche Eglise et dont le bâtiment de M^{me} Ruedin, au sud de la route constitue le dernier vestige. La concession stipulait que Pierre Imer devait fournir à la ville de Cerlier 100 tuiles à 10 Batz par an. Par contre il lui était interdit d'abattre du bois dans les forêts de la commune pour chauffer son four. Par la suite la commune de Cerlier fit construire un chemin aux frais de la tuilerie. Jonas Imer succéda à Pierre Imer, puis son neveu Abraham Imer dont il est fait mention en 1721 au sujet d'une autorisation de la commune de Chules de passer sur les grèves pour le transport de la terre glaise et que contestait la commune de Cerlier. Un tarif de vente des produits de la tuilerie Imer est établi par la commune de Cerlier en 1762. Il y est fait mention de tuiles pour toitures, briques de cheminées, dalles de four, briques de construction et dalles de couverture. Le tuilier Imer fournissait aussi à la commune de la chaux à raison de 26 Batz par tonneau contre 30 Batz auparavant. En 1801, les Imer sont toujours propriétaires, ils agrandissent. Un nouveau produit est lancé, la brique creuse. Cerlier fait un nouveau chemin mais c'est de nouveau Imer qui doit le payer ensuite. En 1818, la tuilerie passe entre les mains du gendre Bönzli, qu'hérite une dame Bönzli-Steiner. En 1869, la fabrique est vendue au gérant des vignes de la ville de Berne à La Neuveville, Joh. Rubeli qui la vend ensuite en 1874 à Joh. Zbinden dont son fils Fritz devait lui donner un essor tout particulier par une mécanisation très poussée. Fritz Zbinden décède en 1932 et l'entreprise familiale vient ainsi de disparaître, victime d'une part de la grande concurrence et d'autre part de l'appauvrissement de la matière première.»

Représentée à La Neuveville jusqu'au début du *xx*^e siècle, la branche des tuieliers devait émettre dès le *xviii*^e siècle – notamment à la suite de plusieurs alliances avec des familles originaires du Seeland bernois – des rameaux à Mullen, près de Tschugg, puis, plus tard, à Unterseen dans l'Oberland bernois. Au *xix*^e siècle d'autres membres de la famille s'établirent à La Chaux-de-Fonds et à Saint-Blaise où ils demeurèrent jusque vers le milieu du *xx*^e siècle.

De nos jours, les derniers représentants de la famille, devenus intégralement de langue allemande, se retrouvent pour l'essentiel, dans la région et en ville de Berne.

Sans vouloir donner un arbre généalogique détaillé de cette branche, il convient toutefois de mentionner ici l'existence de JEAN-JACQUES IMER (1771-1851) qui, en 1790, fut négociant en horlogerie à Paris. Marié en 1792 à Lydie Marolf, il s'installa plus tard à La Chaux-de-Fonds, où sa descendance s'est éteinte en 1931.

Par ailleurs, qu'il nous soit permis de rappeler également ici le souvenir d'Adèle-Ida, fille de François-Charles, née à La Neuveville le 1^{er} octobre 1860. Par son mariage le 9 février 1885 à Saint-Blaise avec Charles Zumbach, propriétaire de carrières d'où était extraite la fameuse pierre d'Hauterive, celle-ci se trouve en effet être la mère de M. PIERRE ZUMBACH, fonctionnaire fédéral et bibliophile distingué qui compta à Berne parmi les amis de mes parents et dont l'épouse HÉLÈNE, née GESSLER – son arrière-petite-cousine – descendait, elle de son côté, de Marianne Imer (1800-1880), fille de Jean-François, alliée Beljean, leur ancêtre commun.

Une autre fille de la famille, issue, elle, de la branche de Mullen, Frida-Lina, fille de Frédéric-Gustave, née le 16 juillet 1900 à Saint-Blaise, épousa, pour sa part, l'écrivain et astrologue bernois ALFRED FANKHAUSER (1890-1973).

D. LA BRANCHE ALSACIENNE

Située à douze kilomètres de Colmar au cœur du vignoble alsacien, la petite ville de Riquewihr (Reichenweier), fief des comtes de Wurtemberg jusqu'en 1796, bénéficiait d'un statut qui n'est pas sans rappeler à certains égards celui de La Neuveville.

Élevée au rang de ville en 1320, dotée d'une charte de libertés bourgeoises en 1484, elle était gouvernée par un Magistrat composé d'un Bürgermeister (bourgmestre) assisté de onze échevins ou conseillers, le seigneur étant représenté pour sa part par un bailli qui faisait exécuter les ordres et prescriptions édictés par le prince de Wurtemberg-Montbéliard.

Dévastée en 1625 pendant la Guerre de Trente ans, la ville fut en 1652 mise à sac par les Lorrains, la population qui en temps normal était d'environ huit cents habitants tombant à la suite de ces événements à seulement trente-cinq.

Pratiquement dépeuplée, Riquewihr devint ainsi un pôle d'attraction pour de nouveaux venus, souvent des étrangers, qui vinrent s'y installer pour s'y adonner à la culture de la vigne.

Tel fut le cas notamment de JEAN IMER (Hans), né en 1648, le quatrième des six fils du tuilier Pierre Imer (No 14), qui vint s'y fixer très jeune avant 1672.

Rapidement intégré, il fut reçu bourgeois dès 1673, alors qu'il était âgé de 25 ans.

Vigneron de profession, il se maria trois fois avec des femmes du lieu, pour mourir en mai 1720, âgé de pas tout à fait 72 ans, d'une maladie qualifiée de « Seitenstechen » (point de côté).

Il était alors « Rathsbeisitzer », c'est-à-dire adjoint du bourgmestre, ce qui illustre on ne saurait mieux la considération dont lui, l'étranger, jouissait dans sa cité d'adoption.

De son second mariage avec Susanna Kieffer, Jean Imer avait eu trois enfants, une fille, Suzanne (1687-1734), épouse d'Andreas Schmidt, tonnelier, et deux fils, JOHANN-JACOB, né en 1671, sans postérité connue, et JOHANNES (1680-1724), viticulteur comme son père, qui devait devenir l'ancêtre de tous les Imer d'Alsace.

Vivant dans un milieu de langue allemande, les Imer de Riquewihr virent bientôt leur nom orthographié avec deux m, ce qui est aujourd'hui encore le cas pour les membres de la branche cadette, issue de JOHANN-JACOB (Jean-Jacques) (1717-1784), établie dès le début du XVIII^e siècle à Gunsbach, alors qu'à l'initiative de LOUIS IMER (1889-1964), professeur ès sciences naturelles et adjoint au maire à Sainte-Marie-aux-Mines, où son grand-père Johann-Ludwig (Jean-Louis) s'était établi dès 1827, la branche aînée issue de JOHANNES (Jean) (1709-1792), obtint d'en revenir à la graphie originale avec un seul m.

Si, à Riquewihr, les représentants de la famille, de la première à la quatrième génération, furent avant tout des artisans-vignerons, tonneliers, teinturiers, tanneurs ou boulangers, qualifiés en général dans les actes de l'époque de « propriétaires », la situation se modifia fondamentalement par la suite, notamment en ce qui concerne la branche cadette qui, dès le début du XIX^e siècle et pendant plus d'un siècle, compta en son sein d'importants industriels spécialisés dans la branche des textiles, avec des usines de tissage et des filatures à Sondernach, Sultzeren et, plus tard, Mertzeral.

Ces diverses activités n'empêchèrent toutefois pas les membres de la famille de jouer souvent un rôle en vue dans la fonction publique. C'est ainsi qu'en plus de plusieurs conseillers et d'un percepteur, les Imer de Riquewihr donnèrent à leur cité d'adoption trois bourgmestres, respectivement maires, en la personne de JOHANNES (1709-1792), bourgmestre en 1748, JOHANN-DAVID (1734-1810), maire de 1757 à 1770, et JOHANNES (1776-1819), maire sous la Restauration bourbonnienne de 1815 au plus tard à 1819.

Trois membres de la branche cadette par ailleurs, remplirent la fonction de percepteur à Gunsbach, alors que la branche aînée compta au début du XX^e siècle

deux adjoints au maire à Sainte-Marie-aux-Mines, en la personne du professeur Louis Imer, déjà mentionné plus haut, et de son père Théodore (1835-1920).

Industriel de profession et propriétaire d'usines à Méztéral jusqu'à la première guerre mondiale, JEAN-JACQUES IMMER (1870-1935), fut, en outre, maire de cette localité.

Sur le plan militaire, si aucun membre de la famille ne fit une carrière particulière, on mentionnera néanmoins que JOHANNES (Jean) (1737-1815), de la branche cadette, servit comme sergent-major sous Masséna.

Fils aîné de Jean-Jacques, le maire de Méztéral, JEAN-JACQUES, né en 1894, engagé volontaire pendant la Grande Guerre, du côté français, tomba au front, à une date indéterminée entre 1916 et 1918.

À l'heure qu'il est, la branche aînée – que nous appellerons la branche de Sainte-Marie-aux-Mines, et qui n'a jamais été très prolifique – est encore représentée en France par JEAN IMER, né en 1921, ingénieur-chimiste à Saint-Laurent-de-Mure près de Lyon, et ses fils PIERRE-LOUIS, né en 1949, père d'un garçon, MARC-ANDRÉ, né en 1972, et JACQUES, né en 1958, père de deux garçons, ALEXANDRE-JACQUES, né en 1985, et QUENTIN, né en 1987.

Quant à la branche cadette – la branche de Gunsbach – elle est représentée actuellement par MARC-Fernand-Jacques-Ghislain, né en 1965, fils de JACQUES-Léon-Jules-Ghislain IMMER (1930-1984), qui vit en Belgique, et par ANDRÉ-JACQUES IMMER, né en 1944 à Colmar, père d'un garçon, CHRISTOPHE-Richard, né en 1981, qui vit à Sulzbach, dans le Taunus, en Allemagne.

L'histoire de la branche aînée a été écrite, de manière détaillée, dans un manuscrit soigneusement calligraphié à l'intention de sa famille, par le professeur ès sciences naturelles et adjoint au maire, Louis Imer, mentionné à plusieurs reprises ci-dessus.

Un état complet de la généalogie des Imer d'Alsace a d'autre part été dressé récemment par les soins de M. Bernard Imer, de la branche de Valmont, à Paris, ouvrage polycopié auquel on se référera, le cas échéant, pour de plus amples renseignements en s'adressant à l'auteur (voir son adresse sous No 117).

E. LE PASTEUR ABRAHAM IMER et autres isolés

Dans son ouvrage «La Neuveville et ses habitants» publié en 1888, le notaire Germiquet donne faussement ABRAHAM IMER, ministre sans cure et diacre à la Neuveville de 1747 à 1759, pour être le fils de Jean-Jacques Imer, de la branche des tuiliers, et de Jeanne, née Fontaine. Or cette ascendance repose sur une erreur due à une homonymie avec un autre Abraham, né le 5 septembre 1723, tuilier comme son père, et qui devait épouser le 11 juillet 1760 une demoiselle Stauffer.

En réalité – en raison de lacunes dans les registres de baptême de l'époque – on ne sait rien de l'ascendance réelle d'Abraham, comme on ignore aussi la date exacte de sa naissance. Le choix, comme parrain et marraine, de son premier enfant, Marie-Anne, née le 26 octobre 1747, du banneret Frédéric Imer et de sa sœur, Madame la Conseillère Suzanne-Marie Petitmaître-Imer, nous autorise toutefois à penser qu'il pourrait toucher, de près ou de loin, à la branche des bannerets, mais sans que cela puisse être établi avec certitude.

Quant à l'année de sa naissance, un beau portrait de lui, en robe d'ecclésiastique, exécuté en 1752, à l'âge de vingt-huit ans, par un peintre non identifié, nous permet de la situer en 1724.

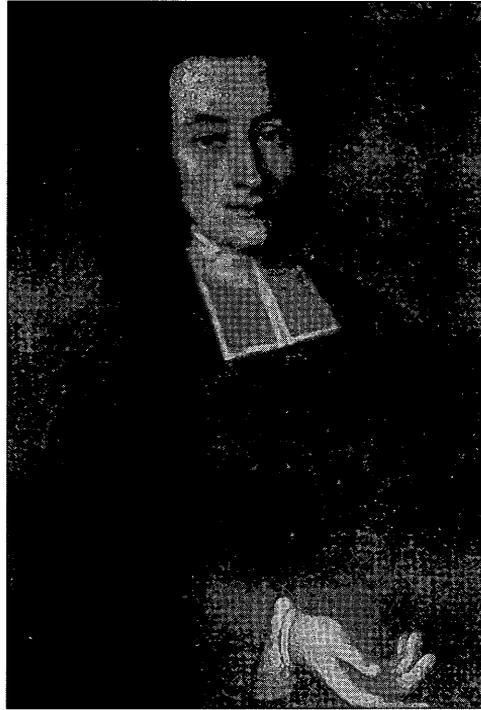
Le reste tient en quelques lignes.

Par le Journal du pasteur Théophile-Rémy Frêne qui était de ses amis, nous savons qu'Abraham Imer brigua en vain en janvier 1759 le poste de pasteur à Sornetan en se prévalant auprès du Prince-Evêque du fait qu'il avait accompli ses études de théologie à Berne, ce qui n'empêcha pas celui-ci de donner la préférence à un cousin de notre diariste.

Désabusé – et bien qu'il ait encore acquis le 17 mars deux vignes de J.-J. Gascard, dont l'une sise sous le château – Abraham décida alors, la même année 1759, de partir à Puryburg aux Etats-Unis pour y poursuivre, dans ce pays, sa carrière d'ecclésiastique, à l'instar d'un autre Neuvevillois de ses amis, le pasteur Barthélémy-Henri Himely qui avait été nommé une année plus tôt pasteur à Charlestown en Caroline du Sud.

C'est là, la dernière nouvelle que nous possédons de lui et de son épouse, Anne-Françoise Gascard, née le 6 août 1720, de laquelle il avait eu, de 1747 à 1758, pas moins de neuf enfants, dont six devaient décéder l'année même de leur naissance, alors que l'on ignore tout des trois autres, Abram-Emanuel, né en 1749, David-Louis né en 1756 et Daniel-François né en 1757.

Par la qualité et le rang social des divers parrains et marraines de ses enfants, choisis parmi ses collègues ministres du St-Evangile ou les baillis de la



*Le pasteur Abraham Imer peint en 1752 à l'âge de 28 ans
Portrait à l'huile d'un peintre inconnu*

région, on peut cependant se faire une idée assez précise de ce que furent, avant son départ pour l'Amérique, les fréquentations d'Abraham Imer à La Neuveville, comme aussi de ce que devaient être ses qualités d'homme et d'ecclésiastique. Celles, à n'en pas douter, d'un personnage que l'on ne saurait considérer avec indifférence.

* * *

Si – seul personnage d'envergure à ne pas pouvoir être rattaché à une branche déterminée – Abraham Imer joua un rôle non négligeable dans la société neuvevilloise du XVIII^e siècle, on ne sait par contre pratiquement rien d'un rameau isolé qui eut pour fondateur un autre ABRAHAM, fils d'Israël, né en 1632, dont le fils Jacques (1691-1761) eut, de son mariage avec une certaine Anne-Marie Kübli, deux filles, Anne-Marie, née en 1723, et Marie-Marguerite, née en 1726, dernières représentantes de cette branche éphémère qui ne compta, pour le surplus, parmi ses membres, que les deux frères de leur père, Jean-Rodolphe, né en 1686, et Jean, né en 1694, tous les deux sans descendance. A défaut d'autres indications à leur sujet, on peut néanmoins considérer que les personnes prénommées paraissent devoir être rattachées soit à la branche des tuiliers, soit à celle des cordonniers qui, elle aussi, comme nous l'avons vu, devait s'éteindre au XVIII^e siècle déjà sans laisser de traces.

On peut en dire autant d'un troisième ABRAHAM, époux de Françoise Petitmaître, dont le partage des biens, intervenu le 27 février 1721, nous apprend qu'il était le père de quatre fils, Jean-Pierre, Jacques, Abraham et Petermand, et de deux filles Marguerite et Françoise.

F. LA BRANCHE DE LA NEUVE MÉTairie

Petit-fils de JEAN (No 15), fils de DAVID (1675-1756), boulanger, DAVID IMER, né en 1716, décédé en 1788, deuxième du nom, exerça le métier de chirurgien de 1742 à 1754.

Petit sauthier en 1757, puis Grand sauthier, devenu membre du Petit Conseil en 1759, la fin de sa vie fut loin d'être exemplaire, ainsi que cela résulte de l'annotation suivante tirée du manuel du Conseil sous la date du 20 janvier 1785:

« Le conseiller David Imer, Maître des Vacheries –

Les juges ayant pris en considération la conduite crapuleuse de Sr. Maître des vacheries D. Imer, d'autant plus scandaleuse que par son état de Magistrat, il doit l'exemple d'une conduite sage et réglée, l'ont suspendu pour trois mois de ses fonctions.

Le présent grabeau (réélection) est fait sans préjudice des choses qui pourraient se trouver à sa charge dans la poursuite de l'action que le Sr. Procureur fiscal va lui intenter ensuite des rapports mis au Greffe.»

Etablie comme fermiers-bûcherons et gardes-forestiers à la Neuve Métairie – une métairie propriété de la Bourgeoisie, située dans une clairière au cœur des forêts bourgeoises à mi-chemin entre Prêles et Lignièrès – la descendance de David Imer y vécut pendant plusieurs générations jusqu'au milieu du XX^e siècle, à compter d'AUGUSTE (1795-1875), garde-forestier, fils lui-même de DAVID, troisième du nom, né en 1752, boulanger comme son grand-père.

Extrêmement prolifique, cette branche – qui ne joua aucun rôle dans la vie publique de la cité –, est, de nos jours encore, la plus nombreuse de la famille, aussi bien à La Neuveville et environs que dans l'Arc jurassien et jusqu'en France voisine. Elle a notamment compté, au XX^e siècle, plusieurs restaurateurs à La Neuveville et au Landeron.

G. LA BRANCHE DES FOURNIERS

Proche de la branche de La Neuve Métairie, issue comme elle de JEAN IMER (No 15), la branche des fourniers doit sa désignation à ISRAEL, frère puîné de David Imer, boulanger, qui vécut de 1675 à 1756.

Marié en 1694 à Judith Cellier, fille de Jacques, fournier de son état, Israël suivit les traces de son beau-père en achetant en 1708 un four au Faubourg de La Neuveville.

Sa descendance – qui ne fut jamais très nombreuse – s'éteignit dans les mâles en la personne de LOUIS-AUGUSTE (1827-1867), dont la fille unique, SOPHIE-ROSALIE, née en 1862, épousa le 4 mai 1888 LOUIS-ALFRED LANÇON, père de JEANNE LANÇON, institutrice, qui, avant de quitter La Neuveville, habitait avec ses parents dans la maison Dubied, à la route de Bienne, près de Grenétel.

(Pour la petite histoire, on ajoutera ici que DAVID-LOUIS IMER (1773-1854), le père de Louis-Auguste, avait épousé en deuxièmes noces Henriette-Sophie Ballif, fille de François-Charles Ballif et de JULIE IMER, née en 1762, la sœur de Frédéric Imer, orfèvre, de la branche de Grenétel (No 85).

Par ce fait, Sophie-Rosalie Imer se trouvait donc être une arrière-petite-cousine de notre grand-père Emile Imer, en qui, selon la tradition familiale, son père aurait assez bien vu un parti pour son fils, célibataire endurci...).

H. LA BRANCHE AUSTRALIENNE

Contrairement aux branches du Schlossberg, de Grenétel et de Valmont, la descendance de DAVID (1738-1803), troisième fils de Jean-Jacques (No 20) et de Marie-Marguerite Chiffelle, ne devait connaître aucune illustration particulière à La Neuveville, où elle fait à cet égard figure de parent pauvre.

Cet état de choses s'explique par le fait que, maître-tanneur comme son frère Frédéric-Jean-Jacques de la branche du Schlossberg (No 71), David, marié sur le tard à Anne-Marie Mürset de Douanne, devait décéder alors que ses enfants – trois garçons et trois filles (dont un garçon et une fille décédés en bas âges) – étaient tous encore mineurs.

Il en résulta que, dépourvus de moyens, ses deux fils, JEAN-JACQUES (1795-1874), allié Tschantré, et FRÉDÉRIC-GEORGES (1801-1868), allié Marthi, tous les deux tanneurs comme leur père, ne paraissent pas avoir été en mesure d'assurer à leur famille une assise matérielle tant soit peu importante, leur descendance se trouvant dans l'obligation de s'expatrier pour subvenir aux besoins de l'existence.

C'est ainsi que, seul fils de Jean-Jacques, FRÉDÉRIC-AUGUSTE, né en 1830, émigra en 1853 aux Etats-Unis, où, selon acte de présomption de mort du 17 juin 1885, il disparut sans laisser de traces.

Quant aux six fils de Frédéric-Georges, nés entre 1834 et 1849, ils se virent pour la plupart, eux aussi, contraints d'émigrer outremer pour tenter de s'y faire une situation.

Désireux de s'établir en Australie comme vigneron-viticulteurs, à l'instar de nombreux vigneron en provenance du canton de Neuchâtel, les deux aînés, HENRI (1834-1859), parti en 1854, et FRÉDÉRIC (1836-1907), parti en 1858, y connurent des fortunes diverses.

Premier à avoir quitté le pays, en pionnier, Henri perdit la vie dans un naufrage en 1859 alors qu'il s'appêtait à rentrer en Suisse, vraisemblablement pour aller y chercher son frère Louis et sa famille.

Dans l'intervalle, le troisième frère, AIMÉ-AUGUSTE, né en 1838, avait émigré, lui, aux Etats-Unis où il devait s'établir comme marchand à Greenville. Marié le 31 mai 1873 à Philomène Hametiaux (1854-1930), il y décéda en 1893, sans laisser de descendance, sa veuve se remariant avec un certain révérend P. Wiley (1853-1906).

Quant au quatrième frère, LOUIS (1840-1927), mentionné plus haut, boulanger de formation, il s'embarqua pour l'Australie en 1866, suivi, deux ans plus tard, par sa femme, Anna-Barbara Gutknecht (1829-1918) et les trois aînés de ses enfants. Traversée tragique s'il en est, puisque la fille cadette, Anna-Bertha, née à La Neuveville le 9 septembre 1865, y décéda en mer le 13 janvier 1868, ébouillantée, pour être tombée dans une cuve de thé.

L'autre fille, Caroline-Henriette, née à Genève, le 16 décembre 1862, devait, quant à elle, – première de la famille à succomber en Australie – mourir de tuberculose, le 13 mars 1886.

Etabli à Waurn Ponds, au sud de Geelong, dans l'Etat de Victoria, où il avait rejoint son frère Frédéric, demeuré célibataire, Louis y vécut jusqu'à l'âge de 87 ans, se consacrant avec succès à la culture de la vigne et à la production de fruits, tout en travaillant accessoirement comme boulanger au service des constructeurs de la voie ferrée Melbourne-Colac. Récompense méritée de ses efforts, il reçut en 1886, pour son activité vinicole, une distinction à l'Exposition coloniale de Londres.

De ses deux fils, FRÉDÉRIC-LOUIS, né à La Neuveville, le 5 avril 1864, décédé en 1930 à Freshwater Creek, époux de Mary Elisabeth Baensch (1873-1914), et FRÉDÉRIC-GEORGES, le premier Imer à être né en Australie, le 15 novembre 1869, décédé en 1950 à Geelong, époux de Winifred Wheeler (1871-1916), descendent tous les Imer d'Australie dont l'arbre généalogique a été dressé avec minutie par le petit-fils de ce dernier, CLIFFORD ROY IMER, né le 10 avril 1925 à Elsternwick, et qui habite présentement à Mount Waverley près de Melbourne.

Très attaché à ses racines neuvevilloises, Clifford – CLIFF pour ses amis – est revenu à trois reprises visiter la patrie de ses ancêtres, se voulant le trait d'union vivant entre les Imer demeurés en Suisse et ceux partis, il va y avoir bientôt un siècle et demi, à la conquête du cinquième continent.

Auteur d'un ouvrage de référence très complet sur la branche australienne et son histoire, il y donne tous les renseignements souhaitables sur cette lointaine parenté australienne qui compte actuellement, à la cinquième génération, une quinzaine de représentants de notre patronyme familial, tous actifs désormais – après avoir abandonné les travaux de campagne – dans ce qu'on appelle de nos jours le secteur tertiaire.

* * *

Des deux plus jeunes fils de Frédéric-Georges – les seuls à être restés en Suisse – à savoir, CHARLES-LOUIS-VICTOR (1849-1928), allié Dessales, et FRANÇOIS-CHARLES (1846-1904), dit «TADAY», allié Gueisbühler, seul le second nommé devait avoir un descendant mâle en la personne de CHARLES-HENRI, dit «TADAY» comme son père, né le 9 avril 1870, allié Baumgartner, vigneron-tâcheron à qui il arriva une fois ou l'autre de travailler en cette qualité chez notre grand-père Emile Imer à Grenétel.

Décédé à l'âge respectable de 89 ans, le 14 avril 1959, à l'Hospice Montagu, père de quatre garçons et d'une fille, il est l'ancêtre du rameau de la branche australienne demeurée en Suisse où elle s'est perpétuée sous le surnom de «TADAY» hérité de lui et de son père.

Relativement peu nombreuse, cette partie de la branche n'est plus représentée à l'heure qu'il est à La Neuveville, sa répartition géographique étant partagée à parts, à peu près égales, entre la Suisse romande et la Suisse alémanique.

A titre documentaire, on notera enfin que le berceau de la branche australienne à La Neuveville se trouvait au numéro quatre de la rue Beauregard où la famille habitait une modeste maison vigneronne à proximité de l'ancienne préfecture.

Conclusion

A l'aube du XXI^e siècle et, à plus forte raison, de ce troisième millénaire qui s'annonce d'ores et déjà comme étant celui de toutes les dérives socio-culturelles et économiques – technologies de plus en plus démentielles, mélange irréversible des races, mondialisation –, on peut, à juste titre, se demander quelle peut être la justification et la portée pratique d'un ouvrage centré sur la généalogie d'une famille et sur ce qu'Antonio Fogazzaro – grand écrivain italien du XIX^e siècle dont bien peu de gens se souviennent aujourd'hui – appelait non sans nostalgie le « piccolo mondo antico ».

Sans aucune illusion pour ma part sur le caractère éminemment éphémère de toute activité humaine et, au-delà, sur la durée de nos civilisations comme aussi de l'histoire de l'homme dans son ensemble – dont la disparition est d'ores et déjà programmée à plus ou moins longue échéance –, je me suis posé la question de savoir quelle était l'utilité d'une démarche consistant à évoquer l'histoire d'une famille qui, si elle joua pendant un demi millénaire un rôle non négligeable sur un plan local et régional, sera appelée tôt ou tard à disparaître, comme tant d'autres avant elle.

En effet, *qui* une telle histoire peut-elle encore intéresser dans un monde en pleine mutation et qui ne sera jamais plus ce qu'il fut ? Quelques descendants peut-être, pendant quelques décennies, quelques historiens, mais jusqu'à quand ?... alors que l'immense majorité de nos contemporains ne se préoccupent que très peu, voire pas du tout, de leurs racines, se contentant de vivre au jour le jour sans se poser de questions quant à un avant ou à un après.

Au cours de sa vie, chacun de nous a l'occasion de côtoyer en principe cinq générations de sa famille, des grands-parents aux petits-enfants, voire, avec un peu de chance, sept générations, allant des arrière-grands-parents à des arrière-petits-enfants. Là s'arrête en général, et encore... l'intérêt que la plupart des gens portent à ceux qui les ont précédés ou qui viendront après eux.

Même là, d'ailleurs, nos investigations s'avèrent extrêmement fragiles, puisqu'il est rare de pouvoir remonter le cours du temps plus loin que quinze ou vingt générations en arrière, ce qui signifie que, d'une façon comme d'une autre, nous demeurons, dans ce domaine, limités à un contexte dont nous ne savons que trop ce qu'il comporte de tragiquement partiel.

C'est ainsi, en effet, que deux millénaires seulement – une paille mesurée à l'échelle du temps ! – nous séparent de la naissance du Christ, ce qui correspond, en chiffres ronds, à quatre-vingts générations. C'est, à l'évidence, à la fois beaucoup et peu, selon le point de vue auquel nous nous plaçons.

Or, que savons-nous – à quelques exceptions près – de tous ces gens qui vécurent avant nous ? Presque rien, si ce n'est la consternante constatation qu'ils ont tous disparu, sans laisser la moindre trace, dans le gigantesque maelström de l'existence.

Alors, à quoi bon se dresser contre cette fatalité, à quoi bon essayer de fixer pour un laps de temps infinitésimal ce qui, de toute façon, est destiné à disparaître, les écrits, comme les hommes, étant condamnés à un anéantissement inévitable?

Si, malgré cette évidence, j'ai tenté, dans le présent ouvrage, de redonner vie à une quinzaine de générations de personnages dont le passage sur cette terre se déroula dans le cadre restreint d'une petite cité suisse, c'est donc en ayant pleine conscience de la nature parfaitement hasardeuse d'une entreprise ancrée dans un présent dont la durabilité ne saurait faire illusion à personne.

Fallait-il, cela étant, renoncer à mon projet?

Tout compte fait, je considère que cela eût été une erreur.

Certes, notre vie individuelle est-elle soumise à la loi irréfragable du « hic et nunc », mais ce qui compte peut-être, cela étant, n'est-ce pas tout bonnement, sans trop se poser de questions, d'essayer de vivre le mieux et le plus intensément possible, en se faisant plaisir.

Or c'est là – je crois pouvoir l'affirmer – ce que j'ai réussi à faire, en m'attelant à une tâche qui, au fil de l'avancement des travaux, s'est révélée particulièrement gratifiante.

Quelle satisfaction en effet, mais aussi et surtout quelle leçon de vie et d'humilité cela fut – grâce à l'étude de toutes ces existences qui se développèrent avant nous – de se découvrir si intimement relié à une réalité ontologique dont – maillon d'une chaîne ininterrompue depuis la nuit des temps – nous sommes, chacun d'entre nous, issus, pour le meilleur ou pour le pire!

Naissance, vie et mort: c'est non sans une espèce de bonheur que l'on réalise soudain que ce qui fut le lot de nos ancêtres à travers toutes les vicissitudes de l'existence est aussi ce que nous partageons le plus complètement avec eux et que – s'agissant de notre condition d'hommes dans ce qu'elle a de fondamental – pratiquement rien n'a changé à travers les siècles, qu'il s'agisse de nous, hommes modernes, ou de tel ou tel personnage ayant vécu il y a de cela quatre ou cinq cents ans.

Avoir en commun un héritage biologique et spirituel inaliénable, se savoir le produit d'une lignée faite, comme nous, d'êtres de chair et sang soumis aux mêmes pulsions et aux mêmes passions, n'est-ce pas là une façon à la fois déroutante et extraordinaire de se sentir quelque part moins seul et de participer, au-delà de notre destin individuel, à quelque chose qui nous dépasse?

Dans ces vies qui nous précédèrent, nous retrouvons en effet tout ce dont nos propres vies sont tissées, les joies comme les peines, la maladie, la lutte quotidienne pour l'existence, l'orgueil d'en faire quelque chose de valable, les réussites ou les échecs professionnels, le souci de laisser quelque chose aux siens, la foi, les deuils, la souffrance et, pour finir, l'anéantissement dans la mort.

Comment, dans ces conditions, ne pas s'attacher à tous ces êtres tirés, pour quelques instants précaires, de leur oubli, en se plongeant, et ne serait-ce que d'une manière fragmentaire, dans ce que fut l'espace d'une vie, leur intimité d'hommes?

C'est en cela, peut-être, que réside – dans ces brèves rencontres que nous propose la mémoire – ce que j'aimerais retenir en premier lieu ici et que je ne saurais mieux caractériser que comme une joie profonde: celle d'avoir retrouvé, par le biais de ces compagnonnages souvent fascinants, comme une partie oubliée de moi-même.

Car, en réalité, on ne saurait *être* – ou, du moins quel sens cela aurait-il? – si, avant même d'avoir vu le jour, on n'avait pas *été*, si avant nous, il n'y avait pas eu tous ceux qui nous ont précédés?

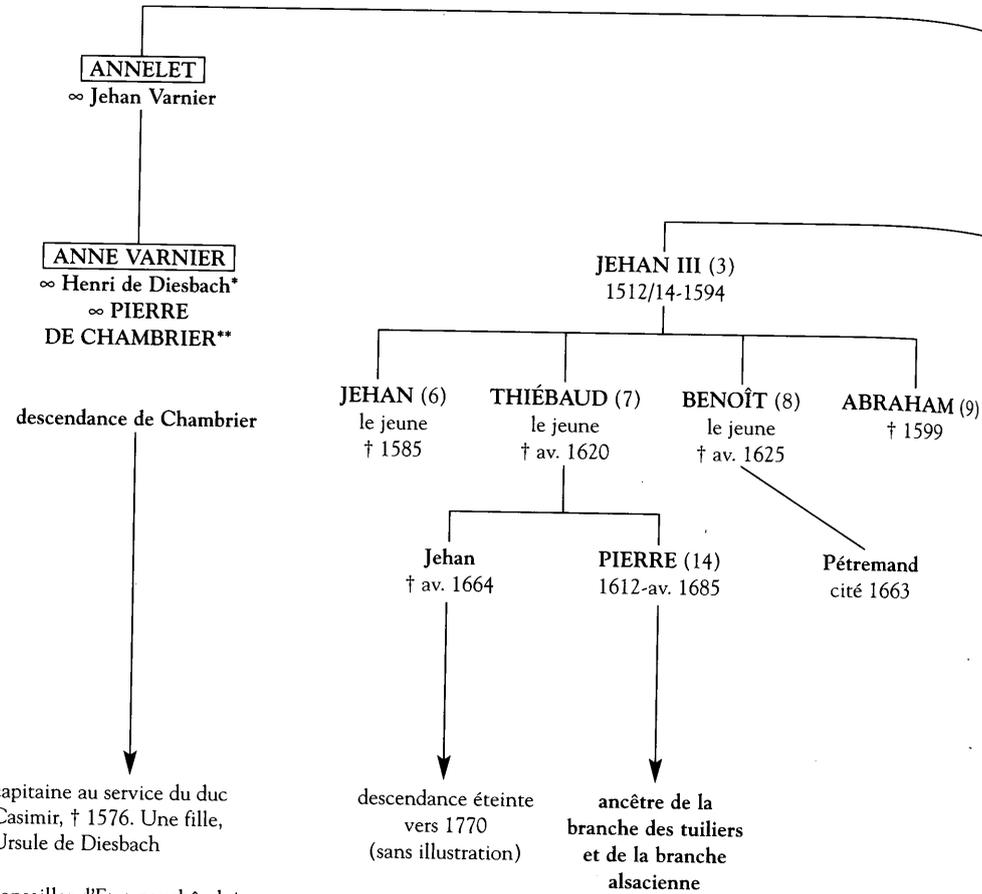
Et c'est la raison pour laquelle, arrivé au terme de cet ouvrage, on ne m'en voudra pas d'adresser, en guise de conclusion un clin d'œil, à la fois ému et complice, à ce *Pithecanthropus imerensis*, mon très lointain ancêtre direct, sans lequel ce livre, à coup sûr, n'aurait jamais été conçu.

ANNEXES

ANNEXES AU CHAPITRE II

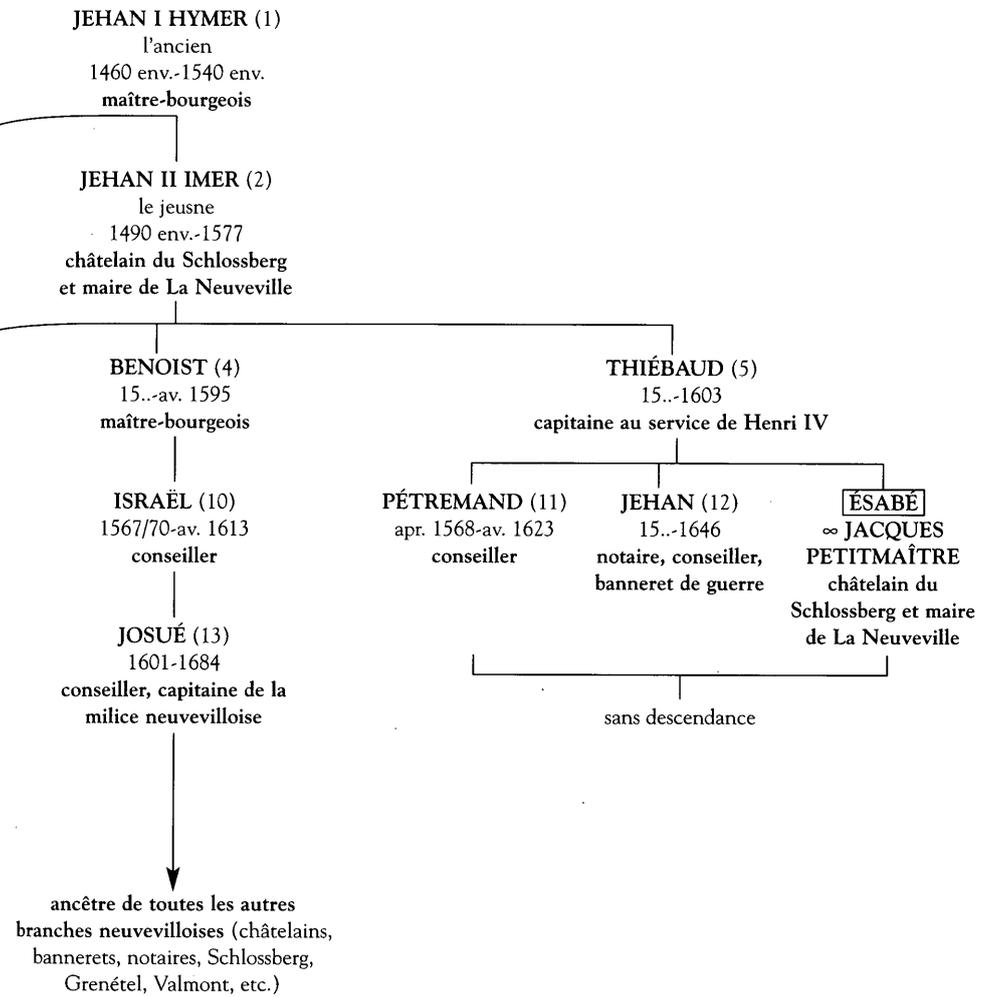
*Tableaux généalogiques des
premières générations - 1450 à 1650*

*Notice biographique sur
Noble VAUTHIER DE COLOMBIER*



* capitaine au service du duc Casimir, † 1576. Une fille, Ursule de Diesbach

**conseiller d'Etat neuchâtelois, procureur général, colonel



Notice biographique sur Noble VAUTHIER DE COLOMBIER

Ecuyer et châtelain de Valangin

140.-1475

Petit-fils de VAUTHIER DE COLOMBIER, mort en 1414, chevalier et gouverneur du comté de Neuchâtel, Vauthier était le fils de PIERRE DE COLOMBIER, bâtard légitimé par son père, décédé avant celui-ci, probablement en 1410, année où il fit son testament.

Mentionné expressément avec sa mère dans ce document, Vauthier doit donc être né à une date que nous ignorons, se situant entre 1400 et 1410.

Epouse en premières noces de Jehan Lore, écuyer, de Cormondrèche, la mère de Vauthier, SIMONETTE QUEMIN DE VIEILMARCHIE, était issue d'une vieille famille du Landeron. Fille, elle-même, d'Alix Challagrin, fille de Jehan, bourgeois de Neuchâtel, elle avait pour grand-mère paternelle Vuillemette de Vautravers, de la famille des ministériaux du même nom, et pour oncle, Henri Challagrin, moine de l'abbaye de Fontaine-André, curé de Meyriez et recteur de Sainte-Catherine à Morat en 1401, avant de terminer sa carrière comme abbé de l'abbaye précitée en 1419.

De son mariage avec Pierre de Colombier, Simonette avait eu, en plus de Vauthier, une fille, PERRENETTE DE COLOMBIER, épouse en premières noces, en 1421, de Pierre Fabry de Neuchâtel, puis, après la mort de celui-ci, en 1432, de Jehan Lescureux l'ancien, notaire et secrétaire de ville à La Neuveville qu'elle épousa une dizaine d'années plus tard et dont elle eut quatre filles et un fils, Jehan Lescureux le jeune, futur châtelain du Schlossberg de 1496 à 1513, avant de mourir, elle-même, en 1479, quelques années après son mari.

Pierre de Colombier étant décédé dans la force de l'âge, Simonette Quemin de Vieilmarchié se remaria une troisième fois en 1413 avec l'écuyer Perrin de Regnens (=Renan).

Parâtre de Vauthier, ce dernier, devenu entre-temps châtelain et receveur de Valangin, l'accueillit chez lui au château de Valangin, peu après le décès en 1427 de Guillaume d'Aarberg, seigneur des lieux.

C'est là très probablement que Vauthier fit la connaissance de CLÉMENÇON DE REGNENS, fille de l'écuyer Ymer de Regnens et nièce de Perrin, veuve de Perroud Marchandet de Valangin, mort en 1427, qu'il épousa trois ans plus tard en 1430.

De ce mariage naquirent trois fils:

- JACQUES, cité en 1475, sans descendance
- GUILLAUME, cité de 1452 à 1479, sans descendance
- JEAN, donzel de Cormondrèche, † av. 1508, époux d'Henriette Brisard,

fille de Jean, bourgeois de Porrentruy, et de Jeanne de Rambevaux dont la descendance, dans les mâles, s'éteignit avant 1610.

Nommé châtelain et maire de Valangin en 1453, Vauthier exerça cette charge – qui impliquait principalement la garde du château, mais aussi la juridiction sur la terre de Valangin – jusqu'en 1456.

Représentant du seigneur, c'est à lui notamment qu'incombait, sur le plan judiciaire, de présider les audiences de la Cour souveraine de la seigneurie, composée pour l'essentiel de gentilshommes de la région, tels que les nobles de Vautravers, du Terreaux, de Vaumarcus, ou encore de Courtelary, de Diesse ou de Rambevaux.

Désormais veuf, Vauthier se remaria en 1459 avec ANNE ESTOCHENET de la Sagne, dont il eut deux filles, THIÉBAUDE, épouse de Jehan Grisel d'Hauterive, et JEHANNETTE, épouse en premières noces de Jean Junod alias Drogy, puis en secondes noces, en 1508, d'Hugonin Symonin de Cormondrèche, dont l'arrière-petite-fille, ROSA SYMONIN, devait devenir la femme, en premières noces de Jacques Gibollet et en secondes noces d'Israël Imer, tous les deux de la Neuveville et nos ancêtres directs, le second en droite ligne et le premier à travers les familles Gibollet, Jallaz et Schnider.

Retiré à Cormondrèche, où il est signalé en 1460 comme donzel, c'est dans cette localité que Vauthier paraît avoir fini ses jours, premier de quatre générations de « donzels de Cormondrèche », dont le dernier, Claude, lieutenant de la Côte, décédé avant 1610, n'eut qu'une fille, Madeleine qui fut la femme d'Esaye Hory, procureur général, châtelain de Boudry, maire de Rochefort et receveur de Thielle.

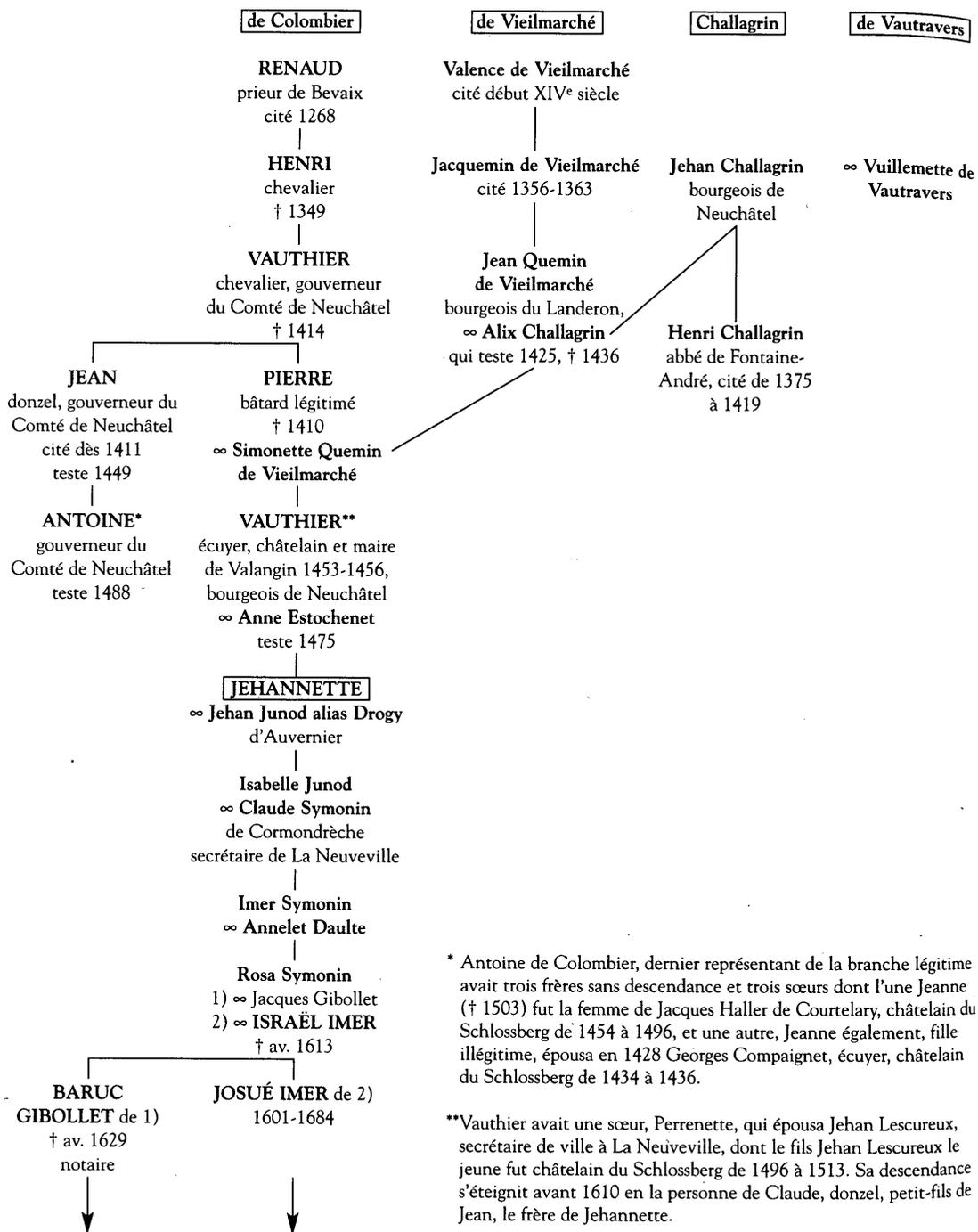
Arrivé désormais au terme de son existence, Vauthier – qui s'y dit écuyer et bourgeois de Neuchâtel – rédigea son testament le 5 octobre 1475 en exprimant le désir d'être enterré dans l'église Notre-Dame de Corcelles, dans le tombeau de ses père et mère.

Dans ce document, le dernier que nous possédons de lui, il désignait, comme étant ses héritiers, ses trois fils, ainsi que sa fille Jehannette, pour lors non encore mariée, et sa femme, Anne.

Ascendance de Colombier et de Vautravets

Annexe au chapitre II

Tableau simplifié



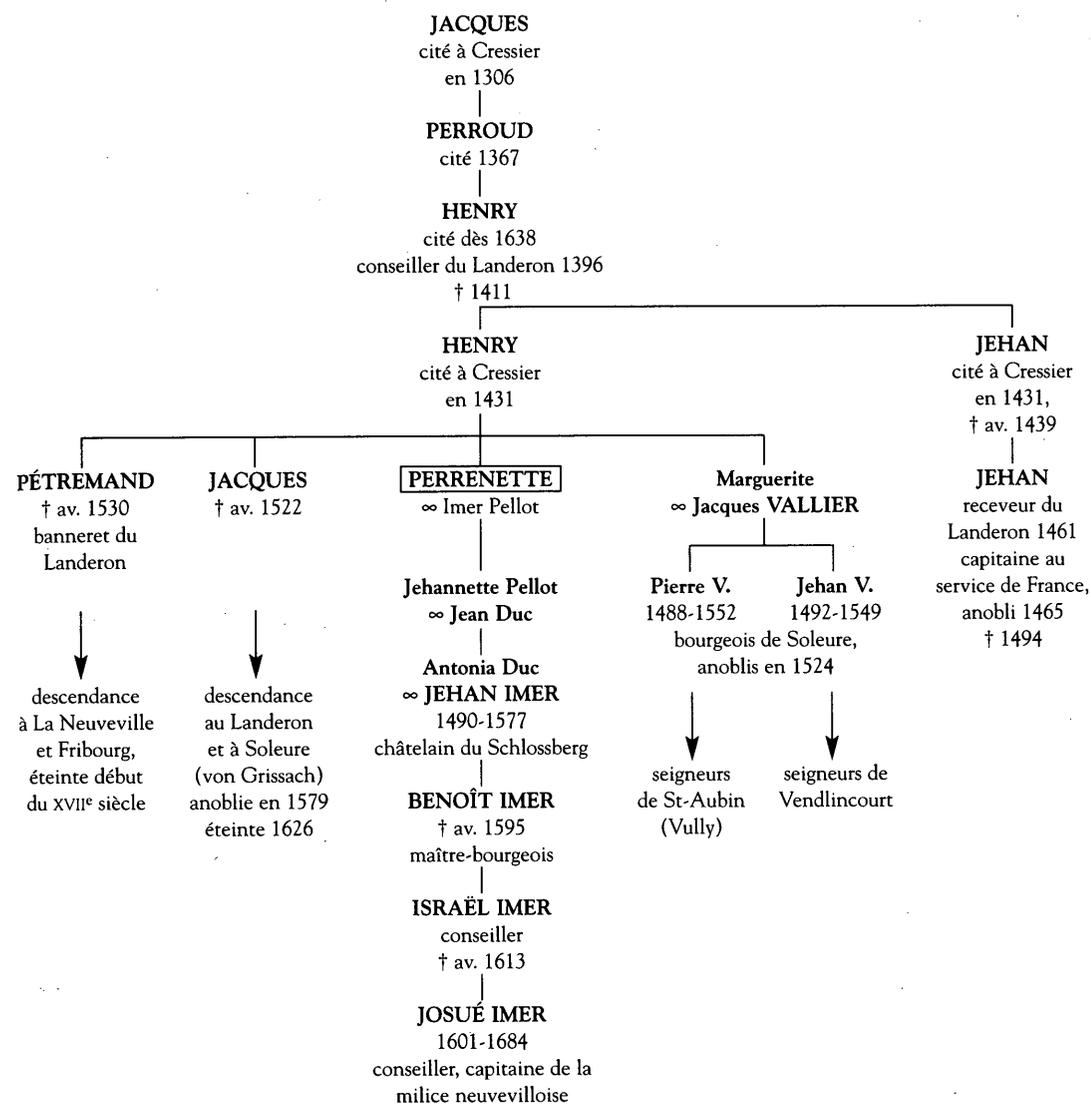
* Antoine de Colombier, dernier représentant de la branche légitime avait trois frères sans descendance et trois sœurs dont l'une Jeanne († 1503) fut la femme de Jacques Haller de Courtelary, châtelain du Schlossberg de 1454 à 1496, et une autre, Jeanne également, fille illégitime, épousa en 1428 Georges Compaignet, écuyer, châtelain du Schlossberg de 1434 à 1436.

**Vauthier avait une sœur, Perrenette, qui épousa Jehan Lescureux, secrétaire de ville à La Neuveville, dont le fils Jehan Lescureux le jeune fut châtelain du Schlossberg de 1496 à 1513. Sa descendance s'éteignit avant 1610 en la personne de Claude, donzel, petit-fils de Jean, le frère de Jehannette.

Ascendance de Cressier

Annexe au chapitre II

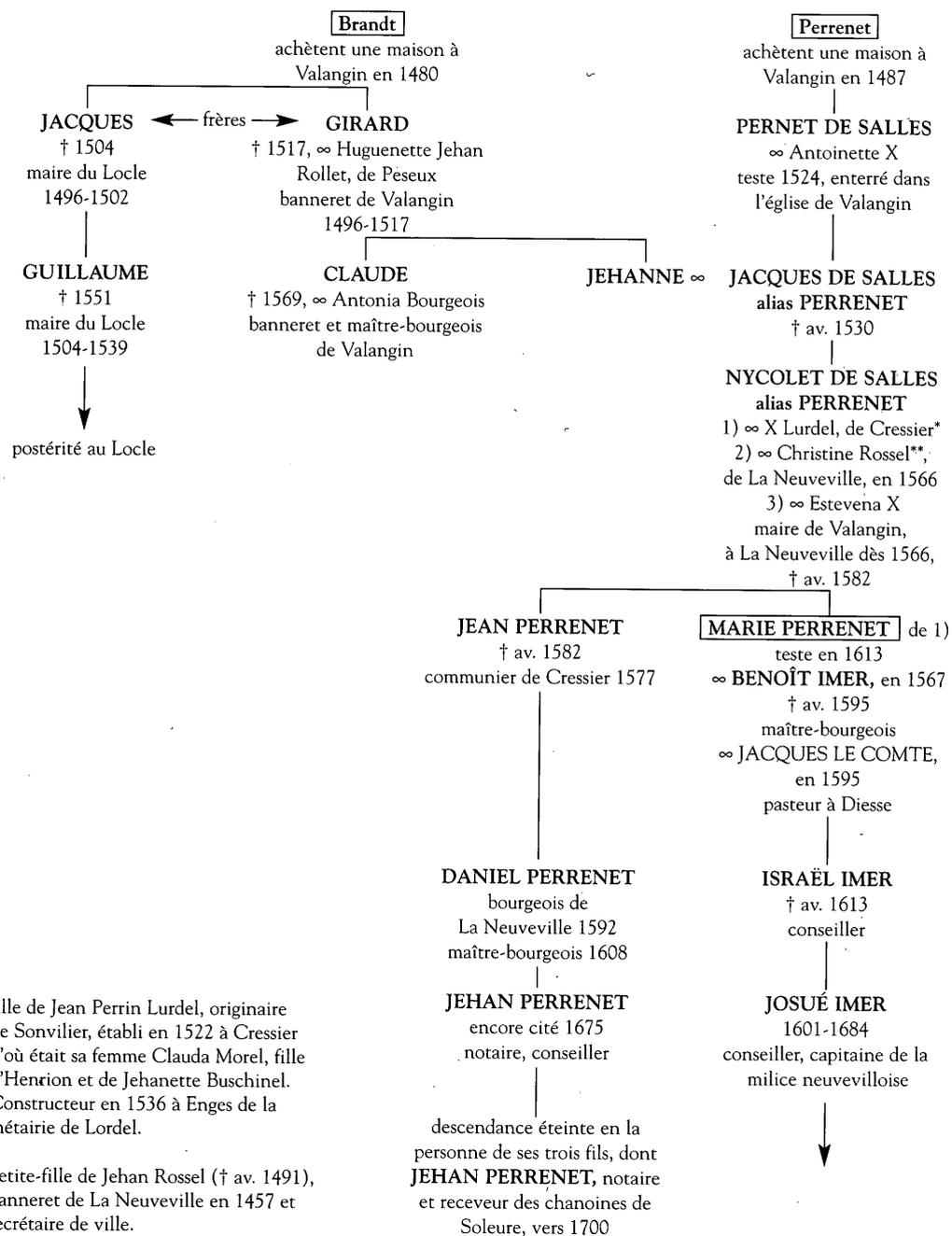
Tableau simplifié



Ascendances valanginoises

Annexe au chapitre II

Tableau simplifié



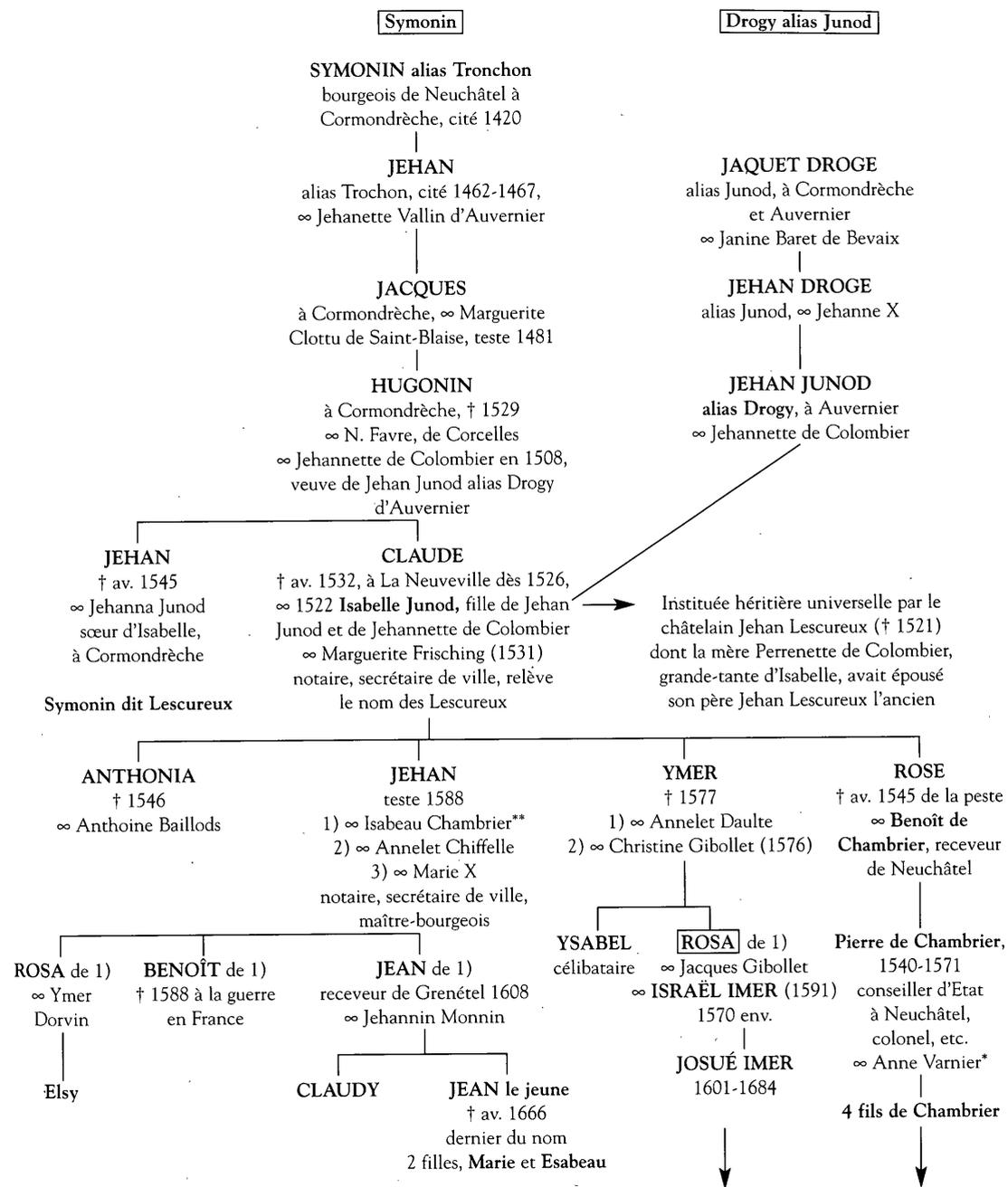
* fille de Jean Perrin Lurdel, originaire de Sonvillier, établi en 1522 à Cressier d'où était sa femme Clauda Morel, fille d'Henrion et de Jehanette Buschinel. Constructeur en 1536 à Enges de la métairie de Lordel.

**petite-fille de Jehan Rossel († av. 1491), banneret de La Neuveville en 1457 et secrétaire de ville.

Ascendances neuchâtelaises (Mairie de la Côte)

Annexe au chapitre II

Tableau simplifié



* Anne Varnier († 1588) était la fille d'Annelet Imer, sœur du châtelain Jehan II et cousine germaine de Benoît, père d'Israël Imer

**Isabeau Chambrier était la sœur de Benoît Chambrier, père de Pierre de Chambrier

ANNEXES AUX CHAPITRES III à X

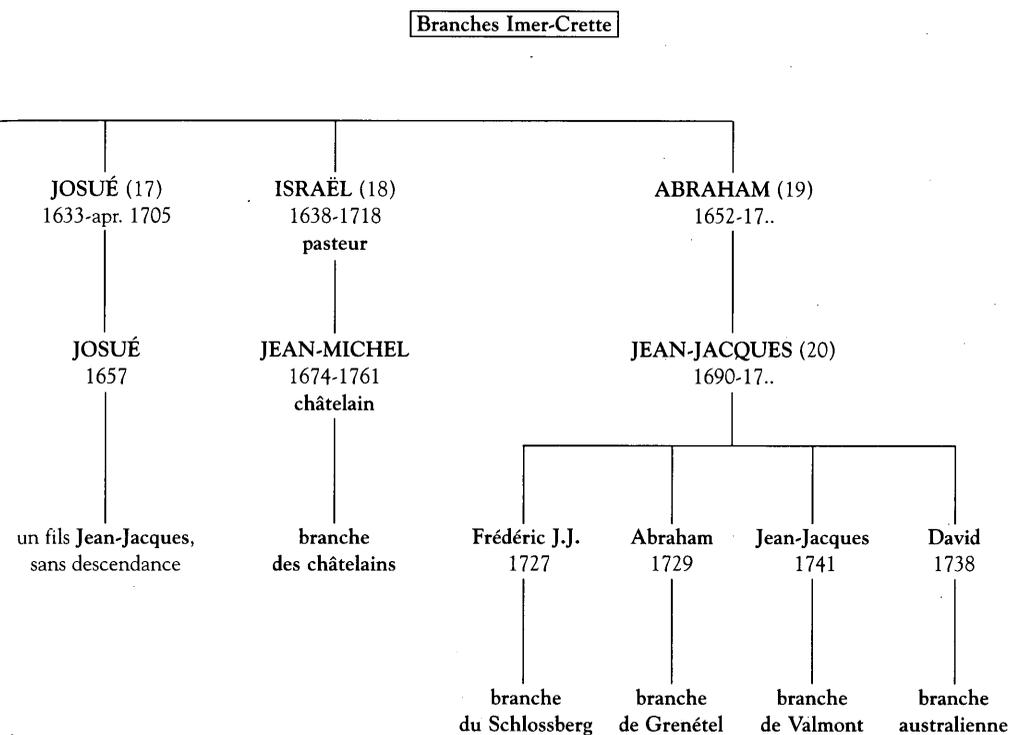
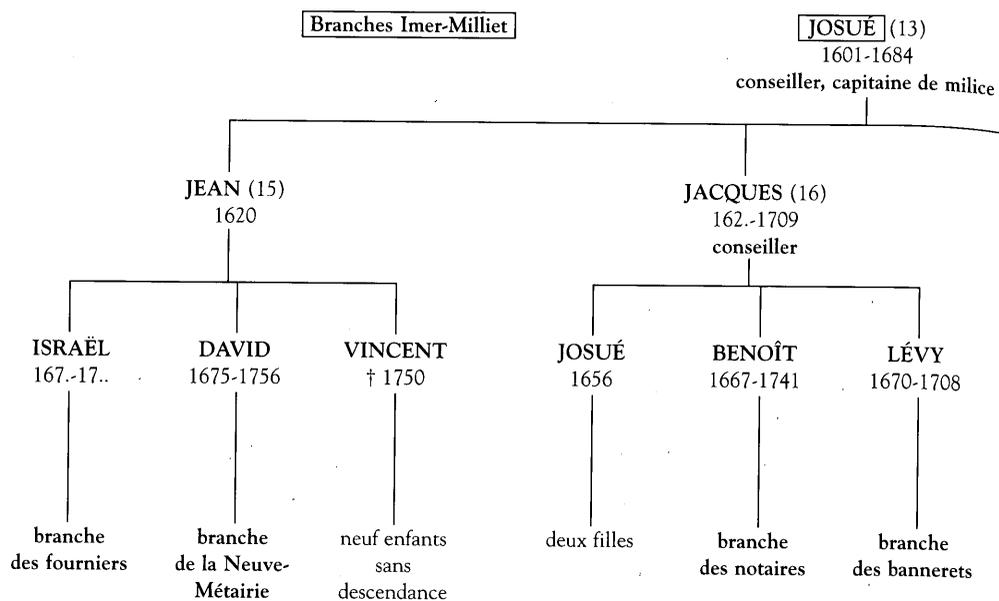
*Tableaux généalogiques
des principales branches
1650 à l'an 2000*

**RÉCAPITULATION DES FONCTIONS CIVILES
ECCLÉSIASTIQUES ET MILITAIRES
et
LISTE DES PROPRIÉTÉS**

La descendance de Josué Imer (1601-1684)

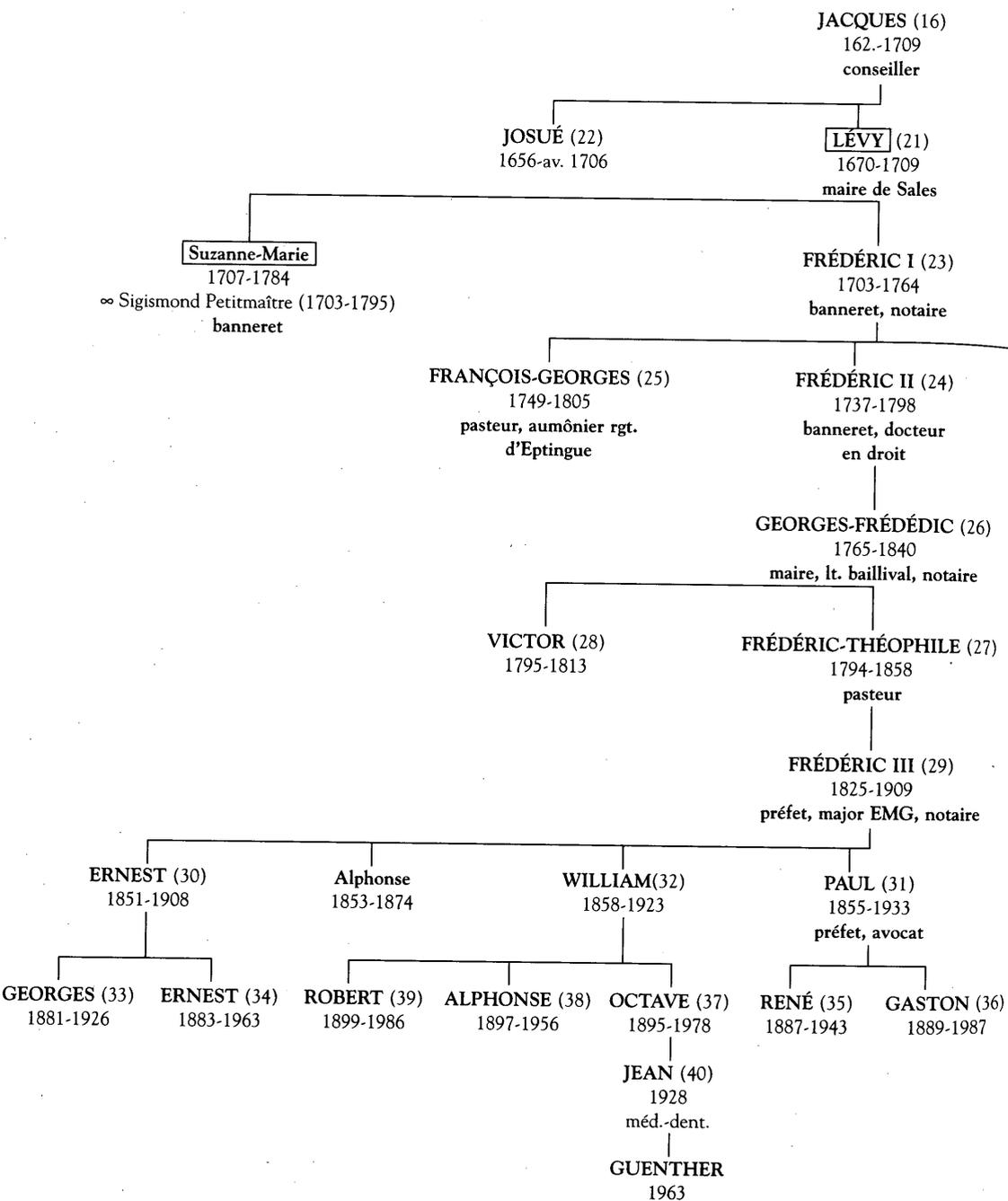
Tableau récapitulatif

Annexe aux chapitres III et IV

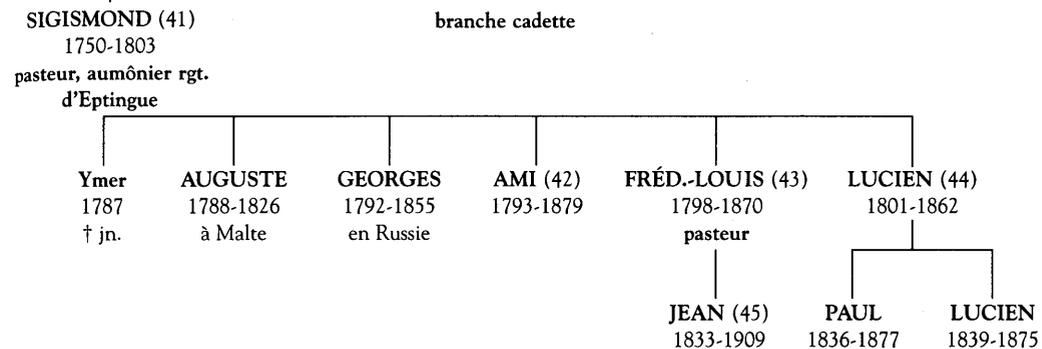


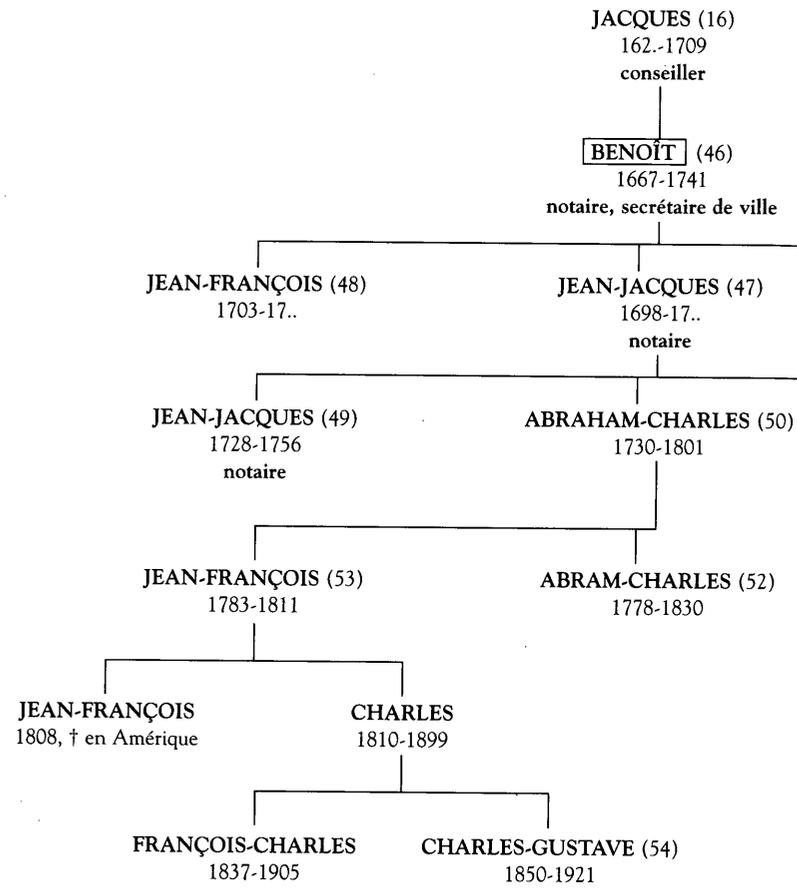
Branche des bannerets

Tableau récapitulatif

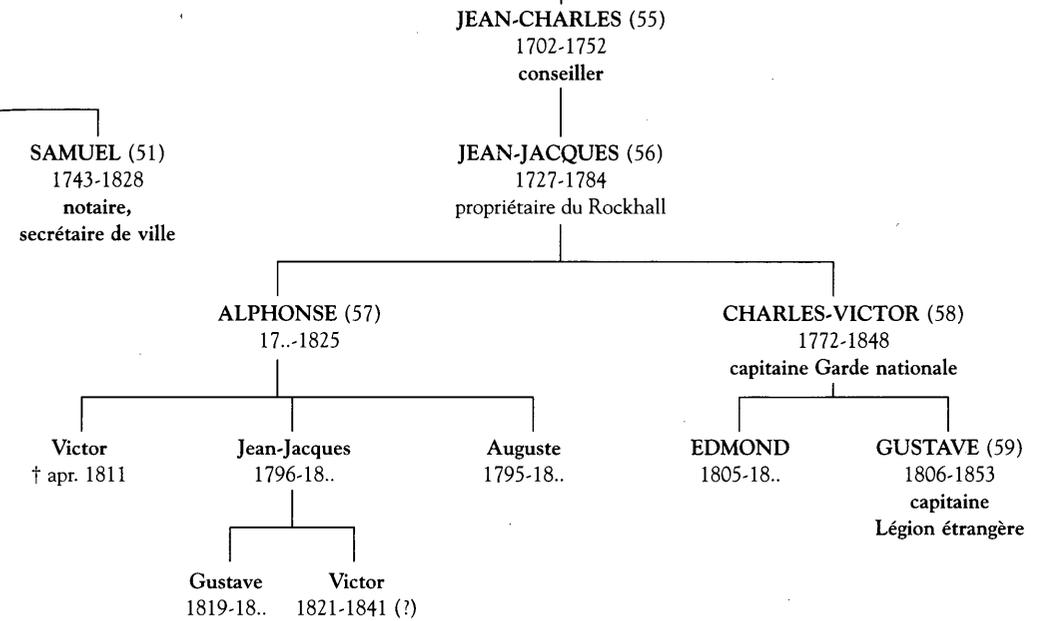


Annexe au chapitre V



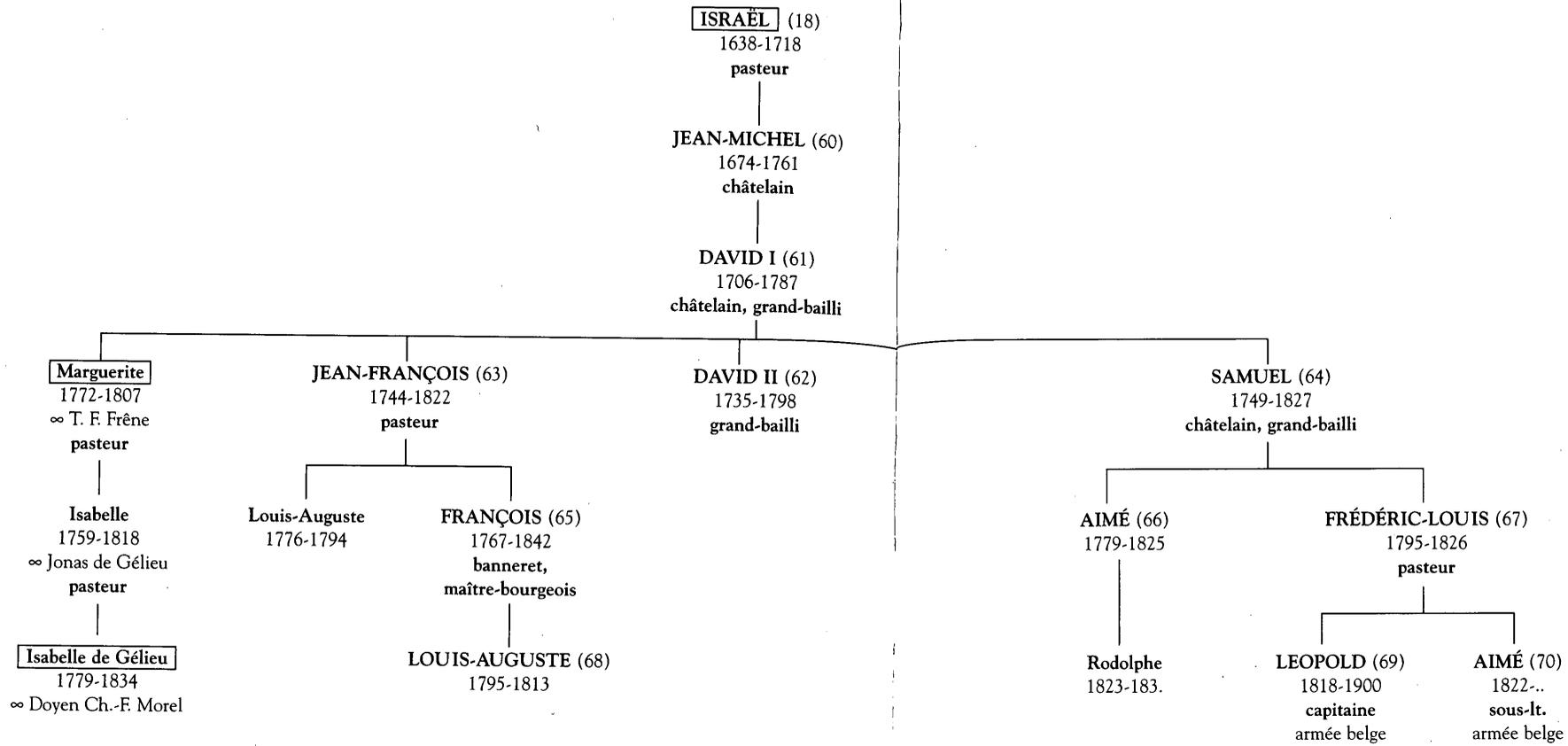


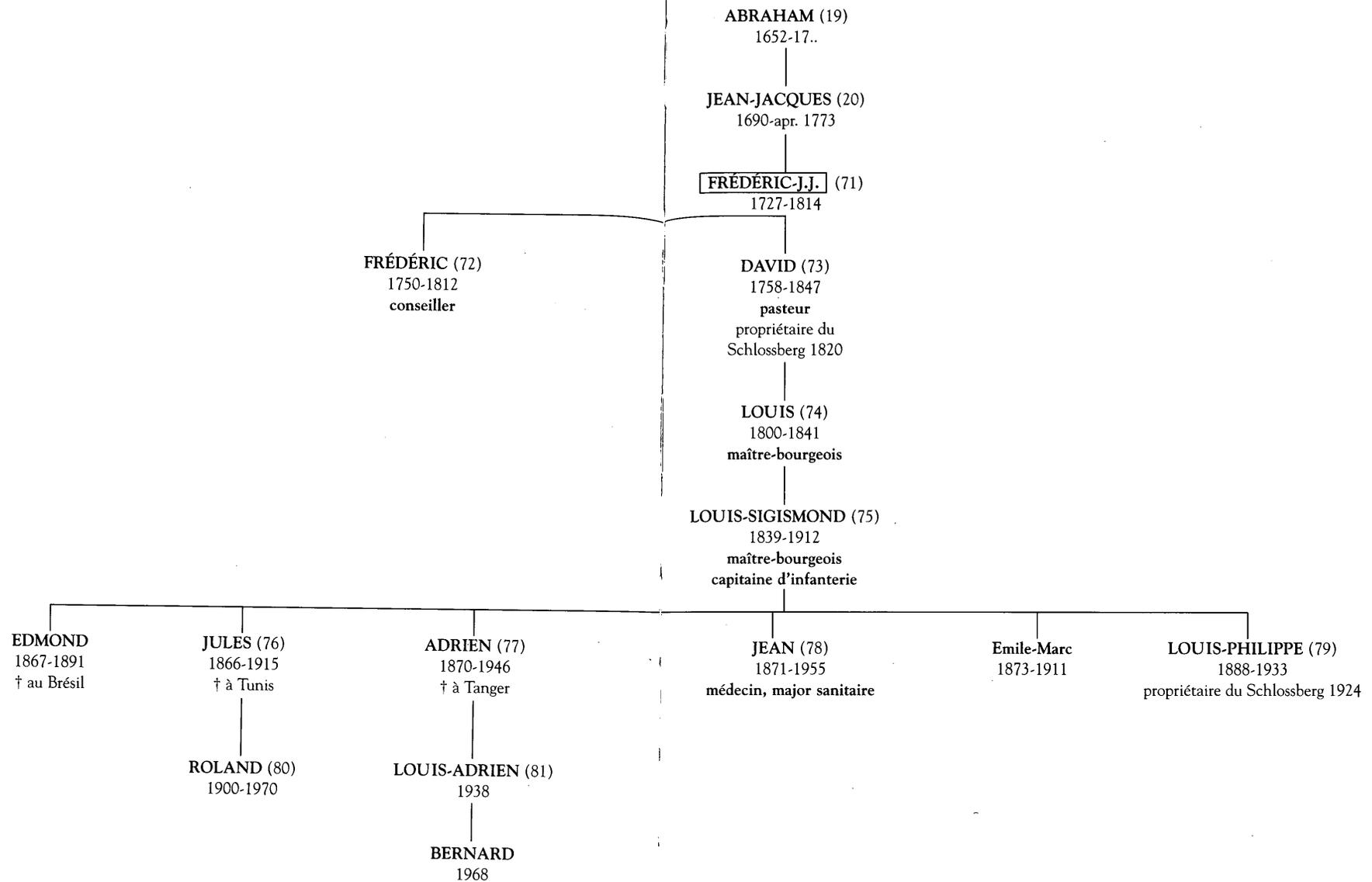
Branche aînée

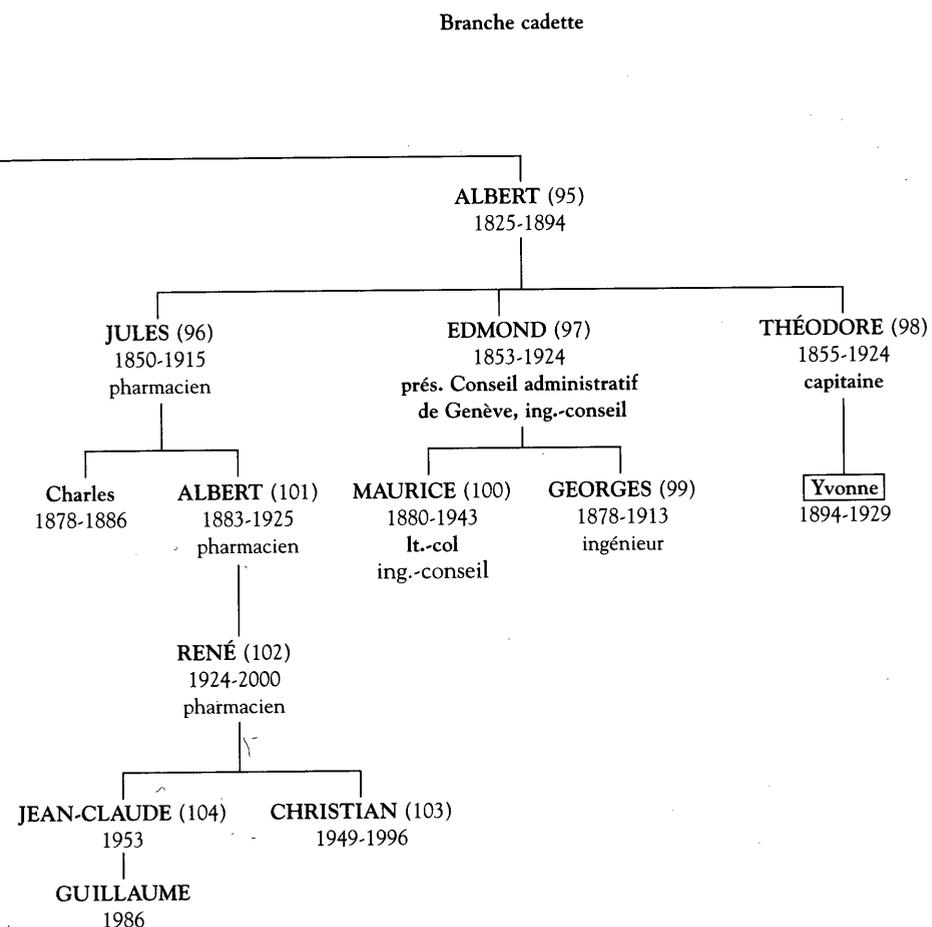
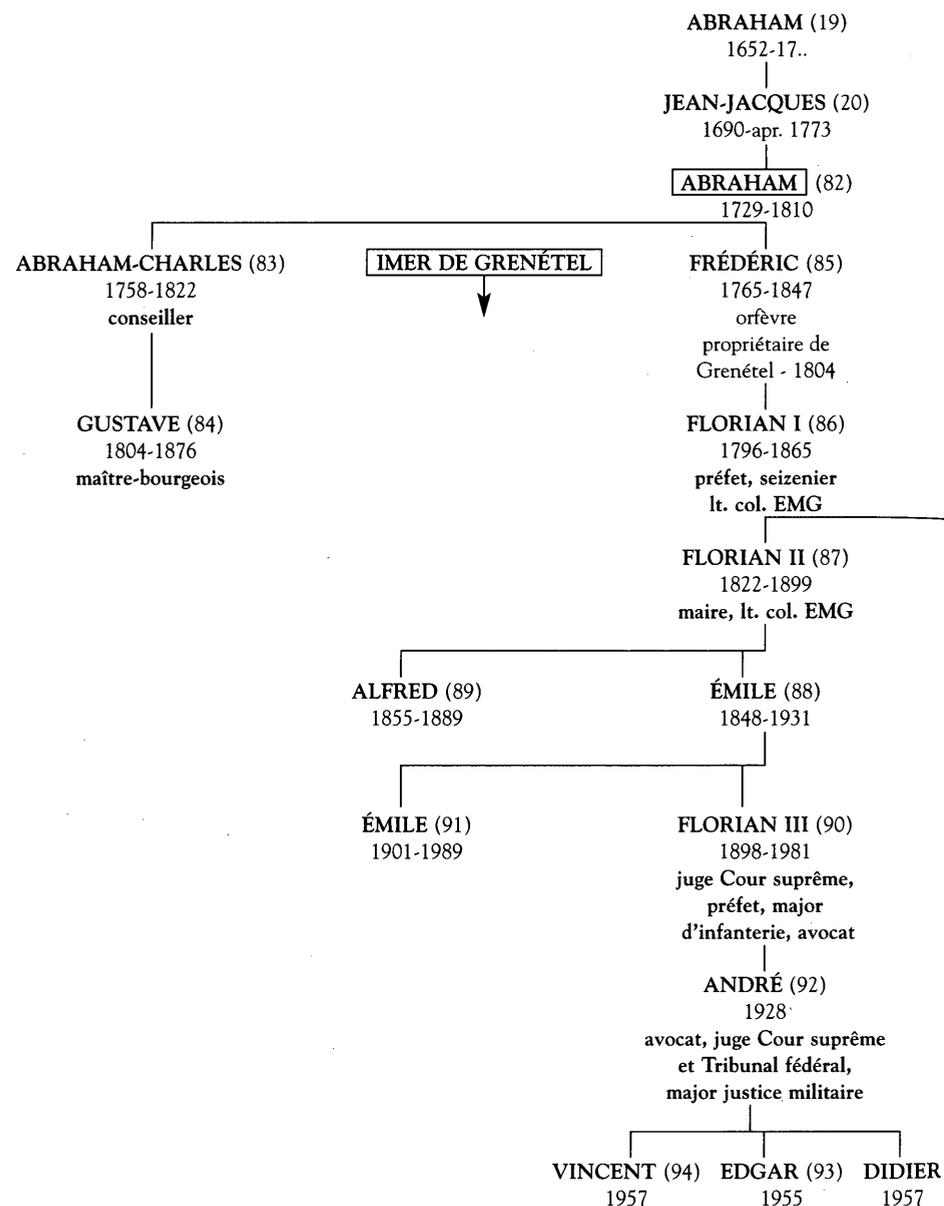


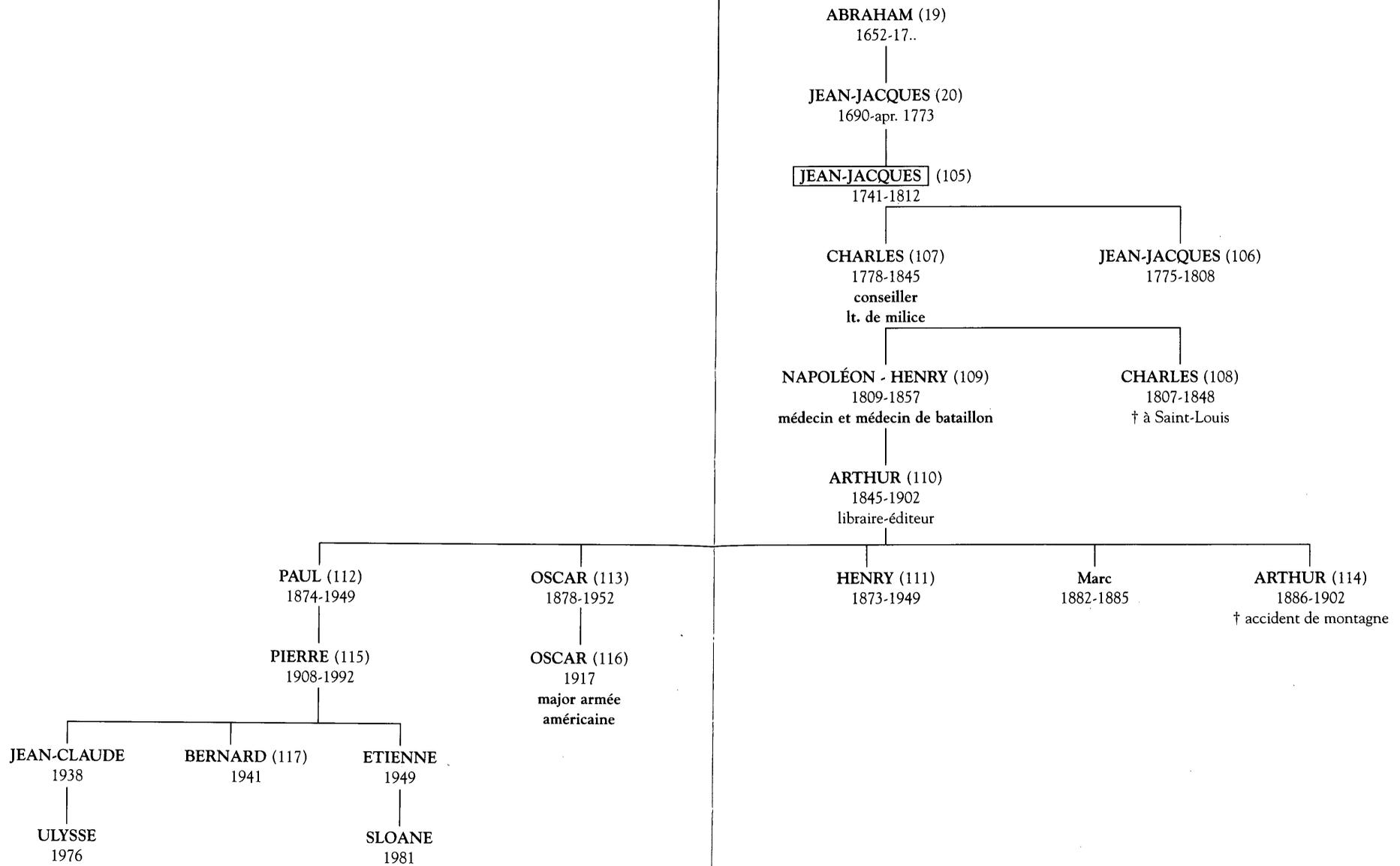
en France

Branche cadette









FONCTIONS PUBLIQUES

ANCIEN RÉGIME

et Restauration

Conseillers Auliques

JEAN-MICHEL	(1674-1761)	branche des châtelains
DAVID I	(1706-1787)	branche des châtelains
DAVID II	(1735-1798)	branche des châtelains
SAMUEL	(1749-1827)	branche des châtelains

Châtelains du Schlossberg et maires de La Neuveville

JEHAN	(1490-1577)	
JEAN-MICHEL	(1674-1761)	branche des châtelains
DAVID I	(1706-1787)	branche des châtelains
SAMUEL	(1749-1827)	branche des châtelains

Grands-baillis d'Erguël

DAVID I	(1706-1787)	branche des châtelains
DAVID II	(1735-1798)	branche des châtelains
SAMUEL	(1749-1827)	branche des châtelains

Lieutenant baillival

GEORGES-FRÉDÉRIC	(1765-1840)	branche des bannerets
------------------	-------------	-----------------------

Maîtres-bourgeois

JEHAN	(1460-1542)	
BENOÎT	(15...-av. 1595)	
JEAN-MICHEL	(1674-1761)	branche des châtelains
FRANÇOIS	(1767-1842)	branche des châtelains

Bannerets

FRÉDÉRIC I	(1703-1757)	branche des bannerets
FRÉDÉRIC II	(1737-1798)	branche des bannerets
FRANÇOIS	(1767-1842)	branche des châtelains

Maires de Sales

LÉVY	(1670-1708)	branche des bannerets
FRÉDÉRIC I	(1703-1757)	branche des bannerets
FRÉDÉRIC II	(1737-1798)	branche des bannerets
GEORGES-FRÉDÉRIC	(1765-1840)	branche des bannerets

Secrétaires de ville

BENOÎT	(1667-1741)	branche des notaires
SAMUEL	(1743-1828)	branche des notaires

Membres du Petit Conseil (jusqu'à 1832)

1 ^{re} génération	JEHAN I	de 1511 à 1540
2 ^e génération	JEHAN II	de 15.. à 1552
3 ^e génération	BENOÎT	de 1571 à 1589
4 ^e génération	ISRAËL	cité 1603
	PÉTREMAND	de 16.. † av. 1623
	JEAN	de 1639 à 1646
5 ^e génération	JOSUÉ	de 1639 à 1683
6 ^e génération	JACQUES	de 1686 à 1709
7 ^e génération	JEAN-MICHEL	de 1710 à 1717
	BENOÎT	branche des châtelains de 1710 à 1741
8 ^e génération	DAVID I	branche des notaires de 1738 à 1740
	FRÉDÉRIC I	branche des châtelains de 1735 à 1764
	JEAN-CHARLES	branche des bannerets de 1747 à 1751
	DAVID	branche des notaires de 1759 à 1785
		branche de la Neuve Métairie
9 ^e génération	DAVID II	de 1755 à 1762
	SAMUEL	branche des châtelains de 1775 à 1778
	FRÉDÉRIC II	branche des châtelains de 1766 à 1797
	SAMUEL	branche des bannerets de 1773 à 1797
		de 1814 à 1822
	FRÉDÉRIC	branche des notaires de 1789 à 1797
	CHARLES	branche du Schlossberg de 1820 à 1832
		branche de Valmont

9 ^e génération	ABRAM-CHARLES	de 1814 à 1822 branche de Grenétel
10 ^e génération	FRANÇOIS	de 1797 à 1798 de 1814 à 1832 branche des châtelains
	GEORGES-FRÉDÉRIC	de 1814 à 1832 branche des bannerets
	FLORIAN I	de 1823 à 1831 branche de Grenétel
	LOUIS	de 1828 à 1832 branche du Schlossberg

N.B. : *Ainsi que cela résulte de cette récapitulation, la famille Imer fut donc régulièrement représentée au Petit Conseil pendant dix générations où plusieurs de ses membres remplirent les fonctions de maître d'église, de procureur et de boursier, sans parler de charges accessoires telles que maître du poille (salle de la maison de ville), maître du sceau, receveur des caves, taxeur, maître des métairies (vacheries) ou intendant des forêts. Trente-cinq membres de la famille firent par ailleurs partie du Grand Conseil ou Conseil des communs, les uns avant d'accéder au Petit Conseil, les autres comme membres permanents de cette autorité ou en tant que maîtres de la confrérie des vigneron pendant l'année où ils occupaient cette charge.*

XIX^e ET XX^e SIÈCLES

Seizenier (membre du Conseil des 16 du Gouvernement bernois)

FLORIAN I (1796-1865) branche de GrenéteI

Députés au Grand Conseil bernois

SAMUEL (1749-1827) branche des châtelains

GEORGES-FRÉDÉRIC (1765-1840) branche des bannerets

FLORIAN I (1796-1865) branche de GrenéteI

FRÉDÉRIC III (1825-1909) branche des bannerets

FLORIAN II (1822-1899) branche de GrenéteI

Maires

GEORGES-FRÉDÉRIC (1765-1840) branche des bannerets
(sous le régime français)

FLORIAN II (1822-1899) branche de GrenéteI

PAUL (1855-1933) branche des bannerets

Maîtres-bourgeois

LOUIS (1800-1841) branche du Schlossberg

LOUIS-SIGISMOND (1839-1912) branche du Schlossberg

GUSTAVE (1804-1876) branche de GrenéteI

Préfets du district

FLORIAN I (1796-1865) branche de GrenéteI

FRÉDÉRIC III (1825-1909) branche des bannerets

PAUL (1855-1933) branche des bannerets

FLORIAN III (1898-1981) branche de GrenéteI

Présidents de Tribunal

FLORIAN III (1898-1981) branche de GrenéteI

Cour suprême du canton de Berne

FLORIAN III (1898-1981) + prés. branche de GrenéteI

ANDRÉ (1928-) branche de GrenéteI

Tribunal fédéral

ANDRÉ (1928-) branche de GrenéteI

Conseil administratif de la Ville de Genève

EDMOND (1853-1924) + prés. branche de GrenéteI

PASTEURS ET PROFESSIONS LIBÉRALES

Pasteurs

ISRAËL	(1638-1718)	branche des châtelains
ABRAHAM	(1724-17..)	
JEAN-FRANÇOIS	(1744-1822)	branche des châtelains
FRANÇOIS-GEORGES	(1749-1805)	branche des bannerets
SIGISMOND	(1750-1803)	branche des bannerets
DAVID	(1758-1847)	branche du Schlossberg
FRÉDÉRIC-THÉOPHILE	(1794-1858)	branche des bannerets
FRÉDÉRIC-LOUIS	(1795-1826)	branche des châtelains
FRÉDÉRIC-LOUIS	(1798-1870)	branche des bannerets
SAMUEL I	(1627-1688)	branche bernoise
SAMUEL II	(1684-17..)	branche bernoise
JEAN-JACQUES	(1740-1804)	branche neuchâtelaise

Notaires

JEAN	(15...-1646)	
BENOÎT	(1667-1741)	branche des notaires
JEAN-JACQUES	(1698-17..)	branche des notaires
JEAN-JACQUES	(1728-1756)	branche des notaires
SAMUEL	(1743-1828)	branche des notaires
DAVID I	(1706-1787)	branche des châtelains
FRÉDÉRIC I	(1703-1764)	branche des bannerets
GEORGES-FRÉDÉRIC	(1765-1809)	branche des bannerets
FRÉDÉRIC III	(1825-1909)	branche des bannerets

Avocats

PAUL	(1855-1933)	branche des bannerets
FLORIAN III	(1898-1981)	branche de Grenételet
ANDRÉ	(1928-)	branche de Grenételet

Docteurs en droit

FRÉDÉRIC II	(1737-1798)	branche des bannerets
SAMUEL	(1749-1827)	branche des châtelains
FLORIAN III	(1898-1981)	branche de Grenételet

Médecins

NAPOLÉON-HENRY	(1809-1857)	branche de Valmont
JEAN	(1871-1955)	branche du Schlossberg
JEAN (médecin-dentiste)	(1928-)	branche des bannerets

Pharmaciens

JULES	(1850-1915)	branche de Grenétel
ALBERT	(1883-1925)	branche de Grenétel
RENÉ	(1924-2000)	branche de Grenétel

Ingénieurs

FLORIAN	(1796-1865)	branche de Grenétel
JEAN	(1833-1909)	branche des bannerets
EDMOND	(1853-1924)	branche de Grenétel
GEORGES	(1878-1913)	branche de Grenétel
MAURICE	(1880-1943)	branche de Grenétel
OCTAVE	(1895-1978)	branche des bannerets

ÉTAT DE SERVICE

ANCIEN RÉGIME

Milice neuevilloise

Branches

JEAN	(15.. -1646)	banderet de guerre 1642/45
JOSUÉ	(1601-1684)	capitaine de la milice, 1639, 1652, 1653
CHARLES	(1778-1845)	lieutenant de la milice 1815

Service étranger

	THIÉBAULD	(15.. -1603)	capitaine au service de Henry IV, 1576 à 1592
Bannerets	FRANÇOIS-GEORGES	(1749-1805)	ministre de camp au rgt d'Eptingue 1765-1768
Bannerets	SIGISMOND	(1752-1803)	ministre de camp au rgt d'Eptingue 1775-1778
Notaires	CHARLES-VICTOR	(1772-1848)	sous-lieutenant au rgt. de Reinach 1789-1792 capitaine de la Garde nationale à Bienne - 1798

XIX^e ET XX^e SIÈCLES

Armée fédérale et troupes cantonales

Branches

Officiers supérieurs et capitaines

XIX^e siècle

GrenéteI	FLORIAN I	(1796-1825)	lt-colonel du Génie fédéral, chef du Génie de l'EM du général Dufour, 1849
GrenéteI	FLORIAN II	(1822-1899)	lt-colonel EMG
Bannerets	FRÉDÉRIC	(1825-1909)	major EMG
Valmont	NAPOLÉON-HENRY	(1809-1857)	médecin de bataillon dans les troupes bernoises
Schlossberg	LOUIS-SIGISMOND	(1839-1912)	capitaine d'infanterie
GrenéteI	THÉODORE	(1855-1924)	capitaine

XX^e siècle

GrenéteI	MAURICE	(1880-1943)	lt-colonel EM 2 ^e division
GrenéteI	FLORIAN III	(1898-1981)	major d'infanterie, chef de la section Juridique de l'Internement pendant la Guerre 1939-1945
Schlossberg	JEAN	(1871-1955)	major médecin
GrenéteI	ANDRÉ	(1928-)	major de la justice militaire, Grand-Juge e.o. Tribunal de div. 2

Officiers subalternes

XIX^e siècle

GrenéteI	JULES	(1850-1915)	premier-lt. Troupe sanitaire
Schlossberg	JULES-ÉMILE	(1866-1915)	lt. Troupe d'administration
Schlossberg	ADRIEN	(1870-1946)	lt. d'infanterie

XX^e siècle

GrenéteI	GEORGES	(1878-1913)	premier-lt. d'infanterie
GrenéteI	EDGAR	(1955-)	premier-lt des troupes mécanisées et légères
GrenéteI	VINCENT	(1957-)	lt. des troupes mécanisées et légères

Armées étrangères

<i>XIX^e siècle</i>			
Notaires	GUSTAVE	(1806-1853)	capitaine à la Légion étrangère
Châtelains	LÉOPOLD	(1818-1900)	capitaine et intendant de 1 ^{re} classe dans l'armée belge
Châtelains	AIMÉ	(1822-1...)	sous-lt. dans l'armée belge
<i>XX^e siècle</i>			
Valmont	OSCAR	(1917-.)	major de l'armée américaine

PROPRIÉTÉS DE LA FAMILLE IMER

Châteaux et autres demeures historiques

Lieu de situation	Propriétaire	Epoque
Château du Schlossberg* La Neuveville	branche du Schlossberg	1820-1842 1924-1933 (droit de jouissance jusqu'en 1940)
Château de Surpierre** Broye fribourgeoise	branche neuchâteloise	1850-après 1884
Manoir de la Poissine (Fanelgut) Canal de la Thielle	Josué Imer	1620-1631
Maison de Bellelay (Cave de Berne) La Neuveville	branche de Grenétel	1798-1804
Domaine de Grenétel (Le « Stift ») La Neuveville	branche de Grenétel	1804 à nos jours



Grenétel dans les années 1930

Domaine du Boudelin du Bas (Untere Budlei) dès 1797 à 18..., puis de
A l'ouest de Fenil (Vinelz) branche du Schlossberg nouveau dès 1925 à 1933

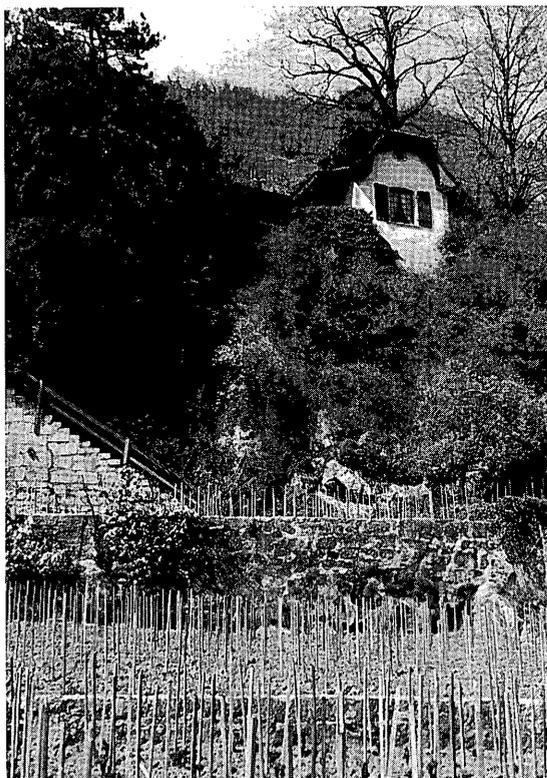


Le port de Grenétil dans les années 1930

Maisons patriciennes

Maison des Dragons		
La Neuveville	branche de Grenétil	1819 à nos jours
Maison des Bannerets		
La Neuveville	branche des bannerets	1789-1923
Rockhall		
Bienne	branche des notaires	1782-1793
La Violette (anc. « Haus im Garten »)		
Bienne	branche de Grenétil	1875-1891

- * Propriété du pasteur David Imer-Vernet dès 1820, le château du Schlossberg passa en 1842 à Victor Gibollet, mari de sa petite-fille Adrienne Imer, puis de 1883 à 1920 au beau-fils de ces derniers, Charles-Louis Schnider, époux de leur fille Adrienne Gibollet, à l'hoirie duquel Louis-Philippe Imer, arrière-petit-fils de David Imer-Vernet, le racheta en 1924. Le château demeura donc dans la descendance de ce dernier pendant 120 ans.
- ** Acheté en 1850 par Henry Leenhardt, époux de Sophie Imer, négociant à Marseille, et ses deux beaux-frères Jules et Gustave Imer, le château passa plus tard, après le mariage de la fille de Gustave, Isabelle, en 1884 avec Eugène Delpech, à la famille de celui-ci à Paris qui était encore propriétaire du château en 1932 (cf. Dict. hist. de Suisse)



*Le pavillon des Rochettes
dans les années 1930*

Pavillons de vigne

Pavillon des Rochettes	La Neuveville	branche de Grenétel
Pavillon de la Cascade	La Neuveville	branche des bannerets
Pavillon sous la Baume	La Neuveville	branche du Schlossberg

Métairies et fermes de montagne

Lieu de situation	Propriétaire	Epoque
Prise Imer en-dessus d'Enges NE	branche du Schlossberg	XIX ^e siècle
L'Himelette à l'est des Pontins	branche du Schlossberg	XIX ^e siècle
La Beynone au sud du château d'Erguël	branche de Grenétel	XVIII ^e et XIX ^e siècle
La Praye au bas du hameau du même nom, à l'est de Lignières	branche de Grenétel	XIX ^e et XX ^e siècle

Brève notice concernant le DOMAINE DE GRENÉTEL

Propriété de famille depuis 1804, le domaine de Grenétel – pendant des siècles la seule maison se trouvant à l'extérieur du périmètre de la vieille ville – peut s'enorgueillir d'une histoire très ancienne. Possession au XII^e et XIII^e siècles des barons de Geristein, le domaine passa, plus tard, en 1484, au chapitre des chanoines de la cathédrale Saint-Vincent de Berne, d'où le nom allemand de la propriété: *le Stift*. Sécularisé à la Réforme, il fut, par la suite, pendant plus de deux siècles, le siège du receveur des vignes de la Ville de Berne, avant d'être échangé en 1804, sous le régime français, contre la maison de Bellelay que Frédéric Imer, orfèvre, avait acquise comme bien national en 1798. Quant au bâtiment lui-même, dont les fondations remontent à tout le moins à 1550, il subit, au cours des siècles, diverses modifications, son aspect actuel – comprenant deux ailes et une maison centrale exhaussée avec tourelle et perron – datant, pour l'essentiel, des transformations effectuées par Frédéric Imer et son petit-fils Florian II en 1830 et 1860.

Des renseignements fragmentaires en notre possession, il résulte que les branches des bannerets et des châtelains possédaient, elles aussi, diverses métairies à la Montagne de Diesse et dans le Vallon de Saint-Imier (voir p. 100, 107, 132, 169, 172, 180, 189).

Sources

Principaux ouvrages de référence

- ROGER BALLMER: *Les Etats du Pays*, Société jurassienne d'Emulation (SJE), 1985
- ANDRÉ BANDELIER: *L'Ephéméron du pasteur Imer*, SJE 1983
- OLIVIER CLOTTU: *Les familles de La Neuveville, leur origine et leur destinée*, Actes SJE 1949
- OLIVIER CLOTTU: *Armorial de la Neuveville*, Paul Attinger, Neuchâtel 1970
- OLIVIER CLOTTU: *Les sceaux des châtelains du Schlossberg*, tirage à part de l'Archivium Heraldicum, annuaire 1972
- OLIVIER CLOTTU: *Le Pays de Neuchâtel et les familles du district de Cerlier*, in *Aus der Geschichte des Amtes Erlach, Festgabe zum Jubiläum «Das Amt Erlach 500 Jahre bernisch»*, Bienne, 1974, Paul Attinger, Neuchâtel 1970
- THÉOPHILE RÉMY FRÈNE: *Journal de ma vie*, 5 volumes, Société jurassienne d'Emulation et Editions Intervalles, 1993-1994
- J. GERMIQUET: *Neuveville et ses habitants*, Porrentruy 1888
- AD. GROSS et Ch.-L. SCHNIDER: *Histoire de La Neuveville*, Neuveville 1914
- Cap. FLORIAN IMER: *Journal sur les troubles de Neuchâtel en 1831*, Musée neuchâtelois, octobre 1933 à avril 1934
- FLORIAN IMER: *La Neuveville, Histoire de ma cité*, Société jurassienne d'Emulation (SJE), 1960
- FLORIAN IMER: *La bannière de La Neuveville sur les champs de bataille*, Editions de la Tour de Rive, La Neuveville, 1965
- FLORIAN IMER: *Notice sur la famille Imer*, Almanach généalogique suisse VII, 1943
- FLORIAN IMER: *Les bons offices du pasteur Georges-Auguste Liomin lors de l'insurrection en Haut-Erguël (1792-1793)*, Actes SJE, 1975
- MARCEL JORIO: *Der Untergang des Fürstbistums Basel*, thèse 1983
- CYPRIEN REVEL: *Notice biographique sur J.-F. Imer*, Actes SJE 1859
- J. SURRATEAU: *Récit inédit des événements de décembre 1797 et mars 1798 par Samuel Imer*, Actes SJE 1963

Documents manuscrits

- Archives de la Bourgeoisie de La Neuveville
- Archives familiales
- Chronique du châtelain Jehan Imer (1529-1563)
- Ephéméron du pasteur Jean-François Imer (1764-1822) (53 cahiers)
- Journal du pasteur Frédéric-Théophile Imer (1807-1858) (13 volumes)
- Louis-Auguste Imer: *Relation d'un voyage dans les Alpes en 1811* (c/o Office du Patrimoine historique, Porrentruy)

- Victor Imer: Relation du voyage que nous avons fait (dans les Alpes) en 1811
- Florian Imer: Relation de son voyage en Suisse et en Italie en 1818
- Frédéric Imer: Journal de son séjour à Paris 1845-1846
- Albert Imer: Journal de son séjour à Marseille 1846-1847
- Florian Imer: Réminiscences (2 cahiers)
- Notes manuscrites de feus les archivistes de la Bourgeoisie OLIVIER CLOTTU et JEAN HARSCH qui sont tous les deux pour beaucoup dans l'établissement des données généalogiques concernant les premières générations de la famille et ses ascendances, notamment en pays neuchâtelois.

Remerciements

L'auteur tient à remercier tout particulièrement de leur collaboration amicale les personnes suivantes qui, à des titres divers, ont contribué à la réalisation de l'ouvrage :

M. Francis Steulet, à Berne, président du comité de la Revue « Intervalles », M. Jean-Marie Hotz, à Prêles, responsable de la présente édition, M. le professeur André Bandelier, à Peseux, auteur de la préface, M^{me} Dominique Quadroni, du Centre de recherche et de documentation du Jura bernois « Mémoires d'Ici », à Saint-Imier, M. Charles Ballif, photographe, à La Neuveville, pour leur engagement sans faille en faveur de la publication de l'ouvrage,

ainsi que M^{mes} Yvette Marguerat, à Châtenay-Malabry, Micheline Imer, à Pully, Réjane Imer, à Jona, Sonia de Wurstemberger-de Nemitz, à Genève, M. et M^{me} Ernest et Micheline Cauderay, à Allaman, MM. François Gross, à Genève, et Bernard Imer, à Paris, qui, tous, n'ont mesuré ni leur temps ni leur patience pour fournir à l'auteur de précieux renseignements et documents concernant les diverses branches de la famille.

Les photographies des documents, portraits et gravures,
publiés dans cet ouvrage, proviennent de la collection de l'auteur
ou ont été réalisées par le photographe Charles Ballif de La Neuveville.

Conception et réalisation: Hot's Design & Communication, 2515 Prêles

Lithographe: RLC Digital, 2606 Corgémont

Impression: Ediprim SA, 2501 Bienne

Tirage: 1000 exemplaires

Mars 2003

CHRONIQUE DE LA FAMILLE

IMER

DE LA NEUVEVILLE

L'auteur

Neuvevillois de très vieille souche, André Imer est l'auteur d'une œuvre poétique de qualité, encore largement méconnue, comprenant une dizaine de recueils et albums de poésies, poèmes en prose et proses poétiques. Ses trois ouvrages principaux, le triptyque « Rupture de Ban », « Francs-Alleux » et « Le Rêve ambulante », ont paru aux Editions l'Age d'Homme à Lausanne de 1974 à 1986, sous le titre général « L'Etat sauvage ». Lauréat du prix de poésie de la Société jurassienne d'Emulation en 1978, président de la Société suisse des Ecrivains de 1982 à 1986, il a également été membre, de 1980 à l'an 2000, de l'Institut jurassien des sciences, des lettres et des arts.



Présentation de l'ouvrage

Monument à la gloire d'une famille qui joua pendant un demi-millénaire un rôle de premier plan à La Neuveville et dans la Principauté des Princes-Evêques de Bâle, cette saga familiale nous livre – à travers l'histoire d'une famille – non seulement un tableau saisissant de l'histoire de La Neuveville, mais aussi de la vie quotidienne qui fut, pendant des siècles, celle de nos concitoyens. On y rencontrera, côtoyant les divers châtelains, baillis, officiers supérieurs, pasteurs et autres tenants d'une officialité jamais démentie jusqu'à ce jour, des personnages souvent étonnants, tels que ce Thiébauld, capitaine au service de Henri IV, un capitaine de la Légion étrangère, ou encore, ainsi que le rappelle l'historien André Bandelier dans sa préface, « une veuve qui loue le Rockhall biennois au célèbre charlatan Cagliostro, une dame de compagnie dans l'entourage de Richard Wagner, un consul honoraire du Japon, la décoratrice de la librairie parisienne du poète Jean Cuttat » et beaucoup d'autres dont la vie, parfois obscure, fut marquée durement par la maladie ou la mort, ou qui partirent, avec plus ou moins de succès, chercher fortune sous d'autres cieux, de la proche Alsace à l'Afrique du Nord, du Brésil à l'Arizona, voire, vers 1860, en qualité de pionniers, jusque dans la lointaine Australie.